



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

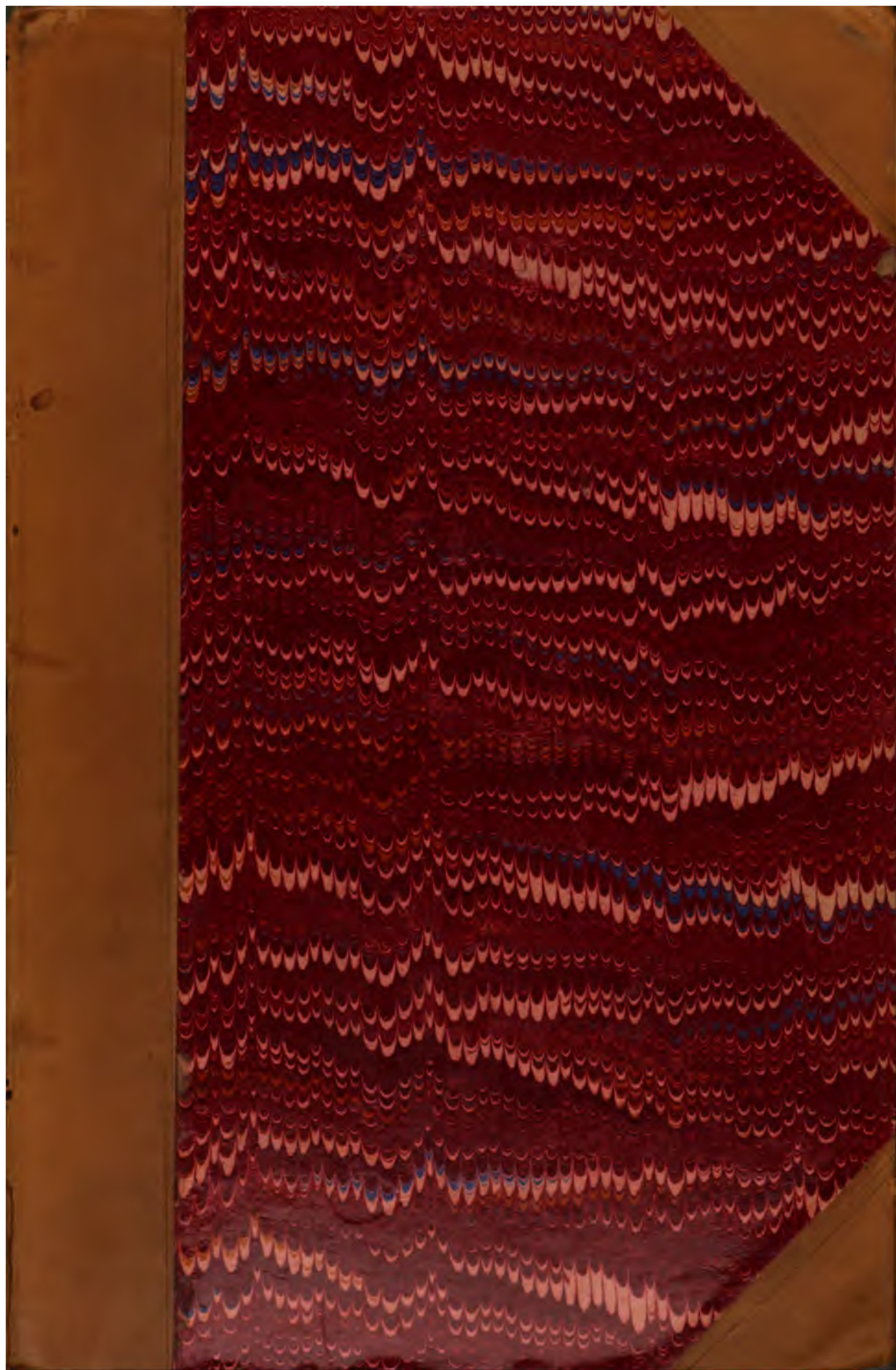
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

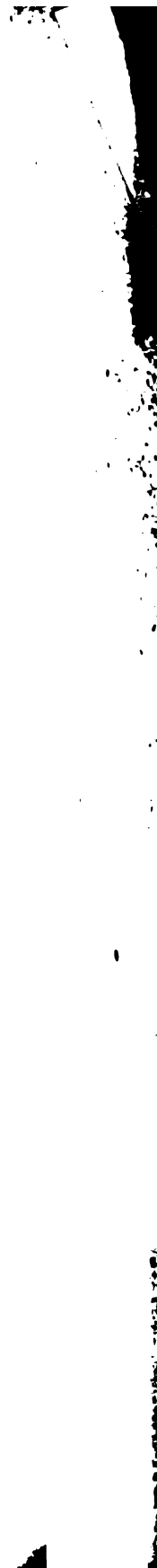
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



SARSWELL Co., Limited
Bookbinders,
PRINTERS,
LAW BOOKS, TORONTO
PUBLISHERS, etc. ONT.



LES
RAPPORTS JUDICIAIRES

DE QUÉBEC

740a

PUBLIÉS PAR LE BARREAU DE LA PROVINCE

DE QUÉBEC.

COUR SUPERIEURE

(EN RÉVISION ET EN PREMIÈRE INSTANCE).

VOL XXXI—1907.

W. C. LANGUEDOC, C.R.,

REDACTEUR EN CHEF.

SOUS-RÉDACTEURS :

MONTREAL :

J. B. ARCHAMBAULT.

ST-FRANÇOIS :

J. A. LERLANC.

C. D. WHITE.

ARTHABASKA :

GUST. FERRAULT.

QUÉBEC :

L. O. BEAUBIEN, C.R.

TROIS-RIVIÈRES :

CHARLES BOUTTELOIS.

BEDFORD :

W. K. MCKEOWN.

OTTAWA :

A. W. DUCLOS.

Montréal :

EUG. GLOBENSKY, no 76 rue Saint-Gabriel.

1907

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL
ANTHROPOLOGICAL
INSTITUTE

JUGES

DE LA

Cour Supérieure

L'HONORABLE SIR MELBOURNE M. TAIT,

Juge en chef.

L'HONORABLE SIR FRANÇOIS LANGELIER.

Juge en chef suppléant.

L'hon. H. T. TASCHEREAU,

" M. MATHIEU,

" L. O. LORANGER,

" E. CIMON,

" H. C. PELLETIER,

" J. E. LARUE,

" C. P. DAVIDSON,

" L. TELLIER,

" C. C. DELORIMIER,

" S. PAGNUELO,

" W. W. LYNCH,

" J. A. GAGNÉ,

" J. S. ARCHIBALD,

" J. J. CURRAN,

" F. X. LEMIEUX,

" J. E. ROBIDOUX,

" A. ROCHON,

" E. Z. PARADIS,

L'hon. T. FORTIN,

" H. C. SAINT-PIERRE,

" N. CHARBONNEAU,

" H. G. CARROLL,

" JOHN DUNLOP,

" SIR C. A. P. PELLETIER,

C. C. M. G.

" L. N. CHAMPAGNE,

" R. S. COOKE,

" M. HUTCHINSON,

" A. MALOUIN,

" L. J. CANNON,

" J. C. McCORKILL,

" EUG. LAFONTAINE,

" L. P. DEMERS.

" EDMUND GUERIN.

" A. A. BRUNEAU,

" P. G. MARTINEAU.

Procureur-général :

L'HONORABLE LOMER GOUIN, C.R.

NOTE

Le 14 janvier 1907, l'hon. Edmund Guerin a été nommé juge en remplacement de l'honorable C. J. Doherty, démissionnaire.

Le 29 janvier 1907, l'honorable Henri Thomas Taschereau a été nommé juge en chef de la Cour du Banc du Roi, en remplacement de l'honorable Sir Alexandre Lacoste, démissionnaire.

A la même date, les hon. Arthur Aimé Bruneau et Paul Gédéon Martineau ont été nommés juges de la Cour Supérieure, ce dernier en remplacement de l'honorable Joseph Alexandre Camille Madore, décédé, et le premier en remplacement de l'honorable juge Napoléon Charbonneau, transféré du district judiciaire de Richelieu à celui de Montréal.

TABLE DES ARRÊTS RAPPORTÉS

VOL. XXXI, C. S.

	PAGE
Arthabaska (The) Water & Power Co. & Boyle, intvt., Croteau v.....	516
Attorney General (The) Chauret v. Pilon &.....	165
Authier <i>et al.</i> , Lair v.....	112
Backman <i>et al.</i> , The Congregation of Roumanian Jews Seth David v.....	23
Banque (La) de Montréal, Belleau v.....	525
Banque (La) de Montréal v. Roy <i>ès-qual</i>	439
Banville, Huard v.....	27
Bay State (The S. S.) <i>et al.</i> , The Harbour Commission- ers of Montreal v.....	10
Beauchemin <i>et al.</i> , Renaud <i>et vir</i> v.....	156
Beauchemin v. The Corporation of the Township of Roxton <i>et al.</i>	86
Beaulieu v. Beaulieu.....	231
Beauvais v. The British & Canadian Lead Company & Robertson, oppt.....	289
Bécharde <i>et al.</i> v. Boucher.....	92
Bélanger, Parent v.....	383
Belleau v. La Banque de Montréal.....	525
Benoit v. La Corporation de Saint-Stanislas de Kostka.	355
Barnard v. The Duplessis Independent Shoe Machinery Company.....	362
Bernier <i>et al.</i> , Julien <i>et al.</i> v.....	481
Bouchard v. Chartier.....	535
Boucher v. The Corporation of Limoilou.....	178
Boucher, Bécharde <i>et al.</i> v.....	92
Bourelle, Sainte-Marie v.....	343

	PAGE
Boyle intvt, Croteau v. The Arthabaska Water & Power Co. &.....	516
Bradford, Durocher <i>et vir</i> v.....	240
Brice, McPherson v.....	218
British (The) & Canadian Lead Company & Robertson, oppt., Beauvais, v.....	289
Brook v. Wolff <i>et al.</i>	63
Brown v. McIntosh & Roy <i>ès-qual.</i>	465
Bryson <i>et al.</i> v. Davidson.....	291
Cameron v. The Royal Paper Mills Co.....	273
Campbell v. Eno.....	147
Cantin, Piton v.....	51
Cardinal v. Lalonde.....	322
Chartier, Bouchard v.....	535
Chauret v. Pilon & The Attorney General, intvt.....	165
Cité (La) de Québec & Le Procureur Général, De Varrennes v.....	444
Cloutier, intvt., Pomerleau v. Maheu & Couture &....	190
Club (Le) de Chasse et de Pêche de Ouiatchouan v. La Compagnie de Pulpe de Ouiatchouan v.	133
Commissaires (Les) d'École de la Paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan v. The Shawinigan Water and Power Co.....	81
Compagnie (La) Amiot, Lecours & Larivière v. The Montreal Waterproofing Company.....	455
Compagnie (La) de Pulpe de Ouiatchouan, Le Club de Chasse et de Pêche de Ouiatchouan	133
Compagnie (La) Equitable d'Assurance Mutuelle contre le Feu, Fiset v.....	334
Compagnie (La) Générale des Boissons Canadiennes, Duquenne v.....	409
Congregation (The) of Roumanian Jews Seth David v. Backman <i>et al.</i>	23
Corporation (La) de la Paroisse Sainte-Dorothée, Rousin v.....	520
Corporation (La) de Saint-Etienne de Lauzon, Couture v.	395

	PAGE
Corporation (La) de Saint-Stanislas de Kostka, Benoit v.	355
Corporation (La) de Trois-Rivières v. Dumoulin <i>et al.</i>	75
Corporation (La) du Comté de Mégantic, Couture v.	541
Corporation (The) of Limoilou, Boucher v.	178
Corporation (The) of The County of Bellechasse, Mercier <i>et al.</i> v.	247
Corporation (The) of the Parish of St-Marthe v. Leblanc.	193
Corporation (The) of The Township of Roxton <i>et al.</i> , Beauchemin v.	86
Courchesne et Mayrand, oppt., Janelle v.	157
Courberon v. Grant.	197
Couture v. La Corporation de Saint-Etienne de Lauzon	395
Couture v. La Corporation du Comté de Mégantic.	541
Couture & Cloutier, intvt., Pomerleau v. Maheu &	190
Croteau v. The Arthabaska Water & Power Company & Boyle, intvt.	516
Cruikshank v. Prud'homme.	313
Dallaire v. Déry <i>et al.</i>	385
Darwent <i>et vir</i> v. Montbriant <i>et al.</i>	54
David ès-qual. v. Hains & David <i>et al.</i>	489
Davidson, Bryson <i>et al.</i> v.	291
Dawson <i>et al.</i> v. Thurston.	225
Defoy v. Saint-Jean.	97
Déry <i>et al.</i> , Dallaire v.	385
De Varennes v. La Cité de Québec & Le Procureur Général.	444
Drouin, Larochelle v. La Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique & Lachance &	317
Dumoulin <i>et al.</i> , La Corporation de Trois-Rivières v.	75
Duplessis (The) Independent Shoe Machinery Co., Barnard v.	362
Duquenne v. La Compagnie Générale des Boissons Canadiennes.	409
Durocher <i>et vir</i> v. Bradford.	240

	PAGE
Electric (The) Fire Proofing Company v. The Electric Fireproofing Company of Canada.....	34
Eno, Campbell v.....	147
Ewart (The) Company Limited, Johnston v.....	336
Fauteux, v. Guindon.....	143
Ferrel, Saultry v.....	59
Filion v. Filion.....	24
Fiset v. La Compagnie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le Feu.....	334
Forget & Lefaivre, Tremblay &.....	72
Gazette (The) Printing Company, Shallow v.....	338
Giard, intvt., Ménard v. Guibord &.....	484
Guibord <i>et vir</i> & Giard, intvt., Ménard v.....	484
Guilmette v. Langevin.....	331
Guindon, Fauteux v.....	143
Grant, Courberon v.....	197
Hains & David <i>et al.</i> , David ès-qual. v.....	489
Hamel v. Smith.....	298
Harbour (The) Commissioners of Montreal v. The S. S. Bay State <i>et al.</i>	10
Hogg, Martin v.....	529
Huard v. Banville.....	27
International (The) Portland Cement Co., Morris v....	460
Jacques-Cartier (La) Ouellette <i>et al.</i> v.....	29
Janelle v. Courchesne & Mayrand, oppt.....	157
Johnston v. The Ewart Company, Ltd.....	336
Julien <i>et al.</i> v. Bernier <i>et al.</i>	481
King (The) v. Poirier.....	67
Lachance & Drouin, Larochelle v. Lavoie & la Compa- gnie du Chemin de Fer du Pacifique &.....	317
Lafontaine <i>et al.</i> , Sutherland v.....	431
Lair v. Authier <i>et al.</i>	112

TABLE DES ARRÊTS RAPPORTÉS.

IX

	PAGE
Lalonde, Cardinal v.	322
Langevin, Guilmette v.	331
Larochelle v. Lavoie & La Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique & Lachance & Drouin.	317
Lavoie & La Compagnie du Chemin de Fer du Pacifi- que & Lachance & Drouin, Larochelle v.	317
Leblanc, The Corporation of the parish of St-Marthe v.	193
Lee v. Logan.	469
Lefaiivre <i>et al.</i> , & Tremblay, & Forget.	72
Logan, Lee v.	469
Maheu & Couture & Cloutier intvt, Pomerleau v. ...	190
Maillé, Marcoux v.	101
Marcoux v. Maillé.	101
Martin v. Hogg.	529
Mayrand & Janelle, Courchesne v.	157
McIntosh & Roy ès-qual, Brown v.	465
McPherson v. Brice.	218
Meighen v. Pacaud.	405
Melady v. Michaud <i>et al.</i>	1
Menard v. Guibord <i>et vir</i> & Giard. intvt.	481
Mercier <i>et al.</i> v. The Corporation of The County of Bellechasse.	247
Michaud <i>et al.</i> , Melady v.	1
Montbriant <i>et al.</i> , Darwent <i>et vir</i> v.	54
Montreal (The) Waterproofing Company, La Compa- gnie Amiot, Lecours & Larivière v.	455
Morris v. The International Portland Cement Co.	460
Odell v. The Windsor Hotel Co.	370
Ogilvie, Peck v.	227
Ouellette <i>et al.</i> v. La Jacques-Cartier.	29
Pacaud, Meighen v.	405
Parent v. Bélanger.	383
Peck v. Ogilvie.	227
Picard v. Les Syndics des Chemins à Barrière de la Rive Nord à Québec.	258
Pilon & The Attorney General, intvt, Chauret v.	165

	PAGE
Piton v. Cantin.....	51
Poirier, His Majesty The King v.....	67
Pomerleau v. Maheu & Couture & Cloutier, intvt.....	190
Procureur-général (Le), DeVarennes v. La cité de Québec &.....	444
Prud'homme <i>et al.</i> , Cruickshank v.....	313
Renaud <i>et vir</i> v. Beauchemin <i>et al.</i>	156
Roussin v. La Corporation de la paroisse Sainte-Dorothée.....	520
Roy ès-qual., La Banque de Montréal v.....	439
Roy ès-qual., Brown v. McIntosh &.....	465
Royal (The) Paper Mills Co., Cameron v.....	273
Royal (The) Paper Mills Company, Tanguay v.....	397
Ryan, Valiquet v. Stevens &.....	183
Saint-Jean, Defoy v.....	97
Sainte-Marie v. Bourelle.....	343
Saultry v. Ferrel.....	59
Shallow v. The Gazette Printing Company.....	338
Shawinigan (The) Water & Power Company, Les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan v.....	81
Smith, Hamel v.....	298
Somers v. Whiteman <i>et al.</i>	261
Stevens & Ryan, Valiquet v.....	183
Sutherland v. Lafontaine <i>et al.</i>	431
Syndics (Les) des Chemins à Barrière de la Rive Nord à Québec, Picard v.....	258
Tanguay v. The Royal Paper Mills Company.....	397
Thornton v. Thornton <i>et al.</i>	233
Thurston, Dawson <i>et al.</i> v.....	225
Tremblay, Forget, & Lefavre <i>et al.</i>	72
Valiquet v. Stevens & Ryan.....	183
Whiteman <i>et al.</i> , Somers v.....	261
Windsor (The) Hotel Company, Odell v.....	370
Wolff <i>et al.</i> , Brook v.....	63

ARRÊTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC CITÉS.

PAGE.	PAGE.		
Acetylene (The) Illuminating Co. v. United Alkali Co.	49	Contant v. Gougeon.	531
Ætna Life Insurance Co v. Brodie.	494	Corporation of The Parish of St Geneviève v. Legault.	195
Alabastine Co. v. Payne.	43	Corporation of The Parish of St Louis v. Chouinard.	252
Anderson v. The Scottish Petroleum Co.	416	Corporation Township of Granby v. Corporation County of Shefford.	195
Atlantic Giant Powder Co v. Goodyear.	43	Corporation of The Village of Mégantic v. Corporation of The County of Compton.	179
Barrette v. Lallier.	468	Corcoran v. Montreal Rolling Mills.	230
Beauchamp v. Beauchamp & Gibert.	186	Couillard v. Beauchêne.	538
Beaulieu v. Beaudry.	226	Crédit Foncier v. Sansterre.	494
Beaumont & Lamonde ès-qual.	467	Cummings v. Laporte.	213-308
Belley v. Guay.	53	Denault v. Robida.	68
Bernard v. Côté.	226	Desmarteau v. Baillie.	185
Birks ès-qual. v. Lewis.	291	Dickey v. Campbell.	142
Bissonnette v. Sylvestre.	540	Dominion Bridge Co & Konwaketasion.	286
Block v. Carrier.	156	Downie v. Graham.	342
Blumhart v. Boulé & Hubert.	187	Dupont <i>et al.</i> v. Quebec Steamship Co.	470
Booth v. Tatté.	171	Duprè v. Commissaires du Havre de Trois-Rivières.	213
Bousquet v. Duquette.	53	Dusseault v. Deschêne.	518
Brasserie de Beauport v. Dinan.	441	George Matthews Co v. Bouchard.	281
Brisker v. Larue.	226	Gilchrist v. Lachand.	311
Brown v. Ward.	315	Goddard v. Lyon.	47
Brown <i>et al.</i> v. The Commissioners for Railways.	280	Godin v. Flanagan & Sharples.	319
Brunet <i>et al.</i> v. Bastien & Laurin.	321	Grand Trunk Ry Co of Canada v. Beckett.	286
Cahill v. Brown.	42	Grand Trunk Ry Co of Canada v. Jennings.	286
Canadian (The) Pacific Ry. Co v. Ball.	281		
Cannon v. Villars.	406		
Chapman v. Larin.	7		
Clément ès-qual. & Francis.	346		
Clément & Francis.	468		

	PAGE.		PAGE.
Grand Trunk Ry Co of Canada		Lee v. Burland.....	230
v. Rainville <i>et al.</i>	280	Légaré v. Esplin.....	230
Greenwood & Dent.....	468	Léonard v. Pelletier.....	68
Guy v. Dagenais <i>et vir.</i>	186	Levinoff v. Fournier.....	319
Hamilton v. Brunet.....	482	MacDonald v. The Georgian	
Hamilton v. The Royal Land		Bay Lumber Co.....	291
Co.....	226	Manseau v. Bruyère.....	265
Harrington v. Nuttal.....	47	Matthews Co v. Bouchard....	281
Harrison v. Anderson Foundry		Méthot v. Dunn.....	185
Co.....	43	Molleur v. Dougall.....	53
Hence v. Standard Chemical Co		Mortimer v. Shortall.....	495
<i>et al.</i>	230	Moseley v. Victoria Rubber Co.	47
Heppelès-qual. v. Billey <i>et al.</i>	188	Néron v. Breton.....	187
Herrick v. Sixby.....	213-308	Normand v. St Lawrence Na-	
Hess (The) Manufacturing Co		vigation Co.....	169
in liquidation & Edgar & W.		O'Malley v. Ryan.....	188
Sloan.....	421	Osgoode <i>et al.</i> v. Steele <i>et al.</i> ...	291
Hicks v. Newport, Abergaven-		Owen v. Laflamme & Chauret..	186
ny & Hereford Ry Co.....	285	Parizeau v. Huot.....	186
Hodge v. The Queen.....	448	Patent (The) Exploitation (Ltd)	
Huot v. Corporation County of		v. Siemens Bros.....	44
Montmorency.....	195	Philipps v. Laviolette.....	538
Jenkins v. Walker.....	43	Philipps v. Martin.....	280
Jones v. Moodie.....	65	Piché v. La Corporation du	
Kavanagh v. McGrory.....	62	Comté de Portneuf.....	544
Kellond v. Reed.....	271	Piché v. Corporation of the	
King v. Brooks.....	69	County of Portneuf.....	251
King v. Hazen.....	70	Pigeon v. Roussin.....	226
King v. Marquis.....	68	Poulin v. La Cité de Quebec..	448
King v. McGregor.....	69	Queen v. Baird.....	172
King v. Mercier.....	68	Queen v. Bougie.....	68
King v. Morley.....	68	Queen v. Gibson.....	71
King v. Russell.....	175	Queen v. Middlemore.....	71
King v. Traynor.....	69	Queen v. Moss.....	175
Laforce v. La Ville de Sorel...	468	Queen v. Ray.....	70
Lalonde v. Lynch.....	52	Queen v. Saint-Clair.....	69
Lambkin v. The South Eastern		Quebec Bank v. Bryant <i>et al.</i>	
Ry Co.....	279	& Hall <i>et al.</i>	291
Lamothe v. Demers.....	341	Rassam v. Budge.....	538
Larocque ès-qual. v. Beauche-		Ravenga v. McIntosh.....	241
min <i>et al.</i>	427	Régina v. The Justices of Kings	449
Lavoie v. Lajoie.....	346		
Lebeau v. Cousineau.....	538		

ARRÊTS CITÉS.

XIII

	PAGE.		PAGE.
Régina v. Keyn.....	476	Salvas v. Vassal.....	488
Reine (La) v. Baird.....	172	Savage v. Harris.....	45
Reine (La) v. Bougie.....	68	Schwersenski v. Vineberg....	494
Reine (La) v. Gibson.....	71	Sénécal v. Central Vermont	
Reine (La) v. Middlemore....	71	Ry Co.....	281
Reine (La) v. Moss.....	175	Severn v. La Reine.....	320
Reine (La) v. Ray.....	70	Singer v. Léonard.....	230
Reine (La) v. Renaud.....	482	Sullivan v. La Minerve.....	341
Reine (La) v. Saint-Clair....	69	Sulte v. La Corporation de	
Ritchot v. Cardinal.....	271	Trois-Rivières.....	449
Robert v. St. Lawrence Power			
Co.....	404	Tanguay v. Price.....	401
Roi (Le) v. Brooks.....	69	Théoret v. Sénécal & Demers..	182
Roi (Le) v. Hazen.....	70	Thériault v. The Parish of St	
Roi (Le) v. Marquis.....	68	Alexandre.....	253
Roi (Le) v. McGregor.....	69	Town of Prescott v. Connell...	283
Roi (Le) v. Mercier.....	68		
Roi (Le) v. Russell.....	175	Wightman v. The People.....	70
Roi (Le) v. Morley.....	68	Worthington v. Jacques.....	494
Roi (Le) v. Traynor.....	69		
Ross v. La Corporation de		Young & Beilby v. The Her-	
Saint Gilles.....	525	mand Oil Co.....	47
Roy v. Dufour.....	227		

ARTICLES DES CODES CITÉS

CODE CIVIL			
ART.	PAGE	ART.	PAGE
6.....	291	1134.....	329
8.....	478	1156.....	233
17.....	281, 291	1233.....	310, 325
86.....	110	1234.....	5, 306, 513
104.....	110	1272.....	61
105.....	110	1280.....	61
176.....	183	1292.....	61
177.....	183	1301.....	432
183.....	187	1311.....	61
256.....	344, 351	1472.....	146, 214
306.....	467	1476.....	146
327.....	350	1477.....	146
328.....	346	1478.....	146
329.....	351	1489.....	383
332.....	346	1491.....	214
338.....	350	1493.....	214
399.....	170	1501.....	215, 307
400.....	170	1523.....	306
505.....	272	1535.....	146
532.4.....	97	1544.....	3
553.....	405	1667.....	423
689.....	240	1668.....	423
693.....	525	1727.....	141
970.....	157	1735.....	5
1025.....	73	1836.....	442
1026.....	73	1865.....	442
1031.....	318	1932.....	436
1053.....	478, 531	2058.....	52
1054.....	478, 532	2061.....	52
1055.....	458, 531	2098.....	182
1056.....	531	2168.....	85
1065.....	61	2193.....	498
1067.....	328	2200.....	498
1073.....	7	2206.....	498
1074.....	7	2268.....	269
1107.....	442		

ARTICLES CITÉS.

XV

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

ART.	PAGE
7.....	466
10.....	461
13.....	461
43.....	347
50.....	68 251 523
52-2.....	344
72.....	344
83.....	349
114.....	385
151.....	462
154.....	463
161.....	463
177.....	156
179.....	464
272.....	510
275.....	52
278.....	283
340.....	325 347
493.....	276
498.....	279
501.....	279 380
502.....	379
508.....	380
521.....	394
549.....	518
552.....	379
792.....	269
853.....	291
1037.....	240
1091.....	62
1147a.....	317
1199.....	65
1331.....	347
1336.....	347

CODE CRIMINEL.

590.....	68
593.....	68
783.....	69
784.....	69

ART.	PAGE
796.....	86
843.....	68
856.....	68
882.....	71
896.....	71

CODE MUNICIPAL.

100.....	525
291.....	178, 483
301.....	543
325.....	482
526.....	524
527.....	524
584.....	483
708.....	520
718.....	83
733.....	525
1061, 4.....	178
736.....	181
737.....	181
738.....	178, 189, 181
746.....	178
746a.....	178
750.....	524
755.....	194
757.....	194
766.....	544
794.....	248, 524
797.....	524
798.....	524
801.....	523
809.....	543
815.....	544
822.....	543
825.....	194, 543
925.....	522
1061, 4.....	178

CODE SCOLAIRE.

342.....	81
360.....	81

STATUTS CITÉS

	PAGE		PAGE
STATUT IMPÉRIAL			
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, s. 92.....	320 444	S. R. Q., art. 2448.....	68
CANADA		S. R. Q., art. 2781.....	387
S. R. C., c. 69, s. 7.....	35	S. R. Q., art. 2782.....	388
S. R. C., c. 129, s. 8.....	291	S. R. Q., art. 2783.....	387
S. R. C., c. 129.....	336	S. R. Q., art. 2794.....	387
S. R. C., c. 155.....	394	S. R. Q., art. 2792f.....	398
S. R. C., c. 178, s. 45.....	69	S. R. Q., art. 3053.....	230
35 Vict., c. 26.....	117	S. R. Q., art. 4134.....	95
61 Vict., c. 49.....	291	S. R. Q., art. 4722.....	427
QUÉBEC		S. R. Q., art. 5535.....	291
S. R. B. C., c. 86, s. 2.....	352	S. R. Q., art. 5536.....	291
S. R. B. C., ss. 8 & 9.....	351	S. R. Q., art. 5647.....	74
S. R. B. C., ss. 8, 9, 10 à 19.....	393	S. R. Q., art. 5648.....	74
S. R. Q., art. 19.....	181	34 Geo. III, c. 6.....	351
S. R. Q., art. 1268.....	143	24 Vict., c. 26, ss. 30-32.....	388
S. R. Q., art. 2325.....	68	29 Vict., c. 79, s. 31-13.....	388
S. R. Q., art. 2329.....	252	42-43 Vict., c. 4.....	448
		54 Vict., c. 25.....	398
		58 Vict., c. 74, s. 12.....	404
		60 Vict., c. 11, s. 7.....	541
		61 Vict., c. 52, s. 3.....	387
		6 Ed. VII, c. 13.....	227

Liste des causes rapportées dans ce volume dans lesquelles
les jugements ont été confirmés ou infirmés en appel.

Page 1 Melady v. Michaud.

Infirmé par la C. B. R. le 30 oct. 1907.

" 97 Defoy v. St Jean.

Confirmé par la C. B. R. " 18 juin 1907.

" 112 Lair v. Authier.

Confirmé en révision " 12 nov. 1907.

" 225 Dawson v. Thurston.

Infirmé par la C. B. R. " 20 oct. 1907.

" 313 Cruickshank v. Prud'homme.

Confirmé par la C. B. R. " 23 déc. 1907.

" 338 Shallow v. The Gazette Printing Co.

Infirmé par la C. B. R. le 23 " 1907.

" 370 Odell v. The Windsor Hotel Co.

Confirmé par la Cour Suprême " 5 nov. 1907.⁽¹⁾

" 405 Meighen v. Pacaud.

Confirmé par la C. B. R. " 30 oct. 1907.

" 444 DeVarennnes v. La cité de Québec.

Confirmé par la C. B. R. le 11 nov. 1907.

" Lee v. Logan.

Confirmé par la Cour Suprême " 17 oct. 1907.⁽²⁾

(1) Voyez 39 C. S. C. 336.

(2) " " " " " 311.

ERRATA.

A la page 23, 8e ligne du texte, à la suite du mot "s'engager" lisez :
"conjointement ou".

Même page, 14e ligne du texte, supprimez les mots "et solidairement".

A la page 381, 25e ligne, au lieu de "la cage et l'ascenseur," lisez "la
cage de l'ascenseur".

A la page 382, 9e ligne au lieu de "les," lisez "le".

Même page, 21e ligne au lieu de "fonctionnait," lisez "fonctionnât".

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, November 30th 1906.

Present :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice,
TELLIER & CHARBONNEAU, JJ.

MELADY v. MICHAUD ET AL.

Sale—Memorandum of sale—Description of goods—Latent ambiguity—Parol evidence to explain.

HELD :—A description of goods in a bought and sold note as follows : “ *Cars of 10,000 bushels No 2 white oats at 32½cts per bushel f. o. b. basis 11½cts freight to Montreal for export, cent less if No 3* ” contains a latent ambiguity as to the quality of the goods meant. Parol testimony is therefore admissible to explain it.

The judgment of the Superior Court, MATHIEU, J., which is reversed was rendered on the 27th of June 1904, as follows :

MATHIEU, J. :—

Le 17 septembre, les défendeurs ont fait à Montréal, par l'entremise d'un courtier, un contrat par lequel ils achetèrent et convinrent d'accepter du demandeur dix mille minots “ No 2 white oats at 32½c. per bushel f. o. b. etc one cent less if grade No 3.” Le demandeur prétend avoir livré la marchandise vendue et que les défendeurs ont refusé sans raison de l'accepter. Il allègue qu'il en a ensuite disposé pour le prix le plus élevé qu'il a pu obtenir, savoir trente cents. Il poursuit pour la différence entre ce prix et celui convenu, ainsi que pour les frais causés par le refus des défendeurs, le tout au montant de \$200.80.

Les défendeurs prétendent que par le marché cité ci-dessus ils ont acheté de l'avoine No 2 et non de l'avoine No 3 ; que les mots “ one cent less if grade No 3 ” ont été ajoutés au contrat par le courtier qui a déclaré qu'il pourrait peut-être y avoir un ou deux chars de qualité No 3, et qu'il voulait que

1906 les défendeurs acceptassent cette faible quantité, si elle se
 — Melady trouvait mêlée à l'avoine No 2. Ils allèguent que loin d'en
 v. être ainsi, l'avoine livrée par le demandeur était entièrement
 Michaud *et al.* du No 3 et ne contenait pas un minot de No 2 et que, par con-
 — séquent, ils n'étaient pas tenus de l'accepter.
 Mathieu, J.

Je ne puis accepter cette interprétation. Le marché me paraît rédigé en termes très clairs, qui engageaient les défendeurs à accepter l'avoine même si elle n'était que de troisième qualité, sauf réduction d'un cent par minot sur le prix.

Dans ces circonstances, les défendeurs ne doivent pas être admis à faire une preuve testimoniale pour contredire ou changer les termes de l'écrit.

L'action est maintenue pour la somme réclamée et les dépens.

JUGEMENT EN RÉVISION.

SIR M. M. TAIT, J. C. :—

SIR M. M. TAIT, (*dissenting*) :—The defendants inscribed for Review a judgment by which they were condemned to pay the plaintiff \$200.80 with interest and costs, by reason of their failure to carry out a contract made by them for the purchase of a certain quantity of white oats.

The contract was made through a broker at Montreal and is evidenced by the usual broker's note which is in the following words :—

"E. A. SCHMIDT, BUSHELS 10,000.

Grain and Freight Broker,

Montreal, Sept. 17th 1904.

I have this day sold to Michaud Bros. & Co.,

Montreal, Que.

for account of J. T. Melady, Esq.,

Toronto, Ont.

Cars of 10,000 bushels No 2 white oats at 32½c. per bushel f.o.b. basis 11½c. freight to Montreal for export, one cent less if grade No 3

Shipment prompt	1908
Destination Montreal for export	Melady
<i>Public elevator weights final</i>	v.
	Michaud <i>et al</i> ,
Seller pays for brokerage.	
E. A. SCHMIDT, Broker.	Sir M. M.
W. L. S."	Tait, C. J.

The defendants admit the writing but claim that the interpretation put upon it by the plaintiff is not correct; that the real contract was that they bought No 2 white oats with the understanding that if there should be some cars of No 3, they would be obliged to accept them; and that this is moreover the custom of trade in relation to such contracts.

The oats which the plaintiff forwarded in fulfilment of this contract were all of quality No 3, and when offered to the defendants they refused them and wrote to the plaintiff on the 7th of October, 1904, the following letter:—

" Dear sir,

" We beg to return your invoices for the oats. Your delivery is not a proper one. We bought No 2 white oats with the understanding that one or two cars of No 3 only would be accepted. You have not one car No 2 oats. We will not accept a second tender and therefore consider contract cancelled.

" Yours truly,

" MICHAUD BROS & Co."

The defendants having cancelled the contract by their letter and also by their refusal to receive and pay for the goods, (article 1544 C. C.); the plaintiff caused them to be resold through the same broker on the 12th of October for the price of 30c. per bushel, being 1½c. less than the contract price. The only witness examined was the broker; he was brought up by the plaintiff to prove that the contract was made through him; the refusal of the defendants to accept the goods; the resale of them, and the expenses connected therewith.

He was then examined for the defendants who tried to prove by him that there was a condition in the contract that only a small quantity of No 3 oats would be included in the delivery, but this evidence was not allowed by the judge.

1906
 —
 Melady
 v.
 Michaud *et al.*
 —
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

The first point made by the defendants is that the plaintiff has not proved a contract for the sale of 10,000 bushels of No 3 white oats ; that he has only produced the broker's note and relied upon the admission made in their plea that this writing was executed, but they say they accompany this admission with the qualification that they admitted the contract : *qu'en autant que cette note veut dire que les défendeurs ont acheté de l'avoine No 2 avec l'entente que s'il s'en trouvait quelques chars No 3 ils seraient obligés d'accepter livraison quand même.*

I think this proposition is unfounded.

The defendants admit that the broker's note was executed according to its terms, their qualification does not deny that but claims that there was something agreed to with the broker which is not contained in the contract.

The writing admitted to have been executed must prevail unless the defendants can prove by legal evidence that it is not a true statement of the contract.

Moreover apart from any admission by the plea, the broker was examined in the case and stated that the contract produced was the contract he made and sent to the defendants.

The second point is that the writing ought not to be interpreted as the plaintiff interprets it ; that the words "one cent less if grade No 3", does not mean that defendants intended to purchase 10,000 bushels of No 3, but only meant that they would have to accept some cars of that grade.

The defendants say that if they had purchased 10,000 bushels of oats of quality No 2 or No 3, the writing would had been in these terms : "I have this day sold to Michaud, " Bros. & Co., Montreal, for account of J. T. Melady, Toronto " Ont., cars of 10,000 bushels white oats at 32½c. per bushel if " No 2 and at one cent less if No 3".

For my part I consider this suggested language paraphrases correctly the language actually used in the contract.

It is to my mind perfectly clear and intelligible, it gives the name of the seller and of the buyers, it describes the quantity

and quality of the goods to be sold and the price and place of delivery and all particulars required to make a complete contract between the parties.

As I interpret it, it plainly leaves to the plaintiff the option of delivering in satisfaction of the contract either No 2 or No 3 grade of white oats.

The third point raised by the defendants is that the Court should have allowed them to prove by Schmidt that there was an agreement, that they were only to be bound to receive a small quantity (the defendants say in their letter one or two cars) of No 3 white oats.

The broker negotiated this sale between the parties, sent the defendants the sold note by which he informed them he had bought the goods for them ; they accepted and retained it for two or three weeks without objection. The defendants say the broker was not their agent, but only the plaintiff's. If this point is material I should say that in receiving and keeping the note the defendants admit that ; that the broker acted by their authority and as their agent. (Benjamin, 2nd. Ed., p. 206). In fact the broker by what he did became the agent of both parties within the meaning of article 1735 C. C.

This writing which contains all the elements of a perfect contract must be regarded as the final agreement of the parties and as containing all the broker was authorized by the parties to insert in it.

It appears to me that it is one of those written instruments governed by the rule excluding oral evidence of what passed by way of agreement or proposition at the time of making the contract in writing between the parties, and that therefore it comes under the prohibition contained in article 1234 C. C. which says that testimony cannot in any case be received to contradict or vary the terms of a valid written instrument.

What Mr Pollock says (Contracts, page 236) might be appropriately cited : " The purpose of reducing agreements to writing is to declare the intention of the parties in a convenient and permanent form, and to preclude subsequent disputes as to what the terms of the agreement were. It would

1906
Melady
v.
Michaud *et al.*
Si rM. M.
Tait, C. J.

1906
 —
 Melady
 v.
 Michaud *et al.*
 —
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

“ be contrary to general convenience, and in the great majority of cases to the actual intention of the parties at the time, if oral evidence were admitted to contradict the terms of a contract as expressed in writing by the parties. Interpretation has to deal not with conjectured but with manifest intent, and a supposed intent which the parties have not included in their chosen and manifest form of expression cannot, save for exceptional causes, be regarded. Our law, therefore, does not admit evidence of an agreement by word of mouth against a written agreement in the same matter.”

What the defendants proposed to prove does not come within any of the exceptions which allow the admission of parol evidence in such cases, and I think the Court of first instance decided properly in excluding it.

The fourth and fifth grounds urged are that the action is unfounded because the plaintiff received the defendants' letter of the 7th of October, he could not resell the oats without putting them in default to take delivery ; and that even supposing he had a right to resell he should have done so without delay, whereas he did not sell them until the 12th October although the defendants had notified him by letter of the 7th October that they refused to take delivery.

I consider that it was not necessary for the plaintiff to put the defendants in default when in their letter they say that they will not accept any further tender and consider the contract cancelled. Under article 1544 C. C., dissolution of the sale took place in favor of the plaintiff, when the defendants refused to accept the goods or pay the price. Had it not been for their letter of the 7th, it may be that a further putting in default might have been necessary, if the contract did not stipulate a delay within which the goods were to be taken away, but in this case, the defendants formally notified the plaintiff that they would not receive the goods at all, and that the contract was at end so far as they were concerned, and under these circumstances I consider no further notice to them was necessary.

The code beyond saying in articles 1073 and 1074 that the damages due to the creditor are in general the amount of the loss that he has sustained and of the profits of which he has been deprived, and that the debtor is liable only for damages which have been foreseen or might have been foreseen at the time of contracting the obligation does not lay down any particular rule for ascertaining these damages. Mr Justice Fournier in the case of *Chapman vs Larin* ⁽¹⁾ after citing article 1544 and after finding that the defendant was in default as we find here remarked : "*Rien dans la loi* " n'obligeait le demandeur à faire connaître son intention de " faire résilier une vente que la loi déclarait résolue de plein " droit, sans formalité quelconque. **** La loi n'a pas imposé l'obligation de faire, dans un cas comme celui dont il " s'agit, une vente à l'encan pour servir de base à l'appréciation des dommages. A part de l'énonciation du principe " général contenu dans l'article 1073, que les dommages sont " engénéral, le montant de la perte subie et du gain dont on " est privé, la loi laisse à la discrétion des tribunaux les " moyens d'apprécier les dommages selon les circonstances. Elle " ne leur prescrit point de règle absolue à ce sujet, et l'on ne " trouve nulle part celle qui a été invoquée par la Cour de " Révision (une vente à l'encan). Au contraire, d'après les autorités, il est reconnu qu'il y a absence de règles positives à " part des principes généraux." He cites Duranton (Vol. 10 p. 464, No 480), who says : "Il n'est pas de matière plus " abstraite que celle relative aux dommages-intérêts ; aussi la " loi n'a-t-elle pu tracer que des principes généraux, en s'en " remettant à la sagesse des tribunaux pour leur application " selon les circonstances et les faits de la cause." Chief Justice Ritchie in the same case said : "The vendor is not bound " to re-sell, though he may, if he thinks proper so to do, and " charge the vendee with the difference between the contract " price and that realized at the sale, but it is requisite, in such " a case, to show the property was sold for a fair price and

1906
Melady
v.
Michaud *et al.*
Sir M. M.
Tait, C. J.

(1) 4 S. C. C. 362.

1906
—
Melady
v.
Michaud *et al.*
—
Sir M. M.
Tait, J. C.

“ within a reasonable time after the breach of the contract.”

I think therefore it is for the Court to consider whether the plaintiff acted fairly and loyally and within a reasonable delay in selling these oats on the 12th upon the Corn Exchange in the ordinary course of business. It must be remembered that the plaintiff lived in Toronto and that reasonable time must be allowed him to receive the defendants' letter of the 7th, and to make arrangements with his broker here regarding the resale. There is nothing in the record to show negligence on the part of the plaintiff or any desire to deal otherwise than straightforwardly with the defendants in the matter of his resale.

It is not proved that the sale took place out of the ordinary course, or that the price was not the best that could be obtained.

Upon the whole, I am of opinion to confirm the judgment. But the majority of the Court are of opinion to send the case back to the first Court in order that the broker may be allowed to testify upon the point already referred to.

CHARBONNEAU, J. :—

The learned chief justice having exposed the facts of the case very fully, it is not necessary for me to refer to them at any length. The Court of first instance decided the case, according to the pretensions of the plaintiff, interpreting the broker's note in his favour. The majority of this Court is of the opinion that the proof as to what quality of oats was really bought, is not at all clear and convincing. The pretended admission of the defendants, as claimed by the plaintiff in their plea is not an admission of the essential point on which the present case rests. The defendants say that they never did buy or intended to buy No 3 grade white oats, but that they contracted for No 2 grade white oats only. The ambiguity arising from the broker's note cannot bind the defendants without more substantial proof of the plaintiff's pretension that the contract or writing bound the defendants,

and, by it, the defendants agreed to accept No 3 grade white oats. The majority of the Court is therefore of opinion that there is not sufficient proof of record to show that the contract should be interpreted, as it has been by the first Court, in conformity with the pretensions of the plaintiff. This brings us to a further point raised by the defendants. In the first Court, the examination of the broker by the defendants was refused. We think the Court was in error and should have permitted the examination asked for. On this point, therefore, the majority of the Court are of opinion to send the case back to the first Court, in order that the broker may be allowed to testify upon the point already referred to. Judgment reversed, with costs.

1906
—
Malady
v.
Michaud *et al*
—
Charbonneau
J.

TELLIER, J. :—

Il résulte des termes de la note de vente du 17 septembre 1904, que le demandeur entendait vendre, et les défendeurs acheter 10,000 minots d'avoine blanche de la qualité numéro deux.

Les défendeurs allèguent spécialement, dans leur plaidoyer, que l'avoine achetée par eux était de la qualité No 2 ; et le demandeur admet cette allégation, dans sa réponse au plaidoyer.

Dans ces circonstances, il y avait lieu à la preuve que la Cour de première instance a refusé d'admettre, et que les défendeurs ont tenté de faire par le courtier Smith qui avait, lui-même, négocié cette vente d'avoine, pour le demandeur ; et cette preuve aurait dû être reçue, afin d'interpréter la note constatant la vente, de connaître la portée et l'étendue de la condition qui y est exprimée par les mots : "*one cent less if grade No 3*" et, partant, de savoir si le demandeur pouvait valablement remplir toute son obligation de délivrance, avec 10,000 minots d'avoine blanche de qualité numéro trois.

Le demandeur n'a pas prouvé que les défendeurs avaient acheté de lui 10,000 minots d'avoine numéro trois ; et les aveux des défendeurs relativement aux conditions de la vente et aux qualités de l'avoine vendue, étaient indivisibles.

1906
 —
 Malady
 v.
 Michaud *et al*
 —
 Charbonneau
 J.

Le demandeur a revendu son avoine, sans répondre à la lettre des défendeurs du 7 octobre 1904, et sans les avertir qu'il répudiait leur interprétation de la convention, et qu'il procéderait à cette revente à leurs risques et périls.

Le jugement du vingt-sept juin dernier doit, en conséquence, être mis de côté et les parties doivent être renvoyées à la Cour de première instance, pour y continuer l'instruction, et y procéder à l'audition et au jugement de la cause, suivant que de droit.

Tel est du moins l'avis de la majorité de cette cour.

Brosseau & Holt, for the plaintiff.

Beaudin, Loranger & Saint Germain, for the defendants.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

THE QUEBEC ADMIRALTY DISTRICT

MONTREAL, December 1st 1906.

Present :—DUNLOP, J.

THE HARBOUR COMMISSIONERS OF MONTREAL v. THE S. S. BAY STATE ET AL.

Collision—Tug and tow—Motive and controlling powers on tug—Liability for damages—Regulation lights—Look-out—Tow-lines—Additional tug—Improper course in view of obstacles ahead.

HELD :—10. The rule that where a vessel is being towed "the tug is servant of the tow" does not apply to the case of a steam-barge towing two other barges, the whole under the control of those on board the steam-barge.

20. A steam-barge towing two barges not exhibiting her regulation lights before sunrise, having no proper look-out, too great a length of tow-line, no additional tug to assist, and proceeding on an improper

course in view of obstacles ahead, is liable in damages for a collision that takes place in consequence.

1906

The Harbour
Commission-
ers of
Montreal

DUNLOP, J. :—

v.
The S.S. Bay
State *et al.*

Dunlop, J.

The question involved in these cases which have been consolidated, is to fix the responsibility for heavy damages caused by the collision between the SS. "Universe" and the barge Bath, which took place in the Harbour of Montreal on the 29th of September 1905 before sunrise. As a result of this collision the steamship "Universe", and the barge Bath, were seriously damaged, and two dredges, the property of the Harbour Commissioners of Montreal were much damaged, one having been sunk, and the other having been injured to a large amount.

Damages to a large amount resulting from the said collision are claimed :

(1st) By the Harbour Commissioners of Montreal, who have taken four actions *in rem*, to wit, case No 157 against the steamship "Universe", case No 158 against the steam barge "Bay State", case No 159 against the barge Berkshire, and case No 160 against the barge "Bath" ;

(2nd) An action *in personam* in warranty case No 165 taken by the Boutell Steel Barge Company against the owners of the steamship "Universe" ;

(3rd) Another action *in personam* in warranty under No 166 taken by the Universe Joint Stock Company against the owners of the steamship Bay State, the barge Berkshire and the barge Bath.

It may be stated that the barges Berkshire and Bath were in tow of the steam barge Bay State when the collision took place.

The evidence discloses that the steamer Bay State, with the barges Berkshire and Bath, left Windmill Point, in the Harbour of Montreal, at about 5.15 a. m. on the morning of Friday, the 29th of September, 1905, with pilot N. Belisle in charge of the steamer Bay State, and pilot J. S. Labranche in charge of the barge Berkshire, but no pilot on the barge

1906 Bath. There were no regulation lights on the Bay State or
 The Harbour its tow, although the sun had not risen. The steamship Bay
 Commissioners of State and tow continued down the harbour, and passed very
 Montreal close to the east end of the Victoria pier. Certain witnesses
 v. examined testify that they feared that the Bay State and its
 The S.S. Bay tow would collide with the Harbour Commissioners' dredge
 State *et al.* stationed for work north of the main ship channel near sec-
 Dunlop, J. tions numbers 25 and 26 of the Harbour of Montreal.

The steamship Bay State endeavored to haul over to the south of the channel, her tow following, but she does not appear to have succeed very well, as, from the evidence adduced by eye witnesses who gave an intelligent description of what they saw, the last barge of the tow was drifting broadside down the river up to and at the time of the collision, which occurred about 300 feet to the west of dredge number two, which was moored midway between sections 25 and 26, nearly 200 feet from the northern edge of the ship channel.

After the collision occurred the steamship Bay State, with barges in tow, continued on to Quebec without stopping to enquire what damage had been done.

The steamship Universe was at anchor at Longueuil on the night of Thursday, the 28th of September, 1905. At day-break on Friday morning, the 29th of September, she got under way to proceed to the Harbour of Montreal to go to her usual berth at Windmill Point. She had proper regulation lights burning, and a seaman was on the lookout. She proceeded on her usual course, passing the Longueuil ferry boat with all her lights burning bright, and kept to the north side of the main channel, to pass the dredges which were moved for work at sections 25 and 26, at a safe distance on her starboard hand. All went well till they were passing the dredges. A vessel was then sighted coming down the river, and just emerging from behind the Victoria pier. She had no lights burning to indicate that she had a tow, and appeared to those on board the Universe to be a steam barge coming down the harbour. Shortly afterwards, first one barge was sighted, and then a second barge, in tow of the steamer. One

blast of the whistle was blown from the Universe to indicate her course was being directed to starboard, which was answered by the steam barge Bay State, also by one blast. The Universe then ported her helm and slowed her engines as much as it was considered safe to do in the current.

The last barge of the tow was so far to the north side of the channel, and drifted down so quickly that the Universe came into collision with her striking the barge Bath a glancing blow just abaft the midships on the port side with her port bow. The combined force of the collision with the Bath and the current striking the Universe on her port bow, forced her over to starboard and across the current, notwithstanding that every effort was made to hold her up by letting go both anchors and going ahead at full speed with the helm hard to starboard, striking the Harbour Commissioners' dredges Nos 2 and 3 with her starboard quarter. The steamer Universe tore them down from their moorings and drifted with them down stream, her bow striking the wharf. Dredge No 2 was badly damaged, and dredge No 3 was capsized and sunk near section 27. The anchors of the steamship Universe became entangled with the moorings of the dredges.

The Harbour Commissioners' dredges were moored in the usual way at the place where it was intended they should continue to work. They had the usual moorings, viz: anchors with wire cables, three spuds 60 feet long; the proper lights were burning; and a tug was in attendance. The dredges were moored sufficiently far from the main ship channel on the north side to enable vessels to pass in safety.

The question in the present cases is to determine the responsibility for the heavy damages caused by the collision. It has been well said that in case of a collision "the circumstances of confusion, darkness and danger under which such disasters commonly happen, and the strong feelings of the witnesses, all tend to place cases of collision among the most difficult which can be brought before a judicial tribunal. It is a great relief, therefore, to the Court to be assisted by an able gentleman whose professional experience and skill ena-

1906

The Harbour
Commission-
ers of
MontrealThe S.S. Bay
State *et al.*

Dunlop, J.

1609
 The Harbour
 Commissioners of
 Montreal
 v.
 The S.S. Bay
 State *et al.*
 Dunlop, J.

"ble him to draw conclusions from facts and evidence which
 "unprofessional persons could but imperfectly appreciate." (See
 case of *The Leonidas* ⁽¹⁾)

It is also a relief to the Court in the present case to be as-
 sisted by a nautical gentleman whose professional experience
 and skill must be of material assistance to the Court in deter-
 mining the present case.

Availing myself of the power which this Court has to refer
 to some gentleman conversant with nautical affairs, I have
 obtained the assistance of Captain James J. Riley, a mariner
 of experience, holding a certificate of competency as master
 from the British Board of Trade, number 82599, now enga-
 ged in important public service, namely, superintendent of
 pilots and examiner of masters and mates, and a director of
 the nautical college, upon whose judgment and opinion I
 shall find it my duty to rely, and to whom I have submitted
 the following questions, and whose answers are appended
 thereto:

1. Do you consider that, under the facts of this case, as
 disclosed in the evidence, the SS. Universe was properly nav-
 igated, and that all possible precautions were taken by its
 master and crew to avoid such a collision?

A.—I consider that the evidence discloses the Universe to
 have been properly navigated, and that every precaution was
 taken by the master and crew to avoid a collision, and that
 she had entered and was well up into St Mary's current be-
 fore the barge Bay State was seen, and that she had her re-
 gulation lights exhibited as required by law.

1a.—If not, state in what particulars the navigation of the
 Universe was faulty, and what precautions should have been
 taken to avoid a collision that were not taken?

A.—Every precaution seems to have been taken in this
 case, and, in my opinion, the Universe was not in fault.

2. State if, in your opinion, the barge Bay State and its
 tow were properly manned, equipped and navigated, consider-

(1) 1 L. C. Ad. R. 230.

ing the locality and the circumstances of the present case, and were all due precautions taken to avoid a collision ; if not, state in what respects, if any, the tow was improperly manned and equipped, and what precautions should have been taken to avoid a collision, that were omitted ?

1906
The Harbour
Commission-
ers of
Montreal

v.
The S.S. Bay
State *et al.*

Dunlop, J.

A.—The steam barge Bay State was, in my opinion, responsible for the safe conduct of herself and tow. The length, 1,495 feet, between the bow of the towing barge and the stern of the last barge in the tow, was altogether too long in the St Mary's current.

No allowance seems to have been made for the set and strength of the current, as is evidenced by the fact that the Bay State first saw the starboard side of the Universe, indicating that the Bay State was too far north of the deep water channel, and that the barge Bath was practically going down nearly broadside to the current, and was considered by some reliable witnesses to have been in danger of striking the dredges, and I calculate that the barge Bath would have struck one of the dredges if the steamer Universe had not intervened.

No attempt seems to have been made to shorten up the hawsers of the tow, notwithstanding the fact that they had automatic apparatus, when it was seen that a collision was imminent, nor was the helm of the Bath, the last barge of the tow, ported with sufficient promptness.

A pilot would have been of more service on the last barge of the tow than on the Berkshire, which was the middle barge.

I am of opinion that if there had been a tug to the last barge, the collision in all probability would have been averted.

There were no regulation lights on the Bay State to indicate that she had barges in tow, although the sun had not risen. The presence of the lights required by law up to sunrise would have indicated to the Universe that there was a tow of unusual length coming down the river, and the Universe would then have been enabled to take the out-of-the-ordinary measure of starboarding, and thus, in all probability, have avoided the collision.

It is my opinion that the evidence discloses the fact that

1906 there was not a proper lookout man on the barge Bath or the steamer Bay State.

The Har- our
Commission-
ers of
Montreal

v.
The S.S. Bay
State *et al.*

Dunlop, J.

3. Were the dredges where they had a right to be, and were they properly moored, and manned for purpose for which they were engaged, and were they properly managed at and previous to the collision ?

A.—The dredges numbers 2 and 3 belonging to the Harbour Commissioners of Montreal were engaged at that time in digging out a new deep water cut in the St Mary's current and the outer side, that is to say, the southern side of the southernmost dredge was about 175 feet to the north of the line then known to navigators as deep water cut through the St Mary's current, so that both dredges were practically out of the deep water cut, and were moored as had been the custom for years, a custom well known to all pilots and ship masters frequenting the port.

4. Did the collision in question arise from unavoidable circumstances, without fault being attributable to the SS. Universe, the steam barge Bay State or its tow, or without fault being attributable to the dredges or their respective masters and crew, or was it caused from the fault of the said ships, barges, dredges, or their masters, crews or persons in charge ? If so, from which of them ?

A.—In my opinion, the Universe was not in any wise to blame. The barge Bath, although actually in collision with the Universe, was technically and actually under the command of the master of the steam barge Bay State. It is, therefore, my opinion that the fault of the collision entirely lay with the steam barge Bay State and its tow, and not with the Universe nor with the dredges.

It is satisfactory to notice that the questions submitted to the nautical assessor were answered by him on the 30th of October, 1906, and virtually agree with the finding of the wreck commissioner, as set forth in his report made on the 6th day of November, 1906.

After carefully considering the evidence and the answers of the nautical assessor to the questions submitted to him, I have arrived at the following conclusions :

(1) The Bay State and tow were in fault (*a*) because the barge Bath had no pilot, and no proper lookout was kept on the Bay State or her tow ; (*b*) those in charge of the Bay State and her tow neglected to take the precautions required under the special circumstances of the case, the tow ropes being too long, and no attempt having been made to shorten them. The Bay State had no lookout, and she made no signals to the tow or to the SS. Universe, which she appears to have sighted before the Universe saw her ; (*c*) there was no additional tug to control the tow, more particularly the last barge, the Bath ; (*d*) neither the steam barge Bay State, nor the barges in tow exhibited proper regulation lights, though they had got under way and the collision occurred before sunrise ; (*e*) the steam barge Bay State and tow should not have taken the St Mary's current as they did, with the tow in such condition as it was proved to be, more particularly in view of the position of the dredges of the Harbour Commissioners, and the places where they were moored, and of which the pilots on board the Bay State and Berkshire were well aware ; (*f*) after the collision occurred the steam barge Bay State and her tow continued down to Quebec without stopping to enquire what damage had been done.

1906
The Harbour
Commission-
ers of
Montreal
v.
The S.S. Bay
State *et al.*
Dunlop, J.

The nautical assessor, in his answers to the questions submitted to him, has explained fully the faults committed by the Bay State and her tow, and his answers, as I view the case, are fully supported by the evidence taken.

The evidence of independent and disinterested witnesses, more particularly those on board the steamer Quebec, who had every opportunity of seeing the position of the vessels and of judging, say that the Universe was properly navigated, and that the tow ropes of the tow were too long ; that the barges in tow were across the channel ; that the three barges were coming down crossways, and the steam barge, trying to draw them to the south, blocked the Universe's channel. Bédard, a watchman who happened to be on the middle of Victoria pier, states in effect that he saw that the barges were coming in towards the city side, with the current, going crossways, the last barge on the bias. Altimus, a policeman, who was

1906
 The Harbour
 Commission-
 ers of
 Montreal
 v.
 The S.S. Bay
 State *et al.*
 Dunlop, J.

opposite Panet street, between Victoria pier and the place where the collision took place, states in effect that the steam barge passed towards the south, and then the next one cleared all right, but the third swung right around, side on to the current, and came straight up against the bow of the Universe. A Belisle, pilot of the Universe, at pages 4 and 5 of his deposition, in effect states, that the barges made a curve, and the last was thrown across the stream towards the north. The captain of the Universe says : "The last barge went towards the north. I was afraid of a collision." The first mate of the Universe states, that the last barge was going across the current, going boardside down, at an angle to the rest of the tow. And he adds : "If both had followed the Bay State, it would have been all right." The second mate of the Universe states that the last barge blocked the channel.

I think it is fully made out that the Bay State and her tow were on the wrong side of the channel and were not steered sufficiently towards the south side of the river, and that under the circumstances, with the Universe in view, the Bay State and her tow should not have taken the current. The evidence of N. Belisle, pilot of the steam barge Bay State, is important. He states that he was in charge of the Bay State, that there was another pilot for the barges, J. S. Labranche, who was on the first barge, the Berkshire, and that he did not know who was in charge of the second. He states that he would not have taken them down (referring to the Bay State and her tow), and been responsible for all three. It would be dangerous to go down without pilots to each vessel, and that it would have been better to get another tug, which would have prevented the accident.

It will be seen in the present case that the tow was under the control of the steam barge Bay State. Brown, captain of the Bay State, says : "There is a captain in each barge. I am in charge of the whole outfit. The captains of the barges get their orders from me ; that is, they are subject to my order when I am towing them." And further on in his deposition he states that he had not made enquiries as to the current, and as to bringing his tow down in it. He says : "I left it to

"the pilot, but did not consult him making up the tow."

"The doctrine that the tug is servant of the tow is inapplicable when not only the motive power, but also the command is with the tug."

(Marsden, on Collisions, p. 176).

This doctrine is inapplicable in the present case, as not only the motive power, but the command, lay with the Bay State. In the present case, it was the duty of those on board the Bay State to keep both tug and tow clear of other ships, without waiting for orders from the tow.

Mr Pentland, K. C., one of the counsel for the Bay State and her tow, at page 9 of his written argument, states: "As this is a case in which two vessels in tow of a steamer is in question, it might be as well to allude also to the principles which govern vessels under those circumstances. In England and on this side, a distinction has always been made between a vessel in tow of a tug, and having on board of her a pilot, that is to say, in deep water ships particularly the pilot is, as a rule, on board the ship, and he controls the movements of the tug; that is to say, the motive power is on the tug, and the governing power is on the ship, but where the vessels are vessels of the same description as these whaleback barges, and which correspond to all intents and purposes with the dumb barges, of the Thames, which are boats that simply drift when they cannot do anything else, that is to say, when they are out at anchor, and without a tug—in cases of that kind, the principle of law is, and particularly where there is a pilot on board the tug, that not only is the motive power on the tug, but the controlling power as well."

I concur in this view of the case.

Marsden, on Collisions Sea, page 178, says: "Where both tug and tow are in fault for a collision with a third ship, judgment goes against both ships in admiralty, as it would at law go against the owners, for the whole of the damages jointly and severally".

This, I think, should be the rule in the present case. In any event, I am of opinion that judgment should go against

1906
The Harbour
Commission-
ers of
Montreal
v.
The S.S. Bay
State *et al.*
Dunlop. J

1906 the barge Bay State, and the barge Bath, and their owners,
 The Harbour the Boutell Steel Barge Company.
 Commissioners of The question of lights is important, because if the Bay State
 of Montreal had had the regulation lights, the Universe would have
 v. been warned that she had a tow of more than ordinary length
 The S.S. Bay and it is possible that the accident might not have occurred.
 State *et al.*

Dunlop, J. As to the necessity of lights and their usefulness on the mor-
 ning in question, it may be mentioned that the Longueuil ferry
 boat, when she passed, had all her lights burning.

(2) I do not find the SS. Universe in fault. Those in
 charge of the SS. Universe, of which the Universe Joint Stock
 Company, Limited, is owner, committed no fault which, in
 my opinion, contributed in any way to the cause of the acci-
 dent, more particularly as far as the collision in question is
 concerned. The Universe (*a*) had a proper lookout ; (*b*) car-
 ried the proper lights and gave proper signals ; (*c*) was on
 the proper side of the fairway ; (*d*) did not violate by-law
 number 81 of the by-laws of the Harbour Commissioners of
 Montreal ; (*e*) did not neglect any precaution required by the
 ordinary practice of seamen under the special circumstances,
 and was properly navigated throughout.

By-law 81 of the Harbour Commissioners of Montreal reads
 as follows :

"81—All upcoming vessels on each occasion, before meet-
 ing downward bound vessels at sharp turns, narrow passa-
 ges, or where the navigation is intricate, shall stop, and, if
 necessary, come to a position of safety, below the point of
 danger, and there remain until the channel is clear. These
 directions shall apply to the following points. . . . St Mary's
 current."

The evidence shows that when the Universe entered the
 St Mary's current, the channel was clear, and that the Bay
 State and tow were not observed until the Universe was well
 up the current.

(3) I do not find the dredges at fault. They were moored,
 as had been the custom for years, and as was well known to
 the mariners frequenting the port of Montreal. They were
 engaged in carrying out necessary improvements of the har-

bour in a proper and workmanlike manner, and I would not think of in any way interfering with such works unless it had been clearly demonstrated that they had violated the law, or some regulation of the harbour which tended in any way to cause the collision in question, and which, as I view the case, has not been shown. I am, therefore, of opinion that the dredges were not in any way to blame for collision.

1906
The Harbour
Commission-
ers of
Montreal
v.
The S.S. Bay
State *et al.*
Dunlop, J.

The barge Bath, though actually in collision with the SS. Universe, was technically and actually under the command and control of the master of the Bay State. In my opinion, the collision was occasioned entirely by the fault of the steam barge Bay State and her tow, and not by any fault of the SS Universe or the dredges, and that, therefore, the Boutell Steel Barge Company, the owners of the steam barge Bay State, and of the barges Berkshire and Bath, and the said steam barge Bay State and barge Bath are liable for all damages resulting from this unfortunate collision.

I am much indebted to the counsel for the able manner in which their respective pretensions were presented to the Court and for the elaborate memoranda of authorities cited in support of such pretensions, and which are of record in the present case. It is unnecessary for me to refer at greater length to these authorities, beyond saying that the conclusions arrived at by the Court in this important case appear to be amply sustained by the authorities submitted by counsel for the SS Universe.

The nautical assessor has rendered me every assistance, and I am fortunate in having been able to avail myself of his nautical knowledge and experience in the case.

Judgment consequently is rendered in favor of the Harbour Commissioners of Montreal in the actions *in rem* numbers 158 and 160, taken by them against the steam barge Bay State and barge Bath, with all costs, except one half the costs of *enquête*, which are ordered to be paid by the said Harbour Commissioners of Montreal.

The action *in rem* number 159 taken by the Harbour Commissioners of Montreal against the barge Berkshire is dismiss-

1906
 —
 The Harbour
 Commission-
 ers of
 Montreal
 v.
 The S.S. Bay
 State *et al.*
 —
 Dunlop, J.

ed without costs, because, as I view the case, the liability was reasonably in doubt when this action was instituted.

The action taken by the Harbour Commissioners against the SS. Universe, number 157 is dismissed, with costs, with the exception of half the costs of *enquête*, which are ordered to be paid by the Boutell Steel Barge Company, as hereinafter mentioned.

The action number 165 taken by the Boutell Steel Barge Company, against the owners of the SS. Universe, is dismissed with costs, save one half of the costs of *enquête*, which have been ordered to be paid by the Harbour Commissioners, as hereinabove mentioned.

Action number 166, wherein the Universe Joint Stock Company, Limited, is plaintiff and the owners of the SS. Bay State and the barge Berkshire and the barge Bath are defendants, is maintained, in so far only as damages are claimed, and the conclusions in warranty are dismissed, with costs against the defendants save one half of the costs of *enquête* which are ordered to be paid by the Harbour Commissioners of Montreal, as hereinabove mentioned.

As only one *enquête* has been taken, applicable to all the cases I have ordered that the costs of *enquête* should be paid half by the Harbour Commissioners of Montreal, as they failed in their action against the steamship Universe, and the other half by the Boutell Steel Barge Company, as they have failed in their action against the owners of the SS. Universe.

I order that an account should be taken in the action maintained by the present judgment, and refer the same to the Deputy Registrar, assisted by merchants, to report the amounts due and that all accounts and vouchers, with the proof in support thereof, be filed within six months.

Geoffrion, Geoffrion & Cusson, for the Harbour Commissioners.

Campbell, Meredith, Macpherson & Hague, for the Universe Company.

Goldstein & Beullac, for the Boutell Steel Barge Co.

C. A. Pentland, K. C., Counsel.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTRÉAL, 29 décembre 1906.

Présent :— PAGNUELO, J.THE CONGREGATION OF ROUMANIAN JEWS
SETH DAVID v. BACKMAN ET AL.*Billets—Solidarité—Signataires conjoints.*

JURÉ :—Les signataires conjoints d'un billet rédigé : " Je promets, etc, " s'obligent solidairement suivant l'art. 84 de la "Loi des lettres de change."

PAGNUELO, J. :—

Le demandeur réclame des défendeurs conjointement et solidairement le paiement de deux billets, datés du 1er septembre 1902, l'un pour \$73.97 à quatre mois, l'autre pour \$108. à huit mois, à l'ordre de la demanderesse, et le défendeur Samuel Backman a plaidé, niant sa signature.

La signature du dit Samuel Backman est clairement prouvée et le défendeur Nathan Backman n'a pas plaidé.

Deux personnes signant un billet peuvent s'engager conjointement et solidairement, selon sa teneur. Dans le cas où elles signent : " Je promets, " il y a solidarité (art. 84 Loi des lettres de change). Dans le cas actuel la solidarité n'est stipulée ni expressément ni par une promesse séparée, quoique la dette fut originairement solidaire.

Condamne les défendeurs conjointement et solidairement à payer à la demanderesse la somme de \$73.97, avec intérêt du 4 décembre 1903, et celle de \$108.00 avec intérêt du 4 mai 1903, et à payer solidairement les frais d'une action non contestée, et le défendeur Samuel Backman à payer les frais de sa contestation.

H. A. Hutchins, pour le demandeur.

Emile Joseph, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

STE SCHOLASTIQUE, 14 décembre 1906.

Présent :—TASCHEREAU, J.

FILION v. FILION.

Substitution—Charges de la substitution—Legs particuliers—Vente en justice d'un immeuble substitué en satisfaction de legs particuliers—Remise des biens substitués par anticipation par le grevé aux appelés—Droits des appelés.

JUGÉ :—1o. Lorsqu'une succession est léguée avec substitution, les legs particuliers faits par le testateur sont une charge de la substitution. Par suite, l'aliénation d'un immeuble substitué en exécution d'un jugement qui condamne le grevé à payer un tel legs est définitive et les appelés ne peuvent plus prétendre y avoir des droits.

2o. La remise de biens substitués faite par anticipation par le grevé aux appelés équivaut, quant à ces derniers, à l'ouverture de la substitution. Elle leur donne le droit de revendiquer les immeubles qui en font partie et qui ont été aliénés et il n'y a plus lieu pour eux de recourir aux simples mesures conservatoires.

TASCHEREAU, J. :—

Une terre désignée sous les numéros 472 et 473 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St Eustache, était le seul immeuble dépendant de la communauté de biens existant entre Joseph Filion, père, et Dame Valérie Rochon, son épouse. Par son testament en date du 8 mars 1857, J. Labelle, notaire, Joseph Filion a créé une substitution, aux termes de laquelle son épouse, à titre de grevée au premier degré, devait avoir l'universalité des biens du testateur jusqu'à l'âge de majorité de son fils, Joseph Filion, pour, ce dernier, recueillir alors ses biens jusqu'à son décès à titre de grevé au second degré et les laisser en propriété finale et absolue à ses propres enfants, appelés à la substitution. Joseph Filion, père, avait chargé la substitution de certains legs particuliers faits en faveur de ses autres enfants mentionnés au testament. Le testateur est décédé le 2 avril 1857, sans avoir révoqué ce testament, lequel a été dûment enregistré.

Le 5 mai 1860, devant Mtre Champagne, notaire, Valérie Rochon, comme ayant été commune en biens avec le défunt et Joseph Filion, fils, comme légataire universel chargé de substitution, firent entr'eux le partage des biens, et entr'autres de l'immeuble, dont une moitié, savoir un arpent et demi de front, fut attribuée à Valérie Rochon, et l'autre moitié d'é-gale étendue, à Joseph Filion, fils.

1906
—
Filion
v.
Filion.
—
Taschereau,
J.

Dès ce moment, la moitié de l'immeuble attribué à Joseph Filion, fils, devint seule affectée à la substitution. En l'année 1876, Jean Baptiste Filion, fils, l'un des légataires particuliers du défunt, obtint jugement pour le montant de son legs particulier, contre Joseph Filion, fils, et, en exécution de ce jugement, il fit saisir et vendre sur ce dernier la moitié d'immeuble affectée à la substitution, et dont la Dame Valérie Rochon se porta adjudicataire (décret du 21 décembre 1876). Ainsi, Valérie Rochon s'est trouvée dès lors propriétaire de tout l'immeuble qui avait fait partie de la communauté de biens existant entr'elle et son défunt mari.

Le 27 janvier 1890, (Fauteux, notaire), Valérie Rochon a vendu au présent demandeur cet immeuble dont elle avait la propriété aux titres ci-haut mentionnés ; et le douze septembre 1901, (Fauteux, notaire), le demandeur l'a vendu à Joseph Bélisle, avec toutes les garanties de droit.

Le 7 février 1902, les défendeurs ont fait enregistrer sur immeuble et comme devant l'affecter, au bureau d'enregistrement du comté des Deux Montagnes, un document intitulé "déclaration conservatoire" par lequel ils allèguent qu'ils sont les enfants légitimes du grevé Joseph Filion, fils, encore vivant, et conséquemment les appelés à la substitution ci-haut mentionnée et propriétaires, (chacun d'un neuvième) de la moitié indivise de l'immeuble ; que le décret du 21 décembre 1876 est nul et sans effet, l'immeuble ayant été vendu pour une dette du grevé de substitution et non pour une dette du substituant, et les appelés n'étant pas responsables des dettes du grevé ; qu'en conséquence, les appelés entendent réclamer leurs droits en temps et lieu.

Il appert qu'avant l'enregistrement de la déclaration conservatoire, savoir, par acte passé le 4 février 1902 (Shetagne,

1906

Filion

v.

Filion.

Taschereau,
J.

notaire), Joseph Filion, fils, avait fait remise par anticipation aux appelés, à ce présent et acceptant, des biens affectés à la substitution et spécialement de la moitié (prétendue indivise) de l'immeuble.

Le demandeur vendeur et garant de Joseph Bélisle et sommé par celui-ci de faire radier l'enregistrement de la déclaration, intente la présente action à cette fin, alléguant que cet enregistrement doit être déclaré illégal et doit être radié pour, entr'autres raisons, celles exposées plus bas et les défendeurs par leurs défenses, soutiennent la validité de l'enregistrement et le bien fondé des prétentions invoquées par eux dans la déclaration.

Les legs particuliers imposés par le testateur au grevé dans l'espèce, sont des charges de la substitution elle-même, ils sont préférables à la substitution et l'aliénation finale du bien substitué peut avoir lieu valablement, pendant la substitution, par vente forcée en justice, pour la dette ainsi créée par le substituant et imposée comme charge au grevé.

Le décret du 21 décembre 1876 est ainsi valide comme aliénation finale de l'immeuble substitué, il a purgé la substitution et il n'est pas résoluble au profit des appelés.

Au surplus, l'acte du 27 janvier 1890 est un titre translatif de propriété, par lequel le demandeur avait acquis de bonne foi l'immeuble en question, et le demandeur en avait acquis la prescription décennale dès avant la vente qu'il en avait faite à Joseph Bélisle, le 12 septembre 1901, prescription dont ce dernier doit bénéficier comme acquéreur du demandeur ; cette prescription ayant commencé à courir sous l'empire du Code Civil, a couru contre les appelés. Il n'est pas allégué, ni démontré, dans la cause, que ces derniers aient été protégés comme mineurs ou autrement, et ils avaient le bénéfice de l'action en interruption dont ils ne se sont pas prévalus C. C. Art. 2.

Enfin les appelés, vû la remise par anticipation à eux faite précédemment, n'avaient plus raison de faire enregistrer la déclaration ; l'ouverture de la substitution ainsi opérée par anticipation avait l'effet de les rendre propriétaires incommutables, si leurs prétentions étaient bien fondées, et de leur donner le recours de l'action pétitoire contre qui de droit, mais ne

leur donnait pas le droit de faire enregistrer une telle déclaration à l'encontre du propriétaire en possession.

Pour ces motifs, l'action est maintenue, sauf la demande de dommages (qui n'est pas prouvée) avec dépens.

Fauteux & Fauteux, pour le demandeur.

J. D. Leduc, C. R., pour le défendeur.

1906

Filion

v.

Filion.

Taschereau,
J.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 8 janvier 1907.

Présents :—LANGELIER, Juge en chef suppléant, LEMIEUX
& McCORKILL, JJ.

HUARD v. BANVILLE.

*Vente mobilière—Vente par un mandataire en son propre
nom—Livraison de la chose faite par le mandant—
Recours du mandant.*

Jugé :—La vente de marchandises appartenant à un mandant, faite en son propre nom par le mandataire qui en touche le prix, laisse le mandant sans recours contre l'acheteur, même quand c'est lui qui a fait l'expédition et la livraison des marchandises vendues.

Le jugement inscrit en Révision et qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, LARUE, J., à Rimouski.

LANGELIER, A. J. C. :—

Le demandeur a poursuivi le défendeur devant la Cour Supérieure d'Arthabaska en recouvrement de la somme de \$503.02, prix de certaines marchandises qu'il prétendait lui avoir vendues et livrées. Sur une exception déclinatoire du défendeur, la cause a été renvoyée devant la Cour Supérieure de Rimouski.

Le défendeur a ensuite plaidé qu'il n'avait rien acheté du demandeur, que les marchandises mentionnées au compte produit avec l'action, sauf le dernier item de \$119.35 avaient été vendues et livrées par un nommé Adhémar Martin à Rimouski, et non par le demandeur, et qu'il les avait payées à Martin.

1906
—
Huard
v.
Banville.
—
Langelier,
A. J. C.

La Cour de Rimouski a renvoyé l'action du demandeur avec dépens.

De qui le défendeur a-t-il acheté le foin et le blé-d'inde qu'il a eus ? Est-ce du demandeur ou de Martin ? La preuve ne laisse aucun doute qu'il les a achetés de Martin. Il s'est d'abord adressé à celui-ci pour se faire payer un petit compte qu'il lui devait ; Martin lui a dit qu'il allait avoir du foin, et lui en donnerait en paiement.

Martin a, en effet, fait venir du foin qu'il a obtenu du demandeur, et l'a vendu au défendeur en son propre nom, sans même lui dire qu'il l'avait acheté du défendeur et sans que le défendeur en fut informé. Martin a aussi vendu du blé-d'inde au défendeur et celui-ci l'a payé. Il est donc évident qu'il n'existe aucun lien de droit entre le demandeur et le défendeur.

C'est à Martin seul que le demandeur a eu à faire. Mais, dit le demandeur, Martin n'était que mon agent et il n'avait pas le droit de recevoir pour moi le paiement de ce qu'il vendait pour moi.

Il n'y a pas de doute que, dans les rapports entre le demandeur et Martin, celui-ci n'était que son agent ; mais, dans les rapports entre le demandeur et le défendeur, la seule question qui puisse se présenter est de savoir de qui le défendeur a acheté le foin et le blé-d'inde. Il n'y a pas de doute que le défendeur a acheté de Martin et par conséquent c'était à lui qu'il devait payer.

Mais, "dit encore le demandeur, j'ai expédié les marchandises directement au défendeur", c'est vrai, mais cela ne touche pas à la question ; tous les jours on voit des marchands à commission qui vendent à leur nom des marchandises appartenant à leurs clients et qui les font expédier directement à ceux à qui ils les vendent, au lieu de se les faire expédier à eux-mêmes.

Le demandeur n'a donc pas prouvé sa cause, et le jugement qui a renvoyé son action doit, à mon avis, être confirmé avec dépens.

J. E. Méthot, C. R., pour le demandeur.

Gagnon & Sasseville, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTREAL, 10 janvier 1907.

Présent :—ARCHIBALD, J.

OUELLETTE ET AL. v. LA JACQUES CARTIER.

Assurance contre le feu—Assurance mutuelle—Formalités prescrites pour réclamer après sinistre—Irrégularités dans les avis—Proposition d'assurance—Fausses déclarations—Nullité.

JUGÉ :—1o. L'observation des formalités prescrites par la loi des assurances mutuelles contre le feu pour réclamer l'assurance à la suite d'un sinistre, est une condition préalable nécessaire à l'institution de l'action en recouvrement de l'assurance.

2o. L'assuré qui, dans sa proposition d'assurance, se dit propriétaire des biens à assurer alors qu'il n'en a qu'une promesse de vente, fait une fausse déclaration qui entraîne la nullité du contrat.

ARCHIBALD, J. :—

Les demandeurs poursuivent en recouvrement de la somme de \$1,000, alléguant qu'ils étaient les propriétaires d'un moulin à scie à Sayabec, dans le comté de Matane, dans la Province de Québec, et de l'outillage qu'il contenait, que ces biens ont été assurés par la compagnie défenderesse pour la somme de \$1,000, et valaient au-delà de \$3,000 ; que les demandeurs s'étaient conformés aux exigences de la loi touchant l'émission de la police ; que les effets assurés, meubles et immeubles, ont été complètement détruits par un incendie, le 6 mai 1906 ; que les demandeurs ont donné à la défenderesse l'avis de la perte requis par la loi et par la police ; que la défenderesse refuse de leur payer le montant de l'assurance, bien que souvent requis, et ils demandent jugement pour la dite somme de \$1,000.00.

La défenderesse plaide admettant la police en question, admettant que les effets assurés avaient été détruits par l'incendie à la date mentionnée dans la déclaration, mais elle allègue

1906
 Ouellette *et al*
 v.
 La Jacques
 Cartier
 Archibald, J.

que les demandeurs avaient fait de fausses représentations au sujet de la valeur des effets, qu'ils avaient dit, dans leur proposition d'assurance, qu'ils étaient les propriétaires des effets, bien qu'ils ne le fussent pas, n'en ayant qu'une promesse de vente ; qu'ils ont exagéré de beaucoup la valeur des effets assurés à l'époque de l'incendie ; que les demandeurs, Daniel Ouellette et Wilfrid Ouellette n'étaient pas propriétaires des effets incendiés ; que par la loi et la police, les demandeurs devaient donner à la défenderesse un avis du feu et devaient leur mentionner le montant de la perte réclamé, et de plus nommer un expert pour estimer le montant de la perte, dans le cas où la défenderesse refuserait de payer le montant demandé par les demandeurs ; que les demandeurs n'ont jamais pris ces procédures-là ; que par la loi les demandeurs n'ont pas d'action jusqu'à ce que ces formalités aient été remplies, et la défenderesse demande que l'action des demandeurs soit renvoyée.

L'action est prise aux noms de Daniel Ouellette et Wilfrid Ouellette qui étaient en société lors de l'assurance, mais il est prouvé qu'avant le feu, la société avait été changée par la substitution de Clovis Ouellette au lieu de Wilfrid Ouellette, sous le même nom D. Ouellette & Fils ; ces changements dans la société n'ont pas été mentionnés à la défenderesse ; le seul avis du feu que les demandeurs ont envoyé à la défenderesse était comme suit : "Monsieur, c'est avec regret que je viens vous dire que mon moulin situé au cinquième rang de Sayabec vient d'être incendié. Comme je désire recevoir mon assurance, je vous prie de nous envoyer vos agents aussitôt que possible.

"Vos obligés,

"(Signé) Daniel Ouellette & Fils."

Les clauses de la "loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle" qui concernent la procédure à être suivie après un incendie, sont comme suit: "Chaque fois qu'une propriété assurée à la compagnie a été détruite ou endommagée par le feu, le propriétaire doit, dans les vingt jours qui suivent l'incendie, en faire remettre un avis par écrit au bureau du secrétaire de la compagnie. Cet avis indique la somme réclamée par

“ ce propriétaire comme étant le montant de la perte subie en
 “ conséquence de cet incendie, et mentionne le nom d’un franc-
 “ tenancier de la localité où l’incendie a eu lieu, qui est l’expert
 “ nommé par la partie réclamante dans le cas où le montant
 “ payable par la compagnie à cette partie réclamante doit, dans
 “ la suite, être estimé par des experts de la manière prescrite
 “ par la présente action.”

1906

Ouellette *et al*

v.

La Jacques
Cartier.

Archibald, J.

“ Les directeurs de la compagnie doivent, dans les vingt
 “ jours après la remise de cet avis, y répondre par écrit, et faire
 “ remettre cette réponse au domicile de la partie réclamante, ou
 “ à cette dernière en personne, et déclarer dans cette réponse,
 “ s’ils consentent ou non à payer la somme demandée dans
 “ l’avis qui leur a été remis par elle. S’ils ne consentent pas
 “ à payer cette somme, leur réponse doit mentionner la somme
 “ qu’ils sont disposés à payer comme montant de cette perte.
 “ Ils doivent aussi mentionner le nom de la personne qui doit
 “ agir comme expert de la compagnie, dans le cas où le mon-
 “ tant qu’elle est tenue de payer à la partie réclamante, doit
 “ être estimé par experts comme susdit.”

“ Si la somme offerte par les directeurs dans leur réponse
 “ n’est pas acceptée par la partie réclamante, les deux experts
 “ ainsi nommés en nomment un troisième qui agit conjointe-
 “ ment avec eux. Ces trois experts donnent avis aux directeurs
 “ et à la partie réclamante du temps et du lieu auxquels ils se
 “ proposent de procéder à l’estimation de la somme payable com-
 “ me susdit, et dans cet avis, ils doivent requérir les directeurs
 “ et la partie réclamante de produire, là et alors, les documents
 “ et la preuve testimoniale qu’ils désirent respectivement sou-
 “ mettre à la considération des experts.”

Suivent des directions pour guider les experts en faisant
 leur devoir.

“ Si dans le délai ci-haut spécifié, les directeurs ne trans-
 “ mettent aucune réponse à l’avis donné par la partie réclaman-
 “ te, ou si dans leur réponse ils n’offrent de lui payer aucune
 “ somme, ou si l’offre des directeurs n’est pas acceptée par la
 “ partie réclamante, ou si leur réponse n’indique pas le nom
 “ d’une personne pour agir comme expert, ou s’il n’est rendu

- 1906 " aucune sentence par les experts nommés, dans les trente jours
 Ouellette *et al* " à compter de la date à laquelle avis régulier a été donné
 v. " par la partie réclamante aux directeurs, ou si l'une ou
 La Jacques " l'autre des parties n'est pas satisfaite de la sentence rendue
 Cartier.
 Archibald, J. " par les experts, ou si les directeurs refusent ou négligent
 " de payer la somme accordée à la partie réclamante par la
 " sentence des experts, la partie réclamante a droit d'action
 " contre la compagnie devant tout tribunal compétent au
 " chef-lieu du district dans lequel le bureau principal de la
 " compagnie est situé, ou devant le tribunal du lieu où se
 " trouvent les meubles ou immeubles assurés."

Dans cette cause, la preuve démontre que la perte n'a pas été totale, il y a eu des machines qui n'ont pas été détruites, d'une valeur considérable, et il me semble que la procédure, prévue par le statut, devait être suivie; l'avis de l'incendie donné par les demandeurs n'était pas régulier d'après le statut. Il n'indiquait pas le montant réclamé et il ne nommait pas une personne pour agir comme expert; en réponse à cet avis, la compagnie a écrit aux demandeurs qu'au jour indiqué, elle enverrait un nommé St Amour comme son expert pour estimer la perte; cette lettre a été reçue par les demandeurs, et St Amour s'est rendu au lieu de l'incendie le jour mentionné dans l'avis de la défenderesse, là il a rencontré le nommé Clovis Ouellette, qui n'était pas un des assurés, mais qui était à l'époque du feu membre de la société assurée; il n'a pas voulu nommer un expert pour faire l'estimation de la perte; on a envoyé chercher monsieur Wilfrid Ouellette, un des demandeurs, mais qui à l'époque de l'incendie n'était pas intéressé. Il est venu, mais lui aussi n'a pas voulu nommer un expert, alors Saint Amour est revenu à Montréal sans rien faire. Daniel Ouellette était à Montréal, et St Amour s'est informé de son adresse, il l'a envoyé chercher, il a eu une entrevue avec lui, et il lui a offert \$225.00 en règlement de la perte, mais sans préjudice, et pour éviter des procédures.

La loi des compagnies d'assurance mutuelle est une loi d'ordre public. Les membres de ces associations sont presque toujours des cultivateurs qui n'ont pas beaucoup d'expérience

des affaires et la loi a pour but de les protéger ; il me semble que les clauses du statut ci-haut cité doivent être strictement interprétées ; que le but de la législature était d'exempter les parties de la procédure légale, et elle prescrivait qu'avant de poursuivre en loi, une certaine procédure doit être suivie afin de régler les réclamations, sans recourir à la cour, et il me semble que dans cette cause, la preuve démontre que cette procédure aurait dû être suivie, et ne l'a pas été.

1906
Ouellette et al
v.
La Jacques
Cartier.
Archibald, J.

Je suis d'opinion que l'action des demandeurs ne peut être maintenue pour ce motif.

Il y a une autre question soulevée par la défenderesse que le titre des demandeurs n'était pas celui mentionné par eux dans leur proposition d'assurance. Dans cette proposition, signée par les demandeurs, la question suivante leur était posée. " Etes-vous propriétaires ou locataires des propriétés assurées ? " Répondez en inscrivant le mot, propriétaires ou locataires sur les lignes ci-contre ; si vous êtes locataires, donnez le nom du propriétaire. " Alors suit la réponse : " Terrain, propriétaires, construction, propriétaires, effets, propriétaires. " res. "

Le statut sur les compagnies d'assurance mutuelle prescrit comme suit : " Toute telle compagnie d'assurance peut effectuer une assurance par la même police et en même temps pour une période n'excédant pas cinq ans, et toute telle police, émise par la compagnie, signée par le président et contre-signée par le secrétaire, est valide et obligatoire contre cette compagnie dans tous les cas où lors de la survenance du sinistre l'assuré est propriétaire du titre et du droit au terrain sur lequel sont situées les constructions endommagées par le feu, lesquels titre et droit il a désigné à l'époque où l'assurance a été effectuée. " "

" Si ce titre ou ce droit de l'assuré dans cette propriété sont moindres que ceux décrits, ou si cette propriété est grevée d'une autre manière que celle décrite, la police est nulle. "

Dans ce cas, les assurés n'avaient qu'une promesse de vente du terrain sur lequel le moulin et les machines assurés étaient situés, et pour une partie des machines ils n'avaient pas un

1906 titre absolu, c'était une vente qui avait été faite aux deman-
 Ouellette *et al* deurs par les manufacturiers, et le montant de la vente
 v. n'ayant pas été complètement payé, les vendeurs avaient ré-
 La Jacques servé la propriété des choses vendues jusqu'à parfait paiement.
 Cartier.

Archibald, J. On sait qu'une police d'assurance mutuelle porte hypothèque sur la propriété immobilière de l'assuré, et que dans ce cas, cette police aurait dû porter hypothèque sur la propriété sur laquelle les effets assurés étaient situés, mais cette propriété n'appartenant aux demandeurs que par un titre de promesse de vente, cette hypothèque n'était qu'éventuelle et conditionnelle.

Je crois que les prescriptions de la loi n'ont pas été remplies, et que la police émise en cette cause est nulle, parce que les demandeurs ont donné des réponses inexactes quant à leur titre.

Sur le tout, je suis d'opinion que les demandeurs ne peuvent réussir et je renvoie leur action avec dépens.

L. Houle, pour le demandeur.

J. Adam, pour le défendeur.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, January 12th 1907.

Present :—DUNLOP, J.

THE ELECTRIC FIREPROOFING COMPANY

v.

THE ELECTRIC FIREPROOFING
 COMPANY OF CANADA.

Patent — Evidence — Burden of proof — Interpretation of statutes — Composition of matter — Mechanical mixture. Novel combination of old things — Novel process for overcoming difficulty in application of old process.

Held :—10. The issue of a patent of invention raises a presumption in favour of the patentee that the article is a valid subject-matter of a patent.

The *onus* of proof is on the party who attacks the patent to establish the contrary.

20. The words "composition of matter" in sect. 7 of the Patent Act (R. S. C. cap. LXIX) include all composite articles, whether they be the result of chemical union or of mechanical mixture, and the latter may therefore be the subject-matter of a patent.

30. A novel and useful combination of old and well known things may be the subject-matter of a patent.

40. Any novel process for overcoming a difficulty in the way of applying an old process may be the subject-matter of a patent.

1906

The Electric
Fireproofing
Company

v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.

—
Dunlop, J.

DUNLOP, J. :—

I have to dispose of the following two cases :

The Electric Fireproofing Company *vs* The Electric Fireproofing Company of Canada, Limited, and said defendant cross-plaintiff *vs* said plaintiff—No 3079.

The Electric Fireproofing Company of Canada *vs* The Electric Fireproofing Company and Stillman & Hall, Limited, *mis-en-cause*, and the Honourable Arthur Turcotte *et al. tiers-saisis*, No 1832.

In the suit number 3079 The Electric Fireproofing Company, hereinafter styled for convenience the New York Company *versus* The Electric Fireproofing Company of Canada, Limited, hereinafter styled the Canadian Company ; the plaintiff seeks to recover an amount of \$4,462.33 for overdue coupons attached to a certain series of bonds, 75 bonds of one thousand dollars each, issued by the company defendant. Besides this, there were certain commercial transactions between the two companies. The New Company purchased lumber from the Canadian Company and it is admitted that there is a balance due the Canadian Company on the lumber of \$5,653.14, and, if the plaintiff is successful in the present litigation, judgment should go for the sum of \$4,217.67, being the balance due on the larger sum of \$9,970.81, the amount of interest on overdue coupons.

The cross demand in the suit number 3079 and the demand in the action number 1832, in which the Canadian Company is plaintiff and the New York Company is the defendant, and certain parties *mis-en-cause*, depends upon the validity or in-

1906
 —
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 —
 Dunlop, J.

validity of two Canadian letters-patent of invention, number 46781, issued to Lina Schuler, on the 8th of August, 1894, and patent number 63671 issued to Bachert and O'Neil on the 25th of August 1899. The defendant maintains that these two patents were sold by the New York Company to the Canadian Company through the intermediary of Messrs Stillman and Hall, Limited, a New York corporation, who conducted the negotiations leading to the sale, as brokers or agents. This company is a party to the suit, having appeared by Messrs Campbell, Meredith & Company, and declared that they submit to any judgment that may be rendered.

The *tiers-saisis* in the suit number 1832a *re* the prothonotary of the Superior Court, and Messrs Foster, Martin, Archibald and Mann, in whose hands these bonds were, when attached by conservatory attachment, and which are now under the control of the Court. The *tiers-saisis* have appeared and declare that they hold all these bonds except one. These bonds are secured by a deed of trust hypothecating the property of the Canadian Company in favor of the Montreal Trust and Deposit Company as trustees for the bondholders. This trust company is also made a party to the action. The conclusions of the Canadian Company ask that, inasmuch as the patents which form the consideration for which these bonds were given are invalid, that there is no consideration, and they demand that the bonds be declared null and void, and be returned to the Canadian Company and pray for the cancellation of the deed of trust.

By its defence to this action the New York Company has taken what might be called a preliminary objection, namely, that it did not sell the patents to the Canadian Company, but made the sale direct to Messrs Stillman & Hall, Limited, and that the Canadian Company purchased the patents from Stillman & Hall, Limited, but it will be seen from the correspondence, documents and evidence produced that the \$25,000. was paid by the Canadian Company by means of a cheque to the order of Stillman & Hall, Limited, and was taken by Mr Meldrum, representing the Canadian Company personally, to

New York, and there endorsed in his presence by professor Stillman and handed direct to the New York Company. The cheque did not remain one minute in the hands or in the possession of Stillman & Hall, Limited. The amount was handed to the New York Company on the 10th of January, 1900, and then the assignment or preliminary agreement was drawn up which is filed. Although that agreement is a preliminary assignment to Stillman & Hall, Limited, it recited the negotiations that had been carried on. The date of the agreement is the 10th of January, 1900. In that agreement, it is specifically stated that, notwithstanding the agreement, the New York Company will remain the owner of the patents until the Canadian Company is finally formed, and shall have issued its bonds, and until the bonds are transferred, so that in the very agreement of Stillman & Hall, Limited, it results from its terms that Stillman & Hall, Limited, were merely the intermediary to facilitate the transaction.

It might be noted that according to the agreement, the \$75,000. of bonds were to be delivered on or about the 1st of August, 1900. When the 1st of August, 1900, came around, the organization of the Canadian Company was not then sufficiently advanced to enable them to issue a proper bond, and temporary bonds were issued, which were not secured by any hypothec, and had no coupons attached. Practically it was simply the promissory note of the company, and these temporary bonds were subsequently exchanged for the bonds now in question, which were properly issued bonds of the company, validly secured on the company's property. We find that the actual assignment of the patents, that is to say, the formal assignment of the two patents for the purpose of registration at Ottawa—was dated the 3rd of December, 1901, establishing that the New York Company held the patents until they got the bonds from the Canadian Company, and then the transaction was completed. It is true it went through in the form of an assignment to Stillman & Hall, Limited, from Stillman & Hall to the Canadian Company, but that was done simply for the sake of convenience, and Stillman & Hall did not get

1906
The Electric
Fireproofing
Company,
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
Dunlop, J.

1906
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 Dunlop, J.

any of the bonds, nor any of the cash. Professor Stillman expressly stated that he was acting through out as the attorney and agent of the New York Company, and in his letter, when he speaks "of our principals," he was referring to the New York Company. He was present at the payment of the \$25,000 and on the occasion of the delivery of the bonds, and explains the transaction in the manner above referred to. Being asked the following question : " Did you or did the corporation of Stillman & Hall, Limited, ever at any time hold either of the two Canadian patents in question in this cause, or the consideration price paid for the same, except for the purpose of effecting their transfer from the Electric Fireproofing Company, of New York, to the Electric Fireproofing Company of Canada, the defendant in this case, in accordance with the agreement, and negotiations previously arrived at ?" answered : "No, sir." I am, therefore, of opinion that there is nothing in this preliminary objection.

We now come to the real controversy in the case, namely, were these patents null and void ? There are two patents involved in the case. One is the Lina Schuler patent, which is a patent for a new composition of matter, and the claim is as a new article of manufacture of fireproofing composition, composed of phosphate of ammonia and sulphate of ammonia in a solidified form, in about the proportion specified ; the other is the Bachert and O'Neil patent, which is for a process. This process would appear to be, first the enveloping of wood within a closed, receptacle, in an atmosphere saturated with aqueous vapor, maintained at about a hundred and ten to two hundred degrees Fahrenheit, to soften and open the pores of the wood. Secondly, producing a vacuum and removing the vapor and water from the wood ; thirdly, impregnating the wood uniformly throughout with the fireproofing solution under pressure ; fourthly the drying of the wood at a temperature ranging from 85 to 125 degrees Fahrenheit.

In order to understand how the sale of these Canadian patents was brought about, we have to refer to the evidence of professor Stillman, who was examined as a witness for the

Canadian Company on the commission to New York. He states that his attention was directed to this fireproofing business by being called upon to examine into the matter for a Mr Fox, who was purchasing the English patent for a large sum of money. Professor Stillman was an eminent chemist, and after examining these patents, he was so favorably impressed with the utility and efficiency of the composition process to be used for the purpose of rendering wood fireproof and was so satisfied, that he approached Mr Bachert, the vice-president of the American Company, to see if that company did not have some territory that they could sell to him, by which he could acquire the patents to make this composition, and to work this process. It is apparent that professor Stillman had made an exhaustive study into this question of fireproofing. He had been required to make an examination into the composition and into the process by Mr Fox, a gentleman, who, he tells us, was paying a large sum of money for the English patents, and as a result of his examination and research and the inquiry be made, coupled with his own general knowledge of the matter, he asked Mr Bachert if he had any patents in any other countries to dispose of, and, in that way, the Canadian patents came up. The evidence shows that Stillman & Hall, Limited, acquired an option on the Canadian patents from the New York Company some time in May 1899. Professor Stillman then came to Montreal and succeeded in interesting Mr R. Wilson-Smith and Mr Meldrum in this enterprise, exhibiting to them the fire-resisting properties of the wood treated with this composition by this process, and he finally interested them in the matter so that they took it up.

The New York Company contend that it was only when the Canadian Company was asked to pay for the patents, which had been delivered to them, that they turned around and said that there were latent defects in the process, "and we don't want to pay you." It will be seen that what they acquired was the patent for this composition for rendering wood fire proof, and the patent to work this process. They acquired the monopoly against everybody else, a monopoly against every

1906

The Electric
Fireproofing
Company

v.

The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.

Dunlop, J.

1906
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 —
 Dunlop, J.

other Canadian to make that mixture, and to apply that mixture in that particular way, covered by that patent for the fireproofing of wood. They have enjoyed that monopoly. Nobody has ever disturbed them in that monopoly, and nobody has dared to attempt to use any one of these inventions in Canada. As I said before, the main question to be determined in this case is as to the validity of the patents. Section 7 of the Patent Act of Canada might be referred to. It enacts as follows : " That any person who has invented any new "and useful art, machine, manufacture or composition of matter, etc., etc., may obtain a patent." Therefore, having reference more particularly to the Lina Schuler patent or the composition patent, we have to inquire, in the light of the well-known rules that have been laid down by patent authorities, and patent jurisprudence in patent cases, whether we have in this patent a new and useful composition of matter. Under an amendment of the Patent Act, which was passed in 1892, section 59, there was a provision made for a thorough and reliable examination to be made by competent examiners to be employed in the patent office for that purpose. It is in evidence, and it is, moreover, a well known fact that a similar provision for examination prevails in the patent offices of the United States. Mr Warfield, a witness examined on behalf of the Canadian Company, takes the ground that the inventions claimed in the present case, had been anticipated by patents issued in the United States.

The following authorities might be referred to, as to compositions of matter : Walker, on Patents, page 13, section 18 : " The phrase composition of matter, as used in the statutes, " covers all compositions of two or more substances. It includes, therefore, all composite articles, whether they be result " of chemical union or of mechanical mixture, or whether they " be gases, fluids, powders, or solids."

In Robinson, on Patents, vol. 1, sec. 192, a " composition " matter " is an improvement formed by the intermixture of " two or more ingredients possessing properties which belong " to none of these ingredients in their separate state. The in-

"termixture of ingredients in a composition of matter may
 "be produced by mechanical or chemical operations, and its
 "result may be a compound substance resolvable into its
 "constituent elements by mechanical process or a new sub-
 "stance which can be destroyed only by chemical analysis."

1906
 —
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 —
 Dunlop, J.

These definitions are important, because it is contended by the Canadian Company with regard to the composition patent that there is no novelty and no invention in the composition or mixture claimed, because it is a mechanical mixture; but authorities can be cited to show that a mere mechanical mixture is patentable.

The burden of proof in the present case was on the Canadian Company to upset the two patents. There is a *prima facie* case made out by the issue of the patents to the applicants. In order to upset these patents clear and positive evidence of want of novelty or utility must be adduced.

Walker, on Patents, paragraph 40, p. 44, says: "When
 "the other facts in the case leave the question of invention
 "in doubt, the fact that a process or machine or other subject
 "of a patent has gone into general use and has displaced
 "other processes or things which had previously been employ-
 "ed for analogous use, is sufficient to turn the scale in favor
 "of the existence of the invention."

It is not claimed here that the inventors first invented or discovered the first resisting properties of sulphate of ammonia or of phosphate of ammonia. What they do say is that they have invented a new and useful combination or mixture of these two fire resisting salts, which performs functions that the two constituents would not perform when used separately.

Dr Ruttan was asked if he had ever used a mixture of sulphate of ammonia and phosphate of ammonia, or if he had ever experimented with the use of the two salts together, and he was forced to admit that he had not. He stated in his examination-in-chief that the properties of these two salts, as fire resistants were well known. This does not seem to have been disputed, but the novel feature of the Lina Schuler patent was the mixture of these two salts, which had never

1906
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 Dunlop, J.

been practised before. It is admitted by the plaintiff that these salts were never used together and that the advantages of such a mixture are demonstrated in the evidence of Prof. Gladding, in the experiments he made with the towels. He exhibited before the Court three samples of towelling, one treated with sulphate of ammonia, one treated with phosphate of ammonia, and one treated with the mixture. In each instance it was noticed where he used the sulphate of ammonia and the phosphate of ammonia singly, that it was impracticable to use them by reason of the discoloration resulting from their use. On the other hand, when he used the composition or mixture, which is claimed to be the patent herein, the difficulty was entirely overcome and the fire resisting properties were put into the material without any discoloration.

Professor Gladding gives the result of that experiment, and more particularly he says: "I find that the usefulness of the "Schuler patent consists first in the fact that the mixture of "these two salts is less acid than the phosphate alone, and further that when exposed to the action of heat, the product is "less acid, and consequently the composition is far superior "when used for laundry purposes." It would appear that the mixture of the two salts is a softer mixture when applied to wood. The wood is more easily treated.

A number of authorities have been cited on the question of a mechanical mixture being patentable. On the question whether a patent can issue for a mechanical mixture, the case of *Cahill vs Brown* (1) might be referred to. This involved a patent for a composition, viz: a bronze dressing for leather composed of spirit varnish and aniline fuchsine with or without the addition of aniline blue or bronze powder. In the opinion of the Court in this case, it was said: "Different theories "are maintained as to the way ingredients operate when mixed "to produce the patented product, but the Court is of opinion that it is immaterial in this investigation whether the "result is produced by mechanical or chemical action, it being

(1) Fed. C. 3 Ban. & Ard. 580

" shown through a demonstration that the change of color is produced by mixing the ingredients and that the mixture instead of stiffening the leather and causing it to crack, renders it more elastic and pliable." This case is cited as an authority on the contention that it is immaterial for the purposes of this investigation on the merits of this particular patent, as to whether the beneficial results which are claimed from the use of the patented composition, are produced by mechanical or chemical action.

1906
—
The Electric
Fireproofing
Company
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
—
Dunlop, J.

Reference might be made also to the case of the *Atlantic Giant Powder Company vs Goodyear* ⁽¹⁾, also to the case of *Ryan vs Goodwin* ⁽²⁾. The patent in suit here was for a friction match made of a composition of phosphorous, chlorate of potash, sulphate of antimony, and gum arabic or glue, and again the patent was maintained. See also *Jenkins vs Walker* ⁽³⁾, also *The Alabastine Company vs Payne* ⁽⁴⁾.

Professor Chandler, in his evidence, stated that numerous patents in the United States and Great Britain ; in fact, patents almost without number, have been maintained under a claim for a mere mechanical mixture, and professor Gladding stated distinctly that there was a chemical change and a different result produced by the combination or mixture of the two substances from that which is produced by the use of either of them singly. It appears to me that whatever improved results flow from the use of the Lina Schuler composition, no matter whether it be a chemical mixture or a mechanical compound, it comes within the rule expressed by Lord Cairns in the case of *Harrison & The Anderson Foundry Company* ⁽⁵⁾ "It is sufficient for the validity of the patent if the composition being the result of thought or experience is new and produces some new result or an old result in a more useful and beneficial way." This doctrine was cited with approval in the

(1) Fed. C. 3 Ban. & Ard. 161

(2) Fed. C. 3 Sum 518

(3) Fed. Ca. No 756.

(4) 27 Fed. R. 559.

(5) 1 App. C. 574.

1906 case of *The Patent Exploitation, Limited vs Siemens Brothers, Limited* (1).

The Electric
Fireproofing
Company

v.

The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.

Dunlop, J.

In connection with the point that was urged, that the publication of the Gay-Lussac article, which is filed, was an anticipation, Nicholas, on the Patent Law, edition 1904, p. 11, might be cited as to prior publication : " The prior publication will not invalidate a patent unless it has imparted such information as will enable any one working upon it to reckon with confidence on the result. This principle was laid down by Lord Chelmsford who said : " That the putting of a man on the road to a place is not the same thing as taking him there."

This applies with particular force against the argument that Gay-Lussac had suggested the fire resisting properties of these two salts, for he had never suggested the use of them in combination or the practical advantages that would result from their combination or mixture. I think it is demonstrated that no person who has experimented with the uses of these two salts has ever discovered the advantages which result from the use of this particular compound of sulphate of ammonia and phosphate of ammonia, and, therefore, it remained for this patentee to be the first to discover the useful properties of the composition, and that it would do the work where others failed. As has been well said, it may appear very simple when it is known. Most inventions do appear to be very simple when they are known, as was expressed in another case : " When the thing is once hit, it seems a marvel that it was not hit before." Mere simplicity will not prevent there being invention.

In this case it has been proved that the invention was a commercial success in the United States. This is important, and has a bearing on the determination of the present case. In the Digest of English Patent Cases, p. 154, it is stated : " If within a short time of the first manufacture and sale, an article of commerce commands a ready and extensive sale, that

“ fact which is proof of utility must also be accepted as evidence, not conclusive, but cogent of novelty.” In the case of *Savage vs Harris* (1) it is said : “ The fact that seventeen alleged anticipations were put in by the defendant, none of which were shown to be used held to be evidence tending to support the subject matter of the plaintiff's invention, which had a large sale.” This authority applies to both the patents in question, and is an authority against the alleged anticipations which have been put in.

1906
—
The Electric
Fireproofing
Company
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
—
Dunlop, J.

I have noticed a marked difference between the class of testimony offered by the Canadian Company, when attacking these patents, from the evidence offered by the American Company in maintaining them. It will be noticed by reading the evidence of professor Ruttan, that it merely amounts to this : that he states that these salts of ammonia were known to possess fire resisting qualities; he also states that he never experimented with them in combination; he is not able to find that anybody had ever experimented with them in combination. Professor Stillman was asked a question if a mixture of phosphate of ammonia and sulphate of ammonia in solidified form was not a mechanical mixture, and he answered yes. This appears to be the extent of the evidence of the Canadian Company against the composition patent, if we exclude Mr Warfield's evidence.

Against that evidence there is the evidence of professor Gladding, who made careful experiments in Court with towels, and with blotting paper, and who experimented by subjecting these salts to the action of heat, to find at what temperature they would volatilize and fuse. The results of his experiments are clearly set forth in his deposition. Professor Chandler also pointed out the advantages which result from the use of this mixture, and they are corroborated by the evidence of Mr Hersey. In my opinion, the weight of evidence is largely in favor of this composition patent.

We now come to the process patent of Bachert and O'Neil.

(1) 13 R. P. C. 90.

1906 It would appear that this process consists of a series of steps.
The Electric Let us take claim 3 for example, as mentioned in the patent.
Fireproofing It consists in enveloping wood in a closed receptacle in an
Company
v.
The Electric atmosphere saturated with aqueous vapor maintained at about
Fireproofing from 110 to 200 degrees Fahrenheit, producing a vacuum and
Company
of Canada. removing the vapor, impregnating the wood uniformly with
Dunlop, J. the fireproofing solution, and finally drying the wood at a
low temperature of from 85 to 120 degrees Fahrenheit. It is
contended by the Canadian Company that the patentees have
only adopted well known expedients or well known principles
in this process, but it would appear that the useful, and
one of the novel, ideas of the process is the maintaining of a
low, moist temperature in the receptacle containing the wood.
The Canadian Company contends that it was well known that
steam at too high a temperature would discolor the wood, because
nearly all of the patents alleged as anticipations against this
patent, relate to the application of steam at high temperature
directly to the wood. This principle may have been known,
but it was to overcome the difficulty that the inventive genius
of Bachert and O'Neil stepped in, and, while they may have
recognized that it was a disadvantage to have the wood subjected
to this high temperature, they first thought of passing steam
up through the water. They so constructed their receptacle
containing the timber, that they had these little jets for
passing steam up through the water, maintaining this aqueous
vapor at a low temperature, but this was merely one of the
steps in the process. In that one essential and novel feature
they appear to have overcome what was a serious disadvantage
in the application of the other process under the other patents,
and by this exercise of their inventive faculties, they pointed
out a way in which live steam was prevented, from coming
directly into contact with the wood. This, however, was only
one of the many steps in the process, and the process indicated
in the claim of this patent must be considered as a whole,
and we must look to see whether all these successive steps
were ever practised or published by the other inventions.
In examining the patents in the light of

such principles, I find there is no anticipation of the essential features of this process in any of the other patents which are urged against it.

On this point reference might be made to the case of *Young & Beilby vs The Hermand Oil Company* ⁽¹⁾. This was a House of Lord's case involving a question of temperatures. It was a question of distilling shale for the production of oil, and this was accomplished by distilling out the oils from the shale at a low temperature in one retort, and thereafter transferring the residue into a second retort heated to a considerably higher temperature, and the advantages of this change of temperature were pointed out, and a better result was attained by the use of the different temperatures described in the patent. A better result was attained than would have been got from the use of a comparatively low temperature if it had been used alone. This case is cited as showing that the question of temperatures was treated as a novel feature and as a patentable invention. The same principle was laid down in the case of *Harrington & Nuttal* ⁽²⁾ cited from, Frost, p. 63. Reference might also be made to the case of, *Goddard vs Lyon* ⁽³⁾. This is a case exactly in point where the question of changing temperatures was held to be patentable.

The plaintiffs contended that what they claimed by the Barchert & O'Neil process patent was not a law of nature, that it was not a law of chemistry, but it was a particular method, means or process of applying certain principles to the preparation of wood for fireproofing, and the application of the fire proofing solution to such wood, and that the process was clearly novel. In the case of *Moseley & The Victoria Rubber Company* ⁽⁴⁾, it was held that the invention consisted in the production of a new and useful article of commerce by a new

1906
—
The Electric
Fireproofing
Company
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
—
Dunlop, J.

(1) 9 R. P. C. 373.

(2) L. R. (1871) E. & J. App. 205.

(3) 11 R. P. C. 360.

(4) 4 R. P. C. 241.

1906
—
The Electric
Fireproofing
Company
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
—
Dunlop, J.

combination of old processes, and it was, therefore, the subject of a patent.

In view of the particular nature of this process which is claimed, we have to look at each successive steps. The wood could not be enveloped and saturated at this low temperature unless it were closed in a receptacle, nor could it be impregnated with the solution. The satisfactory and successful operation of the different steps of the process is dependent one upon the other, and the one completes the other in logical and proper sequence, and it is difficult to conceive of a better illustration of a series of steps, all cooperating to produce a single result than in the process under consideration. In this particular case, it would appear from the evidence that the patentees, Bachert and O'Neil, were the first to invent or to suggest the treatment of wood for proofing purposes. All of the anticipatory matters which are urged against this patent relate to the preserving of wood from decay, and, as has been pointed out by the witnesses, the treatment of the wood before receiving the preservative fluid which was to be used for railroad ties or telegraph poles, or for materials to be used on rough outside work, was not of so much importance as when we come to apply it to the treatment of wood for interior decorations, and the finishing of buildings and the making of furniture, when it was necessary to retain the original color, tensile strength and elasticity and form of the finer grains of wood which were used for this purpose. The only evidence which the Canadian Company has adduced against the validity of this patent is the evidence of professor Durley. None of the other witnesses, neither professor Ruttan or professor Stillman, were examined with reference to this point, and Mr Warfield, who professed to give the benefit of his knowledge in the matter of interpreting patents, was forced to admit that he was not at all versed in the question of temperatures, and even professor Durley stated that there was only the Buraten binder patent which was similar to the one in question, as may be seen by reference to his evidence at page 8 to 13. But it would appear that the whole of these patents

will be found to have proceeded, as professor Chandler says, upon the idea of subjecting the wood to a high temperature, and it remained for Bachert and O'Neil to disclose to the public that that difficulty could be overcome by passing the steam through the water and having a moist aqueous vapor at low temperature. The effect of submitting the finer grades of wood to this excessive temperature, which was claimed and mentioned in the patents set up by the Canadian Company, was made the subject of tests by professor Gladding and Mr Hersey; professor Gladding exhibited in Court samples of the different woods treated by him at the different temperatures, and these samples have been produced before the Court and filed as exhibits, and they were striking ocular evidence of the serious deterioration which these different woods undergo when subjected to such high temperature, and it would appear that the novel and essential features of the patent in question were in no way anticipated by any of the patents which are urged against it. It might be added that many, if not all of them, appear to be mere paper anticipation, professor Chandler and professor Gladding both agreeing in saying that, in so far as they are aware—and they have a very broad knowledge of the subject, and professor Chandler tells us he has been on the outlook for inventions on this subject for a great number of years, and that so far as they are aware, none of these other processes have ever been used for fireproofing wood, and in fact scarcely any of them have been used for preserving wood.

Reference might be made to the House of Lords' case of *The Acetylene Illuminating Company & The United Alkali Company* ⁽¹⁾ where Lord Davie is reported to have said:—
 " Unless there be some novelty or invention in the adaptation
 " of the old process to the new use, or the overcoming of some
 " difficulty which lay in the way of such application, you can-
 " not have a patent."

In the present case, Bachert and O'Neil overcame the diffi-

1906
 —
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 v.
 The Electric
 Fireproofing
 Company
 of Canada.
 —
 Dunlop, J.

(1) 22 R. P. C. 154

1906
—
The Electric
Fireproofing
Company
v.
The Electric
Fireproofing
Company
of Canada.
—
Dunlop, J.

culty of the deterioration of the wood by submitting it direct to the action of live steam, and of high temperature, by passing the steam into these jets up through the water.

In my opinion, the burden of proof was on the defendants to upset the patents. There is a *prima facie* presumption of novelty and utility by the fact of the issue of the patent, and by the profitable use and acceptance of the composition and process by the public as useful, and that this patentable novelty and utility can only be overcome by clear, positive and preponderating evidence against novelty and utility, which I find nowhere in the present case. The defendants did not even allege usage by others, nor did they allege infringement, and they appear to have had everything they bargained for. They had exclusive and undisturbed rights of using the invention covered by the letters patent.

It must be remembered that the company defendant acquired these patents years ago, and it would appear that the question of their invalidity was never raised until they were pressed for payment of the consideration money agreed on. The evidence shows that the American Company has been a success, and if the Canadian Company had failed, for reasons that have not been conclusively shown in the present case, that is no reason why the patent should be declared invalid. As I said before, I require the clearest possible proof of the invalidity of the patent before I would order the cancelling of the bonds, and of the deed of hypothec under which they are secured.

Consequently, I am of opinion that in case number 3079, judgment should go in favor of the plaintiffs for the sum of \$4,217.67, the balance of overdue interest proved to be due by the defendants to the plaintiff, and that the defendants' cross-demand in the suit should be dismissed, and the plaintiff's action in suit number 1832 should also be dismissed, with costs.

Foster, Martin, Mann & McKinnon, for the plaintiff.

Atwater & Duclos, for the defendant.

SUPERIOR COURT.

QUEBEC, January 18th 1907.

Present :—McCORKILL, J.

PITON v. CANTIN.

Procedure—Discontinuance by plaintiff of action as to principal and motion for costs against defendant—Motion by defendant for costs against plaintiff on discontinuance.

Held :—1o. A plaintiff in an hypothecary action cannot, on production of a plea by the defendant that he is not in possession of the hypothecated immovable, file a discontinuance as to his principal demand and move for costs against the defendant on the ground that at the date of the institution of the action, the latter was, according to the cadastre, the apparent proprietor in possession of the property. This fact must be established in the regular way and the plaintiff must therefore proceed to trial for that purpose.

2o. Nor can the defendant, by motion, seek a condemnation for costs against the plaintiff who files a discontinuance under the above circumstances.

McCORKILL, J. :—

The plaintiff sued the defendant in a hypothecary action. In his declaration he alleges that the defendant is in possession of the immovable in question as proprietor, and appears as such in the Registry Office.

The defendant pleads to this action that he is not the proprietor, or in possession ; that since 1887, Adeline Boivin, wife of Louis Bérubé, has occupied the property as proprietress (*à titre de propriétaire*) ; that in an action in this district No 1042, of the year 1905, the defendant sued Bérubé and wife claiming the property, but his action was dismissed in all the Courts, and that he is not in possession of the property, as alleged in the declaration. The plaintiff thereupon filed a discontinuance of his hypothecary demand, except as to costs.

Two motions are now before the Court : that of the plaintiff

1907
—
Piton
v.
Cantin.
—
McCorkill, J.

was served on the date that he served and filed his discontinuance. That of the defendant was never served, and was made at the argument of the plaintiff's motion. The plaintiff's motion asks that the action be maintained as to costs, and that the defendant be condemned to pay the costs, on the ground that on the date of the institution of the action, the defendant appeared to be the registered owner and the possessor of the property.

The defendant moves that he be granted costs on the discontinuance, under the provisions of article 275 C. C. P. The plaintiff's motion is unsupported by affidavit, and there is no evidence of record that on the date of the institution and service of the action, the 26th of February last, the defendant was the proprietor and the holder of this property. Article 2058 says : "The hypothecary action is given to creditors whose claims are liquidated and exigible against all persons holding as proprietor the whole or any portion of the immovable hypothecated for their claim." C. C. 2061 says : "The object of the hypothecary action is to have the holder of the immovable condemned to surrender it, in order that it may be judicially sold, unless he prefers to pay the debt."

The defendant by his plea says he has not been in possession as proprietor of this property since the year 1887. The plaintiff must surely have adduced some evidence in order that he should have a judgment against the defendant for costs. He relied upon the case of *Lalonde vs Lynch* ⁽¹⁾. That case went to proof in the regular way, and it was held that, inasmuch as the defendant was the registered owner and holder of the property on the date of the institution and of the service of the action, he must pay the costs, because, though he had sold the property, the deed of sale had never been registered, and the actual owner did not appear as the holder of the property. At page 163 we read : "The deed from Owen Lynch to Michael Lynch had not been registered when the action was instituted, nor is there any

(1) 20 Jurist. 158.

“ proof of actual delivery. In the case of real property
 “ there must be actual delivery, or registration, to constitute
 “ alienation, so far as third parties are concerned. Under
 “ this view of the law, the action was properly directed against
 “ Owen Lynch, who, was, as respects the appellant, proprietor,
 “ and the appellant had the right to treat him as such in an
 “ hypothecary action, to enforce payment of his debt as
 “ against the property.”

1907
 —
 Piton
 v.
 Cantin.
 —
 McCorkill, J.

The plaintiff's motion, therefore, in my opinion, cannot be granted. It must be dismissed with costs.

The defendant asks for costs on a discontinuance, which is ineffective. See C. P. 275 *Molleur vs Dougal* ⁽¹⁾, *Belley vs Guay* ⁽²⁾. It appears from these authorities that this discontinuance was not in the form provided by our Code of Procedure and did not effect the absolute discontinuance of the action. But the plaintiff did not intend that it should operate as an absolute discontinuance. He only wished to discontinue the hypothecary demand. He persists in his demand for costs, on the ground that the defendant is responsible for this action being taken against him, as the alleged registered owner and holder of the property, notwithstanding the sale. In *Bousquet vs Duquette* ⁽³⁾ it is held : “Un désistement fait sans l'offre de
 “ payer les frais, n'en constitue pas moins, de la part de la
 “ partie qui le fait, une renonciation aux prétentions qu'elle
 “ a émises dans la procédure dont elle se désiste et un juge-
 “ ment peut ensuite intervenir sur ce désistement et condam-
 “ ner cette partie aux dépens s'il y a lieu. Par conséquent, un tel
 “ désistement ne sera pas rejeté du dossier sur motion de la
 “ partie adverse.” Either the plaintiff's demand for costs is well founded or is unfounded. I have said that the question could not be tried upon a motion, neither can the defendant obtain *acte* of the discontinuance with costs against the plaintiff on his motion. Had the discontinuance been silent as to

(1) 33 J. 105.

(2) 4 Q. L. R. 91.

(3) 2 S. C. 522.

1907
—
Piton
v.
Cantin.
—
McCorkill, J.

costs, it might reasonably have been contended that it was filed subject to the payment of costs, which the Court might award. See *Bousquet vs Duquette* already cited.

It is unnecessary for me to say what the judgment of the Court might have been, on a motion of the defendant to dismiss the discontinuance from the record, on the ground that it was irregular, and not in accordance with C. P. 275.

I am, therefore, of opinion that the defendant's motion cannot be granted, and must be dismissed, reserving to the parties their rights in the premises.

Lavergne & Taschereau, for the plaintiff.

A. Corriveau, K. C., for the defendant.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, January 26th 1907.

Present :—SAINT-PIERRE, J.

DARWENT ET VIR V. MONTBRIANT ET AL.

Lease—Premises leased for special business—Abandonment by lessee—Rights of lessor—Rescission of lease—Damages caused by premises remaining unoccupied.

HELD :—The lessor of premises leased for a special business (v. g. as a barber shop) who brings suit with attachment in recaption, for rent due and to rescind the lease, has a further right to recover by the same action the damages arising from the likelihood of the premises remaining unoccupied for a length of time.

SAINT-PIERRE, J. :—

This action which is one between lessor and lessee has given occasion to the discussion of an interesting point of law.

The facts are the following :

The plaintiffs are the owners of a store at number 598 Wellington street, in the City of Montreal which, they say, was

rented and used for a period of twenty-five or thirty years as a barber shop.

On the 3rd February, 1904, it was rented to Edouard Montbriant, who is a barber by trade, for a period of three years from the 1st May, 1904, to the 1st May, 1907, to be used by him as a barber shop. The rent agreed upon was to be two hundred and four dollars a year, payable in equal payments of seventeen dollars per month.♦

1907
—
Darwent
v.
Montbriant.
—
Saint-Pierre,
J.

Along with the barber shop the premises leased included the flat above, which was used as dwelling apartments.

The lease contained a clause prohibiting the lessee to make over his interest in the lease and to sublet the whole or any part of the premises leased, without the consent of the lessor.

At the time of the passing of the lease, the flat above was occupied by a tailor who was allowed to remain undisturbed by the defendant Montbriant, on his paying to him six or seven dollars rent per month.

The barber shop had previously been occupied by one Shafter, who was a barber, and Montbriant tells us that he bought out from him his chairs, pictures and everything, including the *clientèle* and the good will of the business.

Having found out that a pool room two doors further down was to be rented and that it could be utilized by dividing it into two compartments, both as a pool room and a barber shop Montbriant thought that he might improve his condition by abandoning the premises leased by him from the plaintiffs and transporting his business into the pool room.

He did so on the 27th March, 1906, taking away with him his chairs and all his belongings.

This moving away by Montbriant was followed on the part of the plaintiffs by the present action to rescind the lease accompanied with a writ of *saisie-gagerie par droit de suite* in the hands of Edward May, the proprietor of the house wherein Montbriant had taken his barber chairs and movable effects.

This action bears date the fifth day of April, 1906.

In their conclusions the plaintiffs claim for rent and damages the sum of \$400.00, made up of the following items :

1907
 —
 Darwent
 v.
 Montbriant.
 —
 Saint-Pierre,
 J.

1o. the rent for the month of March \$17.00 ; 2o. \$85.00 for five months' rent including the month of April claimed by way of damages, to wit, April, May, June, July and August owing to the impossibility to rent the shop in question to a barber before September ; 3o. \$298.00 for the loss of rental during the remaining term of the aforesaid lease, in all the sum of \$400.00.

On the 17th April, the defendant filed a confession of judgment for the sum of \$34.00 for two months' rent without however any reference being made in any way to the costs of the present suit which was then pending.

This the plaintiffs declined to accept. In his plea, the defendant denies most of the allegations contained in the declaration and sets forth the following facts :

He alleges (1) that on the 6th day of April he offered to the plaintiffs their rent for the month of March, but that his offer was refused ; (2) that during the week which preceded his moving away, he offered to the plaintiffs, as a suitable lessee, Doctor Wilson and his mother Dame H. Robert Wilson, but that again his offer was declined ; (3) that about one week after his departure, he offered two other substitutes, Mr and Mrs George Melay who were desirous of opening a jewelry store in the plaintiff's premises, and that he was met with the same refusal as on the two former occasions ; (4) that later on, two barbers, one of the name of Alfred Harvey and the other of the name of Alphonse Robitaille, went to the plaintiffs and expressed their willingness to rent the store in question as a barber shop, and that their offer was also declined ; the defendant admits being indebted to the plaintiffs for the two months of March and April (\$34.00), but alleges that having filed a confession of judgment for the above sum of money his liability does not extend further, and that the surplus of the plaintiffs' demand should be disallowed and dismissed with costs.

The writ of *saisie-gagerie* was issued on fifth day of April, and the offer alleged to have been made by the defendant having been made on the sixth, the costs incurred up to that date should have been added to the amount offered.

Besides, no actual tender of money was proved to have been made either on that day or at any previous time. It is clear therefore that the writ of "*saisie-gagerie par droit de suite*" was taken out on good grounds, at least so far as it referred to the month of March. Furthermore, the defendant having vacated the leased premises, as explained above, it is equally manifest that the plaintiffs were well founded in their demand for a rescission of the lease and for a certain *quantum* of damages ; but what that *quantum* should be is the difficult point in this case.

The defendant admits that he vacated the leased premises on the 27th day of March, and the proof shows that on the 5th day of April 1906, when the writ of *saisie-gagerie* was taken out, he actually owed one month's rent. The written lease filed in the record shows that the contract of lease was to terminate on the 1st of May 1907, which left thirteen months to run at the date of the defendant's departure.

The plaintiffs have produced witnesses to prove that, owing to the special destination of the store in question as a barber shop, it will not be possible for them to obtain a barber as a tenant before the month of September. They therefore claim by way of damages a sum of money equivalent to the accumulated rental of the months of April, May, June, July and August. They further pretend that the defendant, by closing the barber shop, has thereby changed its destination and deprived them of their "*clientèle*" which is now drawn to the barber shop opened by the defendant two doors further down. Under this head they claim damages to the amount of \$298.

There exists no prohibition in the lease by which Montbriant, the defendant, might be precluded from opening a barber shop in the neighborhood of the shop he had leased from the plaintiffs. He might have opened as many of those shops as he chose ; but he was all the while bound to keep up his contract of lease. He could not close up the shop he had originally leased as a barber shop. On the other hand, the plaintiffs were in no way obliged to put an end to the lease and to ac-

1907
—
Darwent
v.
Montbriant.
—
Saint-Pierre,
J.

1907
—
Darwent
v.
Montbriant.
—
Saint-Pierre,
J.

cept a substitute in the place of the defendant, even if a solvent *and suitable* barber was offered, more particularly when they were aware of the fact that the object which the defendant had in view was the creation of a rival establishment in close proximity to their own shop.

They are therefore entitled to damages as a result of the losses they are likely to incur in consequence of the violation of the conditions of the lease by the defendant. In ordinary cases an indemnity equal to three months' rent is considered sufficient.

Here, however, I am told (and the evidence adduced in the case appears to justify the assertion) that it would be impossible for the plaintiffs to find a suitable tenant as a barber before the month of September, following the date of the breach of the contract.

This means that at that latter date, the barber shop is expected to be restored to its original destination, and that the shop should be in a condition to receive its old "*clientèle*" as before. The plaintiff, however, is not satisfied with that part of his conclusions, and claims that the fact of having left the shop closed had for its result the loss of the "*achalandage*" which existed formerly, which loss, he says, must be assessed at the sum of \$298.

All the text writers who have written on this subject agree that the lessor in a case such as the present one is entitled to damages, but the amount demanded in this case appears to be manifestly exaggerated.

The "*clientèle*" of a barber does not depend so much on the "*achalandage*" of the place where he carries on business, as on the skill or reputation for skill of the barber himself, and moreover it is by no means certain that the plaintiffs may not be able, within the extended delay they have asked for, to find a suitable tenant who will be willing to pay them as light a rental as that which they originally received from the defendant.

I will therefore maintain the present "*saisie-gagerie par droit de suite*" which was taken in the hands of Edward

May, the *mis-en-cause* resiliate the lease and condemn the defendant to pay to the plaintiffs the sum of one hundred and twenty-seven dollars, as follows: \$17.00 for the rent of the month of March 1906, \$85.00 by way of indemnity or damages representing the rent of the months of April, May, June, July and August and twenty-five dollars as representing the damages suffered by the diminution in the "*achalandage*" of the barber shop, the whole with interest from this date and the costs.

1907
—
Darwent
v.
Montbriant.
—
Saint-Pierre,
J.

Atwater, Duclos & Chauvin, for the plaintiffs
C. Rodier, for the defendant.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 9 février 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Juge en chef, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

SAUTLRY v. FERRÉL.

Mariage — Droits et devoirs des époux — Communauté de biens — Désertion par la femme du domicile conjugal—Refus du mari de lui fournir, ailleurs, les choses nécessaires à la vie—Demande de séparation de biens.

Juré :—La femme commune en biens qui déserte le domicile conjugal où le mari se déclare prêt à la recevoir et à la soutenir, mais à qui il refuse de fournir, ailleurs, les choses nécessaires à la vie, a le droit de poursuivre la séparation de biens.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, HUTCHINSON, J., à Sherbrooke, le 29 juin 1906.

MATHIEU, J. :—

La demanderesse poursuit son mari en séparation de biens ; elle allègue qu'il s'est emparé de tous les biens de la communau-

1907

Saultry

v.

Ferrel

Mathieu, J.

té, et qu'il lui refuse les choses nécessaires à la vie, et qu'elle est obligée de gagner sa vie. Le défendeur plaide qu'il a toujours soutenu la demanderesse, et qu'il est prêt à la soutenir dans l'avenir, mais que la demanderesse a laissé son domicile, et refuse d'y retourner.

La femme déserte le domicile conjugal. Est-ce que le mari peut lui opposer ce fait comme fin de non-recevoir à la demande en séparation ? Non, d'après l'avis unanime des auteurs et d'après la jurisprudence. Il est vrai que la femme viole son devoir en refusant l'habitation avec son mari ; mais il ne faut pas confondre les deux sociétés qui existent entre les deux époux ; le devoir de cohabitation concerne la société des personnes, et n'a rien de commun avec la société des biens. Quand il s'agit de la société de biens, on ne peut reprocher à la femme d'avoir manqué à une obligation, car elle n'a pas plus d'obligations que de droits pendant la durée de la communauté. Quitte-t-elle le domicile conjugal, elle manque à ses devoirs de femme mariée ; ce qui peut motiver contre elle une demande en séparation de corps, mais elle ne viole pas une obligation de femme commune en biens. Tous les droits appartiennent au mari, et lui seul a des obligations. Voilà pourquoi le mari ne peut pas demander la séparation de biens, mais on peut la demander contre lui. Si la femme a déserté le domicile conjugal, sans qu'il y ait une faute à reprocher au mari, celui-ci a une action contre elle, mais cette action n'a rien de commun avec la séparation de biens que la femme demande ; elle ne peut donc pas lui être opposée comme fin de non-recevoir. (22 Laurent, No 237).

Il est constaté, par la preuve, que les parties en cette cause vivent séparées depuis plusieurs années ; que le défendeur a disposé de tous les biens de la communauté, même du piano et des présents de noces de la demanderesse et qu'il est en possession de tout l'actif de cette communauté, valant plus de deux mille piastres ; qu'il n'y a qu'une somme de \$370.00 qu'il n'a pas en mains, et qui est due par Daniel Saultry, le père de la demanderesse, laquelle somme la demanderesse a fait saisir, en formant sa demande en séparation de biens. Sur

les revenus des biens de cette communauté, dont le défendeur a pratiquement la possession entière, depuis plusieurs années, il ne donne rien à la demanderesse, qui est obligée de gagner sa vie. Il paraît cependant que la demanderesse aime mieux gagner sa vie que de continuer à vivre avec le défendeur, qui ne paraît pas tenir à la vie commune non plus.

1907
—
Saultry
v.
Ferrel.
—
Mathieu, J.

Par l'article 1272 C. C., tout le mobilier fait partie de l'actif de la communauté de biens. Il paraît que les époux n'ont pas d'immeubles. Par l'article 1292, le mari administre seul les biens de la communauté ; mais par l'article 1280, les aliments des époux sont à la charge de la communauté. La preuve constate, comme je viens de le dire, que le défendeur garde tous les biens de la communauté, et ne fait aucune part des revenus à la demanderesse.

L'article 1311 dit que la séparation de biens peut être poursuivie en justice par la femme, dont les intérêts sont mis en péril, et, lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprise de la femme.

Le principe de l'article 1311 me paraît le même que celui qui est contenu dans l'article 1065. La communauté de biens légale ou contractuelle est un contrat synallagmatique. Le mari dans la communauté de biens a tous les droits ; mais il a aussi certaines obligations, et, au nombre de ces obligations, est celle de fournir un logement et des aliments à la femme. Si le mari n'exécute pas cette obligation, la femme peut, sous les dispositions des articles 1065 et 1311, demander la résolution du contrat, ou en d'autres termes, la dissolution de la communauté. Le mari n'a pas le droit de s'approprier tous les revenus des biens de la communauté, et n'en faire aucune part à sa femme. On comprend que, si le mari garde tous les revenus des biens de la communauté, et n'en supporte pas les charges, cette communauté, à moins que le mari ne soit un mauvais administrateur, sera prospère ; et, s'il fallait absolument que la femme prouvât le désordre des affaires de la communauté, pour obtenir la séparation de biens, elle n'y réussirait pas. Le mari pourra toujours lui répondre que la communauté est riche.

1907
—
Saultry
v.
Ferrel.
—
Mathieu, J.

On répondra peut-être que la femme peut poursuivre son mari, pour lui réclamer des aliments ; mais je crois qu'elle a le choix, en vertu de l'article 1065 et de l'article 1311, ou de réclamer des aliments ou la résolution du contrat.

Les autorités citées, dans la cause de *Kavanagh versus McCrory* ⁽¹⁾ et dans 15 Baudry-Lacantinerie, 2ème Edition, No 918, me paraissent justifier cette résolution.

On objecte que l'article 1091 C. P. C. dit que la demande en séparation de biens doit être intentée seulement dans les cas mentionnés en l'article 1311. Mais l'action de la demanderesse est précisément basée sur l'article 1311, qui dit que la séparation de biens peut être poursuivie, par la femme dont les intérêts sont mis en péril. Comme je viens de le dire, la femme a intérêt à ce que le mari exécute les obligations que la loi lui impose, comme chef de la communauté, et, spécialement, celles relatives à son entretien. Ses intérêts sont mis en péril, lorsque le mari détourne, à son bénéfice, les revenus des biens de la communauté, dont une partie doit servir à l'entretien de la femme.

Pour les raisons ci-dessus, je suis d'opinion de confirmer le dispositif du jugement de la cour de première instance, qui maintient l'action de la demanderesse en séparation de biens.

Lawrence, Morris & McIver, pour la demanderesse.

Campbell & Gendron, pour le défendeur.

(1) 7 R. de J. 147.

COUR DE RÉVISION

MONTRÉAL, 22 février 1907.

Présents :—MATHIEU, CHARBONNEAU ET HUTCHINSON, JJ.

BROOK v. WOLFF ET AL.

Procédure—Révision des jugements—Jugement portant condamnation pour partie et rejet pour le reste de la demande—Révision pour partie rejetée et exécution pour partie accordée.

JUGÉ :—Le demandeur qui a obtenu une condamnation partielle et qui a inscrit le jugement en révision pour la partie de sa demande où il a succombé, ne perd pas le droit à ce recours en poursuivant l'exécution de la partie de la sentence qui lui a été favorable, surtout lorsqu'il le fait sous la réserve expresse de son inscription en révision.

MATHIEU, J. :—

Le 4 janvier 1905, le demandeur poursuit les défendeurs, leur réclamant la somme de \$4,254.40. Les défendeurs contestèrent cette demande. Par jugement du 1er juin 1906, la Cour Supérieure, à Montréal, maintint la demande, pour \$1,202.56 seulement. Les défendeurs n'appelèrent pas, mais le demandeur, le 9 juin 1906, inscrivit en révision du jugement, en autant qu'il rejetait le surplus de sa demande. Le 18 juin dernier, le demandeur fit émettre de la Cour Supérieure, un bref d'exécution, contre les meubles des défendeurs, pour le montant de la condamnation. Le *Fiat* qui demande ce bref contient la réserve suivante : "Without prejudice to, " and under reserve of plaintiff's inscription in Review filed " herein." Le bref d'exécution, émis le même jour, contient la même réserve.

Le 25 juin dernier, les défendeurs firent une opposition à l'exécution susdite, alléguant que le demandeur ne pouvait exécuter ce jugement, vu qu'il avait inscrit en révision, comme susdit.

Le demandeur inscrivit en droit sur cette opposition, disant

1907
—
Brook
v.
Wolff *et al.*
—
Mathieu, J.

qu'elle était mal fondée en droit, vu qu'il n'avait inscrit en révision que de la partie du jugement qui renvoyait sa demande, et que cela ne l'empêchait pas de demander l'exécution du jugement, pour la partie qui lui était favorable, et dont les défendeurs n'avaient pas appelé. Cette inscription en droit fut renvoyée le 3 décembre dernier.

Le 17 novembre dernier, le demandeur fit émettre, de la Cour Supérieure, un bref de saisie-arrêt après jugement, pour saisir, en vertu du jugement susdit, ce que la Union Cold Storage Co. et la Laing Packing Provisions Co., avaient entre leurs mains, appartenant aux défendeurs, ou ce qu'elles leur devaient ou pourraient leur devoir. Le *Fiat* pour ce bref de saisie-arrêt contient aussi la réserve suivante : "The whole without prejudice to and under reserve of our inscription in review herein."

Le bref de saisie-arrêt, émis le même jour, 17 novembre dernier, contient la même réserve.

Les défendeurs font maintenant motion pour le rejet de l'inscription en révision du demandeur, parce que les procédures par lui faites depuis la dite inscription en révision, savoir : l'émission du bref d'exécution et du bref de saisie-arrêt après jugement, sont incompatibles avec sa demande en révision du jugement, et constituent un acquiescement à ce jugement et est une renonciation à son droit d'inscrire en révision.

L'inscription en révision faite par le demandeur le 9 juin dernier n'a rapport qu'à cette partie du jugement qui renvoie sa demande. Voici comment s'explique le demandeur dans cette inscription : "The plaintiff inscribes in Review against the " final judgment of the Superior Court. District of Montreal, " rendered June 1st 1906, maintaining his action to the extent " of \$1,202.56, but dismissing it for the surplus; in so far as said " judgment is adverse to him." Cette inscription fait présumer que le demandeur est satisfait de l'autre partie du jugement, maintenant sa demande jusqu'à concurrence de la somme de \$1,202.56 et, évidemment, il n'en peut être autrement. Etant satisfait de cette partie du jugement dont les défendeurs ne se plaignent pas et qui ne peut être modifié par l'inscription en

révision du demandeur, ce dernier en demande l'exécution après son inscription en révision et en exécutant cette partie du jugement qui lui est favorable, il proteste qu'il n'entend pas renoncer à son inscription en révision.

1907
—
Brook
v.
Wolff et al.
—
Mathieu, J.

Si la partie du jugement qui est favorable au demandeur est devenue non exécutoire, par le fait que le demandeur a demandé la révision de l'autre partie du jugement qui lui est défavorable, ce serait une raison pour faire annuler l'exécution de ce jugement par la saisie-exécution, et la saisie-arrêt après jugement émises en exécution d'icelui ; mais ce ne serait pas une raison pour annuler l'inscription en révision.

Lorsque l'inscription en révision a été faite, par le demandeur, il n'avait fait aucun des actes, qui, suivant les défendeurs, constitueraient un acquiescement au jugement. Cette inscription, et le dépôt qui a été fait, ont donc eu, sous l'article 1199 C. P. C., l'effet d'arrêter l'exécution du jugement. Le demandeur prétend que le dépôt et l'inscription en révision n'ont l'effet d'arrêter l'exécution du jugement que pour la partie sur laquelle on inscrit, quand on ne demande pas la révision de tout le jugement. Les défendeurs, de leur côté, soutiennent que le dépôt et l'inscription en révision ont eu l'effet d'arrêter l'exécution, même de la partie du jugement dont on ne se plaint pas par l'inscription.

Admettant, pour les fins de l'argument, que la prétention des défendeurs soit bien fondée, quant à l'arrêt de l'exécution de la partie du jugement dont l'inscription ne se plaint pas, ce que nous n'avons pas à décider dans la présente cause, il s'en suivrait, comme je l'ai dit tout à l'heure, que le demandeur n'avait pas le droit de faire émettre l'exécution et la saisie-arrêt qu'il a fait émettre ; mais il ne s'ensuit point que l'émission de cette exécution et de cette saisie-arrêt aient l'effet d'annuler l'inscription en révision ; surtout, lorsque le demandeur proteste qu'en exécutant ce jugement, qu'il exécute, peut être illégalement, il n'entend pas renoncer à son inscription en révision.

On nous a cité la cause de *Jones vs Moodie*, jugée par la

1907
 —
 Brook
 v.
 Wolff *et al.*
 —
 Mathieu, J.

Cour de Révision, à Montréal, le 30 avril 1888, DOHERTY, J., JETTÉ, J. et DAVIDSON, J. (1)

Dans cette cause, la Cour de Révision a jugé que l'inscription, faite par un demandeur, qui n'a réussi que pour partie de sa demande, en révision du jugement qui renvoie le surplus, sera rejetée, sur motion, si, après cette inscription, il fait émettre, contre son débiteur condamné, en exécution du jugement, une saisie-exécution, et une saisie-arrêt après jugement, ces procédures en exécution étant incompatibles avec la demande en révision préalablement formée, et comportant un acquiescement au jugement, et renonciation à la révision d'icelui. Le demandeur a demandé à la Cour d'Appel la permission d'appeler de ce jugement, renvoyant son inscription en révision, et, le 19 mai 1888, la Cour du Banc de la Reine, siégeant à Montréal, en Appel, DORION, J. en C., (*dissident*), TESSIER, J., CROSS, J., CHURCH, J., et DOHERTY, J., renvoya la demande d'appel.

La majorité de la Cour d'Appel exprima l'opinion que le jugement de la Cour de Révision, renvoyant l'inscription, était bien fondée. Le juge en chef Dorion était d'une opinion contraire.

Outre que la Cour d'Appel était divisée, comme je viens de le dire, nous devons remarquer que dans la cause de Jones *vs* Moodie, le demandeur, en faisant émettre l'exécution et la saisie-arrêt, n'avait fait aucune réserve quant à son inscription en révision, comme le demandeur l'a fait dans la présente cause.

Voici ce que nous lisons dans 1 Fuzier-Herman, Rép., *verbo* Acquiescement, Nos 548 et 549 :

548. "Toute saisie comporte au moins deux parties, le saisissant et le saisi. Quant au saisissant, l'exécution, par voie de saisie, du jugement de condamnation, emporte manifestement acquiescement au jugement, relativement au moins à la partie du jugement dont l'exécution est poursuivie. Cette restriction est nécessaire, car il se pourrait qu'ayant obtenu gain de cause sur une partie de ses conclusions, il voulût

(1) 32 L. C. J. 119.

" s'assurer tout de suite le bénéfice de cette partie de la sentence, tout en ayant la volonté de protester relativement aux chefs sur lesquels il a succombé."

1907

—
Brook

v.

Wolff *et al.*—
Mathieu, J.

549. " Mais il sera prudent alors de faire des réserves qui maintiennent à l'acquiescement son caractère d'acquiescement partiel."

La motion pour rayer l'inscription en révision est rejetée avec dépens.

Béique, Turgeon & Béique, pour le demandeur.

Greenshields, Greenshields & Languedoc, pour le défendeur.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, February 26th 1907.

Present :—DAVIDSON, J.

HIS MAJESTY THE KING v. POIRIER.

Criminal Law—Summary Conviction—Evidence in writing—Waiver by accused.

HELD :—The accused at a trial for a summary conviction may waive the taking down in writing of the evidence given against him.

DAVIDSON, J. :—

Motion on the return of an order in the nature of a writ of *Certiorari* to set aside a summary conviction made by A. E. Poirier, Esquire, one of the recorders of the city of Montreal, on the 6th day of February instant, whereby the defendant, now in close custody, was condemned "for that he, the said Janeau, was a loose, idle and disorderly person" to a fine of \$30, and in default of payment thereof forthwith, to imprisonment for a term of three months unless the said sum was sooner paid.

The conviction was under sections 207 and 208, of the Criminal Code. Counsel for the Recorder did not press his initial

1907
 His Majesty
 The King
 v.
 Poirier.
 Davidson, J.

suggestion that certain provincial statutes controlled the matter. Its validity is objected to on the single ground that the evidence was not taken down in writing. An entry upon the record states that the defendant expressly consented thereto: "Le défendeur déclare à la Cour qu'il n'exige pas que les dépositions soient prises par écrit." Issue is taken that such a consent was legally inoperative. My belief is that this particular point is new. Hence comes a necessity of pursuing investigations at greater length than would, otherwise, be necessary. This Court has jurisdiction. R. S. 2325, 2329, 2448 C. P., 50. *Q. vs Bougie* (Mathieu, J., 1899), ⁽¹⁾ *K. vs Mercier* (Andrews J., 1901) ⁽²⁾ *Denault vs Robida* (Tait, A. C. J., 1894) ⁽³⁾ *Léonard v. Pelletier*, (Lavergne J., 1903), ⁽⁴⁾ Tremear Cr. C. Notes p. 255 *R. vs Morley* ⁽⁵⁾ Ency. 6063. As to the powers of this Court, in relation to *Certiorari* proceedings based on conviction for indictable offences, see *K. vs Murquis* (DeLorimier, J.,) 1903, ⁽⁶⁾. With all deference I question some of the conclusions therein reached. By sections 590, 593 of the Criminal Code, the depositions taken on a preliminary enquiry "shall be taken down in writing" and read over and signed in the presence, together, of the justice, the accused and the witness, and at the end of the enquiry read again unless the accused dispenses therewith. Other formalities are specified. Stenography is permitted. Taschereau's Criminal Code marks the quite extensive parts of these sections which were new. No such express requirements are imposed in relation to a trial with a jury a speedy trial or a summary trial.

But by sections 843 and 856 they are for the first time (Taschereau, Cr. C., preface, p. IV), all statutorily fastened upon summary convictions with the single exception that

(1) 3 Cr. C. C. 187

(2) 6 Cr. C. C. 345

(3) 10 S. C. 199

(4) 9 Cr. C. C. 19

(5) 2 Burr. 1040

(6) 8 Cr. C. C. 346

witnesses need not sign their depositions. Previous to the Code the only direction to the justice was (R. S. C. ch. 178, sec. 45) that he should proceed to hear the witnesses." It sufficed if he took minutes of the evidence; and *quere* whether depositions as taken down by the magistrate's clerk, or otherwise than by the magistrate himself noting the evidence, could be properly authenticated. Paley Summary Convictions 136; Tremear, Cr. C. p. 690, Notes.

1907
His Majesty
The King
v.
Poirier.
Davidson, J.

Under the Code a summary conviction is bad, if made upon evidence not reduced to writing. *Denault vs Robida* ⁽¹⁾ *K. vs McGregor* (HUNTER, C. J., Supreme Ct. B. C., 1905) ⁽²⁾. And if not, also taken in the presence of the magistrate *R. vs Traynor, Wurtele, J.* ⁽³⁾. I referred a moment ago to other cases of like tenor. It is obvious, therefore, that the conviction before us, cannot stand unless the consent of the accused discharged the recorder from taking down the deposition in writing and, otherwise obeying the requirements of sections 843, 156, 590, 591, 593, *K. vs Brooks* ⁽⁴⁾, creates the impression that if specific consent had been given, at a speedy trial to the reception of depositions taken in another prosecution, such consent would have availed to regularize their admission and use. OSLER, J., said:—"It is not a little singular that although the prisoner seems to have been represented by counsel at the trial, no consent by that counsel to the admission, of the depositions taken at Harman's trial appears to have been given or asked for." In *Reg. vs St Clair* ⁽⁵⁾, an express consent was given by the accused as to the admission of certain evidence. The conviction for being an inmate of a bawdy house was made under sections 783 and 784, of the Criminal Code, part LV., "Summary trial of indictable offences." A *Certiorari* was issued in aid of the *habeas corpus* and motion for the discharge of the prisoner having been refused, this appeal was taken pursuant to R. S. O., ch. 83, sec. 6. According to the

(1) 10 S. C. 199.

(2) 10 Cr. C. C. 313.

(3) 4 Cr. C. C. 410.

(4) 11 Cr. C. C. 188.

(5) 3 Cr. C. C. 551.

1907
 His Majesty
 The King
 v.
 Poirier.
 Davidson, J.

magistrate's return to the *Certiorari* the prisoner and solicitor consented that the evidence given by the witnesses on the hearing of a charge against one MacDonald for being the keeper of the house, should be read and taken as having been given *pro* and *con* on the charge against the appellant herself, if and so far as such consent could warrant the magistrate in acting upon it. It was now urged that the consent, as given, could not make the depositions on the MacDonald charge evidence against her. OSLER, J., rendering the judgment of the Court and citing supporting authorities said (at p. 554):—
 "I am of opinion that the consent was effectual to admit the depositions in the MacDonald case as evidence on the charge against the appellant. Under the former convenient classification of crime as felonies and misdemeanors, the abolition of which, I think, for my own part, is to be regretted, such a charge was a misdemeanor simply and the competency of the accused or her counsel to make admissions at the trial for the purposes of the trial was undoubted—(p. 556) section 690, of the code now concedes the principle to a limited extent, providing that any accused person on his trial for any indictable offence, or his counsel, or solicitor, may admit any fact alleged against the accused so far as to dispense with proof thereof. This, perhaps, hardly goes far enough for the purpose of the present case. See *Regina vs Ray* (1)."

Where the prisoner consented that depositions of non-resident witnesses taken before the trial should be read in evidence at the trial, such consent was a waiver of more formal proof, and was binding on the prisoner. *Wightman vs The People* (2). In Roscoe on Criminal Evidence, 12th Ed., p. 120, it is said: "In cases of misdemeanors evidence may be taken by consent." Held in *R. vs Hazen* (3) that the provision of section 857, that "no such adjournment shall be for more than eight days," is a matter of procedure and may be

(1) 20 Ont. R. 212.

(2) 67 Barbour 44.

(3) 20 Ont. A. R. 633.

waived and a defendant who consents to an adjournment for more than eight years cannot afterwards complain in that respect. There may be waived by an accused the rights given by statute, such as to have a copy of the indictment, a list of the jurors or of witnesses and of submitting to evidence by depositions instead of meeting the witnesses against him face to face. 1 Bishop Cr. Proc. Nos 126, 959 (3), 1204.

1907
His Majesty
The King
v.
Poirier.
Davidson, J.

Where many are indicted for a riot they may move that the prosecutor shall try only a few of them, the rest entering into a rule, if they are found guilty, to plead guilty too. 1 Bish. Cr. Proc. No 125 ; *Anonymous* (1) 317 ; *Reg. vs Middlemore* (2) In *Q. vs Gibson* (3) it was held that an accused may, upon a preliminary enquiry, waive the preliminary examination into the charge and consent to be committed for trial without any depositions being taken. MEAGHER, J., said :—"Nor is there any provision enabling an accused party to waive the preliminary examination and consent to be committed for trial. Such a course would, however, I suppose, be open to the accused." These examples of effective waiver are illustrative only. The case of Graham comes the nearest to the point under consideration. They, however, by analogy, all confirm me in the belief that when the person of the accused and the subject matter of the charge are within the cognizance of the tribunal a consent which affects procedure only, will, in the absence of any special circumstances forbidding it, establish a legal waiver. Summary convictions are not to be set aside "in consequence of any defect of form whatever." Sects 882, 896. The relevancy and completeness of the evidence heard is not challenged. A witness for the defence was examined. I conclude that the consent given by Janeau was effective in law. Motion rejected.

L. Houle, for the accused.

P. O. Lavallée, K. C., for the prosecution.

(1) 3 Salk. 317.

(2) 6 Mod. 212.

(3) 3 Cr. C. C. 451.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présent :—LANGELIER, A. J. C., PELLETIER & MALOUIN. JJ.TREMBLAY, failli, FORGET, rqt v. LEFAIVRE ET AL.
cur. contest.*Effet des contrats—Transport, comme garantie, de choses indéterminées—Propriété—Revendication.**Jugé* :—La convention par laquelle un fabricant de bois transporte “tous les billots qu’il doit couper dans l’hiver à suivre” à celui qui lui avance les sommes nécessaires à la fabrication, ne confère au créancier aucun droit de propriété qui lui permette de revendiquer le bois fabriqué à l’encontre des créanciers du fabricant tombé en faillite.

LANGELIER, A. J. C. :—

Moril Tremblay ayant fait cession de ses biens à la suite de sa faillite, MM. Lefaivre et Taschereau ont été nommés curateurs de sa faillite, et ils ont pris possession de tous ses biens.

Parmi les biens dont ils ont ainsi pris possession se trouvent 58,000 billots que le failli avait faits dans l’hiver de 1904-1905 le long de la rivière Noire. Le requérant a demandé que la possession de ces billots lui fût remise pour qu’il pût se payer, à même leur prix, de la somme de \$12,000, pour laquelle ils lui avaient été donnés en garantie par Tremblay.

Les curateurs ont contesté sa demande, et ont allégué que le contrat par lequel Tremblay lui avait transporté les billots n’était qu’un contrat de gage, et que ce contrat n’ayant pas été accompagné de la remise de la possession des billots, ne lui avait pas donné le droit de gage.

La Cour Supérieure du district de Saguenay a renvoyé avec dépens la requête du requérant.

Il n’y a aucune difficulté sur les faits. Tremblay, qui était marchand de bois, et voulait faire du bois dans des limites situées sur la rivière Noire, n’ayant pas l’argent nécessaire pour cela, emprunta \$12,000 du requérant, et pour garantir le rem-

boursement de cette somme, lui transporta d'avance tous les billots qu'il couperait dans le cours de l'hiver.

Tremblay employa une petite partie des \$12,000 à payer des dettes qu'il avait déjà, mais la plus grande partie servit à payer les dépenses de la confection des billots qu'il coupa. Lorsqu'il fit cession, il avait 58,000 billots, et les curateurs en ont pris possession en même temps qu'ils ont pris possession de tous ses autres biens.

Le requérant est-il propriétaire de ces 58,000 billots ? Ainsi que nous l'avons vu, ils lui ont été transportés comme garantie des \$12,000 qu'il avançait à Tremblay, mais cela est sans importance, car, dans la cause de Salvat et Vassal, la Cour Suprême a décidé que la propriété d'une chose mobilière transférée à titre de gage passe au créancier gagiste, alors même qu'il n'en est pas mis en possession.

Y a-t-il eu entre Forget et Tremblay une convention susceptible de transporter à Forget la propriété des billots ?

D'après l'art. 1025 du Code Civil, pour que la convention par laquelle on veut transférer la propriété d'une chose la fasse passer à celui qui a voulu l'acquérir, il faut qu'il s'agisse d'une chose certaine et déterminée, c'est-à-dire, d'une chose déterminée quant à son individualité.

Il ne s'agit certainement pas de cela ici, puisque, lors de la convention intervenue entre Forget et Tremblay, il n'y avait pas encore un seul billot de coupé.

D'après l'art. 1026 du Code Civil, si la chose dont on a voulu transférer la propriété n'est pas certaine et déterminée, la propriété en est transférée seulement lorsqu'elle est devenue certaine et déterminée, et que celui qui a voulu l'acquérir a été averti qu'elle l'était. Nous n'avons rien de cela dans la présente cause.

Il n'y a aucune preuve que Tremblay ait jamais notifié à Forget que c'étaient tels ou tels billots dont il entendait lui transférer la propriété. Il y a encore une objection fatale à la prétention du requérant : c'est qu'on ne pouvait pas savoir quels étaient les billots dont Tremblay voulait lui transférer la propriété, puisque, d'après leur convention, il ne lui transférait la

1907

Tremblay
&
Forget
v.
Lefavre et al.
—
Langelier.
A., J. C.

1907
—
Tremblay
&
Forget
v.
Lefaiivre *et al.*
—
Langelier,
A. J. C.

propriété que de la quantité nécessaire pour le rembourser de son prêt de \$12,000. Le requérant ne pouvait donc pas réussir d'après les dispositions du Code Civil, parce qu'il n'était pas devenu propriétaire des billots.

Il paraît l'avoir bien compris, du reste, et ce n'est pas sur le Code Civil qu'il s'est appuyé, mais sur les dispositions qui se trouvent dans les articles 5647 et 5648 des Statuts Refondus de Québec. Ces articles sont-ils applicables au cas qui nous occupe ? Il me paraît évident qu'ils ne le sont pas. Ils supposent qu'un créancier voulant se faire donner du bois en gage, s'est fait donner par le gardien du chantier ou de la cour, ou du quai où se trouve ce bois, un reçu, ou par le capitaine du vaisseau à bord duquel le bois est chargé, un connaissement, ou bien s'est fait transporter par endossement un connaissement donné par un autre. Ils déclarent que celui qui est légalement porteur de ce reçu ou de ce connaissement devient propriétaire du bois à titre de gage, et ce, alors même que le propriétaire du chantier, du quai, ou de la cour, serait aussi propriétaire du bois.

Nous n'avons rien de cela ici. Tremblay n'a pas donné à Forget un reçu pour du bois qu'il avait dans son chantier, ou sa cour, il lui a simplement transporté le bois qu'il était pour manufacturer l'hiver suivant, et qui était encore sur pied dans le moment.

Le requérant n'est donc à aucun titre propriétaire des billots qu'il veut se faire livrer, et le jugement qui a renvoyé sa requête me paraît bien rendu. Je suis d'avis qu'il doit être confirmé avec dépens.

Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, pour les curateurs.
Archer, Perron & Taschereau, pour le requérant.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présents :—LANGELIER, A. J. C., PELLETIER ET MALOUIN, JJ.

LA CORPORATION DE TROIS RIVIÈRES

V.

DUMOULIN ET AL.

*Interprétation des conventions—Sens de l'expression "ouvrir
" une rue"—Droit municipal—Contribuables en défaut
d'exécuter des travaux—Exécution d'iceux par la mu-
nicipalité—Avis préalable et défaut de le donner.*

JUGÉ :—10. La convention par laquelle un contribuable cède le terrain d'une rue à une corporation municipale, à la charge de l'ouvrir ne comprend pas l'obligation d'y faire les trottoirs.

20. Lorsque les règlements municipaux mettent la construction des trottoirs à la charge des propriétaires riverains, et, au cas de défaut, permettent à la municipalité d'en faire les travaux après avis aux défaillants et d'en recouvrer le coût de ceux-ci, l'omission de l'avis prescrit ne supplée un moyen de défense à l'action que si la somme réclamée excède ce que l'exécution des travaux eût coûté au propriétaire poursuivi lui-même.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, CANNON, J., à Trois Rivières.

MALOUIN, J. :—

La demanderesse réclame \$273.25, coût et valeur de trottoirs qu'elle a construits, dans le cours du mois d'octobre 1902, en front des propriétés des défendeurs, sur la rue St Paul, en la cité de Trois Rivières.

La cour de première instance a condamné les défendeurs à payer le montant réclamé.

Ils ont inscrit en révision et demandent l'infirmité du jugement pour deux motifs :

1.—Ils allèguent que le 27 novembre 1874, le défendeur Dumoulin et un nommé J. G. A. Frigon, auteur du défendeur

1907
—
Corporation
de Trois-
Rivières
v.
Dumoulin.
—
Malouin, J.

Frigon, ont cédé gratuitement à la demanderesse certains terrains, y compris celui qui sert de prolongement à la rue St Paul là où le trottoir, dont le prix est présentement réclamé, a été construit. Et que cette cession aurait été faite à la charge par la demanderesse d'ouvrir la dite rue St Paul dans cette partie et, comme conséquence, d'y faire les trottoirs.

2.—Les défendeurs prétendent en second lieu que la demanderesse ne les a pas régulièrement mis en demeure de construire ces trottoirs et que partant elle n'était pas autorisée à les construire elle-même et d'en recouvrer le coût.

Par acte passé le 27 novembre 1874, le défendeur Charles Dumoulin et Joseph George Antoine Frigon, l'auteur de l'autre défendeur, ont cédé à la demanderesse les rues tracées et bornées sur des terrains y désignés, d'après un plan fait par B. Bourgeois, arpenteur provincial, ces terrains sont les Nos 1821-1828-1831 du cadastre officiel pour la cité de Trois Rivières.

Les rues cédées à la demanderesse comprenaient la continuation de la rue St Paul jusqu'à la ligne de division entre les terrains des cédants et celui désigné par le No 1755 du cadastre officiel de la cité de Trois Rivières.

L'acte de cession impose à la demanderesse l'obligation d'ouvrir les rues cédées, suivant le plan qui a été fait par l'arpenteur Bourgeois.

Les défendeurs prétendent que l'expression "ouvrir les rues" dont on s'est servi dans l'acte de cession, comprend la construction des trottoirs et que la demanderesse est obligée de les construire à ses frais.

En vertu des règlements municipaux de la cité de Trois Rivières, les propriétaires sont tenus à la construction des trottoirs en front de leurs immeubles. Ce point n'est pas contesté.

Si l'acte de cession du 27 novembre 1874 n'impose pas à la cité l'obligation de les construire, les défendeurs doivent en supporter le coût.

L'acte de cession se sert des expressions "à la charge par elle d'ouvrir les rues ainsi cédées."

Que veulent dire les mots " ouvrir une rue " ?

En thèse générale, l'ouverture d'une rue est le fait de la mettre à l'usage du public. Ça ne comprend ni le pavage, ni les trottoirs, qui en sont des améliorations. La rue existe sans le trottoir. Les trottoirs et les rues sont règlementés par des règlements distincts.

Voici la définition qu'en donne "The American and English Encyclopedia of Law," 2nd Edition, vbo Opening Street or Highway, Vol. 21, p. 920.

" The word "open", "opening", as applied to a street or highway, is used in two senses. First, to open a street may mean to admit the public to its use ; in other words, when a road is so far put in order as to be fit for travel, it is thrown open ; and second, to open may mean to clear away all obstructions in the road. In this latter sense it implies the actual physical act of unclosing the highway for the public use, and not the mere form of giving it to the public in its finished condition. "

A la même page Note I on lit la décision suivante :

" A city charter provided for the opening of a street and the appointment of assessors to determine the damage to owners through whose premises it passed. In construing this provision the Court said : "By the term opening, we do not understand the improvement of a street or highway by grading, culverting, etc ; the term is generally (we think always) clearly distinguishable from such kind of improvement. The term opening refers to the throwing open to the public what before was appropriated to individual use, and the removing of such obstructions as exist on the surface of the earth, rather than any artificial improvement of the surface."

L'acte de cession invoqué par les défendeurs ne s'oppose nullement à cette interprétation.

Les défendeurs étaient propriétaires de terrains qu'ils avaient convertis en lots à bâtir. Ils avaient fait préparer un plan indiquant les lots ainsi que les rues en front de ces lots. Sans elles, les lots auraient eu une moindre valeur et n'auraient pas trouvé d'acheteurs. Il était donc de l'intérêt des défendeurs

1907

Corporation
de Trois-
Rivières

v.

Dumoulin.

Malouin, J.

1907
Corporation
de Trois-
Rivières
v.
Dumoulin.
Malouin, J.

de transporter à la demanderesse le terrain qu'ils destinaient aux rues, pour qu'elle les mette à l'usage du public.

Les défendeurs s'autorisent de la section 2 du règlement du chapitre premier de la charte de la ville des Trois Rivières où il est dit que le mot "rue" comprend aussi "le trottoir" pour prétendre que la demanderesse est tenue en vertu de l'acte de cession à la construction du trottoir.

Cette signification ne s'applique au mot "rue" que lorsqu'il se rencontre dans les règlements de la cité de Trois Rivières, comme le mentionne, du reste, la section citée. Cette signification extensive ne peut s'étendre à ce mot employé dans un contrat avec des tiers.

Quoiqu'il en soit, les règlements mis au dossier, font voir que cette signification a été ignorée. Invariablement dans les règlements de la cité on se sert des expressions "rues et trottoirs"; et l'on constate qu'il existe des rues sans trottoirs et que dans certaines rues, la construction des trottoirs a été ordonnée longtemps après leur ouverture.

Il ne s'agit pas dans la présente cause de l'interprétation du mot "rue" employé dans un règlement de la cité de Trois Rivières, mais de la signification des mots : "Ouverture d'une rue" dans un contrat. Cette expression a un sens spécifique que nous ne pouvons pas ignorer.

Je suis donc d'opinion que le mot "rue" dans le contrat que nous avons à interpréter ne comprend pas le trottoir et que les défendeurs sont tenus à la construction des trottoirs en face de leurs propriétés sur la rue St Paul.

Reste la seconde question soulevée, la mise en demeure. Par les règlements de la cité de Trois Rivières, lorsque le propriétaire tenu à la construction de son trottoir ne le construit pas, les autorités municipales peuvent le construire après avis donné au propriétaire en défaut et lui en charger le coût.

Les défendeurs disent qu'il n'est pas établi au dossier que les avis requis leur ont été donnés et que partant ils ne sont pas tenus de payer.

Les originaux des avis sont au dossier, et les avis paraissent avoir été régulièrement donnés. Ce défaut d'avis n'est

pas invoqué dans le plaidoyer des défendeurs, il l'est dans leur factum comme moyen subsidiaire. Il est certain que les défendeurs n'ont pas fait le trottoir en question, afin de provoquer une décision des tribunaux sur l'interprétation à donner à l'acte de cession.

Dans mon opinion, l'absence d'avis ou de mise en demeure ne peut faire renvoyer l'action. Ça peut être tout au plus un motif pour faire diminuer le montant de la réclamation, dans le cas où il serait prouvé que la partie obligée aurait été en état de construire le trottoir à meilleur marché.

Dans la présente cause, le montant réclamé est prouvé être dû et les défendeurs n'ont même pas prétendu qu'il était trop élevé ou exagéré.

Je suis d'opinion de confirmer le jugement de la Cour de première instance.

LANGELIER, A. J. C.

La demanderesse a poursuivi les défendeurs devant la Cour Supérieure de Trois Rivières en recouvrement de la somme de \$273.25, qu'elle prétend avoir dépensée pour la construction d'un trottoir à la confection duquel les défendeurs étaient obligés. Les défendeurs ont plaidé qu'ils n'étaient pas obligés de faire ce trottoir, parce qu'eux et un nommé Frigon avaient donné gratuitement à la défenderesse le terrain de la rue où ce trottoir devait être construit, et qu'en retour la demanderesse s'était engagée à ouvrir cette rue à ses dépens.

La cour de Trois Rivières a condamné la défenderesse à payer la somme demandée.

Un règlement de la demanderesse oblige tous les propriétaires riverains à construire des trottoirs en face de leurs propriétés. Les défendeurs n'ont pas contesté que la demanderesse a construit celui d'en face de leur propriété, et qu'elle a dépensé pour cela la somme qu'elle demande.

La seule question en litige entre eux est de savoir si les défendeurs ont été exemptés de leur obligation par la convention qui a eu lieu entre eux et la demanderesse le 27 novembre 1874.

1907
Corporation
de Trois-
Rivières
v.
Dumoulin.
Malouin, J.

1907
—
Corporation
de Trois-
Rivières
v.
Dumoulin.
—
Langelier,
A. J. C.

Quelle est l'obligation qu'a assumée la demanderesse par cette convention ? Celle d'ouvrir la rue dont les défendeurs et Frigon lui donnèrent le terrain. Que veut dire cette expression, ouvrir une rue ? Elle veut dire évidemment faire disparaître les clôtures et les autres obstacles, en un mot, faire tout ce qui est nécessaire pour permettre au public d'y passer. Mais elle ne signifie pas que la rue doit être pavée ou macadamisée. ou qu'il y doit être fait des trottoirs. Sans doute, les trottoirs forment partie de la rue, au point de vue du contrôle et de la responsabilité ; mais l'obligation de paver les rues ou de les macadamiser ne forme pas partie de l'obligation de les ouvrir. On voit souvent des rues qui n'ont pas de trottoirs, et sans un règlement municipal, les personnes obligées d'ouvrir les rues et de les entretenir ne sont certainement pas obligées d'y faire des trottoirs.

Les défendeurs font une objection. Supposons, disent-ils, que nous aurions été obligés de faire le trottoir, la demanderesse n'avait pas le droit de le construire pour nous avant de nous avoir donné huit jours d'avis d'avoir à le faire faire. C'est là la disposition d'un règlement de la demanderesse.

Cette objection serait fatale à la demande de la demanderesse, si elle poursuivait les défendeurs pour une amende qu'ils auraient encourue, parce qu'ils n'auraient pas fait leur trottoir. Elle pourrait aussi être soulevée, si les défendeurs prétendaient que la demanderesse veut leur faire payer plus cher le trottoir qu'il ne leur en aurait coûté pour le faire eux-mêmes. Mais ils ne sont pas poursuivis pour une amende, et ils ne prétendent pas que ce qu'on leur demande est plus que ne leur aurait coûté le trottoir s'ils l'eussent construit eux-mêmes.

Le jugement qui les a condamnés me paraît donc bien rendu et je suis d'avis de le confirmer.

Bureau & Beaudry, pour la demanderesse.
F. S. Tourigny, C. R., pour le défendeur.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présents :—LANGELIER, A. J. C., PELLETIER & MALOUM, JJ.LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE DE LA PAROISSE DE
ST BONIFACE DE SHAWINIGAN v. THE
SHAWINIGAN WATER POWER CO.

Loi scolaire—Designation d'immeubles au rôle de perception—Moyens préliminaires et de fonds—Chose jugée—Jugement rejetant action pour défaut de formalités préalables—Procédure—Actions successives—Obligation de payer frais de la première avant l'institution de la deuxième.

Juré :—10. La désignation d'un immeuble "No P628 du cadastre officiel de la paroisse de..." dans un rôle de perception scolaire, suffit aux termes des articles 342 et 360 de la loi scolaire, lorsqu'une partie seulement du lot décrit sous son numéro cadastral dans le rôle d'évaluation municipale, se trouve dans les limites de la municipalité scolaire. Au reste, une irrégularité de ce genre (si s'en était une) ne saurait être invoquée que dans une demande de rectification ou tout au plus comme un moyen préliminaire, elle n'est pas opposable au fonds à une demande en recouvrement des cotisations.

20. Le jugement qui rejette une action pour l'observation de formalités préalables ne supplée pas le moyen de la chose jugée à l'encontre d'une deuxième action intentée après leur accomplissement.

30. Le paiement des frais d'une première action rejetée avec dépens n'est pas exigible comme condition préalable à l'institution d'une deuxième.

MALOUM, J. :—

Les demandeurs réclament de la défenderesse une somme de \$2,570.00, dont \$1,285.00 pour taxes scolaires pour l'année expirant le 30 juin 1901, sur une propriété qu'ils désignent comme étant le No P628 du cadastre officiel pour la paroisse de St Boniface de Shawinigan, et un égal montant pour cotisations scolaires sur la même propriété, pour l'année scolaire expirant le 2 juin 1902.

- 1907 La cour de première instance a maintenu l'action et a condamné la défenderesse à payer le montant réclamé.
- Commissaires d'Ecole de la paroisse St-Boniface de Shawinigan v. Shawinigan Water Power Co. Malouin, J. La défenderesse a inscrit en Révision du jugement et demande son infirmation. Elle invoque trois moyens :
- 1o. La défenderesse prétend d'abord que l'immeuble que l'on dit affecté au paiement des taxes scolaires réclamées n'est pas décrit d'une manière légale sur le rôle de perception, ni dans les avis donnés.
 - 2o. Le second moyen est un plaidoyer de chose jugée.
 - 3o. Comme dernier motif, elle demande le renvoi de l'action parce que les frais de la première action n'ont pas été payés.
- L'insuffisance de la description de l'immeuble imposé, qui est le premier moyen invoqué par la défenderesse, me paraît venir un peu tardivement.
- L'imposition des taxes réclamées a été faite régulièrement et toutes les prescriptions de la loi paraissent avoir été observées, du moins la défenderesse n'a signalé aucune irrégularité.
- L'article 342 du code scolaire édicte que l'évaluation des propriétés qui a été faite par ordre des autorités municipales doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires.
- L'article 360 du même code décrète que le rôle d'évaluation doit servir de base au rôle de perception des commissaires... et il reste en vigueur jusqu'à ce que l'autorité municipale ou scolaire en ait fait un autre, conformément aux dispositions de la loi.
- Les deux rôles de perception produits au soutien de la présente action, qui ont pour base le rôle d'évaluation municipale, ont été régulièrement homologués dans les délais voulus et après les avis donnés suivant les prescriptions de la loi. Si la défenderesse avait à se plaindre de l'irrégularité de la description de son immeuble, elle aurait dû le faire avant l'homologation du rôle de perception.
- De plus, il n'est nullement établi que la description donnée soit entachée d'irrégularité. La défenderesse prétend que la description devrait être donnée par tenants et aboutissants.

La partie de l'immeuble du numéro 628 qui est imposée est la seule partie de ce numéro qui se trouve dans les limites de la municipalité scolaire de Shawinigan.

L'article 718 du code municipal au No 6 décrète que les immeubles doivent être désignés au rôle d'évaluation en la manière prescrite par une résolution du conseil ; mais l'article du code ajoute : pour tout lot ou partie de lot inscrit au cadastre, il est nécessaire d'employer le numéro du cadastre.

Il n'est pas prouvé au dossier que cet immeuble porte un numéro de subdivision cadastrale. La preuve ne fait pas voir non plus que le conseil municipal a passé une résolution prescrivant un mode particulier de description différente de celle employée.

Cet immeuble est désigné au rôle d'évaluation municipale comme suit : P628. Rien ne fait voir que cette description n'est pas régulière. Au contraire, elle paraît être en conformité aux exigences du code municipal.

Ce moyen est rejeté.

Le plaidoyer de chose jugée n'est pas mieux fondé.

En 1902, les demandeurs ont poursuivi la présente défenderesse pour le même montant que celui réclamé par la présente action. L'action a été renvoyée par jugement rendu le 14 septembre 1902. Ce jugement renvoie l'action :—1o. parce que les commissaires n'avaient pas été autorisés par résolution à poursuivre, autorisation requise par l'article 474 du code scolaire ; 2o parce que le secrétaire trésorier n'avait pas fait à la défenderesse la demande de paiement prescrite par l'article 375 avec avis spécial accompagné d'un état détaillé. Ce n'est que 15 jours après cet avis que les taxes deviennent dues et exigibles.

La première action n'a donc pas été renvoyée sur le mérite même de la réclamation ; elle l'a été pour défaut d'autorisation et l'absence d'avis requis.

Les demandeurs ont rempli les formalités omises et ont poursuivi de nouveau. Il est clair qu'il n'y a pas chose jugée.

Reste le dernier moyen invoqué : le paiement des frais de la première action.

L'article 278 C. P. C. dit que la partie qui s'est désistée ne

1907
—
Commissaires d'Ecole
de la paroisse
St-Boniface
de
Shawinigan
v.
Shawinigan
Water
Power Co.
—
Malouin, J.

1907
 Commissaires d'Ecole
 de la paroisse
 St-Boniface
 de
 Shawinigan
 v.
 Shawinigan
 Water
 Power Co.
 Malouin, J.

peut recommencer avant d'avoir préalablement payé les frais encourus par la partie adverse sur la demande de procédure abandonnée.

Cet article ne s'applique pas à l'action renvoyée ; il ne s'applique qu'à la demande dont le poursuivant s'est désisté. De plus, ce moyen doit faire l'objet d'un plaidoyer préliminaire et non d'une défense au mérite.

Mais il y a plus, le procureur de la défenderesse a déclaré, lors de l'audition, que ces frais avaient été payés depuis l'institution de la présente action.

Le jugement de première instance est confirmé avec dépens.

LANGELIER, A. J. C. :—

Les demandeurs ont poursuivi la défenderesse en recouvrement de la somme de \$2,570 pour taxes d'écoles, dont la moitié pour les taxes de 1901 et l'autre moitié pour celles de 1902.

La défenderesse a plaidé un grand nombre de moyens de défense, mais son procureur les a limités aux trois suivantes :

1o. L'immeuble sur lequel sont imposées les taxes dont le montant est demandé n'est pas désigné légalement dans le rôle de perception.

2o. Il y a chose jugée entre les parties.

3o. Les frais d'une première action intentée pour le recouvrement de la même somme, et qui a été renvoyée, n'ont pas été payés à la défenderesse.

La cour de Trois Rivières a condamné la défenderesse à payer aux demandeurs le montant demandé.

Nous allons d'abord examiner la question de chose jugée. Les demandeurs ont déjà poursuivi la défenderesse pour les mêmes taxes qu'elle cherche à recouvrer par la présente action et ils ont été déboutés de leur demande, parce que le secrétaire-trésorier n'avait pas donné aux contribuables les avis spéciaux exigés par la loi, et parce qu'il n'y avait pas eu de résolution passée par la corporation scolaire aux fins d'instituer la poursuite. Les avis qui n'avaient pas été donnés lors de la première action ont été donnés avant l'institution de celle-

ci, et la résolution du défaut de laquelle on se plaignait a été, cette fois-ci, adoptée par la commission scolaire.

Il est évident alors que le jugement qui a été rendu sur la première action n'a pas l'autorité de la chose jugée dans celle-ci. Il est bien vrai que les parties sont les mêmes et que c'est la même chose qui est demandée, mais il n'y a pas identité de cause.

L'avis spécial aux contribuables et la résolution de la commission scolaire à l'effet d'instituer une action pour le recouvrement des taxes, étaient des conditions essentielles au droit d'action des demandeurs, et constituaient une des causes de ce droit d'action. L'action a été renvoyée parce que les demandeurs n'ont pas prouvé l'existence de ces causes d'action.

Dans la cause actuelle ces conditions sont prouvées avoir été régulièrement accomplies. Il n'y a donc pas identité de cause entre l'action déboutée et celle qui nous est maintenant soumise.

Quant au moyen tiré de ce que les frais de la première action n'ont pas été payés, il n'est aucunement fondé en loi.

La loi impose bien à celui qui se désiste d'une action qu'il a intentée l'obligation de payer les frais de cette action avant d'en intenter une autre pour la même cause, mais elle n'impose pas cette obligation à celui dont l'action a été déboutée. Or, les tribunaux n'ont pas le droit d'imposer à l'exercice d'une action une condition que la loi n'impose pas.

Il ne reste alors que le moyen tiré de ce que l'immeuble sur lequel les demandeurs ont imposé la taxe dont il s'agit ne serait pas désigné comme le veut la loi. Il est désigné comme étant une partie du lot cadastral No 628. Le défendeur dit qu'on aurait dû indiquer quelle est cette partie, et il invoque l'art. 2168 du Code Civil. Mais comme il n'y a que cette partie dans la municipalité elle se trouve suffisamment désignée.

Le jugement qui a condamné la défenderesse me paraît bien rendu, et doit être confirmé avec dépens.

Tessier & Béliveau, pour les demandeurs.

F. S. Tourigny, C. R., pour la défenderesse.

1907

Commissaires d'Ecole
de la paroisse
St-Boniface
de
Shawinigan
v.
Shawinigan
Water
Power Co.
Langelier,
A. J. C.

SUPERIOR COURT.

SWEETSBURG, March 13th 1907.

Present :—ARCHIBALD, J.BEAUCHEMIN v. THE CORPORATION OF THE
TOWNSHIP OF ROXTON ET AL.

Municipal law—Procès-verbal for maintenance of road—Notice of meeting of interested rate-payers—Insufficiency for uncertainty of place—Compliance with formalities to appear on face of procès-verbal and report—Failure to show that sufficient notice as to time was given of meeting of rate-payers—Procès-verbal imposing maintenance of front road in violation of the law—Interference by the Court in case of injustice and oppression.

HELD :—1o. A public notice by a special superintendent of a meeting of interested rate-payers, under art. 796 M. C., that it will be held *upon the ground in the said road*, the length of the latter being four or five miles, is void for uncertainty of place.

2o. A *procès-verbal* and report deposited for homologation by a special superintendent must show on their face that all the formalities required by law were duly complied with. A *procès-verbal* will be declared void after homologation when the report does not show that the notice for convening the meeting of the interested rate-payers was given and published seven clear days before the day appointed therefor.

3o. A *procès-verbal* which imposes the maintenance of a front road on the owners of parcels of land of thirty arpents or less in width who already have one to maintain, is null and void.

4o. A *procès-verbal* which imposes the maintenance of a front road on the rate-payers, so that the portion of each is longer than twice the width of his land, is null and void.

5o. A *procès-verbal* which lays the maintenance of a road on rate-payers who have little or no use for it and which is necessary and almost essential to other rate-payers of a different range of the municipality, as an outlet, and who are not made to contribute to it, is unjust and oppressive and the Court will quash it as such at the suit of the parties interested.

ARCHIBALD, J. :—

In this case the plaintiffs seek to set aside a *procès-verbal*

of the defendant by which a certain road which is not their natural front road, is declared to be a front road with respect to them, and to be maintained by them, in proportion to the superficies of their property.

1907
Beauchemin
v.
Corporation
Township
of Roxton.

Archibald, J.

The plaintiffs' property is situated in the immediate vicinity of the village of Roxton Falls ; on each side of that village there is one range of lots fronting on the village, whereas the ranges of the township of Roxton run in the contrary direction, so that the rear of the lots fronting on the village end against the side of the lots in the remainder of the township. For a number of years, there has existed a road leading from the township of Ely to the village of Roxton Falls, running between the 8th and 9th ranges of the township of Roxton ; this road crosses the front of all the lots of the 9th range, and is the front road of those lots until it reaches the rear end of the lots which are in a reversed position and which front on the village of Roxton Falls. From the rear end of those lots, the road continues along the side of one of them until it reaches the village of Roxton Falls.

The plaintiffs are the proprietors of the reversed lots fronting on the village of Roxton Falls, and the road running along the side line of one of them, has been made by the *procès-verbal* in question, their front road, although only one of the lots is contiguous to this road and that along its side line.

The *mis-en-cause* are proprietors of lots in range 9th fronting upon the road in question, and are made *mis-en-cause*, because the *procès-verbal* of the defendant was made in compliance with their petition ; there are about nine or ten lots in the range of reversed lots. Across the end of most of these lots, on the line, between them and the village of Roxton Falls, there is a road which is not, however, verbalized and does not extend across the whole of the lots, there being two which have no road, that is the lots nearest to the line between the 8th and 9th range where the road in question lies.

The plaintiffs claim that the *procès-verbal* in question ought to be set aside for many reasons, several of them concerning the formalities which ought to have been and were not adopt-

1907
 —
 Beauchemin
 v.
 Corporation
 Township
 of Roxton.
 —
 Archibald, J.

ed, leading up to the making and homologation of the *procès-verbal*.

I shall, however, with respect to such claim of informality, mention only those which appear to me to be of some importance ; of these are the following : because the special superintendent did not call and preside over a public assembly of the persons interested in the projected work at an hour and place fixed and indicated by a notice which he should have given for that purpose ; because the special superintendent exceeded his power and went beyond the demand made by the petitioners ; because the notice of the holding of the public meeting was not given according to law ; because the plaintiffs, by the *procès-verbal*, are ordered to keep the road in question as a front road, although it is not their front road and although they have already one front road across the end of their lots which they always kept in order ; because the *procès-verbal* is unjust and unreasonable.

The proof establishes that there exists in front of the lots held by the plaintiffs numbered 543, 544, 545, 546, 547 and 548, on the line between these lots and the village of Roxton Falls, a road with ditches and fences of a width of about twenty-six feet, and that that road has existed there and been maintained there for a period of over forty years at the least ; and that by means of that road, the owners of the lots, the plaintiffs, had an access to the village of Roxton Falls, by a road existing in front of lot 543, running at right angles with the front road just spoken of ; that lots 540, 541 and 542 being the remainder of the reversed lots have no road across their front, but belong to proprietors who also own lots in the village of Roxton Falls, and open on the reversed lots and by which they communicate with the village of Roxton Falls.

The proof further shows that the lots, from 541 up to 548, have no communication with the road verbalized in this case, and made the front road of the lots, and that the only mode of communication which could be established would be by means of the opening of a front road across lots 542, 541 and

540 ; the depth of these reversed lots is between twenty-five and twenty-six arpents, very nearly a mile.

The notice given to the interested parties by the special superintendent was that "at a meeting of the defendant's council held on a given day, to take into consideration the petition of Alphonse Hurtubise and others for a *procès-verbal* of a road on the south side of the lots of the 9th range beginning at the line of the township of Ely up to the village of Roxton Falls, he had been named special superintendent, and that on the 14th day of the month of July, at one o'clock in the afternoon, *upon the ground in the said road*, he would hold and preside over a meeting of the persons interested in the said road for the purpose of examining the *procès-verbal* above mentioned, and receiving the advice of all those interested for or against and of making report or *procès-verbal*," and interested parties were invited to be present.

The notice in question bears date on the 6th day of July ; the road mentioned in the notice is four or five miles in length ; the return of the special superintendent of his proceedings, so far as it concerns the publication of the notice, is substantially as follows : "after having published a public notice in the French and English languages by posting a true copy upon a board near the principal door of the Catholic church of the parish of St Jean-Baptiste de Roxton and true copies in the French and English languages, upon a post near the building of William Rutherford, in Ste Geneviève's range, in the said municipality, being the two places destined for that purpose by the said council ; and moreover by reading it in a loud and intelligible voice in the French and English languages at the issue of divine service in the morning, at the door of the said church, on Sunday the 8th day of the month of July inst, the whole as appears by certificate of publication of the said notice written on the back of the original notice which remains annexed to the present *procès-verbal*." The date at which the posting upon the church door and upon the post in question was made, is not mentioned, unless the

1907

Beauchemin
v.
Corporation
Township
of Roxton.

Archibald, J.

1907
—
Beauchemin
v.
Corporation
Township
of Roxton.
—
Archibald, J.

same could be presumed either the 6th of July being the date of the notice itself, or the 8th of July being the only date mentioned in the return of publication.

The law requires a clear delay of seven days between the publication of the notice and the date fixed for the meeting of the interested parties ; if the notices were posted on the 6th, the delay was sufficient, if they were only posted on the 8th, the delay was insufficient.

It is seen that the notice called the interested parties to meet at a certain hour in the road in question, but *no particular place* in the road was specified in the notice ; as I have said, the road was four or five miles in length. As to the sufficiency of the notice in question a by-law ought to bear upon its face the evidence of the formalities necessary to give the council jurisdiction to homologate it ; here there was nothing in the return of the special superintendent which indicated that a notice to the interested parties had been given at least seven days before the date of the meeting as required by law , the jurisdiction therefore of the council to deal with the *procès-verbal* did not appear on the by-law itself as it ought to appear ; with regard to a notice calling a meeting at specified hour at a point which might be upon a road of five miles in length, it may be doubted whether such a notice is one which would be sufficient. It would probably require at least an hour for any individual to proceed from one end of the road to the other, and by the time that that course was made the meeting would probably be at an end.

I am also of opinion that where a meeting is to be called, the place where it is to be held ought to be specified with sufficient certainty to enable the persons interested to go to the place without searching over a distance of five miles to discover where the meeting was to be held.

With regard to the question as to the legality of imposing the road in question upon the plaintiffs as a front road and putting upon them the whole obligation of making and maintaining it ; the code provides that no proprietor can be compelled to have two front roads in respect of any property not

greater than thirty arpents in depth ; it also defines a front road as being a road running across the property on its shortest side, that is to say, in a general direction across the property ; it also provides that where it is necessary that a road shall not go across the property by reason of obstruction or otherwise, that no proprietor can be compelled to maintain more road as a front road than twice the width of his property.

1907.
Beauchemin
v.
Corporation
Township
of Roxton.
Archibald, J.

In the present instance the plaintiffs have a front road. It is true, it has not been established, so far as can be judged, by any municipal action, although it may have been so, because it is proved that as the result of a fire, some at least of the municipal archives are missing, but it has been kept up and maintained as a road for a long period of years ; moreover without the construction of a road across the remaining properties between the plaintiffs and the road now in question, the plaintiffs could have no access to the latter, so that for the purpose of obtaining any advantage from it they would also be compelled to have a front road across all their properties.

The code then would be violated by imposing the road in question in this case upon the plaintiffs as a front road. It would also happen that if the plaintiffs were obliged to conform to the provisions of the present *procès-verbal*, they would be obliged to maintain more of a front road than double the width of their property.

I am of opinion also that the *procès-verbal* in this case violates the provisions of the code in regard to the matter just above mentioned. With regard to the general charge that the *procès-verbal* constitutes an injustice to the plaintiffs, the proof establishes that the plaintiffs have little or no use for the road in question ; that the village of Roxton Falls is the place where the plaintiffs have their center, their church and their post-office, where they buy their supplies ; that they should have no use for the road in question in this case, except to visit friends who might be resident in the 9th range ; that on the other hand the proprietors of the 9th range find this road a necessity to communicate from their properties to the village of

1907 Roxton Falls ; it is not only useful to them, it is almost essential.
 — Beauchemin v. Corporation Township of Roxton.
 Archibald, J. I would also be of opinion that so far as a Court could interfere to set aside a *procès-verbal* for injustice the present case would certainly be a fair case for the exercise of the Court's authority.

On the whole I am of opinion that for the reasons above given the *procès-verbal* is illegal and must be set aside.

F. X. A. Giroux, for the plaintiffs.

A. O. T. Beauchemin, K. C., Counsel.

C. A. Nutting, K. C., for the defendant.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présents :—LANGELIER, A. J. C., PELLETIER & MALOUIN, JJ.

BÉCHARD ET AL. V. BOUCHER.

Procédure—Action négatoire—Défense fondée sur propriété du fonds servant—Instruction et jugement comme sur revendication—Désignation des immeubles—Contenance en pieds—Mesure anglaise et française—Dérogation conventionnelle aux règles de droit—Preuve.

JUGÉ :—10. L'action négatoire entre voisins du droit de puisage et de passage à laquelle le défendeur oppose son droit de propriété du terrain où se trouvent le puits et le passage dont il se sert, peut s'instruire et être vidée comme une action en revendication de ce terrain, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un bornage.

20. La contenance d'un terrain exprimée en pieds carrés s'entend de pieds français pour un terrain formant originairement partie d'une seigneurie et de pieds anglais dans tous les autres cas. Néanmoins, on peut déroger à cette règle par convention et lorsqu'un terrain de la première catégorie est concédé par un seigneur avec désignation expresse de contenance en pieds de mesure anglaise, les aliénations subséquentes de portions de ce terrain par étendues de pieds sont censées être d'après la même mesure, lorsqu'on en trouve la reconnaissance par les parties aux actes dans la référence qu'elles font à la concession primitive et dans leur conduite durant leur possession.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, CARBOLL, J., à Kamouraska.

LANGELIER, A. J. C.

Les demandeurs ont intenté contre le défendeur, devant la Cour Supérieure de Kamouraska une action négatoire, parce que le défendeur exerçait sur un immeuble qui leur appartient une servitude de passage et de puisage.

Le défendeur a plaidé qu'il avait, en effet, puisé de l'eau dans le puits mentionné dans la déclaration des demandeurs, mais qu'il avait fait cela, non pas à titre de servitude, mais comme propriétaire, parce que le puits se trouvait situé sur son terrain. Le défendeur a plaidé, en outre, qu'il n'y avait pas de bornage entre sa propriété et celle des demandeurs, et que les demandeurs auraient dû, au lieu d'intenter une action négatoire, intenter une action en bornage.

Les demandeurs ont répondu à ce plaidoyer qu'il ne pouvait pas être question de bornage entr'eux et le défendeur, parce que leurs propriétés n'étaient pas contiguës et étaient séparées par une rue publique.

Débarrassons-nous d'abord de cette objection des demandeurs. Il y a certainement une ruelle qui passe en partie sur l'immeuble des demandeurs et en partie sur celui du défendeur, mais il est clairement établi que cette ruelle n'est pas un chemin public, et que ce n'est qu'un chemin de tolérance, dans lequel passent quelques propriétaires de terrains situés dans le voisinage.

J'en viens maintenant au plaidoyer du défendeur fondé sur ce que l'action que les demandeurs devaient intenter contre lui était une action en bornage.

L'action des demandeurs, bien que qualifiée d'action négatoire, est réellement une action en revendication. En effet, la question en litige entre les demandeurs et le défendeur est celle de savoir qui est propriétaire du terrain où se trouve le puits et de celui où l'on passe pour s'y rendre. Les demandeurs prétendent que ce terrain est à eux, et le défendeur sou-

1907

—
Bécharcl
v.
Boucher.

—
Langelier,
A. J. C.

1907
Bécharde
v.
Boucher.
Langelier,
A. J. C.

tient qu'il lui appartient. Si donc une action en bornage eût été prise dans ces circonstances, cette action aurait été ce que les auteurs appellent une action en revendication de limites, c'est-à-dire, une action par laquelle chacune des parties prétend être propriétaire du terrain qui se trouve entre deux limites. Or, toutes les autorités s'accordent à dire qu'une action de ce genre est une action en revendication double, dans laquelle chaque partie est à la fois demanderesse et défenderesse.

Dans la présente cause, le défendeur ne peut pas se plaindre que, par la manière dont les demandeurs l'ont poursuivi, il a été mis dans l'impossibilité de faire valoir tous les moyens qu'il aurait pu invoquer dans une action en revendication de limites. Supposons, en effet, que les demandeurs auraient intenté contre le défendeur l'action en revendication de limites communément appelée action en bornage, c'est-à-dire, celle que, d'après le défendeur, les demandeurs auraient dû instituer contre lui ; que serait-il arrivé ? On aurait fait devant la cour ou devant un arbitre une longue enquête pour constater, qui était propriétaire du terrain en litige, avant d'en venir à poser des bornes à l'endroit où, d'après l'opinion de la cour, se serait trouvée la ligne de séparation entre les parties. Or, c'est précisément cela qui s'est fait dans la cause actuelle. Je ne puis donc voir comment le défendeur peut se plaindre de ce qu'on a intenté contre lui une action négatoire au lieu d'une action en revendication de limites.

Ce moyen de défense étant écarté, la seule question qui reste à décider entre les parties est celle de savoir si le terrain du défendeur doit être mesuré d'après la mesure anglaise ou d'après la mesure française. Il n'est pas mis en question que le défendeur a droit d'avoir 6,000 pieds carrés de terrain, à partir de la ligne entre lui et un nommé Dionne. Si l'on mesure ces 6,000 pieds carrés d'après la mesure française, le puits se trouve chez lui, et l'action des demandeurs doit être renvoyée. Si, au contraire, on mesure les 6,000 pieds d'après la mesure anglaise, le puits se trouve sur la propriété des demandeurs, et comme le défendeur ne prétend pas avoir eu une servitude de puisage sur ce puits, l'action des demandeurs doit être maintenue.

D'après la loi (S. R. ch. 52, art. 4134) les mesures de longueur et de superficie sont, en général, des mesures anglaises. Ce n'est que par exception qu'on doit prendre les mesures françaises, lorsqu'il s'agit de mesurer la longueur ou la superficie de terres comprises dans un territoire qui a été originairement concédé comme seigneurie.

1907
—
Bécharcl
v.
Boucher.
—
Langelier,
A. J. C.

Dans la cause actuelle il s'agit de terrains situés dans la seigneurie de la rivière du Loup, ils doivent donc être mesurés d'après la mesure française. Mais, comme on peut convenir que, même dans une seigneurie on mesurera d'après la mesure anglaise, la question qui se présente en cette cause est de savoir s'il y a eu une telle convention entre les parties ? Il n'y a eu aucune convention expresse ; le titre du défendeur lui donne 6,000 pieds, sans dire si ce sont 6,000 pieds français ou 6,000 pieds anglais. Mais voici des faits très importants qui peuvent servir à indiquer dans quel sens il faut prendre le mot pied. Le terrain des demandeurs comme celui du défendeur forment partie de ce qui était connu comme le domaine de la seigneurie de la rivière du Loup. M. William Fraser, qui était propriétaire de ce domaine, en a concédé une certaine étendue à un nommé Adolphe Lucas. Dans le titre de concession de Fraser à Lucas, il est dit que l'étendue concédée devra être mesurée d'après la mesure anglaise. Plus tard, Lucas a revendu une partie de terrain qu'il avait acheté de Fraser à Joseph Courberon, l'auteur des demandeurs, et Joseph Courberon, à son tour, en a revendu une partie au défendeur. Cette partie se compose, comme je l'ai déjà dit, de 6,000 pieds carrés à partir de la ligne qui sépare Joseph Courberon d'un nommé Dionne.

Dans tous les titres, c'est-à-dire, dans la vente par Lucas à Courberon, et dans celle faite par Courberon au défendeur, on renvoie au titre précédent. Peut-on supposer que Lucas, qui avait acheté de Fraser d'après la mesure anglaise, aurait voulu revendre à la mesure française. C'est contre toute vraisemblance : ce qu'on doit naturellement supposer c'est qu'il a revendu d'après la même mesure sur laquelle il avait acheté.

Cette interprétation est d'ailleurs celle qui a été donnée par les parties aux actes. Après que Lucas a eu vendu à Joseph

1607
—
Béchar'd
v.
Boucher.
—
Langelier,
A. J. C.

Courberon, l'auteur des demandeurs, le premier lot qu'il lui a vendu, celui dont les demandeurs sont encore les propriétaires comme ses héritiers, Courberon a creusé le puits en question sans aucune objection de Lucas. Celui-ci admettait donc que Courberon était propriétaire du terrain sur lequel le puits était creusé. Ce n'est pas tout : Courberon a construit une clôture pour séparer le terrain qu'il avait acheté de Lucas de celui que Lucas avait conservé. Or, d'après la position de cette clôture, le puits se trouverait sur le terrain vendu à Courberon, et non sur celui gardé par Lucas. Plus tard, Lucas a vendu à Courberon la partie du même terrain acheté de Fraser qui était voisin de celui qu'il avait déjà acheté, et c'est cette dernière partie qu'il a vendue au défendeur. On ne peut pas supposer, en effet, qu'il a voulu vendre au défendeur plus qu'il n'avait acheté de Lucas, puisque l'acte de vente dit qu'il est propriétaire du terrain vendu pour l'avoir acheté de Lucas en 1890. Tout cela montre que les parties à la vente entre Joseph Courberon et le défendeur entendaient bien que les 6,000 pieds vendus ne comprendraient pas le puits, n'iraient pas au-delà de la clôture, en un mot, ne comprendraient que ce que Courberon avait acheté de Lucas en 1890.

Pour ces raisons, je crois que le jugement qui a maintenu l'action des demandeurs est bien rendu et doit être confirmé avec dépens.

Camille Pouliot, C. R., pour les demandeurs.
Lapointe & Stein, pour le défendeur.

COUR DE RÉVISION

MONTREAL, 28 avril 1905.

Présents :—TASCHEREAU, LORANGER ET PAGNUELO, JJ.

DEFOY v. SAINT-JEAN.

Servitudes—Contre-mur du § 4 de l'art. 532 C. C.—Objet de l'obligation—Écurie sans danger pour le mur voisin.

Jugé :—1o. Le contre-mur pour le cas prévu au § 4 de l'art. 532 C. C., n'est exigé que si l'écurie ou l'étable est construite auprès d'un mur mitoyen ou propre au voisin. Par suite, il n'y a pas d'obligation de faire un contre-mur pour une écurie construite le long d'une cour intérieure ou, pour une distance de quelques pieds, d'un appentis ou cuisine en bois, sans cave ni solage en pierre.

2o. Cette obligation est imposée pour la conservation du mur auquel on adosse l'écurie et pour en prévenir la dégradation. Elle n'est pas due, lorsque l'écurie est tenue proprement et n'offre pas de danger pour le mur voisin.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été rendu en Cour Supérieure, LAVERGNE, J., le 11 novembre 1901, comme suit :

LAVERGNE, J. :—

Le demandeur a poursuivi le défendeur alléguant, en résumé, qu'il est propriétaire et en possession de l'immeuble No 23 du quartier Ste Marie, dans la cité de Montréal, et que le défendeur est propriétaire et en possession des Nos 21 et 22 du même quartier qui sont voisins et contigus au No 23 ; que les immeubles du défendeur ne vont pas jusqu'à la rue des Voltigeurs, mais que le défendeur a un droit de passage sur l'immeuble du défendeur No 23, pour se rendre à cette rue ; qu'il y a une porte à chaque bout du passage sur le No 23, et un étage entier au-dessus du passage ; que depuis quelque temps, et notamment en février et mars 1900, le défendeur a abusé de son droit de passage, s'en servant pour y faire stationner des chevaux et voitures, et pour y charger du fumier, et laissant les portes ouvertes tant au fond du passage que sur la rue, oc-

1905
—
Defoy
v.
Saint-Jean.
—
Lavergne J.

casionnant beaucoup d'incommodités et d'ennuis au demandeur et à ses locataires, tant par l'encombrement du passage que par l'odeur nauséabonde du fumier qui se répand dans toutes les maisons du demandeur, et ce, malgré les protestations et mises en demeure de ce dernier ; que le défendeur a établi des écuries sur sa propriété tout près des maisons du demandeur et du passage susdit et menagé la porte des écuries dans le côté d'icelles de manière à ce que l'odeur émanant des écuries se répande dans le passage lorsqu'il en laisse les portes ouvertes ; que les écuries sont établies auprès des constructions et murs du demandeur sans avoir aucun contre-mur, ni aucuns autres travaux, contrairement à la loi ; que par ces faits le défendeur a aggravé la servitude existant sur l'immeuble du demandeur et y en a établi une autre sans droit, de sa propre autorité.

Le demandeur conclut : 1o à l'abolition de la servitude, c'est-à-dire le droit de passage en question ; 2o subsidiairement, à ce qu'il soit déclaré que le défendeur a abusé du droit de passage et a aggravé la servitude et à ce qu'il lui soit fait défense de troubler ainsi à l'avenir le demandeur ; 3o à ce qu'il soit déclaré que le défendeur n'avait pas le droit d'établir ainsi ses écuries sans avoir fait préalablement un contre-mur ou autres ouvrages nécessaires et à ce que les écuries soient démolies.

Les défenses du défendeur se réduisent virtuellement à une dénégation des griefs allégués par le demandeur.

La preuve a établi les faits suivants :

Le plus grand nombre des témoins du demandeur se compose de personnes qui habitaient les maisons du demandeur contiguës ou dans le voisinage immédiat des écuries et du passage du défendeur, et qui ont eu à souffrir aux époques mentionnées dans la déclaration des exhalaisons et odeurs désagréables, incommodes et malsaines venant des écuries et de la boîte à fumier du défendeur, de même que du charroyage du fumier, et du fait que les portes du passage restaient souvent ouvertes sans nécessité et que l'on faisait stationner dans le passage des chevaux et des voitures chargés de fumier. Ces témoins ont établi des abus sérieux et de la négligence de la part du défendeur constituant un trouble à la possession du demandeur. Il a aussi été établi que les écuries sont con-

tiguës aux constructions et murs du demandeur sans qu'aucun contre-mur ou autre ouvrage ait été préalablement fait. Un certain nombre des témoins du défendeur habitent ou ont habité des appartements ou des étages des maisons du défendeur ou de celles du demandeur, qui sont plus éloignés des écuries et du passage et n'ont pas eu à souffrir d'inconvénients résultant du voisinage des écuries et du passage ou en ont souffert à un bien moindre degré. Les autres témoins du défendeur ont fait l'examen, la visite des lieux et une espèce d'expertise en octobre dernier, pendant l'instruction du procès, alors que le défendeur avait depuis quatre mois cessé de mettre des chevaux ou autres animaux dans les écuries et alors qu'il fermait aussi plus soigneusement les portes du passage, et, naturellement, ces témoins n'ont pu constater aucun abus sérieux, ni aucune aggravation de servitude.

D'après la loi, celui qui veut avoir une écurie ou étable auprès du mur du voisin est tenu d'y faire un contre-mur ou autres travaux suffisants, et le défendeur a failli à cette obligation. A plusieurs reprises avant l'institution de l'action, le défendeur a été mis en demeure de cesser de troubler le demandeur dans sa paisible possession du dit immeuble No 23, mais ces mises en demeure n'ont pas eu le résultat désiré.

Considérant que le demandeur a établi les allégations essentielles de sa demande.

La cour déclare : 1o que le défendeur a plusieurs fois abusé de son droit de passage sur le No 23 du cadastre du quartier Ste Marie, dans la cité de Montréal, appartenant au demandeur, en laissant ouvertes sans nécessité et sans droit les portes du passage, surtout en y laissant stationner des chevaux et voitures, et qu'il a aggravé par là la servitude supportée par le susdit immeuble ; 2o il est fait défense au défendeur à l'avenir de troubler ainsi le demandeur et particulièrement de laisser les portes ouvertes, excepté pendant le temps nécessaire pour passer et repasser ; 3o il est aussi fait défense au défendeur de faire stationner des voitures et des chevaux dans le passage ; 4o que le défendeur n'avait pas le droit d'établir et qu'il n'a pas le droit de maintenir une écurie près des murs du demandeur sur le susdit immeuble No 23 sans y faire un contre-mur ou

1905
—
Defoy
v.
Saint-Jean.
—
Lavergne, J.

1905
Defoy
v.
Saint-Jean.
Lavergne, J.

autres travaux suffisants pour rendre impossible l'infiltration du purin jusque sur l'immeuble du demandeur ; 5o que ce contre-mur ou autres travaux devaient être faits préalablement à l'établissement de l'écurie ; 6o condamne le défendeur à faire un contre-mur ou autres travaux suffisants à dire d'experts pour empêcher la possibilité d'infiltration du purin sur l'immeuble du demandeur, le long du mur de ce dernier près du mur de l'écurie, dans un délai de deux mois de la date du présent jugement ou dans le délai qui conviendra au défendeur, pourvu qu'il ne mette et ne garde plus de chevaux, ni d'autres animaux dans cette écurie jusqu'à ce qu'il y ait fait les susdits travaux ; 7o déclare qu'à défaut par le dit défendeur de se conformer à la susdite adjudication ou de démolir la dite écurie, il est permis au demandeur de défaire et démolir ou faire défaire et démolir lui-même la dite écurie aux frais du défendeur ; 8o et condamne le défendeur aux dépens.

JUGEMENT DE LA COUR DE RÉVISION.

Le demandeur n'a pas établi, relativement au droit de passage exercé par le défendeur, que ce dernier ait commis aucun abus sérieux, pour justifier l'institution de la présente action par le demandeur.

Quant à l'écurie du défendeur, dont se plaint le demandeur, elle est presque toute entière construite le long d'une cour intérieure appartenant au demandeur, dans laquelle il n'y a pas de constructions, et cette écurie ne longe que sur une distance de quelques pieds seulement, un appentis ou cuisine en bois, situé en arrière d'une des maisons du demandeur et donnant sur la dite cour ; la preuve n'établit pas que cette cuisine soit pourvue d'une cave ou ait un solage en pierre.

Le contre-mur n'est exigé par la loi qu'au cas où l'écurie longe un mur mitoyen ou propre au voisin (C. C. art. 532) ; la raison de cette exigence est que le contre-mur se fait pour conserver le pied du mur mitoyen et empêcher qu'il ne soit dégradé et pourri par le fumier de l'étable (Desgodets, Lois des bâtiments, p. 79) ; si les écuries sont tenues proprement et

n'offrent pas ce danger de dégradation, elles ne requièrent pas de contre-mur, même adossées à un mur (Idem, p. 81).

Dans l'espèce, l'écurie en question n'est adossée à aucun mur, et n'offre aucun danger ni inconvénient à raison du fumier ; le fumier provenant de cette écurie est toujours soigneusement enlevé et déposé, par le défendeur, dans un dépotoir ou boîte à fumier, situé dans sa cour, à plusieurs pieds de distance de l'écurie, et loin de la propriété du demandeur. Ce dépotoir est lui-même régulièrement vidé et le fumier transporté au dehors, sans accumulation nuisible. L'action ne se plaint pas de la présence de ce dépotoir, ni de l'infiltration chez le demandeur, par le sol, du purin qui peut y séjourner, quoique l'enquête ait surtout porté, inutilement, sur les inconvénients du dit dépotoir dont il ne peut être question dans le litige tel qu'engagé.

Il n'est pas démontré que l'écurie du défendeur soit construite contrairement à la loi, ou aux règlements et usages municipaux.

L'action est mal fondée dans tous ses chefs et doit être renvoyée avec dépens, mais que les deux parties étant en faute pour s'être engagées dans une enquête interminable, inutile et dispendieuse, il y a lieu d'ordonner que chacune d'elles paie et supporte ses propres frais d'enquête.

Lamothe & Trudel, pour le demandeur.

Rainville, Gervais & Rainville, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTRÉAL, 26 avril 1906.

Présent :—MATHIEU, J.

MARCOUX v. MAILLÉ.

Vente de biens substitués — Prohibition d'aliéner pour un temps déterminé—Vente de droits éventuels—Absence—Effets de l'absence en matière de succession.

Jugé :—10. La vente de droits successifs dans des biens légués avec sub-

1905
—
Defoy
v.
Saint-Jean.
—
Lavergne, J.

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

stitution et défense de les aliéner avant l'ouverture de celle-ci, faite par un appelé est valide, mais ne prend effet qu'au moment de l'ouverture. La défense d'aliéner les biens n'emporte pas, dans ce cas, celle d'aliéner les droits éventuels que l'appelé peut y avoir. Il ne saurait donc être admis à demander la nullité de la vente et à revendiquer les biens auxquels elle se rapportait.

20. Celui de plusieurs héritiers qui est absent, lors de l'ouverture d'une succession, n'y concourt pas ; elle est dévolue exclusivement à ses co-héritiers présents.

MATHIEU, J. :—

Les faits suivants sont constatés au dossier :

Par actes reçus devant L. S. Martin et son confrère, notaires, le 24 septembre 1860, Thomas Durocher et Marie Coulombe, son épouse, firent, chacun, leur testament, par lequel ils se légèrent réciproquement tous leurs biens, comme légataires universels en usufruit seulement. Par les termes de ces testaments, le légataire devait jouir du tout, sa vie durant, à titre de constitut et précaire. Après le décès des légataires universels, les biens immeubles étaient légués aux enfants et descendants légitimes des testateurs qui se trouveraient alors vivants, pour, par eux en jouir en usufruit seulement, également, et par souches, jusqu'à ce que le survivant des enfants du premier degré fut décédé, et que le plus jeune des enfants du second degré eut atteint l'âge de vingt et un ans, sans que, jusqu'alors, les dits biens pussent être partagés ou divisés, vendus ou aliénés. Arrivant le décès du survivant des enfants du premier degré, et l'âge de vingt et un ans du plus jeune des enfants du second degré, les dits biens étaient légués à tous ceux des enfants du second et ultérieur degré qui se trouveraient alors vivants, pour, par eux les partager également et par souches et en jouir, user, faire et disposer en toute propriété et comme bon leur semblerait. Les testateurs déclarèrent qu'attendu que l'usufruit par eux légué à leurs enfants du premier et du second degré, était destiné à leur servir de subsistance et d'aliments, ils attachaient comme condition aux legs qu'ils en faisaient, que jusqu'au temps par eux fixé comme la période à laquelle les enfants du second degré auraient le droit de faire partage et de disposer des biens, l'usufruit ne

pourrait être vendu, aliéné ou saisi pour quelque cause ou raison que ce put être. Il est aussi déclaré dans ces testaments, que, dans le cas où aucun des enfants du premier ou second degré viendrait à décéder avant le temps fixé comme la période à laquelle les enfants du second degré pourraient faire partage ou disposer de la propriété des biens, les testateurs voulaient qu'il fut représenté au dit usufruit par ses enfants et descendants légitimes par souches, et, au cas qu'il décéderait sans laisser de tels enfants ou descendants, les testateurs lui substituaient au dit usufruit, ces co-usufruitiers ci-dessus mentionnés, en telle manière ou proportion qu'ils lui auraient succédé dans la propriété de la part des biens dont il aurait eu l'usufruit, si cette part n'eut pas été chargée de la substitution par eux établie.

Thomas Durocher est décédé en 1861. Son testament fut enregistré le 23 juillet 1861. Marie Coulombe est décédée en 1874. Son testament fut enregistré le 9 février 1874. Les testateurs ont laissé quatre souches : 1o. Marie Julie Durocher, épouse séparée de biens, puis veuve, d'Elie Maillé, la mère des défendeurs, décédée le 5 juin 1901 ; 2o. Marie Caroline Durocher, madame Ferland ; 3o. Deux enfants mineurs issus d'un fils prédécédé, Napoléon Durocher ; 4o. Les enfants de Marguerite Durocher, madame Marcoux, une de leurs filles, décédée le 7 octobre 1872. Le demandeur est un des enfants de madame Marcoux, Marguerite Durocher. Ils étaient originellement quatre, mais une des filles est morte, il y a plusieurs années, sans enfants, laissant comme héritier et légataire universel, le demandeur et ses deux sœurs, à qui, du reste, sa part dans les dites successions, serait retournée d'après les termes des testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe. Par acte passé à Montréal devant Mainville, notaire, le 24 mai 1886, enregistré le 12 juin suivant, Désiré George Marcoux, le demandeur, issu du mariage d'entre Jean Baptiste Marcoux et Marguerite Durocher, et un des appelés, par sa mère, à la substitution créée par les testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, a transporté, sous la garantie de droit, à Marie Delphine Marcoux, épouse séparée de biens d'Antoine Armand

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

1906
 —
 Maillé
 v.
 Marcoux.
 —
 Mathieu, J.

Beauchamp, tous ses droits successifs dans les dites successions comme un des appelés à la substitution créée par les dits testaments, lesquels droits successifs étant garantis sur les lots de terre numéro 828 du quartier St Laurent, et 303 du quartier St Louis, dans la cité de Montréal. Par le même acte, le dit Désiré George Marcoux a aussi cédé à la dite Marie Delphine Marcoux le quart indivis de la moitié de tous les droits successifs qu'il avait et pouvait avoir sur les dits immeubles, par et en vertu du testament de Rose Delima Marcoux, sa sœur, en son vivant, l'épouse d'Alfred Lauzon, reçu devant P. Mainville, notaire, et deux témoins, le 23 janvier 1881, dûment enregistré et ce, après le décès du dit Alfred Lauzon, qui en avait la jouissance sa vie durant. Désiré George Marcoux céda, en outre, par le même acte, tous les droits qu'il pouvait avoir dans la succession de son grand-oncle paternel, Louis Durocher, alors absent de la province. Cette vente fut faite pour le prix de cent vingt-cinq piastres que le vendeur reconnut avoir reçu de Marie Delphine Marcoux.

Par acte fait à Montréal, le 21 juin 1886, devant P. Mainville, notaire, l'acte de vente du 24 mai 1886, par Désiré George Marcoux, à Marie Delphine Marcoux, fut signifié à Elie Maillé, séquestre nommé à la substitution créée par les testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe. Par acte passé à Montréal, devant O. Marin, notaire, le 17 septembre 1888, Marie Delphine Marcoux et Adéline Marcoux, épouse séparée de biens d'Alexander Batchelor, vendirent, avec garantie de tout trouble, à Marie Julie Durocher, épouse séparée de biens d'Elie Maillé, tous leurs droits dans les successions de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, leur grand-père et grand-mère, soit de leur chef comme enfants de Marie Marguerite Durocher, épouse de Jean Baptiste Marcoux, et comme légataires, héritières, cessionnaires, ou acquéreurs, des parts d'aucuns des grevés ou des appelés à la substitution créée par les testaments des dits Thomas Durocher et Marie Coulombe, à quelque titre que ce fut, sans exception ni réserve, et, spécialement, leurs parts indivises dans les dits lots 828 du quartier St Laurent et 303 du quartier St Louis, dans la cité de Montréal y com-

pris les droits qu'elles pouvaient avoir comme héritières de leur oncle Louis Durocher, absent de cette province, et comme légataires de Rose Délina Marcoux, leur sœur, en son vivant, épouse d'Alfred Lauzon. Les venderesses déclarèrent que les droits qu'elles vendaient ainsi leur appartenaient comme nées du mariage de Marie Marguerite Durocher avec Jean Baptiste Marcoux, aux termes des testaments susdits de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, comme héritières de leur oncle, Louis Durocher, absent du pays, comme légataires de Rose Délina Marcoux, en vertu de son testament reçu par P. Mainville, notaire, et témoin, le 23 janvier 1881, et quant à Marie Delphine Marcoux, comme cessionnaire de son frère, Désiré George Marcoux, par l'acte de vente du 24 mai 1886. Cette vente fut faite pour le prix de \$1,050.00 que les venderesses reconnurent avoir reçu, soit \$350.00 pour chaque part. Cet acte de vente du 17 septembre 1888 fut enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le 20 septembre de la même année 1888.

Les substitutions créées par les testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe ne se sont ouvertes que le 5 juin 1901, par le décès de Marie Julie Durocher, la mère des défendeurs. La part du demandeur, dans les deux successions, comme grevé avant l'ouverture des substitutions, et comme appelé depuis, était d'un douzième dans chacune d'elle. Les successions de Thomas Durocher et de Marie Coulombe comprenaient deux immeubles dépendants de la communauté qui avait existé entre eux, savoir : le lot No 828, des plan et livre de renvoi officiels du quartier St Laurent, dans la cité de Montréal, et le lot No 303, des plan et livre de renvoi du quartier St Louis, dans la même cité. Par le chapitre 109 des S. de Q., de 1889, 52 Vict., les grevés, assistés des curateurs aux substitutions créées par les dits testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe furent autorisés à vendre ces immeubles, en observant les mêmes formalités que celles exigées par la loi pour la vente de biens immeubles de mineurs, les absents devant être représentés par leurs curateurs. Par acte passé à Montréal, devant Mtre O. Marin, notaire, le 27 septembre 1889, Louis Gaudreau, agissant comme curateur aux

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

substitutions créées par les testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, Joseph Duclos et Henriette Dumoulin, son épouse, qu'il autorise, agissant tous deux en leur qualité de tuteurs conjoints à Graziella Durocher et Louisa Durocher, filles mineures issues du mariage de Henriette Dumoulin et Napoléon G. Durocher, et représentant ce dernier, leur défunt père, qui était l'un des grevés des substitutions, comme un des enfants de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, une souche dans la dite succession ; Désiré Marcoux, Adeline Marcoux, épouse d'Alexander Batchelor, Delphine Marcoux, épouse d'Antoine Armand Beauchamp, Désilda Marcoux, épouse d'Alfred Boisvert, tous représentés par Elie Maillé, leur procureur, et Delphis Marcoux, alors absent de la province, représenté par François Xavier Elie Maillé, son curateur, Désiré Marcoux, Delphis Marcoux, Adeline Marcoux, Delphine Marcoux, et Désilda Marcoux, étant les seuls enfants vivants, issus du mariage d'entre Marguerite Durocher et Jean Baptiste Marcoux, et formant, à eux cinq, la souche représentant leur mère, enfant de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, dans les biens des substitutions. Marie Caroline Durocher, épouse séparée de biens d'Edouard Ferland et François Xavier Elie Maillé, agissant comme curateur aux biens de Louis Durocher, absent du pays, ont vendu à Marie Julie Durocher, épouse séparée de biens d'Elie Maillé, les lots Nos 828 du quartier St Laurent et 303 du quartier St Louis, dans la cité de Montréal ; à distraire cependant la partie du lot Nos 828 exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue St Laurent. Ce lot No 828 appartenait à Thomas Durocher et à Marie Coulombe, en vertu d'un acte de donation de Joseph Dufault, passé devant J. Belle, notaire, le 19 octobre 1833, et le lot No 303 leur appartenait en vertu d'un acte de vente de Rosalie Tavernier dit Sanspitié, épouse de Joseph Enau dit Deschamps, passé devant J. E. C. Labadie, notaire, le 4 octobre 1859. Il est déclaré dans cet acte de vente du 27 septembre 1889, que Louis Durocher, absent, Marie Julie Durocher, épouse d'Elie Maillé et Marie Caroline Durocher, épouse d'Edouard Ferland, étaient alors les seuls enfants vivants de Thomas Durocher et de Marie Coulombe ; que Graziella Durocher et Marie Louisa Du-

rocher étaient les deux seules enfants issues du mariage de Henriette Dumoulin avec feu Napoléon G. Durocher, un des enfants de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, et que Désiré Marcoux, Delphis Marcoux, Désilda Marcoux, Adeline Marcoux et Delphine Marcoux étaient les seuls enfants vivants issus du mariage de Jean Baptiste Marcoux avec Marguerite Durocher, une des enfants de Thomas Durocher et de Marie Coulombe. Cette vente du 29 septembre 1889 fut faite pour le prix de \$14,350.00, pour lequel les dits immeubles ont été adjugés, le 30 avril 1889, après trois criées faites à la porte de l'église paroissiale de Montréal, pendant trois dimanches consécutifs, à l'issue du service divin du matin, et aussi après affiches et annonces dans les journaux, le tout conformément à l'autorisation à vendre donnée par le protonotaire de la Cour Supérieure, à Montréal, le 11 avril 1889, et conformément au statut de Québec de 1889, 52 Vict., c. 109. Outre certains paiements que la dite dame Julie Durocher a faits, ou s'est obligée de faire, en vertu de l'acte de vente, une somme de douze mille piastres, balance du prix, est restée entre ses mains jusqu'à l'ouverture des substitutions, ou jusqu'à ce qu'il en fut ordonné autrement en justice, en en payant l'intérêt semi-annuellement à compter du 1er mai 1889, à qui de droit, au désir des testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, savoir : un cinquième à Marie Coulombe Durocher, épouse d'Edouard Ferland, un cinquième à Graziella Durocher et Marie Louisa Durocher, représentant toutes deux leur père Napoléon G. Durocher ; un cinquième à Désiré Marcoux, Delphis Marcoux, Adeline Marcoux, Delphine Marcoux et Désilda Marcoux, représentant leur mère Marguerite Durocher, et un cinquième au dit absent Louis Durocher. Quant à l'autre cinquième de la balance il fut stipulé dans l'acte, que l'acquéreur en aurait la jouissance sa vie durant, comme étant une des enfants de Thomas Durocher et de Marie Coulombe. Il est aussi déclaré à l'acte, que, comme Marie Julie Durocher, acquéreuse, avait acquis les droits des dits Désiré Marcoux, Delphis Marcoux, Adeline Marcoux, Delphine Marcoux et Désilda Marcoux, elle n'aurait aucun compte à leur rendre sur la part de ces derniers dans les dits biens. Il fut en outre convenu que la dite Marie Julie

1906,
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

Durocher n'aurait pas d'intérêt à payer sur la part de Louis Durocher, jusqu'au retour de ce dernier, ou jusqu'à ce qu'il en fut autrement ordonné en justice. Pour garantir le paiement de la balance du prix de vente, le lot No 828 fut hypothéqué jusqu'à concurrence de la somme de \$9,600.00, et le lot No 303 jusqu'à concurrence de \$2,400.00.

Le demandeur, Désiré Marcoux, après avoir allégué, en substance, les faits ci-dessus dans sa déclaration, ajoute que, dans l'acte de vente du 27 septembre 1889, le partage entre les co-héritiers du prix de la vente est illégal, parce qu'il y avait un cinquième enfant de Thomas Durocher et de Marie Coulombe qui était disparu du pays avant leur mort, et dont on n'avait jamais eu de nouvelle depuis, et qu'il lui fut attribué un cinquième, bien qu'aucune nouvelle de son existence ne fut donnée, lors du décès des testateurs ou depuis, qu'il fut aussi convenu illégalement que, tant que le dit absent ou ses héritiers ne reviendraient pas, les intérêts sur sa part resteraient à la mère des défendeurs, Marie Julie Durocher ; que, de plus, la dite Marie Durocher, la mère des défendeurs, invoquant l'achat qu'elle avait fait de la part du demandeur, il fut déclaré, dans l'acte du 27 septembre 1889, que les intérêts et le capital sur cette part, ainsi que sur les parts des autres enfants Marcoux qu'elle prétendait avoir toutes achetées, lui resteraient ; que, vu les termes des testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, les conventions susmentionnées sont nulles, en autant qu'elles enlèvent au demandeur tout ou partie de la part à laquelle il a droit dans ces successions, et que le demandeur n'a consenti à de telles conventions que dans l'ignorance de ses droits ; que la mère des défendeurs connaissait les testaments ; que depuis la passation de l'acte du 27 septembre 1889, ni la mère des défendeurs, ni les défendeurs qui sont ses héritiers, n'ont payé au demandeur sa part des intérêts et du capital des deux successions ; que le demandeur a, dans les circonstances, le droit de recouvrer des défendeurs cinq années d'arrérages d'intérêts, à six pour cent, sur sa part dans les successions, soit trois cents piastres, et le capital de sa part, soit mille piastres, et de demander que toutes les conventions à l'effet de lui enlever en tout ou en partie ses droits dans

les successions, soient déclarées nulles, et à ce que les défendeurs soient condamnés à lui payer la somme de treize cents piastres, pour les causes susdites, avec intérêt à compter du 3 juillet 1901, date de la déclaration et les dépens.

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu. J.

Les défendeurs ont plaidé à cette action, que, par l'acte du 24 mai 1886, le demandeur a vendu tous ses droits dans les successions de Thomas Durocher et de Marie Coulombe à Marie Delphine Marcoux, et que cette dernière, par l'acte du 12 septembre 1888, a vendu les mêmes droits à Marie Julie Durocher, la mère des défendeurs ; que le demandeur, étant garant de ses actes personnels, et étant actuellement propriétaire de sa prétendue part dans les successions, ne peut la réclamer maintenant, vu que la substitution a été ouverte le 5 juin 1901, et que son droit d'action est éteint ; que le demandeur a, par l'acte du 24 mai 1886, cédé tous ses droits dans la part qui pouvait revenir à Louis Durocher, et qu'en outre les défendeurs sont comptables à Louis Durocher de sa part dans les successions, et que son décès n'est pas prouvé et que le demandeur ne peut rien réclamer dans les successions.

Thomas Durocher et Marie Coulombe, par leurs testaments, se sont réciproquement donné leurs biens et ont créé une substitution en faveur de leurs enfants d'abord, puis en faveur de leurs petits-enfants. La substitution en faveur des enfants des testateurs devait s'ouvrir au décès du survivant ; et elle s'est ainsi ouverte en 1874, par le décès de Marie Coulombe qui avait survécu à son mari. Les biens des testateurs furent alors recueillis par leurs enfants et petits-enfants alors vivants, vu que, par les termes des testaments, la représentation avait lieu. Les enfants et petits-enfants des testateurs, qui ont ainsi recueilli les biens, lors du décès de Marie Coulombe, n'en étaient pas propriétaires définitifs ; ils devaient garder ces biens jusqu'au décès du dernier vivant des enfants des testateurs, et jusqu'à la majorité du plus jeune de leurs petits-enfants, pour alors, les rendre à ceux des petits-enfants qui seraient alors vivants, ou aux descendants de ces petits-enfants vu que, encore là, la représentation devait avoir lieu par les termes des testaments.

Le demandeur est un des petits-enfants des testateurs.

Les testateurs ont eu cinq enfants, qui étaient appelés à re-

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
Mathieu, J.

cueillir ces biens, mais le défendeur allègue, dans sa déclaration que Louis Durocher, l'un de ces enfants, était disparu depuis avant la mort des testateurs et qu'on n'a jamais eu de nouvelles de lui depuis son départ.

Lorsqu'une succession s'ouvre en faveur d'une personne qui a eu un domicile dans la province, et qui a disparu, sans que l'on n'ait eu aucunes nouvelles de son existence, elle est dévolue à ceux avec lesquels elle aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut et quiconque réclame un droit d'un absent dans une succession doit prouver que cet absent existait quand la succession s'est ouverte, et à défaut de cette preuve il est déclaré non recevable dans sa demande, (art. 86, 104 et 105 C. C.).

Louis Durocher qui, suivant les allégations du demandeur lui-même, était absent de la province, dans le sens de l'article 86 et des articles 104 et 105 C. C., lors du décès des testateurs, n'a rien recueilli dans la succession.

Le demandeur, qui, par l'acte du 24 mai 1886, a prétendu céder à Marie Delphine Marcoux, sa sœur, des droits dans les successions de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, lui venant de son oncle, Louis Durocher, n'avait aucun droit dans ces successions du chef de cet oncle.

Pour pouvoir en réclamer, il lui eut fallu prouver que son oncle Louis Durocher existait quand ces successions ont été ouvertes, ce qu'il n'a pas fait, soutenant au contraire, que Louis Durocher est parti avant le décès des testateurs et que l'on n'a pas eu de nouvelles de lui depuis son départ.

Il faut donc retrancher Louis Durocher du nombre des enfants des testateurs appelés à recueillir leurs biens.

En conséquence, lors de l'ouverture de la substitution par le décès de Marie Julie Durocher le 5 juin 1901, il n'y avait que quatre souches pour réclamer les successions de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, savoir : 1o. les enfants de Marie Julie Durocher, les défendeurs en cette cause ; 2o. les enfants de Marie Caroline Durocher, madame Ferland ; 3o. les enfants de Napoléon Durocher et 4o. les enfants de Marguerite Durocher dont le demandeur fait partie.

Ces derniers, les enfants de Marguerite Durocher, sont au

nombre de trois, et ainsi le demandeur aurait droit au tiers du quart des biens laissés par Thomas Durocher et Marie Coulombe, c'est-à-dire un douzième.

Par les testaments de Thomas Durocher et de Marie Coulombe, ce douzième dans leurs biens, qui est échu au demandeur lui est donné pour lui servir de subsistance et d'aliments et jusqu'à l'ouverture de la substitution le 5 juin 1901, les testateurs en ont prohibé l'aliénation et l'ont déclarée insaisissable.

Le vendeur est tenu de remplir son rôle de vendeur et les conséquences qui en découlent, autant qu'il lui est légalement possible de le faire, et si, postérieurement à la vente, il devient, pour une cause quelconque, en état de faire la délivrance de la chose vendue, il doit exécuter cette obligation qui résulte de la vente qu'il a faite.

Tant que la vente n'est pas résiliée, l'obligation du vendeur de transférer la propriété à l'acheteur subsiste et, comme dans notre droit, l'obligation de transférer la propriété, s'accomplit *ipso jure*, il s'ensuit que du moment que l'obstacle qui empêchait la transmission de la propriété a disparu, cette propriété passe à l'acheteur.

On doit présumer que le consentement du demandeur à la vente du 24 mai 1886 a persisté jusqu'à sa demande en révocation de cet acte.

Avant sa demande en révocation et pendant que le consentement du demandeur à la vente persistait, la propriété des droits du demandeur a pu passer et a, de fait, passé du demandeur à sa sœur, Marie Delphine Marcoux.

Au moment que la prohibition d'aliéner cessait d'avoir son effet, alors que le consentement des parties à la vente persistait, la propriété a passé à l'acquéreur d'une manière définitive et irrévocable (6 Marcadé, page 217).

La demande est mal fondée, et l'action est renvoyée avec dépens.

Geoffrion, Geoffrion & Cusson, pour le demandeur.

Benj. Benoit, pour les défendeurs.

Philippe Demers, C. R., conseil.

1906
—
Marcoux
v.
Maillé.
—
Mathieu, J.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTREAL, 22 septembre 1906.

Présent :—SAINT-PIERRE, J.

LAIR v. AUTHIER ET AL.

Brevets d'invention — Action en contrefaçon — Invention brevetable — Fardeau de la preuve — Application de nouveaux moyens à une machine connue — Fausses représentations — Nullité.

JUGÉ :—10. Lorsque dans une action en contrefaçon de brevet d'invention la validité du brevet est attaquée pour le motif que l'invention n'est pas brevetable, c'est sur le breveté que tombe le fardeau de la preuve qu'elle l'est.

20. L'application de nouveaux moyens à une machine connue n'est brevetable qu'autant qu'elle constitue un perfectionnement ou qu'elle produit un résultat utile et différent de celui obtenu par la machine primitive.

30. Non seulement l'application des nouveaux moyens, mais l'amélioration, les avantages ou le perfectionnement qui en résultent doivent être énoncés dans le brevet ou le mémoire descriptif qui en fait partie.

40. Un brevet d'invention obtenu au moyen de fausses représentations est nul.

SAINT-PIERRE, J. :—

Il s'agit en cette cause de la validité d'un brevet d'invention.

Le demandeur, qui est le porteur d'un brevet pour ce qu'il désigne comme étant "un perfectionnement dans la construction des engins à gazoline", poursuit en justice Emile Authier, Raoul Authier et André Mermette, qui font affaires à Montréal sous le nom de "The Montreal Gas Engine Company," et les accuse de contrefaçon.

Avant d'énoncer les prétentions respectives des parties, il est nécessaire de dire un mot au sujet de ce qui constitue le principe moteur dans les engins à gazoline et plus particulièrement de la partie de l'engin appelée *l'inflamateur*, pour le perfectionnement duquel le demandeur nous dit avoir obtenu un brevet d'invention.

Tout le monde sait que, dans ces engins, le pouvoir moteur n'est rien autre chose que la force d'expansion du gaz qui s'échappe de la gazoline, expansion que l'on obtient au moyen d'une explosion produite par l'ignition. La partie de la machine destinée à mettre le feu au gaz s'appelle *l'inflamateur*.

1908
—
Lair
v.
Authien
—
Saint-Pierre
J.

L'idée d'utiliser la force expansive du gaz dans les engins à gazoline n'est pas nouvelle ; elle remonte à plus de quarante ans ; mais le mode employé pour enflammer le gaz n'a pas toujours été le même. Des centaines de brevets ont été pris à diverses dates par différents inventeurs, tant en Europe qu'en Amérique, tous tendant à rendre de plus en plus parfaite l'idée première.

Parmi les inventeurs qui, à une date comparativement récente, sont parvenus à perfectionner cette partie de l'engin à gazoline que l'on nomme *l'inflamateur* il faut mettre au premier rang John W. Raymond, mécanicien bien connu de San Francisco aux Etats Unis. Son invention, toute ingénieuse qu'elle soit, est cependant fort simple.

En voici la description en quelques mots : vis-à-vis de ce que l'on appelle la "chambre d'ignition", à la tête du piston, une aiguille en acier traverse les parois du cylindre, pénètre jusqu'à une bonne distance à l'intérieur. Tout près de la pointe de cette aiguille se trouve une roulette fixée au bout d'une tige également en acier qui passe à travers la tête du cylindre et se relie à l'extérieur à un mécanisme qui la met en action. Cette roulette est armée d'une dent qui, à chaque révolution, vient en contact avec la pointe d'acier dont je viens de parler ; comme elle communique par un fil en métal à une batterie électrique et qu'un autre fil de la même batterie électrique est attaché à la pointe d'acier, il arrive, qu'au moment du contact entre la dent de la roulette et la pointe d'acier qui toutes deux se trouvent alors chargées d'électricité contraire, il s'échappe une étincelle électrique qui met le feu au gaz introduit dans la chambre d'ignition et produit l'explosion dont on a besoin pour refouler le piston.

Raymond a obtenu son brevet d'invention à Washington, le 20 décembre 1892. D'après la loi des Etats Unis, ce brevet

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

devra demeurer en force pendant une période de dix-sept années et ne prendra fin que le 20 décembre 1909 ; rien ne fait voir qu'il ait jamais fait enregistrer son brevet au Canada.

Le 4 mai 1901, huit ans après la date de l'enregistrement du brevet de Raymond, Paul Lair, le demandeur, obtint et fit enregistrer à Ottawa le brevet qui fait la base de sa présente action.

Dans sa machine on retrouve exactement le principe de l'inflamateur Raymond. L'étincelle, tout comme dans la machine de ce dernier, est produite par le contact entre une pointe d'acier qui pénètre à l'intérieur du cylindre et une roulette fixée au bout d'une tige, laquelle, passant à travers les parois du cylindre, vis-à-vis la "chambre d'ignition," comme dans la machine de Raymond, est mise en mouvement par un mécanisme qui se trouve en dehors du cylindre.

Jusque-là on peut dire que l'inflamateur dans les deux machines est presque identiquement le même ; mais voici en quoi, suivant les prétentions que l'on trouve émises dans la déclaration du demandeur, l'une diffère de l'autre : dans la machine de Raymond, le mouvement de rotation de la roulette est un mouvement continu, et comme cette roulette n'a qu'une seule dent, le contact avec l'aiguille en acier ne se produit qu'une fois par révolution, tandis que, dans la machine du demandeur, la roulette est armée de six dents et son mouvement de rotation est six fois plus lent.

Le demandeur réclame, en sus, comme faisant partie du perfectionnement qu'il prétend avoir apporté dans la construction de sa machine, le fait que, dans son système d'inflamateur, le mouvement de rotation de la roulette, au lieu d'être continu, comme dans la machine de Raymond, a été modifié de manière à le rendre intermittent, au moyen d'un cliquet qui en interrompt le mouvement chaque fois que le contact entre la roulette et la pointe d'acier se produit.

Il affirme que cette modification dans la forme de la roulette et dans le mécanisme qui la met en action constitue un perfectionnement utile dans les machines alors connues, (ce qui au fond veut dire les machines Raymond), et que c'est à cause

de ce perfectionnement qu'un brevet d'invention lui a été octroyé. Sa prétention est qu'en ralentissant le mouvement de la tige de la roulette, il a rendu à peu près nulles les chances du grippage dans le collet où elle tourne ; que ce changement dispense de la nécessité de huiler ou de graisser la tige en question, à son point de contact à travers les parois du cylindre, et qu'il diminue l'usure de cette pièce.

Par sa présente action il se plaint que les défendeurs, qui sont comme lui des fabricants d'engins à gazoline, ont copié son inflammateur et qu'ils se sont rendus coupables de contrefaçon à son détriment.

Dans ses conclusions il demande que défense soit faite aux défendeurs de continuer à l'avenir de construire des machines qui soient une reproduction de celle décrite dans son brevet et qu'ils soient condamnés à lui payer, à titre de dommages-intérêts, une somme de trois mille dollars. Il demande en outre que les machines, qui ont été construites par eux, en violation de son brevet, soient déclarées confisquées à son bénéfice, et que les défendeurs soient tenus de lui rendre compte des profits qu'ils ont réalisés par la mise en usage des dites machines, le tout avec dépens.

Les défendeurs ont opposé à cette action un plaidoyer spécial.

Après avoir nié les allégués de la déclaration, ils invoquent en substance les moyens suivants :

1 Le demandeur n'a rien inventé, ni rien fait breveter de ce qui est mentionné dans sa déclaration ;

2 Le brevet qu'il invoque ne couvre pas les prétendus avantages qu'il décrit.

3 Le dit brevet doit être cassé et annulé pour la raison qu'il a été obtenu sous de faux prétextes, le demandeur s'étant représenté comme l'inventeur du système d'inflammateur qu'il y décrit, lorsque, de fait, ce système était déjà connu et en usage dans le public depuis longtemps.

4 Les défendeurs, s'il est vrai de dire qu'ils ont imité une invention quelconque, se sont inspirés du brevet de J. W. Raymond, obtenu par ce dernier aux Etats Unis, le 20 décembre 1892, sous le numéro 488495, lequel brevet est antérieur de

1906
Lair
v.
Authien
—
Saint-Pierre,
J.

1906
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

de plus de huit années à celui obtenu au Canada par le demandeur, et était, à l'époque où ils l'ont imité, depuis longtemps dans le domaine public au Canada.

5 Il n'existe rien, dans le prétendu perfectionnement du demandeur, qui empêche les pièces de l'inflamateur de s'échauffer, et les allégués de sa déclaration, pas plus que les revendications contenues dans son brevet, ne font nullement voir comment le surchauffage est évité au moyen de sa prétendue invention.

6 De fait, le surchauffage continue d'exister dans les machines construites d'après le brevet du demandeur, tout autant que dans les autres.

7 Il n'est pas nécessaire de graisser le mécanisme de l'inflamateur et il n'existe aucun grippage quand les pièces qui le composent sont construites par des personnes compétentes et avec des matériaux appropriés et de bonne qualité.

8 Les défendeurs admettent avoir fabriqué quelques machines en s'inspirant de la patente Raymond, mais nient qu'ils aient jamais copié les machines manufacturées par le demandeur, et encore moins imité les dessins annexés à son brevet.

9 Si, comme il l'affirme, le demandeur a obtenu son brevet d'invention en représentant, que le prétendu perfectionnement qu'il revendique avait pour effet de mettre fin au surchauffage, de rendre le graissage inutile, et de diminuer l'usure des pièces, il a obtenu son dit brevet sur des représentations fausses, attendu que rien de tel ne peut être réclamé comme résultat de sa prétendue invention.

10 Sa présente action est une action vexatoire, inspirée par jalousie de métier et intentée par le demandeur dans le but de se faire de la réclame et de nuire aux défendeurs.

Par leurs conclusions, ils demandent que la patente soit déclarée nulle et de nul effet et que la présente demande en justice, ainsi dirigée contre eux, soit rejetée avec dépens.

Le demandeur a produit son brevet à l'appui de son action.

De leur côté, les défendeurs ont mis au dossier une copie du brevet de Raymond, copie dont l'authenticité a été admise par les parties.

Je dois dire immédiatement que pas plus dans son brevet que dans son mémoire descriptif annexé, il n'y a absolument rien de ce que le demandeur revendique aujourd'hui dans sa déclaration comme produisant les avantages spéciaux qu'il réclame. On y trouve bien la description de la machine, description qui a été rendue encore plus claire par les excellents dessins qui l'accompagnent ; mais pas un seul mot au sujet de grippage, de l'usure des pièces ou de la nécessité du graissage, comme étant autant d'inconvénients qu'il a réussi à faire disparaître au moyen de la machine dont il donne la description.

Avant de procéder à l'examen de ce que j'appellerai les points capitaux et essentiels de la cause, il est important de disposer immédiatement d'une couple de questions préliminaires, dont l'examen s'impose tout d'abord.

La première question est la suivante :

A la date du 4 mai 1889, date du brevet obtenu par le demandeur, l'invention brevetée par Raymond à Washington, le 20 décembre 1892, était-elle tombée dans le domaine public au Canada ?

Cette question doit être résolue dans l'affirmative. Aucune preuve n'a été faite devant moi aux fins d'établir que Raymond se soit prévalu des dispositions de la clause 8 de l'acte des brevets d'invention du Canada (35 Victoria, chapitre 26), pour prendre un brevet au Canada durant la période des douze mois qui ont suivi la date de celui qu'il avait obtenu à Washington, ainsi qu'il lui était loisible de le faire sous l'autorité de cette clause ; tandis que, d'un autre côté, il a été prouvé de manière à ne laisser aucun doute que, non seulement cette invention était connue au Canada, le 4 mai 1899, mais qu'on y fabriquait et qu'on y vendait ouvertement et journellement des machines dont les inflammateurs n'étaient que la reproduction de celui inventé par Raymond.

Voici la seconde question :

Lair, le demandeur, aurait-il pu être poursuivi pour contrefaçon par Raymond, si ce dernier eût fait enregistrer son brevet au Canada ?

1906
Lair
v.
Authier.
Saint-Pierre,
J.

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

J'écarte pour le moment les revendications spéciales contenues dans la déclaration et dont j'aurai occasion de parler plus loin.

Voyons en quoi consistent les changements qu'il a faits :

Quoique le demandeur ait prétendu que son invention était toute entière de lui, et qu'il ait affirmé n'avoir jamais vu le brevet de Raymond avant la date de son propre brevet, il est difficile d'arriver à la conclusion qu'il ignorait l'invention de Raymond. S'il ne s'est pas inspiré directement du brevet de Raymond, il me paraît indéniable qu'il a dû construire sa machine, soit en copiant des dessins qui la représentent, soit en se servant de la machine elle-même comme modèle. Il n'est pas possible qu'une ressemblance aussi complète que celle que l'on constate entre sa machine et celle de Raymond ne soit que le résultat du hasard. On peut dire que la machine Lair n'est rien autre chose en substance que la machine Raymond (je parle de l'inflamateur, bien entendu), sauf les changements introduits par le demandeur.

Or, voici en quoi consistent ces changements :

1—Il a agrandi la roulette afin de lui faire porter six dents au lieu d'une ;

2—Il a ralenti le mouvement de cette roulette au moyen de roues d'engrenage qu'il a substituées à la chaîne qui, dans la machine Raymond, est chargée de transmettre le mouvement du volant à l'essieu de la roulette ;

3—Il a remplacé, en se servant d'une roue à cliquet, le mouvement rotatif continu, qui existe dans l'inflamateur Raymond, par un mouvement intermittent.

Résultat total : il a ralenti le mouvement de la roulette sans modifier en rien son action sur la pointe d'acier. L'étincelle se produit ni mieux, ni moins bien que dans la machine de Raymond.

Maintenant, étant donné que le principe de la machine est demeuré le même et que l'effet que l'on veut produire est identique, à quelle conclusion devons-nous en arriver au sujet des changements opérés par le demandeur ? N'était-ce pas tout simplement déguiser la machine Raymond au moyen de la

substitution de pièces équivalentes à celles que l'on remplaçait ?

Toutes les autorités et tous les précédents que j'ai consultés sur ce point sont unanimes à dire que telle doit être la conclusion que l'on doit tirer de cet état de choses.

"There are two tests of equivalency, dit Walker dans son traité intitulé *Text Book on Patent Laws*, (1) Identity of functions ; (2) substantial identity of way of performing "that function." (Voir Walker §§ 32 *et seq.*) "One thing may be an equivalent for another, dit Ridout, (*Patent Laws of Canada*) if it performs the same function in substantially the same way, producing substantially the same result. One mechanic may furnish the power by means of a lever and another by means of a screw, yet the lever may be an equivalent for the screw, though they are different elementary mechanical powers."

"If an alleged improvement is merely the substitution of a mechanical or chemical equivalent in the place of part of the old combination, it is not patentable" (Voir Ridout, *Treatise on the Patent Laws of the Dominion of Canada*, under the title *mechanical equivalency*, pages 123, 124, 125 and 126).

"Two things are the same, in the sense of the patent law, when they perform the same function in substantially the same way and accomplish the same result." (Voir Ridout, page 129.)

J'ai supposé le cas où Raymond aurait fait enregistrer son brevet à Ottawa et je me suis demandé si, laissant de côté les avantages particuliers que Lair, le demandeur, réclame aujourd'hui en faveur de ce qu'il appelle son perfectionnement, une poursuite en contrefaçon contre lui aurait pu être maintenue. Ma réponse est sans hésitation dans l'affirmative.

Raymond, comme je l'ai déjà dit, n'a pas fait enregistrer son brevet au Canada ; mais doit-on conclure de là que Lair, le demandeur, avait le droit de faire breveter pour son bénéfice personnel l'invention de Raymond, modifiée, comme je l'ai expliqué plus haut, au moyen de la substitution de certaines pièces équivalentes à celles qui existaient déjà ? Je réponds :

1906

Lair

v.

Authier.

Saint-Pierre,
J.

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

non. Il n'avait pas plus de droit sur ce qui était devenu la propriété du public qu'il n'en aurait eu sur ce qui aurait été celle de Raymond, dans le cas où ce dernier aurait jugé à propos de protéger son invention en la faisant breveter au Canada. Aussi le demandeur s'est-il hâté de nous informer que ce n'est pas l'invention de Raymond qu'il a entendu faire breveter, mais bien le perfectionnement qu'il dit y avoir apporté. C'est le point que nous allons maintenant examiner.

Ce perfectionnement consiste dans les trois résultats suivants :

1—“En ralentissant le mouvement de l'essieu de la roulette, dit le demandeur, et en modifiant la forme de la roulette elle-même, j'évite le surchauffage dans cet essieu, et partant, le grippage dans le collet à l'endroit où il traverse les parois du cylindre ;

2—“ Par ce mécanisme amélioré je rends inutile le graissage de l'essieu de la roulette ;

3—“ Je diminue l'usure de l'essieu en question.”

Ici, nous sommes arrivés au vif même des diverses questions soulevées par le plaidoyer.

Le fait de ralentir le mouvement d'une machine et celui de substituer, pour arriver à cette fin, un mécanisme connu et qui ne serait que l'équivalent de celui alors en usage, sans produire aucun effet autre que celui déjà obtenu auparavant, peut-il constituer une invention qui serait susceptible d'être brevetée ? Je ne le crois pas. Si on accordait des brevets d'invention pour une opération aussi simple, il n'y a pas de mécanicien qui ne pourrait pas en obtenir par centaines. Pour justifier l'octroi d'un brevet d'invention, il faut quelque chose de plus tangible et de mieux défini ; il faut qu'il y ait découverte ou invention. Il y a plus : pour qu'il y ait invention, lorsqu'il s'agit d'une machine, il faut découvrir un remède à un mal existant, obvier à une difficulté reconnue, à un obstacle que jusque-là on avait vainement cherché à faire disparaître. Il faut en un mot, suivant l'expression des auteurs, “obtenir un résultat utile à l'art ou à l'industrie.” Si on prétend avoir remédié à une défectuosité, il faut démontrer, non seulement que telle défectuosité existait, mais encore que le perfectionnement in-

diqué a été efficace et qu'il a pu la faire disparaître. Et que l'on remarque bien qu'il ne suffit pas de se confiner dans le domaine des théories purement spéculatives, il faut démontrer qu'on a obtenu un résultat pratique et réel.

Dans la cause de *Gadd vs The Mayor of Manchester* ⁽¹⁾, jugée en Angleterre, le 4 novembre 1892, je trouve que cette règle a été définie dans les termes suivants :

" A patent for a new use of a known contrivance is good and
 " can be supported, if the new use involves practical difficulties
 " which the patentee has been the first to see and overcome
 " by some ingenuity of his own. An improved thing, produced
 " by a new and ingenious application of a known contrivance
 " to an old thing, is a manner of new manufacture within the
 " meaning of the statute. If, practically, there are no difficul-
 " ties to be overcome in adopting an old contrivance to a new
 " purpose, there can be no ingenuity in overcoming them and
 " there will be no invention. The same rules apply, when the
 " means are so obvious as to be apparent to every one of or-
 " dinary intelligence".

Le demandeur nous dit dans sa déclaration que son objet en ralentissant le mouvement de la machine alors en usage (ce qui, comme je l'ai fait observer plus haut, veut dire en réalité la machine Raymond), a été de faire disparaître les chances du grippage, de diminuer l'usure de l'essieu de la roulette et d'arriver à supprimer le graissage. Ce sont là autant d'avancés dont il nous faut contrôler l'exactitude. Il s'agit ici de simples questions de fait.

Est-il vrai que, dans l'inflamateur Raymond, l'essieu de la roulette est sujet au grippage ? Est-il vrai que le grippage, lorsqu'il a lieu, est produit par l'expansion du métal qui entre dans la confection de l'essieu, par suite du développement de la chaleur, développement amené par un mouvement de rotation trop rapide ? Est-il vrai que le ralentissement du mouvement de rotation de la roulette, dans la machine du demandeur, a pour effet d'empêcher l'expansion du métal, et par

1906

Lair

v.

Anthier.

Saint-Pierre,
J.

(1) 9 T. L. R. 42.

1906
 —
 Lair
 v.
 Authier.
 —
 Saint-Pierre,
 J.

tant, de remédier à l'inconvénient du grippage ? Est-il vrai que, dans les machines construites d'après le brevet du demandeur, il y a absence de grippage ? Est-il vrai que, dans ces dernières machines, il y a moins d'usure des pièces, et que par là on obtient un résultat économique appréciable ? Est-il vrai qu'il faille graisser l'essieu de la roulette dans la machine Raymond, et que cette opération est devenue inutile dans la machine du demandeur ? Y a-t-il là encore un résultat économique, appréciable ?

Le demandeur a fait entendre plusieurs témoins, la plupart de simples ouvriers à son emploi, mais dont aucun ne peut être considéré comme étant un expert. Tous s'accordent bien à dire, en termes généraux, qu'un essieu surchauffé, surtout s'il a été mal construit ou mal ajusté, ou s'il a été fait avec de l'acier non trempé, est susceptible de gripper dans son collet ; mais leurs connaissances ne s'étendent pas au-delà de cette affirmation. Le demandeur lui-même, interrogé sur ce point, s'est contenté de donner comme eux une réponse purement théorique. Je cite de sa déposition *on discovery* ; on lui parle des avantages qu'il revendique en faveur de son prétendu perfectionnement :

“ Q.—Vous dites : de diminuer six fois la vitesse de rotation
 “ de l'essieu de la roulette, d'en diminuer l'usure d'autant, de
 “ prévenir tout grippage ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Dans les machines inventées auparavant, avec une
 “ seule dent ou moins de six, il y avait du grippage ?

“ R.—Oui.

“ Q.—Comment savez-vous qu'il y avait du grippage ?

“ R.—Parce que c'est bien compréhensible pour un mécanicien qui sait ce que c'est que le travail d'une pièce.

“ Q.—Comme question de fait, est-il à votre connaissance
 “ qu'il y avait du grippage ?

“ R.—Je ne l'ai pas vu moi même. ”

Pas un seul des témoins qu'il a fait entendre n'a pu en dire davantage. Leurs réponses, comme les siennes, sont purement spéculatives et théoriques. D'un autre côté, ces mêmes

témoins admettent que, dans la machine du demandeur, il est arrivé qu'il y a eu du grippage quelque fois, mais ils attribuent cet accident au fait que les pièces avaient été mal construites et mal ajustées. Aucun d'eux n'a jamais constaté le fait que, dans les machines Raymond, il y avait dû grippage. Tous se contentent de dire que les chances du grippage doivent être plus fréquentes dans les machines Raymond que dans celles du demandeur, pour la raison que l'essieu de la roulette, dans les machines Raymond, tourne plus rapidement que dans celles du demandeur ; mais pas un seul n'a pu affirmer que l'essieu de la roulette dans la machine Raymond grippait plus fréquemment que dans les machines du demandeur.

De tous les témoins qui ont été appelés de part et d'autre, celui à mon avis, qui a parlé "mécanique" le plus intelligemment, a été le témoin James Hunter, entendu de la part des défendeurs. Son langage, en s'exprimant en français, est loin d'être académique, mais ses explications sont si claires et si concluantes que je crois devoir en citer quelques passages.

Après avoir fait la comparaison entre les deux patentes, voici comment il s'exprime (page 11): " Il faut toujours considérer le but ; est-ce que l'un des deux principes allumerait le gaz l'un mieux que l'autre ? Je dis : non. Maintenant, est-ce que l'un serait plus avantageux que l'autre ? Je ne crois pas. Il n'y a aucune raison pourquoi l'un serait plus avantageux que l'autre."

" Q.—Le demandeur dit, qu'en faisant partir une étincelle six fois pour un seul tour, il réduit la vitesse de rotation de son arbre de couche et l'empêche de s'échauffer ?

" R.—Sur ce point encore, d'après mon opinion, cela n'a pas de bon sens et je vais vous dire pourquoi ; cet arbre de couche là ne fait pas d'ouvrage ; c'est une petite affaire qui ne force pas ; mais la partie qui force c'est le *shaft* de l'engin. Le *shaft* de l'engin fait le même effet (fonctionne de la même manière) il *vire* aussi dans un étui et c'est lui qui supporte toute la force de l'engin et de l'ouvrage. . . . Cette partie-ci (l'essieu de la roulette) n'est qu'une partie secondaire qui ne fait pas beaucoup d'ouvrage. . . . Il n'y a pas de doute, dans

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre
J.

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

“ mon idée, que ces deux principes-là (deux machines, Raymond
“ et Lair) travailleraient aussi bien l'une que l'autre, pour la
“ raison qu'ils ne peuvent pas gripper, si on se sert des propres
“ matériaux, c'est-à-dire de matériaux appropriés.
“ Q.—N'est-il pas vrai que si ce petit *shaft*, ce petit arbre
“ de couche, tourne plus rapidement il sera susceptible de s'é-
“ chauffer plus rapidement, et alors, de se figer plus rapide-
“ ment par suite de l'expansion de la matière par l'expansion
“ du fer ?
“ R.—Pour avoir de la chaleur, il faut absolument avoir de
“ la friction, c'est cela qui fait la chaleur. Pour avoir de la
“ friction il faut avoir plus ou moins de pesanteur. Alors, si
“ dans ce cas-ci (il parle de la machine du demandeur) le mou-
“ vement, qui travaille sur ce principe, ne colle pas, l'arbre de
“ couche ne collerait pas dans l'autre machine non plus.”
On lui demande s'il n'est pas arrivé, à sa connaissance, qu'un
yacht à vapeur se soit jamais arrêté dans sa course, par suite
du grippage de l'essieu de la roulette de l'inflamateur. Voici
sa réponse :
“ R.—Je n'ai jamais eu connaissance personnellement de
“ cette affaire-là (d'une chose de ce genre-là) ; généralement la
“ chaleur se produit dans les coussinets de l'engin (le témoin
“ veut dire dans les coussinets de l'arbre de couche de l'en-
“ gin) Ce n'est pas dans cette partie-ci (il indique l'in-
“ flamateur) que cela se produit. Je peux dire que jamais je
“ n'ai entendu parler de cela personnellement, et que je n'ai ja-
“ mais été témoin que ces morceaux-là aient *collé*. Il n'est pas
“ dans mon expérience que cette partie-là ait *collé*. Ce qui
“ fait chauffer ce morceau ce n'est pas précisément la vitesse
“ c'est la chaleur en dedans de l'engin. Il y a une tempéra-
“ ture d'autour de trois mille degrés Farenheit ou de quinze
“ cents degrés centigrades. C'est cette chaleur-là qui est
“ plus sujette à faire gripper ; mais cela ne fait pas beaucoup
“ de différence, la raison de la vitesse avec laquelle il *vire*. Les
“ morceaux prennent leur chaleur par la conductibilité ; mais
“ il faut remarquer que ces morceaux-là passent au travers
“ d'une partie de l'engin et que l'eau circule tout autour de la
“ partie où ils passent au travers du cylindre de l'engin, et c'est

“ si petit relativement à la masse d'eau et de fer que cela ne
 “ peut pas chauffer, vu la grande quantité d'eau qu'il y a tout
 “ autour. Ils ne chauffent pas assez pour *poigner*.”

1906
 —
 Lair
 v.
 Authier.
 —
 Saint-Pierre,
 J.

Un peu plus loin, il répète de nouveau les explications qu'il vient de donner, à savoir que l'arbre de couche de la roulette prend tout naturellement la température du cylindre dans lequel il pénètre et que c'est le cylindre échauffé par les explosions du gaz qui lui donne sa chaleur ; que le peu de calorique créé par la rotation de cette petite pièce sur elle-même, est si faible, qu'il ne compte pour rien et se perd dans la masse de chaleur produite par les explosions presque continues de la gasoline à l'intérieur du cylindre. Il explique cependant que, grâce à l'eau que l'on fait circuler continuellement autour du cylindre, cette chaleur est tenue sous contrôle et n'excède presque jamais cent degrés Farenheit.

Interrogé au sujet du mérite respectif du mécanisme de l'inflamateur dans les deux machines, il semble enclin à donner la supériorité à la machine Raymond, pour la raison qu'étant d'un mécanisme plus simple et composée de moins de petites pièces elle est moins susceptible de se déranger. Quant à l'usure, elle est, d'après lui, à peu près la même dans les deux machines.

Lorsqu'on lui demande son appréciation au sujet du mécanisme que le demandeur a substitué à celui de Raymond, il nous déclare que le demandeur n'a rien fait autre chose que d'appliquer des pièces parfaitement connues en mécanique et qui sont en usage depuis bien longtemps. Pour appuyer son assertion, il produit un livre (exhibit D7) publié à New York en 1898, par la maison Munn & Co., 361, Broadway, intitulé “Gas, gasoline and oil vapor engines,” et dont l'auteur est un ingénieur mécanicien du nom de Gardner D. Hiscox. Ce livre donne l'historique du développement graduel des engins à gaz. Le témoin indique aux pages 94 et 95 de ce livre, des dessins qui font voir le mécanisme d'un inflamateur fonctionnant, depuis longtemps, au moyen d'un cliquet, à peu près comme celui que l'on trouve dans la machine du demandeur.

Sa déposition, sur tous ces points est corroborée par celle

1906
—
Lair
v.
Authier.
Saint-Pierre,
J.

d'Ovide Parent, ingénieur mécanicien, employé à la prison de Montréal.

Les explications données par ces deux témoins sont tellement concluantes qu'elles ne me laissent aucun doute sur l'appréciation que l'on doit faire des prétentions du demandeur. Il me paraît évident que les effets particuliers, qu'il prétend revendiquer dans sa déclaration en faveur du changement qu'il a introduit dans la machine Raymond, n'existent pas en réalité. Non seulement il n'a pas été prouvé que l'essieu de la roulette grippait dans la machine Raymond, mais il a été démontré que le grippage, s'il y en avait, serait dû à une cause toute autre que celle qu'il indique et nullement à la rapidité du mouvement de rotation de ce petit essieu.

À propos de la question d'usure, la preuve a démontré que l'usure dans les deux machines était à peu près la même.

Quant au graissage, la différence entre les deux ne serait pas appréciable.

Je pourrais m'arrêter là, et débouter le demandeur des fins de ses conclusions en m'appuyant sur la section 28 de notre loi, qui déclare nuls tous les brevets obtenus sur des représentations fausses; mais, comme on a soulevé d'autres questions dont la solution peut intéresser, non seulement les parties en cette cause, mais aussi les personnes qui s'occupent activement de ces questions d'invention et de brevets, je crois qu'il est préférable que je donne une réponse aux autres questions qui ont été soulevées.

Voici la seconde question :

Le demandeur, comme je l'ai dit plus haut, a bien donné de l'inflamateur de son engin une description détaillée et complète dans son mémoire descriptif, mais il ne s'y trouve pas un seul mot au sujet du grippage, ni des autres avantages qu'il réclame aujourd'hui par son action. Sa prétention devant le tribunal, a été qu'il n'était pas nécessaire de faire mention spécialement au mémoire descriptif, des avantages que, dans sa présente action, il réclame pour sa machine. D'après lui, ces avantages se déduisent par inférence de la description de la machine elle-même, et il en conclut que son brevet, tel

qu'il est, contient tout ce qui est nécessaire pour justifier et légitimer les conclusions de sa déclaration.

Je ne crois pas que cette prétention soit soutenable. Elle est en contradiction directe avec l'opinion unanime des auteurs et l'autorité des précédents et, je dirai même, avec le texte de notre loi.

“ Ajoutons, dit Pouillet, pour compléter ce que nous avons dit dans le paragraphe précédent, que c'est dans le brevet lui-même que doit être mentionnée l'application industrielle. Cela est au surplus de toute évidence. Il serait trop facile d'échapper à la nullité édictée par la loi, si l'inventeur pouvait se prévaloir, pour valider son brevet, d'une application qu'il aurait découverte après coup.”

L'auteur cite, à l'appui de son opinion, celle de Nouguiier :

“ En conséquence, dit Nouguiier, alors même que l'inventeur établirait, d'une manière parfaitement claire, que son système est facilement susceptible d'une application industrielle, si cette application n'était pas mentionnée dans la description qui doit se suffire à elle-même, il y aurait nullité de brevet (Nouguiier, No 557)” Pouillet continue : “ Il n'est pas nécessaire, toutefois, d'user de termes sacramentels pour indiquer cette application ; il suffit qu'elle ressorte clairement du contexte du brevet.”

J'ajouterai “mais au moins faut-il que le brevet en dise quelque chose.”

Au No 370 Pouillet donnant les diverses causes de nullité des brevets d'invention nous dit : “(3) Si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conception théorique dont on n'a pas indiqué les applications industrielles.”

Au No 45 du même traité l'auteur se pose la question suivante : “Quand le breveté ne s'est pas expliqué clairement ; quand, avec ou sans intention, il n'a pas déclaré nettement ce sur quoi il entendait faire porter son droit privatif ; quand il s'agit, non plus, d'appliquer le brevet, mais de l'interpréter, quel parti le juge devra-t-il prendre ? . . . Le brevet, répond l'auteur, devra s'interpréter contre le breveté . . . C'est un contrat qui, par l'intermédiaire de l'administration, intervient

1906

Lair

v.

Authier.

Saint-Pierre,
J.

1906 " entre l'inventeur, qui réclame la jouissance exclusive de son
 — " invention pendant un temps limité et la société Le
 Lair " breveté étant celui qui stipule le public, celui qui contracte
 v. " l'obligation, le brevet doit toujours s'interpréter en faveur
 Authier. " du public."
 —
 Saint-Pierre, J.

Au paragraphe 114, sous le titre "*Quid de l'absence de revendication ?*" l'auteur, dans ce paragraphe, après avoir discuté la loi au sujet d'un état de chose qui ressemble beaucoup à celui qui fait l'objet de nos présentes recherches, continue dans les termes suivants : " Dans certains pays, dit-il, par exemple, " en Angleterre et en Belgique, l'usage, sinon le texte même " de la loi, exige que la description se termine par une reven- " dication claire et précise des points sur lesquels le breveté " entend faire porter son invention. La loi française, dit-il, n'a " pas cette exigence." Après avoir expliqué l'indulgence du droit français sur ce point, il continue : " Toutefois, cela " n'est vrai que pour les points sur lesquels il est manifeste " que le breveté a entendu faire porter son droit exclusif. S'il " ressort de l'ensemble de la description, de ses termes, que tel " détail, tel organe, quoique figurant au mémoire descriptif, " n'a pas été considéré par le breveté comme faisant partie de " l'invention, les tribunaux peuvent lui refuser la garantie du " brevet."

Notre propre loi, comme je viens de le dire, n'est pas moins explicite sur ce point. Voici comment se lit la clause 13 de l'Acte des Brevets d'Invention du Canada : " The specifica- " tion shall correctly and fully describe the mode or modes of " operating the invention as contemplated by the inventor, " and shall state clearly and distinctly the contrivances and " things which he claims as new, and for the use of which he " claims an exclusive property and privilege."

Le paragraphe 3 de la même clause ajoute : " In the case " of a machine, the specifications shall fully explain the prin- " ciple and the several modes in which it is intended to apply " and work out the same."

Les tribunaux pourraient-ils suppléer à une telle omission ? Évidemment, non. L'action intentée par le breveté, qui se plaint de contrefaçon ou d'une violation de son brevet, doit

démontrer, non seulement que le privilège qu'il réclame existe, mais que le public a été pleinement renseigné sur ce fait au moyen du brevet.

Je suis donc d'avis que, pour cette deuxième raison, l'action du demandeur doit également être renvoyée.

Il y a une troisième question :

Par les clauses 15 et 16 de son mémoire descriptif, le demandeur déclare ce qu'il entend revendiquer au sujet de l'inflamateur qui fait partie de sa machine. La seconde page du même mémoire contient également l'énumération des divers avantages qu'il dit avoir réussi à obtenir au moyen de son invention. Or, en comparant ses diverses revendications avec celles que l'on trouve dans le mémoire descriptif annexé au brevet de Raymond, on découvre qu'elles sont les mêmes dans les deux cas. Le mode d'action dans les deux machines est bien quelque peu différent, mais le résultat revendiqué est le même dans les deux brevets. Tel étant le cas, il n'y a guère lieu de s'étonner que le demandeur ait réussi à obtenir un brevet d'invention, puisque de fait c'était l'inflamateur Raymond, quelque peu déguisé au moyen de pièces équivalentes, qu'il faisait breveter. Mais aurait-il été aussi heureux, s'il eut déclaré que le principe de l'invention en question n'était pas de lui, et que sa revendication à lui devait se borner au changement que j'ai déjà indiqué ? Je ne le crois pas. Le commissaire préposé à l'octroi des brevets n'aurait pas manqué de s'assurer si la prétendue défectuosité à laquelle le demandeur entendait remédier existait réellement, et surtout si elle existait par suite de la rapidité de la rotation de l'essieu de la roulette. Il se serait aisément convaincu que la prétention du demandeur était sans fondement en fait, et que partant, il n'y avait pas lieu d'accorder de brevet. Comme je l'ai dit plus haut, on n'accorde pas un brevet simplement pour la raison qu'on a diminué le mouvement d'une pièce dans une machine, il faut indiquer un résultat réel et utile ; or, ce résultat n'a pas été démontré devant moi, et n'aurait pas pu l'être davantage devant le commissaire.

Le demandeur, en représentant l'inflamateur en question

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

1906
 —
 Lair
 v.
 Authier.
 —
 Sain Pierre,
 J.

comme étant de son invention, lorsque de fait cette invention était celle de Raymond, a donc obtenu son brevet irrégulièrement et sous un prétexte faux.

La section 16 de notre loi sur les brevets d'invention nous dit dans quel cas une demande de brevet doit être refusée par le commissaire. Voici ces cas :

"(a) When he (the commissioner) is of opinion that the alleged invention is not patentable in law ;

"(b) When it appears to him that the invention is already in the possession of the public, with the consent or allowance of the inventor ;

"(c) When it appears to him that there is no novelty in the invention ;

"(d) When it appears to him that the invention has been described in a book or other printed publication before the date of the application or is otherwise in the possession of the public ;

"(e) When it appears to him that the invention has already been patented in Canada or elsewhere, if the case is one within the eighth section of this act, unless the commissioner has doubts as to whether the patentee or the applicant is the first inventor."

D'un autre côté, la section 28 nous dit dans quel cas la patente, une fois obtenue, devra être déclarée nulle :

" Section 28—A patent shall be void if any material allegation in the petition or declaration of the applicant hereinbefore mentioned in respect of such patent is untrue, or if the specifications and drawings contain more or less than is necessary for obtaining the end for which they purport to be made, when such omission or addition is wilfully made for the purpose of misleading ; but if it appears to the Court that such omission or addition was an involuntary error, and if it is proved that the patentee is entitled to the remainder of his patent *pro tanto*, the Court shall render a judgment in accordance with the facts, and shall determine as to costs, and the patent shall be held valid for such part of the invention described, as the patentee is so found entitled to."

Je trouve que chacune des conditions énumérées dans l'article 16, sous les lettres a, b, c, d et e, aurait trouvé son application et justifié le refus de l'octroi du brevet d'invention demandé par Lair. Le commissaire n'aurait certainement pas obtempéré à la demande qui lui était faite, s'il eut su que l'invention pour laquelle il accordait un brevet, était celle de Raymond, laquelle avait été enregistrée à Washington en 1892, mais qui était maintenant dans le domaine public du Canada ; et si le demandeur lui eut fait connaître que tout ce qu'il réclamait pour lui-même, se bornait à l'idée de diminuer la vitesse de rotation de l'essieu de la roulette renfermée dans la chambre d'ignition, et cela afin que cet essieu fut moins exposé à gripper et à s'user. Il se serait aisément assuré que ces prétentions du requérant n'étaient pas fondées en fait et il aurait rejeté sa demande.

Dans tous les cas, nous avons dans le mémoire descriptif que le demandeur a produit la preuve qu'il n'a pas jugé à propos de faire aucune revendication de ce genre, et partant, que le jugement du commissaire n'a pas pu porter sur aucune telle revendication. Le demandeur s'est contenté de décrire l'inflamateur Raymond, déguisé au moyen de changements et de modifications sans importance quant à l'effet visé, et de représenter le tout comme étant sa propre invention à lui. Je n'ai pas besoin de dire que cette manière de procéder constituait un faux prétexte.

Pour cette troisième raison, la présente réclamation en justice du demandeur devra donc également être repoussée.

En résumé, je trouve que les défendeurs ont établi le bien fondé de leurs prétentions et qu'ils ont droit aux conclusions de leur plaidoyer. Je le regrette pour le demandeur, qui me paraît être un excellent mécanicien, mais qui, à coup sûr, n'a pas réussi dans cette cause à démontrer qu'il avait droit au titre d'inventeur.

Que les défendeurs aient imité sa machine, la chose me paraît assez clairement démontrée ; mais ils l'ont imitée comme lui-même avait imité la machine Raymond, c'est-à-dire en la modifiant quelque peu pour en changer la forme. Ils ont don-

1906
Lair
v.
Authier.
Saint-Pierre,
J.

1906
—
Lair
v.
Authier.
—
Saint-Pierre,
J.

né pour raison, que la machine du demandeur avait meilleure apparence que celle de Raymond, et qu'une machine, dans laquelle le mouvement se transmet au moyen de roue d'engrenage, était plus conforme aux règles de l'art qu'une autre dans laquelle le mouvement est communiqué d'une pièce à une autre en faisant usage d'une chaîne, ainsi que la chose se fait dans la machine Raymond. C'était rendre hommage à son talent comme mécanicien, mais était-ce là une contrefaçon ? Evidemment non, puisque le demandeur n'avait rien inventé qui put lui donner un droit privatif et exclusif sur la machine dont il avait imaginé le modèle.

Les bons mécaniciens sont nombreux, mais les inventeurs sont rares, et si parmi ceux qui aspirent à le devenir on peut dire qu'il y en a beaucoup d'appelés, on peut ajouter, avec non moins de raison, qu'il n'y en a que peu d'élus.

Il ne me reste qu'à prononcer le jugement, qui est comme suit :

La patente est déclarée nulle et le demandeur est débouté de sa présente demande avec dépens.

Le défendeur est en outre condamné à transmettre à ses frais, au bureau des patentes à Ottawa, sous quinze jours de cette date, deux copies dûment certifiées du présent jugement pour qu'il en soit fait usage conformément aux dispositions de la clause 28 de l'acte des patentes, c'est-à-dire pour qu'une de ces copies soit annexée à l'original du brevet qui porte le numéro 63022 et pour que l'autre demeure dans les archives du dit bureau.

Rainville, Archambault, Gervais & Rainville, pour le demandeur.

C. A. Guertin, pour le défendeur.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 8 janvier 1907.

Présents :—LEMIEUX, SIR C. A. P. PELLETIER, ET
McCORKILL, JJ.

LE CLUB DE CHASSE ET DE PÊCHE DE
OUIATCHOUAN v.
LA COMPAGNIE DE PULPE DE OUIATCHOUAN.

*Responsabilité—Droit de flottage des bois—Obligations qui
en découlent—Flottage à l'entreprise.*

Jugé :—10. Les fabricants de bois, concessionnaires de coupes de bois, etc, ont le droit de flotter le bois qu'ils fabriquent dans les rivières et cours d'eau de la province, à la condition de payer les dommages qu'ils peuvent causer.

20. Ils ne peuvent se soustraire à cette responsabilité en faisant faire le flottage de leur bois à l'entreprise par des tiers.

SIR C. A. P. PELLETIER, J., *dissentiente*.

Le jugement de première instance a été rendu en Cour Supérieure, LANGELIER, A. J. C., à Québec, le 12 juin 1906, comme suit :

LANGELIER, J. :—

Attendu que le demandeur poursuit la défenderesse en recouvrement de la somme de deux cents piastres de dommages qu'elle lui devrait, parce qu'à raison de la négligence avec laquelle elle aurait descendu des billots par la rivière Ouiatchouan, sur laquelle il avait acquis le droit de pêche, elle l'a mis dans l'impossibilité de faire usage du dit droit de pêche pendant le mois de septembre dernier ;

Attendu que la défenderesse plaide que la dite rivière est flottable et du domaine public et qu'elle a droit d'en faire usage pour le flottage du bois qu'elle veut amener à une usine à pulpe qu'elle possède à l'embouchure de la dite rivière ; que

1907
 —
 Le Club de
 Chasse et de
 Pêche de
 Ouiatchouan
 v.
 Cie de Pulpe
 de
 Ouiatchouan.
 —
 Langelier, J.

les billots de la descente, desquels le demandeur se plaint ont été descendus avec toutes les précautions exigées par la loi, et que d'ailleurs elle n'a elle-même fait descendre aucune partie du dit bois et n'a eu aucun contrôle sur le nommé Roger Laroche qui l'a descendu, le dit Roger Laroche étant un entrepreneur de qui elle l'avait acheté, et qui devait le lui livrer à sa dite usine ;

Considérant que le demandeur a le droit de pêche sur la dite rivière Ouiatchouan depuis plusieurs années, qu'une grande quantité de billots, par suite de la négligence avec laquelle la descente en a été faite par le dit Roger Laroche, se sont échoués dans la dite rivière, y ont virtuellement rendu impossible, pendant le mois de septembre, l'usage du dit droit de pêche et qu'il en est résulté pour le demandeur des dommages *pour le montant qu'il demande* ;

Considérant, d'un autre côté, que les dits billots ont été descendus par le dit Roger Laroche qui devait les livrer à la défenderesse à sa dite usine, que la défenderesse n'en avait pas la garde et n'avait aucun contrôle sur le dit Roger Laroche.

Renvoie l'action du demandeur avec dépens.

JUGEMENT EN RÉVISION.

LEMIEUX, J. :—

Révision d'un jugement qui a renvoyé l'action du club de chasse et de pêche, par laquelle il réclamait \$200.00 de dommages lui résultant du fait que la compagnie défenderesse aurait, par le flottage et la descente illégale de billots et autres bois sur la rivière Ouiatchouan, détruit ou sérieusement endommagé les droits de pêche qu'il exerce sur cette rivière en vertu d'une licence de la Couronne.

La compagnie défenderesse a rencontré l'action par un plaidoyer dans lequel elle prétend que si des dommages ont été causés au club, elle n'en est pas responsable car le bois qui les aurait causés ne lui appartenait pas et n'était pas flotté par elle.

En substance, les faits suivants ressortent de la cause :

La preuve démontre que le club a obtenu de la Couronne un bail lui conférant pendant l'espace de quinze ans le droit de pêche sur la rivière Ouiatchouan.

La compagnie défenderesse a obtenu et détient des concessions forestières dans lesquelles se trouve le lac et une partie de la rivière Ouiatchouan, et particulièrement la partie de la rivière où s'exerce le droit de pêche du club demandeur.

Le 30 août 1905, le club informa par écrit la compagnie défenderesse qu'il venait d'apprendre qu'elle se proposait de faire flotter, à court intervalle, des billots sur la rivière Ouiatchouan.

Cet écrit, reçu par la compagnie, ajoutait que l'eau était excessivement basse à cette saison de l'année, et que le résultat du flottage des billots serait d'obstruer la rivière, d'en rendre la navigation impossible et d'empêcher l'exercice du droit de pêche concédé par la Couronne au club demandeur.

Le club avertissait de plus la compagnie que si elle essayait de flotter des billots à cette saison, il serait forcé de prendre des procédures contre elle.

Nonobstant cet avis, les billots de la défenderesse, coupés par un nommé Laroche pour elle et sur ses concessions ont été jetés dans la rivière Ouiatchouan pour leur flottage et descente vers le moulin de la compagnie.

Cette descente du bois a été faite dans le mois de septembre, époque où il a été établi que les eaux sont généralement basses et elles l'étaient effectivement.

La quantité de bois ainsi mise dans la rivière était de 4,000 cordes de 4 à 8 pieds de long, à part une certaine quantité de billots.

Ce bois, vu la diminution des eaux, s'est échoué dans la rivière, sur la partie où le club a son droit de pêche.

Le bois ainsi accumulé dans la rivière, l'a encombrée pendant longtemps et particulièrement à l'époque où l'action a été instituée, de manière à empêcher complètement, pendant l'automne de 1905, l'exercice du droit de pêche par le club, privant ainsi les membres du club des privilèges, agréments et avantages résultant de leur droit, et leur causant des dommages évalués dans l'action à la somme de \$200.

1907

Le Club de
Chasse et de
Pêche de
Ouiatchouan
v.
Cie de Pulpe
de
Ouiatchouan.

Lemieux, J.

1907 La cour de première instance a reconnu et admis ces dommages pour le montant réclamé.
 Le Club de Chasse et de Pêche de Quiatchouan v. Cie de Pulpe de Quiatchouan. —
 Lemieux, J. Le dommage a été établi par des membres du club dont les témoignages n'ont été en aucune manière contredits. Ces membres ont témoigné que, pendant la saison d'automne 1905, la pêche avait été ruinée par le bois échoué dans la rivière ; qu'ils avaient fait des préparatifs pour une excursion de pêche qui avait été inutile et qu'ils avaient perdu leur temps et leur argent lors de cette excursion.

Tout en admettant les dommages, la cour de première instance a nié au club son recours légal contre la compagnie.

De là la demande en révision.

Trois questions surgissent dans ce débat :

1. Le droit de flottage de la compagnie défenderesse, ou plutôt des fabricants de bois, sont-ils des droits exercés dans l'intérêt public, et ces droits sont-ils supérieurs à ceux des propriétaires riverains, ou, dans le cas qui nous occupe, au droit de pêche dans la rivière ? En d'autres termes, les droits de ceux qui s'adonnent à l'exploitation des bois sont-ils des droits tellement dominants que tous les autres droits exercés dans la rivière doivent y être assujettis ?

2. Le bois, cause du dommage, appartenait-il à la compagnie défenderesse et était-il sous son contrôle ?

3. Le droit de flottage ou de descente des billots est-il un droit personnel ou inhérent à la personne du flotteur et qui ne pourrait être cédé, ni transporté à un tiers ?

Première proposition : —le droit de flottage et le droit de pêche sur ou dans une rivière sont des droits exercés par des particuliers sur la chose publique. Ces droits s'exercent au point de vue de l'intérêt privé et non dans l'intérêt public.

Les droits du flotteur ne sont pas supérieurs à ceux du propriétaire du droit de pêche, et l'un de ces deux droits ne peut s'exercer au détriment de l'autre.

En effet, le fabricant qui fait couper du bois dans la forêt et le descend sur une rivière, fait un commerce, une spéculation, avec l'espérance d'un gain ou profit qu'il emploiera à son bien-être.

De même, l'exercice du droit de pêche se fait ou dans l'espérance d'un gain, ou avec l'idée immédiate du bien-être.

Ces deux droits s'exerçant par, ou pour, des particuliers, aboutissent au même effet et conséquence. Le public n'a rien à y voir et n'a aucun intérêt dans un pareil exercice de droits.

Nous entendons par intérêt ou droit public, les bénéfices et avantages que la loi reconnaît au public en général, dans une chose. Par exemple, les rivières flottables ou navigables, dont l'usage est accordé au public qui a droit d'y passer en canot, bateau, bac ou même à gué. Tels sont les chemins publics et aussi les routes fluviales qui servent à la grande navigation, au commerce, à l'échange des produits d'un pays à l'autre.

Avant le statut qui règle ce litige et en vertu duquel il doit être déterminé, statut dont nous discuterons les dispositions d'une manière plus développée dans un instant, le fabricant de bois avait le droit de flottage, dans les rivières, mais il devait exercer ce droit suivant l'ancienne maxime: *Sic utere tuo, ut alienum non ledas*. "Uses de ton bien, mais de manière à ne pas causer de préjudice à autrui."

Dans ces conditions, le législateur s'est trouvé en présence d'une sérieuse difficulté. Il a compris que le fabricant de bois avait bien le droit de flottage, mais que ce flottage et les moyens employés pour le faciliter, tels qu'écluses et barrages qui ont pour effet de refouler les eaux sur les propriétés voisines, et souvent sur une longue distance, causeraient inévitablement des dommages à un grand nombre de personnes qui ont des droits dans les rivières.

Le législateur a de plus compris que les victimes de ces flottages avaient non seulement un recours pour les dommages en résultant, mais encore qu'elles pouvaient avoir recours à l'injonction pour empêcher la commission, répétition ou continuation d'opérations qui causaient ou causeraient des dégradations ou des torts sérieux à leurs droits de riverains ou droits de pêche.

Si les choses en étaient restées ainsi, le résultat aurait pu être désastreux pour le commerce de bois, en ce que, pour éviter des dégradations ou dommages, la descente du bois

1907

Le Club de
Chasse et de
Pêche de
Ouiatchouan
v.
Cie de Pulpe
de
Ouiatchouan.
—
Lemieux, J.

1907 n'aurait pu être faite qu'en petite quantité à la fois et avec
 Le Club de des précautions et des moyens ruineux.
 Chasse et de Alors, le législateur a réglementé l'exercice des droits de
 Pêche de flottage, et du droit de pêche en particulier, et il a cherché à
 Ouiatchouan concilier des intérêts opposés en les protégeant tous deux.
 v.
 Cie de Pulpe A cette fin, il a décrété que le fabricant de bois, ou porteur
 de d'un permis de coupe, aurait le droit de descendre et flotter
 Ouiatchouan. sur les rivières le bois compris dans ses concessions, durant le
 — temps fixé par son permis, "sujet à réparer les dommages
 Lemieux, J. "résultant à l'exercice du droit de pêche."

Le statut a donc fait une innovation sérieuse en déclarant que le porteur d'un permis de coupe de bois aura le droit, non seulement de faire flotter le bois fabriqué dans ses concessions, mais encore qu'il aura le droit de causer des dommages aux propriétaires riverains et aux porteurs de permis de pêche, à la condition toutefois de réparer ces dommages, d'en indemniser les victimes.

Peu importe que le droit de pêche s'exerce dans un but de lucre ou au point de vue de la récréation ou du délassement, le dommage est accordé chaque fois que l'exercice de ce droit est entravé. C'est un droit qui est sauvegardé par la loi et qui doit être respecté comme tous les autres droits.

Le statut ne contient aucune disposition déclaratoire à l'effet que le droit de pêche est inférieur au droit de flottage et qu'il doit céder devant ce dernier, ou que le droit de flottage puisse s'exercer sans indemnité ou réparation au cas de dommage.

C'est le contraire, comme nous venons de l'indiquer, qui est exprimé d'une manière claire et non équivoque.

Par conséquent, il n'y a pas lieu d'invoquer la question d'intérêt public pour faire repousser l'action du demandeur.

Aussi, cette question d'intérêt public a médiocrement influencé la première cour qui ne lui a pas même consacré un considérant.

Deuxième proposition :— La compagnie défenderesse affirme, dans son factum comme dans ses plaidoyers, que le bois qui a été la cause du dommage réclamé ne lui appartenait pas, qu'il n'était pas flotté par elle, mais par un nommé Laroche.

Nous ne concevons pas qu'il puisse y avoir divergence d'opinion sur le point de savoir qui était propriétaire du bois en question.

En effet, ce bois a été coupé pour la compagnie défenderesse, dans ses concessions par le nommé Laroche.

Dans le contrat qu'elle a fait avec Laroche pour la coupe et la descente du bois, il a été stipulé d'une manière formelle que ce bois était la propriété de la compagnie et qu'il serait mesuré par les mesureurs de la compagnie.

Sur ce point, il me semble qu'il ne peut y avoir de doute.

La compagnie pouvait vendre ce bois et en disposer quand il était debout dans la forêt, après qu'il a été coupé et qu'il a été lancé ou jeté dans la rivière, et aussi pendant qu'il était échoué dans la rivière.

Personne ne prétendra sérieusement, dans ces circonstances que Laroche était propriétaire de ce bois.

Mais on nous dit : Tout le bois n'appartenait pas à la compagnie.

Admettons le fait. Il ne s'en suivrait pas que le recours du club ne fût pas légal, car si plusieurs ont conjointement commis un délit, ils sont solidairement responsables, d'après l'art. 1106 C. C. qui dit que l'obligation résultant d'un délit commis par deux ou plusieurs personnes, est solidaire.

Par conséquent, le demandeur pouvait indistinctement poursuivre ou la compagnie défenderesse ou les autres propriétaires du bois.

Troisième proposition :—Nous arrivons à la seule question qui, croyons-nous, mérite discussion et qui semble avoir attiré l'attention de la cour de première instance : celle de savoir si le bois était sous le contrôle et la garde de la compagnie et si, partant, elle est responsable du dommage causé par ce bois au droit de pêche du club demandeur, aux termes de l'art. 1054 C. C. Cette question est connexe à la question suivante que nous posons de suite.

Le droit de flottage, accordé par la loi au porteur d'un permis de coupe dans sa concession, est-il un droit personnel, qu'il ne peut céder ni transporter ? Cette cause se présente sous des aspects particuliers qui échappent à la doctrine du code

1907

Le Club de
Chasse et de
Pêche de
Ouiatchouan

v.
Cie de Pulpe
de
Ouiatchouan.

—
Lemieux, J.

1907 —
 Le Club de
 Chasse et de
 Pêche de
 Ouatichouan
 v.
 Cie de Pulpe
 de
 Ouatichouan.
 —
 Lemieux, J.

énoncée en l'art. 1054 qui rend toute personne responsable des dommages par les choses sous sa garde et qui dit de plus que les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs domestiques ou ouvriers dans l'exécution des fonctions dans lesquelles ils sont employés.

L'art. 1376, sous-section 2, S. R. Q., relatif au droit de pêche dans les rivières non navigables, contient la disposition suivante :

“ Le porteur d'un permis de coupe de bois a, en tout temps, conformément à son permis, le droit de se servir des rivières ou cours d'eau flottables pour transporter toutes sortes de bois . . . sujet à réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit”.

Comme on le voit, le statut n'accorde qu'au porteur d'un permis de coupe de bois le droit de se servir des rivières flottables, en tout temps, pour transporter son bois, sauf à payer les dommages causés au droit de pêche.

Partant, il n'y a que ce porteur d'un permis de coupe de bois qui a non seulement droit de se servir, en tout temps, de la rivière, mais qui a encore le privilège extraordinaire de causer des dommages, sans pouvoir être arrêté par une injonction ou autrement, aux propriétaires riverains et aux droits de pêche, par la descente de son bois.

Ce privilège n'a été donné qu'au porteur d'un permis de coupe de bois, et pas à d'autres.

Nous considérons que ce privilège ou ce droit est inhérent à la personne et ne peut être exercé que par le porteur d'un permis de coupe de bois.

Et s'il en est ainsi, il ne peut être cédé ou transporté à des tiers.

Autrement, le marchand de bois pourrait toujours se libérer du recours en dommages contre lui, résultant de la descente de ses billots, en donnant des contrats pour la descente de ce bois à des personnes insolubles contre lesquelles tout recours serait inutile. Et il s'en suivrait que ces contracteurs, au défi de la loi, pourraient, à toute époque ou saison de l'année, même à l'époque la plus désavantageuse, faire le flottage ou la descente des billots ou bois qui, en s'échouant, entraveraient

l'exercice des droits de pêche ou nuiraient aux riverains, et commettraient des torts considérables, sans aucune crainte de recours en indemnité.

La loi ne peut pas permettre un semblable état de choses, qui entraînerait tant d'injustices.

Le statut n'a parlé que des porteurs de permis de coupe de bois, pour la raison qu'il n'est pas venu à l'idée du législateur d'étendre cette disposition à d'autres personnes qui, pour leur usage particulier, descendraient du bois sur une rivière. On conçoit, en effet, que la descente de bois par un particulier, pour ses besoins personnels, se fait toujours en si petite quantité que des dommages ne peuvent en résulter.

Or, la compagnie défenderesse est porteur d'un permis de coupe de bois, c'est en vertu de ce permis qu'elle a coupé, sur ses concessions, le bois qui a entravé l'exercice du droit de pêche du club demandeur pendant l'année 1905.

Laroche n'avait aucun permis de coupe de bois, et il ne paraît pas non plus avoir des concessions forestières.

A tout événement, le bois qu'il flottait et descendait sur la rivière était du bois appartenant à la compagnie défenderesse et coupé par lui sur les limites de la compagnie.

Si le droit de flottage est un droit personnel, la compagnie ne pouvait le céder, ni le transporter à Laroche.

Elle pouvait bien lui déléguer le droit de flottage, pourvu que ce flottage fut fait pour elle, mais cette délégation comportait purement et simplement une constitution de mandat, et s'il y avait mandat, le mandant est responsable envers les tiers, aux termes de l'art. 1727 C. C. des actes de son mandataire faits, dans l'exécution de son mandat, et dans les limites de son mandat.

Décider autrement serait, à notre avis, rendre illusoire la lettre de la loi et soumettre les propriétaires riverains ou le droit de pêche à des dommages dont la réparation serait souvent impossible.

L'opinion que nous exprimons en ce moment est celle que nous nous étions quelque peu formé lors de la plaidoirie orale et qui s'est fortifiée depuis par une étude approfondie de la cause et aussi par une décision de la Cour Suprême, sur laquelle

1907

Le Club de
Chasse et de
Pêche de
Ouiatchouan
v.
Cie de Pulpe
de
Ouiatchouan.
—
Lemieux, J.

1907 on a attiré notre attention depuis le délibéré, et qui n'a pas
 Le Club de été citée au premier juge. L'eut-elle été, nous croyons qu'il
 Chasse et de aurait adopté des conclusions autres que celles qu'il a prises.
 Pêche de
 Ouiatchouan Cette décision a été rendue dans *Dickey & Campbell* ⁽¹⁾
 v.
 Cie de Pulpe sous l'autorité d'un statut qui, au moins d'après la partie citée
 de
 Ouiatchouan. dans le rapport de l'arrêt, paraît moins rigoureux que le nôtre.
 —
 Lemieux, J. Ce jugement a maintenu, en tous points, des prétentions si-
 milaires à celles du club demandeur, en déclarant que le pro-
 priétaire exploitant le bois est, en pareil cas, responsable des
 actes du contracteur qu'il emploie.

Le jugé est comme suit :

" Persons engaged in the floating or transmission of logs
 " down rivers and streams under the authority of R. S. N. S.
 " (1900), ch. 95, sec. 17, are liable for all damages caused there-
 " by, whether by negligence or otherwise, and the owner of
 " the logs is not relieved from liability, because the damage
 " was done while the logs were being transmitted by another
 " person under contract with him."

Voici comment le juge en chef s'est exprimé à ce sujet :

" The statute imposes upon the appellant the liability to all
 " the damages that follow his exercise of the rights thereby
 " given to him, whether he exercised all the care and diligen-
 " ce possible to avoid such damage or not.

" He, it is in evidence, was aware of the risk that attend-
 " ed his operations, and was under the law bound to see that
 " proper means were taken to prevent injurious consequences
 " thereof, and could not discharge himself of that liability upon
 " the shoulders of his contractors. It cannot be that anyone,
 " who intends to carry on operations which, though lawful,
 " are of a nature to cause damages for which the law makes
 " him liable, could have it in his power to get rid of the risk
 " of such damages and of liability therefor, by simply having
 " the operation put into execution by a contractor."

Ce fut là le jugement unanime de la Cour Suprême, main-
 tenant celui de la première cour.

(1) 34 C. S. C. 265.

Pour ces motifs, nous croyons donc qu'il y a erreur dans le jugement de la Cour Supérieure, et que ce jugement doit être infirmé.

Bien que la cour de première instance ait cru que tous les dommages demandés avaient été prouvés, nous sommes unanimement d'avis de n'arbitrer ces dommages qu'à la somme de cent piastres, avec les frais de l'action et de révision, vu que le club paraît plutôt avoir voulu une interprétation de la loi, quant à ses droits, qu'une condamnation à des dommages.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent, pour la demanderesse.
Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, pour défenderesse.

1907
 —
 Le Club de
 Chasse et de
 Pêche de
 Ouatichouan
 v.
 Cie de Pulpe
 de
 Ouatichouan.
 —
 Lemieux, J.

COUR SUPÉRIEURE.

STE SCHOLASTIQUE, 10 janvier 1907.

Présent :—TASCHEREAU, J.

FAUTEUX v. GUINDON.

Vente—Chose vendue—Lots de terre publique octroyés par billets de location—Promesse de vente—Passation de titre.

Jugé :—Les lots de terre publique octroyés par billets de location en vertu des articles 1268 et suivants, S. R. Q., peuvent être l'objet d'une vente valide avant l'émission des lettres patentes qui en sont le titre définitif. Par suite, la promesse de vente d'un de ces lots donne ouverture aux recours en passation de titre et en recouvrement des sommes exigibles, comme dans le cas de promesse de vente de tout autre immeuble.

TASCHEREAU, J. :—

Cette cause résulte des faits suivants établis tant par la preuve documentaire que par les aveux du défendeur et l'enquête faite. Les parties ont, le 12 juillet 1904, à Ste Agathe des Monts, consenti et signé l'écrit dont suit le texte : "Nous, " soussignés, consentons à un arrangement concernant la vente " d'un lot et demi de terre, désigné par le No 11 et demi-douze

1907
—
Fauteux
v.
Guindon.
—
Taschereau,
J.

“ du rang Wolfe, pour le prix de mille piastres (\$1,000.00), y compris tous les effets qu’il y a sur la ferme, moins un lot de petits poteaux de cèdre et un tombereau, essieu en fer, que le vendeur se réserve, et sera payé comptant deux cents piastres (\$200.00), et si l’acheteur ne fait pas de billots sur la dite terre, il fera des paiements de cent cinquante piastres (\$150.00) par année, et s’il fait des billots, il sera obligé de payer la moitié de la valeur que rapportera les billots qui auront été faits sur les dits lots. Ces quelques lignes sont écrites dans le but d’engager les deux parties dans cette promesse de vente, nous avons signé, après lecture faite. Il est dû cent cinquante piastres (\$150.00) sur les lots, qui resteront à être payés sur les derniers paiements, s’ils ne les demandent pas avant.”

Le 1er septembre 1904, le défendeur écrivit et fit parvenir au demandeur la lettre suivante, qui réfère au fait que, lors de la passation de l’écrit, il avait été verbalement convenu entre les parties qu’au commencement de septembre 1904, elles se rendraient toutes deux à St Jérôme pour y consentir, devant notaire, un acte authentique de la vente :—

“ A l’égard du contrat que je voulais passer avec vous, plus le moment approche, moins j’ai l’idée d’acheter, car ma femme ça la dérange bien trop. Ne m’écrivez pas pour passer le contrat, je ne me déciderai pas, ne venez pas à St Jérôme, je ne passerai pas le contrat. Je ne crois pas de vous avoir fait de dommages. Votre serviteur, G. Guindon.”

Le défendeur persistant, après l’envoi de cette lettre, et malgré les demandes réitérées du demandeur, à refuser de passer contrat, le demandeur le fit mettre en demeure, par acte de protêt du 7 septembre 1904 (Bazin, notaire), d’avoir à signer l’acte de vente présenté avec le protêt, ce que le défendeur refusa de faire, purement et simplement. Le 16 septembre 1904, le défendeur fit signifier au demandeur, par acte notarié, qu’il refusait de signer pour les raisons suivantes :

1o. Parce que les titres du demandeur étaient imparfaits et insuffisants ;

2o. Parce que l’acte n’était pas conforme à l’écrit du 12 juillet 1904 ;

30. Parce qu'en le signant, le défendeur s'obligerait réellement à payer \$1,045.00 au lieu de \$1,000.00, prix stipulé en l'écrit.

Après cette notification, il est en preuve que les parties eurent, à différentes dates, plusieurs pourparlers au sujet de la vente, le défendeur retardant toujours son consentement, mais limitant ses objections au prétexte que la chaîne des titres du demandeur n'était pas complète, et disant qu'il ne signerait l'acte que sur communication et réception de tous ces titres. Il ne se plaignait pas et ne s'est jamais plaint, avant d'être poursuivi, du fait que les lettres patentes de ces lots n'avaient pas encore été octroyées par la Couronne, car il savait et le demandeur l'avait informé (il l'admet dans son témoignage) que bien que ces lots ne fussent aucunement endettés envers le Gouvernement et que toutes les conditions des billets de location eussent été accomplies, l'émission des lettres patentes n'avait pu avoir lieu, à raison d'une somme de \$150.00 encore due au nommé Octave Charette, ancien occupant, somme que précisément le défendeur se chargerait d'acquitter lui-même, à même le prix de vente stipulé. C'était donc à lui, le défendeur, à se procurer les lettres patentes après avoir désintéressé Charette. Enfin le 28 avril 1905, le demandeur ayant réussi à se procurer tous les titres de ses auteurs, fit de nouveau protester le défendeur (Bazin, notaire) d'avoir à signer l'acte présenté, conforme à l'écrit du 12 juillet 1904, et énumérant la série de tous les titres offerts, lesquels paraissent complets et satisfaisants. Le défendeur persista dans son refus de signer. De là la présente action. Elle est en passation de titre et en recouvrement de la somme de \$200.00, stipulée payable comptant, d'après l'écrit du 12 juillet 1904, plus \$8.50, coût du prêt et signification. Le défendeur se contente, en résumé, de plaider qu'il n'est pas obligé de signer l'acte, attendu que le demandeur, n'ayant pas obtenu l'émission des lettres patentes, ne pouvait et ne peut vendre les lots et ne peut en donner un titre valable.

L'écrit du 12 juillet 1904 ne contient pas seulement une promesse unilatérale de vendre, mais il constate une convention bilatérale de vendre et d'acheter, ayant tous les éléments d'une

1907
Fauteux
v.
Guindon.
Taschereau,
J.

1907
Fauteux
v.
Guindon.
—
Taschereau,
J.

vente réelle, avec le concours des volontés du vendeur et de l'acheteur, quant à la chose et quant au prix et aux conditions. Une telle convention a tous les caractères et les effets d'une vente et aucune des parties ne peut s'y soustraire après y avoir librement consenti. (24 *Laurent*, Nos 21 et suivants ; 5 *Aubry & Rau*, p. 332, s. 349, note 7). Notre code civil (art. 1472) rend la vente parfaite par le seul consentement des parties quoique la chose ne soit pas encore livrée ; l'entente des parties à l'effet de passer plus tard un acte authentique n'empêche pas la vente d'être parfaite dès le moment de la convention. Ce principe n'est pas affecté par le texte des articles 1476, 1477 et 1478 du code, lesquels n'ont trait qu'aux simples promesses de vendre. A cet égard, il y a uniformité de doctrine sous notre code et sous le code Napoléon. Ainsi, la convention du 12 juillet 1904 était irrévocable entre les parties et ne laissait d'autre recours à l'acheteur menacé d'éviction ou de trouble, que celui que lui assurait l'article 1535 du code, le défendeur n'avait plus le droit de mettre en question la vente constatée par cette convention, ni de refuser de passer le titre requis.

Les billets de location octroyés aux colons leur donnent tous les droits du vrai propriétaire, sauf les droits de la Couronne. Il est permis aux colons de vendre les lots ainsi octroyés. Nos lois reconnaissent ces ventes et obligent l'Exécutif à s'y conformer (S. R. P. Q. art. 1268 et suivants). Le défendeur savait qu'il n'acquerrait que les droits du demandeur aux lettres patentes des lots ; il s'était même obligé au paiement de la somme encore due au premier occupant, sans lequel paiement, les lettres patentes ne pouvaient être octroyées ; ainsi il s'obligeait par là même à solliciter et obtenir lui-même les lettres, après avoir désintéressé cet ancien colon.

Rien n'est dû au Gouvernement sur ces lots et les conditions des billets de location ont été accomplies ; aucune autre charge ne grève ces lots, que celle de \$150.00, assumée par le défendeur.

Les titres du demandeur et de ses auteurs, énumérés dans le projet d'acte soumis au défendeur le 22 avril 1905, et dont les copies authentiques ont été déposées au dossier par le de

mandeur, sont complets et satisfaisants ; d'ailleurs, le défendeur ne se plaint pas de la suffisance de ces titres.

Même si le retard dans la passation du titre n'était pas dû au défendeur lui-même, ce dernier ne pouvait plus refuser sa signature et son consentement le 22 avril 1905, alors qu'on lui offrait la chaîne non interrompue des titres qu'il avait demandés.

L'acte présenté au défendeur à cette date contient fidèlement les termes et conditions de la convention du 12 juillet 1904, et c'est à tort que le défendeur a voulu prétendre qu'en l'obligeant à payer au colon Charette les \$150.00 et les intérêts dus, il se trouverait à payer en tout un prix de vente plus élevé que la somme de \$1,000.00, puisque le dit projet d'acte ne l'oblige à payer la dite somme de \$150.00 et les dits intérêts qu'en déduction des derniers versements du prix de vente de \$1,000.

La défense est donc mal fondée et l'action est maintenue avec dépens.

J. B. Archambault, pour le demandeur.

Nantel & Rochon, pour le défendeur.

1907
—
Fauteux
v.
Guindon.
—
Taschereau,
J.

SUPERIOR COURT.

QUEBEC, January 22nd, 1907.

Present :—McCORKILL, J.

CAMPBELL v. ENO.

Sale by auction—Adjudication to bidder and entry of his name in sale-book—Chilling the sale by statement—Falsity and actual effect on intending bidders must be established—Obligations of the seller..

HELD :—1o. The sale by auction of an immovable is completed by adjudication to the highest bidder and the entry of his name in the sale-book by the auctioneer. Upon the purchaser's complying with the conditions of the sale and paying the amount of his bid, the seller is bound to give him a valid title to the immovable sold.

1907
—
Campbell
v.
Eno.
—
McCorkill, J.

20. The seller who declines to do so, on the ground that the purchaser chilled the sale by means of false representations and statements must establish both that they were false and did deter intending purchasers from bidding. Hence a statement that he who bought the property would suffer from disagreeable and noticeable odours, when the neighbourhood of a large livery stable made the fact patent, and the further statement that, in consequence of prior deeds and covenants, the property could only be put to certain restricted uses, without proof that any one was influenced by it, do not afford grounds for annulling the sale.

McCORKILL, J. :—

The plaintiff alleges in his declaration that the defendant was the owner of a vacant lot on Mont Carmel street, in the City of Quebec ; that she caused it to be advertised in the City Press, to be sold by public auction on the 3rd October, 1906, by Messrs A. J. Maxham & Company, auctioneers, which lot formed part of cadastral lot No 2603B, and the upset price at sale was \$1,500.00 ; that the plaintiff bid \$1,600.00, and there being no other bids, the auctioneer requested him to inscribe his name in the book kept for that purpose, which he did ; that the plaintiff afterwards paid the said auctioneer the Government commission of one per cent, and ten per cent on the purchase price of sale, in accordance with the conditions of sale, amounting, in all, to \$176.00, and was to pay the balance of \$1,400.00 at the passing of the deed ; that he has always been ready and anxious to pay said sum, which he now deposits with his action ; that on the 8th of October, the defendant caused a notarial protest to be served on the plaintiff, notifying him that she refused to grant him a deed for reasons given in the protest, and he was obliged to sue.

The plaintiff concludes that he be declared proprietor of the said lot that *acte* of the deposit of \$140.00 be granted, and confirmed ; that the defendant be condemned, within fifteen days, to grant him a deed of sale of said lot, and in default thereof, that the judgment to be rendered in the case stand in lieu of said title and deed, and that the defendant be condemned to pay the costs of the action.

The defendant contests this action, and alleges that she acquired the vacant lot in question from Patrick Campbell, of

Quebec, on the 17th April 1899; that she caused notice of the sale to be given by the ministry of A. J. Maxham & Company, and that the sale took place, as alleged, on the 3rd October; that Patrick Campbell made the bid of \$1,600.00 which was registered by the auctioneer, which bid was the only one made at the sale that Patrick Campbell caused the plaintiff's name to be substituted for his in the auctioneer's book, as bidder for the property; that the auctioneers were not the agents or representatives of the defendant, as alleged by the plaintiff; that prior to, and during the sale, Patrick Campbell, falsely and maliciously, and with the intention of depreciating the reputation and value of the property, to discourage people from bidding thereon, who had intended doing so, and that he might acquire it for himself, or for the plaintiff, at a low price, declared that he had rights upon the property, that the purchaser thereof could not build thereon, that it could only be used as a garden or lawn-tennis court, that in any event, there were disagreeable and very noticeable odors from his livery stable in rear of the lot; that he read a passage from a deed of agreement between Sir A. P. Caron and others, passed on the 25th April, 1889, with the intention of misleading the people, whereas had he read the whole deed an entirely different meaning was apparent; that Patrick Campbell acted under all these circumstances as the agent, or the representative, of the plaintiff, with the hope and intention of profiting by the misrepresentations, and of obtaining the property at less than its value; that, because of the misrepresentations, the bid of \$1,600. was the only bid at the sale, and had it not been for these misrepresentations, the property would have sold for a much higher price; that for these reasons, the plaintiff's bid, and the adjudication of the property to him, the payment of \$170.00 on account of the price thereof, are null and void that, if there was an adjudication of the property and a reception by the auctioneer of a part of the purchase price thereof, it was without the consent of the defendant, and was brought about illegally by the misrepresentations and conduct of Patrick Campbell that the defendant only became aware of these facts after the 3rd of October; that

1907
 —
 Campbell
 v.
 Eno.
 —
 McCorkill, J.

1907
—
Campbell
v.
Eno.
—
McCorkill, J.

she paid \$2,500.00 for the property ; that it had increased in value, and was, on said 3rd October, worth \$4,000.00, and she concludes that the bid by, and pretended adjudication to the plaintiff, the payment of \$176.00, and the alleged resultant contract, be declared illegal, null and of no effect, and be set aside and annulled, and that the action be dismissed, with costs.

The *onus* of proof is, therefore, clearly upon the defendant to show cause why she should not grant the plaintiff his deed.

The preponderance of evidence shows : that the plaintiff in this case was the actual bidder at the sale ; the property was put up for sale by the auctioneer at an upset price of \$1,500.00, he used the usual inducements to obtain bids on the property ; the plaintiff put up his hand, and says he bid \$1,600.00. Several witnesses swear, they both saw him put up his hand, and heard him bid \$1,600.00. Other witnesses swear, they only saw him put up his hand, but that no bid was made, but the auctioneer called out \$1,600.00. There is no doubt that \$1,600.00 was the bid. One or two of the witnesses thought Patrick Campbell bid the \$1,600.00. He swears positively he did not : the plaintiff swears he bid the amount, and I think the evidence clearly shows the plaintiff was the bidder. The auctioneer inquired who made the bid, and the plaintiff answered that he did ; the auctioneer accepted the plaintiff as the purchaser, asked him to inscribe his name in his sales-book, which he did. The defendant who was in Europe was represented by her brother and agent who gave the instructions and supervised the sale, the witness John C. Eno, who was present at the sale. He saw and heard what passed, and offered no objection to the signing of the sales-book by the plaintiff. During the afternoon of the same day, the auctioneer sent his clerk to the plaintiff's office to collect from him the Government tax of one per cent and ten per cent on the purchase price, amounting, in all, to \$176.00, which the plaintiff paid, and for which he got a receipt ; this also was apparently with the acquiescence and approval of the defendant's agent, Eno. Article 1567 C. C. clearly says that " the adjudication of a thing to any person on his bid, and the entry of his name

“ on the sales-book of the auctioneer completes the sale to him,
 “ and he becomes the owner of the thing, subject to the con-
 “ ditions of the sale announced by the auctioneer.”

1907
 —
 Campbell
 v
 Eno.
 —

McCorkill, J.

A copy of the “Quebec Chronicle” of the 2nd of October contains the announcement of this sale. A portion of it reads as follows: “Mrs C.B. Wood (the defendant) of New York City, has instructed Messrs A. J. Maxham & Company to sell the following very centrally situated, and most desirable properties, No 24, Mount Carmel street, Cadastre No 2006, and the adjoining vacant lot.” Then follows a description of the house property, after which is the following: “Also the adjoining beautiful building lot, the southern portion of cadastral lot No 3603B situate on Mount Carmel street, a lot of about 40 feet frontage, by about 100 feet deep, which is restricted for residential purposes.” There follows a notice that these two properties will be sold at 11 o'clock a. m., 3rd October, on the premises and that they will be on view from 2 to 6 o'clock.

This notice had, no doubt, appeared in previous issues of this paper, and the sale took place in accordance with this notice.

The plaintiff, therefore, with the knowledge and acquiescence, and without any objection whatever of the defendant's agent, became the owner and proprietor of that property, the moment he signed the auctioneer's sales-book ; more than that, the purchase was ratified with the acquiescence and approval of the defendant's agent by the subsequent collection from the plaintiff of the Government commission and percentage on the purchase price and unless there was some good and substantial cause or reason for objecting to complete the sale, unless the plaintiff was guilty of a fraud, he was entitled to his deed.

The defendant objected to give him a deed and served him with a protest telling him the reasons why she would not grant him the deed. They were to the following effect : That the lot was adjudicated to Patrick Campbell, that Patrick Campbell on being asked to sign the auctioneer's sales-book as purchaser substituted the plaintiff in his place, in whose name he, Patrick Campbell, declared he had been bidding ; that

1907
Campbell
v.
Eno.
McCorkill, J.

the defendant has very strong evidence that Patrick Campbell, by false and injurious statements made to intending purchasers about the property, caused them to refrain from bidding on it, and it, therefore, sold at less than its value.

The alleged false and injurious statements are not given in the protest, but they are set forth in the plea, namely : "That
" he Patrick Campbell had rights upon said property ; that the
" purchaser thereof could not build thereon ; that it could only
" be used as a garden or lawn-tennis court ; that in any event
" there were disagreeable and very noticeable odors from his
" livery stable in rear of the lot ; that he read a passage from a
" deed of agreement between Sir A. P. Caron and others with
" the intention of misleading the people and if he had read the
" whole deed an entirely different meaning would have been
" apparent."

The protest further states that the sale was, in consequence null and void ; that the defendant tendered back the \$176.00, which he had paid to the auctioneer.

The plaintiff's answer to the notary when the protest was served upon him, was as follows : "I refuse to accept, and I
" claim the property, which was sold at public auction and
" adjudged to me, as being the highest bidder."

The defendant took no proceedings for the annulment of the sale ; she contented herself with the service of the tender and protest. Of course, that was not sufficient. The defendant had offered the property for sale through the medium of a qualified auctioneer who, for the purposes of the sale, was her agent, not only to receive bids, but to sell, to close the bargain ; to obtain the signature of the purchaser to the bargain and to collect from him ten per cent of the purchase price, according to the conditions under which the property was sold. We find in "Benjamin on Sales" that the auctioneer is the agent of the seller alone up to the moment that he knocks down the property to the last and highest bidder, and obtains his signature on the sales-book.

On page 491 of 3rd Am. and Eng. Encyc. of Law it is seen that "The relation between vendor and auctioneer is that of

" principal and agent. Whatever authority an auctioneer has,
 " is derived from his principal, which may be conferred by
 " deed, by a writing not under seal, by parol, and may re-
 " sult from implication."

1907
 —
 Campbell
 v.
 Eno.

McCorkill, J.

I am of opinion, therefore, that the auctioneer was the agent of the defendant for the sale of the property, for receiving the signature of the purchaser, and for collecting ten per cent of the purchase price.

The plaintiff says he was the purchaser. The defendant on the other hand, avers that Patrick Campbell was the purchaser, and that he had the plaintiff's name substituted for his own in the auctioneer's sales-book.

The plaintiff is a nephew and adopted son of Patrick Campbell, who is the owner of a large livery stable, which adjoins, and is in rear of the vacant lot in question. Patrick Campbell is charged with having made two false representations with respect to this property, at and prior to the sale: one was, that it could not be built upon, and the other was, that there was a disagreeable and very noticeable odor from his livery stable. Various versions are, as usual, given of what he said at the sale. Judge Chauveau swears it was " whoever buys the property, I will give him some fine smells." Mr Eno, the defendant's brother and agent, says it was " whoever buys, I will see that he gets a good smell from my stable." " Mr Budden, the auctioneer, believes it was " Anybody that bought the property would have the benefit of his stink."

These were all witnesses for the defendant.

The versions given by the plaintiff's witnesses differed some, what from one another, and from the versions of the defendant's witnesses. But, supposing he did say what was sworn to by these witnesses, was it false or fraudulent? All the witnesses admit they knew there were disagreeable smells from this stable. Fifty horses have been kept there for a great many years. Common sense tells us that, if the wind is in the right direction, whatever precautions may be taken, odors are certain to be noticeable and disagreeable. Every person present at the sale knew of this, and I cannot believe that what

1907
—
Campbell
v.
Eno.
—
McCorkill, J.

Patrick Campbell said with reference to his livery stable prevented any one from bidding on the property.

With reference to the other alleged misrepresentation, there is no proof adduced whatever to show that Patrick Campbell ever told any one, except Mr Budden, the auctioneer, that the lot could not be built upon. Patrick Campbell had a certificate from the registry office, which contained only part of a clause from the deed, and would make it appear that the lot could only be used for a garden or for a lawn-tennis court. He mentioned this, and showed the clause in the certificate to Mr Budden, who immediately went to the defendant's agent, Mr Eno, who went to see Patrick Campbell about it, and then took the precaution to have his notary present at the sale with the defendant's title from Patrick Campbell, so that explanations could be given to intending bidders. This title showed that the property could be used for a garden, a law-tennis court, or for the erection of a building similar to those in the vicinity. That the notary did not give full and satisfactory explanations, when questioned at the sale, and that this refusal to do so created a bad impression, is clearly shown by the evidence of judge Chauveau, and other witnesses. Judge Chauveau says : " Je n'avais pas trouvé les explications de M. Tessier satisfaisantes." Mr Lemieux, examined for the defendant, says that Mr Alexander Cummings questioned Mr Tessier about an alleged claim on the property of \$500.00, but Mr Tessier refused to give any explanation, and it created a very bad impression. This is all the evidence there is.

Not one witness is examined who swears, pointedly and positively, that he refrained from bidding at the sale, because of anything that Patrick Campbell had said, or told him. They were influenced—if influenced at all—more by the fact that the Notary Tessier either refused to give explanations, or gave unsatisfactory explanations. Moreover, it must not be forgotten that Patrick Campbell is not shown to have questioned the right to build upon the property to any one but the auctioneer. He did not mention it to Judge Chauveau, nor did he mention it at the sale. The plea is quite wrong in this

respect. Judge Chauveau heard it from the auctioneer's clerk, who must have been told by the auctioneer. Patrick Campbell complained afterwards to the auctioneer, because he told it to Mr Eno, and said that he told him this privately, not intending that it should be repeated to any one else. The only remark which Patrick Campbell made at the sale was about the odor from his livery stable.

1907
—
Campbell
v.
Eno.
—
McCorkill, J.

I cannot, therefore, conclude that any person was influenced and prevented from bidding a higher sum than \$1,600.00 for this property by anything which was said by Patrick Campbell. Moreover, it must not be forgotten that the defendant's agent, Eno, knew, prior to the completion of the sale and signing of the auctioneer's sales-book, of everything that Patrick Campbell said about the property, and yet he allowed the auctioneer to take the plaintiff's signature in his sales-book as purchaser of the property, and to collect from him, on the afternoon of the same day, ten per cent of the purchase price, without any protest, or without any pretence that there was anything wrong or illegal about it.

It is alleged in the plea that Patrick Campbell acted as the agent of the plaintiff in this respect, and committed the illegal acts which he did as the plaintiff's agent, and for which he is, therefore, responsible. There is no proof whatever that the plaintiff was a party to anything which Patrick Campbell said, and I do not think the presumptions are such that the plaintiff could be held responsible for what was said. But, in any event, I hold that the defendant has entirely failed to make out the allegations in her plea. Because this property did not sell for as high a price correspondingly as the house adjoining it, is, in itself, no reason why the sale should be set aside. A sale should not be set aside on an allegation of fraud, unless there is presumptive proof that a fraud was committed, and that the other contracting party was misled. I do not find that there is any such proof in this case.

I think, therefore, in the face of article 1567, the plaintiff was the purchaser of the property ; he is the owner of the property, and is entitled to his deed. The defendant is, there-

1907
 —
 Campbell
 v.
 Eno.
 —
 McCorkill, J.

fore, condemned to grant a deed to him within fifteen days of the rendering of this judgment, in default of which this judgment shall take the place of the deed, and the defendant is condemned to pay costs.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent, for the plaintiff.
Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, for the defendant.

COUR SUPÉRIEURE.

ST HYACINTHE, 26 janvier 1907.

Présent :—DEMERS, J.

RENAUD ET VIR V. BEAUCHEMIN ET AL.

Procédure—Dépens—Jugement sur incident—Adjudication des dépens.

JUGÉ :—Le jugement définitif rendu sur un incident, v. g., sur la caution *judicatum solvi*, sur la production du mandat *ad litem* de la part du demandeur qui ne réside pas dans la province, doit statuer sur les dépens sans les réserver à la décision du fond. Cf. *Block v. Carrier*, 28 C. S. 49.

DEMERS, J. :—

Il s'agit en cette cause de savoir si le défendeur qui demande un cautionnement pour frais et une procuration en vertu de l'article 177 C. P. C. a droit aux dépens contre le demandeur ou si la cour doit leur faire suivre le sort de la cause.

Cette question est vivement controversée dans notre droit ; on peut dire que les opinions sont également partagées. Nous croyons que le devoir du juge est de statuer distinctement sur les frais de cet incident. C'était déjà la solution admise dans l'ancien droit.

L'ordonnance de 1667, p. 31, Art. 3, décide en effet : "Si dans le cours du procès, il survient quelque incident qui soit jugé définitivement, les dépens en seront pareillement adjugés." (Bioche vo dépens, Nos 108, 116, 118. Chauveau sur Carré, t. 1,

Question 1634 ; Garsonnet, t. 3, parag. 455, p. 190). C'est également la jurisprudence en France. Fuzier-Herman dit : "Les magistrats n'ont donc pas à se préoccuper de la solution du procès principal ; ils devront statuer sur les dépens de tout jugement qui, quoique rendu sur un incident, sera définitif ; ainsi en sera-t-il, notamment, pour les jugements qui statueront sur la compétence du tribunal, sur la caution *judicatum solvi*, et, d'une façon générale, sur toutes les exceptions et fins de non recevoir, sur les demandes provisoires, etc. Par suite, et conformément aux principes généraux, ils devront, en principes, condamner aux dépens la partie qui succombera sur l'incident ". Fuzier-Herman, No 2030.

1907,
Renaud
v.
Beauchemin.
Demers, J.

Pour ces raisons, la cour condamne les demandeurs aux dépens en cette cause.

J. A. Bernard, pour les demandeurs.

A. O. T. Beauchemin, C. R., pour les défendeurs.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 31 janvier, 1907.

Présents :—CIMON, LEMIEUX ET McCORKILL, JJ.

JANELLE v. COURCHESNE & MAYRAND, oppt.

Prohibition d'aliéner—Prohibition pour un temps limité—Nullité.

JUGÉ :—La prohibition d'aliéner la chose vendue ou cédée à titre onéreux est nulle, même lorsqu'elle est stipulée pour un temps limité, v. g., pendant la vie du vendeur ou du cédant. Vainement ce dernier prétendrait-il n'avoir voulu que se donner une garantie additionnelle de l'accomplissement des charges de l'aliénation ; les termes précis et formels de l'art. 970 C. C. n'admettent pas ce tempérament.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été

1907 rendu par la Cour Supérieure, CANNON, J., à Trois-Rivières,
Janelle le 12 octobre 1906, comme suit :

v.
Courchesne
&
Mayrand.

CANNON, J. :—

Cannon, J.

La Cour, etc.

Attendu que l'opposant s'oppose aux saisies, publication, criées, vente et adjudication de l'immeuble saisi en cette cause, le 1er septembre 1904, savoir : " La moitié sud-ouest du lot " de terre numéro cinq cent quatre-vingt-sept (587) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste Gertrude, " actuellement la paroisse de St Sylvère, le dit immeuble " situé dans le quinzième rang de la dite paroisse, avec bâtisses dessus érigées ", comme irrégulières, illégales et nulles ; que le dit opposant invoque, à l'appui de son opposition un certain acte de donation, fait et passé devant Me Tétreault, notaire, à Sherbrooke, le 23 avril 1902, par lequel le dit opposant a fait donation entrevifs au dit défendeur et à son épouse, de l'immeuble en cette cause, à la charge, entr'autres, de loger, vêtir et nourrir avec eux le dit opposant, sa vie durant ou de lui payer une pension viagère et annuelle de cinquante piastres, tel que le tout appert au dit acte qui a été dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Nicolet, à Bécancourt, le 11 août 1904 ; que cet acte de donation contient la clause suivante : " Les donataires jouiront du dit " immeuble en toute propriété, à partir de ce jour, sans pouvoir néanmoins le vendre, la vie durant du donateur ; "

Attendu que le dit demandeur a contesté la dite opposition, alléguant que le dit acte de donation n'est pas un acte qui, d'après la loi, pouvait empêcher le défendeur de disposer du dit immeuble et empêcher les créanciers de le saisir et faire vendre en justice ; que le dit acte de donation n'est pas un acte à titre gratuit, mais un acte à titre purement onéreux ; que le dit acte ne contient aucune prohibition d'aliénée expresse ; que la dite opposition n'a été faite que dans le but d'empêcher le demandeur d'être payé de sa créance et que dans ce but, le dit opposant s'est concerté avec le défendeur pour

frustrer les droits du demandeur contestant ;

Considérant que le demandeur n'a fait aucune preuve à l'appui de cette dernière allégation de collusion frauduleuse entre l'opposant et le défendeur ;

Considérant que la clause du dit acte de donation invoquée par le dit opposant n'est pas une prohibition d'aliéner le dit immeuble, mais une garantie additionnelle que l'opposant a stipulée en sa faveur pour l'exécution fidèle des charges et prestations imposées au dit défendeur, la vie durant de l'opposant ;

Considérant qu'en vertu de la dite clause, le dit défendeur, à la date de la dite saisie de son immeuble, ne pouvait le vendre et que le demandeur saisissant ne peut, en vertu de son bref d'exécution, exercer plus de droits que le défendeur lui-même ;

Considérant que la dite opposition est bien fondée et que la contestation qu'en a faite le demandeur saisissant doit être renvoyée :

Maintient la dite opposition et déclare la saisie faite en cette cause de l'immeuble ci-dessus décrit, irrégulière, illégale et nulle à toutes fins que de droit et en donne main-levée au dit opposant, avec dépens contre le demandeur saisissant.

JUGEMENT EN RÉVISION.

CIMON, J. :—

Le 3 avril 1902, Delphis Mayrand, l'opposant, par acte notarié a fait donation entrevifs et irrévocable aux défendeur Rosanna Courchesne et à son époux Eugène Mayrand, d'une certaine terre y décrite. L'acte contenait la clause suivante :

" Les donataires jouiront du dit immeuble en toute propriété à partir de ce jour, *sans pouvoir néanmoins le vendre la vie durant du donateur.*"

Et cette donation était aux charges suivantes :

1o. De payer une hypothèque due à Nérée Mayrand au montant capital de \$290, avec intérêt à 5%.

1907

Janelle
v.
Courchesne
&
Mayrand.
Cannon, J.

1907
 —
 Janelle
 v.
 Courchesne
 &
 Mayrand.
 —
 Cimon, J.

20. De loger, vêtir et nourrir avec eux, le donateur, (l'opposant) sa vie durant, ainsi que Sinaï Mayrand et Delphine Hamel, et si ces trois ou quelqu'un d'eux cessaient d'habiter avec les donataires, alors ceux-ci seraient tenus de leur payer à chacun une rente annuelle de \$50.

30. De remplir envers Lucie Sévigny les obligations auxquelles le donateur était tenu envers elle.

Le donateur, ainsi que Sinaï Mayrand et Delphine Hamel ont, chacun, environ 80 ans, et ils sont en bonne santé.

Il est prouvé, hors de tout doute, que la terre donnée ne vaut pas plus de \$900, et comme il y a une hypothèque de \$290., que les donataires durent payer, cela réduit à \$600. environ la valeur du bien donné.

Pour loger, vêtir et nourrir le donateur, Sinaï Mayrand et Delphine Hamel, même au domicile des donataires, cela, d'après la preuve, vaut \$40. par année, chaque personne, soit \$120. par année pour les trois personnes.

Les profits nets de la terre ne sont pas de plus de \$20. à \$25. par année.

Les trois rentiers ne sont en aucune façon obligés de travailler pour le profit des donataires.

Bref, il est hors de tout doute que les charges de la donation excèdent de beaucoup le bien donné. L'acte n'a que de nom, le titre de *donation entrevifs*. C'est un véritable acte à titre onéreux.

Or, le demandeur, qui est un créancier du donataire Courchesne, ayant obtenu un jugement contre lui, a fait saisir la terre donnée.

Le donateur (l'opposant), a fait opposition à cette saisie, invoquant son acte appelé donation et la clause qui dit que les donataires ne pourront vendre cette terre la vie durant du donateur et demandant, pour cette raison, la main levée de la saisie.

La Cour Supérieure des Trois Rivières a maintenu cette opposition en disant que cette clause " n'est pas une prohibition d'aliéner le dit immeuble, mais une garantie additionnelle que l'opposant a stipulée en sa faveur pour l'exécution fi-

" dèle des charges et prestations imposées au dit défendeur la
 " vie durant de l'opposant ; considérant qu'en vertu de la dite
 " clause le dit défendeur, à la date de la dite saisie de son im-
 " meuble, ne pouvait le vendre et que le demandeur saisissant
 " ne peut, en vertu de son bref d'exécution, exercer plus de
 " droits, que le défendeur lui-même."

1907
 Janelle
 v.
 Courchesne
 &
 Mayrand.
 Cimon, J.

Le demandeur saisissant contestant l'opposition, a inscrit en révision de ce jugement et sa prétention est que, l'acte étant à titre purement onéreux, cette clause que les donataires ne pourraient vendre du vivant du donateur, étant une prohibition d'aliéner, elle est nulle, aux termes de l'art. 970 du C. C.

Le Code Napoléon n'a pas une disposition semblable à celle de notre art. 970.

Et, sous le Code Napoléon, bien que le point soit contesté avec autorité, cependant Demolombe (Vol. 18, Nos 294, 295, 296 et suiv.) enseigne ce qui suit :

" Mais si nous considérons comme illicite la condition de ne
 " pas aliéner, lorsqu'elle est absolue et indéfinie, notre avis est,
 " au contraire, qu'il faut la considérer comme licite, lorsqu'elle
 " est seulement relative et temporaire et qu'elle se trouve,
 " d'ailleurs, justifiée par un intérêt sérieux."

C'est ce qui peut arriver dans trois cas, à savoir lorsqu'elle a pour but de garantir :

" Soit l'intérêt du disposant ;

" Soit l'intérêt d'un tiers ;

" Soit même l'intérêt du donataire ou du légataire."

Et, dans les *Pandectes françaises*, au mot *Vente* No 999 on enseigne que " la défense d'aliéner dans les cas où elle
 " peut être admise dans les actes à titre gratuit doit être éga-
 " lement permise, dans les contrats à titre onéreux et spécia-
 " lement dans la vente."

On va voir maintenant comme notre droit Canadien est particulier sur ce point ; il est dans un sens plus large que le droit sous le Code Napoléon, en autorisant généralement la prohibition d'aliéner dans le testament et les donations entre-vifs, mais, dans un autre sens, il est moins large, en rendant nulle la prohibition d'aliéner dans tout acte à titre purement oné-

1907 reux, n'y fût-elle insérée que pour la protection des droits du
Janelle disposant.

v. Voici ce que les codificateurs Canadiens disent, dans leur
Gourchesne rapport (5ème rap. p. 196).

& " Le sujet du quatrième chapitre (c'est-à-dire le chap. des
Mayrand. " substitutions) se trouverait ici terminé, si la substitution n'ex-
Cimon, J. " istait souvent par implication au moyen de la défense d'alié-
" ner la chose donnée ou léguée. Cette défense ou prohibi-
" tion se trouve souvent dans les actes pour des fins différen-
" tes de la substitution. Il importe, non seulement de distinguer
" entre les deux cas, mais aussi de traiter en particulier de la
" prohibition dans laquelle la substitution ne se trouve pas,
" sujet assez étendu en soi et dont la place la plus convenable est
" en ce lieu. . . . Dans les donations entrevifs l'inaliénabilité
" de la chose peut résulter d'une stipulation consentie par les
" donataires. L'art. 223 du projet (notre art. 970) exclut
" de la vente la prohibition d'aliéner, que le vendeur n'a ni
" intérêt, ni droit d'imposer. Si quelque circonstance le
" porte à le faire temporairement, rien ne l'empêche de se ré-
" server un droit de retour, ou de faire, autrement, telle con-
" vention valable qui atteindra son but."

Ainsi donc, les codificateurs disent clairement que la défense d'aliéner ne peut être permise, pour aucune raison, dans un acte à titre purement onéreux.

J'ai dit que l'acte—quoiqu'il soit sous la forme d'une donation entrevifs—est à titre tout à fait et purement onéreux.—L'opposant devait donc, s'il voulait garantir l'exécution des stipulations en sa faveur le faire par une autre clause que celle d'une défense d'aliéner temporaire, laquelle est nulle.

Et, de fait, l'opposant s'était aussi protégé autrement. Il avait, d'abord, une hypothèque pour garantir les charges. Puis il avait stipulé, à défaut par les donataires—qui sont des cessionnaires quoique l'acte est à titre purement onéreux—d'exécuter leurs obligations, il pourrait faire prononcer la révocation de l'acte de donation ou plutôt, de cession.

L'opposant ne demande pas la révocation de l'acte, elle s'appuie seulement sur cette clause d'inaliénabilité de son vivant.

L'aliénabilité des biens est la règle, et c'est une règle d'intérêt public ; et notre code, par cet art. 970, rend absolument nulle toute défense d'aliéner la chose vendue ou cédée à titre purement onéreux.

Je conclus donc que le jugement qui a maintenu l'opposition devrait être infirmé, et que l'opposition devrait être déboutée, le tout avec dépens contre l'opposant.

LEMIEUX, J. :—

Le demandeur a fait saisir la moitié nord-ouest du lot de terre 589 du cadastre de la paroisse de St Sylvere, dans le comté de Nicolet, comme appartenant au défendeur.

Delphis Mayrand s'est opposé à cette saisie et comme moyen d'opposition il allègue que l'immeuble en question a été donné par lui au défendeur par acte de donation entrevifs en date du 23 avril 1902, et, qu'aux termes de cet acte, il était spécialement entendu que les donataires, savoir, le défendeur et son épouse, ne pourraient vendre cet immeuble durant la vie du donateur.

En effet, la donation contient la stipulation suivante :—
“ Les donataires jouiront de l'immeuble donné en toute propriété sans pouvoir néanmoins le vendre, la vie durant, du “ donateur.”

Le demandeur saisissant a contesté cette opposition pour entr'autres motifs, les suivants :

1.—Que la donation et la prohibition d'aliéner qu'elle contient ne peuvent être un obstacle à la saisie de l'immeuble par les créanciers du défendeur donataire.

2.—Que cet acte de donation n'était pas à titre gratuit, mais purement onéreux et que la valeur de la charge imposée aux donataires égale et dépasse même la valeur des biens donnés.

La cour de première instance a rejeté cette contestation et maintenu l'opposition.

La raison déterminante du jugement est que la clause de prohibition discutée comporte seulement une garantie additi-

1907
—
Janelle
v.
Courchesne
&
Mayrand.
—
Cimon, J.

1907
—
Janelle
v.
Courchesne
&
Mayrand.
—
Lemieux, J.

onnelle de l'exécution fidèle des charges et prestations de la donation imposées aux donataires en faveur du donateur.

La nature onéreuse de la donation a été établie d'une manière conclusive par le demandeur contestant. En effet, l'immeuble donné est estimé au rôle d'évaluation à la somme de \$675.00, les revenus bruts sont d'à peu près \$125.00, et les revenus clairs d'à peu près \$20.00 par année. Les charges imposées aux donataires sont estimées à au-delà de \$2,000.00.

L'acte en question n'est donc pas gratuit, on n'y retrouve pas ce caractère de libéralité qui est réellement essentiel à la donation. L'acte est qualifié de donation, mais à vrai dire, c'est plutôt une vente que toute autre chose.

Nous sommes tous d'avis que la donation est une donation onéreuse. S'il en est ainsi il y a lieu de faire l'application de l'article 970 C. C. qui déclare que la prohibition d'aliéner une chose vendue ou cédée à titre purement onéreux, est nulle. Et si cette prohibition est nulle, elle ne peut servir de base au donateur d'une opposition pour empêcher la vente de l'immeuble donné, saisi par un des créanciers du donataire.

Le premier juge a maintenu l'opposition, non pas spécialement en s'appuyant sur la prohibition d'aliéner, mais en déclarant que cette prohibition d'aliéner était une garantie de la prestation des charges de la donation.

Cette garantie sous forme de prohibition, imposée par une donation purement onéreuse, ne peut être un empêchement à la saisie par le créancier des donataires de l'immeuble donné, pas plus que l'hypothèque ou le privilège de bailleur de fonds réservé par le donateur pour la protection de ses droits. La raison de la loi est palpable, c'est que telle prohibition détruit la liberté de commerce établi par la nature de la loi.

La loi a prévu tels cas et a assuré au crédit rentier la faculté de se protéger, soit en demandant la vente à la charge de ses droits, soit en produisant une opposition afin de conserver, pour être payé sur le produit de la vente, suivant son privilège ou rang d'hypothèque.

Pour ces motifs, nous sommes unanimes à décider que le ju-

gement de première instance est mal fondé et qu'il doit être infirmé avec dépens des deux cours.

Martel & Duplessis, pour le demandeur contestant.
Tessier & Bigné, pour l'opposant.

1907
 —
 Janelle
 v.
 Courchesne
 &
 Mayrand.
 —
 Lemieux, J.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, February 5th, 1907.

Present :—ARCHIBALD, J.

CHAURET v. PILON & THE ATTORNEY
 GENERAL, intvt.

Property—Land bounded by a navigable river—Non-tidal waters—Riparian owners—High and low water marks. Power of Crown to grant water lots.

Held :—1o. When land is bounded by a navigable river, the waters of which are non-tidal, it extends to the lowest mark reached by the gradual diminution of the water during the summer months. Hence the Crown has no power to grant as beach lots, land lying between the highest and lowest water-marks along such rivers, the same being the property of the riparian owners.

2o. The Crown may legally grant to any person other than the riparian owner, lots contiguous to his land in the bed of a navigable river.

ARCHIBALD, J. :—

The plaintiff alleges that he was, at the date of the action and previously, proprietor of a certain water lot situated in front of lots numbers 68, 69 and 70 of the cadastre of the village of St Genevieve, in the county of Jacques Cartier, which lot was bounded as follows :—commencing at the north-west corner of lot number 68 at the point of high water of Rivière des Pariries running from that point in a straight line to the south, fifty degrees west, for a length of 440 feet to another point situated on the line of high water of the said river in front of said lot number 70 and from that point following the line of high water of said river in the general directions

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

of south-east and north unto the point of departure ; that he had become proprietor of this lot on the twenty-sixth of September, 1902, in virtue of title from the Government of the Province of Quebec, duly registered ; that he was also proprietor of the lot contiguous to the above water lot, and known as number 69 on the official plan of the Village of St. Genevieve ; that the defendant was, at the same time, proprietor in possession of lot 68 on the same plan, which also was contiguous to the water lot bought by the plaintiff as first described.

That since the month of May, 1904, the defendant had been using the water lot of the plaintiff every day, passing over it on foot or in boats and in anchoring his boats, and the defendant also put on the lands, posts and pickets and anchors for the purpose of his boats.

That the defendant had also put upon the lot of the plaintiff a bathing house which he was using ; that about the eighth of July, 1904, the plaintiff protested the defendant by Libersan, notary, to stop using the lands and to take away everything that he had put there, but the defendant continued, notwithstanding the protest, to use the property as before ; that, besides that, the defendant, during the last years has put on the lands of the plaintiff, a quantity of earth and stones, thus raising several feet the plaintiff's lands, changing its condition and causing obstructions.

That by protest on the 29th October, 1903, the plaintiff demanded that the defendant should take away the obstruction in question.

That by reason of these facts the plaintiff has suffered damages which he reduces to the sum of fifty dollars and the plaintiff prays that the defendant should be ordered to cease using the water lot of the plaintiff and that he should be ordered to take away the posts and pickets, and anchors, buildings, boats, bathing house and other constructions that he has placed upon these lands of the plaintiff, as well as the earth and stones which he put there, so as to restore the plaintiff's lands to the state in which they were before the acts of

the defendant of which the plaintiff complains, and that he should further be condemned to pay the sum of fifty dollars damages and costs.

The defendant pleaded that the title alleged by the plaintiff was null, inasmuch as the Government was not the proprietor of what it had pretended to sell to the plaintiff; that the defendant as riparian owner upon the Rivière des Prairies had a right to use his land in the manner in which he did.

The defendant then sets up his title which he traces back through his immediate *auteur*, to the Seminary of St Sulpice, and to the company of New France, to whom the land of the Island of Montreal was granted by concession from the King of France.

That the Rivière des Prairies at the place in question in this cause was navigable and floatable and that, even admitting that the Province of Quebec were proprietor of what it has pretended to sell to the plaintiff, the defendant had the right to make use of the beach and the waters of the river in the manner in which he did, to navigate the river and to place there a boating house, and to do all the other acts of which the plaintiff complains.

That according to use and custom followed and public notoriety, since immemorial time, the riparian owners of the Island of Montreal, in the place in question in this cause, have always exercised the right to navigate waters of the river St Lawrence and of the Rivière des Prairies, as the defendant has done since he was proprietor of his property, and to place constructions there to secure and protect his boats, and to place bath houses, and to do any work necessary to protect his property against the water and ice in the river, and that the defendant has not, in any respect, exceeded his rights in the matter above mentioned.

That even supposing that the Government had the right to sell to the plaintiff the water lot in question, it could only do so upon condition of obtaining from the defendant a written consent to the concession, inasmuch as the water lot forms the frontage of the defendant's lot adjoining it, and moreover the plaintiff could not take his present action without having

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

1907
 —
 Chaurey
 v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J.

first taken an *action en bornage* to indicate the line between the plaintiff's property and the defendant's, which the plaintiff has never done.

That the plaintiff has suffered no damage ; that the water lot pretended to be conveyed by the Government to the plaintiff was part of a navigable river, and was in its nature inalienable, and, in any event, could only be alienated subject to the rights of the defendant, as riparian owner, of navigation, and others, upon the beach and bed of the river at the point, and the defendant asks the dismissal of the plaintiff's action.

The Government of the Province of Quebec intervened for the protection of the plaintiff, and took up the *fait et cause* of the plaintiff.

It is seen that the questions raised in this case are of much importance. The defendant appears to deny to the Government of the Province of Quebec the right to sell a portion of the land covered by water upon a navigable river. The plaintiff, on the contrary, appears to contend for the existence of that right, and also that it justified him, by reason of his concession, to exclude other persons from the right, if not of free navigation upon the water covering the portion sold, at least from the right of using the water for the purpose of anchoring and protecting boats or other constructions intended for navigation.

There are certain questions of law which may at once be stated, which do not, as a matter of fact, require to be drawn from reference to hold authorities, but which have been conclusively determined by proceedings which are binding upon the courts of justice at the present time. In 1854 several of the questions which lie at the base of the plaintiff's action in this cause were submitted to, and determined by the Seigniorial Court, which was then appointed for the purpose of determining the rights of Seigneurs under the Seigniorial Act. In volume A, at page 130a, section 27, sub-section 3, which is part of the judgment rendered by the Seigniorial Court upon specific questions proposed to it, appears the following :—

“ As to the right of the Seigneurs upon the beaches of
 “ navigable rivers : in those of those rivers subject to the ebb

“ and flow of the tide these rights over the space covered and
 “ uncovered by the tide must result from an express conces-
 “ sion in their titles, and without this action, those rights
 “ only extend to the line of high tide : as to navigable rivers
 “ not subject to the tide the rights of the Seigneurs extend to
 “ the water, saving legal servitudes, and without prejudice as
 “ to what has been said above as to the special grants in
 “ navigable rivers.”

1907
 —
 Chauret
 v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J

The 18th Vict. chapter 3, section 16, paragraph 9 is as follows :—

“ The decision so to be pronounced (that is, the decision of
 “ the Seigniorial Court) on each of the said questions and
 “ propositions shall guide the Commissioners and the Attorney
 “ General, and shall in any actual case thereafter to arise, be
 “ held to have been a judgment in appeal in last resort, on the
 “ point raised by such question in a like case, though between
 “ other parties”.

Thus, the answer above given by the Seigniorial Court was made, at any rate so far as regards any Court other than a Court of final resort, namely, other than the Privy Council, an actual law, binding on Courts of justice.

It is seen from the answer given to that question, as to the rights of Seigneurs in a beach of a navigable river, that a distinction was made between those rights in reference to tidal waters and non-tidal waters, that in tidal waters the Crown was proprietor of the portion successively covered and uncovered by the ebb and flow of the tide; but that in non-tidal waters the riparian owner was proprietor of the beach up to the water, That could not evidently mean up to the water at its highest point, but, on the contrary, it must have meant the water at its lowest point.

That this was the view as to the answer, in question, may appear from a judgment rendered by the Court of Appeals in a case of *Normand v. The St Lawrence Navigation Coy* ⁽¹⁾, in 1880. On page 517, the Government concession is cited and reads as follows :—

(1) 10 R. L. 513, 5 Q. L. R. 215.

1907
 —
 Chauret
 v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J.

“ Seeing the plaintiffs found their rights upon letters patent
 “ obtained on the first of September, 1873, from the Govern-
 “ ment of the Province of Quebec, conceding to them a water
 “ lot in the east channel of the river St Maurice in the dis-
 “ trict of Three Rivers, bounded on the north-east by the or-
 “ dinary line of low water, in front of their property, and ad-
 “ jacent to it on the whole of its length, and on the other
 “ sides by the deep waters of the said river.”

It would seem then that the Rivière des Prairies being a non-tidal river, the beach between high water mark and low water mark did exist by the gradual diminution of the water during the summer months would belong by rights to the proprietor of the adjoining property. It is plain that in making a distinction between the rights of the riparian owner in the case of tidal and non-tidal waters, the Seigniorial Court intended that a different rule should prevail in the one than that which should prevail in the other, making the rule of Crown ownership up to high water prevail in the tidal waters.

Some other rule must then be held to have intended to be used in regard to non-tidal waters. The only other rule which can be used would be by using low water mark. The expression used by the Commissioners “ Up to the water” must mean the water at any time, and therefore, the water at low water, and it cannot be supposed that the Commissioners intended to indicate that the property should belong in a fluctuating degree to the Crown and to the proprietor just as the waters receded and advanced. But, has the answer of the Seigniorial Court above cited been affected by articles 399 and 400 of the Civil Code ? Article 400 indicating the property which belongs to the Crown, says :—

“ Roads and public ways maintained by the State, naviga-
 “ ble and floatable rivers and streams and their banks, the sea
 “ and shore and lands reclaimed from the sea, ports, harbours
 “ and roadsteads, and generally, all those portions of territo-
 “ ry which do not constitute private property are considered
 “ as being dependencies of the Crown domain.”

In the report of the codifiers there is no mention whatever

of any intention to alter the previous law, nor is the generality of the language of article 400, nor does it at all necessarily include the beaches of non-tidal navigable rivers, because it is a general principle of statutory interpretation that the intention of the legislature is not, in legislating to make any alteration in the previously existing law, further than the terms of the later statute render absolutely essential. The word "navigable" is frequently in law, applied only to tidal waters and not to non-tidal waters, and specially in connection with the english law.

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

It then being possible to interpret the article 400 as being referable to tidal waters, so far as regards the beaches, and there being manifestly no intention on the part of the codifiers to change the law as it previously existed, it may be therefore said, that article 400 does not take away the right of the riparian owner to that portion of land from which during the heat of the summer the water retires.

The same may be also inferred from the judgment of the Privy Council in *Booth v. Ratté* (1) where it was held : that a riparian owner is at liberty to construct and moor to his bank a floating wharf and boat-house, the same not being an obstruction to the navigation.

I am then of opinion that the plaintiff's deed from the Government, in so far as it purports to convey to the plaintiff, land up to the high water mark of the Rivière des Prairies, has conveyed land which belonged to the defendant, and is in so far inoperative, and of no effect.

It is unnecessary to say, that neither the Government nor any other person can validly sell land which does not belong to it. On the other hand, it is clear from authority that the Government can concede water lots. As to the effect of that concession, there may be difficulty, but that it can be made there is no question, and, that it can be made to a person other than the riparian owner appears also to be practically out of question.

(1) 15 App. C 188.

1907
 —
 Chauret
 v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J.

In the case of *Regina vs Baird* (1), chief justice Meredith says :— “ To this important question I have given careful
 “ consideration and am of opinion that although, under ordi-
 “ nary circumstances, the riparian proprietor has as strong equi-
 “ table claim to the grant of the beach in front of his proper-
 “ ty in preference to any other person, yet, that as a matter
 “ of law, the grant may be legally made of such beach against
 “ the will of the riparian proprietor, and to such other person
 “ as the Sovereign and her advisers, taking into consideration
 “ the particular circumstances of each case, may, in their dis-
 “ cretion, think most deserving of such grant, and most likely
 “ to render it conducive to the public good. It is beyond
 “ doubt that, under the old law of France, the Crown could,
 “ with the view of permitting industrial enterprises make grants
 “ of such portions of any navigable rivers as were not requi-
 “ red for navigation, such grants were then required for mill
 “ sites more frequently than for any other purpose, and it is
 “ generally with reference to property of that kind, that the
 “ right of the Crown in this respect is spoken of”.

In the present instance, the greater part of the line of the property conceded to the plaintiff lies along the supposed line of high water separating the defendant's property from the water in question. A portion of it, however, adjoins a lot belonging to the plaintiff himself. Ordinarily these concessions of water lots are made with the object of permitting the navigation of the river by enabling the grantee to construct a wharf or something intended to favor commerce or navigation. In the deed to the plaintiff, nothing is stated as to the object of the concession. The proof does not, at any rate, make it clear that any object of public advantage was intended. It is possible that the concession might convey to the plaintiff the exclusive right of fishery at the point in question, but the proof does not indicate that anything of that kind would have been of any value to anybody.

With regard to the effect of such a concession, one thing

(1) 4 L. C. R. 331.

is clear, that it could not have the effect of limiting in any manner the rights of the defendant to the use of the lot in question for the purposes of navigation, and, that that use would include the right to moor and anchor and protect boats, is most clear.

The case aboved cited of *Normand v. The St Lawrence Navigation Company* concerned a water lot which was granted by the Government to the plaintiff in that case, in the east channel of the river St Maurice, in the district of Three Rivers and in that case also, the plaintiff was the proprietor of the land abutting on the water lot. In the winter of 1874, the defendant had brought into, and anchored in the water covering the land, without any permission of the plaintiff, several steamers, and retained them there during the winter, until the opening of navigation, in the following spring and not only so, but passed over the land of the plaintiff adjoining the water lot, from time to time, for the purposes of access to the steamers, and the plaintiff prayed for damages against the defendants in the sum of \$250. In that case, it was held that the Crown lands, including water lots in navigable rivers belonged to the Crown, represented by the local Governments, but that the concession cannot have the effect of diminishing the advantages which the use of such rivers offered to navigation, the control of which rests with the Dominion Parliament; that the proprietor of water lots obtained from the Provincial Government has no right to claim remuneration or indemnity from a steamship company for wintering its steamships, or vessels, in that part of the river which is found within the limits comprised in his letters patent.

Mr Justice Tessier in commenting upon the case said :—" It does not follow that Messrs Normand have the right by their letters patent to make a vessel which wishes to navigate waters of the river St Maurice pay anything for that. The respondent has the right to anchor and to winter in the waters of the St Maurice any vessel, even within the limits of the water lot belonging to the plaintiff without paying anything."

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

1907
 —
 Chauret
 v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J.

The considerations above mentioned decide most of the questions which have arisen in the present case. There remains only the question of the bathing house. It is difficult to say that the erection of a building for a bathing house, and placing it upon any part of a navigable river could be intended for anything which could promote navigation, and, indeed, the defendant labored to prove that such a construction was justified by universal use, and indeed he did succeed in proving that bathing houses upon the beach of the river St Lawrence and Rivière des Prairies, is a construction of very general use.

I am, however, of opinion, that no such use or acquiescence in the use of such a construction has been sufficiently established or that the proof of such a usage could limit the rights of the public in navigable water. It is true that in the case already cited of *Booth & Ratté*, considerable weight was laid upon the length of time which the plaintiff in that case had used his construction on the bank of the Ottawa river. There, their Lordships remarked, on page 192, as follows :—

“ Here, all the tendency of the evidence as to the possession
 “ of the plaintiff's bank, the bay there formed at a distance of
 “ 700 feet from the main channel, the great width of the Ottawa,
 “ its ample facilities for shipping, apart from the comparative-
 “ ly narrow strip where the plaintiff's wharf is moored, the
 “ fact that the plaintiff has thus occupied the property in ques-
 “ tion for over twenty years, all strongly suggest that he has
 “ done nothing detrimental to river and navigation, but that,
 “ on the contrary, his wharf has been a benefit to the boating
 “ public. So far from being an obstruction as navigation, the
 “ maintenance of a floating wharf of that kind as in the cir-
 “ cumstances stated by the learned Chancellor, a positive con-
 “ venience to those members of the public who navigate the
 “ river with small craft. As a riparian owner, the plaintiff
 “ would be at liberty to construct such a wharf, and would
 “ be entitled to maintain an action for the injuries to it
 “ which are complained of.”

In this instance, however, the action was not between the Crown and the individual but between two individuals and

the point of the imprescriptibility of the sovereign rights of the Crown could not come into question in that case, and, moreover, the construction referred to was a construction which had for its object the promotion, and not the obstruction of navigation.

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

In another case of *The Queen v. Moss* ⁽¹⁾, that case appeared to decide that the extent of inconvenience arising from the placing of an obstruction in a navigable river did not affect the question. The case referred to a bridge which went across a portion of the river St Lawrence from an island to the north bank in the vicinity of the new Cornwall canal. The channel of the river which was obstructed had never been used for purposes of navigation but was navigable in a sense. The chief Justice in that case remarked :—

“ I quite concede, however, that assuming this northerly channel to be navigable water, the erection in the river of a dam by means of which the bridge was formed, would have been a public nuisance unless it was in some way legalized by the action or acquiescence of the Crown. It is not sufficient to justify the placing of an obstruction in a public river or harbour that, upon the balance of inconvenience, the structure causing an obstruction to navigation could be of great public utility, far outweighing any inconvenience caused by it as a hindrance to navigation.”

The case of *Rex v. Russell* ⁽²⁾ was an indictment for obstructing the navigation of the river Tyne by erecting coal *Staiths* in the bed of the river which, being tidal water, belonged to the Crown. Bailey, judge, who presided as the trial left to the jury the following questions :

- “ Were the Staiths erected in a reasonable place ?
- “ Was there a reasonable space left for the public navigating in the Tyne ?
- “ Were the Staiths a public benefit ?

(1) 26 S. C. C., 322

(2) 6 B. & C., 566

1907
 —
 Chauret v.
 Pilon
 &
 The Attorney
 General.
 —
 Archibald, J.

“ Did the public benefit countervail the prejudice done to individuals ?”

The jury having under this direction found for the defendant, the Court of King’s Bench refused to disturb the verdict. Lord Tenterden, however, dissented from the judgment, but in several other subsequent cases in England the decision in the case just above cited was overruled.

The law as it stands in England to-day is as stated by the chief Justice in the case of *The Queen & Moss*, as follows :—

“ Even if the bridge in question was of very great public benefit, whilst the prejudice it caused to the public as an obstruction to navigation was of the slightest possible degree, it nevertheless would have been an illegal structure amounting to a public nuisance, which, as such, the Crown might cause to be removed, unless, for other reasons, it was not to be treated as a nuisance.”

The defendant’s bathing house, therefore, if it projected into the navigable water of the Rivière des Prairies, must be considered as to that extent an obstruction to navigation and therefore illegal, unless sanctioned by some sovereign authority, which does not appear in the present case.

On the whole considering that the beach between high and low water mark at the point in question did not pass by the concession from the Government to the plaintiff, and was the property of the defendant, the plaintiff can have no right to complain that the defendant has put earth and stones for the purpose of protecting the bank of his property ; that also, seeing the concession to the plaintiff could not convey to him any right to interfere with the navigation of the portion of water conveyed to him, or the anchoring or protecting of boats or other constructions intended for navigation in or upon the property in question, the whole of the complaint of the plaintiff against the defendant falls to the ground, with the exception of that part of it which refers to the construction of the bathing house. It seems that this bathing house was a movable structure and it was made to follow the recession of the water so that the front part of it would always be in the water, whereas, the back part of it would be on the

land, but the proof would seem to show that even at low water it projected to a certain extent into the water, and would, therefore, necessarily, be upon the water lot conceded by the Government to the plaintiff.

There has never been any *bornage* of the land in question and, if the description in the plaintiff's deed is to be changed as a matter of law by the substitution of the line of low water, for the line of high water, the whole description probably would prove to be so vague and uncertain as to render it difficult to ascertain whether anything or what was conveyed by the deed. All of this would lend greater importance, at any rate, to that one of the pleas of the defendant, which claimed that the plaintiff could not take his present action until he had first taken an *action en bornage*.

Under the circumstances, I am prepared to support that view, and specially having in view the fact that the plaintiff could, in any event, succeed for only such an absolutely trivial portion of his demand, namely, that at the period of low water the bathing house should not be extended beyond the line of the water instead of advanced into it for a few feet.

The plaintiff's action will, therefore, be dismissed with costs

C. Laurendeau, K. C., for the plaintiff.

Beaudin, Loranger & Saint Germain, for the defendant.

R. Rocher, for the Attorney-General.

1907
—
Chauret
v.
Pilon
&
The Attorney
General.
—
Archibald, J.

CIRCUIT COURT.

QUEBEC, February 15th 1907.

Present :—McCORKILL, J.BOUCHER v. THE CORPORATION OF
LIMOILLOU.

Municipal Law—Appeal to Circuit Court under §4 article 1061 M. C.—Right to appeal of married woman inscribed as landowner on roll of valuation—Amendments to valuation roll in any year in which a new roll is not made—Amendment made in District of Quebec in the month of September.

HELD :—10. A married woman who is the owner of real estate in a municipality, whose name is on the valuation roll as such and who is a tax-payer, is qualified and has the right to take the appeal to the Circuit Court given in §4 of art. 1061 M. C.

20. Amendments of the valuation roll, in any year in which a new roll is not made, can only be made in the District of Quebec in the months of June or July. Hence resolutions passed by a local council in the District of Quebec in the month of September, to erase the names of proprietors inscribed on the valuation roll and to substitute in their stead the names of a large number of other parties, are null and void and will be quashed on appeal.

McCORKILL, J. :—

This is an appeal taken under the provisions of article 1061 M. C., which says : “ An appeal lies to the Circuit Court “ of the district . . . from any decision given by a local municipal council in virtue of articles 734, 738, 746 and 746a “ respecting a valuation roll, whether the decision be rendered by the council of its own motion or on complaint against “ the roll produced before it.”

The petition sets up that the petitioner, who is a married woman, and is assisted by her husband to *ester en justice* is an elector and is interested in the revision. The petitioner may vote by proxy, but she hardly answers to the requirements of art. 291 M. C. She is, however, the owner of real estate in the municipality, her name is on the valuation roll

as such, and she is a tax-payer. She has a real and substantial interest in everything that pertains to the welfare of the municipality and is interested in seeing that the council commits no illegalities. Any person who is aggrieved by the decision of a council may appeal, *The Corporation of the village of Megantic vs The Corporation of the county of Compton* (1). If bonuses and privileges are asked for, the honest vote of the owners of real estate sufficient in number, and possessing the required value of real estate, alone should grant it. The petitioner should not have additional burdens put upon her by fictitious owners and illegal electors.

The appeal seeks to annul and set aside two resolutions of the council which the corporation defendant passed at its meeting of 22nd September, 1906, whereby the names of the inscribed proprietors on the valuation roll of lots 508, 508a, 440, 509, 431, of sub-division 1 to 434, and sub-division 317 were erased, and the names of a large number of other parties substituted in their places.

It is alleged in the petition containing the reasons of appeal that at that time the successions of H. W. Anderson, and W. H. Anderson, were the proprietors of lots 508, 508a, 440 and 509, and by these resolutions, George Parent, Hon. Trefflé Berthiaume, and F. X. Dupuis, were substituted as the joint proprietors of these lots, and in the same resolution, a large number of other persons were inscribed as owners of sub-divisions, some sixty odd in number, of these lots ; that similar sub-divisions and changes were made with respect to lots 434, sub-division 317, Eugène Leclerc and Eugène Lamontagne, being substituted in the place of Madame F. X. Boileau, Alderic Boileau, guardian of Urbain Lapointe, as joint proprietors of the lots, and in the same resolution a large number of names were entered as proprietors of sub-divisions of the same ; that the resolution also changed the valuations ; that the resolutions of the 22nd September are illegal ; that the

1907
Boucher
v.
Corporation
of Limoilou.
McCorkill, J.

(1) 16 S. C. 281.

1907
Boucher
v.
Corporation
of Limoilou.

council could not amend and revise the roll for, among other reasons, the following :

Because the council had given no legal notice of the revision, and of the amendments.

McCorkill, J.

Because none of the parties, whose names are entered upon the roll, are proprietors, except Parent, Berthiaumé, Dupuis, Leclerc and Lamontagne.

Because all the other parties, whose names are placed upon the valuation roll, and made to appear as proprietors of lots, which are actually the property of Parent, and others, and portions therefore of the lots appear on the valuation roll to be owned individually by two different owners.

Because the resolutions were adopted, and the changes were made, for the sole purpose of permitting the persons named therein to vote for the approval of two by-laws, which were to be, and which were, actually submitted to the electors, of the municipality for their approval.

Because if the resolutions are not annulled, all these parties names will remain upon the valuation roll, and they will be inscribed thereon as electors of the municipality.

That the petitioner has an interest in having these illegal changes made in the valuation roll cancelled and annulled.

That the petitioner has duly notified the respondent of her intention to take the present appeal, and she has furnished the security required by law.

She therefore concludes that the resolutions in question be declared to be illegal, null and void, and be cancelled ; that the changes, amendments, modifications, and additions made to the valuation roll in question, be also declared to be illegal, and null, the whole with costs.

The respondent appeared by counsel and answered summarily and verbally and generally.

The revision in question was made under the provisions of article 746a, M. C., which reads as follows : "The local council shall, in any year in which a new valuation roll is not made, revise and amend the valuation roll in force, by complying with the formalities prescribed by articles 736, 737 and 738."

Article 736 enacts that public notice of the proposed revision must be given informing the inhabitants of the municipality of the day and hour of the session at which the revision should be commenced.

Article 737 allows complaints to be made, either in writing, or verbally, before the council.

Article 738 says : "Any amendments made to the valuation roll must be entered upon such roll, or on a paper annexed thereto, with the initials of the secretary-treasurer. A declaration testifying to the accuracy of the amendments, and determining the number thereof, together with the time at which they were made, must be entered on the roll or annexed thereto, under the signature of the president and the secretary-treasurer."

Article 746a contains this further provision : "Such revision takes place during the month of June or July." Reading both clauses of article 746a together, the intention of the legislature was, to me, imperative, that the revision should take place in June or July.

Abbreviated 746a would read : "The council shall, in any year in which a valuation roll is not made, revise and amend the valuation roll in force during the month of June or July, by complying with the formalities prescribed by articles 736, 737 and 738." R. S. Q., 19 says : "Whenever it is provided that a thing shall be done, the obligation is imperative. The years that the valuation is made by the valuers, they do their work in the same months of June and July." It was, therefore, the intention of the legislature that the triennial valuations, and the annual revisions thereof, should take place in the same months. The public interest demands that a set time should be fixed for this very important work, and that it should not be left to the caprice of the council, or a majority of the councillors, to do it when it suited their purpose.

Article 743 provides, that if an annual revision does not take place, the valuation roll continues in force. It reads thus : "It (the valuation roll made by valuers) remains in

1907

Boucher

v.

Corporation
of Limoilou.

McCorkill, J.

1907 " force until the coming into force of the new valuation roll
 — " made in accordance with the provisions of this title."
 Boucher
 v. A case that is very much in point, is that of *Théoret vs*
 Corporation of Limoulo. *Senecal & Demers* ⁽¹⁾. The following is one of the *considér-*
 McCorkill, J. *rants* : " Considérant qu'il résulte de ces dispositions que le
 ' conseil ne peut reviser le rôle que lors de sa confection, et
 " ensuite tous les ans seulement, aux mois de juin ou juillet,
 " et qu'à part ces époques il ne peut toucher au rôle qui doit
 " rester en force jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau
 " rôle."

If, during the year, a change of ownership of taxable property has taken place, and the new owner wishes to be inscribed upon the valuation roll, article 746 provides how he may have it done. It is the only exception to making the revision of the valuation roll in the months of June and July.

The appellant complains, and has proved that no notice whatever was given of a revision in June or July. The meeting of the electors for this purpose was first called in August and was adjourned several times. I am of opinion that the council had no right to make this revision.

I think, therefore, the proceedings of the council were absolutely illegal, and the substitution of the names objected to for those which were on the valuation roll, was illegal.

Moreover, according to the evidence adduced, the newly inscribed owners of sub-divisions of the various lots referred to in the petition, never became proprietors of these lots. The ownership of the land vested in those who held the title C. C. 2098 shows the title had not passed from the succession Anderson to the Quebec Land Co., and their promises of sale were therefore without effect. The names objected to, therefore, should not have been entered upon this valuation roll as owners of these various sub-divisions.

The appeal is therefore maintained with costs.

Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, for the petitioner.
Bédard, Roy, Chaloult & Prévost, for the respondent.

(1) 17 R.L. 310.

COUR SUPÉRIEURE.

QUÉBEC, 18 février 1907.

Présent :—SIR C. A. P. PELLETIER, C. C. M. G., J.

VALIQUET v. STEVENS & RYAN.

Mariage—Droits et devoirs des époux—Autorisation maritale—Actes d'administration de la femme—Opposition afin de distraire à une saisie immobilière—Procédure d'une femme mariée déclarée nulle pour défaut d'autorisation maritale.

JUGÉ :—1o. L'opposition afin de distraire un immeuble de la saisie qui en a été pratiquée, formée par son propriétaire, n'est pas un acte d'administration au sens des art. 176 et 177 C. C. Par suite, une femme mariée ne peut ester en justice dans une telle procédure sans y être autorisée par son mari ou par le juge.

2o. Le tribunal appelé à se prononcer sur la contestation d'une opposition dans ces circonstances, se borne, sans autre adjudication, à mettre les parties hors de cour, sous la réserve de leurs droits.

SIR C. A. P. PELLETIER, J.:—

Le 14 septembre dernier, Dame Amy Ryan, de Oak Bank, Manitoaba, a produit en cette cause une opposition afin de distraire, réclamant la propriété de l'un des immeubles saisis par le demandeur. Dans cette opposition, elle se décrit comme étant la veuve de feu Charles E. Dobbs, en son vivant du même lieu.

Par procuration passée le 24 octobre 1905, et par acte authentique en conformité d'icelle, devant Mtre Reddy, notaire, à Montréal, le 26 novembre dernier, il appert que cette Dame Amy M. Ryan, l'opposante en cette cause, n'est pas veuve, et ne l'était pas à l'époque où elle a fait son opposition ; qu'elle est, au contraire, mariée à Charles E. Dobbs.

Le 4 janvier 1907, le demandeur fit motion, alléguant que, vu ces faits, non seulement l'opposante a été fausement désignée dans son opposition, mais qu'elle n'est pas autorisée à

1907
—
Valiquet
v.
Stevens
&
Ryan.
—
Sir C. A. P.
Pelletier, J.

plaider devant cette cour, et toutes les procédures qu'elle y a faites sont nulles, ne sauraient valoir et doivent être tenues pour irrégulières, illégales et nulles, et l'opposition renvoyée avec dépens. Alléguant de plus que les faits relatifs au défaut d'autorisation ne venaient que de parvenir à la connaissance du demandeur et qu'il les croit suffisamment fondés pour avoir droit de les invoquer contre l'opposante, il demanda qu'il lui fût permis d'ajouter les moyens ci-dessus à ceux qu'il avait déjà invoqués dans sa contestation de l'opposition.

Par jugement de cette cour, le 22 janvier dernier, il fut ordonné "that the said additional allegations be correctly numbered, and the amended contestation to be served and filed within three days. The opposant is allowed to file a new answer to the contestation as amended."

Conformément au dit jugement, le demandeur amenda son plaidoyer à l'opposition et renouvela dans ce nouveau plaidoyer tous les moyens déjà invoqués, et particulièrement que l'opposante n'était pas autorisée à ester en justice.

Dans sa réponse à la contestation amendée du demandeur, conformément au jugement du 22 janvier dernier, l'opposante admet maintenant qu'elle est mariée et femme de Charles E. Dobbs, clergyman, de Oak Bank, Manitoba, au lieu d'être sa veuve, et que c'est par l'erreur de son agent, à Montréal, qui la désigna à son procureur comme veuve au lieu d'épouse du dit Charles E. Dobbs. Elle allègue qu'il importe peu qu'elle ait été décrite dans son opposition comme veuve, au lieu de l'épouse du révérend Charles E. Dobbs, vu qu'elle est la même personne et que le demandeur n'a souffert aucun préjudice par cette erreur. Au paragraphe 20 de son plaidoyer à la contestation amendée, l'opposante dit qu'en opposant la vente illégale de sa propriété personnelle, elle n'a fait qu'un acte pur et simple d'administration, pour lequel elle n'avait pas besoin de l'autorisation de son mari.

Par sa présente motion, le demandeur demande que, vu que l'opposante ne peut poursuivre de tels droits par opposition, sans avoir été autorisée dûment, et qu'elle ne l'a pas été, il soit déclaré que la dite opposition et tous les procédés de l'oppo-

sante sont irréguliers, illégaux et nuls en droit, et qu'ils soient renvoyés et mis à néant avec dépens, et qu'il soit ordonné au shérif du district de Montréal de procéder à la vente de l'immeuble saisi en cette cause, suivant la loi.

L'art. 176 C. C. dit : " la femme ne peut ester en jugement " sans l'autorisation ou l'assistance de son mari, quand même " elle serait non commune ou marchande publique. Celle qui " est séparée de biens ne le peut faire non plus, si ce n'est " dans les cas où il s'agit de simple administration."

L'art. 177 C. C. dit : "que si la femme est séparée de biens, " elle peut faire seule tous les actes et contrats qui concernent " l'administration de ces biens."

La femme séparée de biens peut plaider seule dans le cas où il s'agit de simple administration. Hors de ces cas, l'autorisation est absolument requise, même pour la femme séparée.

Quand y a-t-il donc seulement acte de simple administration ?

Demolombe, vol. 4, No 137, dit:—" Sous quelque régime " que la femme soit mariée (art. 1576) et lors même qu'elle " serait marchande publique, la femme ne peut plaider sans " autorisation... Les rédacteurs du Code Napoléon n'ont pas " cru que le pouvoir accordé à la femme d'administrer ses " biens ou de faire le commerce, dût avoir pour moyen ou pour " conséquence le pouvoir de plaider. Un procès, après tout, " n'est jamais en soi un acte d'administration, ni un acte de " commerce ; et c'est un fait assez grave et qui doit être assez " rare, pour que l'avantage que présente toujours la règle de " l'autorisation, ne soit alors balancé par aucun inconvénient."

Il semble bien établi dans notre jurisprudence que, dans tous les actes qui ne regardent que la simple administration des biens et revenus personnels, la femme séparée de biens peut plaider sans l'autorisation de son mari.

En 1880, dans la cause de *Desmarteaux vs Baillie* (1) on a jugé que la femme séparée de biens peut poursuivre en jus-

1907

Valiquet

v.

Stevens

&

Ryan

Sir C. A. P.
Pelletier J.

(1) 3 L. N., 100.

1907
—
Valiquet
v.
Stevens
&
Ryan.
—
Sir C. A. P.
Pelletier, J.

tice le paiement d'un loyer dû en vertu d'un bail consenti par elle.

Et en 1896, M. le Juge Archibald, dans la cause de *Guy vs Dagenais et vir* ⁽¹⁾ a jugé : " que la femme séparée de biens " et marchande publique peut être poursuivie sans l'autorisation de son mari pour loyer et pour dommages en vertu " du bail, la location des lieux loués pour les fins du commerce de la femme, étant un acte de simple administration."

M. le juge en chef Langelier, en 1901, a décidé dans le même sens dans *Parizeau & Huot* ⁽²⁾.

En 1884, M. le juge Mathieu a décidé que la femme séparée de biens peut diriger seule toutes les actions qui dépendent de la jouissance et de l'administration de ses biens, comme de poursuivre ses débiteurs et ceux qui la troublent dans sa jouissance. *Méthot v. Dunn* ⁽³⁾.

En 1880, M. le juge Torrance a décidé qu'en vertu de l'art. 176 C. C., une femme séparée de biens peut ester en jugement et former opposition à la vente de ses effets mobiliers sous saisie, sans l'autorisation ou l'assistance de son mari. *Owen vs Laflamme & Chauvet* ⁽⁴⁾.

Le 7 mars 1902, M. le juge Mathieu a aussi décidé que la femme séparée de biens par contrat de mariage peut ester en justice sans l'assistance, ni l'autorisation de son mari, pour l'administration et la conservation de ses biens mobiliers ; partant, elle peut seule intervenir dans une cause pour la conservation de ses biens mobiliers, une telle procédure n'étant qu'un acte de simple administration. *Beauchamp v. Beauchamp & Gibert* ⁽⁵⁾.

Mais on ne trouve aucune décision qui permet à la femme contractuellement séparée de biens d'ester en jugement sans l'assistance ou l'autorisation de son mari, par opposition pour la conservation de ses biens immobiliers. Au contraire, dans

(1) 9 C. S., 44.

(2) 19 C. S., 379.

(3) 12 R. L., 634.

(4) 24 L. C. J., 207.

(5) 4 R. P., 400.

la cause de *Blumhart vs Boulé & Hubert* (1), le juge Badgley a décidé : “ que la femme séparée de biens ne peut former une opposition afin de distraire un immeuble, sans l'autorisation de son mari, même lorsqu'elle allègue qu'elle est autorisée, s'il est prouvé qu'elle ne l'est pas.”

1907,
Valiquet
v.
Stevens
&
Ryan.

Sir C. A. P.
Pelletier, J.

La jurisprudence me paraît unanime à décider que la procédure par voie d'opposition par la femme séparée de biens, afin de distraire un immeuble saisi, n'est pas un acte d'administration qu'elle peut faire sans l'autorisation de son mari.

Même, dans toutes les décisions ci-dessus citées, il faut admettre que le code ne dit rien de cette dérogation que l'on fait au principe très clair de l'incapacité de la femme mariée de plaider sans autorisation.

Il est plus sûr de s'en tenir absolument au texte de notre art. 176 et à l'art. 183 qui dit :—“ Le défaut d'autorisation du mari dans les cas où elle est requise, comporte une nullité que rien ne peut couvrir et dont se peuvent prévaloir tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel.”

Il ne peut faire de doute, suivant moi, que dans la présente cause, l'opposition afin de distraire un immeuble saisi sur le défendeur n'est pas un acte d'administration ordinaire, et que l'opposante, sous puissance de mari, ne pouvait faire cette opposition sans l'autorisation de son mari. On ne peut non plus nier que le demandeur contestant a un intérêt actuel à s'en prévaloir.

Dans la cause de *Néron vs Breton* (2), M. le juge Andrews a décidé que : “ A wife cannot appear in judicial proceedings without her husband or his authorization, even if she be a public trader, or not common as to property. As soon as it appears to the Court, that she is acting without such authorization or leave of the Court, all proceedings in the case will be annulled and the parties put out of Court.”

En rendant son jugement, le savant juge dit :—“Having reflected on the matter, I have come to the following conclu-

(1) 1 L. C. L. J., 63.

(2) 15 R. J. Q., 339.

1907
 Valiquet
 v.
 Stevens
 &
 Ryan.
 Sir C. A. P.
 Pelletier, J.

sions : 1.—A wife cannot appear in judicial proceedings without her husband or his authorization, even if she be a public trader or not common as to property. 176 C. C. — 2.—That the want of due authorization to a married woman to sue (ester en justice) carries with it absolute and radical nullity, fatally vitiating all proceedings, including any final award I could give, even as to costs, and not remediable by any authorization to be given after the institution of the suit."

Et il termina ses remarques en disant :—

" Finally, in the case of *Heppel es-qual. vs Billy et al.* (1), it was determined by the Court of Queen's Bench that the Court was without power to condemn to costs a party not having the capacity to sue (à ester en justice), and that a judgment affecting to do so, would be radically null and incapable of execution."

" Under these circumstances, I simply put the parties out of Court, reserving to both such rights as they may legally have in the premises."

La Cour de Révision a rendu une décision semblable dans la cause de *O'Malley vs Ryan* (2) :—Jugé :

" 1.—Le défaut d'autorisation à une femme sous puissance de mari d'ester en justice, comporte une nullité que rien ne peut couvrir, et dont se peuvent prévaloir tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel."

" 2.—Dans l'espèce, vu que la défenderesse passe et se fait passer pour veuve, et qu'elle aurait pris cette qualité de veuve dans certains actes publics, tels actes de sa part ne modifient en rien son incapacité absolue d'ester en justice sans autorisation, quand elle jure dans la cause que son mari vit encore."

En rendant jugement, l'honorable juge Routhier s'est exprimé comme suit :—

" Disons d'abord que la doctrine en cette matière ne souffre

(1) 15 R. J. Q., 41.

(2) 23 C. S., 94.

“ pas contestation. L'incapacité juridique de la femme mariée
 “ est reconnue par la jurisprudence, qui est unanime, et
 “ même par des articles formels et impératifs du code civil
 “ 176, 178 et 183.”

1907
 Valiquet
 v.
 Stevens
 &
 Ryan.

Sir C. A. P.
 Pelletier, J.

Et vu la preuve faite que la demanderesse était bien sous puissance de mari et, partant, ne pouvait ester en justice sans l'autorisation de son mari, et qu'elle n'était réellement pas légalement en cause, la Cour de Révision déclara les parties mises hors de cour, sans frais.

Dans la présente cause, l'opposante, après avoir, dans son opposition, pris le titre de veuve et avoir ensuite admis qu'elle était et est encore sous puissance de mari, au lieu de discontinuer sa procédure ou d'adopter des moyens de la régulariser et de se faire autoriser, s'est contentée de répondre que cela ne faisait pas de différence, puisqu'elle était toujours la même personne.

Comme il ne peut exister de doute que l'opposante, ayant produit son opposition comme veuve et ayant admis depuis qu'elle est maintenant sous puissance de mari, n'était pas alors et n'est pas même aujourd'hui autorisée à ester en justice ; elle n'est réellement pas en cour, et aucune adjudication ne peut être faite sur son opposition non plus que sur les procédures qui s'y rattachent, et suivant la jurisprudence et les précédents ci-dessus cités, je crois devoir mettre les parties hors de cour quant à cette opposition, réservant à chacune d'elles tels droits qu'elles peuvent légalement avoir dans l'espèce, le tout sans frais.

A. E. Harvey C. R., pour l'opposante.

G. F. Gibson, conseil.

J. E. Prince, pour le demandeur-contestant.

Cette décision semble reconnaître à la femme mariée le droit d'ester en justice sans autorisation pour former opposition à une vente mobilière et pour intervenir dans une saisie-revendication de meubles. La raison de distinguer entre les procédures où il s'agit de meubles et celles où il est question d'immeubles ne se trouve, ni dans le jugement ci-dessus, ni dans ceux qui y sont cités.

(*Note de la Rédaction.*)

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présents :—LANGELIER, A. J. C., CIMON & MALOUIN, JJ.POMERLEAU v. MAHEU & COUTURE &
CLOUTIER, Intvte.

*Vente—Vente par mandataire sans déclarer sa qualité—
Connaissance de l'acheteur que la chose est la propriété
du mandant.*

Juré :—La vente par le mandataire, sans mention de sa qualité, d'une chose que l'acheteur sait être la propriété du mandant est réputée faite pour le compte de ce dernier.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, PELLETIER, J., à St Joseph de Beauce.

LANGELIER, A. J. C. :—

Le demandeur, ayant obtenu jugement contre le défendeur, a pris une saisie-arrêt entre les mains du tiers-saisi Couture. Celui-ci a déclaré qu'il devait \$165 au défendeur. L'intervenante, qui est l'épouse du défendeur, demande que le tiers-saisi soit condamné à lui payer les \$165, parce que cette somme lui est due par le tiers-saisi comme prix d'une jument qu'elle lui a vendue par le défendeur qui était son agent.

La Cour Supérieure du district de Beauce a maintenu l'intervention et condamné le tiers-saisi à payer les \$165 à l'intervenante.

Voici les faits de la cause :

Le défendeur est en faillite depuis plusieurs années, et sa femme, l'intervenante, qui est séparée de biens avec lui, fait des affaires sous la raison sociale de H. Maheu & Cie. Ses

affaires consistent surtout à solliciter des risques pour des compagnies d'assurance. Elle emploie pour cela son mari comme agent. Pour aller solliciter des risques il a besoin d'un cheval, et elle avait eu d'un nommé Roy une jument en échange d'un cheval qu'elle avait déjà, et moyennant un retour de \$65 qu'elle avait payé par des billets signés de la raison sociale sous laquelle elle fait affaire. Elle a payé ces billets.

Le demandeur, voyant que le défendeur n'avait rien qu'il pût saisir, a imaginé un stratagème pour se faire payer par l'intervenante. Ayant appris que la jument dont je viens de parler était à vendre, il a fait dire au défendeur par le Dr Béland de venir à St Joseph, où un nommé Grondin était prêt à l'acheter. Le défendeur s'est rendu chez Grondin avec la jument, mais celui-ci lui a dit que ce n'était pas lui qui voulait l'acheter, mais le tiers-saisi Couture. Celui-ci s'était arrangé avec le demandeur pour acheter la jument, dans le but de permettre au demandeur d'en saisir le prix entre ses mains. Pour le payer du service qu'il lui rendait, le demandeur lui avait promis qu'il le tiendrait quitte des \$165 pour \$120.

Le tiers-saisi a d'abord proposé au défendeur de faire un échange de la jument contre le cheval qu'il avait. Le défendeur a dit qu'il ne voulait pas changer la jument, mais la vendre, et que le prix qu'il en demandait était \$165 comptant. Le tiers-saisi lui a dit qu'il n'avait pas sur lui l'argent qu'il fallait pour payer les \$165, mais que s'il voulait bien venir avec lui à la banque ou chez le notaire Gosselin, il pourrait se procurer cette somme. Ils sont partis tous deux pour y aller, mais en route ils ont rencontré un huissier qui a signifié au tiers-saisi la saisie-arrêt sur laquelle il a fait la déclaration que nous avons vue. Voilà les faits de la cause.

L'intervenante aurait incontestablement eu le droit de revendre la jument, car son mari l'ayant vendue pour elle au comptant elle en gardait la propriété tant que le prix n'était pas payé, mais comme elle ne réclame que le prix de la jument, elle admet implicitement la validité de la vente faite par son mari, et la translation de la propriété de la jument au tiers-saisi.

1907
—
Pomerleau
v.
Maheu
&
Couture
&
Cloutier.
—
Langelier,
A. J. C.

1907
—
Pomerleau
v.
Maheu
&
Couture
&
Cloutier.
Langelier,
A. J. C.

La seule question que nous avons à décider est celle de savoir si la vente faite par le défendeur a été faite pour lui ou pour sa femme. Le défendeur et l'intervenante disent qu'il a vendu la jument pour et au nom de sa femme. Le demandeur répond qu'il n'a pas été question de sa femme lors de la vente de la jument, et que, partant, c'est le défendeur qui est devenu créancier du prix.

Il est douteux, d'après la preuve, que le défendeur ait dit qu'il vendait pour le compte de sa femme, mais la chose n'était pas nécessaire, puisque le demandeur et le tiers-saisi savaient parfaitement que c'était à elle que la jument appartenait. C'est précisément parce qu'il savait cela que le demandeur ne l'a pas saisie sur le défendeur lui-même, et qu'il a fait avec le tiers-saisi la manigance que nous avons vue, pour se mettre en position d'en saisir le prix. La vente a donc été faite pour le compte de l'intervenante. En conséquence, c'est elle qui était créancière du prix, et le jugement qui a maintenu son intervention et condamné le tiers-saisi à lui payer le prix de la jument est donc bien rendu et doit être confirmé.

Pacaud & Morin, pour le demandeur.

Letellier & Bouffard, pour l'intervenante.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, October 6th 1906.

Present :—SAINT-PIERRE, J.THE CORPORATION OF THE PARISH OF
STE MARTHE v. LEBLANC.

Municipal law—Maintenance of roads—Repairs by Municipality in default of persons liable—County road—Action by local municipality—Liability of owners of lots under thirty arpents in depth as to front roads.

HELD :—1o. A county road being under the control of the county municipality, the local municipality in which it lies has no power to repair it and no right to recover the cost of such repairs from persons in default.

2o. The owner of a lot under thirty arpents in depth is not liable for the maintenance in repair of more than one front road.

. SAINT-PIERRE, J. :—

This case was originally instituted in the Circuit Court, but it has been referred to me, by a judgment of evocation permitting the case to be brought to the Superior Court. The corporation plaintiff sues the defendant for the sum of \$11.40, the amount paid by the road inspector for certain repairs to the highway which runs alongside the defendant's boundary line, which repairs the defendant refused to effect himself, although he was called upon to make them. I wish to immediately remark that in the plaintiff's declaration it is declared, in so many words, that the road in question is a county road, and that by virtue of a by-law adopted by the county council of Vaudreuil it was declared as follows : " From the 20th " October, 1872, the road in question shall be a county road, " and the maintenance of it shall rest upon the proprietors of " the lands fronting on each side of the said road, and each " proprietor shall be responsible for the good order of said " road for one-half its width." The defendant met this action with an inscription in law, and with a defence to the merits. By an interlocutory judgment, rendered 9th May, 1906,

1906
 Corporation
 of the Parish
 Ste Marthe
 v.
 Leblanc.
 Saint-Pierre,
 J.

preuve avant faire droit having been ordered, the parties proceeded to take the evidence, and the case is finally before me for a decision on the points of law raised, as well as upon the merits. The defendant, by his inscription in law, invokes the following points : 1. The road in question is situated between the parishes of Ste Marthe and of Très St Rédempteur, both in the county of Vaudreuil, and consequently, by the terms of article 755, M. C., it is a county road. 2. The plaintiff's declaration itself refers to it as a county road. 3. From the plaintiff's declaration it is also clear that the defendant is a ratepayer of the parish of Très St Rédempteur, and that his land is wholly within the limits of that parish, when, as a matter of fact, the road in question is within the limits of the parish of Ste Marthe, and by virtue of the law a ratepayer of a local municipality cannot be obliged to contribute to the maintenance of a road situated within another parish, unless such road be a county road. 4. The law provides that the cost of maintaining a county road is exclusively borne by the county municipality within whose limits it is situated, and the corporation plaintiff, being a local municipality, has no control over the road in this case, which, from the plaintiff's own admission, is a county road, and, therefore, the corporation plaintiff had not the right to have had the repairs made for which it now claims to be reimbursed. The defendant concludes by asking for the dismissal of the action with costs. The defendant, in his plea to the merits, after denying the different paragraphs of the declaration, adds that his property is only 29 acres deep, that at each end it fronts on a road, to wit, St Madeleine road, in the parish of Très St Rédempteur, and St Guillaume road, dividing the parishes of Ste Marthe and of Très St Rédempteur ; that he maintains in good order St Madeleine road, fronting his land, and near which road his house and farm buildings are situated, but that, according to law (art. 825 M. C.), he is bound to keep St Guillaume road in order, since it is at the other end of his land.

The second point raised by the defendant in his inscription-in-law appears to me to be well founded. Article 757 M. C. says

that municipal roads are under the care of the municipalities to which they belong. If there are roads belonging to several county municipalities, these roads are under the joint control of the several county municipalities, represented and acting by their board of delegates. But, here is what we find in the third paragraph of plaintiff's declaration : "At a general meeting of the municipal council of the county of Vaudreuil, held on the 9th October, 1872, it was ordered, by by-law, that from the 20th October, 1872, the proprietors of the lands on Ste Madeleine Hill, in the parish of Rigaud, which front on the road, opposite lots 53 to 68 of the old cadastre of said parish, would be obliged to bear one-half of the cost of the work to be done on St. Guillaume road, each for one-half of said road opposite his land, the whole in accordance with the by-law establishing said road, which road, by the said by-law, is declared to be a county road, and the proprietors on each side of it are bound to maintain it." The following paragraph, number 4 of the declaration, tells us that the defendant's land is one of the properties opposite the said lots, numbers 53 to 68. I find, by applying article 757 of the Municipal Code to the facts proved, that the corporation plaintiff had nothing whatever to do with the road, and when it ordered its road inspector to make the repairs and work it exceeded its rights and its jurisdiction. (*Corporation of the parish Ste Genevieve vs Legault* ⁽¹⁾; *Huot vs Corporation County of Montmorency* ⁽²⁾; *Corporation Township of Granby vs Corporation County of Shefford* ⁽³⁾).

But, even supposing the allegations of the declaration to be not sufficiently explicit to support the conclusion to which I come, every doubt must disappear when I turn to the plea. This plea, shortly, denies to the corporation plaintiff the right to sue the defendant at all. And I find in the record a formal admission by the plaintiff to the effect that the road in question herein is

1906
Corporation
of the Parish
Ste Marthe
v.
Leblanc.
Saint-Pierre,
J.

(1) 5 R. L., 567.

(2) 2 Q. L., R. 253.

(3) 1 S. C., 113.

1906
—
Corporation
of the Parish
Ste Marthe
v.
Leblanc.
—
Saint-Pierre,
J.

a county road. The conclusion to be drawn therefrom is inevitable, and it is as clear as day that the corporation plaintiff has mixed itself up in a matter with which it had no business. I am also of opinion that the corporation plaintiff must fail for the reasons advanced in the defendant's pleas to the merits. Article 825 M. C. says :—"No one is bound to keep in repair, " on one and the same parcel of land, in a depth of 30 arpents, " more than one front road governed by the provisions of this " chapter. If there be more than one front road on any piece of "land of such depth, to be kept in repair in accordance with the " provisions of this chapter, the council must declare which " of such roads is to be kept in repair by the proprietor or " occupant of the lot ; and the other front roads are treated " as by-roads." The defendant has proved that thirty arpents did not separate the two front roads on his land, and that his house and farm buildings were on Ste Madeleine road, which road, opposite his property, he keeps in good condition. The county council never expressed to and notified the defendant of its intention to relieve him from the work of keeping the one or the other of the said two roads in repair, as is provided for by art. 825 M. C. The defendant cannot be obliged to maintain both the said roads at one and the same time, and as the defendant has always maintained Ste. Madeleine road he should be liberated from having to maintain the other road, which is a boundary line of his property. For these reasons, I am of the opinion that the plaintiff's action must fail, and it is, therefore, dismissed with costs.

P. B. Mignault, K. C., for the plaintiff.

Beauregard & Rainville, for the defendant.

COURT OF REVIEW.

QUEBEC, January 8th 1907.

Present :—LANGELIER, A. C. J., McCORKILL & LEMIEUX, JJ.

COURBERON v. GRANT.

Sale of immovables—Lot bounded by land reserved for a street—Street opened without access thereto from the lot—Remedy of purchaser.

HELD :—When a lot in a town was sold bounded on one side by land reserved for an intended street (*une rue projetée*) and the purchaser remained in possession of it a space of twenty-three years, after which the intended street was laid open by the municipal authorities, but with a reduction of ten feet in its width, so that a strip was left between it and the lot, thus cutting off access from the one to the other, an action will lie by the purchaser against the seller to recover the price paid for the lot and the cost of improvements made thereto by him during his possession.

LEMIEUX, J., *dissentiente* :—

The judgment inscribed for review, which is reversed, was rendered by the Superior Court, CIMON, J., on the 23rd of June 1906, as follows :

CIMON, J. :—

La cour, etc.

Attendu que le 15 avril 1882, par acte devant Mtre J. A. Roy, notaire, le défendeur avait vendu au demandeur un certain terrain, lequel terrain le défendeur avait acquis de William Fraser, le 18 mai 1881, lequel terrain, par un acte déclaratoire du 24 juillet 1905, devant Mtre Foisy, notaire, entre le demandeur, le défendeur et William Fraser, est décrit comme suit, savoir : “Un emplacement situé par le côté nord-est de la rue Alexandre contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné par le sud-ouest à la rue Alexandre, par le nord-ouest à un terrain aussi réservé pour une rue, par le nord-est à un lot vacant appar-

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Cimon, J.

“ tenant au dit William Fraser, avec les bâtisses sus érigées,
“ actuellement occupé par le dit Auguste Courberon ; lequel
“ emplacement touche, par le côté nord-ouest, au sommet du
“ triangle formé par le numéro 524 du cadastre et livre de
“ renvoi officiels de la ville de Fraserville, lequel emplacement
“ fait partie du No 362 du cadastre et livre de renvoi officiels
“ de la ville de Fraserville”.

Attendu que par acte devant Mtre J. A. Roy, notaire, le 23 juillet 1890, le dit William Fraser a vendu à Jean Bte Dubé, “ ce terrain aussi réservé pour une rue”, qui était mentionné dans l’acte déclaratoire susdit comme bornant au nord-est l’emplacement du demandeur ; et attendu que le demandeur par un acte de titre-nouvel du 9 avril 1894 au dit William Fraser a reconnu que son emplacement était ainsi borné à “ ce terrain réservé pour une rue ou à Jean Bte Dubé”.

Attendu que, par son action, le demandeur allègue que la corporation de la ville de Fraserville, agissant avec le gré et consentement du dit William Fraser, a réduit la dite rue Alexandre de 50 pieds, qu’elle devait avoir, à 40 pieds de large, faisant ce rétrécissement du côté nord-est de la dite rue, c’est-à-dire. ne faisant commencer la dite rue qu’à dix pieds de l’emplacement du demandeur, de sorte que cet emplacement ne touche plus à la rue et qu’il en est séparé par une lisière de terrain de dix pieds de largeur, et que le demandeur est ainsi privé du libre accès à la dite rue Alexandre.

Attendu que le demandeur se plaint de ce que le dit Wm Fraser a vendu au dit Jean Bte Dubé, par le dit acte du 23 juillet 1890, ce “terrain réservé pour une rue” mentionné aux actes de vente du dit William Fraser au défendeur, du défendeur au demandeur, et en l’acte déclaratoire du 24 juillet 1905, comme bornant au nord-est l’emplacement du demandeur.

Attendu que le demandeur conclut que le défendeur soit condamné à livrer au demandeur le dit emplacement tel que borné aux dites deux rues, aux termes de l’acte de vente du 15 avril 1882, et, à défaut de ce faire, sous quinze jours, à ce que le dit acte soit résilié, et le défendeur condamné à lui rembourser \$175 pour le prix et \$825. pour les améliorations, si mieux n’aime le défendeur payer au demandeur \$600. de dommages.

et lui donner un titre gratuit à un passage convenable jusqu'au chemin public.

Considérant que le défendeur n'a pas garanti au demandeur que la rue Alexandre serait ouverte par l'autorité municipale à 50 pieds de largeur.

Considérant que l'autorité municipale a décidé de ne l'ouvrir que 40 pieds de large ; et considérant qu'il n'appert pas que le dit William Fraser ait consenti que les 40 pieds se prendraient à partir du côté nord-ouest de la rue, de façon à ne pas se rendre au front de l'emplacement du demandeur, et considérant qu'il paraît que le dit William Fraser a toujours agi, de sorte que les 40 pieds donnés à la rue par l'autorité municipale joindraient et seraient contigus à l'emplacement du demandeur, et que ces quarante pieds étaient mesurés à partir du front du terrain du demandeur ; considérant que le dit William Fraser n'a rien fait qui engage sa responsabilité en garantie vis-à-vis son acheteur immédiat, le défendeur, et que celui-ci n'a rien fait personnellement qui le rende responsable vis-à-vis le demandeur, et considérant que ni William Fraser, ni le défendeur ne sont responsables des actes de l'autorité municipale.

Considérant, de plus, que le dit Wm Fraser et le défendeur n'ont jamais garanti que " le terrain réservé pour une rue " auquel l'emplacement du demandeur était borné au nord-est, serait accepté par l'autorité municipale pour une rue, et qu'une rue y serait ouverte ; et considérant qu'il n'appert pas que ce terrain ait été accepté par l'autorité municipale pour une rue ; qu'il n'a jamais servi de chemin ; qu'il y a plus de quinze ans que ce terrain a été vendu à Jean Bte Dubé, à la connaissance du demandeur ; qu'il y a quinze ans que le dit Jean Bte Dubé, à la connaissance du demandeur et avec sa participation, y agit comme propriétaire.

Considérant que la présente action n'est pas fondée, la déboute avec dépens.

LANGELIER, A. J. C. :—

Dans la déclaration de l'action qu'il avait intentée contre le

1907

Courberon

v.

Grant.

Cimon, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Langelier,
A. J. C.

défendeur devant la Cour Supérieure pour le district de Kamouraska, le demandeur alléguait que le défendeur lui avait vendu un certain immeuble situé dans la ville de Fraserville, de 50^r pieds de front sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au sud-ouest par une rue projetée sous le nom de rue Alexandre, et au sud-est à une autre rue aussi projetée, et qu'il lui avait livré un terrain qui ne se rendait pas à la rue Alexandre. Il demandait que le défendeur fût condamné à lui livrer le terrain nécessaire pour aller jusqu'à la rue Alexandre, telle qu'elle avait depuis été ouverte par la corporation de la ville, et que, faute par le défendeur de ce faire, la vente fût résolue et le défendeur condamné à lui rembourser le prix de \$175 qu'il lui avait payé.

Le défendeur a admis par son plaidoyer qu'il avait, en effet vendu au demandeur un terrain borné, comme le prétendait celui-ci, mais il a plaidé qu'il lui avait livré tout le terrain vendu, que si le demandeur avait été évincé d'une partie du terrain vendu, c'était par la faute de la corporation de Fraserville qui avait rétréci la rue Alexandre de 10 pieds, et que, quant à l'autre rue projetée, elle n'avait pas été ouverte par la corporation, et que lui, le défendeur, n'était pas obligé de la lui faire ouvrir et en avait vendu le terrain à un nommé J. B. Dubé.

L'action du demandeur a été renvoyée avec dépens.

Le défendeur admettant la vente alléguée par le demandeur, c'était à lui à prouver qu'il avait rempli l'obligation qui en résultait pour lui de livrer l'immeuble vendu. A-t-il fait cette preuve ? La rue Alexandre, telle que projetée lors de la vente au demandeur, devait avoir une largeur de 50 pieds, et suivre une certaine direction. Si elle eût été ouverte telle que projetée, il n'y aurait aucune difficulté, car quelques années après la vente, l'arpenteur Casgrain a posé des bornes à l'endroit où elle devait passer, et le défendeur a livré au demandeur, lequel l'a toujours possédé depuis, tout le terrain allant à ces bornes. Mais, au lieu de donner à la rue une largeur de 50 pieds, la corporation de Fraserville, lorsqu'elle l'a ouverte, ne lui a donné qu'une largeur de 40 pieds, et, au lieu de lui

faire suivre la direction projetée, l'en a détournée. Le résultat de ces changements est que sur une partie de sa largeur, le terrain du demandeur, tel que limité par l'arpentage de Casgrain, se trouve être à dix pieds de la rue, et, sur une autre partie il en est éloigné d'environ trente pieds.

Il est de principe, et nous l'avons décidé l'automne dernier, que lorsque dans l'acte de vente d'un immeuble, il est clairement désigné par ses tenants et aboutissants, l'acheteur a droit d'avoir tout ce qui se trouve dans les limites indiquées. Le demandeur a donc droit d'avoir tout le terrain qui se trouve entre le lot qui le borne au nord-est et la rue telle qu'elle a été ouverte. Comme le défendeur ne lui a pas livré ce terrain au-delà des bornes posées par l'arpenteur Casgrain, il n'a donc pas rempli en entier son obligation de livrer, et l'action aurait dû être maintenue sur ce point.

Mais le demandeur n'avait pas droit de se plaindre que le défendeur eût vendu à Dubé le terrain destiné à une autre rue que la corporation n'a pas ouverte. Le défendeur n'était pas obligé de faire ouvrir cette rue par la corporation de Fraser-ville. Si la corporation ayant voulu l'ouvrir il avait refusé de lui en fournir le terrain, le demandeur pourrait alors se plaindre, mais il n'y a aucune preuve que la corporation ait jamais voulu l'ouvrir.

McCORKILL, J.:—

On the 18th May, 1881, William Fraser, seignior of Fraser-ville, sold to the defendant the following property situated in Fraserville: " Un emplacement situé sur le domaine seigneurial en la dite ville, sur la rue projetée sous le nom de la rue " Alexandre, contenant 50 pieds de front sur cent pieds de " profondeur, mesure anglaise, borné par le sud-ouest à la " dite rue et par le nord-est à cent pieds de la dite rue, à un " lot vacant joignant au sud-est à un terrain réservé pour une " rue, et au nord-ouest à un lot vacant, avec la maison des- " sus construite."

On the 15th April, 1882, the defendant sold this lot to the

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Langelier,
A. J. C.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J.

plaintiff with warranty against all trouble, who took possession of and occupied it thereafter.

On the 28th October, 1888, Casgrain, P. L. S., at the request of William Fraser and of the plaintiff, surveyed the lot in question and planted corner-posts, and prepared a *procès-verbal* of his survey, of which the following is an extract : "pour mesurer et borner un terrain de 50 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, borné au nord et à l'est à William Fraser, au sud à une rue projetée et à l'ouest à la rue Alexandre, faisant une superficie de 5,000 pieds."

According to this *procès-verbal*, Alexander street was to extend north in a straight direction past the lot in question to the street called "River" or "Railway" street. The corner boundaries were placed accordingly, and the *procès-verbal* was signed by Fraser, the plaintiff, and Casgrain. Clearly by this *procès-verbal* this lot was in shape a rectangular parallelogram containing 50 feet in width by 100 feet in depth, fronting on Alexander street, and having its southern boundary, the soil of both of which streets belongs to Fraser.

On the 24th July, 1905, a cadastral plan and book of reference of Fraserville having been made and proclaimed since the plaintiff acquired the property in 1882, William Fraser and the plaintiff appeared before a notary and signed a declaration, in which the above lot was described as follows : " Un emplacement situé par le côté nord-est de la rue Alexandre contenant 50 pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné par le sud-ouest à la dite rue Alexandre, par le nord-est à cent pieds de la ligne de la rue, à William Fraser, par le sud-est à un terrain aussi réservé pour une rue, et par le nord-ouest à un lot appartenant au dit William Fraser avec les bâtisses sus-érigées actuellement occupées par le dit Auguste Courberon, lequel dit emplacement touche par le côté nord-ouest au sommet du triangle formé par le lot numéro 524 du cadastre et livre de renvoi officiels de la ville de Fraserville, lequel dit emplacement sus-concédé et vendu fait maintenant partie du lot numéro 362 du cadastre et livre de renvoi officiels de la ville de Fraserville".

These deeds and the *procès-verbal* all clearly show that the seignior of the land had laid out a street, which he called "rue Alexandre," from a street called "chemin des Raymond" to "River" or "Railway" street, in a straight line to the summit of the triangle of lot 524, 50 feet in width, and that he sold a specific piece of land 50 x 100 feet fronting on this street, and bounded on the south by another projected street. Fraser was the owner of both projected streets. The plaintiff occupied this lot from 1882 to the date of the institution of the action.

On the 3rd July, 1905, the council of Fraserville passed the following resolution :

" 1. Que M. le maire soit autorisé à représenter la ville au contrat par lequel monsieur le seigneur William Fraser consentira à la ville un passage gratuit et le droit d'ouvrir des tranchées sur certains terrains, pour fins d'aqueduc et égouts.

" 2. Qu'en considération de la servitude susdite consentie gratuitement à la ville par William Fraser, la ville s'engage par le présent à ne donner à la rue Alexandre qu'une largeur de 40 pieds, mesure anglaise sur la part située entre le chemin des Raymond et la voie ferrée du chemin Intercolonial, et à fournir gratuitement au dit seigneur William Fraser l'usage de l'eau du système d'égouts pour ses écuries situées au bout nord-est de l'avenue Fraser." This resolution was followed by other resolutions for the survey of Alexander street 40 feet wide.

I think it should not be overlooked that, as brought out in the evidence and as appears by the deeds, the plaintiff could neither read nor write, and Fraser was the owner of the *fonds* of Alexander and the other projected streets, and of most of the land bordering on them ; that upon Fraser's representations to the defendant the plaintiff's lot was to be a corner-lot with the frontage on Alexander street, and a side entrance on another projected street ; that the plaintiff's lot was to be a rectangular parallelogram, 50 x 100, with a superficial measurement of 5,000 feet ; that upon Fraser's representations as

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Cimon, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J.

to the width and direction of Alexander street, the corner-posts of the plaintiff's lot were, by mutual consent of the parties, placed by surveyor Casgrain. Moreover, Fraser has sold to one Dubé the strip of land on the south of the plaintiff's lot, which had also been reserved for a street.

When the plaintiff discovered that the town of Fraserville had, either at Fraser's request, or with his consent and approval, reduced the width of Alexander street to 40 feet, and that its north-east boundary did not touch his lot as bounded by Casgrain and as occupied and owned by him, he took the action in question. He complained that he did not front on Alexander street ; that there was a strip of land intervening between his lot and the street ; and the projected street on the south of his lot had been sold and built upon, and had, therefore, been diverted. He claimed to have paid \$175.00 to the defendant for the lot, to have expended the sum of \$825.00 on it for improvements, and to have suffered further damage of \$600.00, and he concludes that the defendant *be condemned to deliver to him the land necessary to bound his lot on the said two streets* in accordance with the terms of the deed to him from the defendant, within 15 days, and in default thereof, that the deed be cancelled and annulled, that the defendant be condemned to refund him the \$175.00 he paid for the lot, and pay him \$825.00, the cost of the improvements, unless the defendant prefer to pay the plaintiff \$600.00 damages, and give him a deed of the free passage, wide enough for vehicles, etc., across the strip in perpetuity, and wide enough for vehicles (carrossable).

The defendant contests the action, though it appears that William Fraser really took up the *fait et cause* for him and became responsible for the costs. It is, therefore, Mr Fraser, the seigneur of the locality, the original owner and vendor of the lot in question, the owner of the *fonds* of the projected streets when both the defendant and the plaintiff bought the lot, the possessor of the strip of land between the plaintiff's lot and Alexander street as finally surveyed and established, who meets and answers the plaintiff's complaint, that he is

troubled in his possession and enjoyment of the lot, notwithstanding the guarantee in his deed. How does he meet this action? I place great importance upon the manner in and the allegations with which the action is met, and the conclusions the Court is asked to arrive at. The plea admits the deeds; the boundaries were placed delineating the lot in question: that it was bounded in 1882 by Alexander street and reserved for another street on the south-east; it avers that the plaintiff took possession of the lot then sold, and has occupied it for the past 23 years without recrimination, trouble or eviction, that the defendant delivered the land he sold to the plaintiff by his deed, and, if the plaintiff is now troubled or evicted, as he alleges, of which the defendant is ignorant, it is the fault of the town of Fraserville, which subsequently to the deed and the delivery of the property to the plaintiff, and of the plaintiff's full and complete possession thereof, reduced the width of (*rétréci*) Alexander street, to which act the defendant was not a party, and for which he is not responsible, and for which he gave no guarantee; that the deed to Dubé of the other projected street was long after his sale to the plaintiff, was without his participation, and he cannot be held responsible for it; that the plaintiff recognized and acquiesced in the sale of said lot, and sought to purchase a strip of 18 feet along his southern boundary, and the defendant concludes that the plaintiff's action is unfounded against him, and asks that it be dismissed.

Now, it seems to me that this ought to have been a very simple action, and ought to have been tried without very much evidence or trouble, and yet there are produced in the case no less than six surveyor's plans, including an extract from the official plan which came into force in 1884, and a mass of evidence, including that of several land surveyors, which, as usual, were so conflicting that the Superior Court of its own motion, exercising the powers, given it by law, and the consent of the parties to the naming of one expert, named an expert surveyor, giving him full instructions what he was to do.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J.

I say the action was simple enough ; the plaintiff in effect said to the defendant and to William Fraser his *auteur* : you sold me a building lot, 50 x 100 feet ; a corner lot ; fronting on Alexander street and another projected street. You, William Fraser, were the seigneur of the *fonds* of the projected streets, as well as of the lots fronting on them. You sold this lot as a corner lot ; you had it surveyed and laid out as such ; upon your representations that Alexander street was to be 50 feet in width, and would form the western boundary in a straight line of my lot, I consented to the planting of the western or other boundaries, or corner-posts, by the surveyor Casgrain, and I was a party to the deed of 1886 accepting this delimitation. Without my consent or participation, you entered into an arrangement with the town of Fraserville by which the width of the street was reduced from 50 to 40 feet, and its direction changed, all in such a manner that I am cut off from Alexander street, by a strip of land possessed by William Fraser lying between the western boundary of my lot and the eastern or north-eastern boundary of Alexander street. Moreover the land which had been projected for the other street, and which would have been my southern boundary, was sold to one Dubé, and I have therefore been troubled in and evicted of the use and enjoyment of my property by depriving me of direct access to Alexander street or the other projected street. I ask you to give me a frontage on Alexander street " que le défendeur soit condamné à faire " cesser le trouble et livrer le terrain tel que borné aux dites " deux rues aux termes de l'acte du 15 avril 1882. "

The defendant admits the truth of the plaintiff's principal allegations of fact ; he replies : you received delivery of the lot which was sold to you, and have possessed it for 23 years ; when you bought the lot it fronted on, and was bounded by Alexander street as then laid out ; if Alexander street has been reduced in width, and changed in direction, and your lot has ceased to abut on it, and there is a strip of land between your lot and the street, it was not my fault or that of my *auteur* ; it was the town of Fraserville which did it without

our consent or participation ; we never guaranteed you against such trouble, and we are not responsible for the inconvenience and damage caused to you thereby.

Of the sale of the projected street to Dubé, the defendant says :— “ I had nothing to do with it, and in any event you “ acquiesced in the sale and tried to purchase a strip of 18 “ feet thereof along your southern boundary, your action is “ unfounded, and should be dismissed.”

I have said that Mr Fraser had taken up the *fait et cause* of the defendant, and guaranteed him against the consequences of this action. The evidence of Fraser's son, Malcolm, clearly shows this.

I have been particular to refer to the position assumed by the defendant in his plea—there is not one word in it to indicate that the defendant or his *garant* Fraser consider the strip between the plaintiff's lot, as staked out by Casgrain and ratified in various deeds, and Alexander street, as surveyed, laid out and accepted by the town of Fraserville, became accessory of the plaintiff's lot as surveyed and delineated and was therefore his property. The town had never owned this strip ; it had never formed part of the street, which the town accepted from William Fraser, and surveyed, laid out, and established. It had always belonged to Fraser. Had the street been established as at first intended by Fraser, with its north-east limits along the front of the plaintiff's property, and had the town desired to reduce the width of the street by abandoning a strip of 10 feet off the east side, the position of the parties would have been entirely different. The defendant would not have been in any way responsible, and the plaintiff would have been entitled to the possession and proprietorship of the strip of land between his lot and the newly established limit of the street. This is not the case here Fraser was a party to and consented to the reduction of the width of the street. The town only took possession of 40 feet, and Fraser, who had owned the whole street, continued to possess the strip of 10 feet, or whatever there was between the established street and plaintiff's lot, and according to the plea he seemed

1907
—
Courberon
v.
Grant.

McCorkill, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J

ready to avail himself of any personal profit which might accrue to him by this inconvenience to the plaintiff. Fraser who was to have reserved for a street for an unlimited time, the strip along the southern boundary of the plaintiff's lot, sold that strip and barred the plaintiff's egress in that direction. Now, he consents, for the considerations and benefits mentioned in the resolutions of the council, and becomes a party to the establishment of a street to which the plaintiff can have access only by acquiring possession of the strip, or the right of passage across the strip in question. In other words, the plaintiff is at the mercy of Fraser on the one hand, and of Fraser's successor, Dubé, on the other. Is this not a trouble to the plaintiff in his ownership, possession, and enjoyment of his lot against which he was directly guaranteed in his deed.

But since the action, the defendant, or rather Fraser, who caused the corner-posts and boundaries of the plaintiff's lots to be fixed and acknowledged, has discovered that his defence is untenable, and now he comes forward and says : " que cet emplacement du demandeur n'a jamais cessé d'avoir et a encore son front et borne à la rue Alexandre". How does that assertion coincide with this allegation of the plea :—" Le demandeur a, dès la date du dit acte, pris possession dudit terrain ainsi vendu et borné, et l'a toujours occupé sans récrimination jusqu'à l'époque de l'action en cette cause."

" Le défendeur a livré au demandeur le terrain qu'il lui a vendu par son acte, et si le demandeur est maintenant troublé et évincé les dits troubles ou évictions ne proviennent pas de son fait, etc." We first discover this change of front in the evidence of Malcolm Fraser : "Par la cour—Qu'est-ce qui a été fait entre Courberon et la rue Alexandre ? Courberon n'est plus sur la rue Alexandre ?

"R.—Courberon est toujours sur la rue Alexandre ; ses actes le bornent à la rue Alexandre et il a toujours été comme cela ; et je lui ai fait offrir par M. Pouliot, etc."

Had the defendant met this action by plea to the effect that the action was useless, that the plaintiff's lot had always

been, and was still, bounded by Alexander street, a great deal of trouble would have been saved.

I think the plaintiff's action should have been preceded by a protest, or a demand upon the defendant, that he be given delivery of the strip of land between the bounds established by Casgrain, and the street as laid out. However, his action was a demand for the delivery and possession of that strip, and instead of delivering it to him, by his plea, the defendant recognized and affirmed that he is not in possession of it, but sought to cast the responsibility therefor upon the town of Fraserville.

I am of opinion that the plaintiff is entitled to the piece of land, contained within the continuation of his north and south boundaries and Alexander street, and that the defendant should put him into possession of that piece of land within two months, in default of which that the said sale be cancelled ; and that the plaintiff be reimbursed by the defendant the said sum of one hundred and seventy-five dollars (\$175.00), with interest from the signification of the action in this cause ; and that he do pay to the plaintiff the sum of eight hundred dollars (\$800.00) for improvements made by him to the said immovable, unless, within the said delay of two months, the defendant prefers to pay to the plaintiff the sum of six hundred dollars (\$600.00), being the value of the strip of land between Alexander street as laid out, and the plaintiff's lot as surveyed, and give to him a good, valid, and registered title, free of charge of a passage for vehicles between his lot and the said Alexander street.

With respect to the strip of land on the southern boundary, which was sold to Dubé, I am not disposed to consider it a trouble or eviction in this case. The sale to Dubé took place in July, 1890. The plaintiff knew of it ; he did not protest ; he even recognized, and indirectly acquiesced in it in a deed, and by trying, himself, to purchase a strip of 18 feet contiguous to, and along the whole depth of his southern boundary.

The defendant was not a party to Dubé's deed, and he

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
McCorkill, J.

1907
 —
 Courberon
 v.
 Grant.
 —
 McCorkill, J.

never guaranteed that a street would be opened and established on the lot.

Had Alexander street been opened, as at first contemplated, or had the plaintiff been given delivery of the land intervening between his lot, as staked out and delivered to him, and Alexander street as laid out by the town of Fraserville, I am satisfied no complaint would have been made about the sale to Dubé.

Personally I think the defendant should be condemned to pay all the costs of both Courts, as his plea is principally responsible for the long and expensive enquête made in the case. However, as my colleague thinks the plaintiff is equally responsible with the defendant in that respect, and that he should pay his own costs, I do not deem it of sufficient importance to differ with him merely on the question of costs.

The majority of the Court therefore is of opinion that the defendant should be compelled to pay the costs "in Review", and that each party should pay his own costs in the Superior Court, and that the judgment of the Superior Court should be reversed accordingly.

LEMIEUX, J. *dissentiens* :—

On veut faire reviser, dans le cas actuel, un jugement de la Cour Supérieure de Kamouraska, qui a renvoyé une action demandant l'annulation d'un acte de vente, pour défaut de contenance de l'immeuble acheté et, aussi, à raison de ce que la description de l'immeuble ne correspondait pas à celle contenue dans l'acte. Cette action conclut, en outre, à des dommages.

Ce litige, dégagé d'une foule de procédures absolument inutiles, telles qu'arpentages, rapports d'arpenteurs, etc., qui ont entraîné des frais considérables, se réduit à une question d'interprétation d'acte.

Voici les faits :

Avant 1881, le seigneur Fraser avait fait don à la ville de Fraserville de certains terrains lui appartenant, à la condition

que celle-ci fit servir les terrains ainsi donnés à l'ouverture de rues projetées.

Le 24 mai 1881, il vendit au défendeur Grant un lopin de terre ou emplacement, de la contenance de 50 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, dont la description est ci-après indiquée. En 1882, Grant, de son côté, vendit au demandeur Courberon le même terrain, dont la description a été, par un acte en date du 24 juillet 1905, reconnue par le seigneur Fraser et les parties en cette cause, être la suivante :

“ Un emplacement situé par le côté nord-est de la rue Alexandre ; borné par le sud-ouest à la rue Alexandre (qui devait avoir 50 pieds de largeur) ; par le nord-est à un terrain “ aussi réservé pour une autre rue” . . . (Suit la continuation de la description).

Les parties conviennent que le seigneur Fraser avait donné cette lisière de terrain de 50 pieds de largeur pour l'ouverture de la rue Alexandre, qui borne en front le lot en litige ; mais il est évident que si Fraser pouvait donner ce terrain de 50 pieds de large pour la rue, il ne pouvait, d'un autre côté, obliger la ville à ouvrir cette rue, ni l'obliger à lui donner une largeur de 50 pieds, au cas où la ville déciderait à l'ouvrir.

Fraser, par son titre de concession à Grant, de même que Grant par son acte de vente à Courberon, n'ont jamais garanti l'ouverture de la rue, ni que cette rue aurait une largeur de 50 pieds.

D'après les actes cités, Fraser, Grant et Courberon ont dû comprendre que l'ouverture et la largeur de la rue Alexandre dépendraient entièrement de l'autorité municipale et que, seule, la ville pouvait prendre action et décision sur ce sujet, car, d'après la loi, les corporations municipales ont juridiction exclusive en pareille matière.

De même, les parties ont dû comprendre qu'au cas de l'ouverture de la rue Alexandre sur une largeur seulement de 30 ou 40 pieds au lieu de 50, la corporation de Fraserville avait le pouvoir et le droit d'établir cette rue, soit sur le milieu ou partie centrale des 50 pieds donnés et affectés à cette fin, soit sur l'un ou l'autre des côtés du terrain ainsi affecté ou donné pour cette rue.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Lemieux, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Lemieux, J.

Personne ne pouvait légalement le troubler dans la possession de la lisière du terrain entre son emplacement et la rue, ni l'en évincer, cette lisière étant sa chose et sa propriété, car, en vertu de son titre, étant borné à la rue, il avait le droit éventuel de prendre tout le terrain faisant partie des 50 pieds donnés et affectés pour la rue, que la corporation ne prenait pas pour cette rue. Et il devenait propriétaire de cet accroissement par la vente qui comportait à l'avance la délivrance de cet excédant de terrain. La délivrance de cet excédant de terrain n'était pas nécessaire par Grant à Courberon aux termes des art. 1472 et 1493 C. C. L'ancienne loi exigeait cette tradition pour la complétion de la vente, mais, suivant le rapport des codificateurs, la tradition, en vue de la délivrance, a perdu de son importance ; car la vente est parfaite sans elle, et le contrat fait passer la propriété entre les mains de l'acheteur qui a droit de suite de prendre possession de la chose vendue en vertu du contrat d'une manière aussi absolue que le vendeur lui-même, mais il peut arriver qu'un tiers où le vendeur lui-même, ajoutent les codificateurs, retienne la possession après la vente, et c'est pour protéger l'acheteur contre cette éventualité que l'art. 1491 C. C. impose l'obligation au vendeur de délivrer la chose vendue. Mes collègues croient que Grant était obligé de livrer cette lisière de terrain ; je ne concours pas dans cette manière de voir ; je crois que l'acte comportait une délivrance suffisante et que Grant ne pouvait se plaindre tant que personne n'avait apporté de trouble ou ne s'était objecté à sa possession.

Si Courberon avait été inquiété, il avait pour se protéger le recours légal donné à tout propriétaire troublé ou évincé.

Il n'apparaît pas que personne se soit en aucun temps objecté à la possession de cette lisière de terrain, par Courberon. Le seigneur Fraser, ancien propriétaire du terrain, ne s'y est pas objecté. La corporation de Fraserville n'y a pas mis obstacle non plus et Grant n'a jamais troublé Courberon.

Au contraire, Fraser a, avant l'institution de l'action, dit et déclaré à Courberon que s'il lui manquait du terrain il était prêt à le lui donner.

Courberon, avant l'action, ne s'est jamais plaint à Grant qu'il lui manquait du terrain et il ne l'a jamais sommé de lui livrer ce qui pouvait lui manquer de terrain.

L'action en cette cause s'appuie sur l'art. 1501 C. C. qui dit que l'acheteur peut obtenir une diminution du prix, si la délivrance du terrain vendu n'est pas possible.

Cette action résulte donc de la garantie légale que le vendeur est obligé de livrer à l'acheteur la contenance telle que d'une crainte d'éviction, parce que le vendeur n'était pas propriétaire de la chose vendue portée au contrat. C'est une action qui résulterait ou de l'éviction, elle-même, c'est-à-dire de la dépossession du terrain acquis. La condition essentielle pour instituer une telle action est le trouble de droit ou de fait, c'est-à-dire une agression matérielle dirigée contre la possession du lot en question et de nature à entraver la jouissance de cette possession, ou d'un trouble qui serait la conséquence d'une contestation judiciaire élevée sur cette possession.

Or, Courberon ne se plaint pas, par son action, et n'a pas prouvé que Grant ou Fraser n'étaient pas propriétaires de la lisière de terrain en front de sa propriété, mais au contraire, le titre fait voir qu'ils en étaient propriétaires, et il n'allègue pas non plus aucun trouble de droit ni de fait, ni éviction, ni menace d'éviction ; il se contente de dire que la corporation municipale a ouvert la rue sur une largeur de 40 pieds, laissant entre cette rue et son emplacement une lisière de terrain qui l'empêche d'avoir accès à la voie publique.

Je crois que cette action est sans fondement et qu'aucune difficulté n'aurait surgi dans cette affaire, et, en outre, que le tribunal en révision aurait été unanime dans ses conclusions, si le défendeur n'avait pas pris, par son plaidoyer, une position inconséquente.

Il plaide, en effet, que des bornes ont été placées pour délimiter le terrain vendu à Courberon ; que ce terrain est borné à la rue Alexandre au sud-ouest, telle que tracée et portée aux plans cadastraux alors existants ; que le demandeur avait pris possession de ce terrain ainsi vendu et borné et l'avait toujours occupé, sans récrimination, jusqu'à l'action.

1907
—
Courberon
v
Grant.
—
Lemieux, J.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Lemieux, J.

Comme on le voit, le défendeur a, de même que le demandeur, donné une fausse interprétation à l'acte.

Le demandeur a mal interprété son titre, en n'en comprenant pas toute l'étendue et en ne s'en servant pas pour prendre possession du terrain, tel qu'il aurait dû le faire, surtout si on considère qu'aucune objection ni opposition n'y ont été apportées, et le défendeur, de son côté, a erré en disant que le terrain s'étendait jusqu'aux bornes qui avaient été placées pour le délimiter.

Ces bornes du terrain n'étaient pas définitives; elles n'avaient été placées là que pour déterminer l'étendue de terrain que la corporation pouvait prendre pour la largeur de la rue. C'étaient des bornes éventuelles, ou temporaires qui ne pouvaient devenir définitives que lorsque la corporation aurait pris les 50 pieds de large pour la rue, mais ces bornes disparaissaient du moment que la ville décidait de donner à la rue Alexandre seulement 40 pieds de largeur et d'ouvrir cette rue sur le côté sud-ouest du terrain donné et affecté pour cette fin.

De ce que le défendeur aurait mal plaidé ou aurait donné à l'acte une fausse interprétation, s'en suit-il que l'action devienne légale et qu'elle ait été bien intentée si préalablement à l'action, il n'y a eu ni trouble de fait, ni trouble de droit, ni éviction ou commencement d'éviction, et lorsqu'il n'en est même pas allégué?

Je ne le crois pas. Et, sur ce point, la doctrine, d'après ce que j'en connais, est dans ce sens.

Je suis donc d'avis que l'action a été instituée sans motif légal, et qu'elle devrait être renvoyée, chaque partie payant ses frais, vu que chacune d'elle a mal compris et interprété le titre discuté, et que cette fausse interprétation a été la cause que les parties se sont engagées dans des frais inutiles. Mes deux collègues sont d'opinion que l'action doit être maintenue, chaque partie payant ses frais, pour la raison en dernier lieu indiqué.

J'aurais été d'avis d'ajouter un considérant au jugement à l'effet que Courberon a droit à ce que sa propriété soit bornée

en front à la rue Alexandre, telle qu'elle est maintenant ouverte et comme les parties ont pratiquement pris devant cette cour la même position qu'en Cour Supérieure je serais disposé à renvoyer la révision, chaque partie payant ses frais.

1907
—
Courberon
v.
Grant.
—
Lemieux, J.

J'ai disposé de la première cause de nullité de l'acte invoqué par Courberon et sur laquelle il y a dissentiment parmi les membres de cette cour. Mais le demandeur se rabat sur un autre moyen que nous sommes unanimes à rejeter.

Il dit que le terrain par lui acheté de Grant, dont Fraser était l'auteur, est borné d'un côté par une rue projetée ou un terrain donné et réservé par Fraser pour une rue, et que Fraser a vendu ce terrain à un nommé Tremblay.

Ces faits sont vrais. Mais, dans ce cas-ci, comme dans l'autre, Fraser n'a jamais garanti l'ouverture de la rue, et tout dépend, pour l'ouverture de cette rue, du bon vouloir et de la discrétion de la corporation.

La corporation n'a pas ouvert la rue, mais il ne paraît pas que Grant ou Fraser s'y soient opposés, et il ne paraît pas non plus que Courberon en ait demandé ou sollicité l'ouverture.

Dans ces conditions, si la donation par Fraser d'un terrain pour la rue, a été faite publiquement et de manière à donner un titre sûr et certain à la ville, Tremblay occupe ce terrain sujet à cette donation, et du moment que la ville décidera d'ouvrir la rue, Tremblay sera tenu de déguerpir, et ce déguerpissement peut être provoqué et par la ville et par Fraser et aussi par Courberon.

C. Pouliot, C. R., pour le demandeur.

G. A. Chagnon, pour le défendeur.

NOTA.—Appel de cette décision a été interjeté à la Cour du Banc du Roi.
(La Rédaction.)

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, January 10th, 1907.

Present :—TELLIER, J.

McPHERSON v. BRICE.

*Agency — Remuneration of agent settled by agreement —
Customary charges not mentioned in agreement.*

HELD :—An agent appointed to carry out a business for his principal under a written agreement which provides for his remuneration by the payment of a stated sum and a commission on sales to be made by him, is not entitled to commission on the acceptance and payment of drafts, usually charged by agents, but not mentioned in the agreement.

TELLIER, J. :—

The plaintiff is the universal legatee and sole executrix of the late Donald Andrew McPherson. During his life time D. A. McPherson was a produce merchant, carrying on business alone under the style of D. A. McPherson & Co. In January 1904, the firm had a large stock of cheese on hand, which it desired to sell to the trade in England. The defendant was also a produce merchant carrying on an export business. About the 12th January, 1904, D. A. McPherson & Co represented to the defendant that they had about 50,000 boxes of cheese which they desired to ship to England and asked the defendant if he would leave for England at once and look after this cheese on its arrival, although, for the purpose of his own business, the defendant did not require or intend to leave for England before the latter part of the following April, 1904. Finally about the 25th January 1904, at Montreal, McPherson and the defendant agreed verbally that the latter should leave for England at once and that until April then next, he should look after any cheese shipped and upon its arrival attend to the discharge, delivery, storage and insuring thereof ; that he should, while attending to his own business, visit the principal cities in England and gather information as to the state and condition of the market, and keep McPherson

son duly informed thereon ; that he should, in the name and on behalf of the firm of D. A. McPherson & Co., accept drafts drawn on the firm against any shipments of cheese ; that the intention of McPherson was not to sell or dispose of the cheese immediately on its arrival, but to hold the same for an advance in price ; and that it was agreed and understood between McPherson and the defendant, that the latter would be paid and receive the usual and customary commission of 6d per hundred weight for any cheese that he might dispose of. The firm of D. A. McPherson & Co. gave to the defendant a power of attorney, dated January 14th, 1904, and the defendant got a letter from the Sovereign Bank dated January 30th 1904. On or about January 25th, 1904, McPherson paid the defendant \$1,000 ; the plaintiff alleging that it was received and accepted by the defendant in full for his time, labor and other expenses for his services to be rendered under agreement ; and the defendant saying that the sum was in payment of the services referred to in paragraph 5 of his plea and that the principal consideration moving him to enter into the agreement was the opportunity of earning the commission of 6d per hundred weight for any cheese he might dispose of. The receipt reads as follows : “ \$1,000.00. Montreal, 25th January, 1904. “ Received from D. A. McPherson & Co, the sum of one thousand dollars, payment for time and labor and other expenses, “ which may be incurred in going to England and back between now and say, May 1904. Signed Ernest A. Brice”. In pursuance of the agreement the defendant went to England and attended to the business of D. A. McPherson & Co. Shortly after the defendant’s arrival in England. The SS. “Lake Michigan”, on which McPherson had shipped 10,000 boxes of cheese was reported a wreck and the defendant was specially requested to go to London and look after McPherson’s interests. The said cheese arrived in a damaged condition and the defendant was obliged to abandon his own business and give his whole time and attention to the care, inspection, and survey of the cheese, to act as an inspector on the loss, to make and adjust claims on the underwriters, etc.,

1907
—
McPherson
v.
Brice.
—
Tellier, J.

1907
—
McPherson
v.
Brice.
—
Tellier, J.

and, finally, the defendant obtained a very advantageous offer of settlement from the underwriters and a good offer for the cheese. As the cheese was insured, McPherson was anxious to claim for a total loss, and he refused the settlements offered, and came to England himself. On McPherson's arrival, he insisted on having the cheese re-inspected, separated and re-coopered and stored, all of which the defendant attended to, and he was consequently detained in England until May 20th, 1904. On April 19th, 1904, McPherson opened an account in his own name with the London Joint Stock Bank, Limited, of London, and deposited therein the sum of £2,500, against which the defendant had authority to draw cheques for the purposes of the business of the firm of D. A. McPherson & Co., or of D. A. M. McPherson in England; and the defendant admits this deposit of £2,500, and says he was authorized by McPherson to draw the amounts which he did, in fact, draw thereon, and was further instructed by him to transfer the balance of £1,600 then remaining to the credit of the firm, all of which the defendant did. The defendant made in London, for the benefit and advantage of the firm, disbursements aggregating £103 10s 9d; the defendant drew cheques on the bank account above mentioned to the extent of £29 11s 3d; on the 17th March, 1904, the defendant drew two drafts upon the firm for £50 each, and they were paid; the defendant admits drawing £400 and £350, but says these sums were drawn by him at the request and with the knowledge and consent of McPherson.

On the 25th July, 1904, the defendant rendered to McPherson a statement purporting to be an account of his administration of the business of D. A. McPherson & Co., and of McPherson in England, whereby the defendant pretended to show that the late McPherson was indebted to him in the sum of £398 6s 6d. The plaintiff alleges that this statement is false; that without right, the defendant has charged one per cent, for accepting certain drafts of D. A. McPherson & Co., and of D. A. McPherson, contrary to the agreement, which commission amounts to the sums of £11 12s 7d, £9 11s 0d, £167 7s 9d, and £298 6s 0d, forming a total sum of

£496 17s 4d ; that the defendant has also unlawfully charged a commission of £282 9s 6d for placing 15,433 boxes of cheese, 11,024 cwts ; that the defendant has unlawfully charged £366 10s 0d for services rendered in connection with cheese ex SS. Lake Michigan ; that the defendant has unlawfully charged McPherson £28 10s for travelling expenses ; that the defendant has made an error of 2d in the addition of the debit side of the statement, the correct amount being £1,277 17s 7d, instead of \$1,277 17s 9d ; that the plaintiff is entitled to have the following sums, to wit : £11 12s 7d, £19 11s, £167 7s 9d, £298 6s, £366 10s, £282 9s 6d, and £28 10s, forming a total sum of £1,174 6s 10d, struck out from the account as not being due the defendant, and to have £1,174.7s deducted from the sum of £1,277 17s 9d, the amount of the debit of the account, making the correct amount £103 10s 9d, and that the latter sum representing at it does the defendant's disbursements in connection with the McPherson's business in England, is the only sum to which the defendant is entitled. The defendant pleads, substantially, that his account as rendered is correct and specially denies the above allegations of the declaration ; that the commission of one per cent is the usual and customary commission for such services, and that the other charges above enumerated in the declaration were properly charged to McPherson, and the defendant, reserving his recourse for the balance due him, prays for the dismissal of plaintiff's action with costs. The only evidence adduced by the plaintiff is the deposition on discovery given by the defendant and the documents filed of record. The defendant proceeded to his *enquête* under reserve of his objection that the plaintiff had failed to prove her case. The defendant, however, makes the following admission in his plea :—" Finally, about the 25th January, 1904, it was agreed between " the late D. A. McPherson and the defendant that the latter " should leave for England at once ; that until April then " next he should look after any cheese shipped, and, upon its " arrival, attend to the discharge delivery, storage and insuring " thereof ; that he should, while attending to his own business, " visit the principal cities in England and gather information

1907
 —
 McPherson
 v.
 Brice.
 —
 Tellier, J.

1907
—
McPherson
v.
Brice.
—
Teller, J.

" as to the state and condition of the market and keep McPherson fully informed thereon ; that he should, in the name and on behalf of the firm of D. A. McPherson & Co., accept drafts drawn on the firm against any shipments of cheese. The intention of McPherson was not to sell or dispose of the cheese immediately on its arrival, but to hold the same for an advance in price ; but it was agreed and understood between McPherson and the defendant that the latter would be paid and receive the usual and customary commission of 6d per cwt. for any cheese that he might dispose of. The \$1,000 received by the defendant was in payment of the services in connection with the cheese shipped to England, but the principal consideration moving the defendant to enter into the agreement was the opportunity of earning the commission." The defendant had a power of attorney from the firm and he also had a letter addressed to him by the manager of the Sovereign Bank in Montreal, on the 30th January, 1904, and which reads as follows :—" Referring to our conversation of to-day, we beg to confirm our understanding that your acceptance of all drafts drawn upon yourself by Messrs D. A. McPherson & Co., against cheese are given at attorney for the firm of Messrs D. A. McPherson & Co., and not personally." The defendant not having pleaded that, under the agreement hereinabove referred to, he was to receive a commission for accepting drafts, and the evidence on that point having been objected to and received under reserve, it is declared illegal and is consequently rejected. Under the circumstances, the defendant was not entitled to charge the usual and customary commission for accepting drafts and he has charged the late McPherson without right and contrary to the agreement, one per cent, commission for accepting the drafts mentioned in his statement of account hereinabove referred to, which drafts were drawn by the said firm against bills of lading of the cheese in question and through the Sovereign Bank in Montreal and made to the order of the bank, and which commission, according to the statement of account, amounts to the sums of £11 12s 7d, £19 11s 0d, £167 7s 9d, and £298 6s 0d

aggregating a total sum of £496 17s 4d. The defendant was not responsible in any way for the acceptance of the drafts, but simply as attorney and agent for the firm of D. A. McPherson & Co. The drafts were accepted and endorsed by the Sovereign Bank, which was liable on them ; and the same were protested, but subsequently taken up and paid when the cheese was sold. The defendant has also, without right and contrary to the agreement, charged the firm a commission for placing 15,433 boxes of cheese, 11,024 cwt.s. amounting to the sum of £282, 9s 6d as the defendant did not dispose of this cheese by sale. As to the charges of £366 10s 0d for services rendered, and £28 10s 0d for travelling expenses incurred in connection with 9,176 boxes of cheese ex SS. Lake Michigan, surveying, inspecting and arranging matter in London during the months of February, March, April and May 1904, none of the time, labor and expense connected with the cheese ex SS. Lake Michigan was contemplated by the original agreement between the parties. It is alleged in the plea that it was understood that the defendant should be paid and reimbursed for these services, and that the amount charged by him is the fair price and value thereof, and the charges mentioned as to the damaged cheese and travelling expenses are such as the defendant was entitled to make under his agreement with McPherson. The defendant has sustained under oath the allegations of his plea and the same are not invalidated by contrary evidence. The plaintiff has not proved her allegations that the charges of £366 10s 0d and £28 10s 0d were made without right and contrary to the agreement. The plaintiff is entitled to have the following sums, to wit : £11 12s 7d, £19 11s 0d, £167 7s 9d, £298 6s 0d and £282 9s 6d, aggregating a total sum of £779 6s 10d struck out from the statement of account as not being due to the defendant under the agreement hereinabove referred to and to have this sum, together with the sum of 2d, amount of the incorrect additions are hereinabove set forth, making a total sum of £779 7s 0d, deducted from the said sum of £1,277 17s 9d, the amount at the debit of the account, making the correct amount £498 10s 9d. The

1907
 —
 McPherson
 v.
 Brice.
 —
 Tellier, J.

1907
—
McPherson
v.
Brice.
—
Tellier, J.

amount of £498 10s 9d represents, the amount and value of the defendant's disbursements and services in connection with the business of the firm and of McPherson in England, under the agreement referred to, and is the only sum to which the defendant is entitled. By the statement of account the defendant acknowledges to have received and had from the late D. A. McPherson the following sums, to wit : £50, £29 11s 3, £50, £400, £350, aggregating a total sum of £879 11s 3d. The defendant did consequently receive from McPherson in the manner hereinabove set forth the sum of £879 11s 3d, whereas he was only entitled to recover the sum of £498 10s 9d, and is consequently indebted to the plaintiff in her quality for the difference between the sums of £879 11s 3d and £498 10s 9d, to wit, the sum of £381 0s 6d equivalent in Canadian currency to the sum of \$1,854.32. Consequently the Court declares the account rendered by the defendant is incorrect and false ; that the said account be amended and reformed by striking out from the debit side thereof the following sums, to wit : £11 12s 7d, £19 11s 0d, £167 7s 5d, £298 6s 0d, and £282 9s 6d as not being due to the defendant by plaintiff in her said quality, aggregating, with the 2d error in addition, the total sum of £779 7s 0d, and that the said sum of £103 10s 9d, together with the sum of £366 10s 0d and £28 10s 0d, as hereinabove mentioned, aggregating the total sum of £498 10s 9d, be the true and correct account of the administration of the business of the said firm and the late McPherson by the said defendant in England. The Court doth adjudge and condemn the said defendant to pay and satisfy to the said plaintiff, in her said quality, the said sum of £381 0s 6d (\$1,854.32), with interest on the sum of £5 0s 0d (\$24.33) from the 22nd April 1904, on the said sum of £350 0s 0d (\$1,703.34) from the 6th May, 1904, and upon the balance of £26 0s 6d (\$126.65) from the 30th May, 1904, and costs of suit.

McGibbon, Casgrain, Mitchell & Surveyer, for the plaintiff.
Atwater & Duclos, for the defendant.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, January 26th 1907.

Present :—CURRAN, J.

DAWSON ET AL. V. THURSTON.

Evidence—Warranty by implication—Commencement of proof in writing—Parol evidence.

D. & Co. occupied, as tenants, the lower flat of a building and T. the upper flats, of which he leased part to sub-tenants. D. & Co. were in the habit of turning off the water at night as a precaution against floodings. T. thereupon wrote them as follows : "Please do not turn the water off, except on Saturday afternoons and Sundays, and oblige, E. H. T."

D. & Co. having complied with this request, a tap was subsequently left open by a sub-tenant of T., causing a flooding and damage. On an action brought by D. & Co. against T.

HELD :—That the above writing was an implied warranty that T. would be liable for damages following a compliance with the request and caused thereby, or, at all events, was a commencement of proof in writing which rendered admissible parol testimony of an explicit verbal warranty to the same effect.

CURRAN, J. :—

The plaintiffs are tenants of the store and basement of the building 291 and 263 Craig street in this city. The defendant is lessee of the three upper flats of the same building. During the night of 18th April, 1906, a sub-tenant of the defendant, having carelessly left the water tap open, a flooding took place, causing damage to the plaintiffs to the extent of \$229. The plaintiffs now claim this damage from the defendant, whom they hold responsible for the fault of his sub-tenant, and because he undertook to warrant the plaintiffs against all such trouble. The defendant denies having given any such warranty, and, further, pleads that he is not bound by the acts of his sub-tenant. On the question of the defendant's liability *de plano* for the fault of his sub-tenant, the plaintiffs, assimilating the position of the defendant to that

1907
 —
 Dawson
 v.
 Thurston.
 —
 Curran, J.

of a landlord, cites the judgment of *Bernard vs Côté* ⁽¹⁾ In that case, decided on the 31st March, 1892, the Court of Review, composed of Sir N. Casault and Messrs Justices Caron and Andrews, held : "the lessee is responsible for damages caused to a tenant in the lower flat, by an overflow of water from the storey above." This is a very elaborate judgment, one of the last pronounced upon the very much debated question. The plaintiffs also refer to the case of *Hamilton vs The Royal Land Company* ⁽²⁾ and more particularly the remarks of Mr Justice Tellier, at pages 250, 251, 252. His last reference on this point is to the case of *Brisker vs Larue* ⁽³⁾. On the other hand, the defendant cites the case of *Roy vs Dufour* ⁽⁴⁾, decided in February, 1885, when the Court of Appeals held "that a tenant is not under the control of his " landlord, within the meaning of article 1,054 of the C. C., so " as to make the landlord responsible for the negligence of the " tenant in the use of the premises leased." He also cites the cases of *Pigeon vs Roussin* ⁽⁵⁾, where the same doctrine was laid down, in September, 1881. The latest decision on this point cited by the defendant is *Beaulieu vs Beaudry* ⁽⁶⁾, is in the same sense, where Mr Justice Taschereau reviews the law in an exhaustive judgment. The precedents on both sides are supported by eminent authority. Fortunately, this case does not turn on that most controverted point. In the premises occupied by the plaintiffs and the defendant, and the numerous sub-tenants of the latter, there was only one water service pipe for the whole building. The plaintiffs, for their own protection, were in the habit of turning off the water every night. This did not suit the sub-tenants of the defendant, and, wishing to let them have the supply they required day and night, the defendant gave the following written docu-

(1) 2 S. C. 82.

(2) 24 S. C., 411.

(3) 23 S. C., 447.

(4) 11 Q. L. R., 192.

(5) 4 L. N., 426.

(6) 16 S. C., 475.

ment to the plaintiffs :— “Please do not turn the water off, “ excepting on Saturday afternoons and Sundays, and oblige, “ E. H. Thurston.” This request bears no date, and the defendant will not swear that he did not hand it to the plaintiffs on the date mentioned by them in their plea, as amended, June 15th, 1905. The Court has not the slightest hesitation in coming to the conclusion, that by giving such a document to the plaintiffs, he intended to bind himself to secure them against any damage that might arise from allowing the water to remain on during night and day, Saturday and Sunday nights excepted. A great deal has been said about *commencement de preuve* in this matter. No undertaking could be much more clear than that of the defendant, under the request above quoted ; but under all the decisions, the document itself opens the door to the proof made by the plaintiffs against the defendant, that in addition to the document itself he gave the plaintiffs to understand verbally that he would hold himself good for any damage resulting from a water overflow in the premises of which he held the main lease. The plaintiffs have established their damages and the tender to the defendant of the damaged goods, and judgment will go for the amount claimed, \$229, with costs.

1907
—
Dawson
v.
Thurston.
—
Curran, J.

Foster, Martin, Mann & McKinnon, for the plaintiffs.
Busteed & Lane, for the defendant.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, January 28th, 1907.

Present :—DAVIDSON, J.

PECK v. OGILVIE.

Procedure—Declaration and irrelevant allegations—Demurrer—Municipal by-law regulating speed of automobiles.

HELD :—The Quebec statute 6 Ed. VII, cap. XIII having provided that no municipal by-law to regulate the speed of automobiles shall have any

1907
—
Peck
v.
Ogilvie.
—
Davidson, J.

force or effect, an allegation in the declaration of an action (damages caused by collision) against the owner of such a vehicle, that he was unlawfully driving it at a speed "*far in excess of that permitted by the by-laws of the locality*", is irrelevant and will be struck out on demurrer.

DAVIDSON, J. :—

This action is before me on a demurrer by the plaintiff, who seeks to have certain words struck out of the declaration. The claim is for damages (\$453.50), which are alleged to have resulted from a collision between two motor cars. The declaration describes the occurrence in these words:—"On Friday, the 26th of October last, at Dorval, in the district of Montreal, the said plaintiff was coming out of the private residence or grounds of one of his friends in an automobile or motor car, and when he had just reached the main road and was turning eastward towards the city of Montreal, an automobile or motor car, owned by the defendant, came into violent collision with the car in which the plaintiff was and of which the plaintiff at the time had charge."

It is further set forth that the plaintiff's car was moving at a very slow rate of speed, while that of the defendant was being driven at an immoderate rate, "far in excess of that permitted by the by-laws of the locality and by the general statutes of the Province of Quebec."

By demurrer the defendant would have the words "by the by-laws of the locality and" struck out, on the ground that a violation of any local by-law, as a ground of negligence, cannot be charged, because the provincial statute, 6 Edward VII, cap. 13, sec. 26, "has taken away the right of the municipality of Dorval to enact by-laws regulating the speed of automobiles."

So far as I am aware, this is the first time a like question has arisen under the motor car act of last session. Many of the suburban municipalities have by-laws which seek to regulate the speed of motor cars within their limits. I shall, as a consequence, state with greater fullness than is usually ne-

cessary on a point of pleading, my reasons for the decision at which I have arrived.

The provisions of the act as to speed are as follows :

“ 24.—Sub-section 3.—The rate of speed of such motor vehicle in towns and in municipalities governed by the municipal code, between dusk and day-light, shall not exceed six miles per hour.

“ 27.—A motor vehicle shall not be driven at a speed greater than six miles an hour within the limits of a city, town, or village, nor at a speed greater than fifteen miles an hour in any other locality.

“ 28.—When approaching a sharp angle, bridge or steep descent in the highway or intersecting highways and crossings, the speed of the motor vehicle shall be reduced to four miles per hour and a signal shall be blown upon approaching an angle in a highway.”

The inhibiting enactments of the statute as to by-laws are as follows :

“ 26.—No ordinance, by-law or regulation now in force in any city, town or other municipality which regulates the speed at which automobiles or motor cycles shall be run upon its public ways shall hereafter have any force or effect. Nothing herein contained shall, however, be so construed as to affect the rights of boards of park commissioners, as authorized by law ; and such boards and the local authorities may, notwithstanding the provisions of this act, make, enforce and maintain such reasonable by-laws, rules and regulations concerning the speed at which motor vehicles may be operated in any parks or parkways within a city, but, in that event, must, by signs at the entrance of such park and along such parkway, conspicuously indicate the rate of speed permitted or required, and may even exclude motor vehicles from any park, parkway and cemetery or grounds used for the burial of the dead.

“ 31.—Subject to the provisions of this act, municipal corporations or councils shall have no power to pass, enforce or maintain any by-law or resolution requiring of any owner

1907

Peck

v.

Ogilvie.

Davidson, J.

1907
 —
 Peck
 v.
 Ogilvie.
 Davidson, J.

“ or operator of a motor vehicle any license or permit to use
 “ the public highways, or excluding or prohibiting any motor
 “ vehicle, whose owner has complied with this act, from the
 “ free use of such highways, except such driveway, speedway
 “ or road as has been or may be expressly set apart by law
 “ for the exclusive use of horses and light carriages, or except
 “ as herein provided, in any way affecting the registration
 “ or numbering of motor vehicles or prescribing a lower rate
 “ of speed than herein specified at which such vehicles may
 “ be operated, or the use of the public highways, contrary to
 “ or inconsistent with the provisions of this act ; and all such
 “ by-laws, rules or regulations now in force are hereby decla-
 “ red to be of no validity or effect.”

There are decisions which support the principle that regulations enacted or provided for by statute, like those, for example, of the Pharmacy Act, the Railway Act, and the Provincial Factory Act, do not affect certain rights as to damages given by the Civil Code *Singer vs Leonard* ⁽¹⁾; (Review 1889) ; *Corcoran vs Montreal Rolling Mills* ⁽²⁾, (1896) ; *Legare vs Esplin* ⁽³⁾ ; *Lee vs Burland* ⁽⁴⁾ ; *Hence vs Standard Chemical Co. et al.* ⁽⁵⁾ ; The Factory Act expressly declares (R. S. Q. 3053) that the responsibility of the employer towards his employees is in no manner modified or changed by its provisions.

The Motor Car Act is broader, for it declares (sec. 30)
 “ Nothing in this act shall be construed to curtail or abridge
 “ the right of any person to prosecute a civil action for dam-
 “ ages by reason of injuries to person or property resulting
 “ from the negligent use of the highways by a motor vehicle
 “ or its owner or his employee or agent.”

This section and the decisions quoted might, or might not, make invocation of a local by-law irrelevant. In some cases,

(1) 34 L. C. J., 20.

(2) 24 S. C. C., 596.

(3) 12 S. C., 113.

(4) 9 S. C., 294.

(5) 7 P. R., 451.

relevancy is possible of support by serious argument. But the plaintiff stands on legal ground of much greater strength and certainty. The motor car act nullifies then existing, and, for the future, prohibits by-laws which would locally regulate the speed of motor cars on ordinary highways.

1907

Peck

v.

Ogilvie.

Davidson, J.

Suppose a municipality by by-law or other regulation permitted motor cars to run within its limits up to a rate of only two miles an hour, or, on the other hand, up to twenty miles an hour, could it be invoked in the one case by a plaintiff as magnifying the negligence, or in the other case by a defendant as justifying his speed? Clearly not. For the by-law or regulation is in itself an infraction of the prohibition of a statute, which in this and some other respects speaks with express and total exclusion of municipal authority.

The demurrer is maintained and the words "by the by-laws of the locality and," are struck out of the declaration, with costs.

Greenshields, Greenshields & Languedoc, for the plaintiff.
Heneker, Duff & Stephens, for the defendant.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTREAL, 31 janvier 1907.

Présent :—PAGNUELO, J.

BEAULIEU v. BEAULIEU.

Procédure—Effets du décret—Immeuble légué à charge de substitution—Paiement des dettes du substituant—Purge de la substitution.

JUGÉ :—Le décret d'un immeuble légué à titre particulier avec substitution, fait à la poursuite du légataire universel pour recouvrer du légataire particulier une somme qu'il était tenu, en vertu de son legs, de contribuer au paiement des dettes du testateur substituant acquittées par ce légataire universel, a l'effet de purger l'immeuble de la substitution.

PAGNUELO, J. :—

Le demandeur conclut à l'annulation de l'adjudication qui

1907
—
Beaulieu
v.
Beaulieu.
—
Pagnuelo, J.

lui a été faite par le shérif de ce district de la moitié indivise de la terre No 367 du cadastre officiel de la paroisse Saint Laurent, le 27 octobre 1905, dans une cause de Arthur Beaulieu contre Avila Beaulieu, et allègue que la propriété de cet immeuble est substituée aux enfants d'Avila Beaulieu, par le testament de son père, J. B. Beaulieu, qui la lui a léguée, et qu'il n'aurait pas acheté les droits du grevé seulement, pour le prix de l'adjudication, \$4,500.

Le défendeur plaide que l'adjudication est valable et a purgé la substitution, si elle existe, parce qu'elle a été faite pour une dette du substituant ; que de plus, le demandeur n'est pas troublé et n'est pas exposé à l'éviction ; que le testateur J. B. Beaulieu a chargé Avila Beaulieu, légataire particulier, de la moitié de l'immeuble, de payer la somme de \$1,000.00 pour acquitter les dettes qu'il délaisserait à son décès au fur et à mesure qu'elles écherraient et son fils, Arthur Beaulieu, légataire universel, le demandeur dans la cause où la vente judiciaire a été faite, de payer la balance de ses dettes ; que le testateur a laissé des dettes excédant \$1,000, qui ont toutes été acquittées par Arthur Beaulieu, au défaut d'Avila Beaulieu ; que la créance pour laquelle l'immeuble a été vendu est composée de dettes du testateur qu'Avila Beaulieu était tenu d'acquitter, et qu'Arthur Beaulieu a acquittées pour lui.

Le demandeur nie que la créance fut composée des dettes du substituant, et soutient que ces dettes, ayant été acquittées par le légataire universel, représentant le testateur, ont été acquittées, de fait, par celui qui était tenu légalement de les payer, et se sont confondues en sa personne, et que la créance d'Arthur Beaulieu contre Avila Beaulieu n'est qu'une créance personnelle du premier contre le second.

Le testament de J. B. Beaulieu crée une substitution en faveur des enfants d'Avila Beaulieu, et à défaut d'enfants, en faveur de ses frères et sœurs et de leurs enfants. Le demandeur qui n'apas payé le prix de son adjudication serait fondé à porter la présente action, s'il était exposé à être évincé par les appelés à la substitution ; mais le paiement par Avila Beaulieu des dettes du substituant jusqu'au montant de \$1,000.00, était une

charge de la substitution. Arthur Beaulieu, en payant ces dettes pour Avila Beaulieu, a payé les dettes du substituant et il a été lui-même subrogé dans les droits des créanciers, payant des dettes auxquelles il était tenu avec Avila Beaulieu et pour lui; art. 1156 C. C. En faisant vendre l'immeuble légué pour le remboursement de ces créances, il exerçait les droits des créanciers du substituant, et partant l'immeuble a été vendu pour des dettes du substituant et la substitution est éteinte.

1907
—
Beaulieu
v.
Beaulieu.
—
Pagnuelo, J.

L'action doit être renvoyée avec dépens.

Beaudin, Loranger & Saint Germain, pour le demandeur.
Bastien, Bergeron, Cousin au & Jasmin, pour le défendeur.

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, February 9th 1907.

Present :—TASCHEREAU, TELLIER & CHARBONNEAU, JJ.

THORNTON v. THORNTON ET AL.

Will—Construction—Universal legacy of usufruct—Legacy of property with reversion of shares of legatee dying childless—Substitution—Right to partition of estate.

HELD :—A devise by will of an estate to the wife of the testator to "hold " in usufruct only during her natural lifetime" and after her decease to his children, with a proviso that, in the event of the death of any one or more of them, without children, during the life of the testator, or of his wife, the share of such child or children shall accrue to the others, creates a substitution which only opens on the death of the surviving widow. Hence, during her lifetime, no action will lie in favor of any one of the children for a partition of the estate.

The judgment inscribed for review and which is reversed was rendered in the Superior Court, DUNLOP, J., on the 12th of June 1906, as follows :—

DUNLOP, J. :—

The Court, etc.

The plaintiff alleges that his father, Thomas Thornton, in

1907
—
Thornton
v.
Thornton.
—
Dunlop, J.

his lifetime of Montreal, carter, died on the 22nd of December, 1903, at Montreal, in the District of Montreal.

That on the 1st day of April, 1903, the late Thomas Thornton aforesaid, made his last will and testament, at Montreal, before E. R. Décary, and Joseph A. Brunet, notaries, by which he gave and bequeathed unto his wife, Dame Margaret O'Connell, all his property, movable and immovable for her to hold and enjoy the same *in usufruct* only, constituting her his universal usufructuary legatee, without being bound to give security or make an inventory.

That the testator gave and bequeathed unto his children, Thomas Thornton, the plaintiff, and Patrick Thornton, Kate Thornton, Mary Ann Thornton, Elizabeth Thornton, the defendants all the property movable and immovable, which composed his estate and succession to be divided in six equal shares as follows, one share to each of Kate Thornton, Mary Ann Thornton, Elizabeth Thornton and Thomas Thornton, and the remaining two shares to Patrick Thornton.

. That to execute his last will and testament, the late Thomas Thornton, named and appointed his wife, Dame Margaret O'Connell and his daughter, Mary Ann Thornton, both of which are defendants herein.

That the said Dame Margaret O'Connell, widow of the late Thomas Thornton, was separate as to property by law with her husband, the late Thomas Thornton, the marriage having taken place in Manchester, about 52 years ago.

That the property composing and forming part of the Estate of the late Thomas Thornton, and to be divided among the heirs aforesaid, and as mentioned in the will, consists in an immovable property, being a self-contained tenement, valued at \$2,500.00 and situate at Nos 130 and 130a, Duke street, in the city of Montreal, and in a sum of money amounting to \$3,900.00.

That of the \$3,900.00 aforesaid, there were \$1,900.00 deposited in the City & District Savings Bank, belonging to the late Thomas Thornton and standing in his name in the bank, which the latter bequeathed in the manner above set forth and as to the balance of \$2,000.00, deposited also in the City

& District Savings Bank and standing there in the name of Dame Margaret O'Connell, widow of the late Thomas Thornton, the same really belonged to the late Thomas Thornton and was also bequeathed in the manner mentioned in the will as above set forth.

1907
 Thornton
 v.
 Thornton.
 Dunlop, J.

That the defendants, Patrick Thornton, Elizabeth Thornton Kate Thornton, and Mary Ann Thornton, and the plaintiff, Thomas, are the only heirs.

That in consequence of the foregoing, the plaintiff is owner of, and has a right of one sixth share of the immovable above described and of all the moneys deposited in the City & District Savings Bank, over which Dame Margaret O'Connell and Mary Ann Thornton now exercise control and the defendants, Patrick, Kate, Elizabeth and Mary Ann Thornton are owners of the other five shares of said property and money, *par indivis*, subject to the usufruct of Dame Margaret O'Connell upon it, according to the terms of the will of the late Thomas Thornton.

That the plaintiff does not wish to remain in undivided ownership but has a right to, and desires to have, the possession of it, and to enjoy his one sixth share of the said property and moneys, separate and apart from the others, and also Mrs Maynard.

That there has never been any division or act of partition of the property above described.

That the said immovable property cannot be conveniently divided, but it is desirable that experts be appointed to have this established.

That the heirs above mentioned and the defendants herein have refused and neglect to participate in an extra judicial licitation and partition, of the said property and moneys, thereby obliging the plaintiff to have recourse in the present manner.

That the defendants, Dame Margaret O'Connell and Mary Ann Thornton, are now and have been dealing with the property of the succession of the late Thomas Thornton, and especially the moneys aforesaid, in such a manner as to make the plaintiff lose his recourse.

1907
—
Thornton
v.
Thornton.
—
Dunlop, J.

That the said Mary Ann Thornton is withdrawing moneys from the bank and has withdrawn \$160.00 from the City & District Savings Bank already, in order to make repairs to the property which requires it, but no repairs have been made, though the money was withdrawn in January 1905.

That there is every reason to believe that the moneys will be made away with, now standing in the City & District Savings Bank unless the same are seized and put under judicial custody.

That the plaintiff is entitled to place under judicial custody the said moneys above mentioned, deposited in the City & District Savings Bank, in the name of Thomas Thornton or Dame Margaret O'Connell, as all the said moneys belonged to the late Thomas Thornton and were bequeathed to the plaintiff and the other heirs mentioned in the will, so that the plaintiff may exercise all his rights thereon.

That in January or February, 1905, Dame Margaret O'Connell declared that Mary Ann wanted her to take money out of the bank and let her (Mary Ann) have full control of it.

That the said Mary Ann Thornton, two years ago, to wit, in October 1903, even contrived to have a large portion of the said moneys deposited in her own name, but she was compelled to have the money put back in the bank in her father's name.

The defendants plead in substance alleging that the plaintiff is not entitled to a *partage* of the estate of the late Thomas Thornton as Dame Margaret O'Connell is still living ; that since the death of Thomas Thornton, the said Margaret O'Connell has enjoyed the estate as she had a right to do ; that the said Margaret O'Connell and her daughter Mary Ann Thornton, who were appointed to execute the said last will and testament, have performed their duties, as by law required and the defendants pray the dismissal of the action.

The defendants have failed to establish their plea, and the plaintiff has made good the material allegations of his declaration to the extent of requiring the licitation of the property in question.

An expert has been appointed and has made report that the property cannot be conveniently divided and that report of the expert has been homologated.

Doth dismiss said plea and doth order that the following immovable, which immovable bears numbers 130 and 130a Duke street, Montreal, and forms part of cadastral number 1727, being a part of that certain lot of land situate lying and in the St Ann's ward of the city of Montreal designated and known on the official plan and book of reference of the said ward, as No 1727, containing about 31 feet in front, by 98 feet, in depth, bounded in front, by Duke street in rear by one Sykes, on one side by the property of Mrs Driscoll, and the other side by one Jobin, with a two story house and stable erected, be sold and adjudged to the last and highest bidder and the plaintiff paid out of the same, according to his rights, his one sixth share of the purchase price of said property and moneys forming part of the succession of the late Thomas Thornton, subject to the usufruct of Dame Margaret O'Connell, widow of the late Thomas Thornton and doth reject the other conclusion of the plaintiff's declaration.

1907
—
Thornton
v.
Thornton.
—
Dunlop, J.

JUDGMENT IN REVIEW.

CHARBONNEAU, J. :—

The judgment now under review ordered the licitation of an immovable, part of lot No 1727 of St Ann's division, Montreal, and that one-sixth of the sale price and of the moneys belonging to the estate of the late Thomas Thornton be paid to the plaintiff, subject to the usufruct thereof in favor of Margaret O'Connell, wife of Thomas Thornton. The judgment decides in this way a seizure before judgment, which the plaintiff had taken as a conservatory measure with his action. The judgment dismissed that portion of the plaintiff's conclusions, and as he has not inscribed in review on that point it is not now in question before us.

The plaintiff is one of the sons of Thomas Thornton ; the

1907
—
Thornton
v.
Thornton.
—
Charbonneau
J.

defendants are the other children and the executors of the estate, viz : Mrs Thornton and Mary Ann Thornton, one of the daughters. The whole case revolves on the interpretation of the last will of Thomas Thornton. The question to be decided is whether the plaintiff can now demand the sale of the immovable and the delivery to him of his share, as well of the price obtained from the sale of said immovable, as well as from the sale of the movables of the estate, more particularly the moneys in bank. By clause 3 of his will the deceased referred to his wife as follows :

“ I give and bequeath unto my beloved wife, Dame Margaret O'Connell, all my property movable and immovable, rights and actions, real and personal, money and stocks, etc., and generally all of which I may die possessed, after my debts, funeral and testamentary expenses being paid ; for her to hold and enjoy the same in usufruct only during her natural lifetime, hereby constituting her my universal usufructuary legatee without being bound to give security or make an inventory.” The movable effects and all the furniture are given to Patrick Thornton, also subject to the usufruct in favor of the deceased's wife. By clause five, the following are the provisions applicable to the deceased's children :

“ And, after the decease of my said wife, I give and bequeath unto my children, Patrick Thornton, Kate Thornton and Mary Ann Thornton, wife of John Collins, Elizabeth Thornton, widow of the late William Maynard and Thomas Thornton, all the property movable and immovable which shall compose my estate and succession, without exception nor reserve ; my said estate and succession to be divided into six equal shares to be divided as follows : One share to each of said Kate Thornton, Mary Ann Thornton, Elizabeth Thornton, widow of the late William Maynard, and Thomas Thornton, and the remaining two shares to said Patrick Thornton. In the event of one or several of my above legatees departing this life before my decease, or that of my said wife, if she survives me, his or their share or portion in the above stipulated universal legacy shall belong

“ to their legitimate descendants, as their representatives, with
 “ the exception of said Elizabeth Thornton, whose share shall
 “ immediately accrue to her co-legatees ; if they leave no legi-
 “ timate descendants, their shares shall accrue to their co-le-
 “ gatees in the proportion above set forth, said Patrick Thorn-
 “ ton taking a double share.” And then there is one more
 clause to be interpreted, namely :

“ And to execute this my last will I hereby name and ap-
 “ point the said Dame Margaret O’Connell, my wife, and Mary
 “ Ann Thornton, my daughter, above named, extending their
 “ powers, as such, beyond the day and year limited by law.”
 Can it be said, in face of this last will, that the plaintiff has
 in the estate of his father, a share presently determined, an
 acquired right which he can now enforce ? The opinion of
 this Court is that the plaintiff’s share in his father’s estate
 has not yet accrued to him and will only accrue to him after
 the death of his mother. As a matter of fact, the legacy made
 to the children is only to be “after the decease of my said
 “ wife,” and in case of the death of one of the children before
 the death of their mother the share of such child will ac-
 crue to the others, which is a further reason for stating that
 there is, as yet, no acquired right on the part of any one of the
 children, and that it is now impossible to determine what is
 the extent of the interest of the plaintiff in the estate, even if
 the substitution should ever open in the plaintiff’s favor. The
 will is clearly an instrument creating a substitution in spite
 of the expressions relating to usufruct used by the testator,
 when referring to the legacy of his wife, a substitution which
 will open only at the death of Margaret O’Connell and to which
 the plaintiff is called simply as a substitute. There is even a
 second degree of substitution created by the clause in the will
 which refers to the case of one of the substitutes dying without
 issue, it being declared that in such case, his or her share will
 accrue to his or her co-heirs, in the same proportion, excepting
 Patrick Thornton, who is to receive a double share. Given
 such a statement of facts, how can the plaintiff, Thomas Thorn-
 ton, ask the Court to declare that he has an acquired right to
 one-sixth of the estate or even that any right whatever in the

1907
 —
 Thornton
 v.
 Thornton.
 —
 Charbonneau
 J.

1907
 —
 Thornton
 v.
 Thornton.
 —
 Charbonneau
 J.

estate has actually opened or accrued in his favor. If the plaintiff should predecease his mother, then he must be regarded as never having been benefitted by the last will ; if the plaintiff survives his mother or some of the other children die, then his interests in the estate will amount to more than one-sixth. The proportion to be divided among the surviving children will vary on the death of each child and each child dying after the decease of his or her mother, will cause a new order of apportionment to come into effect, so that the exact amount of the shares can only be determined from time to time, on the happening of certain events. There is not the slightest doubt that no one can be forced to remain in indivision, art. 689 C. C. There is not the slightest doubt that co-heirs and co-proprietors can demand the division of common property, article 1037 C. C. P. but, in every case, it is necessary to be actually a co-heirs or a co-proprietor, to have the right to take any such action, and not have simply future conditional rights, not yet accrued and still indefinite.

Judgment reversed unanimously, and action dismissed with costs.

Walsh & Walsh, for the plaintiff.

M. J. Morrison, for the defendants.

COURT OF REVIEW.

MONTRÉAL, February 9th, 1907.

Present :— SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice,
 TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

DUROCHER ET VIR V. BRADFORD.

Malicious prosecution—Probable cause and absence of malice—Opinion of counsel taken before prosecuting—Evidence.

HELD :—In an action of damages for malicious prosecution, the having

taken counsel's opinion before prosecuting will not sustain a plea of probable cause and absence of malice, unless it be shown that all the facts were laid before him and unless he be heard to establish that he advised the prosecution with a full knowledge of them. (1)

1907
—
Durocher
v.
Bradford.
—
Lynch, J.

The judgment inscribed for review and which is reversed was rendered by the Superior Court, LYNCH, J., on the 11th of April 1906, at Sweetsburg, as follows :

LYNCH, J. :—

The Court, etc.

Seeing the admissions and consent of record.

Seeing that plaintiff alleges that she was the tenant of a certain property belonging to defendant ; the defendant being desirous of ousting her from the possession of said property and of injuring her, on the 17th day of January last, laid an information before a justice of the peace charging her with damaging said property ; that she was arrested, underwent a preliminary inquiry and was committed to jail to stand her trial for the offence so charged against her by defendant ; that after being in jail three days she was admitted to bail by order of the judge of the Superior Court ; that on the 27th day of January she was tried before the district magistrate and acquitted that the defendant laid said information maliciously and without reasonable and probable cause ; that she was compelled to expend \$100 in connection with her release on bail and her trial ; and that she has been greatly injured and damaged by said malicious prosecution, in all to the extent of \$5,000.

Seeing the plea of the defendant by which, after denying certain of plaintiff's allegations and admitting others, he al-

(1) The effect of counsel's opinion before prosecuting, as proof of probable cause and of absence of malice has been dealt with in a multitude of cases. They bristle with distinctions of all sorts from the *bona fides* of the prosecutor to the competency of the adviser. See *Ravenga v. Macintosh*, 2 B. & C., 693. Also Stephen, On Malicious Prosecutions, p. 43, note, in which a numerous list of cases is to be found.

(Editor's note)

1907
—
Durocher
v.
Bradford.
—
Lynch, J.

leges that he laid said information with reasonable and probable cause, in good faith and without malice ; that the hen house constructed on said property formed a part thereof, and that the electric wiring and connections were fixtures in the building and formed a part of it, and that the demolition of said hen house and the malicious and useless removal of the electric wiring and its connections by plaintiff damaged the building from which they were removed and justified said information and the proceedings taken by him ; and he concludes for the dismissal of the action.

Seeing the answer of plaintiff by which she denies the affirmative allegations of defendant's plea and specially alleges that the electric fixings and the wire fencing were her property and were placed there by her and formed no part of the realty, and were removed by her in the course of her business, and all to defendant's knowledge.

Considering that at time when defendant caused the arrest of plaintiff he knew that she claimed to be the owner of said electric light wiring and of said wire fencing and that she had a right to remove them, as she had done ; and considering that defendant should have known that he could have tested the question of the ownership of this property much more effectively by a civil proceeding than by a criminal process.

Considering that the only substantial reason which the defendant has to justify his position that he acted with reasonable and probable cause, is the fact that he took the advice of counsel of well known ability and that he acted upon the advice so given.

Considering that the defendant appears to have submitted the full particulars of his difficulty with plaintiff to him and that the advice was given with a complete knowledge of all the circumstances.

Considering that inasmuch as it appears that defendant, in causing said arrest, acted in good faith and relying upon the advice of counsel that he could safely proceed, the same should be accepted as sufficient to justify the defendant in be-

lieving that he had reasonable and probable cause for instituting criminal proceedings against the plaintiff.

Considering that under all the circumstances the action of plaintiff should be dismissed, but without costs.

Doth dismiss plaintiff's action but without costs.

SIR M. M. TAIT, CH. J.:—

This is an inscription in review, taken by the female plaintiff, Dame Elizabeth Durocher, duly authorized by her husband, Joseph S. Bonin, to a judgment of the Honorable Mr Justice Lynch, rendered in the Superior Court for the district of Bedford, on the 11th day of April, 1905, dismissing the female plaintiff's action, but without costs. At the time the present cause of action arose, the female plaintiff was the defendant's tenant, occupying a dwelling house and premises in the village of Granby, in the district of Bedford, belonging to him. The female plaintiff is separated as to property from her husband, and at that time conducted a small business in Granby in her own name, and personally rented this house and paid the rent. On the 17th day of January, 1905, the defendant laid an information and complaint against both plaintiffs, before G. Vittie, Esq., J. P., at Granby, charging them with having on the 13th day of January then instant, 1905, pulled down and severed electric wires from the building occupied by them and owned by the defendant, and thereby causing damage to the building, and, moreover, that they did destroy one hen house erected on the premises. On the same day, the defendant caused a warrant to be issued for their arrest upon that charge, and the plaintiffs were duly arrested and brought before a justice of the peace, committed for trial and incarcerated, first, in the lockup or "black hole" so-called, in the town hall of the village of Granby, and that evening they were taken to the common jail at Sweetsburg, and were imprisoned there about midnight. The plaintiffs were detained in jail a period of three days pending an application to the Superior Court for bail, which was finally granted, and the plaintiffs gave bonds to appear before the Court

1907

Durocher
v.
Bradford.

Lynch, J.

1907
Durocher
v.
Bradford.
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

of King's Bench. On the 27th day of January, 1905, the plaintiffs made election to be tried before the district magistrate, and were immediately arraigned before him upon the above charge duly set forth in the indictment, and the plaintiffs were acquitted and exonerated from the charge by the Court. The female plaintiff, by this action, complains that the defendant in causing her arrest and imprisonment acted without reasonable and probable cause and with malice ; that the prosecution was taken by the defendant for the purpose of ousting the plaintiff from the premises and obtaining possession of the property ; and, further, for the purpose of injuring and harrassing her, and that she has suffered damages, both pecuniary and otherwise, to her good name, fame, and reputation, to the amount and extent of \$5,000.00. It appears from the evidence that the female plaintiff and defendant had transacted a good deal of business together during the previous two or three years, and that at this particular time, the defendant was not on friendly terms with the plaintiff ; the defendant in his evidence testifies that he had been quarrelling with her. The female plaintiff had owned and used in her business in other premises in Granby, before she moved into the defendant's house, a certain quantity of electric light wire and several lamps, which she removed from these premises and brought with her to the defendant's house. She had these installed in the defendant's house, and used them there during her occupation of the premises. She also bought a quantity of wire netting, which she put up against posts in the backyard as an enclosure for her hens, and this wire netting is what the defendant in his information and complaint called a hen house. When the female plaintiff was making ready to move out of the defendant's house, she naturally enough took down the electric wire and lamps, which were temporarily fastened on the outside of the walls and ceilings, and rolled up the wire netting in the backyard and made ready for her departure. The defendant thereupon went to the premises in question and ordered the plaintiff to replace the electric light wire and lamps, and spoke insultingly to her, and

called her opprobrious names, and threatened her that if she did not replace the wire and lamps he would have her arrested. The plaintiff explained to the defendant then that the wire and lights belonged to her, and that she had put them up herself, and that he had no right to them whatever. The defendant, therefore, was told and knew from the first that the plaintiff made a claim of ownership to this property, and he was bound to know that if he wished to dispute that pretension that he must do so by having recourse to the civil Courts. When the defendant set out to obtain a warrant he went first to Mr Savage, a justice of the peace of Granby, and related his story to him, and Mr Savage advised him to go back to the plaintiff and adjust the matter, that the affair was not nearly so serious as he thought, and, finally, Mr Savage told him that he should take a civil action to settle the dispute and not a criminal one. The defendant's whole conversation with Mr Savage shows conclusively that he acted maliciously in prosecuting the plaintiff for the sole purpose of injuring her.

The trial judge in the *considérants* of his judgment, after relating that the defendant knew that the plaintiff claimed the ownership of the property, and therefore should have known that his remedy should have been taken by civil process, concludes that the defendant has only one substantial reason to justify his position that he acted with reasonable and probable cause, and that is, that he took the advice of counsel before causing the plaintiff's arrest and acted upon it. Then follows this *considérant* "considering that the defendant appears to have submitted the full particulars of his difficulty with the plaintiff to his counsel, and that the advice was given with a complete knowledge of all the circumstances." How does this appear? There is no proof whatever of record in this case that the defendant ever submitted full particulars to his counsel. The defendant swears that he telephoned his counsel, but he does not say in his evidence what he told him, nor what advice he received. He did not go to his attorney's office, he only telephoned to him.

1907

Durocher
v.
Bradford.

Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
—
Durocher
v.
Bradford.
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

The counsel was not examined as a witness at all. The only evidence to be found upon the point is in the defendant's deposition on his own behalf in which he deposes as follows :

Q.—“After you had discovered this (that the wires and lamps had been removed) did you take advice as to what you should do ?

A.—“Yes, sir.

Q.—“And finally on this advice you took legal proceedings ?

A.—“Yes, sir.

Q.—“The result was that these parties were committed to stand their trial at Sweetsburg, by the magistrates at Granby.

A.—“Yes, sir.”

Again at the fourth line from the bottom of the same page 6 :

Q.—“Did you not consult me two or three times before taking proceedings against them ?

A.—“Yes, I telephoned you two or three times.

Q.—“It was on the strength of my advice, telling you what was the law, that you made the complaint against those parties ?

A.—“Yes, sir.”

The proof is absolutely wanting on this point, and there is nothing in the evidence to justify the *considérant* above recited, upon which the judgment dismissing the plaintiff's declaration is based. The judgment is therefore erroneous. Admitting this principle for the sake of argument, and that it should prevail in spite of all other considerations in the case, it was incumbent upon the defendant to prove that he submitted the full, complete and true facts and circumstances of the case to a counsel or attorney duly qualified to practise his profession, and that he was advised to take the prosecution by such attorney. These essentials are all absent in the present case. As to the amount of damages, it has been proven that the plaintiff has suffered pecuniary damages in money laid out and expended by her in making her defence and procuring her temporary release upon bail, to the amount of one hundred dollars ; and the present case is one in which exem-

plary damages should be allowed and awarded to a large amount. The defendant occupies an important position in the community in which he resides ; he has the advantages of education ; and his conduct is more reprehensible on that account, and he should be condemned in such a sum as this Court considers just, in view of the grave character of this case, and the great injustice and damage caused the plaintiff. We are unanimously of the opinion to reverse the judgment. We assess the damages at \$250, for which sum we give the plaintiff judgment with costs of both Courts.

1907

Durocher
v.
Bradford.

Sir M. M.
Tait, C. J.

Baker & Baker, for the plaintiff.
C. A. Nutting, for the defendant.

SUPERIOR COURT

QUEBEC, February 19th 1907.

Present :—McCORKILL, J.

MERCIER ET AL. V. THE CORPORATION OF THE COUNTY OF BELLECHASSE.

*Municipal law—Matters within the discretion of municipal
bodies—Interference by the Superior Court.*

HELD :—In the absence of fraud, or of an undue invasion of private rights, or of the wilful infliction of a palpable and manifest wrong, the Superior Court will not use its reforming and revisory power to interfere with municipal corporations in matters left by law to their discretion.

McCORKILL, J. :—

This is an action to set aside a resolution of the county council, sitting in appeal, reversing a decision of the local council of the parish of St Raphael, which had dismissed a petition asking for the opening of a road in that parish.

The declaration alleges that on the 4th of July, 1905, François Bolduc, who had been named special superintendent by

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

the municipal council of the parish of St Raphael, under the provisions of M. C. 794, deposited his report, or *procès-verbal*, ordering the opening of a front road from the north-east line of cadastral lot No 331, running in a westerly direction, to a cross-road, known as La route de la Chute, to connect with a front road, known as Chemin du Bras de St Gervais ; that, subsequently, at a meeting of the council, held on the 17th July, 1905, it rejected the *procès-verbal* as being too expensive in proportion to its usefulness ; that Charles Lemieux, and others, petitioners for the opening of the road, appealed from this decision to the council of the county of Bellechasse, defendant, which, at a special meeting, held on the 6th September, 1905, maintained the appeal, and homologated the *procès-verbal*, which was afterwards promulgated ; that this decision of the county council is contrary to law, is unjust and oppressive, and was rendered by pure caprice, and abuse of power, contrary to the will of nearly all the interested parties ; that it imposed upon the plaintiffs, without any justification, considerable charges, caused them damages, and that it should be cancelled, and quashed, for the following, among other reasons :—

(a) Because the road would be 50 arpents in length, would pass through a forest and over marshy land for a portion of its length, it would require several small bridges, and one large one, with a span of twenty feet, and would impose upon the plaintiffs an expense of \$1,200.00 to \$1,500.00 for the construction, and \$50.00 a year for maintenance.

(b) Because the road is practically useless, there being only three of the petitioners therefor, who have any land bordering on it.

(c) Because the only two petitioners, who were really interested, do not carry \$50.00 worth of produce over it.

(d) Because there already exists a winter road, which suffices for the transportation of the agricultural and forest products of the locality.

(e) Because the road in question runs in the same direction, at a distance of from six to fifteen arpents from the front

road *de La Première*, which is already maintained by five of the plaintiffs for the width of their land.

(f) Because there is a road leading from *La Première* to the mill, on the river *La Chute*, and gives sufficient accommodation for residents of the circuit, *des circuits*.

(g) Because eleven of the owners of the fourteen lots traversed by this road are opposed to the opening of the same.

(h) Because the plan and specification for the building of the bridge, over the river *La Chute*, is notoriously incorrect, and, if built upon this plan, the bridge would be carried off during high water.

(i) Because the bridge should have been declared at the expense of all the proprietors of land traversed by the projected road.

(j) Because in the spring of 1905, a *procès-verbal*, prepared by Joseph Boulanger, for a road, which was practically the same as the present one, was dismissed and annulled, on appeal to the county council, because the road was considered to be useless, and expensive, and that the *procès-verbal* in question, approved and homologated only a few months afterwards by the same county council, was so approved by pure caprice.

And the plaintiffs conclude that the *procès-verbal* be declared unjust, oppressive, illegal, and null, and that the resolution passed by the defendant corporation on the 6th of September, 1905, be cancelled, and annulled.

The defendant admits certain of the allegations, denies others, expresses ignorance of others, and alleges specially that the winter road referred to in the declaration is used by tolerance alone ; it may be closed at any time by the proprietors ; there is a distance of 25 arpents between the road to the first range and *La Première* ; the road, known as *La Route de La Chute*, contains a steep and dangerous hill ; the people of the *Chemin de Circuits* have to make a long *détour* to get to this road ; the reason why certain parties are exempted from contributing to the cost of the bridges on this road, is because they are already assessed for work on the Robert bridge, spanning the river du Bras, in the same parish ;

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

the reason why the Boulanger *procès-verbal* was annulled, was because it was informal, and illegal ; the reason why the council, defendant, reversed the decision of the council of St Raphael, was because proof was made showing that the decision appealed from was unjust, and that the opening of the road was in the public interest ; the estimated cost of the work made by the plaintiffs was grossly exaggerated ; the opening of said road offers no exceptional difficulties, and will not cost one-third of the amount alleged ; a wagon road already exists for part of the road ; the road *Chemin des Circuits Sud-Ouest* has been opened and established for a great many years, over a distance of forty arpents, and the projected road in question is a continuation of the same to the *Route de La Chute*, and the Bras road ; the only means of getting from *Les Circuits Sud-Ouest* to the mill on the *Route de La Chute*, is by the first range road, and *La Route de La Chute*, which is circuitous and dangerous, and renders it almost impracticable to patronize the said mill, and the defendant prays that the action be dismissed.

This action is taken under the provisions and authority of article 50 C. P., which reads as follows :

“ Excepting the Court of King’s Bench, all Courts, Circuit Judges, and Magistrates, and all other persons, and bodies politic and corporate within the province, are subject to the superintending and reforming power, order, and control of the Superior Court, and of the Judges thereof, in such manner and form as by law provided.”

The defendant is a body politic and corporate ; it is therefore subject to the superintending and reforming power, order, and control of this Court.

It has been repeatedly laid down by our Courts that this superintending power should not be so exercised as to interfere with the discretion, which our municipal code gives to our municipal corporations, except for very substantial reasons.

This superintending power should be more particularly confined to the question of legality of the proceedings of the various councils.

It is well known that our municipal law is based on the common law of England, as is also that of the United States. A citation from Dillon on Municipal Corporations on this question, will, therefore, be of interest.

Dillon, Sect. 94, on this subject, says :—" This discretion, whether it is conferred or exists, cannot be judicially interfered with, or questioned, except where the power is exceeded or fraud is imputed or shown, or there is a manifest invasion of private rights. Thus, where the law or charter confers upon the city council or local legislature, power to determine upon the expediency or necessity of measures relating to local government, their judgment upon matters thus committed to them, while acting within the scope of their authority, cannot be controlled by the Courts. In such case the decision of the proper corporate body is, in the absence of fraud, final and conclusive, unless they transcend their power."

Sect. 95 : " So also where by its charter, a municipal corporation is empowered, if it deems the public welfare, or convenience, requires it, to open streets, or make public improvements thereupon, its determination, whether wise or unwise, cannot be judicially revised or corrected. . . it is the province of the municipal authorities, and not of the judicial tribunals, to determine what improvements shall be made in the highways of the corporation . . . but it adds, wanton or unnecessary injury to private property, and private rights, are not thereby authorized."

In the case of *Piché vs Corporation of the County of Portneuf* ⁽¹⁾ we find the opinion of ex-chief justice Routhier on this question : " Remarquons que cette procédure n'est pas un appel, et que ce n'est pas le mérite proprement dit de la décision rendue, ou le bien ou mal jugé, mais de la légalité. En d'autres termes, s'il n'y a pas eu d'illégalité commise, il n'y a pas lieu à cassation . . . Il (le législateur) a voulu que la décision du conseil de comté siégeant comme tribunal

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

(1) 17 S. C., 589.

1907
 —
 Mercier
 v.
 Corporation
 of the
 County of
 Bellechasse.
 —
 McCorkill, J.

“ d’appel fut finale sur le mérite même du litige qui lui a été
 “ soumis, et c’est pourquoi le dossier de l’affaire n’est pas
 “ transmis à la Cour Supérieure.
 “ Mais, si le conseil de comté a excédé sa juridiction, s’il a
 “ commis des illégalités ou des irrégularités, de procédure
 “ grossières qui équivalent à des illégalités, s’il a commis une
 “ injustice criante, la Cour Supérieure interviendra en vertu
 “ de ses pouvoirs généraux. Elle ne fera pas ce que le conseil
 “ de comté aurait dû faire, mais elle cassera ce qu’il a fait.
 “ Voilà je crois, la vraie doctrine en cette matière, telle que
 “ la jurisprudence l’a consacrée.”

In the case of *The Corporation of the Parish of St Louis vs Chouinard* (1), which is very much in point, the Court of Appeals held : “that municipal corporations are subject to the
 “ reforming power and control of the Superior Court, but
 “ they will not be judicially interfered with in matters left,
 “ by law, to their discretion, unless it is shown that a fraud, or
 “ an invasion of private rights, has been committed, or that a
 “ palpable and manifest wrong has been inflicted.”

The late judge Wurtele, in rendering the judgment of the Court made the following remarks : “ under sect. 2329 R. S.
 “ Q. (reproduced in article 50 C. P.), which reproduces the
 “ common law, municipal and other corporations are subject
 “ to the supervisory power, control, and order, of the Su-
 “ perior Court, which is vested with a discretionary power
 “ to grant relief against unauthorized, illegal, and wrongful
 “ corporate acts. This power is absolute, whether the act
 “ of a municipal corporation is unauthorized by law, or
 “ when the proceedings contain illegalities of a nature to
 “ necessarily vitiate them, *but when the subject of com-
 “ plaint arises from the exercise of a discretion, which
 “ has been conferred upon a municipal council*, the discre-
 “ tionary power of the Court should only be used for the
 “ purpose of annulling the act of the corporation, when
 “ it appears that there has been fraud, that there is a mani-

(1) 5 Q. B., 362.

"fest invasion of private rights, or that a palpable and manifest wrong has been committed. Otherwise, the discretion conferred upon the municipal council should not be judicially interfered with." Continuing he said : "The only question submitted to the Court is, therefore, whether the respondent has been charged with an *excessive burden* by the *procès-verbal*, and consequently suffered a palpable and manifest injustice, whether, in fact, the council have not used a discretionary power in an abusive manner. . . . there is a great conflict of evidence upon this point. . . he who asks for a remedy must prove the facts which would justify him to obtain it. The action in the *present case can only be maintained if a great injustice, or a palpable iniquity, had been committed*, and this has not been proved to the satisfaction of the Court."

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

See also *Thériault vs The Parish of St Alexandre* ⁽¹⁾, in which it was held by the Court of Review of this district that : "La Cour Supérieure ne peut plus intervenir comme tribunal d'appel, elle n'a qu'un pouvoir de contrôle et de surveillance. (art. 50 C. P.) Et, dans l'exercice de ce pouvoir elle ne peut substituer son opinion à l'opinion de l'autorité municipale sur la sagesse de la décision de cette dernière, mais elle peut examiner seulement si cette décision est dans les limites des attributions du conseil municipal qui l'a rendue et s'enquérir si cette décision ne constitue pas une de ces injustices tellement graves, tellement manifestes, qu'elles équivalent à la fraude et à la mauvaise foi."

The plaintiffs do not complain, by their action, that there were any informalities, or technical illegalities, in the proceedings of the defendant council, or that there was want of jurisdiction in the county council, to order the construction of a purely local road, which the council of the locality had, in its discretion, deemed inadvisable to do ; their whole contention is, that the resolution of the defendant council, was unjust, and oppressive and, therefore, illegal, and null.

(1) 8 R. de J., 528.

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

They base their action upon two grounds : First : The great expense of the opening and construction of this road, and secondly : The want of public utility of the road.

It appears from the evidence that several of the rate-payers of the parish of St Raphael in the defendant county petitioned the council of St Raphael to open a road in the parish, which should be a continuation of a then existing road, known as *Le petit chemin des Circuits Sud-Ouest*, in a westerly direction, to a cross or bye road, known as *La route de La Chute*, at a point to meet a front road, running from west to east, known as *Le Bras de St Gervais*.

On the 5th of June, the council appointed François Bolduc special superintendent, with instructions to examine into the merits of the petition, and report to the council. No complaint is made in the action of Bolduc's proceedings ; the presumption is, therefore, that he acted legally, and gave the notice required by law, to all interested parties to meet him on the premises, to give their advice, and make their objections, if they had any. Bolduc visited the premises with the Secretary-Treasurer of the municipality on the date and hour indicated, and was met by several of the petitioners, who asked for the opening of the road. None of the opposants, present plaintiffs, put in an appearance. Bolduc reported by a *procès-verbal* laying out the road, and apportioning the work. The *procès-verbal* was taken into consideration by the council, and was successfully opposed by the plaintiffs, for the council refused to homologate the *procès-verbal*, and dismissed the petition by the resolution, of which the following is a translation :

" Moved and seconded that the report on *procès-verbal* of " F. Bolduc, of the 4th of July instant, be dismissed, considering " that the said road would be too expensive for the requirements of the locality."

The petitioners thereupon appealed to the county council.

It appears clearly from the evidence that, at its session of the 6th September, 1905, every opportunity for a hearing was given by the county council, defendant, to the interested parties in favour of and against the appeal.

Witnesses were heard, and arguments were made during three to four hours, after which the defendant council reversed the decision of the local council, and homologated the *procès-verbal*, without amendment ; it is this resolution which it is sought by the plaintiffs to annul.

This road was established as a front road, and runs diagonally through most of its length, across the properties of the eleven plaintiffs, and of three proprietors, who were in favour of the appeal ; it appears that a certain portion of the road in question will pass through a maple forest or sugar bush ; and over small pieces of swampy land ; that two or three small bridges will have to be constructed, and one bridge of 20 feet in length.

The plaintiffs allege, and they testify, that the cost of this road will be \$1,250.00 ; that there are fourteen of them to construct it ; that it will, therefore, be expensive to them, and out of all proportion to its public utility, as comparatively few people will use it.

The plaintiffs' properties, which are to be crossed by this road, vary in value, according to their estimation, from \$600 or \$800 to \$1,500, and the estimated cost per arpent of frontage is about \$25.00 ; this estimation, however, is based upon the construction of this road as required by the municipal code. Article 788 says : " Every municipal road must be " at all times kept in good order, free from holes, cavities, " ruts, slopes, stones, encumbrances, or impediments, whatsoever, with hand-rails at dangerous places, in such a manner " as to permit of the free passage of vehicles of every description, both by day and night." It also includes the fencing of both sides of the proposed highway. This article of the municipal code is so exacting that a very small proportion of the highways of the province are built or maintained according to its requirements ; this is particularly so in a hilly and rocky country.

The estimate placed upon the cost of construction by the witnesses examined by the defendant is very much below \$1,250 ; it is estimated by them that a very good serviceable road can be constructed for one-third of that cost.

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

The evidence of the defendant differs from that of the plaintiffs, not only in the estimation of the cost of the construction of the road, but also of its utility. All of the defendant's witnesses are positive that the public interest of the parish demands the construction of that road. It is very noticeable that the plaintiffs can get along fairly well without this road. A number of them get to their land by tolerance of their neighbours, who allow them to cross their several properties; others have their houses and buildings constructed near the first range road; it may be remarked here that the road in question is laid out in *fief* properties to the north of the first range of St Raphael. The plaintiffs, therefore, get to their several properties, either by crossing properties they own in the first range, or by tolerance of neighbours in the *fiefs*.

I repeat; the defendant council sat for over three hours as a tribunal hearing the parties on the merits of the petition, and the *procès-verbal* ordering the opening of the road. The plaintiffs had every opportunity to advance evidence and argument in opposition to the proposed enterprise. By an almost unanimous vote the appeal was sustained, and the *procès-verbal* was homologated; only two of the members of the council voted against it, one of whom, the mayor of St Charles, had two of the plaintiffs as constituents, and the other never visited or examined the location of the road. Among those who voted with the majority was the mayor of the parish, who gave very strong evidence for the defence. During the spring of 1905, the local council of St Raphael had homologated a *procès-verbal* for the opening of a road to run from the *Route de La Chute*, in an easterly direction, over a part of the road in question in this cause, across the lots of seven of the plaintiffs, then turning southerly to the first range road, out on an appeal being taken to the council defendant, it was thrown out, because it was informal. The declaration says it was rejected on its merits, but the evidence establishes the appeal would have been dismissed, had the council not been advised by its attorney, that it was informal and illegal, and would be quashed, if it were brought before the Court.

One of the witnesses, a plaintiff, admitted in his evidence, that he had been in favor of that *procès-verbal* for the very material and practical reason that it would not cross his land, and would not have cost him anything, and he opposed the one under discussion, because it crossed his land, and he must bear his share of the expense ; the one would have been in the public interest, and the other will not be. If the Courts were to be influenced and guided entirely by the opinions of those who are directly affected, and who have to bear the burdens, or even a share of the burdens, there would be few public improvements. Highways, whether in the cities or in the country, are not built for the residents and owners alone, who front on them ; the public interest, as well as the private interest, must be taken into consideration.

Our whole system of government is based on the broad principle of mutual benefit, the common good, and an equitable share of the public burdens. This principle must not, of course, be carried the length of injuring private interests. St Raphael, which is situated at the eastern extremity of the *Chemin des Circuits Sud-Ouest*, is the chef-lieu, the Court house, the registry office and the parish church are there ; it is an important parish ; the road in question will give a direct and easy highway from the Circuits Sud-Ouest to the Bras St Gervais, escaping the steep, rocky, laborious, and dangerous hill on the Route de La Chute which now has to be travelled, and, at the same time, benefit the land it crosses.

The council defendant took all these things into consideration. Mayor Chabot, of the parish of St Charles, who differed from the majority of the council in his opinion of the utility of the road, and the advisability of homologating the *procès-verbal*, swears the merits of the case were fully discussed every one had a patient hearing ; all the councillors acted conscientiously, and according to their best judgment, and the majority, seven to two, were of opinion the *procès-verbal* should be homologated, and voted accordingly.

Surely in the light of the jurisprudence of our province, and the evidence adduced this Court cannot do otherwise than de-

1907
—
Mercier
v.
Corporation
of the
County of
Bellechasse.
—
McCorkill, J.

1907
 —
 Mercier
 v.
 Corporation
 of the
 County of
 Bellechasse.
 —
 McCorkill, J.

clare that the plaintiff has entirely failed to establish the essential allegations of his declaration, and his action is therefore dismissed with costs.

Bédard & Chaloult, for the plaintiffs.
Belleau, Belleau & Belleau, for the defendant.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 février 1907.

Présents :—CIMON, PELLETIER ET CANNON, JJ.PICARD v. LES SYNDICS DES CHEMINS À
BARRIÈRE DE LA RIVE NORD À QUÉBEC.*Responsabilité—Entretien des chemins—Sécheresse extraordinaire—Force majeure.*

Jugé :—Une sécheresse extraordinaire ne constitue pas un cas de force majeure qui dégage la responsabilité de ceux qui sont chargés de l'entretien d'un chemin, pour les accidents causés par son mauvais état.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été rendu en Cour Supérieure, LANGELIER, A. J. C., à Québec, le 5 décembre 1906, comme suit :—

LANGELIER, J. :—

Attendu que le demandeur poursuit les défendeurs en dommages pour \$150.00, parce que son cheval se serait blessé dans un chemin à l'entretien duquel les défendeurs étaient tenus, et ce, à cause du mauvais état du dit chemin.

Attendu que les défendeurs plaident que le chemin en question était en bon état, et que si le cheval du demandeur y a été blessé—ce qu'ils ignorent—c'est par la faute du demandeur lui-même ;

Considérant que le 19 août dernier, vers huit heures du soir, le demandeur passait avec sa voiture dans le chemin public, à l'endroit appelé la Petite Rivière ;

Considérant que les défendeurs sont tenus par la loi de l'entretien du dit chemin ;

Considérant que les défendeurs avaient, depuis un certain temps, fait mettre dans le dit chemin une couche de pierre cassée, afin de le réparer ; que les voitures qui y passaient avaient creusé dans la dite pierre cassée des roulures de deux à trois pouces de profondeur, et que le cheval du demandeur ayant buté sur une de ces roulures, s'est infligé des blessures qui ont mis le demandeur dans l'impossibilité de s'en servir pendant quelque temps ;

Considérant qu'on ne peut reprocher aucune faute aux défendeurs à raison de ce qu'ils ont ainsi fait mettre de la pierre cassée dans le dit chemin, parce qu'ils y étaient obligés pour le réparer ;

Considérant que tout ce qu'on peut reprocher aux défendeurs, ce serait qu'ils auraient retardé à niveler la dite pierre cassée en y jetant du sable et en y passant le rouleau ;

Considérant qu'il est en preuve que, vu la sécheresse extraordinaire qu'il avait fait depuis quelques semaines, il avait été pratiquement impossible aux défendeurs de faire les dits travaux.

Renvoie l'action du demandeur avec dépens.

JUGEMENT EN RÉVISION.

CANNON, J. :—

Le demandeur a inscrit en révision du jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, rendu le 5 décembre 1906 par M. le juge en chef Langelier, renvoyant l'action du demandeur avec dépens.

Par son action, le demandeur réclamait \$150.00 de dommages pour blessure causée à son cheval, le 19 août 1906, par suite du mauvais état du chemin à la petite rivière St Charles, sous le contrôle des défendeurs.

Les défendeurs, pour défense, ont nié les allégations de la déclaration et plaidé spécialement : 1o que le chemin était en bon état et 2o que l'accident était dû à la faute et négligence du demandeur.

1907

Picard

v.

Les Syndics
des Chemins
à Barrière de
la Rive Nord
à Québec.

Langelier, J.

1907
—
Picard
v.
Les Syndics
des Chemins
à Barrière de
la Rive Nord
à Québec.
—
Cannon, J.

Le jugement déclare que les défendeurs étaient tenus à l'entretien du chemin public mentionné dans la déclaration. Il donne comme prouvés les faits suivants : 1o le 19 août 1906, vers 8 heures du soir, le demandeur passait avec sa voiture, dans le dit chemin à l'endroit appelé Petite Rivière ; 2o les défendeurs avaient, depuis un certain temps, fait mettre dans ce chemin une couche de pierre cassée, afin de le réparer ; 3o les voitures qui y passaient, avaient creusé dans la dite pierre cassée, des ornières de deux à trois pouces de profondeur et le cheval du demandeur ayant buté sur une de ces ornières, s'est infligé des blessures qui ont mis le demandeur dans l'impossibilité de s'en servir pendant quelque temps.

Le jugement ajoute que l'on ne peut imputer aucune faute aux défendeurs à raison de ce qu'ils ont ainsi fait mettre de la pierre cassée dans ce chemin, parce qu'ils y étaient obligés pour le réparer ; que tout ce que l'on peut leur reprocher c'est d'avoir retardé de niveler la dite pierre cassée, en y jetant du sable et en y passant le rouleau.

Le jugement dit ensuite qu'il est en preuve que, vu la sécheresse extraordinaire qu'il avait fait depuis quelques semaines, il avait été pratiquement impossible aux défendeurs de faire ces travaux, i. e. de jeter du sable sur la pierre cassée et d'y passer le rouleau.

Tels sont le litige et le jugement qui nous sont soumis.

Les défendeurs ont répondu à l'action du demandeur : 1o le chemin dont le demandeur se plaint était en bon état ; 2o si l'accident est arrivé, c'est par la faute et la négligence du demandeur lui-même.

Le tribunal de 1ère instance a décidé : 1o que le chemin était en mauvais état et 2o que la cause de l'accident était l'ornière dans laquelle le cheval du demandeur a buté. Mais il a trouvé que les défendeurs n'étaient pas responsables, parce que, vu la sécheresse extraordinaire qu'il avait fait depuis quelques semaines, il leur avait été pratiquement impossible de faire disparaître ces ornières.

Il y aurait eu force majeure en faveur des défendeurs.

Après mûr examen des plaidoiries et de la preuve, je suis

d'avis que ce moyen n'a pas été plaidé par les défendeurs et n'a pas été prouvé.

Ce n'est qu'incidemment et sous réserve de l'objection faite par le demandeur à la légalité de cette preuve, que deux ou trois témoins des défendeurs disent que, vu la sécheresse qu'il faisait l'été dernier, il était plus difficile de faire tenir le sable dans le chemin et d'empêcher les ornières ; mais pas un ne jure que la chose fût impossible. Or, la force majeure doit être une force à laquelle il est impossible de résister. (article 17, paragraphe 24 Code Civil).

Le jugement en première instance me paraît erroné sur ce point ; le demandeur a prouvé ses dommages au montant de \$100.00 et il doit avoir jugement pour le montant avec dépens.

E. J. Flynn, C. R., pour le demandeur.

Pentland, Stuart & Brodie, pour les défendeurs.

1907
—
Picard
v.
Les Syndics
des Chemins
à Barrière de
la Rive Nord
à Québec.
—
Cannon, J.

COUR DE RÉVISION

MONTREAL, 9 mars 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef,
TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

SOMERS v. WHITEMAN ET AL.

Revendication de meubles— Meuble saisi-gagé—Revendication entre les mains d'un gardien judiciaire—Chose jugée—Jugement qui déclare saisie-gagerie bonne et valable—Représentation en matière de chose jugée—Défaut de diligence.

JUGÉ :—Le vendeur d'un meuble moyennant un prix payable par versements et sous la condition d'en retenir la propriété jusqu'au dernier paiement, a le droit de le revendiquer entre les mains du gardien nommé à une saisie-gagerie qui en a été pratiquée (illégalement suivant lui), même après un jugement la déclarant bonne et valable. Vainement lui oppose-t-on ce jugement qui est sans effet à son égard ayant été prononcé dans une instance où il n'était pas partie et où le défendeur, son acheteur et, à ce titre, son débiteur chirographaire, n'était pas censé le re-

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

présenter. Et il n'importe pas qu'il ait eu connaissance de la saisie-gagerie ainsi pratiquée et n'ait pas fait diligence pour intervenir et la contester.

TASCHEREAU, J. *dissentiente*.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été rendu par la Cour Supérieure, LEMIEUX, J., à Sherbrooke, le 27 juin 1906. Il est reproduit dans les notes qui suivent :

MATHIEU, J. :—

Le 30 novembre 1905, Everitt X. Somers vendit à A. M. Whiteman un piano Williams, *Style No 9*, portant le numéro 21,161, pour le prix de \$275.00, payable par versements mensuels de cinq piastres. Il fut convenu, alors, que Somers retiendrait la propriété de ce piano jusqu'à ce que le prix en fut intégralement payé ; mais Whiteman en prit possession le 9 décembre 1905. Joseph Azarie Archambault, propriétaire d'une maison portant le numéro 208 de la rue Wellington, dans la cité de Sherbrooke, fit émettre, de la Cour de Circuit pour le district de Saint François, un bref de saisie-gagerie, pour saisir, entre les mains du dit A. M. Whiteman, les biens meubles de ce dernier qui avaient été dans la dite maison, numéro 208 de la rue Wellington, dont Whiteman était locataire, et qu'il avait transportés, dans les huit jours, précédant le 6 décembre 1905, dans une maison portant le numéro 50 de l'avenue Laurier, dans la cité de Sherbrooke, appartenant à Misaël Delisle. Le même jour, 6 décembre 1905, l'huissier, chargé de ce bref de saisie-gagerie, saisit le piano en question dans la dite maison, numéro 50 de l'avenue Laurier, appartenant à Delisle, et il nomma Delisle, le propriétaire de cette maison, gardien de ce piano. Le 3 avril dernier, la Cour de Circuit pour le district de St-François déclara cette saisie-gagerie bonne et valable, condamna Whiteman à payer \$31.55 à Archambault et ordonna la vente des effets saisis, pour qu'Archambault fut payé sur le produit d'iceux, de sa créance, en capital, intérêt et frais. Le 31 avril dernier, Somers fit émettre, de la Cour Supérieure, pour le district de St-François, un

bref de saisie-revendication, pour revendiquer ce piano, qui était alors dans la maison de Delisle, numéro 50 de l'avenue Laurier. Somers prend sa revendication contre Whiteman, Archambault et Delisle, qu'il met tous trois en cause, et qu'il dit détenir son piano. Il demande, par ses conclusions, que ce piano soit déclaré sa propriété, que les défendeurs soient condamnés à le lui remettre, et à ce qu'à défaut, par eux de ce faire, dans le délai fixé par la cour, ils soient, conjointement et solidairement, condamnés à lui en payer la valeur, savoir: \$280.00 et les frais.

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

Whiteman plaida à cette revendication, que le piano avait été saisi illégalement par Archambault, et qu'il avait toujours été prêt à le remettre à Somers, comme il l'était encore ; et protestant que, quant à lui, la saisie-revendication était inutile, il en demande le renvoi avec dépens.

Le défendeur Delisle a plaidé séparément ; il dit qu'il détient le piano de Somers, comme gardien nommé à la saisie-gagerie d'Archambault, qui a été maintenue par le jugement de la Cour de Circuit du 3 avril dernier, et il demande le renvoi de la saisie-revendication avec dépens.

Archambault plaida aussi séparément, disant que le piano n'était pas en sa possession, mais qu'il était en la possession de Delisle, comme gardien, à la saisie-gagerie, que lui, Archambault, avait fait pratiquer sur le dit piano, dans l'exercice de son privilège sur icelui, et qui fut maintenue par le jugement du 3 avril dernier, et il demande le renvoi de la revendication avec dépens.

Le demandeur répondit au plaidoyer de Whiteman, que malgré la protestation de ce dernier, qu'il ne détenait pas le piano, il ne l'a jamais cependant offert au demandeur, et ne l'offre pas non plus par sa défense.

Le demandeur, par ses réponses aux plaidoyers de Delisle et d'Archambault, nia les allégations de ces derniers, à l'effet que le piano était soumis au privilège d'Archambault.

Le 27 juin dernier, la Cour Supérieure, à Sherbrooke, LEMIEUX, J., a renvoyé la demande en revendication du demandeur, et a maintenu les trois contestations avec dépens. Ce jugement est en ces termes :

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

“ Attendu que le demandeur a saisi-revendiqué, comme propriétaire, contre les trois défendeurs, Archambault, Whiteman et Delisle, un piano et un banc de piano, lesquels avaient été préalablement saisis en vertu d'un bref de saisie-gagerie émis par la Cour de Circuit de ce district, dans lequel le défendeur Archambault était demandeur, contre le défendeur Whiteman, et en vertu duquel le défendeur Delisle avait été nommé gardien ;

“ Considérant que cette saisie-gagerie pratiquée, entr'autres, sur le piano et le banc de piano, a été déclarée bonne et valable, par la dite Cour de Circuit le 3 avril dernier 1906 ;

“ Attendu que la présente saisie-revendication a été émise et pratiquée le 21 avril dernier :

“ La Cour procédant à rendre jugement sur la contestation du défendeur Archambault ;

“ Considérant que le présent demandeur avait été bien et dûment informé de la saisie-gagerie, faite sur le piano par le défendeur Archambault, et ce, avant que le jugement ait déclaré la dite saisie-gagerie bonne et valable, et que le demandeur, bien que dûment informé, n'est pas intervenu sur la dite saisie-gagerie, pour faire reconnaître ses droits, comme propriétaire au dit piano, mais que, par son silence et son inaction, il a été la cause que le défendeur Archambault a, de bonne foi, pris jugement sur la dite saisie-gagerie, pour le maintien de ses droits comme locateur ;

“ Considérant que la demande en revendication du dit piano par le demandeur, après le jugement maintenant la dite saisie-gagerie, est de la nature d'une tierce-opposition accordée à toute personne dont les intérêts sont affectés par un jugement rendu dans une cause où, ni elle, ni ceux qui le représentaient, n'ont été appelés, peut y former opposition ;

“ Considérant que la dite tierce-opposition, ou toute procédure équivalente, et, partant, la demande en revendication en cette cause, ne peut être maintenue, sur la requête ou demande d'une partie qui a connu l'existence d'une instance dans laquelle ses intérêts étaient affectés, et qui n'y a pas formé opposition en temps utile ;

“ Considérant qu’il serait déraisonnable, ainsi que la juris-
 “ prudence et la doctrine l’enseignent, que le tribunal accordât
 “ une protection qu’avec la diligence une partie aurait pu faci-
 “ lement se donner, et que la tierce-opposition, ou toute procé-
 “ dure équivalente ne peut être formée par des personnes en
 “ faute, et qu’on est en faute et, par conséquent, non receva-
 “ ble à former une tierce-opposition, lorsqu’on a attiré sur soi
 “ par négligence ou imprudence, le préjudice qui résulte du
 “ jugement qu’on prétend attaquer (Carré IV, p. 273 ; Gar-
 “ sonnet V, pp. 770, 771 ; Carré & Chauveau vo Tierce-Oppo-
 “ sition, *Manseau & Bruyère* (1) ;

1907
 —
 Somers
 v.
 Whiteman.
 —
 Mathieu, J.

“ Considérant que la dite tierce-opposition a pour but de
 “ protéger une partie qui n’a pu empêcher la reddition d’un
 “ jugement, et qui a ignoré les procédures qui ont provoqué ce
 “ jugement, mais que ce remède ne peut être donné à celui
 “ qui a connu ces procédures, et leurs conséquences inévita-
 “ bles, et qui ne s’est pas protégé par une procédure qu’il au-
 “ rait pu faire au cours de cette instance ;

“ Considérant que le défendeur Archambault ne détenait pas,
 “ lors de la saisie-revendication en cette cause les dits piano
 “ et banc de piano illégalement, mais en vertu d’un jugement
 “ qui avait toute l’autorité de la chose jugée ;

“ Considérant, de plus, que le demandeur était valablement
 “ représenté par Whiteman, son débiteur, sur la saisie-gagerie,
 “ et qu’il ne peut, par suite, faire une revendication, ou for-
 “ mer une tierce-opposition au jugement rendu avec lui, car
 “ ce qui est jugé avec le débiteur, est censé jugé avec le créan-
 “ cier, qui, conséquemment, ne peut prendre contre le juge-
 “ ment rendu avec ce dernier que les mêmes voies qui seraient
 “ ouvertes au débiteur (Sirey, Table Générale, Vol. IV, vo
 “ Tierce-Opposition No 7 ; Dalloz Ins. Gen. vo Tierce-Oppo-
 “ sition, No 13) ;

“ Considérant que le défendeur Archambault ne détenait pas
 “ le dit piano, n’en avait pas la possession, et qu’à tout événe-
 “ ment le demandeur ne pouvait prendre des conclusions quant

(1) 11 B. B., 16.

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

“ aux frais, contre lui, et que, quant à la question de frais, le
“ défendeur Archambault ne peut pas être dans une pire posi-
“ tion, vis-à-vis du demandeur, que si ce dernier avait fait une
“ opposition à l'exécution du jugement sur la saisie-gagerie ;

“ Pour ces motifs, la cour maintient le plaidoyer du dit
“ défendeur Archambault et renvoie l'action quant à lui avec
“ dépens ;

“ Et la cour procédant à rendre jugement sur la contestation
“ du défendeur Whiteman ;

“ Considérant que le dit défendeur était en possession des
“ dits piano et banc de piano, en vertu d'un écrit sous seing
“ privé par lequel le demandeur lui en avait accordé la loca-
“ tion pendant un certain nombre de mois, à raison de tant par
“ mois et, qu'à l'expiration de la dite location, si tout le loyer
“ avait été payé, le défendeur en devenait propriétaire ;

“ Considérant que lors de la dite saisie-revendication, le
“ défendeur Whiteman avait payé tout le loyer du dit piano
“ au demandeur et que, partant, ce dernier ne pouvait pas
“ demander la revendication du dit piano sans demander, pour
“ causes, la résiliation du dit bail, ce qu'il n'a pas fait par son
“ action ;

“ Considérant qu'il n'y avait aucune cause de résiliation du
“ dit bail et que, partant, le demandeur ne pouvait demander
“ à être remis en possession du dit piano et qu'il ne pouvait
“ demander, ainsi qu'il l'a fait, à être déclaré propriétaire du
“ dit piano, sans réserver à Whiteman les droits par lui ac-
“ quis, en vertu de la dite promesse de vente ;

“ Considérant que le dit piano, ayant été saisi par Archam-
“ bault par voie de saisie-gagerie, sur le défendeur Whiteman,
“ ce dernier était dans l'impossibilité de remettre le dit piano
“ au demandeur avant que le jugement sur la dite saisie-gage-
“ rie ait été révoqué, et sans le consentement du gardien nom-
“ mé à cette saisie ;

“ Pour ces motifs, la cour maintient le plaidoyer du dit dé-
“ fendeur Whiteman et renvoie l'action quant à lui avec dé-
“ pens ;

“ Et la cour procédant à rendre jugement sur la contestation
“ du défendeur Delisle ;

" Considérant que le dit défendeur Delisle a été légalement
 " nommé gardien sur la saisie-gagerie et que, lors de la saisie-
 " revendication en cette cause, il a été dépossédé du dit piano,
 " lequel a été mis sous la garde d'un gardien nommé par l'huissier exploitant sur la saisie-revendication ;

1907
 —
 Somers
 v.
 Whiteman.
 —
 Mathieu, J.

" Considérant qu'il n'y avait aucune raison de mettre le dit
 " Delisle comme partie en cause et de prendre des conclusions
 " quant aux frais contre lui ;

" Considérant que le dit Delisle a eu raison de contester la
 " dite action par laquelle on demandait la condamnation aux
 " frais contre lui ;

" Considérant que le dit Delisle aurait dû tout au plus être
 " mis en cause.

" Pour ces motifs, la cour maintient le plaidoyer de Delisle
 " et renvoie l'action quant à lui avec dépens."

Le demandeur a inscrit en révision de ce jugement le 3 juillet dernier.

Le 12 décembre dernier, le demandeur et Whiteman ont réglé cette cause en ce qui concerne ce dernier. Whiteman a déclaré qu'il renonçait à tous ses droits sur le piano, et qu'il renonçait aussi aux frais que lui accorde le jugement ; et le demandeur a discontinué son inscription en révision quant à lui.

Les contestations de Delisle et d'Archambault sont uniquement basées sur le fait que le piano que le demandeur revendique est sous saisie, à la poursuite d'Archambault, et que, par le jugement du 3 avril dernier, il a été déclaré soumis au privilège de locateur d'Archambault.

Le jugement du 3 avril dernier a été rendu dans une cause où Archambault était demandeur contre Whiteman défendeur, et Delisle mis-en-cause. Somers n'était pas partie dans cette instance.

Le principe consacré par l'article 1023 C. C., que les contrats n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, s'applique aussi bien aux jugements qu'aux contrats, *res inter alios judicata aliis non nocet*.

Le propriétaire d'une chose mobilière a une action pour la

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

revendiquer contre le détenteur, quel qu'il soit, tant que ce détenteur n'en a pas prescrit la propriété ; c'est l'action réelle, par laquelle le demandeur réclame ce qui lui appartient. Cette action, l'article 2268 de notre code, la reconnaît ; mais il oblige le propriétaire réclamant à prouver, outre son droit, les vices de la possession et du titre du possesseur qui invoque la prescription, ou qui en est dispensé, d'après les dispositions de cet article. Dans cette cause, les défendeurs ne plaident pas prescription, et le demandeur a prouvé qu'il était propriétaire du piano en question ; et il est aussi constaté au dossier que le piano n'était pas soumis au privilège d'Archambault, comme locateur, puisqu'il n'a jamais été dans sa maison. On l'a saisi dans la maison de Delisle, en prétendant qu'il avait été dans la maison d'Archambault, tandis qu'il est bien constaté, que, de fait, il n'y a pas été. Le demandeur trouve son piano entre les mains de Delisle, qui le détient, en vertu d'un jugement, déclarant qu'il est soumis au privilège d'Archambault, et le demandeur soutient que ce jugement ne peut pas lui être opposé.

Le jugement, qui attribue un objet mobilier, ou un immeuble, à l'une des parties dans une cause, ne peut pas être opposé au propriétaire de cet objet mobilier, qui le revendique, ou de cet immeuble, qui le réclame par une action pétitoire.

Le propriétaire, d'une chose attribuée à l'une des parties, dans une cause où il n'était pas, a deux voies : ou la réclamer par une action en revendication, et attendre que le défendeur, détenteur de sa chose, lui oppose ce jugement, et fasse voir qu'il peut lui être opposé, ou bien attaquer lui-même ce jugement par la tierce-opposition ; mais il n'est pas tenu d'attaquer lui-même ce jugement, puisqu'un jugement rendu dans une cause où il n'était pas partie, est sans effet quant à lui. (*Vide* 1 Garsonnet, 2e Edition, par. 338 et 6 Garsonnet, par 2443, 2484, 2485 et 2486).

Le demandeur a prouvé qu'il est propriétaire du piano en question, que ce piano n'est pas et n'a jamais été soumis au privilège de locateur d'Archambault, et il a prouvé, par conséquent, que le jugement du 3 avril dernier, en vertu du-

quel le piano est détenu par le défendeur Delisle, qui a été rendu dans une cause où Somers n'était pas partie, et qui est sans effet quant à ce dernier, ne peut, vis-à-vis du demandeur, constituer un titre valable, autorisant les défendeurs à détenir ce piano.

1907
—
Somers
v.
Whiteman.
—
Mathieu, J.

En France, on n'admet pas la revendication d'un meuble qui est en la possession d'un tiers de bonne foi, parce que, sous l'article 2279 C. N., en fait de meubles, la possession vaut titre, et que la prescription s'acquiert instantanément par la détention, mais on l'admet lorsque le détenteur est de mauvaise foi, parce qu'alors il ne peut pas invoquer la prescription qui s'opère de plein droit par la détention. (1 Garsonnet, par. 338, p. 568). Sous notre article 2268, le meuble n'est prescrit que par trois ans, et tant que le meuble n'est pas prescrit, le propriétaire peut toujours le revendiquer, même si le détenteur le possède, en vertu d'un jugement rendu dans une cause où le propriétaire n'était pas partie.

Le jugement de la cour de première instance déclare que le demandeur a été informé de la saisie-gagerie avant la date du jugement, la déclarant bonne et valable, que, par son silence et son inaction, il a été cause qu'Archambault a, de bonne foi, pris jugement sur la saisie-gagerie, pour le maintien de ses droits comme locateur.

La preuve ne constate pas clairement que le demandeur ait été informé de la saisie-gagerie avant la date du jugement la maintenant. Le demandeur lui-même déclare qu'il n'en a été informé que le jour du jugement.

Faut-il déclarer non recevable le tiers qui, ayant connu le procès engagé en son absence, mais d'où dépendaient ses intérêts, a négligé d'y intervenir ? Le droit Romain le considérerait comme ayant adhéré d'avance à la sentence qui pourrait être rendue ; mais cette présomption ne résulte aujourd'hui d'aucun texte, et ne peut être établie par interprétation (6 Garsonnet, par. 2479-2).

Il en serait autrement, dans le cas d'une déchéance prononcée par la loi, contre un créancier négligent. Par exemple, l'article 792 exige que les oppositions afin de conserver soient remises au shérif, s'il n'a pas fait son rapport, ou produites au

1907
 Somers
 v.
 Whiteman.
 Mathieu, J.

greffe, dans les six jours du rapport. Si un créancier, qui a connaissance de la vente des biens de son débiteur, néglige de produire son opposition afin de conserver dans les délais voulus et laisse rendre le jugement de distribution, on ne lui accordera pas la tierce-opposition, parce qu'en connaissance de cause, il a refusé de se protéger; dans les délais fixés par la loi; mais il n'y a rien de tel dans la loi, lorsqu'il s'agit d'un jugement, rendu dans une cause, disposant d'une chose qui appartient à un tiers qui n'est pas partie dans la cause. D'ailleurs, les défendeurs Archambault et Delisle n'ont pas plaidé cette déchéance; et si on voulait s'en prévaloir, on devait la plaider. Le seul moyen que les défendeurs opposent au demandeur, c'est le jugement; or, ce jugement ne peut lui être opposé, étant *res inter alios acta*.

On dit que la demande de Somers est de la nature d'une tierce-opposition. Je ne trouve pas qu'il en soit ainsi. Par la tierce-opposition, le demandeur eût, sans doute, obtenu la révocation du jugement, maintenant la saisie-gagerie sur son piano; mais le piano serait resté dans la maison de Delisle, pouvant être soumis au privilège de ce dernier, comme locataire, ou bien encore, en la possession de Whiteman. Le demandeur voulait avoir son piano, et il n'avait pas d'autre moyen, pour l'obtenir, que la saisie-revendication.

On dit encore que le demandeur a été représenté par Whiteman, dans la cause en saisie-gagerie, d'Archambault contre lui, et que ce qui est jugé avec le débiteur est censé jugé avec le créancier.

Les créanciers ordinaires sont représentés par le débiteur commun, dans les actes d'administration de son patrimoine, et même dans les jugements qui sont rendus contre lui, lorsqu'ils ne sont point rendus en fraude de leurs droits. Les créanciers chirographaires ont eu confiance dans leur débiteur. Ils doivent subir l'effet des actes par lesquels le débiteur administre son patrimoine, leur gage commun. Ils sont tenus de respecter les actes qui, émanés du débiteur, ont effet sur le patrimoine, à l'égard d'eux tous sans distinction, soit pour l'accroître, soit pour le diminuer.

Mais le débiteur n'est plus le représentant de la masse des

créanciers quand il confère à l'un d'eux un avantage sur les autres.

La Cour de Cassation a, le 23 mai 1882, (Sirey, 1883.1.97) jugé que le débiteur commun est sans qualité pour représenter ses créanciers dans les litiges de nature à exercer de l'influence sur leurs droits respectifs ; et les créanciers peuvent se borner à repousser les jugements ainsi rendus, comme leur étant inopposables sans avoir besoin de les attaquer par la tierce-opposition.

La tierce-opposition facultative, et non obligatoire pour celui qui peut se retrancher derrière le principe : *Res inter alios judicata aliis neque obest neque prodest*.

La tierce-opposition ne devient nécessaire que pour un créancier qui ayant représenté dans une instance par son débiteur, veut attaquer le jugement pour cause de collusion. Elle tient alors lieu de l'action Paulienne.

Les voies de recours contre les jugements mentionnées dans la huitième partie du Code de Procédure (art. 1163 et suiv.) n'empêchent pas l'exercice, par les voies ordinaires, des droits d'un tiers qui n'a pas été partie dans la cause, et auxquels ces jugements ne peuvent être opposés.

Dans la cause de *Kellond & Reed* ⁽¹⁾ C. B. R., Montreal, 20 juin 1874, Taschereau, J., Ramsay, J., Sanborn, J., et Lorranger, J., l'appelant avait intenté une action demandant la nullité d'un jugement qui avait été rendu contre lui, dans une cause où il alléguait n'avoir pas été assigné. Sur défense en droit l'action a été renvoyée par la Cour Supérieure, à Montréal, Johnson, J., parce que ce recours aurait dû être exercé par requête civile. La Cour d'Appel a renversé ce jugement, déclarant que l'appelant pouvait légalement instituer contre l'intimé une action directe pour faire annuler ce jugement comme frauduleux.

Dans la cause de *Ritchot & Cardinal* ⁽²⁾, C. B. R., en appel Montréal, 27 septembre 1903, Lacoste J. en C., Baby, J., Bos-

1907
Somers
v.
Whiteman.
Mathieu, J.

(1) 18, L. C. J., 309.

(2) 3, B. R., 55.

1907
 —
 Somers
 v.
 Whiteman,
 —
 Mathieu, J.

sé, J., Blanchet, J. et Wurtele, J. Il a été jugé, approuvant la cause de *Kellond & Reed*, que dans le cas où un jugement pouvait être révoqué par requête civile, sous les dispositions de l'article 505 C. P. C. de 1867, on pouvait obtenir cette révocation par une action ordinaire.

Le demandeur a prouvé qu'il est propriétaire du piano en question ; et il doit en être mis en possession, si les défendeurs, Archambault et Delisle, n'ont pas le droit de le retenir.

Whiteman a déclaré qu'il renonce à tous ses droits sur le piano, et consent que le demandeur en prenne possession.

Archambault soutient, dans son factum, que le demandeur ne peut reprendre le piano, sans rembourser ce qui a été payé sur icelui. Ce moyen n'a pas été plaidé et d'ailleurs le défendeur Whiteman, qui avait acheté le piano, déclare qu'il n'a aucun droit sur icelui, et qu'il doit être remis au demandeur.

La contestation d'Archambault ne pourrait être maintenue, que s'il était constaté qu'il avait un privilège sur le piano ; or, le contraire est établi, puisque ce piano n'a jamais été dans sa maison.

Le demandeur demande les dépens contre Archambault, et il doit les avoir, parce que c'est par la faute d'Archambault si le piano est maintenant détenu par Delisle.

Le demandeur a eu raison de mettre Delisle en cause, mais il a eu tort de demander les frais contre lui ; il n'aurait dû demander les frais contre Delisle qu'en cas de contestation de sa part. De son côté, Delisle ne borne pas sa contestation à la demande de dépens que le demandeur lui fait, mais il prétend qu'il a droit de retenir le piano, parce qu'Archambault l'avait fait saisir par une saisie-gagerie qui avait été maintenue par le jugement du 3 avril dernier. Cette contestation de Delisle doit être renvoyée, avec dépens contre lui ; mais le demandeur ne doit pas avoir, contre lui, les dépens de sa demande, comme si elle n'était pas contestée.

Lawrence, Morris & McIver, pour le demandeur.

J. Léonard, C. R., pour le défendeur Whiteman.

E. Rioux, pour les défendeurs Archambault et Delisle.

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, March 11th, 1907.

Present :—TASCHEREAU, MATHIEU & PARADIS, JJ.

CAMERON v. THE ROYAL PAPER MILLS CO.

Liability for tort—Accident causing death—Negligence in use of dangerous machinery without protection to workmen—Finding by jury—Life insurance paid to representatives of deceased—Reduction of damages.

A foreman employed in the defendant's paper mill in which uncovered revolving machinery was in motion, suddenly reaching out by a natural impulse to seize a dropping rope and prevent its becoming entangled, lost his balance and falling on the machinery was crushed to death.

Held :—10. The finding of the jury that the death was caused through the neglect of the defendant in not having the machinery covered, was properly within their province and will not be set aside as unreasonable.

20. A defendant liable for damages caused by death has no right to a reduction of the amount by reason of insurance on the life of the deceased paid to the plaintiff.

MATHIEU, J. :—

The defendant has inscribed this case for a review of a judgment rendered by the Superior Court, HUTCHINSON, J., at Sherbrooke, on the 15th of June last (1906), as follows :

“ Whereas the plaintiff, as well personally, as in her quality of tutrix to her minor children, Arnold A. Cameron, of the age of 20 years, and Bertha W. M. Cameron, of the age of 18 years, sues the company defendant, to recover the sum of \$10,000.00, to wit : \$6,000.00, for herself, as the widow of the late John E. Cameron and \$4,000.00 for her said two minor children, issue of her marriage with the said late John E. Cameron, the ground of action as set forth in

1907
 —
 Cameron
 v.
 The Royal
 Paper
 Mills Co.
 —
 Mathieu, J.

" her declaration being that, on the 10th of January 1905,
 " while her husband, the late John E. Cameron, was in the
 " employ of the company defendant, as mechanic and mill-
 " wright, he was specially ordered and instructed by an offi-
 " cer of the said company defendant, who was superior in
 " authority to him, to disconnect and take out one of the water
 " wheels from the company defendant's wheelpit, in the
 " wheel house of the said company's paper mill, that there
 " were connected, with the wheels of the said company cer-
 " tain gearings and shafts, and these gearings and shafts
 " were left unguarded and unprotected, and in a dangerous
 " condition, owing to the fault and negligence of the compa-
 " ny defendant, and while the said late John E. Cameron was
 " carrying out the said instructions, he was caught by the
 " said gearings and shafts, and received such injuries as result-
 " ed in his death, and that, at the time of his death, the late
 " John E. Cameron was 54 years of age, and was earning a
 " salary of \$960.00 *per annum*.

" The defendant, by its plea, declares that, on the said 10th
 " day of January, 1905, the said Cameron was requested, by
 " the mill manager of the company defendant, to disconnect
 " one of the water wheels, but the said mill manager was not
 " in charge over the said late John E. Cameron, and had noth-
 " ing to do with the department in which Cameron himself
 " was supreme, to wit : the machinery in connection with the
 " mill ; that, on the said date, the said John E. Cameron
 " placed his feet carelessly on a revolving shaft, in consequence
 " of which, he met his death ; that what the said John E.
 " Cameron was asked to do was perfectly simple, and work
 " which he had repeatedly done before, and in connection with
 " which there was, and should have been on danger whatever,
 " and, if there was any danger, it was the said late John E.
 " Cameron, who, better than anybody else, was aware of it,
 " and had the matters in connection with it entirely under his
 " own control, with power to do any work, to take any pro-
 " tective measures, and put in any form of guard or protec-

" tion that he chose, and that he was entirely the master of
" the manner in which the said work was to be done, and that
" the accident was entirely due to the fault and negligence of
" the said Cameron himself and of his voluntary and unne-
" cessary assumption of risk ; that the plaintiff has already
" received pecuniary benefit, under accident insurance policies.
" and, if there were any responsibility, on the part of the
" company defendant, it would be entitled to credit, for the
" moneys so received.

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

" And, whereas, a special jury has been summoned and em-
" panelled, to try the issues in this cause, who, by their ans-
" wers, have declared :

" (1) That the said late John E. Cameron, on the 10th
" day of January, 1905, was ordered, by some one in author-
" ity over him, to wit : by Mr C. A. Ring, the general man-
" ager, to disconnect and take out one of the water wheels,
" in the wheelpit, in the wheel house of the said company's
" paper mill.

" (2) That there were connected, with the water wheels
" of the said company, certain gearings and shafts and that
" these gearings and shafts were left unguarded, and in a
" dangerous condition.

" (3) That the said late John E. Cameron was caught by
" the said gearings and shafts, and received injuries there-
" from, which caused his death.

" (4) That the said late John E. Cameron, at the time of
" his death, was acting in the performance of his duties, and
" under the instructions and guidance of an official of the
" company, who was superior in authority over him, and
" that he had not the full control, charge and management of
" the said gearings and shafts.

" (5) That the death of the said late John E. Cameron
" was due to the fault and negligence of the company defen-
" dant.

" (6) That, at the time of his death, the said late John E.

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

" Cameron was 54 years of age, and earning a salary of \$960.00
" *per annum*.

" (7) That there was an accident insurance policy on the
" life of the said John E. Cameron, for the sum of \$960.00,
" that the plaintiff personally received, of this sum, \$480.00,
" and the said two minor children received the sum of \$240.00.

" (8) That the plaintiff personally has suffered damages,
" by reason of the said accident, to the extent of \$3,000.00, and
" the two said minor children, to the extent of \$250.00 each
" after deduction of the said insurance.

" Considering that the award of the jury is according to
" law and the evidence of record.

" Doth condemn the said company defendant to pay to the
" said plaintiff, personally, and in her said quality, the sum of
" three thousand five hundred dollars (\$3,500.00), to wit :
" \$3,000.00 to be for herself personally, and the sum of
" \$250.00 for each of the said minor children, the whole with
" costs."

The defendant in conformity with art. 493 C. P. has submitted the following concise statement of the grounds upon which it relies for a new trial, or a judgment reversing the above recited one and dismissing the action *non obstante veredicto* :

" The evidence established that Cameron was master mechanic of the company, and had been in its employ for
" eighteen or twenty years.

" That he had full authority and control of the machinery, and of all the mechanics under him, and was responsible for the safe condition of the machinery, and, moreover,
" that, some six years ago, the then president and general manager, Mr Buck, gave him specific orders to put all places
" connected with the machinery in a safe condition. These
" instructions were given in the presence of the secretary of
" the company, James E. Palmer, who corroborates Mr Buck's
" evidence.

" With the foregoing facts established, the defendant sub-

“ mits that even if the point in question were dangerous, the
 “ jury should have found that Cameron himself was respon-
 “ sible for its condition, and that, if they considered the acci-
 “ dent was due to the condition of the place, they should have
 “ answered that it was Cameron’s own fault, not the fault
 “ of the company.”

1907
 —
 Cameron
 v.
 The Royal
 Paper
 Mills Co.
 —
 Mathieu, J.

“ In answer to question No 9, the jury stated that Came-
 “ ron was acting, on the occasion when the accident took
 “ place, under the instructions and guidance of superior offi-
 “ cials, and that he had not full control and authority, which
 “ answer is in direct contradiction of the facts proved.

“ By their very next answer, they state that Cameron had
 “ full control, as to the manner in which the work was to be
 “ done, in regard to the said machinery.

“ It was also clearly established, by the evidence, that the
 “ accident was caused, not on account of the so-called danger-
 “ ous condition of the place in question, but by Cameron’s
 “ own recklessness, and unnecessary assumption of risk, in at-
 “ tempting to work the shafting and gearing in question, be-
 “ fore shutting off the power.

“ The jury only took into consideration the sum of \$960.00,
 “ accident insurance, whereas Mrs Cameron herself admitted
 “ that she had received an additional sum of \$2,000.00, for
 “ accident insurance.

“ That the verdict is contrary to law, and clearly against the
 “ evidence.

“ That the amount awarded is excessive.

“ That it is absolutely clear, from the evidence, that no jury
 “ would be justified in finding any verdict other than in
 “ favor of the defendant.”

The accident occurred in this wise.

The water, in the St Francis river, which furnishes power
 to run the mill, was low, and the general manager of the de-
 fendant’s company decided that one of the water-wheels
 should be removed. He gave instructions through the super-

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

intendent, to Cameron, to take out the wheel. These instructions were given between 10 and 11 o'clock in the forenoon. Cameron, on receiving the instructions, stated that he would do certain preliminary work before noon, and shut down the mill, and take out the wheel, early in the afternoon. The necessity for doing the preliminary work, before the mill was shut down, arose from the fact that the whole mill had to be shut down, and all work stopped while the wheel was being actually removed.

The wheel-room is about 25 by 30 feet in size. There are two large crown gear wheels. The frame work, for holding the wheels in position, consists of two large timbers, 12 or 14 inches square, running the length of the room, about mid-way between the lower floor and the upper ceiling. These timbers are about 6 feet apart. Mid-way between them, runs a shaft, 8 or 10 inches higher than the timbers. Some 2 feet below the shaft are the crown gears, nearly filling the space between the timbers, running at a high rate of speed, and practically without any cover or protection. On one side of the timbers, it is partially floored over (the floor a trifle lower than the timbers), affording a means of reaching the wheels.

The wheel was to be raised by means of chains and pulleys. These were brought and placed on the floor, near the wheel, and a large eye-bolt was placed in the ceiling, over the wheel. The chain was to be drawn to this eye-bolt, by a rope let down through a small hole in the ceiling.

Cameron had two helpers, Elzear Deblois and Frederick Little.

About one o'clock, the preliminary work was completed. Deblois was about ready to let down the rope. Little was on the floor, near the crown gear wheels. Cameren went down where Little was standing, to see that everything was ready to shut down the mill, and said to Little: "We wont attempt to do any more before the wheel is stopped, before the mill is closed. Up to this time, everything had proceeded in the ordinary way. The usual preliminary work, which was

always done before the mill shut down, preparatory to taking out the wheel, had been done. At this moment, for some reason, Deblois started to let down the rope. Cameron noticed it, and said to Little : "Look out ; the rope is coming down", or "look at that rope coming down." Little was standing with his back to Cameron. He turned, and saw Cameron reaching to catch the rope, apparently afraid it would get caught in the gearing, and do harm. The rope proved to be beyond his reach, he lost his balance, threw out his foot to save himself, stepped on the shaft, and was thrown on to the rapidly revolving crown gear, and crushed to death.

The plaintiff says, that the defendant was in fault, in leaving this crown gear uncovered, and in a dangerous condition. The defendant answers, that, if it was dangerous Cameron was responsible, because he was a mill-wright, and master mechanic, and it was his duty to have covered the gearing, and, therefore, the plaintiff cannot recover.

It will thus be seen that it is entirely a question of fact, and the jury has found upon all the facts in the plaintiff's favor.

Article 498 C. C. P. enacts :

498. "Subject to the qualifications stated in the next following articles, a new trial may be granted in any of the following cases :"

40. "When the verdict is contrary to law, or clearly against the weight of evidence."

And article 501 is as follows :

501. "A verdict is not considered against the weight of evidence unless it is one which the jury, viewing the whole of the evidence, could not reasonably find."

The Code of Procedure of 1867 contained analogous dispositions in article 426.

In the case of *Lambkin & The South Eastern Railway*

1907
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
Mathieu, J.

1907
 —
 Cameron
 v.
 The Royal
 Paper
 Mills Co.
 —
 Mathieu, J.

Company ⁽¹⁾, decided by the Privy Council, on the 3rd February 1880, it was held : that inasmuch as there had been no misdirection, the judge having put to the jury whether all was done which was reasonably and practically possible under the circumstances of the case, and inasmuch as the damages were not of such an excessive character as to shew that the jury had been either influenced by improper motives or led, into error, there ought not to be a new trial.

In the case of *Phillips & Martin* ⁽²⁾, decided by the Privy Council, on the 28th of January, 1890, it was held : that a verdict of a jury will not be disturbed as against evidence or the weight of evidence, unless it is one which a jury, viewing the whole of the evidence reasonably, could not properly find.

In another case of *Brown et al. & The Commissioner for Railways* ⁽³⁾, decided by the Privy Council, on the 15th March 1890, on appeal from the Supreme Court of New South Wales it was held : that the verdict of the jury rendered in that case, being one which a jury could reasonably find, could not be set aside as against the weight of evidence.

In the case of *The Grand Trunk Railway of Canada & Rainville et al.* ⁽⁴⁾, decided by the Supreme Court of Canada, on the 21st day of November 1898, it was an action against the Railway Company for damages in consequence of the plaintiffs' property being destroyed by fire alleged to be caused by sparks from an engine of the company the jury found, though there was no direct evidence of how the fire occurred, that the company negligently permitted an accumulation of grass or rubbish on their road, opposite the plaintiff's property, which, in case of emission of sparks or cinders would be dangerous ; that the fire originated from or by reason of a spark

(1) L. R. 5 H. L. & P. C., 352.

(2) L. R. 15. H. L. & P. C., 193.

(3) L. R. 15 H. L. & P. C., 240.

(4) 29 S. C. C., 241.

or cinder from an engine ; and that the fire was communicated by the spark or cinder falling on the company's premises and spreading to the plaintiff's property. A verdict against the company was sustained by the Court of Appeal ; and it was held, by the Supreme Court, affirming the judgment of the latter Court and following *Senesac v. Central Vermont Railway Co.* (1), *George Matthews Co. v. Bouchard* (2) ; that the jury having found that the accumulation of rubbish along the railway property caused the damages, of which there was some evidence, and the finding having been affirmed by the Court of Appeal, it should not be disturbed by a second appellate Court.

In the case of *The Canadian Pacific Railway Co. & Ball* (3), Court of Queen's Bench, Montreal, 17th March, 1897, it was held : that in adjudicating upon a motion for a new trial, in a jury case, the Court of Appeal will not substitute its appreciation of the evidence nor its estimate of the amount of damages suffered, for that of the jury whose special function it is to weigh and appreciate the evidence.

The question of negligence is one of fact for the jury, as it has been decided by the Privy Council, on the 3rd February, 1880, in the case of *Lambkin & The South Eastern Railway Co.* (4)

In this case, the jurors have unanimously declared : " that the death of the said late John E. Cameron was due to the fault and negligence of the company defendant."

It seems to me that this verdict is not one which the jury, viewing the whole of evidence, could not reasonably find.

The question of covering the shafting and gearing, in the defendant's mill, was a matter of design and construction. It was not a question of covering the particular gear where the

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

(1) 26 S. C. C., 641.

(2) 28 S. C. C., 580.

(3) 6 Q. B., 445.

(4) L. R. 5 H. L. & P. C., 354

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

accident occurred, but a question whether all the shafting and gearing, in the mill, should be covered, or left uncovered. It is a question of expense. In some mills, they are covered, in others, they are not. In some cases, the owners prefer to take the risk of accidents, rather than expend the money necessary to perfectly protect their employees. The defendants, when they built their mill, decided to take the risk. Cameron was not employed to make the mill, but to look after the machinery, in the condition in which it had been constructed. C. A. Ring, the defendant's general manager, was a man highly skilled in the construction and management of mills and machinery. His knowledge of such matters was superior to that of Cameron. He had never ordered this crown gear, or any of the gearing and shafting to be covered, before the accident, and he did not give such orders after the accident, although he admitted that it would be safer if it were covered; in other words, he was not prepared to recommend, and the defendants were not prepared to undertake the additional expense of covering the gearing and shafting in the mill. In that case, the jury rightly said, that they must take the consequences of accidents that occurred by reason of the absence of covering.

It was customary to do the preliminary work, before the mill was stopped. When Cameron was given orders to take out the wheel, by his superior officers, he told them he would do the work that way. There is no pretension that he was negligent in so doing the work, and it cannot, therefore, be urged that he was guilty of any negligence, prior to reaching out to grasp the rope.

It is pretended by the defendants, however, that he was negligent in attempting to take hold of the rope. The accident, undoubtedly, would not have happened, had it not been for the rope. Was there any negligence in Cameron trying to keep the rope from the gearing, as he did? The jury says there was not. All the preliminary work was completed. Cameron had just intimated to Little that they would shut down the mill. It is clear, from what happened, that the rope appeared suddenly, unexpectedly, and created in Cameron's

mind the idea that it was a source of danger. He said : "look out, the rope is coming down." It must have been some danger, or risk, which he apprehended that he was to look out for, and he acted on the impulse of the moment, and reached out to grasp the rope, to prevent its falling into the gearing, which he evidently thought would do damage, either to the man above, who was lowering the rope, or to the gearing. That he acted instantly is clear from the fact that Little, hearing his voice, immediately turned around and saw Cameron with his foot on the shafting, and just being precipitated on to the crown gearing.

The impulse to reach the rope, and keep it from falling into the gearing was a natural impulse. It was impossible to have told whether one could reach the rope or not. It appears that a person, with a long arm, could reach the rope, one, with a short arm, could not. Cameron lost his balance, stepped upon the shafting, and was carried on to the gearing to almost instant death. Was his acting, upon the impulse of the moment, to avert the danger which he conceived to exist, negligence on his part ? The jury say, it was not.

In the case of *The Town of Prescott v. Connell* ⁽¹⁾, decided by the Supreme Court of Canada, it was held : " That, even where a perty, acting upon the sudden impulse of the moment, and not having sufficient time to carefully decide between two courses, took the wrong one, he was not guilty of negligence."

In the present case, Cameron did nothing more than any prudent man would be likely to do, suddenly confronted with the existing conditions. One of the defendant's witnesses says, that Cameron was extremely careful and prudent.

In the reasons for inscribing in review, the defendants say that : "the jury only took into consideration the sum of \$960. accident insurance, whereas Mrs Cameron herself admitted

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

(1) 22 S. C. C., 147.

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Mathieu, J.

" that she had received an additional sum of \$2,000.00, for
" accident insurance."

The jury, as above stated, deducted, from the amount of damages by them allowed, the sum of \$960.00, for insurance against accident, which the plaintiff had received. The plaintiff did not inscribe in review ; so that we have nothing to do with that sum of \$960.00, insurance money.

But, the defendant wants a further allowance of two thousand dollars.

The evidence, as to those two thousand dollars, is contained in the deposition of plaintiff, which as to that, reads as follows :

" Q.—And you are sure that this insurance with Mr Ross
" was accident insurance ?

" A.—Well, I am not sure it was. I thought insurance
" against accident, death. I could not say how it did read.

" Q.—Do you know whether it was straight life insurance,
" or whether it was accident insurance ?

" A.—Well, he just paid so much a year on it. I don't know
" how they do. As they do in all insurances.

" Q.—Was that insurance payable in case of his death no
" matter how it occurred. I am speaking of the Ross' insurance ?

" A.—I could not say for sure.

" Q.—You don't know about that ?

" A.—No, sir."

It is clear that the jurors did not consider the evidence sufficient as to that sum of \$2,000, as they did not deduct it from the damages by them awarded, as they had done for the nine hundred and sixty dollars (\$960.00).

But, even if the evidence was clear on that point, I am of opinion that the insurance paid to the plaintiff, on a contract made by the deceased himself, should not be deducted from the damages resulting from Cameron's debt.

The defendants, in support of their pretension, as to the in-

surance quoted the case of *Hicks v. Newport, Abergavenny, & Hereford Railway Company* ⁽¹⁾, in which Lord Campbell is reported to have said to the jury :

" Gentlemen, the case is entirely in your hands, and the
 " only direction I can give you in point of law is, that you
 " ought to consider the amount of the pecuniary loss which
 " the family have sustained by the death of the father. You
 " are not to look to the wants of the family, but to the loss
 " they have sustained by the father's death ; and I would
 " say, in the words of a very learned brother judge, take a
 " reasonable view of the case and gave a fair compensation.
 " I think you should first consider what would be the sum if
 " there were no insurances. What sum should you say ? That
 " is entirely for you to consider. If there were no insurances
 " what would be the amount ? Well, then, if there be an in-
 " surance for £1,000, by some company that insured him
 " against accidents by railways, and they being entitled to re-
 " ceive £1,000, upon that policy, it is quite clear that there
 " ought to be a deduction from the aggregate amount in re-
 " spect of that £1,000. Then with regard to the policies upon
 " his life independently of accident, if you allow any deduc-
 " tion (and I think you will probably consider that some de-
 " duction ought to be allowed) it will only be in respect, I
 " should think, of the premiums that would be paid by the
 " family, or which would have been paid by himself if this
 " fatal accident had not happened. I leave that, however, en-
 " tirely in your hands. You will first make a calculation and
 " say what you think would be a reasonable sum that ought
 " to be allowed as a compensation for the pecuniary loss his
 " family would sustain had there been no insurance. You will
 " then deduct from that the £1,000., insured against accidents,
 " and then any reasonable sum that you think should be fur-
 " ther deducted in respect of the life insurances. You will

1907
 —
 Cameron
 v.
 The Royal
 Paper
 Mills Co.
 —
 Mathieu, J.

(1) 4 B. & S., 401, note.

1907
 —
 Cameron
 v.
 The Royal
 Paper
 Mills Co.
 —
 Mathieu, J.

" then have the balance which is to be distributed among the
 " family ; and then it will be your duty to allot it among the
 " different members of the family according to your judg-
 " ment."

A JUROR :—"I wish to ask Your Lordship one question
 " which, I think, bears upon the point ; it is how long these life
 " insurances had been effected, and what the present value of
 " them is, because if they were effected a number of years
 " ago, it is very probable that the deceased would not have
 " had to pay much premium ; probably a *bonus* has been
 " added to the policies."

LORD CAMPBELL :—" That would depend upon the regula-
 " tions of the insurance company, and the conditions of the
 " policy."

The defendants also cited *Grand Trunk Railway Co. of Canada vs Jennings* ⁽¹⁾, and also *The Dominion Bridge Company & Konwaketasion* ⁽²⁾, decided by the Court of Appeals, at Montreal, the 29th October 1903. In that case, it was decided, reversing the judgment of the Superior Court that, in estimating the damages, the jury can take into consideration, the insurance money paid to the claimant.

On the other hand, the Supreme Court appears to have held the reverse in *Grand Trunk v. Beckett* ⁽¹⁾. This was an Ontario case in which the Grand Trunk Railway Co. was found liable and condemned to pay damages, but the trial judge deducted an amount paid for insurance from that awarded by the jury. This ruling of the trial judge was reversed on appeal to the Divisional Court which gave judgment for the full amount of the verdict without taking account of the insurance. This judgment was confirmed first by the Court of appeals and again by the Supreme Court.

(1) 13 A. C., 300.

(2) 7 P. R., 232.

(1) 16 S. C. C., 713.

Apart from the weight of this decision in consequence of its having been rendered in a Court of higher jurisdiction, it seems to me to be more in consonance with the fundamental principles of law than those of our Court of Appeals above referred to.

1907
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.

A contracts to pay B in case of his death by accident a sum of two thousand dollars. The event takes place through the fault or negligence of C and is C, the only party to blame, to get the benefit of the contract ?

Mathieu, J.

It seems enough to state such a case, to show its absurdity.

Insurance contracts are electory contracts which have the sanction of the law in the interest of both insurers and insured. The risk for either of them, in the case of an "accident" policy, depends on a future and uncertain event ; but that risk is assumed by the contracting parties alone, and a third party through whose fault the benefits accrue to one of them, can have no claim, I think, to share such benefits.

In my opinion judgment should have been rendered against the defendant, not only for \$3,500, but for the \$960 as well, which were improperly disallowed because of the insurance, and I therefore hold that the defendant could not claim a further deduction of \$2,000., even though an additional payment of that sum, by way of insurance, had been proved.

By the findings of the jury of the case, the death of Cameron was due to the neglect of the defendant, and the plaintiff, both personally and as tutrix, sustained damage thereby to the extent of \$3,500. Both these findings were within the province of the jury, and so far from having any disposition to disturb them, I am of opinion they are fully justified by the evidence.

This view being shared, my colleague, Mr Justice Paradis, the judgment is confirmed.

TASCHEREAU, J. *dissentiens* :—

Je ne puis concevoir qu'une personne, individu ou être col-

1907
—
Cameron
v.
The Royal
Paper
Mills Co.
—
Taschereau,
J.

lectif comme la défenderesse, soit tenue civilement responsable d'un accident, quelle qu'en soit la gravité, survenu sans sa faute, ou son fait, ou celui de ses préposés. Un examen attentif de la preuve ne me révèle aucun acte, aucune omission de la part de la défenderesse ou de ses employés à laquelle on puisse rattacher la mort de Cameron, comme un effet à une cause. Ce contre-maitre aperçoit une corde qu'on fait descendre d'après ses ordres, par un trou du plafond, et sans réfléchir, *by a natural impulse*, comme on l'a dit, fait un mouvement subit d'extension de son corps, en allongeant son bras pour saisir la corde et l'empêcher d'être prise dans les rouages des machines. Il perd l'équilibre et tombe lui-même sur ces rouages où il est broyé à mort. Je ne saurais imaginer un cas plus clair, plus frappant à citer comme exemple, d'une mort causée uniquement par l'imprudence de la victime.

Pour cette raison, sans me prononcer sur les autres questions soulevées, je diffère de la majorité. J'aurais été d'avis de renvoyer l'action *non obstante veredicto*.

Cate, Wells & White, for the plaintiff.

Hurd & Fraser, for the defendant.

J. E. Martin, K. C., counsel.

SUPERIOR COURT.

BRYSON, March 1st 1906.

Present :—CHAMPAGNE, J.BEAUVAIS v. THE BRITISH & CANADIAN
LEAD COMPANY & ROBERTSON, oppt.

Procedure—Foreign company—Receiver appointed by foreign Court—Real estate owned by foreign company in Quebec—Seizure under a judgment and opposition by foreign receiver.

Held :—A receiver appointed by an order of the High Court of justice in England to an insolvent company incorporated in that country, but owning real estate in this province, has no status or quality in which he can make an opposition to a seizure of such real estate in execution of a judgment rendered against the company.

CHAMPAGNE, J. :—

The defendant was incorporated in 1899, under the English Companies Act, with a view of acquiring and operating mines in Canada. In July 1902, it borrowed £3,000 and issued debentures to be a first charge on its real estate and, in December 1902, it issued debentures for the balance authorized. On that date, the company transferred all its real estate to "Trustees" for the debenture holders, as floating security, and by the deed it was agreed, that should the company go into liquidation or fail in any of its obligations under the deed of trust, the trustees would have the right to take possession of the properties transferred, as aforesaid, as security for the loan, with the right to name a receiver, or sell the property themselves, and apply the price to the payment of the debentures. The trust deed was registered according to the English Act of 1900, and also in the registry offices of the places where the properties were situated, on the 25th April 1903.

In May 1903, the company ceased operations, and made default on its debentures ; on the 2nd September 1903, on the demand of the "Trustees", the opposant was appointed

1906
 —
 Beauvais
 v.
 The British
 &
 Canadian
 Lead Co
 &
 Robertson.
 —
 Champagne,
 J.

receiver to the properties of the company, including those in Quebec, by an order of the High Court of justice of England.

On the 5th of October 1903, a copy of this judgment was deposited with Mr Fair, a notary, and a copy of the *acte* of deposit was served on the plaintiff on the 7th October, 1903; on that date, the opposant had taken possession, through his agent, as authorized by the judgment and notice of the agent's authority was served on the plaintiff.

In February and April 1904, the aforesaid properties were seized under execution, at the instance of the plaintiff.

The opposant filed an opposition, alleging the above and also that the properties were in the possession of the receiver when seized; and that the same was not the property of the defendant when seized; that the rights of the debenture holders have preference over those of the plaintiff, and he asks for the setting aside of the seizure, etc.

The plaintiff contested, alleging:

1. That the deeds of trust, the issuing of debentures, etc., were fraudulent and for the purpose of defrauding the plaintiff of her rights against the company.

2. That the appointment of the opposant as receiver, to property in Quebec, was *ultra vires* of the Courts of England.

3. That even if the debentures are properly issued they have no preferred right over the properties here.

The High Court of justice of England has no jurisdiction over the properties of the defendant situate in the province of Quebec. And an order on judgment of that Court appointing the opposant receiver, could not give him the authority to liquidate the estate of the defendant situate here, for this power is vested exclusively in our Courts. The debentures issued had no hypothecary effect. The registration thereof had not been effected in a regular or legal manner. The possession of the properties by the opposant is not sufficient to enable him to contest the seizure. The deeds of trust, the taking of possession, and other acts of the opposant, have been made with the connivance of the defendant and for the pur-

pose of defrauding the plaintiff and of preventing the execution of her judgment and in consequence the same are null.

In support of his pretensions the plaintiff, contesting, has cited the following authorities :

1. Article 6 C. C.
2. Article on "Abandonment of property" C. C. P.
3. R. S. C. ch. 129, sec. 8, and Statute (Can.) 1898, ch. 49.
4. *Osgoode et al. vs Steele et al.* ⁽¹⁾
5. *Quebec Bank vs Bryant et al. and Hall et al.* ⁽²⁾
6. *MacDonald vs The Georgian Bay Lumber Co.* ⁽³⁾

Plaintiff also alleges that the possession of opposant, does not entitle him to oppose the seizure, in his own name " it is " a possession for the company." She cites :—

Birks es-qual. vs Lewis ⁽⁴⁾

It is a commercial corporation and can only make abandonment as provided for by our code. Article 17 C. C. and Art. 853 C. C. P.

The opposition is dismissed with costs.

Foster, Martin, Archibald & Mann, for opposant.

B. Rainville, for plaintiff-contesting.

1906
—
Beauvais
v.
The British
&
Canadian
Lead Co
&
Robertson.
—
Champagne,
J.

SUPERIOR COURT.

BRYSON, March 12th, 1906.

Present :—L. N. CHAMPAGNE, J.

BRYSON ET AL. V. DAVIDSON.

Real servitudes ex lege—Right of riparian proprietors to improve water-courses—Use of land of another—Remedy when tortious—R. S. Q. ss. 5535 et 5536.

Held : The right given to a proprietor to improve a water course running

-
- (1) 16 L. C. R., 141.
 - (2) 2 K. B., 566.
 - (3) 2 S. C. C., 364.
 - (4) 8 K. B., 517.

1906
 —
 Bryson
 v.
 Davidson.
 —
 Champagne,
 J.

along his land by means of necessary works, as dams, dykes, piers, booms, etc. does not entitle him to abut or rest such works on the land of another without his consent. When therefore such works are erected in such a way as to injure the owner of the land on which they abut or rest, or to interfere with his enjoyment of it, he will have an action to have them removed or demolished, as well as for damages.

CHAMPAGNE, J. :—

By their action the plaintiffs ask the removal of certain dams, booms and piers erected by the defendant in the Coulonge river, in the district of Pontiac upon and in the vicinity of their property, also a condemnation to the extent of \$5,000.00 for damages caused to them through these works.

The material allegations of the declaration are in substance as follows :

The plaintiffs are joint proprietors and in possession of lots 17, 18, 19, 20, 21 and 22 in the first range of the township of Mansfield, and the plaintiff, James W. Bryson, is the owner of lots 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 in the second range. The plaintiffs are also the owners and in possession of a certain island at the mouth of the Coulonge river, in the township of Mansfield known as island "A" which divides the mouth and discharge of the Coulonge river into the Ottawa river, into two channels, one to the west and one to the east side of the island. The plaintiffs acquired the above lots of land and island by good and valid titles going back to the letters patent from the Crown.

Lot 22 in the first range of Mansfield adjoins the eastern channel of the Coulonge river divided by the island as above mentioned, and is opposite and to the east of the island, and the other lots above referred to all adjoin and front on the Coulonge river above the island, and are riparian properties on the said river ; and the plaintiffs allege :—that about the year 1902, the defendant illegally constructed a dam across the eastern channel of the Coulonge river on and from the island in question to and on lot 22 in the first range of Mansfield without the authority or consent of the plaintiffs ; that the said dam and works completely blocked the eastern

channel at the mouth of the river and obstructed all navigation thereon.

The plaintiffs further allege :—that the defendant, in connection with a mill owned by him and situated on the western bank of the western channel of the river, about two years ago, constructed a system of piers and booms in the western channel extending from his mill to the plaintiffs' island and since has continuously maintained large quantities of logs in the booms and on the western channel and on the island, and that he has completely and continuously blocked the channel of the river to the west of the island ; that by the dams, booms, piers and logs and other obstructions, all approach to and egress from the property of the plaintiffs on the Coulonge river, from and to the Ottawa river has been completely interrupted and prevented to the great damage and loss of the plaintiffs, and to the great injury and depreciation of their properties ; that the plaintiffs have been and are thereby troubled in the use and enjoyment of their riparian properties ; that their properties have been greatly injured and great damage has been caused them which they estimate at the sum of \$5,000.00.

And the plaintiffs pray that it be declared that they are entitled to free approach, access to and egress from, their properties by way of the Coulonge river ; that the defendant be ordered to cease troubling them in their possession, use and enjoyment thereof, and to remove the dams, piers, booms, logs and other obstructions, within fifteen days from service of judgment, and that in default of his so doing, that the same be removed at his expense and he be condemned to pay them \$5,000 damages, with costs of suit.

For plea to this action, the defendant in effect says :—that the late firm of Davidson & Thackray, composed of the defendant James Davidson and William Thackray, lumberers, about four years ago, built and operated the saw-mill referred to in the plaintiffs' declaration, situated on the point of land which fronts on the Ottawa river and that certain stream styled by the plaintiffs the west channel of the Coulonge river, but

1906
—
Bryson
v.
Davidson.
—
Champagne,
J.

1906
—
Bryson
v.
Davidson.
—
Champagne,
J.

which is more properly designated as a branch of the Ottawa river, and the waters of which flow by their property, parts of lots 25 and 26 in the second range of Mansfield, which saw-mill they continued to operate until the month of September 1905, when their partnership was dissolved; that in connection with the working of their saw-mill, some four years since, Davidson & Thackray made certain improvements in the Coulonge river bordering on their property, for the floating down of their logs to their mill, and which are of great use and advantage to all lumbermen using the Coulonge river; that island "A" was and is properly designated, in the patent thereof and on the maps, as in the Ottawa river.

The defendant then alleges : that in the summer season the waters of the Ottawa river flow past the saw mill through the western channel mentioned in the plaintiffs' declaration to the west of island "A," and for another part of the year the waters of the Coulonge river flow down the same channel, in the opposite direction to the Ottawa river ; that the Coulonge river and the channel known as the east channel at the mouth thereof, have never been other than floatable streams and have always been used by the public as such, including the firm of Davidson & Thackray and the defendant, for floating down their logs to their saw mill, but never have been and are not navigable, while the so called west channel, flowing in front of the saw mill and to the west of island "A", is mostly sandy soil through which a small channel passes, and belongs to and forms part of the front of lots 25 and 26 in the 2nd range of Mansfield, which are bounded in front by the Ottawa river, except the eastern part of lot 25 which is on the Coulonge river, though parts of the lots extend over to island "A", between which and the island, no *bornage* has ever been run or permanent marks planted ; that during high water, the logs of the firm of Davidson and Thackray, and later the logs of the defendant, who at the time of the dissolution of the partnership purchased all the assets thereof, were and are floated down the Coulonge river at high water to the mill, and later in the summer by means of the improvements made

by Davidson and Thackray, and as the waters fall in the rivers, the logs and floating booms become stranded in front of the mill property on the sand bars appurtenant to said two lots where they remain till sawed up and that the defendant only makes reasonable use of the streams, without which, he could not operate his saw-mill.

The defendant further alleges : that the only improvements besides the ordinary booms for floating timber or logs, which, under the law, Davidson and Thackray had a right to do, was a small rolling dam so constructed that stop logs may be put in the sluice way in low water, so as to enable lumbermen to float logs down the Coulonge river to their mill or into the Ottawa river, but the same in nowise causes any injury or damage to any one, does not impede but improves the stream and its use and in nowise prevents any one from exercising their riparian rights on the stream.

That these improvements were constructed for more than four years past without complaint or protest on the part of the plaintiffs, who acquiesced in the same and are estopped from now complaining, and that they have in nowise suffered any injury or damage therefrom, but on the contrary that the same were and are an improvement to the floatability of the stream.

In answer to the defendant's plea, the plaintiffs say :—that the erections and obstructions by them complained of were not improvements and do not constitute works that the defendant or the firm of Davidson & Thackray had the right to make, and to the other allegations of the defendant's plea, the plaintiffs answer that the allegations are irrelevant and do not constitute a legal defence to their action and do not in any way justify the erections and obstructions complained of by them or the use thereof.

The plaintiffs are the owners of the properties and of the island described in their declaration, and they are, as such, and for over ten years have been in possession thereof, the island being at the mouth of the Coulonge river, in the township of Mansfield and the lots of land with the exception

1906
—
Bryson
v.
Davidson.
—
Champagne,
J.

1906
—
Bryson
v.
Davidson.
—
Champagne,
J.

of lot 22 in the first range of Mansfield which is opposite and to the east of the island, all adjoining and fronting on the Coulonge river above the island, and they are riparian properties on the river, which is a floatable stream.

About the year 1902, the late firm of Davidson and Thackray in whose rights and obligations the defendant now is, constructed a dam across the eastern channel of the Coulonge river on and from the plaintiffs' land to and on lot 22 in the first range of Mansfield, also the property of the plaintiffs, and this dam and works almost completely blocked the eastern channel.

About the same year (1902), Davidson and Thackray constructed on and across the western channel of the Coulonge river, a system of piers and booms, extending from their mill to and on the island of the plaintiffs, and by these works, booms and piers, the channel west of the island was and is completely blocked, and the plaintiffs are deprived of the free access to the island above mentioned, and the approach to and egress from all their properties on the Coulonge river from and to the Ottawa river, has been almost completely interrupted and prevented.

The construction of the dam had also the effect of materially raising the level of the waters of the Coulonge river above the dam, and to flood a portion of the plaintiffs' property, thereby injuring the same.

It is proved that the works of the defendant, far from being useful and advantageous to the lumbermen using the Coulonge river, constitute an obstruction in the river and are an obstacle unduly interfering with the proper and free passage of floating logs.

Whoever impedes the natural flow of a river, whether navigable, floatable or not, is liable to the damages occasioned thereby, and may, according to circumstances, be forced to remove the obstructions, or to provide other facilities equal to those the river afforded before the obstructions were made.

Although by article 5,535 of the revised statutes of the Province of Quebec, and subject to the provisions of article

5,536, a proprietor of land may improve any water course bordering upon, running along or passing across his property, by the construction of canals, embankments, dams and other works, it does not follow that such proprietor has the right to erect like works and to carry on like operations upon the property of others and without their consent.

1906
—
Bryson
v.
Davidson.
—
Champagne,
J.

By erecting a dam across the eastern channel of the Coulouge river on and from the island above mentioned, the property of the plaintiffs and abutting to, and on lot 22, in the first range of Mansfield, also the property of the plaintiffs, and by maintaining the same without their authority or consent, the defendant has acted and is acting without right, and is illegally troubling the plaintiffs in the use and enjoyment of their riparian properties.

The same may be said of the works erected on the western bank of the island and in the western channel of the river.

The plaintiffs' action is maintained. I estimate the damages to which they are entitled at the sum of fifty dollars.

As to the removal of the works complained of, the demand of the plaintiffs is also maintained, as will more fully appear by the formal *dispositif* of the judgment which is as follows :

Doth declare the plaintiffs the proprietors and in possession of the said island "A" at the mouth of river Coulouge and of lots 17, 18, 19, 20, 21, 22 in the first range of the township of Mansfield and the plaintiff, James W. Bryson, the owner and in possession of lots 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23 in range second of the said township of Mansfield, declares the plaintiffs entitled to free approach, access and egress to and from the said property by way of the said Coulouge river, orders the defendant to remove, within sixty days from the service of the present judgment, the said dam across the eastern channel of the said Coulouge river, on and from the island above described, and extending to and abutting to and on lot 22 in the first range in the township of Mansfield, also to remove piers and other works on the western bank of said island and in default of his so doing within the said delay, the plaintiffs are authorized to remove the same at the expense of the defendant, orders also the defendant to provide a suf-

1906
 —
 Bryson
 v.
 Davidson.
 —
 Champagne,
 J.

ficient and free passage on the western channel of the said river Coulonge and above described. And condemns the said defendant to pay plaintiffs the sum of \$50.00 damages the whole with costs against said defendant, with the exception however of the costs of the depositions of the following witnesses which shall be born by plaintiffs, namely: Joseph Denault, Benjamin Godin, Jacques Paré, Benjamin F. Chilton and G. A. Latimer more than five other witnesses having been examined on the same facts.

Aylen & Duclos, for the plaintiffs.

A. McConnell, for the defendant.

T. P. Foran, K. C., counsel.

COUR SUPÉRIEURE.

SHERBROOKE, 10 juillet 1906.

Présent :—LEMIEUX, J.

HAMEL v. SMITH.

Donation — Interprétation des conditions — Sens des mots "vendus, saisis, ou saisissables"—Vente judiciaire et vente contractuelle—Preuve testimoniale — Représentations verbales faites lors d'un contrat écrit.

JUGÉ :—10. La condition imposée dans un acte de donation que les biens donnés "ne seront pas vendus, saisis ou saisissables pour aucune considération généralement quelconque, du vivant des donataires," s'entend d'une vente judiciaire, et ne fait pas obstacle à une vente contractuelle de ces biens.

20. La preuve testimoniale est inadmissible pour établir que, lors d'une promesse de vente par écrit de la coupe de bois sur le "lot number 15, Range 13th, Magog, Hattley and lying on the east side of the road called Beach Road," le promettant-vendre aurait représenté au promettant-acheter, que ce lot contenait 125 à 150 acres, lorsqu'en réalité son étendue n'était que de 75 acres.

LEMIEUX, J. :—

Le demandeur Hamel demande l'annulation de la promesse

de vente que le défendeur Smith lui a consentie le 3 septembre 1904 et rédigée en langue anglaise, comme suit :

" Received of Ambroise Hamel five hundred dollars (\$500)
 " to apply on the sale of timber of all kind (save and except
 " cedar) that there is on lot number 15, Range 13th, Magog,
 " Hattley and lying on the east side of the road (called Beach
 " Road for the price of \$2,500.00 to be cut and taken away
 " in four years from date — the balance of \$2,000.00 dollars
 " to be paid within thirty days, and I agree to sign a deed of
 " sale of same upon payment of the balance,

" (Signed) James Smith. "

La demande d'Hamel s'appuie sur deux motifs différents :—

1o. Parce que Smith, le défendeur, ne pouvait donner un titre valable pour la coupe du bois sur le lot décrit en la promesse de vente ci-dessus décrite et qu'il avait refusé de donner tel titre, bien en demeure de le faire.

2o. Parce que Smith avait, avant la promesse de vente, représenté faussement et frauduleusement à Hamel que le lot décrit dans la promesse de vente avait une superficie de 125 à 150 acres, tandis qu'en réalité il n'en avait que 75 et aussi qu'il n'y avait jamais eu de bois de coupé sur ce lot de terre, tandis qu'il y avait eu près de 20,000 pieds de bois de coupé sur le lot.

Le demandeur allègue de plus que c'est par suite de ces représentations frauduleuses qu'il a été induit à accepter, comme il l'a fait, la promesse de vente de la coupe de bois sur le lot en question ; qu'il n'aurait pas accepté cette promesse s'il eut su qu'une aussi grande quantité de bois avait été coupée sur le lot et que le lot ne contenait que 75 acres en superficie. Et il conclut à la répétition de la somme de \$500.00 payée, à titre d'arrhes, lors de la promesse de vente.

Le défendeur répond à l'action en niant les fausses représentations et en affirmant qu'il avait, tel que stipulé, offert un titre bon et valable de la coupe de bois mentionnée dans la promesse de vente.

La première question à déterminer est celle de savoir si le défendeur pouvait consentir la promesse de vente de la coupe

1906
 —
 Hamel
 v.
 Smith.
 —
 Lemieux, J.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

de bois en question et s'il a offert au demandeur un titre valable de cette coupe de bois.

La prétention du demandeur est que Smith n'avait aucun droit de disposer de la coupe de bois sur le lot mentionné dans la promesse de vente, vu qu'il détenait ce lot seulement à titre d'usufruitier, en vertu d'une donation qui prescrivait, tant envers lui qu'envers le nu-propriétaire, l'incessibilité et l'insaisissabilité de la propriété donnée.

Lors de la promesse de vente, le 3 septembre 1904, les droits d'usufruitier de Smith étant définis par les articles 455 et 378 C. C., il ne pouvait vendre la coupe de bois, ni en disposer. Mais à cette date, Smith n'a pas vendu la coupe de bois, il n'en a fait à Hamel qu'une promesse de vente, laquelle vente ne devait être exécutée que sur le paiement par Hamel de \$2,000.00. Par cette promesse de vente, Smith s'était, seule, fait fort de donner à Hamel un titre bon et valable à certaines conditions. Pour accomplir cette promesse de vente, il n'était pas nécessaire que Smith fut propriétaire. Tout ce qu'Hamel pouvait exiger de lui, en vertu de cette promesse de vente, c'est que Smith fut propriétaire à l'époque de la vente ou qu'il put alors donner un titre parfait.

Smith prétend avoir donné un titre parfait à Hamel, à la date du 7 novembre 1904.

En effet, à cette date, Sarah Jane Smith, la donataire en nue propriété de la propriété en question, a souscrit en faveur d'Hamel un acte de vente notarié de la coupe de bois, ratifiant par cet acte toutes les conditions de la promesse de vente faite par James Smith.

A cet acte de vente, James Smith est intervenu et a renoncé en faveur d'Hamel à tous ses droits d'usufruitier sur le lot en question, afin de rendre valable et parfait l'acte de vente consenti par la dite propriétaire Sarah Jane Smith.

Au même acte, Alphonso Burbank a comparu et s'est porté caution solidaire avec les vendeurs en faveur d'Hamel contre tout trouble et éviction.

A cette même date du 7 novembre, Sarah Jane Smith fit signifier à Hamel une copie de l'acte de vente susdit, le pro-

testa de le signer et aussi de lui payer la somme de \$2,000.00, balance du prix de vente convenu par la promesse de vente.

Hamel a refusé d'accepter cet acte de vente.

Il s'agit de déterminer si cet acte de vente est valable et si, oui ou non, Hamel avait droit de le refuser.

La solution de cette partie du litige dépend entièrement de l'interprétation de la donation consentie le 3 septembre 1880 par Hugh Smith et Ann Donegan, son épouse, à leurs petites-filles Julia Ann, Sarah Jane et Mary Luella Smith de la nue-propriété de la terre décrite dans la donation et de l'usufruit à leur fils James Smith.

Comme remarque préliminaire, nous ferons observer que les donateurs sont morts et que deux des légataires de la nue-propriété, Julia Ann et Mary Luella, sont aussi décédées, l'une le 6 juillet 1889, la seconde le 28 octobre 1896.

Elles n'ont laissé aucun héritier et n'ont pas fait de testament aux termes de la donation, la part des deux donataires décédées, accroissaient à leur sœur survivante, Sarah Jane. Il est aussi démontré que Hugh Smith et sa femme n'ont laissé aucun autre héritier direct que leur fils James et leur petite-fille Sarah Jane.

La donation en question est absolument gratuite et n'a aucun caractère onéreux. Le motif déterminant des donateurs a été *the love*, l'amour envers les donataires, leurs petites-filles alors mineures. La raison de la donation a été *solely*, uniquement le *maintenance and support* des donataires, lesquelles, à l'expiration de l'usufruit stipulé dans la donation *devaient prendre possession et jouir de la propriété donnée*, à toutes fins *and as their free-hold property for ever*.

En donnant cette propriété à leurs petits-enfants pour leur *maintenance and support*, les donateurs ont dit et voulu dire que la propriété leur assurerait des aliments, des vêtements et autres commodités ordinaires de la vie et aussi tout le secours et assistance possible et que des personnes de leur condition pourraient requérir.

De plus, en donnant la *possession* et la *jouissance* de cette propriété, tel que dit dans l'acte, c'était permettre aux dits

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

enfants d'en retirer tout le profit, d'en recueillir tous les fruits et d'en percevoir tous les revenus, émoluments et avantages, suivant Laurent, qui se sert du dictionnaire de l'Académie pour expliquer le mot "jouissance".

L'idée des donateurs était qu'après leur mort, les petits-enfants auraient besoin de *maintenance and support* et que cette terre leur servirait de *maintenance and support* et serait indispensable à leur *maintenance and support*.

Les seules conditions et restrictions, sans lesquelles la donation n'aurait jamais été faite et qui la rendraient nulle si elles étaient transgressées, sont :—

10. Une réserve d'usufruit pendant la vie durant des donateurs et de leur fils James Smith.

20. Retour en faveur des survivants des donataires de la part des donataires qui précéderaient.

30. La propriété *donnée ne sera pas vendue, saisie ou saisissable* pour aucune considération généralement quelconque, soit du vivant des usufruitiers ou des donataires elles-mêmes.

40. En cas de mariage des donataires, leur part ne sera pas sous le contrôle du mari et ne pourra pas *non plus* être hypothéquée, vendue ou saisie pour ses dettes ou pour tous autres prétextes généralement quelconques.

Les prohibitions dans l'espèce ont toutes été faites dans l'intérêt des gratifiées.

Ces prohibitions sont-elles si générales et si absolues qu'elles puissent empêcher le donataire en usufruit, le donataire en propriété de consentir conjointement un titre parfait de la vente de partie de la propriété donnée ou des produits de cette propriété, comme par exemple, la coupe de bois ?

En prenant les mots "la propriété donnée ne sera pas vendue, saisie et saisissable pour aucune considération généralement quelconque" avec leur contexte et l'esprit général de la donation, nous croyons qu'ils ne veulent pas dire que les donataires ne pourront pas vendre la propriété. Mais le sens et l'interprétation qui se détachent de ces mots est que la propriété ne pourra être vendue, ni saisie, ni saisissable par aucun créancier, ni pour aucune dette des donataires.

Et cette interprétation nous paraît d'autant plus naturelle que les mots "vendre et saisir" se confondent pour ainsi dire dans le même sens et vont toujours de pair, pour indiquer la saisie et vente d'une propriété par autorité de justice. C'est là le sens vulgaire et même légal de ces mots.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

Les donateurs, en disant que la propriété ne pourra être vendue ni saisie, ont, croyons-nous, voulu et entendu dire que la propriété ne serait vendue ni exécutée en justice par un créancier. Ils n'ont pas voulu dire que la propriété ne pourrait être vendue et saisie par le donataire, car on ne conçoit pas très bien que le donataire pourrait saisir et exécuter sa propre propriété.

L'accouplement des mots "la propriété ne sera pas vendue" "ni saisie" avec ceux de la stipulation qui suit, dans laquelle il est dit que la part de la donataire qui se mariera ne sera pas sous le contrôle du mari *et ne sera pas non plus "neither" hypothéquée ou saisie pour ses dettes ou pour tous autres prétextes*, fait ressortir davantage l'interprétation donnée.

Les mots de cette dernière stipulation "ne pourront pas" "non plus, *neither*, être hypothéqués et saisis" sont la réaffirmation et la répétition de la pensée des donateurs à l'effet que la propriété ne pourrait être vendue et saisie par des tiers.

Le mot "*neither*" being a particle used emphatically after another negative, aide à faire comprendre que les mots "vendue et saisie" dans la première clause doivent être pris dans le même sens et signification que ceux de la seconde clause, et que ces deux clauses se rapportent au même sujet, au même ordre d'idées ou à une idée de la même nature, *ejusdem generis*, c'est-à-dire à la vente et exécution de la propriété par des tiers ou créanciers.

Si les donateurs avaient voulu prohiber la vente de la propriété, aux donataires eux-mêmes, ils s'en seraient expliqués, mais c'est ce qu'ils n'ont pas fait. Il n'ont pas dit aux donataires : vous ne vendrez pas ; vous ne pourrez pas disposer de la propriété ou de tous ces revenus, mais ils ont déclaré seulement que la propriété ne serait pas vendue, ni saisie pour aucune cause.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

Si vraiment ils avaient prohibé aux donataires de vendre toute ou partie de la propriété, ou au moins la coupe du bois il faudrait convenir que la donation aurait été un pauvre gage d'amour. En effet, les donateurs ont donné une propriété de 300 acres dont la plus grande partie était non défrichée et en bois debout.

Cette propriété aurait été impropre, insuffisante et inutile au *support and maintenance* des enfants si ces derniers n'avaient, en vertu de la donation, que le droit de couper les bois morts ou secs, du bois de chauffage ou du bois pour la réparation des bâtiments. L'exercice de ce droit restreint n'aurait nullement rencontré les vues des donateurs qui avaient voulu assurer aux petits-enfants, pour lesquels ils entretenaient de l'amour, une existence aussi agréable et aussi facile que possible, en les pourvoyant de tous les aliments, vêtements, commodités et autres avantages inhérents à la vie.

Si les droits des donataires étaient aussi limités, s'ils n'avaient pas droit de vendre et de disposer de la partie de la propriété où le bois y croissait pour leur confort et avantage, à ces conditions, ce ne seraient pas les donataires qui profiteraient de cette propriété, mais ce seraient les héritiers des donataires qui en deviendraient les grands bénéficiaires, et qui profiteraient de cette propriété, lorsque ces héritiers ne sont jamais entrés dans la pensée, dans l'estime et dans l'amour des donateurs.

Les donateurs n'ont pas pu songer à une telle prohibition d'aliéner, dans le cas actuel, parce qu'ils savaient que la plus grande partie des choses données, le bois debout, était périssable, à moins d'être utilisé dans une certaine période de temps. En effet, si le bois n'est pas coupé à maturité, il pourrira sur souche ou, ce qui est aussi mal, il sera exposé bien souvent à être détruit par les incendies.

Il semble contraire au bon sens que les donateurs auraient voulu que les donataires, pendant trente ou cinquante ans n'auraient pu exploiter le bois, ni s'en servir pour leur *support and maintenance*.

Dans les usages de notre pays, une terre en bois debout n'a

d'utilité, d'avantage, de valeur et de revenus que par le bois et la coupe de bois qui s'y trouvent.

On ne contestera pas sérieusement que James Smith et Sarah Jane Smith pouvaient conjointement couper et faire couper une certaine quantité de bois sur la terre et sans objection de la part des acheteurs de ce bois, des héritiers et des donateurs eux-mêmes.

Si cet aspect de la position de James Smith et de Sarah Jane Smith est soutenable, nous ne voyons pas pourquoi ils n'auraient pas le même droit de faire faire par un autre la coupe de bois qu'ils pouvaient faire eux-mêmes.

Les faits démontrent que la donataire vit, seule, avec son père qui est un vieillard âgé de 70 ans, guère capable de vaquer aux travaux de la ferme. Elle-même est âgée de 41 ans et n'est pas mariée. Si, à cet âge, elle n'a pas droit de disposer d'une partie de la propriété pour vivre, à même le capital, pour ne pas être soumise aux travaux pénibles de la culture et aux fatigues inhérentes à l'entretien d'une terre, il vaudrait aussi bien conclure que cette terre n'aura jamais servi à son *support and maintenance*.

Les donateurs ont imposé des restrictions et des conditions, mais toutes dans l'intérêt des donataires. Ils ont voulu assurer la jouissance de la propriété aux donataires, mais aux donataires seulement, c'est-à-dire qu'ils ont voulu que cette propriété ne servit et ne put servir en aucune manière à la jouissance ou au profit des tiers ou autres personnes. Ainsi, en vertu de cette donation, les donataires ne pourraient pas disposer par donation entrevifs, à titre gratuit, de la propriété, parce que tel acte les priverait de la jouissance de la propriété et partant du *maintenance and support*. Les donataires ne pourraient pas non plus consentir une hypothèque sur la propriété comme cautions de tiers, parce que tel cautionnement pourrait encore les priver de la jouissance de cette propriété. Nous pourrions multiplier les exemples. Enfin, les donateurs, inspirés par le même sentiment, ont stipulé que la propriété ne pourrait pas être saisie, ni vendue, pour les dettes des donataires ou même des donateurs.

Nous concluons donc que la vente par Sarah Jane Smith

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

de la coupe de bois sur le lot faisant partie de la propriété donnée était valable et que cette vente faite par Sarah Jane en vertu d'un titre dont Hamel connaissait toutes les conditions, vu qu'il s'était procuré du bureau d'enregistrement une copie de l'acte de donation, le mettait à l'abri de tout trouble et éviction. Cette vente était d'autant plus valable que James Smith, le père, renonçait à son usufruit et que le vendeur offrait à l'acheteur une caution solidaire dont la solvabilité n'a pas été mise en doute, contre tout trouble et éviction.

Hamel demande la résiliation de la promesse de vente à raison des fausses représentations que Smith lui aurait faites, avant la promesse de vente, et qui auraient induit Hamel à accepter cette promesse de vente.

Les fausses représentations seraient que Smith aurait, le 1er septembre, affirmé que le lot sur lequel la coupe devait se faire, comprenait une superficie de 125 à 150 acres, tandis qu'il n'en contenait que 75 acres et aussi qu'aucune partie de bois n'y avait été coupée alors que près de 20,000 pieds y avaient été coupés.

Hamel a tenté de prouver par témoins ces fausses représentations équivalentes suivant lui à fraude.

Cette preuve a été faite sous réserve de l'objection du défendeur que, dans aucun cas, la preuve testimoniale ne peut être admise pour contredire ou changer les termes d'un écrit valablement fait (1234 C. C.) et aussi que le vendeur n'était pas tenu des vices apparents dont l'acheteur a pu lui-même connaître l'existence. (1523 C. C.).

En substance, la preuve a démontré que le 1er septembre, Hamel, marchand de bois, informé par le témoin Godreau que Smith avait une coupe de bois à vendre, se serait rendu avec Godreau sur le lot en compagnie de Smith ; que là, pendant au-delà d'une heure, il avait visité et parcouru une partie du lot en question, le tout dans le but d'acheter la coupe de bois.

D'après Godreau et Hamel, Smith avait, dans cette circonstance, déclaré que la partie du lot décrit dans la promesse de vente avait une superficie de 125 à 150 acres, mais que Smith avait dit qu'il ne l'avait par mesuré ; qu'il devait y avoir 125 à 150 acres ; que c'était un "*guess*" que Smith avait fait, et

que de plus Smith avait affirmé que le bois n'y avait jamais été coupé.

Smith, entendu comme témoin, a nié avoir fait pareilles affirmations et a témoigné qu'il avait alors déclaré qu'il ne savait pas quelle était l'étendue du terrain, qu'il ne l'avait pas mesuré, qu'interrogé par Hamel s'il y avait 125 acres il avait répondu : peut-être bien, mais je ne sais pas, je ne l'ai pas mesuré.

Plus tard, en octobre, Hamel et ses témoins, Godreau et Lespérance, ont visité le lot et affirment que bien qu'un chantier n'y avait pas été fait, cependant à peu près 15,000 à 18,000 pieds de bois y avaient été coupés. Sur ce point, la preuve est contradictoire, car les témoins du défendeur, qui ne paraissent pas avoir pris une part aussi active dans cette affaire que ceux du demandeur, disent qu'il est vrai que du bois a été coupé, mais seulement que des arbres, de place en place.

Les témoins du demandeur déclarent qu'il y a eu du bois coupé sur quatre à cinq arpents du côté de la propriété du nommé Charlebois, sur le lot duquel le bois a été coupé.

Le mesurage fait par les témoins du demandeur n'est pas satisfaisant, ayant été fait par des hommes non expérimentés dans le bois, où les lignes sont peu apparentes.

Si réellement, il y a eu du bois coupé sur quatre à cinq arpents, cette quantité était de 15,000 à 18,000 pieds. Ce bois valait en moyenne \$3.50 du mille pieds, sur la quantité moyenne de 16,000 pieds, ferait un total de \$56.00.

S'il en était ainsi, l'acheteur ne serait pas pour ce motif en droit de demander l'annulation de la vente. Tout ce qu'il pourrait faire, lorsqu'il s'agit d'une portion aussi modique de la propriété achetée, à comparer avec le prix de vente, serait de demander la diminution du prix, suivant la valeur de la propriété qui n'est pas délivrée, d'après l'article 1501 C. C.

Le point le plus important à résoudre est celui de savoir si Hamel pouvait, au moyen d'une preuve testimoniale, établir les déclarations ou les représentations de Smith le 1er septembre, lors des pourparlers pour la promesse de vente, quant à l'étendue du terrain, c'est à savoir que ce terrain avait 125 à

1906

Hamel
v.
Smith.

Lemieux, J.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

150 acres, lorsque la promesse de vente ne s'explique nullement à ce sujet, mais ne mentionne que la coupe de bois sur un espace fixe et déterminé et décrit dans la promesse de vente.

L'écrit en question a été fait et rédigé à la demande d'Hamel par un homme de profession qui y a comparu comme témoin. Cet écrit a été fait avec connaissance de cause.

La promesse de vente a trait à une coupe de bois sur un lot certain, déterminé ou facilement déterminable. Par cet acte, le promettant s'engageait à vendre tout le bois qui se trouvait dans les limites du lot décrit, sans garantie de la quantité de bois qui s'y trouvait, ni de la superficie du lot vendu. D'après cet écrit, les droits de l'acheteur devait consister purement et simplement dans tout le bois qui se trouvait dans les limites du lot décrit. *Cummings vs Laporte* (1).

En supposant que l'acte aurait contenu l'énonciation d'un lot de 125 à 150 acres, mais d'un lot décrit et borné d'une manière certaine et précise et déterminée, la position d'Hamel serait-elle plus tenable et plus avantageuse, au cas où ce lot serait de moindre contenance que celle indiquée à l'acte ?

Dans ce cas, l'acheteur ne pourrait pas se plaindre du déficit, parce que la vente serait considérée comme une vente en bloc et non pas à la mesure, et sans égard à la contenance du lot. En pareil cas, on doit avoir égard aux limites plutôt qu'à la contenance. Les confins sont préférés à la contenance, d'après la jurisprudence constante, et prédominant à l'énonciation de la mesure, parce qu'il est présumé que les parties portent plus leur attention sur les bornes que sur les énonciations de quantité. J'emprunte presque tout le dictum de Lorange, J., dans *Cummings vs Laporte*.

C'est ainsi que la Cour du Banc de la Reine, dans *Herrick vs Sixby* (2) l'a décidé en déclarant : " That a sale of land by " given boundaries for a fixed sum, although a quantity is " stated in the description, is a sale *en bloc* or *per aversionem* " and not by measurement."

(1) 7 C. S., 56.

(2) 8 L. C. J., 324.

A fortiori, cette doctrine doit prévaloir si la vente a été faite d'une coupe de bois ou d'un droit quelconque devant s'exercer sur un endroit fixe, certain et déterminé par l'acte, comme dans le cas actuel et sans indication de la quantité ou quotité de la chose vendue.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

Mais nous ne voulons pas changer l'aspect du débat qui consiste à savoir si la preuve testimoniale pouvait être admise des déclarations et représentations faites par Smith lors des pourparlers antérieurs à la promesse de vente.

La loi dit qu'on ne peut contredire ou changer les termes d'un écrit valablement fait. La raison de cette loi (1234 C. C.), qui existe, tant en Angleterre qu'en France et ici, est donnée par tous les auteurs, mais d'une manière frappante par Taylor 6.2, No 1132.

L'écrit valablement fait est celui qui est régulier, fait dans les formes ordinaires et dans des termes clairs et non équivoques.

Mais un écrit n'est pas valable s'il est entaché d'erreur, de violence, de dol et de fraude. Hamel ne prétend pas que l'écrit est erroné ou le résultat de la violence, il l'attaque seulement comme frauduleux, vu que Smith lui aurait fait de fausses représentations quant à l'étendue du lot.

"On appelle dol toute surprise, fraude, finesse, feintise ou toute autre mauvaise foi pour tromper quelqu'un et pour l'engager à donner un consentement qu'il n'aurait pas donné si cette tromperie lui eut été connue." (Domat L, I tit. XVIII).

Le dol ne se présume pas. Il faut l'établir par des preuves positives ou par des présomptions graves, précises et concordantes.

Si on n'est pas recevable à prouver qu'une convention dont l'existence est attestée par un écrit, ou n'a pas été réellement formée, ou l'a été en d'autres termes que l'écrit ne l'annonce, on est cependant, d'après la doctrine et la loi, recevable à établir que la convention a été surprise par fraude, ou dol, et que cette convention n'est pas l'effet d'un consentement libre.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

Dans ce cas, la preuve ayant pour objet de constater des faits qui participent de la nature des délits et dont il n'était pas possible de se procurer les preuves écrites, on ne peut, sous aucun prétexte, écarter celles qui résultent de la déposition des témoins.

La preuve testimoniale en cas de fraude est permise pour constater les termes d'un écrit, parce que d'ordinaire, il est impossible à la victime de la fraude de se procurer une preuve littérale des faits constituant la fraude.

Cela résulte de l'article 1233, sous-section 5 qui dit que "la preuve testimoniale est admise dans le cas d'obligations résultant d'un quasi-contrat, délit et quasi-délit et dans tous autres cas où la partie réclamante n'a pu se procurer une preuve écrite."

Dans le cas qui nous occupe, Hamel a pu se procurer un écrit de la prétendue garantie des déclarations ou représentations de Smith à l'effet que le lot avait 125 à 150 acres en superficie.

Il lui suffisait de faire insérer dans l'écrit cette garantie. Il ne l'a pas fait. Son abstention n'est pas due à l'acte de Smith, ni aux artifices de ce dernier, ni à ses tromperies et feintes. L'acte a été préparé suivant le désir et la volonté d'Hamel, rédigé à son goût et signé par lui, tel quel.

Hamel avait donc toutes les facilités et les possibilités de se protéger contre la prétendue fraude de Smith, contre ses prétendues fausses déclarations et garantie.

Il n'avait qu'à faire inscrire dans l'acte la garantie en question pour tenir Smith responsable de toutes les conséquences de cette garantie. Il ne l'a pas fait et cela sciemment et volontairement. A-t-il voulu par là dire qu'il se contentait de la coupe de bois telle que décrite dans l'acte et de l'écrit tel que fait ? A-t-il voulu par là renoncer à la prétendue garantie de Smith ? A-t-il par là admis que la prétendue garantie de Smith n'avait consisté qu'en pourparlers et n'avait jamais été définitivement acceptée par lui ? Voilà autant de questions auxquelles il est inutile de répondre, mais tout ce que nous pouvons affirmer c'est qu'il aurait pu se protéger en

obtenant un écrit, c'est-à-dire en faisant déclarer dans l'écrit la garantie et la représentation de Smith.

La doctrine développée par M. le Juge Andrews dans *Gilchrist vs Luchaud* ⁽¹⁾ est, sous beaucoup de rapports applicable au présent litige et les autorités qu'il cite sustentent en tous points la théorie que nous adoptons.

Merlin s'exprime, à ce sujet, comme suit : "Mais la partie qui
" invoque un acte juridique, dont l'existence est contestée par
" son adversaire, ne saurait être admise à le prouver par té-
" moins, sous le prétexte qu'il aurait été provoqué par un dol,
" à moins cependant que les manœuvres dolosives, au moyen
" desquelles le consentement a été surpris, n'aient été prati-
" quées en vue d'un délit dont la perpétration s'est confondue
" ou reliée avec la conclusion de l'acte juridique qu'il s'agit de
" constater. Hors ce cas, la preuve testimoniale ne serait pas
" admissible, bien que l'une des parties alléguât que c'est par
" suite de déclarations mensongères ou de promesses fallacieu-
" ses, qu'elle a renoncé à exiger une preuve littérale du con-
" trat dont elle demande à établir l'existence par témoins. "
(Merlin, Rép. Vo Dol, No 6, etc.

Laurent (XIX, Nos 558, 559) s'exprime ainsi : " C'est par
" des motifs d'ordre public, que le code prohibe la preuve tes-
" timoniale ; or, rien ne serait plus facile que d'éluder cette
" prohibition, si l'on permettait de prouver par témoins les
" faits de fraude qui ont engagé une partie à contracter. Ce
" serait abroger l'article 1341, dit très bien l'arrêt de cassation,
" que nous avons rapporté (No 558), du moins, dans toutes les
" conventions auxquelles il se mêle des faits de dol et de
" fraude. Après tout, les lois sont impuissantes à protéger la
" bonne foi contre le dol. C'est à la bonne foi à user du droit
" que la loi lui donne ; on doit refuser de traiter avec celui
" qui refuse de traiter par écrit."

No 564. " Si les délits peuvent se prouver par témoins,
" c'est quand aucun élément conventionnel ne s'y mêle, c'est-

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

(1) 14 Q. L. R., 278.

1906
 Hamel
 v.
 Smith.
 Lemieux, J.

“ à-dire, quand il a été impossible au demandeur de se procurer
 “ une preuve littérale du fait allégué. Dès qu’il y a un élé-
 “ ment conventionnel dont on a pu se procurer une preuve
 “ littérale, on n’est plus dans le cas de l’exception de l’article
 “ 1348, on rentre dans la règle de l’article 1341.”

Taylor, vol. 2, No 1132.

Nous croyons donc que la preuve testimoniale ne pouvait pas être faite dans les circonstances des prétendues déclarations et représentations de Smith lors des pourparlers qui ont précédé l’acte de vente.

Mais en supposant que la preuve testimoniale pourrait être admise, dans le cas actuel, le tribunal est d’opinion que l’allégation de dol et de fraude, telle que faite, n’est pas soutenue par la preuve et que, partant, il faut s’en rapporter à l’écrit qui a été valablement fait.

En supposant que Smith, fait qu’il nie catégoriquement, aurait dit qu’il pensait que le lot contenait 125 à 150 acres, que peut-être il y avait 125 à 150 acres, qu’il ne l’avait pas mesuré, que c’était un “*guess*” qu’il faisait, etc, ces paroles et déclarations ne comportent pas le caractère de fraude.

Smith n’a eu recours à aucun artifice, finesse ou feintise pour induire Hamel en erreur ; il ne lui a pas fait voir, par exemple, de faux rapports d’arpenteurs ou d’autres gens constatant telle étendue de terrain. S’il a parlé ainsi, c’était peut-être une exagération qu’il commettait, mais c’était une opinion honnête, sincère, n’ayant aucunement le caractère d’un mensonge ou d’un acte déloyal. Le langage de Smith était assez indécis pour éveiller la prudence de l’acheteur, qui était un homme d’expérience et vivant à proximité du lot qu’il voulait acheter. Hamel avait d’ailleurs visité une partie des lieux avec un autre homme amené avec lui. Il a eu toute la liberté entre les pourparlers et la promesse de vente pour constater l’état et l’étendue de la propriété.

Tel acheteur qui a connu la chose ou qui a pu le vérifier ne peut demander la résiliation d’une vente, parce que la chose n’a pas toutes les qualités et avantages ou les conditions qui lui ont été représentés. Sous ce rapport, l’art. 1523 C. C. est applicable.

Le demandeur a invoqué, à l'audience, un troisième moyen c'est que l'acte de vente mentionnait un objet autre que celui indiqué dans la promesse. Ce moyen n'est pas invoqué par la déclaration et le serait-il, que la cour n'y verrait pas un motif suffisant d'annuler la promesse de vente. La promesse de vente indiquait tout le bois sur le lot, excepté le cèdre, tandis que la vente parle de "*all the saw logs now standing*" sans réserve de cèdre. A ces conditions, l'acte de vente est préférable à la promesse de vente, ce dont l'acheteur ne peut se plaindre. D'autant plus que le demandeur n'a pas prouvé qu'il y avait, sur le lot, d'autre bois que du bois pour la confection de billots.

Pour ces raisons, nous croyons que la présente action est mal fondée et elle est renvoyée avec dépens.

1906
—
Hamel
v.
Smith.
—
Lemieux, J.

Panneton & Leblanc, pour le demandeur.

Cate, Wells & White, pour le défendeur.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, February 23rd, 1907.

Present :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice.

CRUICKSHANK v. PRUD'HOMME ET AL.

Mandate—Agreement to sell on commission — Negotiations commenced through mandutary and continued between principals alone—Amount of commission recoverable—Practising advocate.

HELD :—When P employed C to sell real estate at a stated price for a commission of 5% and C having found a purchaser M, the sale was not completed, but further negotiations were carried on between P & M alone, with C's consent, and resulted in a sale for a sum exceeding that originally sought, C. was entitled to recover his commission on the price actually paid. The fact that C was a practising advocate was no bar to his claim.

SIR M. M. TAIT, C. J. :—

The plaintiff claims from the defendants, jointly and seve-

1907 rally, \$3,750, as representing a commission of five per cent,
 Cruickshank which he was entitled to receive upon the sum of \$75,000, the
 v. Prud'homme price of certain property, the sale of which was brought about
 — by him, which was subject to the substitution created under
 Sir M. M. the deed of donation, made by the late René Leduc *et uxor*,
 Tait, C. J. to Théophile Prud'homme and others of date of 9th of May,
 1868, the defendant Prud'homme being the institute of the
 substitution, and the defendant, Joseph Perrier, being the cu-
 rator duly appointed thereto. The defendants entrusted the
 plaintiff with the sale of certain immovable property, it being
 understood that he was to receive 5 per cent commission on
 the price of sale, for procuring a purchaser; the plaintiff being
 instructed to accept \$65,000, and, early in the summer of
 1905, he procured a purchaser at that price, viz: Mr George
 Marcil, who agreed to pay the sum, which the defendants
 accepted. The defendants instructed their notary, Decary, to
 prepare a sale of the property, and subsequently, the defen-
 dant Prud'homme refused to sign the deed, and shortly after
 entered into another agreement with Marcil, and on the 20th
 January, 1906, a deed of sale was executed, by which the
 property was duly sold to Marcil by the defendants for \$75,000.
 The plaintiff further alleges that this sale, although effected
 at a higher price, was subject to less favorable conditions than
 the former sale; that the property was never withdrawn from
 his hands, and, even if it had been, he was entitled to his com-
 mission; that the defendants, in the first deed, authorized their
 notary to include a commission for the plaintiff of 5 per cent,
 which was also authorized by the family council; that the
 plaintiff has the right, as an advocate and attorney, to make
 such sales for his clients and to charge the ordinary commis-
 sion therefor; that the defendants have received the commis-
 sion of \$3,750, and have refused to pay it over to the plaintiff.

The defendant denied having employed the plaintiff or
 having any dealings of any kind with him respecting the sale
 of the property. He further put in issue that the plaintiff, as
 a lawyer, had no right to exercise the profession of real estate
 agent. It is established by evidence, that, at the last moment,

Prud'homme refused to sign a deed of sale in favor of Marcil, who had, through the plaintiff's efforts, been induced to offer \$65,000 for the property, which offer Prud'homme accepted. Later, and to the knowledge and with the consent of the plaintiff, Marcil entered into direct negotiations with the defendants, and bought the same property for \$75,000, it being specially stipulated in the deed that \$3,750, was to be paid to the agent as commission due him for the sale. The testimony of the plaintiff is supported by the proof of the record. It is established that after the first negotiations fell through, Marcil continued them with the defendants direct, and Marcil told the plaintiff not to worry about his commission, as he informed him he would see his commission was paid in case he bought the Prud'homme's property. The two notaries swear that both the plaintiff and the defendants came to their offices frequently during the summer of 1905, regarding the sale of the property, and that Marcil's name was mentioned. It is established, by the defendant Prudhomme's testimony, that Mr Decary, the notary, looked after all his affairs, was his notary for everything, and, from the general tenor of the evidence, that Decary was entrusted by the defendants with conducting the negotiations, and, it is also established that Decary told the plaintiff that his commission of 5 per cent, would be provided for in the negotiations. Marcil admits hearing the property was for sale first from the plaintiff in January or February, 1905, and that the plaintiff put him in communication with Mr Decary. It is established that the relation of buyer and seller between the defendants and Marcil, was brought about by the plaintiff, and that he was the procuring cause of it, the same resulting from the introduction of Marcil to the defendants and to their agent, Decary. The plaintiff is not to be deprived of his commission, because, with his consent, Marcil continued the negotiations with the defendants and their agent, by which the property was sold by them at the higher price than that they were about to accept for it at one time from the plaintiff. (See No 2336, S. C., M., Taschereau, J., *Brown vs Ward*).

1907
Cruickshank
v.
Prud'homme
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
—
Cruikshank
v.
Prud'homme
: —
Sir M. M.
Tait, C. J.

In the documents prepared and executed in connection with the sale, to wit, in the declaration made by the defendants; in the advice of the family council (called in virtue of the declaration), of which the defendants formed part; in the order of the Court and in the deed of the sale subsequently executed, it was provided that the sum of \$3,750 should be employed by the defendants to pay a commission of 5 per cent, to the party effecting the sale. In the above order of the Court it is expressly provided "that after the payment of the sums so stipulated" to be paid in the documents, the balance be deposited in the hand of the prothonotary of this Court. There was no other agent engaged in about the sale of the property, except the plaintiff, and no other person could have been intended as the agent mentioned therein, who was to receive the commission, except the plaintiff. To allow the sum so set apart for the payment of commission to be used in the payments of the debts of the defendant Prud'homme, would be to allow a misapplication of the sum of money.

The fact of the plaintiff being a practising advocate does not prevent him recovering said commission.

The plaintiff has proved his case, and the defendants are jointly and severally (the defendant Perrier in his representative quality) condemned to pay the plaintiff \$3,750, with interest from 23rd May, 1906, and costs.

Murphy & Roy, for the plaintiff.

Décarie & Décarie, for the defendant.

COUR SUPÉRIEURE.

QUÉBEC, 1er mars 1907.

Présent :—LANGELIER, juge en chef suppléant.

LAROCHELLE v. LAVOIE & LA COMPAGNIE
DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE
& LACHANCE & DROUIN.

Effets des contrats à l'égard des tiers—Droits du débiteur exercés par le créancier—Droits attachés à la personne—Art. 1147a C. P. C. (Loi Lacombe)—Exécution de jugement de la Cour Supérieure par voie de saisie-arrêt.

JURÉ :—1o. Le privilège donné au débiteur par l'art. 1147a du Code de Procédure Civile est un droit exclusivement attaché à sa personne, et ses créanciers ne peuvent l'exercer pour lui.

2o. Ce privilège ne peut être exercé que par le débiteur condamné par un jugement de la Cour de Circuit, et le créancier, qui a obtenu un jugement à la Cour Supérieure, peut pratiquer une saisie-arrêt, alors même que ce débiteur s'est conformé aux dispositions de l'art. 1147a.

LANGELIER, A. J. C. :—

La demanderesse, ayant obtenu jugement contre le défendeur, le 15 septembre 1905, a fait émettre une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie du Pacifique.

Le défendeur contesta cette saisie-arrêt sur le motif qu'il s'était prévalu de l'art. 1147a, connu sous le nom de *Loi Lacombe*, et s'était conformé à toutes ses dispositions.

La demanderesse s'est inscrite en droit contre cette contestation, en disant que l'art. 1147a n'est pas applicable aux jugements rendus par la Cour Supérieure. L'inscription en droit a été maintenue et la contestation de la saisie-arrêt rejetée avec dépens.

Après ce jugement la demanderesse et le défendeur ont fait un arrangement qui a mis fin à la saisie-arrêt. En mai 1906, la demanderesse, qui n'était pas encore payée par le défendeur, fit émettre une nouvelle saisie-arrêt entre les mains de la compagnie du Pacifique. Sur cette saisie-arrêt, M. Lachance, créancier

1907
 —
 Larochelle
 v.
 Lavoie
 &
 La Cie du
 Chemin de
 Fer du
 Pacifique
 &
 Lachance
 &
 Drouin.
 —
 Langelier,
 A. J. C.

du défendeur pour des honoraires d'avocat, produisit une intervention par laquelle il demandait le rejet de la saisie-arrêt, parce que le défendeur s'était mis sous l'empire de la *Loi Lacombe*, et s'était en tous points conformé aux dispositions de l'art. 1147a.

Cette intervention a été contestée par Drouin, qui avait repris l'instance de la demanderesse comme tuteur des enfants de celle-ci qui avaient recueilli sa succession.

La première question que j'ai à décider est celle de savoir si l'intervenant peut exercer le droit que l'art. 1147a donne au débiteur condamné à payer une somme d'argent. Ce droit, comme on le sait, consiste à produire au greffe de la Cour de Circuit une déclaration faisant connaître le salaire qu'il reçoit, et à déposer à chaque échéance de ce salaire la partie qui en est saisissable.

L'art. 1031 du code civil dit bien, sans doute, que le créancier peut exercer au nom de son débiteur tous les droits et actions de celui-ci à l'exception de ceux exclusivement attachés à sa personne, lorsque, au préjudice de ce créancier, il refuse ou néglige de les exercer.

Le défendeur a-t-il refusé ou négligé d'exercer le droit donné par l'art. 1147a ? Pour qu'on puisse dire d'un débiteur qu'il refuse ou néglige d'exercer un droit, il faut qu'il ait été mis en demeure de l'exercer. Or, il n'a été prouvé aucune mise en demeure du défendeur par l'intervenant d'exercer le droit dont il s'agit.

La seconde condition exigée par l'art. 1031 c'est que ce refus ou cette négligence du débiteur cause du préjudice à son créancier. Ce préjudice ne peut exister que si le débiteur est insolvable. Rien de cela n'est allégué, ni prouvé par l'intervenant.

Même s'il s'agissait d'un droit que l'intervenant aurait mis le défendeur en demeure d'exercer, il ne pourrait l'exercer lui-même au nom du défendeur que si ce droit n'était pas exclusivement attaché à la personne du débiteur. Le droit dont il s'agit en est-il un conclusivement attaché à la personne du débiteur ? L'affirmative me paraît certaine. Il s'agit, en

effet, d'un privilège accordé au défendeur comme une faveur personnelle, et non d'un droit qui lui est donné dans l'intérêt de ses créanciers. Tous les droits insaisissables sont des droits que les créanciers ne peuvent exercer au nom de leur débiteur.

"Tout droit insaisissable, " dit Baudry-Lacantinerie, " est " par cela seul attaché à la personne

"Un droit de cette nature échappe nécessairement à l'action " des créanciers parce qu'il échappe à leur droit de gage."— (Obligation, Vol. 1, No 592). La même doctrine est enseignée par Huc (Commentaire du Code Civil, Vol. 7, No 271).

Ceci suffirait pour faire rejeter l'intervention que je suis appelé à juger, mais comme on a discuté avec beaucoup de soin de part et d'autre la question de savoir si la *Loi Lacombe* ne s'applique qu'à la Cour de Circuit, ou si un débiteur condamné par un jugement de la Cour Supérieure, peut arrêter l'exécution de ce jugement en remplissant les formalités exigées par l'art. 1147a du Code de Procédure Civile.

Je me suis déjà prononcé pour la négative lorsque la question s'est présentée sur la première saisie-arrêt prise par la demanderesse. Comme il y a eu plusieurs jugements en sens contraire rendus à Montréal (*Levinoff v. Fournier*, Charbonneau, juge ⁽¹⁾), *Godin v. Flanagan & Sharples*, tiers-saisi ⁽²⁾), Robidoux, juge, *Larochelle vs Lavoie*, non rapporté, Lemieux juge), j'ai cru devoir examiner de nouveau cette question, et l'étude que j'en ai faite m'a confirmé dans l'opinion que j'avais déjà exprimée.

Il est à remarquer, d'abord, que l'art. 1147a forme partie des dispositions spéciales à la Cour de Circuit. Ceci doit donc suffire pour faire présumer qu'on a voulu par cet article arrêter seulement l'exécution des jugements de la Cour de Circuit, et non pas celle des jugements de la Cour Supérieure.

Mais, dit-on, l'art. 1147a s'exprime d'une manière générale et dit sans aucune restriction que du moment que le débiteur

1907
—
Larochelle
v.
Lavoie
&
La Cie du
Chemin de
Fer du
Pacifique
&
Luchance
&
Drouin.
—
Langelier,
A. J. C.

(1) 8 R. P., 54.

(2) 1 R. P., 6.

1907
 —
 Larochelle
 v.
 Lavoie
 &
 La Cie du
 Chemin de
 Fer du
 Pacifique
 &
 Lachance
 &
 Drouin.
 —
 Langelier,
 A. J. C.

condamné s'est conformé à ses dispositions aucune saisie-arrêt ne peut être émise contre lui.

Si ce texte était seul, cet argument serait très-fort, mais il ne faut pas oublier, comme je viens de le faire remarquer, qu'il forme partie des articles spécialement applicables à la Cour de Circuit et le contexte indique bien clairement, à mon avis, qu'il ne veut parler que du jugement de cette cour. Voici ce qu'il dit : "Si dans les sept jours du jugement ou en tout temps avant l'exécution," le défendeur fait ce qu'exige le reste de l'article, il ne peut plus être émis de saisie-arrêt contre lui. De quel jugement et de quelle exécution s'agit-il dans ce texte ? Évidemment d'un jugement et d'une exécution à la Cour de Circuit, puisqu'il n'est question que de cela dans les articles qui précèdent et qui suivent. Si l'on disait qu'il peut s'agir d'un jugement à la Cour Supérieure, on arriverait à cette absurdité que si, après un jugement de la Cour Supérieure, le défendeur condamné produisait au greffe de la Cour de Circuit la déclaration exigée par l'art. 1147a il arrêterait l'exécution de ce jugement, et alors la Cour Supérieure, qui a contrôle de toutes les cours autre que celle du Banc du Roi verrait son action paralysée et arrêtée par une cour de juridiction inférieure. Comme je l'ai dit il y a un instant pour soutenir l'opinion que je combats on dit : "vous voyez, le texte ne fait aucune distinction entre une saisie émise par la Cour Supérieure et une saisie-arrêt émise par la Cour de Circuit."

Cette manière de raisonner est contraire à une règle élémentaire d'interprétation des statuts ; règle que les autorités expriment comme suit: *nosce a sociis*, ce qui veut dire que pour trouver le sens d'une expression générale il faut faire attention au contexte, lequel peut lui donner un sens restreint.

La Cour Suprême du Canada a appliqué cette règle dans la célèbre cause de *Severn & La Reine*. La législature d'Ontario avait passé une loi imposant aux brasseurs l'obligation de prendre une licence. Severn, qui était brasseur, refusa d'en prendre une. Poursuivi par le gouvernement d'Ontario il plaida que la loi en question était inconstitutionnelle, parce que *l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord* n'autorisait pas la législature locale à imposer des licences aux brasseurs. Le gouvernement

d'Ontario répondait que bien que les brasseurs ne fussent pas mentionnés nominativement parmi ceux auxquels la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord permettait à la législature locale d'imposer des licences, ils étaient compris dans les dispositions générales qui disait que cette législature pouvait imposer des licences aux hôteliers, aux restaurateurs, aux encanteurs et toutes autres licences, *and other licenses*.

Le Cour Suprême décida que ces termes généraux *other licenses* étaient restreints par les mots qui les précédaient, et que les autres licences qu'ils autorisaient étaient des licences du même genre que celles nominativement énumérées. Elle déclara en conséquence la loi de la législature d'Ontario inconstitutionnelle.

Cette décision de la Cour Suprême me paraît parfaitement applicable à la cause actuelle. Les termes généraux employés par l'art. 1147a sont restreints dans leur application par le contexte de cet article et par les articles qui les précèdent et les suivent.

Voilà pour le texte de l'art. 1147a.

Si maintenant on veut faire attention à l'esprit de cette loi, il est facile de voir que le législateur n'a pas voulu l'appliquer à la Cour Supérieure. Il s'agit évidemment d'une de ces lois qu'on appelle *rémediatrices*, c'est-à-dire qui ont pour objet de porter remède à un mal dont le public se plaignait. Or, quel était le mal auquel on voulait remédier par cette loi ? Il consistait en ce que des douzaines de saisies-arêts en vertu de jugements pour des sommes minimales étaient émises contre des ouvriers, ce qui avait pour résultat de faire absorber en frais tout leur salaire. On a voulu empêcher ces nombreuses saisies-arêts, mais il n'était pas nécessaire de dire que la multiplication des saisies-arêts de salaire d'ouvriers en vertu de jugements de la Cour Supérieure n'est pas à craindre.

Depuis que j'ai rendu un jugement dans le sens de celui que je rends maintenant, M. le juge en chef Taschereau a jugé dans le même sens que moi, le 3 octobre dernier, dans la cause de *Brunet et al. v. Bastien & Laurin*, tiers-saisi ⁽¹⁾.

1907
—
Laroche
v.
Lavoie
&
La Cie du
Chemin de
Fer du
Pacifique
&
Lachance
&
Drouin.
—
Langelier,
A. J. C.

(1) 8 R. P., 88.

1907
—
Larochelle v.
Lavoie
&
La Cie du
Chemin de
Fer du
Pacifique
&
Lachance
&
Drouin.
—
Langelier,
A. J. C.

Je regrette donc l'intervention en cette cause, et je maintiens la saisie-arrêt pratiquée par la demanderesse.

Jules Patry, pour le demandeur.

Lachance & Ahern, pour l'intervenant.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 9 mars 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef, MATHIEU ET LORANGER, JJ.

CARDINAL v. LALONDE.

Demeure—Convention de faire à date fixe—Défaut de stipulation que l'écoulement du temps constituera la mise en demeure.

JUGÉ :—Le débiteur n'est en demeure d'exécuter une obligation conventionnelle qu'après une demande écrite ou verbale, suivant que la convention est dans l'une ou l'autre forme, même lorsqu'une date a été fixée pour son accomplissement, s'il ne s'y trouve pas, en sus, la stipulation que le seul écoulement du temps constituera la mise en demeure.

Le jugement inscrit en révision et qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, ROCHON, J., à Hull, le 4 juin 1906.

SIR M. M. TAIT, C. J. : —

The plaintiff's action, which was dismissed by the Superior Court, at Hull, was instituted to recover \$100 from the defendant, as a penalty stipulated for failure to sign a certain contract within the delay fixed.

The plaintiff alleges that on the 12th of June, 1905, he and the defendant signed before a witness a writing in these words :

" M. Ludger Cardinal vend à M. Aldéric Lalonde sa
" beurrerie et fromagerie combinées, situées dans la côte Ste
" Julie. Il est bien entendu de la part du dit acquéreur, de
" même du dit vendeur que dans le cas ou de la part de l'un

" ou l'autre, renoncerait à clore le dit marché, aurait à payer
 " soit de la part de l'un de l'autre la somme de \$100. Après
 " lecture faite les parties ont signé en présence de témoins.
 " Il est entendu que le dit contrat doit se passer d'ici au
 " 17."

(Signé) Aldéric Lalonde,
 Ludger Cardinal,
 Dolphis Bourgeois, témoin.

1907
 —
 Cardinal
 v.
 Lalonde.
 —
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

The plaintiff further alleges that without any fault on his part the defendant subsequently refused to close the bargain, and that he is entitled to recover the \$100 mentioned *à titre de dédit ou d'arrhes*.

The defendant pleaded in effect that it was true the writing had been signed but denied that he had ever refused to close the bargain and alleged that on the contrary he had been always ready to sign on the 17th of June, and that if the contract had been signed that it was owing to an understanding between the plaintiff and the defendant; that on that day, which was a Saturday, the defendant came to the plaintiff's house, and there in the presence of several witnesses told the plaintiff that he had come to conclude and complete the contract, but that if the plaintiff had no objection to wait till Monday following, he, the defendant, would prefer that, and that the plaintiff consented to this; that on Monday being the 19th of June, the defendant in conformity with the understanding of Saturday, went to the plaintiff's house to sign the contract when the plaintiff refused to do so; that the defendant was willing on the 17th, always has been since and still is willing to sign the contract.

Issue was joined by an answer, and the parties proceeded to proof.

The Court of first instance found that the plaintiff admitted in his deposition, and that it was also proved by the defendant and by other witnesses that on Friday, the 16th of June 1905, the defendant met the plaintiff at the store of a man named Bourgeois and asked him to postpone the signing of the contract until the Monday following, according to the defendant and his witnesses, but until the Wednesday follow-

1907
—
Cardinal
v.
Lalonde.
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

ing, according to the plaintiff and his witnesses, so as to give him the defendant, the opportunity of consulting the patrons of the butter and cheese factory who were to hold an assembly in the factory itself on the following evening, Saturday, the 17th ; that the plaintiff did not refuse or make any objection, but replied : “Si ça fait mieux votre affaire, vous savez ce que vous avez à faire ” ; that it followed from the two depositions of the plaintiff and from his conduct that he acquiesced in the request of the defendant, who in any case was ready to terminate the bargain on the 17th if the plaintiff had intimated to him his desire to do so ; that it was also established and proved that on Monday, the 19th of June, the defendant went to the plaintiff's house and asked him to come to the notary in order to pass the contract, but the plaintiff refused, stating that he would now exact the sum of \$100 mentioned in the writing as the penalty for non-execution of the obligation, and moreover, that he would no longer sell to him upon the same conditions ; that he would exact the same sum of \$500 cash, but that he would require security for the balance, a condition which did not exist in the first bargain.

The Court further found that the defendant had never at any time refused to close the transaction, but that on the contrary he was always ready to sign, and that the plaintiff had never put him *en demeure* to execute the agreement of 12th June, the \$100 being stipulated as payable in case of its in-execution.

In support of his inscription in review, the plaintiff invokes article 1234, which enacts that : “Testimony cannot in any case “ be received to contradict or vary the terms of a valid written “ instrument. ” He states that the stipulation in the writing that the contract was to be signed before the 17th of June 1905, cannot be contradicted by any oral proof, unless by the oath of the plaintiff himself (article 1233). He says that the defendant did not offer any writing, did not examine the plaintiff on *faits et articles*, nor as his own witness ; that the testimony of the plaintiff, which the defendant pretends, to have secured in his favor was upon cross-examination of

the plaintiff when brought up as witness for the defendant, that objection was made to his testimony on the ground that it does not arise out of the examination in chief; that this objection was reserved, as the witness was examined out of Court, that the judge has not decided this objection in his judgment. He cites article 340 C. C. P. which enacts that : " the party " may be cross-examined in every shape upon facts referred to " in the examination in chief." Here is a statement of his proposition taken from his factum : " Voici exactement ce que " nous voulons dire ; nous prétendons que le défendeur ne " pouvait établir sa défense que par l'aveu du demandeur ; et " de plus, que cet aveu ne pouvait être provoqué dans la cause " même, qu'en par le défendeur prenant le demandeur comme " son propre témoin."

I quite agree with the plaintiff that the defendant cannot prove that the plaintiff agreed to postpone the execution of the contract beyond a later date than the 16th, except by a writing or by the oath of the plaintiff. (article 1233 C. C.).

It is not pretended that there is a writing, so we have to see if the necessary proof has been made by the oath of the plaintiff.

I don't, however, agree with the plaintiff when he says : " Que ' cet aveu ne pouvait être provoqué dans la cause même, qu'en " par le défendeur prenant le demandeur comme son propre " témoin." The *aveu* in my opinion is equally available as proof if it has been made by the plaintiff on examination in chief by his own counsel, or upon cross-examination by the defendant's counsel.

In this case, the admissions are claimed to have been made in such cross-examination, but the plaintiff says he objected to the questions which call them out as not arising out of the examination in chief (article 340 C. C. P.) and that the Court, in rendering judgment, should have maintained the objections and disregarded the answer.

I must say that after a careful perusal of the plaintiff's testimony, when examined as a witness for himself, I fail to see

1907
Cardinal
v.
Lalonde.
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
 Cardinal
 v.
 Lalonde.
 —
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

that the questions put on cross-examination to which objections have been made were well within the scope given by article 340, and had I been sitting at the trial I would have overruled the objections.

In his examination in chief, the plaintiff proved the execution of the writing and stated that he had been ready to sign the contract at any time between the 12th and the 16th of June inclusive.

He then goes on to speak of his conversation with the defendant at Bourgeois' store, and says the defendant had decided to hold the meeting of the patrons of the factory on the 17th of June, the day they were to finish the bargain, and that the defendant asked him for some days' delay : "Il a demandé pour retarder quelques jours."

Of course, his lawyer did not ask him what reply he made to this request, although it called for one.

He tells us that Messrs Bourgeois and Beaulieu were present at this conversation.

Now, it appears to me that the plaintiff, having himself referred to the request for delay made by the defendant in order to hold the meeting of the patrons, it was quite within the defendant's right to ask him on cross-examination what answer he gave to this request ; he repeats that he was asked for delay up to Wednesday for different reasons by the defendant : "pensant que c'était mieux." Later, we find recorded the following questions and answers :—

" Q.—Vous ne vous êtes pas objecté à ce qu'il consulte les patrons avant de clore le marché ?

" R.—Je lui ait dit qu'il était un peu tard.

" Q.—C'est après vous avoir vu, le soir du 16 juin, qu'il a fait appeler l'assemblée à laquelle vous avez assisté ?

" R.—Oui, monsieur.

" Q.—Vous ne lui avez pas dit, je ne te donne pas de délai jusqu'après trois ou quatre jours, le 17 pour clore le marché ?

" R.—Non, monsieur.

" Q.—Avez-vous dit : si ça fait mieux ton affaire d'attendre

" trois ou quatre jours pour consulter les patrons afin de clore
 " ton marché, je n'ai pas d'objection ?

" R.—J'ai dit : vous savez ce que vous avez à faire.

" Mtre J. Talbot s'objecte à cette preuve comme ne décou-
 " lant nullement de l'examen en chef et comme étant à l'encon-
 " tre d'un écrit valablement fait.

" Objection réservée par les parties de consentement.

" Q.—Vous avez dit : vous savez ce que vous avez à faire ?

" R.—Je n'ai pas dit que je n'avais pas d'objection ; j'ai dit :
 " vous savez ce que vous avez à faire.

" Q.—Vous n'y avez pas mis d'objection ?

" R.—Non, monsieur."

Later on again are the following :

" Q.—Quand il (le défendeur) vous a fait cette proposition-
 " là (délai) vous n'avez dit que ces paroles :—si ça fait mieux
 " votre affaire ?

" R.—Je lui ai dit : si ça fait mieux votre affaire d'attendre,
 " vous savez ce que vous avez à faire."

We see, therefore, that upon hearing the defendant's rea-
 sons, upon the day previous to that on which the contract was
 to be concluded, for asking for a delay, and while admitting
 that the request was made in the clearest possible language,
 he does not object, does not insist upon the contract being
 signed, does not say he intends to hold the defendant to it, but
 simply says : "Si ça fait mieux votre affaire d'attendre, vous
 " savez ce que vous avez à faire."

The Court considered that by the oath of the plaintiff, the
 defendant made out his plea that delay was really given him,
 and this view is strongly supported by the evidence of Mr
 Beaulieu and by the defendant. Mr Beaulieu says the plaintiff
 replied : "Pour moi, si vous pensez que ça fait mieux votre affai-
 " re," etc., and that he made a sign of consent. "Il faisait signer
 " (he says) comme s'il avait été consentant d'attendre. " Again
 he says : "Je crois, d'après moi, que monsieur Cardinal a con-
 " senti."

I shall not, however, pursue the proof any further.

The Court had, in my opinion, ample evidence to reach the

1907

Cardinal
 v.
 Lalonde.

Sir M. M.
 Tait, C. J.

1907
—
Cardinal
v.
Lalonde.

—
Sir M. M.
Tait, C. J.

conclusion it did and to dismiss the action. The opinion of this Court is to confirm with costs.

MATHIEU, J. :—

L'action est intentée en recouvrement d'une somme de \$100., dédit stipulé dans une convention écrite et signée des parties, à St André Avelin, le 12 juin 1905, par laquelle le demandeur s'engageait à vendre au défendeur une beurrerie et fromagerie combinées, et fixait le 17 du même mois comme le jour où le contrat serait passé.

La veille, le 16, le défendeur demanda au demandeur une prorogation de délai jusqu'au 19, disent ses témoins, et jusqu'au 21, disent les témoins du demandeur.

Quoi qu'il en soit, le 19, le défendeur s'est présenté pour passer contrat, mais le demandeur refusa et déclara qu'il ne voulait plus vendre aux conditions convenues lors de l'écrit.

C'est à la suite de ce refus qu'il réclama le dédit stipulé. Le jugement de première instance a renvoyé son action.

Je suis d'opinion de confirmer ce jugement. Le demandeur a présenté sa cause comme si le défendeur était obligé, le ou avant le 17 juin 1905, de le requérir de passer l'acte de vente. C'était, au contraire, au demandeur, vendeur, à requérir le défendeur de passer titre. Le demandeur n'a pas requis le défendeur de passer titre; il ne l'a pas mis en demeure régulièrement par écrit, comme il devait le faire sous l'article 1067 C. C., ni même autrement, ni le 16, ni le 17 juin. C'est le défendeur qui paraissait anxieux d'acheter la propriété et c'est le demandeur qui est en défaut. La preuve fait voir que si le demandeur eût voulu passer titre le 17 et s'il eût mis le défendeur en demeure, ce dernier n'aurait pas refusé. Le demandeur paraît avoir pris avantage de la disposition du défendeur à retarder une couple de jours, pour retirer son offre et lui faire d'autres propositions.

Par les termes du contrat, le défendeur ne devait payer la somme de cent piastres, que s'il renonçait à clore le marché; et il fut convenu que le contrat devait se passer du 12 au 17 juin 1905.

Par l'article 1134 C. C., qui se trouve sous la rubrique *des obligations avec clause pénale*, la peine n'est encourue que lorsque le débiteur est en demeure d'exécuter l'obligation.

La clause pénale, c'est la fixation, à l'avance, par les parties, du montant des dommages qui seront encourus par l'inexécution de l'obligation ; mais, à part la fixation, à l'avance, du montant de ces dommages, on applique, quant à l'obligation pénale, les règles relatives aux dommages ordinaires non fixés à l'avance, qui résultent de l'inexécution des obligations.

L'article 1070 dit que les dommages-intérêts ne sont dus, pour l'inexécution d'une obligation, que lorsque le débiteur est en demeure, conformément à quelque une des dispositions contenues dans les articles 1067 *et seq.*

L'article 1067 dit que le débiteur peut être constitué en demeure, soit par les termes même du contrat, lorsqu'il contient une stipulation que le seul écoulement du temps pour l'accomplir aura cet effet.

Notre article 1067 ne fait aucune distinction entre le cas où l'obligation est immédiatement exigible, dès l'instant de sa formation, parce qu'elle est contractée purement et simplement et sans terme, et le cas où elle devient exigible postérieurement à sa formation, par l'échéance du terme, sous lequel elle a été d'abord contractée.

Le droit romain faisait entre l'un et l'autre cas une distinction remarquable :

Dans le premier cas, c'est-à-dire, si l'obligation avait été contractée purement et simplement, et si la convention ne fixait aucun terme pour l'exécution, le débiteur n'était point en demeure, tant qu'il n'avait pas été interpellé par le créancier, c'est ce que les interprètes appelaient *mora ex persona* ou *ex homine*.

Dans le second cas, au contraire, c'est-à-dire, si l'obligation avait été contractée à terme, *certo tempore*, le débiteur était constitué en demeure par la seule fixation du terme ; on présumait que cette fixation, dans le contrat lui-même, de l'époque à laquelle l'obligation devait être exécutée, annonçait, par avance, la volonté du créancier que l'exécution eût lieu en effet à cette époque, et que le débiteur se trouvait alors aver-

1907
Cardinal
v.
Lalonde.
Mathieu, J.

1907
 —
 Cardinal
 v.
 Lalonde.
 —
 Mathieu, J.

ti, de manière à ce qu'une nouvelle interpellation ne fut pas nécessaire. C'est ce que l'on appelait *mora ex re, sine facto hominis*, parce que, en effet, la demeure résultait, dans ce cas, du fait même de l'échéance du terme ; d'où était venue aussi cette autre règle : *dies interpellat pro homine*.

L'ancien droit français n'avait pas suivi ces traditions, et n'avait pas admis la maxime : *dies interpellat pro homine*.

Les auteurs du Code Napoléon et du nôtre ont fait de même ; la règle est que le créancier doit, dans tous les cas, interpellier le débiteur, pour que celui-ci soit constitué en demeure ; dans *tous les cas*, je veux dire sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'obligation a été immédiatement exigible, ou si elle n'est devenue exigible que par l'échéance d'un terme conventionnel.

On présume, dans l'un comme dans l'autre cas, favorablement pour le débiteur, que le créancier, qui ne réclame pas l'exécution de l'obligation, accorde tacitement un délai au débiteur ou du moins qu'il tolère son retard, et qu'il n'éprouve aucun préjudice par suite de l'inexécution de l'obligation. (24 Demolombe, No 515).

La mise en demeure résulte du terme, dit l'article 1067, lorsque le contrat contient une stipulation que le seul écoulement du temps pour l'accomplir aura cet effet. Il faut que la clause soit formelle, quoiqu'il n'y ait pas de termes sacramentels.

Lorsque la loi est muette, et la convention aussi, comme dans l'espèce, la mise en demeure n'est ni légale ni conventionnelle ; et, dans ce cas, elle ne peut être qu'interpellatoire. Il faut que le créancier, après le terme échu, manifeste au débiteur sa volonté que l'obligation soit exécutée. Cette manifestation doit être faite par une mise en demeure, conformément aux termes de l'article 1067 (24 Demolombe, No 524).

Dans la convention faite entre les parties le 12 juin 1905, il n'a pas été convenu que le seul écoulement du temps pour l'accomplir aurait l'effet de mettre le débiteur en demeure.

D'ailleurs, si on devait interpréter cette convention comme mettant le débiteur en demeure par l'expiration seule du terme, il faudrait dire que c'est le demandeur qui doit la pénalité

parce que c'est lui qui devait offrir la propriété avec les titres, et il ne l'a pas fait.

L'exécution des obligations réciproques des parties n'était exigible qu'après l'échéance du terme, et quand un propriétaire promet vendre sa propriété dans un délai déterminé, l'acheteur ne peut, avant l'échéance du terme, le forcer d'exécuter cette vente, parce qu'il pourra toujours répondre qu'il est dans le terme convenu. Ce n'est qu'après l'échéance du terme, que l'acheteur pourra le mettre en demeure.

Dans le cas qui nous occupe, ni l'une ni l'autre des parties n'était en demeure par l'échéance du terme, et aucune, d'elle n'a, après l'échéance du terme, mis l'autre régulièrement en demeure d'exécuter le contrat.

Suivant moi, aucune pénalité n'est due par le défendeur, et le défendeur, pour se soustraire à la clause pénale, n'était pas tenu de prouver que le demandeur lui avait donné délai, puisque la peine ne pouvait être encourue que par la mise en demeure à lui faite par le demandeur, après l'échéance du terme et qu'il n'y a pas eu telle mise en demeure.

Prévost & Rinfret, pour le demandeur.

Major & Fortier, pour le défendeur.

1907
—
Cardinal
v.
Lalonde.
—
Mathieu, J.

COUR DE RÉVISION.

MONTREAL, 9 mars 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef, LORANGER
ET DUNLOP, JJ.

GUILMETTE v. LANGEVIN.

Vente mobilière—Garantie des défauts cachés — Recours de l'acheteur—Diligence raisonnable.

JUGÉ :—L'acheteur d'une chose qui a un défaut caché est tenu d'intenter l'action rédhibitoire avec diligence convenable et ne doit pas se contenter de sommer le vendeur de la reprendre. Par suite, celui qui achète, un cheval et, apprenant qu'il a un défaut caché, somme aussitôt le

1907 vendeur de le reprendre, ne sera pas admis, vingt-six jours après la
— vente, à faire valoir ces faits comme défense à une action en recouvre-
Guilmette ment du prix, signifiée dans l'intervalle.
v.
Langevin.
—
Loranger, J. Le jugement inscrit en révision qui est confirmé a été ren-
 du en Cour Supérieure, ARCHIBALD, J., le 8 novembre 1906.

LORANGER, J. :—

Le demandeur réclame du défendeur la somme de \$150.00, valeur d'un cheval qu'il lui a vendu le 20 avril 1906.

Les parties sont toutes deux de Montréal et sont des marchands de chevaux, font le commerce de chevaux et ont de l'expérience dans ce genre de commerce.

Le défendeur, après avoir acheté le cheval le 20 avril, pria le défendeur de le garder chez lui, attendu qu'il avait l'intention de le vendre immédiatement. En effet, il le vendit le lendemain à un nommé Russetter, pour le prix de \$175.00, faisant sur son achat un bénéfice de \$25.00 ; Russetter se présenta chez le vendeur qui lui remit le cheval.

Quelques jours après, Russetter revint chez le vendeur et voulut le lui remettre, disant qu'il était affecté d'un vice caché. Son propre vendeur, le défendeur en cette cause, offrit aussi au demandeur de remettre le cheval, et celui-ci ayant refusé de le reprendre, les choses en restèrent là.

Plusieurs jours s'écoulèrent et le demandeur, qui avait refusé de reprendre son cheval, poursuivit l'acheteur, le défendeur actuel, pour le prix de vente \$150, comme je viens de le dire.

La vente avait eu lieu le 20 avril. L'action fut prise le 4 mai, et ce n'est que le 16 mai que le défendeur plaida à l'action, c'est-à-dire vingt-six jours après la vente.

Il a plaidé que le cheval lui avait été vendu avec garantie de tout vice et de tout défaut, et que cet animal souffrait, lors de la vente, d'un vice rédhibitoire ; il avait ce qui est connu comme le *cornage*, dans le langage des marchands de chevaux. Le cornage est une maladie de la gorge, qui fait qu'à certains moments, lorsque le cheval est livré à un exercice trop violent, il a des étouffements.

Le défendeur allègue qu'il a offert de remettre le cheval, que

le demandeur a refusé de le reprendre, et il conclut purement et simplement, au rejet de l'action.

La cour, après avoir entendu les parties, a jugé que le défendeur était non recevable dans son opposition à la demande, attendu que sa défense était de la nature d'une action en rescision, pour cause de vice rédhibitoire et qu'elle avait été prise tardivement ; et , en second lieu, il a prétendu que la demande en rescision du contrat par le défendeur était irrégulière, attendu que les conclusions de la défense ne demandaient pas l'annulation de la vente ; on se contente de conclure purement et simplement au rejet de l'action.

La question est donc de savoir si la demande de rescision du contrat était tardive et si, en réalité, il y avait lieu d'adjuger sur la rescision quand elle n'était pas demandée.

Que la demande ait été tardive, la cour est unanime sur ce point.

L'action en rescision pour cause de vice rédhibitoire doit être prise dans des délais rapprochés.

L'ancienne coutume donnait neuf jours et c'était une prescription absolue. Il y a peu de changement dans notre code. Le seul changement qu'il y a apporté, c'est que l'action doit être prise dans les délais les plus rapprochés ; mais la jurisprudence a toujours été et est encore que, bien que la disposition de l'article n'ait pas été reproduite textuellement dans notre code, cependant la courte prescription s'applique, c'est-à-dire que l'action doit être prise dans les délais les plus rapprochés. Et cela se conçoit, il faut que les parties soient remises dans le même état où elles étaient lors de la vente.

Si la demande de rescision n'est pas faite dans les délais convenables, c'est-à-dire dans des délais rapprochés, il incombe au défendeur de démontrer pourquoi elle n'a pas été faite dans ces délais. On conçoit que si les parties demeuraient à une distance éloignée l'une de l'autre, que les communications fussent difficiles, les délais pourraient être étendus ; mais dans le cas actuel, ce sont deux hommes qui demeurent porte à porte, ils demeurent dans la même ville ; et en réalité ils se sont mis en rapport tous les deux, relativement à cette vente, dans des délais

1907

Guilmette

v.

Langevin.

Loranger, J.

1907
 —
 Guilmette
 v.
 Langevin.
 —
 Loranger, J.

rapprochés, puisque trois jours après la vente, le défendeur offrait de remettre le cheval. Pourquoi n'a-t-il pas pris son action dans les délais utiles ? Il n'a pas jugé à propos de le faire et la cour a jugé, avec raison, que sa demande était tardive.

Nous sommes d'avis que le jugement doit être confirmé.

Lamarche & Calder, pour le demandeur.

St Julien & Théberge, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE

TROIS-RIVIÈRES, 13 mars 1907.

Présent :—CANNON, J.

FISSET v. LA COMPAGNIE ÉQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU.

Assurance contre l'incendie—Proposition d'assurance—Déclarations fausses et réticences—Assurances successives—Défaut par l'assuré de faire part à l'assureur d'une assurance subséquente—Preuve de faits allégués dans une réponse à un plaidoyer.

JUGÉ :—1o. La déclaration dans une proposition d'assurance contre l'incendie que l'immeuble à assurer est grevé d'hypothèques pour une somme inférieure à la réalité n'est pas une cause de nullité du contrat. Lors même que c'en serait une, les offres de paiement faites par l'assureur après le sinistre emportent renonciation de sa part au droit de l'invoquer.

2o. Le défaut par l'assuré de faire part à l'assureur d'une deuxième assurance consentie par une autre compagnie n'est pas une cause d'annulation du premier contrat.

3o. Le demandeur qui invoque les aveux et promesses de payer du défendeur, dans une réponse au plaidoyer, ne peut être empêché d'en faire la preuve, sous prétexte que ces faits auraient dû être invoqués dans la déclaration.

CANNON, J. :—

Le demandeur réclame de la défenderesse \$1,000.00 le montant d'une police d'assurance émise par la défenderesse, le 18 mai

1905, assurant contre toutes pertes et dommages causés par le feu, pour une somme de \$1,000.00 et durant cinq ans, un bâtiment construit sur un immeuble appartenant à Arthur Leclerc, dans la paroisse de St Boniface de Shawinigan. Cette assurance est payable à L. P. Fiset, le demandeur, qui avait une hypothèque sur l'immeuble et la police lui fut remise, comme partie intéressée en vertu de ses titres de créance. Le 30 juillet 1905, la bâtisse fut détruite par le feu, sans faute du demandeur, ni de Leclerc.

1907
—
Fiset
v.
Cie Equitable
d'Assurance
Mutuelle
Contre le Feu
—
Cannon, J.

La défenderesse a plaidé à cette action que la police d'assurance était nulle *ab initio* ; que la propriété mentionnée était grevée d'une autre manière que celle décrite dans la proposition d'assurance, Leclerc ayant faussement représenté qu'elle n'était grevée que d'une hypothèque de cinq cents piastres, lorsqu'elle l'était en réalité pour un montant de seize cents piastres ; qu'en outre, la police était encore nulle, parce que, après avoir fait assurer l'immeuble par la compagnie défenderesse, Leclerc avait obtenu une deuxième assurance d'une autre compagnie sans en donner avis à la défenderesse et sans son consentement. Le demandeur a répondu à cette défense que la défenderesse avait reconnu devoir et promis de payer sa réclamation, et, à l'audition au mérite, la défenderesse a fait motion pour faire rejeter la preuve faite par le demandeur à l'appui de sa réponse comme illégale, parce que les moyens invoqués dans la réponse auraient dû l'être dans la demande principale, et de plus, pour la raison que la défenderesse étant une compagnie d'assurance mutuelle incorporée en vertu des statuts refondus de la Province de Québec, le contrat d'assurance en cette cause n'était pas un contrat commercial et, partant, la preuve testimoniale était inadmissible.

Le seul fait prouvé c'est que la créance du demandeur a été mentionnée dans la proposition de Leclerc comme étant de \$500.00. Mais les offres faites par la défenderesse après l'incendie et prouvées par le témoignage de son agent, entendu comme témoin du demandeur en contre-preuve, et par les lettres de la défenderesse produites par lui, constituent une renonciation au prétendu vice dans la proposition de Leclerc,

1907
—
Fiset
v.
Cie Equitable
d'Assurance
Mutuelle
Contre le Feu

plaidé par la défenderesse à l'encontre de l'action du demandeur. D'ailleurs, la prétendue fausse représentation n'était pas sur un fait de nature à diminuer l'appréciation du risque et à en changer l'objet, et la défenderesse ne conclut pas à ce que la police d'assurance soit déclarée nulle.

—
Cannon, J.

La motion de la défenderesse pour faire rejeter la preuve du demandeur est renvoyée avec dépens et la défenderesse est condamnée à payer au demandeur la somme de \$1,000.00 avec intérêts et les dépens.

C. E. Caron, pour le demandeur.

F. S. Tourigny, C. R., pour la défenderesse.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, March 16th 1907.

Present :—ARCHIBALD, J.

JOHNSTON v. THE EWART COMPANY, LTD.

*Company—Suit by shareholders to set aside subscription—
Winding up order—Continuance of proceedings.*

HELD :—If before a winding up order, under R. S. C., cap. 129, is made, a suit is brought against a company by a shareholder to have his subscription set aside for fraud, he will be authorized on motion to continue his proceedings after the order has been obtained.

ARCHIBALD, J. :—

This case comes up on a motion by the plaintiff to be allowed to continue proceedings instituted against the defendant, which company has been placed in liquidation, since the taking of the proceedings, under the liquidation act.

When a winding-up order has been granted, a plaintiff cannot, without leave of the Court, continue the proceedings upon a suit. (See Sec. 16 of the Winding-up Act, Revised Statutes of Canada, chap. 129).

The question as to whether proceedings commenced before liquidation should be allowed to be continued in the Court is one of convenience. Ordinarily if the point at issue can be determined without inconvenience under the summary procedure established for the winding-up, a judge would not grant leave to continue before the Court; but it is a mere question of discretion. (See *Master's Company Law of Canada*, page 605.)

The motion was opposed on the ground that in the present instance the action was by a stockholder for the purpose of setting aside his subscription for a certain number of shares of the stock of the defendant company, and that by the granting of the winding-up order, the plaintiff's right to have his subscription for such shares cancelled was wholly changed; and that therefore the action could not be properly continued as against the company, seeing that the company had ceased to be in the cause and there remained only creditors and contributories.

The counsel for the liquidator cited the 25th *Canada Law Journal* at page 238, where it was held that after a winding-up order, there are only creditors and contributories before the Court and no corporation, and shareholders cannot then raise defences which would be available against the corporation, as rescission of the contract respecting the share is then impossible, and the right of the shareholders to defend against liability on shares, even for fraud, is gone, the moment the company comes under the operation of the winding-up act.

Now, that view is certainly supported by authority; but a distinction has been taken as to the case where before the winding-up order has been granted, the shareholder has repudiated his shares on the ground of fraud and has taken an action before a competent Court to establish his grounds of repudiation.

In a case reported in the L. R. 4 H. L. this point was raised and it was decided that a shareholder who has repudiated his shares, for fraud, and upon the refusal of the company to strike his name from the list of shareholders, has taken an action against the company for that purpose, is to be held as having the right to be released from his obligations as a shareholder,

1907
Johnston
v.
The Ewart
Co Ltd.
Archibald, J.

1907
 —
 Johnston
 v.
 The Ewart
 Co Ltd.
 —
 Archibald, J.

and to have his name struck from the list of contributories, although, previous to obtaining judgment upon his action, a winding-up order has been granted. Their Lordships in the House of Lords were unanimous in that decision ; it is on all fours with the present case and is, I think, reasonable.

Then, as to the question of convenience it may be said that the issues are joined in this cause and it is ready for trial and has been inscribed upon the roll. The costs in the case have been to a very large extent already made. If the case was allowed to go on before the ordinary Court, it could probably be determined as early as it would be done in the course of the ordinary winding-up, and without more costs being incurred.

It appears to me that it would facilitate the ends of justice to allow the case to proceed before the Court.

The motion is therefore granted, costs to follow suit.

Bernard & Chalifoux, for the plaintiff.

McCormick & Lebourveau, for the defendant.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, March 16th 1907.

Present :—ARCHIBALD, J.

SHALLOW v. THE GAZETTE PRINTING COMPANY.

Libel—Privilege — Qualified privilege — Proceedings in a Court o law—Pleadings before trial.

HELD :—An impartial and accurate report in the public press of any proceeding in a court of law is privileged, and this rule applies to the publication of pleadings (declarations, exceptions, rejoinders, etc) before issue joined, as well as after trial.

ARCHIBALD, J. —

The plaintiff sues the defendant to recover the sum of \$10,000 of damages alleging that he, the plaintiff, is a journalist

and publisher in Montreal, of a journal entitled : "Le Moniteur du Commerce," that the defendant publishes in the same place a journal entitled : "The Gazette", which has a large circulation in the Province of Quebec and beyond ; that about the 21st day of May last, the plaintiff sued "La Compagnie de Publication du Nationaliste de Montréal," for the sum of \$10,000 of damages in consequence of a libellous article published by such Nationaliste and reading in substance as follows : "Le Moniteur du Commerce, se basant sur un rapport vieux de deux ans qui portait tout entier une période d'organisation, faisait dans son avant-dernier numéro une critique malhon-nête des opérations d'une de nos plus belles institutions financières."

" Le Moniteur a longtemps fait la pluie et le beau temps dans le monde commercial canadien-français. Aujourd'hui, heureusement, on commence à le connaître. On sait que c'est une feuille de chantage, dont les appréciations n'ont aucun poids, parce qu'elles sont presque invariablement basées sur des considérations vénales.

" Nous connaissons le sens des mots : nous disons chantage délibérément. Et pour qu'il n'y ait pas malentendu, nous répétons : chantage, c'est-à-dire extorsion d'argent par la crainte.

" Si le " Moniteur du Commerce" veut nous citer en justice, qu'il ne se gêne pas ; nous aurons des choses intéressantes à révéler au public sur les procédés de son éditeur et de ses agents."

That to that action, the defendant appeared and pleaded justification, thus aggravating the defamatory libel already published against the plaintiff, which plea was produced in the office of the Superior Court at Montreal ; that the article in the Nationaliste was false, libellous and defamatory, as well as the defence produced by the Nationaliste against the plaintiff's action for libel ; that the defendant in the present case, by malice and without justification or excuse, and with the purpose of causing damage to the plaintiff, and holding him up to the scorn of the public, published, in its edition of the 16th of June instant, a long *résumé* of the plea

1907
Shallow
v.
The Gazette
Printing Co.
Archibald, J.

1907
Shallow
v.
The Gazette
Printing Co.

of the Nationaliste produced in Court as above mentioned ; that the publication by the present defendant of the plea has caused the plaintiff great damage which he estimates at the sum of \$10,000 and for which he demands judgment.

Archibald, J. The defendant pleads by an inscription in law, which was dismissed, and by a plea to the merits which denies the responsibility of the defendant for damages, and alleges that the defendant did publish in its journal of the 16th of June 1906, a report of the pleadings in the said case of "*Shallow vs The Nationaliste*", but the defendant denies that it was published by malice or with any intent of injuring the plaintiff ; that if any damages were caused to the plaintiff by the publication of the pleadings, the same were due to the plaintiff's own act in rendering those matters public by the institution of his action ; that on the 22nd day of May, 1906, the day after the plaintiff had instituted his action against the Nationaliste, the defendant published in its edition of that day an item setting forth that the plaintiff had entered an action in the Superior Court, claiming \$10,000 damages from the Nationaliste for libellous publication, and giving the grounds upon which the plaintiff claimed these damages, as will appear on reference to a copy of the Gazette newspaper produced in the cause ; that on the 16th of June 1906, the defendant published, in its issue of that day, the article now complained of by the plaintiff ; that the article was a fair and accurate report of the pleadings in the cause of the plaintiff against the Nationaliste ; that the article was taken from the records of the cause in the Superior Court for the district of Montreal, and was published in the ordinary course *bona fide* and without any malice ; that the matters contained in the article were matters of public interest, and was covered by the privilege protecting the publication of judicial proceedings, and the defendant asks for the dismissal of the plaintiff's action.

The proof establishes that the defendant in the first case, the Nationaliste newspaper, justified the general language published by it against the plaintiff, by citing specific cases of such acts as were in the article described in general terms ;

that the Gazette newspaper did publish a fair summary of the declaration in the case against the Nationaliste and also of the plea of justification filed in that case, and also of the answer of the present plaintiff to the plea so filed. There is no question between the parties as to the fairness of the *résumé* of these pleadings published by the present defendant. The only question is whether the publication of such proceedings, when filed in Court and before issue joined, is protected by the privilege of judicial proceedings.

1907
Shallow
v
The Gazette
Printing Co.
Archibald, J.

The plaintiff has never brought the action against the Nationaliste newspaper to trial and the truth or falsity of the matters published is not in question in this cause; the charges made against the plaintiff, in the article in question, of which the plaintiff complains were criminal charges and might have formed the object of prosecution in a criminal Court.

The question here at issue, however, is not affected by the truth or the falsity of the matters published against the plaintiff but purely and simply by the alleged privilege protecting the publication of judicial proceedings. Fair and accurate reports of judicial proceedings are privileged, because it is a benefit to the public to be accurately informed as to such matters.

In a case of *Sullivan vs La Minerve* ⁽¹⁾ which was a publication of a report in a case before the Police Magistrate, it was held: "The report of the proceedings in a case before the Court, conformable to the truth and made in good faith, in the ordinary course of judicial reports, is privileged." In a case in the Court of Review at Quebec, *Lamothe vs Demers* ⁽²⁾ an action of damages was taken against "L'Évènement" by one Lamothe for an article published in such "Évènement" as follows: "Le notaire Lamothe a poursuivi Edmond Toussaint, parce que ce dernier l'a mis à la porte." The plaintiff wrote to the Évènement for explanations, and some time

(1) 3 S. C., 106.

(2) 5 S. C., 235.

1907
 Shallow
 v.
 The Gazette
 Printing Co.
 Archibald, J.

afterwards, the *Evènement* published in its newspaper an explanation stating that its reporter had taken the fact in the register of the Court in the ordinary manner. Under these circumstances, the Superior Court condemned the defendant to \$10.00 damages ; in Review the judges said : " We do not quite think that it is a libel to publish without malice a fact already published, viz, that the plaintiff had sued Tous-saint for having threatened to put him out of doors ; " the judgment was reversed. One of the *considérants* of the judgment was as follows : " Considérant que l'écrit dont il se plaint n'était pas libelleux et ne faisait que publier un fait en substance, que le demandeur lui-même avait rendu public en instituant une action. "

In a case of *Downie vs Graham* ⁽¹⁾ the same doctrine was held ; the *considérant* of the judgment being that libellous reports published by the defendant were justified, if substantially correct and fair reports, and regarding proceedings in a public Court of justice, and were privileged, and the plaintiff's action was dismissed.

There can certainly be no doubt of the privilege protecting such publication, when the matters published relate to what happens in the presence of the Court ; but in the present instance the declaration and the plea and answer to the plea were published before they came before the Court, and, from time to time, as they were filed in the Court. Yet, by being filed in the Court, they became public documents and accessible to the public, and it is, I think, in the interest of the public that such documents should be known ; thus in several cases in England, it has been held that an accurate transcript of the records of the Court relating to judicial proceedings is also privileged. (See 1 Q. B. page 96).

In Scotland there exists a public register of protested notes established by statute and the registration of such protests has by statute the effect of a final judgment of the Court ; the publication of this register was held privileged. (1, H. L. page

(1) M. L. R. 3, S. C., 333.

363). Many other cases are given to illustrate this doctrine on page 296 of Odgers on libel and Slander, fourth edition ; on page 301 of Odgers we find the following remark : "An accurate report of a portion of a judicial proceeding will still be privileged if it does not pretend to be a report of the whole ; thus where a trial lasts more than one day, reports published in the newspapers each morning are protected, each of the proceedings may be reported separately. "

1907
Shallow
v.
The Gazette
Printing Co.
Archibald, J

It seems to me that there is no difference between proceedings filed in Courts of justice and arguments made in Courts of justice before the Court, both are equally accessible to the public, the same principle underlies the publication of both, namely the interest that the public has in the administration of justice.

I am therefore of opinion that the circumstances proved in the present cause do not give rise to any action of damages for libel against the defendant.

The plaintiff's action is accordingly dismissed with costs.

G. T. Desaulniers, K. C., for the plaintiff.

White & Buchanan, for the defendant.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 23 mars 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef, MATHIEU ET LORANGER, JJ.

SAINTE-MARIE v. BOURELLE.

Procédure—Révision des jugements—Ordonnance d'un juge en matière d'interdiction—Notaires—Procureurs d'un requérant nomination de conseil judiciaire — Allégation de prodigalité—Signification de la requête — Notaire autorisé à convoquer conseil de famille — Interrogatoire de témoins.

Juré :—10. Depuis la promulgation du code de procédure civile de 1897,

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

l'ordonnance d'un juge rejetant une demande d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire, est, par l'effet combiné des art. 72 et 52, §2, susceptible de révision.

20. Les notaires ont qualité pour signer, comme procureurs des requérants, les demandes de nomination de conseils judiciaires.

30. Le libellé d'une requête pour nomination d'un conseil judiciaire à un prodigue, qui lui reproche la prodigalité en termes généraux, sans en articuler des faits spécifiques, est informe et insuffisant.

40. La requête pour nomination d'un conseil judiciaire à une personne pour cause de prodigalité doit lui être signifiée avant d'être présentée au juge et la signification qui en est faite après présentation et ordre de renvoi à un notaire pour prendre l'avis du conseil de famille, est irrégulière.

50. Le juge saisi d'une requête pour nomination d'un conseil judiciaire peut autoriser un notaire à convoquer le conseil de famille et à prendre son avis dans le cas prévu à l'art. 256 C. C., comme s'il s'agissait d'une nomination de tuteur.

60. Le notaire ainsi délégué n'a pas le pouvoir d'interroger ou de laisser interroger des témoins devant le conseil de famille.

L'ordonnance portée en révision et qui est confirmée, a été rendue par M. le juge PARADIS à St Jean d'Iberville, le 30 juin 1906.

MATHIEU, J. :—

Le 18 janvier 1906, le requérant présenta à l'honorable juge Paradis, à St Jean, une requête alléguant que Siméon Bourelle, son beau-frère, garçon majeur, de la paroisse de St Rémi, était, depuis plus d'un an, tombé dans un état de prodigalité telle qu'il était entièrement incapable de gérer et administrer les biens qui lui restaient encore, ni de leur donner aucun soin ; qu'il faisait des transactions et affaires très préjudiciables à ses intérêts, qu'il prenait sa pension dans un hôtel, et que, depuis un an, il avait dépensé plus de dix-huit cents piastres, et il conclut, à ce que, vu la distance des lieux, il lui fut permis de faire assembler devant Charles Bédard, notaire, de St Rémi, en nombre compétent les parents, et, à défaut de parents, les amis de Siméon Bourelle, pour prendre leur avis sur sa demande de la nomination d'un conseil judiciaire à Bourelle.

Le même jour, l'honorable juge Paradis a autorisé le notaire Bédard, résidant à St Rémi, à convoquer les parents, et,

à défaut de parents, les amis de Bourelle, pour prendre leur avis sur la requête.

Cette requête fut signifiée à Bourelle, avec un avis que l'assemblée de parents serait tenue le sept février 1906, au bureau du notaire Bédard, et qu'il pourrait y assister s'il le jugeait à propos.

Bourelle assista à l'assemblée de parents, accompagné d'un procureur, et demanda à faire entendre des témoins. Le notaire refusa d'entendre les témoins, et prit l'avis du conseil de famille. Cet avis fut qu'un conseil judiciaire fut nommé à Bourelle, et que le conseil fut le requérant, son beau-frère.

Bourelle, voyant qu'il n'avait pas pu produire de témoins devant les parents, se rendit auprès du juge, à qui il demanda d'entendre des témoins, avant de prendre en considération la requête et l'avis du conseil de famille. L'honorable juge lui accorda ce délai, et fixa un jour, pour entendre les parties, et leurs témoins.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins, l'honorable juge Paradis rendit le jugement suivant, renvoyant la requête :

“ Je, soussigné, l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant
“ dans le district d'Iberville, en chambre, après avoir entendu les
“ parties, par leurs avocats, sur la requête du requérant, demandant l'homologation de l'avis du conseil de famille, à l'effet de
“ nommer un conseil judiciaire à l'intimé, et la contestation de
“ ce dernier, examiné la procédure et la preuve, et délibéré ;

“ Considérant l'admission des parties que le notaire qui a
“ présidé l'assemblée du conseil de famille a refusé d'assermenter et de faire entendre les témoins devant le conseil de famille ;

“ Considérant que, d'après la preuve faite devant moi, il n'est
“ pas établi que l'intimé soit enclin à la prodigalité ; que tout
“ ce qu'on a à lui reprocher est un peu d'abus dans l'usage des
“ boissons alcooliques, mais qu'il appert qu'il a cessé d'en faire
“ usage depuis quelque temps :

“ Rejette la dite requête, et refuse l'homologation de l'avis du
“ dit conseil de famille, chaque partie payant ses frais.”

Sainte-Marie a inscrit en révision de ce jugement.

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

1907
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
Mathieu, J.

20. La requête, demandant la nomination d'un conseil judiciaire à l'intimé, en raison de sa prodigalité, ne contient pas d'articulation des faits de prodigalité que le requérant aurait à lui reprocher (Art. 328 C. C.).

30. La requête de Ste Marie, demandant qu'il fut nommé un conseil judiciaire à l'intimé, n'a pas été signifiée à ce dernier, avant d'être présentée au juge le 19 janvier 1906, comme elle aurait dû l'être, tandis qu'elle ne lui a été signifiée que le 29 du même mois après que le juge eut autorisé le notaire Bédard à prendre l'avis du conseil de famille.

40. L'ordonnance du juge autorisant le notaire Bédard à convoquer et présider l'assemblée de parents, a été obtenue illégalement, irrégulièrement et par surprise ; et le notaire n'était ni légalement autorisé, ni compétent à convoquer et présider le conseil de famille.

50. Lorsque le requérant a fait signifier la requête à l'intimé, le 29 janvier 1906, il ne lui a pas alors, ni depuis, fait signifier copie de l'affidavit du requérant à l'appui de la dite requête, ni copie de l'ordonnance du juge autorisant le notaire Bédard à prendre l'avis du conseil de famille.

60. Le requérant a pris une part effective aux délibérations du conseil de famille, a donné son avis aux parents assemblés, les a circonvenus et sollicités, séance tenante, et les amenant tour à tour dans une chambre séparée, pour les empêcher de donner un avis éclairé et impartial.

70. Le requérant n'a fait, devant le conseil de famille, aucune preuve à l'appui de sa requête, et le notaire, chargé de prendre l'avis de ce conseil, a refusé au requérant le droit de faire entendre des témoins pour établir la fausseté de la requête, mettant le conseil de famille sous l'impression qu'aucune contestation de la requête ne pouvait être faite devant lui.

80. Le requérant, suggéré comme curateur par le conseil de famille, doit à l'intimé \$3,500.00, et, en raison de ce fait, sa nomination serait illégale et préjudiciable à l'intimé.

90. Le rapport que le notaire Bédard a fait à l'honorable juge est irrégulier et incomplet, en ce qu'il ne mentionne pas les objections, les protestations et contestations que l'intimé a faites devant lui et devant le conseil de famille, et ne rapporte

pas, non plus, les copies des procédures que l'intimé a déposées après en avoir donné copie au requérant.

10o. L'intimé n'est pas prodigue ; il n'a fait aucune transaction préjudiciable à ses intérêts ; il vit suivant ses moyens et ne fait que les dépenses justifiables et proportionnées à son état de fortune, sa condition et sa position sociales, et il conduit ses affaires comme un homme soigneux et prudent. Il est faux que depuis un an il ait dépensé la somme de \$1,800.00 ; ses dépenses personnelles pendant ce temps pour sa subsistance et ses autres dépenses n'atteignent pas la moitié de cette somme

Nous allons examiner ces exceptions et cette défense séparément :

1o. *La requête n'est pas signée par le requérant, ni par une personne ayant qualité pour occuper comme son procureur.*

La requête est signée par le notaire Bédard pour le requérant.

L'article 83 C. P. C. dit que " les notaires peuvent faire " les procédures mentionnées dans la dixième partie de ce code " et les présenter au juge ou au protonotaire, et peuvent même " signer, au nom des parties requérantes, toutes les requêtes " nécessaires dans ces procédures."

La procédure relative à la nomination d'un conseil judiciaire est mentionnée dans les articles 1331 et seq., qui se trouvent dans la dixième partie du code de procédure civile.

Cette requête est donc signée régulièrement.

2o. *La requête, demandant la nomination d'un conseil judiciaire à l'intimé, en raison de sa prodigalité, ne contient pas d'articulation des faits de prodigalité que le requérant aurait à lui reprocher (Art. 328 C. C.).*

La requête allègue que l'intimé prend sa pension dans un hôtel, et qu'il a dépensé et dissipé depuis un an plus de dix-huit cents piastres (\$1,800.00), et qu'il compromet gravement sa petite fortune.

Je considère que cette allégation ne constitue pas une articulation suffisante des faits de prodigalité que l'on a à reprocher à l'intimé. La dépense de dix-huit cents piastres que l'intimé aurait faite dans une année, peut être le résultat

1907

Sainte-Marie

v.
Bourelle.

Mathieu, J.

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

d'opérations qui ne démontreraient pas la prodigalité. Le requérant doit alléguer, il me semble, les faits particuliers de prodigalité et non pas seulement le résultat.

30. *La requête de Ste Marie, demandant qu'il fut nommé un conseil judiciaire à l'intimé, n'a pas été signifiée à ce dernier, avant d'être présentée au juge, le 19 janvier 1906, comme elle aurait dû l'être, tandis qu'elle ne lui a été signifiée que le 29 du même mois, après que le juge eût autorisé le notaire Bédard à prendre l'avis du conseil de famille.*

L'article 330 dit que, lorsque la demande est fondée sur l'imbécillité, la démence ou la fureur, le défendeur doit être interrogé par le juge ou par le protonotaire ; et, il ajoute que cet interrogatoire n'est pas de rigueur, si l'interdiction est demandée pour cause de prodigalité ; mais que, dans ce cas, le défendeur doit être entendu, ou appelé.

Quand le défendeur doit-il être appelé ? L'intimé soutient qu'il doit être appelé avant qu'aucun ordre ne soit donné sur la requête, tandis que le requérant prétend qu'il suffit de l'appeler comme il l'a fait avant la tenue du conseil de famille.

L'interdiction d'une personne est une mesure grave, très grave ; elle lui fait perdre l'exercice de ses droits civils. Cette interdiction ne peut être demandée que par certaines personnes (Art. 327) ; et la loi indique ce que la requête doit contenir (Art. 338). Celui qu'on veut interdire a un grand intérêt à ce qu'on ne réunisse pas sa famille, pour délibérer sur l'opportunité de l'interdire, si la demande est faite par une personne qui n'a pas qualité, ou si elle est faite dans une forme qui n'est pas suffisante.

Je suis d'opinion que la requête doit être signifiée à la personne que l'on veut interdire pour prodigalité, ou à qui on veut donner un conseil judiciaire, avant qu'elle soit présentée au juge, pour lui donner l'opportunité de faire ses objections quant à la suffisance des allégations, et à la capacité de celui qui demande la nomination d'un conseil.

40. *L'ordonnance du juge autorisant le notaire Bédard à convoquer et présider l'assemblée de parents a été obtenue illégalement, irrégulièrement et par surprise ; et le notaire*

n'était ni légalement autorisé, ni compétent à convoquer et présider le conseil de famille.

L'article 329 C. C. dit que le juge auquel la demande en interdiction est adressée, ordonne la convocation du conseil de famille, comme dans le cas de la tutelle, et prend son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée; et l'article 339 ajoute qu'à l'exception des curateurs aux ivrognes d'habitude, les curateurs à la personne sont nommés avec les formalités et d'après les règles prescrites pour la nomination des tuteurs.

L'article 256, qui se trouve au titre de la nomination du tuteur, dit que, si les parties à convoquer résident à plus de cinq lieues, le juge peut, s'il en est requis, autoriser un notaire à tenir sur les lieux, l'assemblée des parents alliés ou amis qui doivent composer le conseil de famille, à administrer le serment requis, à recueillir les avis sur les nominations à faire et même à administrer le serment d'office aux tuteurs choisis.

L'intimé soutient que l'article 256 ne s'applique qu'à la tutelle, tandis que le requérant prétend que, par les articles 329 et 339 ci-dessus cités, il s'applique aussi à l'interdiction et à la curatelle.

L'article 256 a sa source dans la section 9 du Statut du Bas-Canada de 1793, 34 Geo. III, ch. 6 intitulé : " Acte qui divise la Province du Bas Canada, qui amende la judicature d'icelle, et qui rappelle certaines lois y mentionnées. "

Ce statut divise la province en trois districts, savoir : le district de Québec, le district de Montréal, et le district des Trois Rivières, et il établit, dans chacun de ces districts, une Cour du Banc du Roi.

La section 8, après avoir défini certains pouvoirs spéciaux attribués aux juges, ajoute que, rien dans ce statut, ne s'étendra à rendre nécessaires la présence et autorité de plus d'un seul des juges des dites Cours du Banc du Roi, dans toutes les matières qui requièrent célérité, comme l'interdiction des personnes insensées, élections de tutelle, curatelle et autres avis de parents; et la section 9 de ce statut, ajoute ensuite, que, comme

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

1907
 Sainte-Marie v.
 Bourelle.
 Mathieu, J.

il peut résulter beaucoup d'inconvénients, en exigeant la présence des parents et amis, devant un des juges des dites cours pour donner leur avis et opinion sur élections de tutelle, curatelle aux absents ou aux biens vacants, et autres matières qui exigent tels avis et opinions, lorsque les dits parents et amis résident à la distance de cinq lieues et au-delà des villes de Québec et de Montréal, aucun des juges des dites cours aura "plein pouvoir et autorité, sur l'application des parties, d'autoriser quelques notaires, et au défaut de notaire, quelqu'autres personnes convenables, résidant près de l'habitation de tels parents ou amis, de les assembler, leur administrer le serment suivant la loi, et de recevoir leurs avis et opinion touchant la matière qui leur sera soumise, en dresser acte par écrit en bonne forme et le transmettre à la cour respective d'où tel pouvoir et autorité peut avoir été reçu ; et les, ou aucun des juges d'icelle cour auront plein pouvoir et autorité de procéder sur la matière et d'accorder tels actes, ordres ou appointements dans une matière aussi ample, que si les dits parents ou amis avaient été présents et eussent donné personnellement, devant lui ou eux, leur opinion sur l'objet en question."

Comme on le voit, par ces dispositions, des sections 8 et 9 du statut de 1793, le juge avait le pouvoir d'autoriser un notaire, ou une autre personne, à prendre l'avis du conseil de famille, dans les matières d'interdiction.

La section 9 de ce statut fut ensuite reproduite dans la section 2 du ch. 86 des Statuts Refondus du Bas Canada de 1861, d'où on a tiré l'article 256.

Il nous paraît résulter des dispositions des articles 329 et 339 et 256 que le législateur n'a pas voulu changer la loi antérieure au code.

Je suis d'opinion que le juge avait le droit d'autoriser le notaire Bédard à convoquer les parents et amis de l'intimé, et à prendre leur avis, sur la demande de nomination d'un conseil judiciaire, pourvu, toutefois, que ces parents et amis fussent résidants à une distance d'au-delà de cinq lieues ; ce qui n'est pas constaté. Mais cette question n'est pas soulevée.

50. Lorsque le requérant a fait signifier la dite requête à l'intimé, le 29 janvier 1906, il ne lui a pas alors, ni depuis,

fait signifier copie de l'affidavit du requérant à l'appui de la dite requête, ni copie de l'ordonnance du juge autorisant le notaire Bédard à prendre l'avis du conseil de famille.

• J'ai déjà exprimé, sur la troisième objection de l'intimé, que la requête pour la nomination d'un conseil judiciaire doit être signifiée avant sa présentation au juge.

60. *Le requérant a pris une part effective aux délibérations du conseil de famille, a donné son avis aux parents assemblés, les a circonvenus et sollicités, séance tenante, et les amenant tour à tour dans une chambre séparée, pour les empêcher de donner un avis éclairé et impartial.*

L'article 329 dit que celui qui provoque une interdiction ne peut faire partie du conseil de famille.

Le procès-verbal de l'assemblée des parents et amis de l'intimé démontre que le requérant n'en faisait pas partie ; et l'intimé n'a pas prouvé que le requérant se fut irrégulièrement immiscé dans les délibérations des parents. Cette objection n'est pas prouvée.

70. *Le requérant n'a fait, devant le conseil de famille, aucune preuve à l'appui de sa requête et le notaire, chargé de prendre l'avis de ce conseil, a refusé au requérant le droit de faire entendre des témoins pour établir la fausseté de la requête, mettant le conseil de famille sous l'impression qu'aucune contestation de la requête ne pouvait être faite devant lui.*

Le notaire n'était pas autorisé, par l'ordonnance du juge, du 19 janvier 1906, à examiner des témoins, soit pour le requérant ou pour l'intimé. Nous n'avons pas à décider si le juge pouvait autoriser le notaire à examiner des témoins, puisque, comme je viens de le dire, il ne l'a pas ainsi autorisé ; mais je suis d'opinion, que, dans tous les cas, le notaire ne pouvait pas examiner de témoins sans l'autorisation du juge ; et je trouve mal fondé le considérant suivant du jugement du 30 juin dernier, renvoyant la requête du requérant, savoir : "Considérant l'admission des parties que le notaire, qui a présidé l'assemblée du conseil de famille, a refusé d'assermenter et de faire entendre les témoins devant le conseil de famille."

Cette objection de l'intimé est mal fondée.

1907
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
Mathieu, J.

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

80. *Le requérant, suggéré comme curateur par le conseil de famille, doit à l'intimé \$3,500.00, et, en raison de ce fait, sa nomination serait illégale et préjudiciable à l'intimé.*

Il me paraît qu'en effet le requérant, qui a entre les mains la plus grande partie du patrimoine de l'intimé, \$3,400.00, ne devrait pas être nommé curateur ; et, si la cour en arrivait à la conclusion que les procédés sur la requête sont réguliers, et que la preuve est suffisante, je suggérerais d'ordonner le renvoi du dossier devant le juge qui a rendu le jugement, pour qu'un autre curateur soit nommé, après avoir consulté de nouveau le conseil de famille.

90. *Le rapport que le notaire Bédard a fait à l'honorable juge est irrégulier et incomplet, en ce qu'il ne mentionne pas les objections, les protestations et contestations que l'intimé a faites devant lui et devant le conseil de famille, et ne rapporte pas non plus les copies des procédures que l'intimé a déposées après en avoir donné copie au requérant.*

Je crois que le notaire aurait dû faire rapport au juge des documents qui lui ont été produits par l'intimé, et qui contenaient ses objections ; mais, comme l'intimé a eu l'occasion de faire toutes ses objections devant le juge, je considère que cette irrégularité, si c'en est une, ne lui a causé aucun préjudice, et qu'il ne peut s'en plaindre.

100. *L'intimé n'est pas prodigue ; il n'a fait aucune transaction préjudiciable à ses intérêts ; il vit suivant ses moyens et ne fait que les dépenses justifiables et proportionnées à son état de fortune, sa condition et sa position sociales, et il conduit ses affaires comme un homme soigneux et prudent. Il est faux que depuis un an il ait dépensé la somme de \$1800, ses dépenses personnelles, pendant ce temps, pour sa subsistance, et ses autres dépenses n'atteignent pas la moitié de cette somme.*

L'honorable juge qui a rendu le jugement du 30 juin dernier, renvoyant la requête, a considéré que, d'après la preuve faite devant lui, il n'était pas établi que l'intimé fut enclin à la prodigalité, et que tout ce qu'on avait à lui reprocher, était un peu d'abus dans l'usage de boissons alcooliques, mais qu'il

apparaissait qu'il avait cessé d'en faire usage depuis quelque temps.

La fortune de l'intimé, d'après son factum, était d'environ cinq mille piastres, et il admet que, dans l'espace de moins de deux ans, il a réduit son capital à \$4,150. Il me paraît évident que, si l'intimé continue à faire les dépenses qu'il a faites, depuis un peu plus d'un an, avant la demande d'un conseil judiciaire, il s'en va inévitablement à la ruine, et je crois que les parents ont eu raison de s'alarmer.

La nomination d'un conseil judiciaire a pour but de protéger celui à qui on le donne, et la preuve me satisfait que l'intimé a besoin de protection.

J'en arrive pourtant, mais à regret, à la conclusion de confirmer le dispositif du jugement du 30 juin 1906, mais pour les motifs suivants seulement : Parce que la requête ne contient pas d'articulation des faits de prodigalité, et parce qu'elle n'a pas été signifiée à l'intimé avant d'être présentée au juge, le 19 janvier 1906.

Le requérant devra payer les frais dans cette cour.

Taillon, Bonin & Morin, pour le requérant.

L. T. A. Trudeau, pour l'intimé.

1907
—
Sainte-Marie
v.
Bourelle.
—
Mathieu, J.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 23 mars 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef,
MATHIEU & LORANGER, JJ.

BENOIT v. LA CORPORATION DE ST STANISLAS
DE KOSTKA.

Responsabilité—Accident causé par mauvais état d'un chemin municipal—Responsabilité des corporations municipales.

Jugé :—Une corporation municipale est responsable d'un accident causé par

1907
—
Benoit
v.
Corporation
St Stanislas
de Kostka.

le mauvais état d'un chemin public dont elle a l'entretien. Elle ne peut s'y soustraire en alléguant la difficulté de l'entretien à l'endroit où l'accident a eu lieu, l'imprudence de celui qui en a été la victime, en se servant d'une voiture et d'un cheval incommodes, et son défaut de conduire avec soin.

—
Madore, J.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été rendu en Cour Supérieure, MADORE J., le 28 juin 1906, comme suit :

MADORE, J. :—

Le demandeur réclame de la défenderesse la somme de \$525.00, dont \$25.00 pour frais de médecin, et \$500.00 pour dommages à lui causés, lui résultant d'une chute qu'il aurait faite le 5 octobre 1905, ayant été projeté hors de sa voiture, parce que le chemin public dans le rang du six, dans la municipalité de la défenderesse, en face de chez Isidore Montpetit, était dans un très mauvais état ; que le demandeur a été blessé à la jambe droite, s'est cassé la jambe gauche, et s'est blessé au bras gauche et à la tête ; que sa jambe ne guérira jamais et qu'il lui est impossible de travailler.

Il est prouvé que le 5 octobre 1905, le demandeur s'est rendu chez un nommé Adélarde Leduc, passant, en y allant, par le chemin dans lequel, en s'en revenant, il a subi son accident. Il était dans un tombereau, auquel était attelé un jeune cheval fringant ; il allait chercher des effets achetés la veille, savoir un crible avec un empocheur, une pelle, un arrosoir, un demi-minot, une pince et des châssis, et Leduc lui fit observer qu'il devrait aller chercher une autre voiture pour transporter ces effets, que c'était s'exposer à un accident.

Tous ces effets furent néanmoins chargés sur le tombereau et placés libres, dans le fond de la voiture.

Le demandeur partit de chez Leduc, avec sa charge, marchant à pied à côté. Plus tard, il fut rejoint par le témoin Raymond. Le demandeur était alors assis sur le timon du tombereau conduisant son cheval les jambes ballantes, comme l'a remarqué le témoin Raymond, qui, étant en voiture légère, passa devant lui. Le jeune cheval du demandeur, qui était

évidemment brouillon, se mit à danser et à piétiner. Immédiatement à l'endroit où Raymond avait passé le demandeur, se trouve un bout de chemin dur, raboteux et rocailleux, et Raymond mit son cheval au pas ; le demandeur, au contraire, repassa Raymond allant sur un temps de quatre minutes et demie au mille ; le bruit que faisaient les objets libres dans le fond du tombereau, le crible et l'empocheur, ainsi que la voiture elle-même, excitèrent tellement le cheval du demandeur qu'il ne pouvait plus le contrôler, dans la posture qu'il occupait. Il passa cependant toute la mauvaise partie du chemin, mais arrivé à l'endroit où le chemin était bien acceptable, le cheval était tellement emporté que le demandeur, pour se retenir, voulut saisir la poignée qu'il y avait à côté de lui, n'ayant plus qu'une main pour retenir la bête, il manqua son coup et tomba par terre où la roue de son tombereau lui passa sur la jambe gauche et la lui brisa à deux endroits.

Il est vrai qu'un peu avant l'endroit de l'accident, le chemin n'était pas beau, mais c'est un endroit très difficile où l'eau monte tous les printemps et il faut absolument le pierrotter avec de la grosse pierre, ce qui le rend raboteux ; l'inspecteur des chemins l'avait examiné et l'avait trouvé acceptable ; aucune plainte n'a été faite durant tout l'été précédent de l'état de ce chemin et enfin le demandeur était dépassé sans encombres cette partie-là, et n'est tombé que plus de deux arpents plus loin sur un bon chemin de campagne.

La défenderesse, dans ces circonstances, n'a pas contribué à l'accident arrivé au demandeur, mais cet accident lui est survenu par suite de sa propre imprudence :

1o.—En prenant un tombereau pour transporter les effets achetés de Leduc.

2o.—En y attelant un jeune cheval brouillon.

3o.—En n'écoutant pas Leduc qui lui conseillait de prendre une autre voiture, surtout après qu'il avait vu l'état du chemin en s'en venant chez Leduc.

4o.—En s'asseyant sur le devant, sur le timon du tombereau, les jambes pendantes, et dans une position telle qu'il lui était impossible de guider et contrôler son cheval. Ce sont là

1907

Benoit

v.

Corporation
St Stanislas
de Kostka.

Madore, J.

1907 les seules causes qui ont déterminé l'accident du demandeur et
Benoit c'est lui seul qui en est responsable.
v. Il est en conséquence débouté de son action.
Corporation
St Stanislas
de Kostka.
Madore, J.

JUGEMENT EN RÉVISION.

LORANGER, J. :—

Le demandeur est un cultivateur résidant dans la paroisse de Ste Barbe, dans le comté de Beauharnois.

Le 8 octobre 1905, il se rendit à St Stanislas de Kostka, où demeurait le nommé Leduc, qui tenait un magasin à cet endroit. Il avait acheté chez Leduc des instruments aratoires, et il se rendait chez lui, pour les transporter dans sa propre demeure, à Ste Barbe.

Il se rendit chez Leduc avec un tombereau auquel était attelé un jeune cheval.

Les instruments qu'il devait transporter consistaient en un crible, des pelles, des pinces et autres instruments servant à l'agriculture, et deux châssis.

Leduc lui fit remarquer que le tombereau dont il voulait se servir n'était pas la voiture la plus convenable pour transporter des instruments de cette nature, qu'il ferait mieux de retourner chez lui et revenir avec une autre voiture, qu'il y aurait peut-être danger pour lui, vu qu'à certaines parties du chemin qui divise les deux paroisses, la route n'est pas en très bon état.

Le demandeur crût qu'il pouvait transporter ces effets dans la voiture qu'il avait amenée, fit charger les instruments aratoires et les fenêtres, puis il revint sur ses pas et prit le chemin de sa demeure.

Arrivé à un certain endroit, près de la résidence d'un nommé Montpetit, il avait à traverser ce que l'on dit être une *baisière*, un endroit où le terrain était affaissé et où l'eau s'accumulait au printemps.

Cette partie du chemin avait été empierrée en raison de la difficulté de la communication au printemps, et naturellement le passage y était plus difficile.

Le demandeur se tenait, suivant sa version, et nous la croy-

ons correcte, assis sur le devant de son tombereau les deux pieds appuyés sur les timons de la voiture. Il conduisait son cheval.

A un moment donné, un nommé Raymond qui venait en arrière de lui, dans la même direction, voulut dépasser la voiture du demandeur, et, de fait, il la dépassa, et Raymond raconte qu'au moment où il dépassait la voiture, il s'aperçut que le tombereau du demandeur était soulevé, ballotté, pour me servir de ses expressions, était ballotté sur des roches sur lesquelles elle se trouvait dans le moment et menaçait d'être renversée dans le fossé voisin.

Le demandeur faisait ses efforts pour retenir son cheval. Le bruit des roues sur les roches et le passage de cette voiture près du tombereau, a naturellement excité ce jeune cheval. Il a pris un pas plus rapide, il a accéléré son pas et le demandeur, dans les efforts qu'il a faits pour l'arrêter et empêcher son tombereau ou sa voiture d'être renversé, perdit pied, essaya de saisir la poignée qui se trouvait sur le siège, ne pût réussir à le faire et fut renversé sur la route, se fractura la jambe, demeura inconscient pendant quelques instants sur le chemin public et dût être transporté par le nommé Raymond à sa demeure.

De là l'action de dommages. Il poursuit pour \$525.00 la corporation de St Stanislas de Kostka qu'il tient responsable de l'accident, vu le mauvais état dans lequel se trouvait le chemin.

La corporation plaide que le chemin était en bon état et que l'accident est dû à l'imprudence du demandeur lui-même qui avait entrepris de transporter ces instruments aratoires dans une voiture difficile à contrôler, attelée sur un jeune cheval fougueux et violent. Au reste, le demandeur n'avait pas eu soin de se tenir d'une manière convenable sur sa voiture. Il se tenait assis sur le timon, les jambes pendantes. Il aurait dû écouter les conseils de Leduc qui l'engageait à aller chercher une autre voiture pour transporter les instruments.

La cour inférieure a maintenu la prétention de la défenderesse et, comme motif du jugement, a donné exactement ce

1907

Benoît

v.

Corporation
St Stanislas
de Kostka.

Loranger, J.

1907
—
Benoit
v.
Corporation
St Stanislas
de Kostka.
—
Loranger, J.

que je viens d'exposer, savoir, que le cheval est un jeune cheval fougueux et violent qui n'a pas été conduit avec la prudence voulue et que le demandeur s'était exposé à l'accident en transportant dans une voiture difficile pour ce genre de transport, les instruments qu'il amenait chez lui.

La preuve quant à la manière dont le demandeur conduisait son cheval, est qu'il était assis sur son tombereau et non assis sur le timon de la voiture, comme le dit le jugement.

Il est vrai que Raymond dit, qu'à un moment donné, il a cru voir le demandeur assis dans sa voiture les jambes pendantes ; il n'affirme pas le fait d'une manière positive et il faut prendre la version du demandeur qui est la plus plausible, parce qu'il n'y avait réellement pas de place entre le siège de la voiture et le cheval lui-même, pour que le demandeur pût s'asseoir sur le timon, il n'aurait pas pu contrôler son cheval, il fallait nécessairement qu'il fut assis sur son siège comme il le dit.

Maintenant a-t-il commis une imprudence en transportant dans un tombereau les instruments qu'il était allé chercher ? Il a fait, au dire même de deux témoins de la défense, ce que les cultivateurs font généralement, sinon le plus souvent, ils se servent de la voiture actuellement en disponibilité pour transporter les objets dont ils ont besoin et il avait à sa disposition le tombereau. Ces deux témoins disent qu'eux-mêmes ont transporté des instruments aratoires dans des tombereaux. Peut-être que le transport peut se faire difficilement, mais enfin il n'y a pas là une faute. Au reste, ce n'est pas la cause de l'accident. La cause de l'accident, c'est le mauvais état des chemins.

Tous les témoins sont unanimes à dire que ce chemin est mauvais depuis longtemps, qu'il est exposé aux inondations du printemps, qu'on a dû l'empierrement.

Le chemin était très mauvais, c'était le devoir de la défenderesse de le rendre dans une condition meilleure.

Il paraît que les pierres étaient des pierres de sept et huit pouces de hauteur. Il était nécessaire qu'il fut empierré en raison des inondations du printemps, mais on pouvait l'élever davantage pour empêcher cette inondation, ou on aurait pu

l'empierrier de manière que le chemin fut en état convenable en toute saison. La chose n'a pas été faite, et c'est là la cause de l'accident.

Jusqu'au moment où le demandeur est entré sur cette partie du chemin, son cheval allait à une allure raisonnable et n'était menacé d'aucun danger.

On dit : c'est un jeune cheval fringant ; bien, la preuve du contraire est faite, c'est un jeune cheval de quatre ans, bien dompté qui est à l'usage de la famille, la femme du demandeur le mène et il n'est jamais arrivé d'accident.

Pour se rendre chez Leduc, le demandeur avait passé avec ce cheval, au même endroit, et ni le demandeur, ni son cheval n'avaient éprouvé aucun accident ; de sorte qu'on ne peut pas dire que c'est dû au vice de l'animal. La cause, et la seule cause, est due au mauvais état des chemins et le juge a erré en déboutant l'action.

Les dommages réclamés sont de \$525.00 ; ils ne sont pas extraordinaires. Ce pauvre malheureux a eu la jambe brisée à deux endroits. C'est un homme de cinquante-six ans, et suivant la durée établie par les tableaux d'assurance, il en avait encore pour quinze à seize ans de vie et de santé, disent les témoins ; il a été retardé dans ses travaux pendant une année, a dû retenir chez lui son fils qui gagnait \$18.00 par mois ; il a été retenu à son domicile pendant un an, a requis les services du médecin, et assurément une somme de \$525.00 n'est pas une somme extraordinaire et la cour renverse ce jugement et donne au demandeur jugement pour \$525.00.

J. G. Laurendeau, C. R., pour le demandeur.

Papineau & Legault, pour la défenderesse.

1907

Benoit

v.

Corporation
St Stanislas
de Kostka.

Loranger, J.

COUR SUPÉRIEURE

ST HYACINTHE, 2 avril 1907.

*Présent :—*MARTINEAU, J.BARNARD v. THE DUPLESSIS INDEPENDENT
SHOE MACHINERY CO.

Société par actions— Société par actions constituée en vertu des lois fédérales — Vente des actions dans le capital social — Enregistrement — Convention des actionnaires de ne pas vendre leurs actions — Effet à l'égard des tiers — Prête-nom — Contrats faits en son nom et recours qui en naissent — Mandamus pour contraindre une société par actions à enregistrer une cession d'actions.

JUOÉ :—10. En l'absence d'une prohibition dans la charte ou les règlements d'une société par actions, constituée en vertu de l'acte des compagnies du Canada, le porteur d'actions libérées dans son capital social peut les vendre ou céder et l'acquéreur peut exiger l'enregistrement prévu par la loi de la vente ou de la cession qui lui en a été faite.

20. Une convention entre tous les actionnaires d'une société par actions de ne vendre ou céder leurs actions que dans de certaines conditions définies ne peut tenir lieu d'un règlement pour en défendre la vente et est sans effet à l'égard de tiers acquéreurs.

30. Celui qui agit comme prête-nom d'un autre n'a la qualité de mandataire que pour son mandant. Quant aux tiers, il reste principal intéressé et est recevable à exercer contre eux les recours qui naissent des contrats qu'il fait en son nom. Par suite, s'il a acquis des actions libérées dans une société par actions, il a le recours du *mandamus* pour contraindre la société à enregistrer la vente ou cession qui lui en a été faite.

MARTINEAU, J. :—

Le demandeur a acquis le 20 octobre 1905 d'un M. Gauthier, vingt actions acquittées sur quarante que ce dernier possédait dans le capital-action de la défenderesse, compagnie incorporée par lettres patentes en vertu de l'acte des compagnies du Canada. L'acte de transport a été signifié à la compagnie le 23 du même mois, avec sommation d'avoir à l'enregistrer dans ses livres et à en octroyer un certificat suivant la loi. Sur refus

de la défenderesse de faire cet enregistrement, le demandeur a pris un *mandamus* pour l'y contraindre.

La défenderesse conteste cette action en alléguant que tous les actionnaires de la compagnie, y compris le nommé Gauthier, ont signé, le 24 mars 1905, un document par lequel ils se sont engagés, avant de disposer de leurs actions, d'en faire une offre préalable par écrit à messieurs Desautels, Beaudry, Chartier et Hamel, transmise par lettre recommandée adressée au dit Chartier, comptable à St Hyacinthe, de manière à donner à ces derniers la préférence d'acquérir les dites actions ou de les faire acheter par toutes personnes désignées par les directeurs, dans un délai de trente jours à compter de l'expédition du dit écrit, au même prix que celui alors offert par un acquéreur responsable et de bonne foi ; que cette convention a été déposée et fait partie des archives de la compagnie ; que Gauthier n'a pas donné cet avis et qu'en conséquence le transport est sans effet. La défenderesse plaide en outre que le demandeur n'est pas un acquéreur responsable et de bonne foi et qu'il n'est que le prête-nom d'ennemis et de rivaux de la compagnie, qui veulent en faire partie dans le but de la ruiner.

Le demandeur a répondu en droit et en fait à ces plaidoyers. Preuve avant faire droit a été ordonnée sur l'inscription en droit. Plaidée d'abord devant feu l'hon. juge Madore, cette cause a été réinscrite devant moi, jugement n'ayant pas été rendu par mon regretté prédécesseur.

J'ai lu avec le plus grand soin les autorités des deux parties et j'en suis arrivé à la conclusion que l'inscription en droit était bien fondée et qu'en fait, le plaidoyer était mal fondé.

Notre loi statutaire, l'acte des compagnies à fonds social, 1902, reconnaît à l'actionnaire le droit de disposer de ses parts sujet seulement aux conditions et restrictions contenues dans cet acte, ou dans les lettres patentes ou les règlements de la compagnie. C'est ce que déclare expressément la clause 36, de l'acte des compagnies 1902.

Ce texte formel n'est d'ailleurs que l'expression de la doctrine et de la jurisprudence.

" It is well settled that, save so far as restricted by the arti-

1907

Barnard
v.
Duplessis
Independent
Shoe
Machinery
Co.
Martineau,
J.

- 1907 "cles, the right of transfer is absolute". Palmer, Company
 — Precedents, vol. I, p. 550.
- Barnard "The right of alienation being an incident of the owner-
 v. Duplessis "ship of any species of property, and shares of stock, being,
 Independent Shoe "as has been seen, personal property, the owner of shares has
 Machinery Co. "full dominion over them and may dispose of them at will."
 Martineau, Eng. & Am. Enc. Vo Stock & Stock-holders, p. 854.
 J. "Whether a share in a company is transferable at the
 "will of his owner, for the time being, or whether its trans-
 "fer requires the consent of the other shareholders or of the
 "directors of the company, depends upon the constitution of
 "each company". I Lindley, Law of Companies, p. 645.
 "The transfer being in order and the stock paid in full, the
 "directors, in the absence of a by-law, under the sub-section
 "47a of the companies act, 1897, regulating the transfer, had
 "no discretion to exercise in the matter or option, but to
 "comply with the demands of the transferee to record it. ...
 "the power to impose this restriction on sellers and purcha-
 "sers has not that I can see, in the absence of a by-law, been
 "conferred upon the directors, nor do I find any authority,
 "nor have counsel been able to refer me to any which might
 "indicate that, in the absence of statutory authority, the com-
 "pany, directors have any discretion in this respect". *Panton
 & The Cramp Steel Co.* (1)
- "I agree that according to *Weston's case* (2) and according
 "to what I have always considered to be the law, there is no
 "inherent power in the directors, apart from the provisions
 "of the articles of association, to refuse to register a proper
 "and valid transfer if that proper and valid transfer is sub-
 "mitted to them." *Gilbert's case* (3)
- Voir aussi *Weston's case*, *Moffatt and Farquhar* (4), *Smith
 & Rand of Nova Scotia* (5), cités par le demandeur.

(1) 9 Ont. L. R., 3.

(2) L. R., 4 Ch., 20.

(3) L. R., 5 Ch., 559.

(4) L. R., 7 Ch. D., 591.

(5) 6 C. S. C., 558.

Les lettres patentes créant la compagnie ainsi que ses règlements ne contiennent aucune disposition concernant le transport des actions et les seules conditions ou restrictions imposées par la loi elle-même sont contenues aux articles 51, 52 et 68 de l'acte des compagnies 1902. L'article 51 décrète que tant qu'un transport n'aura pas été enregistré, le cédant et le cessionnaire seront conjointement et solidairement responsables vis-à-vis de la compagnie et de ses créanciers. L'Art. 52 exige le consentement des directeurs pour le transport d'actions qui ne sont pas acquittées, et l'Art. 68 permet aux directeurs de faire des règlements en rapport avec le transport des actions.

La défense soutient que la convention en question, signée par tous les membres de la compagnie, déposée dans ses archives, équivaut à un règlement de la compagnie.

Je ne puis accepter cette théorie. Cette convention ne lie que les actionnaires individuellement et ne peut être considérée comme l'acte de la compagnie.

"The powers conferred by the charter of a corporation upon the body of incorporators and board of directors, respectively, can be exercised by them only when duly convened in a corporate meeting. And where an alleged corporate act rests upon the assent of a majority of the members, expressed, not in a corporate meeting, but given by each one separately and at different times, and evidenced, not by the minutes of their corporate proceedings, but by a separate paper in the possession of a committee, it is a nullity. Assent by the stockholders when not in meeting, will not authorize the appointment of an agent for the corporation, or the execution of any corporate contract, or other act to bind the corporation. Purdy's Beach, Law of Private Corporations §663.

"The body corporate thus created is a legal entity. It is not, like a partnership or a family, a mere collection or aggregation of individual units; it is a distinct entity, existing in contemplation of law, but having no physical existence. The company is a mere abstraction of law. The corpora-

1907
Barnard
v.
Duplessis
Independent
Shoe
Machinery
Co.
Martineau,
J.

1907
 —
 Barnard
 v.
 Duplessis
 Independent
 Shoe
 Machinery
 Co.
 —
 Martineau,
 J.

"tion is not a mere aggregate of the shareholders. If all the existing members be collected together, we do not see the corporation, but only the existing members thereof. A corporation is a different thing from the individuals who compose it. And as was said by Lord Langdale, great confusion arises from not distinguishing the body corporate from the individual persons who at one time constitute, not the corporation, but all the members of the corporation." Palmer, *Company Precedents*, vol. I, p. 22.

La compagnie, étrangère à cette convention, ne peut l'invoquer pour refuser de faire le transport. C'est aux actionnaires intéressés, envers lesquels Gauthier s'est obligé d'intervenir pour protéger leurs droits et empêcher le transport de ses actions, en dehors des conditions qu'il a librement et légalement acceptées.

"Where the by-laws of a corporation required that before a sale of stock the holder should offer it in writing, through the treasurer of the corporation to then existing stockholders, who had the right of preemption of such stock at the selling price, the Court held that even if it appeared that such offer was neither made and declined, nor waived the requirement being solely for the benefit of those who were stock-holders, at the time, none other could raise the objection." Thompson, *Commentaries on the Law of Corporations*, 2367.

Ce premier moyen doit donc être écarté.

Le demandeur a soutenu lors de l'audition qu'en supposant que cette convention serait l'acte de la compagnie et qu'elle équivaldrait à un règlement, que Gauthier et le demandeur s'y sont conformés. Ils s'y sont conformés en autant que l'avis est concerné. En effet, le 29 mai 1905, Gauthier écrivait au nommé Chartier la lettre suivante, que ce dernier a reçue :

"M. F. Chartier, secrétaire, Duplessis Ind. Shoe Company,
 St Hyacinthe.

"Monsieur,

"Je vous donne avis que j'ai vendu vingt actions de la Du-

“ plessis Ind. S. M. Company et que je désire en faire le trans-
 “ port. Veuillez m’envoyer les documents ou formalités requi-
 “ ses.

“Votre tout dévoué,

“J. C. S. Gauthier, M. D.”

Le document suivant lui fut remis, il le signa, et l’offrit au
 dit M. Chartier, qui lui dit de l’aller porter au président, ce
 qu’il fit :

“Upton, Que. Juin 1905.

“A MM. Jos. C. Desautels, C. A. Beaudry, F. Chartier, St
 “ Hyacinthe, C. Arthur Hamel, Haverhill, Mass.

“ Messieurs,

“ Je vous donne avis, à vous et à chacun de vous, que j’ai
 “ vendu, sujet à votre droit de préemption contenu dans l’é-
 “ crit que j’ai signé à St Hyacinthe le 24 mars 1904, vingt
 “ actions du capital-action de The Duplessis Independent Shoe
 “ Machinery Company, limited ; que j’ai vendu ces actions à
 “ E. Edward Barnard, de Montréal, que je considère un acqué-
 “ reur responsable et de bonne foi, pour le prix de \$50. par
 “ action. A défaut par vous d’exercer votre droit de préemp-
 “ tion de ces vingt actions dans le délai spécifié en votre fa-
 “ veur dans cet écrit, je les vendrai au sus-nommé en me con-
 “ formant en tout aux conditions du document sus-relaté.

“ Votre tout dévoué,

“ J. C. S. Gauthier, M. D.

“ Reçu ce jour un double du présent avis.

“ St Hyacinthe, 2 juin 1905.

“ Jos C. Desautels,

“ Président. ”

De son côté, le demandeur a consenti, comme le comportait
 l’écrit du vingt-quatre mars dix-neuf cent cinq, de se soumet-
 tre également à la dite convention. Sur ce point la dite dé-
 fenderesse aurait donc encore tort.

Mais la convention stipule de plus que le cessionnaire de-
 vra être un homme responsable et de bonne foi. Or, je ne puis
 croire que Barnard soit de bonne foi dans cette affaire, et si
 les lettres-patentes de la compagnie ou ses règlements per-

1907
 —
 Barnard
 v.
 Duplessis
 Independent
 Shoe
 Machinery
 Co.
 Martineau,
 J.

1907
 —
 Barnard
 v.
 Duplessis
 Independent
 Shoe
 Machinery
 Co.
 —
 Martineau,
 J.

mettaient aux directeurs de refuser un transfert lorsque le cessionnaire ne paraît pas de bonne foi, j'aurais admis cette défense.

La défense a formulé un dernier moyen. Le demandeur, dit-elle, est un prête-nom, et par conséquent il est sans droit à demander ce transport. Le droit du prête-nom de poursuivre en son nom sur un titre dont il est le porteur est aujourd'hui incontestablement reconnu. Les auteurs cités par la défense reconnaissent ce droit et n'y apportent qu'une restriction :

“ Les actes faits par prête-nom, c'est-à-dire par ceux qui sont revêtus d'un titre leur conférant dans leur rapport avec les tiers tous les droits du propriétaire, tandis qu'ils restent vis-à-vis leurs commettants dans les rapports de mandataire à mandant, sont valables, et doivent produire tous leurs effets légaux. Mais, si, en principe, on doit considérer comme valable le mandat donné sous forme de prête-nom, il y a lieu d'annuler un pareil mandat lorsqu'il a pour but, soit de faire fraude à la loi, soit de préjudicier au tiers.” No 79, Fuzier-Herman, Art. 1998 C. C.

Guillouard, Mandat, No 20.—“ Il n'y a pas, dans ce procédé, violation de la règle que nul en France ne plaide par procureur, car celui qui plaide plaide en réalité pour lui, vis-à-vis des tiers, puisqu'il est devenu, par rapport à eux, propriétaire de la chose ou créancier du droit à l'occasion duquel l'instance a lieu, et il n'est mandataire que dans ses rapports avec le mandant. Quant à l'inconvénient résultant de la substitution d'une personne à une autre pour le procès, il est suffisamment atténué par la double restriction admise par la jurisprudence, que l'emploi d'un prête-nom en vue d'un procès à faire ou à soutenir cesse d'être illicite, s'il a pour but une fraude à la loi ou un préjudice à la personne avec laquelle on plaide. ”

Le prête-nom est ici propriétaire de ces faits vis-à-vis des tiers.

Et d'ailleurs, quel préjudice la compagnie souffre-t-elle du fait qu'elle plaide avec ce prête-nom ? En supposant que le

mandant de Barnard serait demandeur dans cette cause, quelles raisons aurait la compagnie de s'opposer au transport des actions qu'il a achetées de Gauthier ? Qu'il veut ruiner la compagnie ? La réponse vaudrait avec un règlement passé à cet effet par la compagnie, mais en l'absence de règlement, elle ne vaut pas en loi. En l'absence de règlement à cet effet, une personne a le droit d'acheter des actions dans une compagnie et d'essayer d'en obtenir le contrôle, même pour lui faire cesser ses opérations, si les autres intérêts de l'actionnaire le veulent ainsi. C'est là malheureusement un incident dans la lutte à outrance du commerce et de l'industrie.

Mais on prétend que Barnard n'est pas un prête-nom mais le prête-nom d'un prête-nom, attendu que c'est M. Dessaulles qui a fourni les fonds pour payer Gauthier, et qu'en conséquence il ne pouvait plaider en son nom. Il me semble que le demandeur est bien le prête-nom du client que M. Dessaulles représente. Enfin, on soutient que si un prête-nom peut plaider en son nom dans les cas ordinaires, qu'il ne peut le faire dans les brefs de prérogative. Je ne vois pas la raison de cette distinction, que je ne trouve dans aucun texte, et qui ne me paraît pas s'imposer non plus par la différence, s'il y en a encore une de nos jours, entre un bref ordinaire et un des anciens brefs qu'on appelait et qui étaient alors des brefs de prérogative et qu'on a continué d'appeler de ce nom, bien que l'on puisse raisonnablement douter si le caractère distinctif de ces brefs n'a pas évolué et changé avec notre nouveau système de procédure.

Jugement sera donc rendu en faveur du demandeur.

Barnard & Dessaulles, pour le demandeur.

Lussier & Gendron, pour la défenderesse.

1907
—
Barnard
v.
Duplessis
Independent
Shoe
Machinery
Co.
—
Martineau,
J.

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, April 13th 1907.

Present :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice,
PAGNUELO & PARADIS, JJ.

ODELL v. THE WINDSOR HOTEL CO.

Procedure—*Trial by jury*—*Verdict as to liability for fault.*
Amount of damages—*Presumption of improper motives.*

HELD :—10. A verdict by a jury that an accident in an elevator was due to the fault of the defendant, "owing to the practice of not " closing " the door before starting the elevator", when there was evidence that on the occasion that practice was followed, will not be disturbed by the Court and is one on which judgment should be rendered holding the defendant liable.

20. When an accident resulted in the crushing of the leg of the plaintiff, a civil engineer, so as to leave him a cripple for life, an award of \$11,000 damages is not so excessive as to make it evident that the jury was influenced by improper motives.

The judgment inscribed for review was rendered in the Superior Court, DOHERTY, J., on the 15th of May 1906, as follows :

DOHERTY, J. :—

I, the undersigned judge, having presided at the trial by jury herein had, heard and taken communication of the verdict of the jury, examined the proceedings and heard the parties by their respective counsel upon the plaintiff's application for a judgment on the verdict and the defendant's application that the case be reserved for the consideration of the Court of Review.

Whereas the plaintiff sues to recover \$11,067.00 damages by him suffered by reason of his having been injured alighting from an elevator in the hotel of the defendant, sustaining a severe compound fracture of one of his legs and, severe contu-

sion and laceration of both legs and other parts of his body and severe nervous shock, which injuries he attributes to the fault of the company defendant and its employee in charge of the elevator and absence of proper safety appliances in connection with said elevator.

1907
Odell
v.
The Windsor
Hotel Co.
Doherty, J.

Whereas the defendant pleads denying the plaintiff's allegations more particularly the faults attributed to it, and alleging the accident was due to the plaintiff's own fault.

Whereas the following questions of fact were submitted to and answers given by the jury herein, to wit :

1o.—Was the plaintiff on the 1st May, 1905, a guest at the Windsor Hotel ?

" Yes, unanimous.

" 2o.—Was the plaintiff on said date a passenger on the elevator of said hotel ?

" Yes, unanimous.

" 3o.—Did an accident then happen to the plaintiff on the said date whilst alighting from said elevator ?

" Yes, unanimous.

" 4o.—Was the accident due to the fault of the plaintiff himself ?

" No, unanimous.

" If so, in what did his fault consist ?

" 5o.—Was the accident due to the fault of the defendant or of those for whom it is responsible ?

" Yes.

" If so, in what did said fault consist ?

" Owing to the practice of not closing the door before starting the elevator.

" (9 to 3).

" 6o.—Was the accident due to the joint fault of the plaintiff and of the defendant, or of those for whom it is responsible ?

" No.

" 7o.—If due to the joint fault, in what proportions did each party contribute to the accident ?

" No answer in view of answer to question 6.

1907 “ 8o.—What damages did plaintiff suffer by reason of such
 — “ accident, and for what amount ?
 Odell “ The full amount claimed \$11,067.00 unanimous.
 The Windsor “ 9o.—If you have answered question 6 affirmatively, to
 Hotel Co. “ what amount do you reduce the damages assessed in ans-
 — “ wer to question 8 ?”
 Doherty, J.

Considering that said answers constitute a verdict, for the plaintiff for the sum of \$11,067.00.

Proceeding to render judgment on said verdict, do reject the defendant's plea and condemn him to pay the plaintiff the sum of \$11,067.00 with costs.

JUDGMENT IN REVIEW.

SIR M. M. TAIT, C. J. :—

This suit arises out of an elevator accident which occurred in the hotel of the defendants on the first day of May 1905, by which the plaintiff was severely and permanently injured.

The issues were tried before a jury who found that on that date the plaintiff was a guest at the hotel and a passenger on the elevator belonging thereto ; that an accident happened to him while alighting from the elevator ; that the accident was not due to the fault of the plaintiff, but that it was due to the fault of the defendants owing to the practice of not closing the door before starting the elevator ; that the damages suffered by the plaintiff were \$11,067.00, that being the full amount claimed.

Immediately upon the rendering of this verdict, the Court gave judgment in favor of the plaintiff for the amount awarded and costs.

We are asked to set aside or revise this judgment upon various grounds, and amongst others upon the grounds, that it is clearly against the weight of evidence ; that the amount awarded is grossly excessive. Under the first head it is pretended that the accident was due to the plaintiff's fault, his own negligence, and imprudence being the determining cause thereof.

The decision of this case turned mainly upon the apprecia-

tion which it was the province of the jury to give to the testimony of four persons who came down on the elevator on the occasion when the accident happened.

These persons were the plaintiff himself, Mr William G. Riley, William H. Benoit, the elevator boy, and Mrs D. Roberts. The two former were examined for the plaintiff and the two latter for the defendants.

I do not propose to go into a minute detail of the evidence I would just briefly indicate what are the different versions of the accident as told by these witnesses. Both the plaintiff and Mr Wm G. Riley got into the elevator on the third floor intending to go to the dining room floor ; the plaintiff says : "I entered the elevator and Mr W. Riley entered right behind me ; we then reversed and stood facing the door close to each other. Mr Riley said : " stop at the dining floor, when the elevator stopped at the dining-room floor, Mr Riley walked out, and I behind him while the car was still perfectly stationary and the door wide open. As I put my foot on the landing of the hall in the act of walking, I felt the elevator drop from under me and felt myself sink, I scrambled and threw myself through the open door to the floor of the hall and shouted to the boy to stop the elevator. A moment afterwards I felt myself, as it were being dragged into the elevator and as I half turned on the floor I saw the elevator rise to about three feet above the floor of the hall."

He speaks of the first descent of the elevator before it stopped to be about the depth of the open door, that it then went up, so that the floor of it reached the level of about three feet above the level of the hall-floor, and then it descended again, and he says that the result of this manipulation of it was that both his legs were badly mangled, and when the elevator descended again, it caught across the left leg just about the ankle and smashed his leg there nearly off.

He also says that he followed Mr Riley out of the elevator " right closely within touching distance of him" ; that he felt the sensation of the movement of the elevator just as he was stepping through the open door.

1907
Odell
v.
The Windsor
Hotel Co.
Sir M. M
Tait, C. J.

1907
 Odell
 v.
 The Windsor
 Hotel Co.
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

Mr Riley gives this version of the affair : " Well, as I went
 " to the elevator door Mr Odell was there and the elevator
 " stopped. He got in, I immediately followed. We turned
 " around and faced towards the door of the elevator. I said
 " to the boy : "Dining room floor, please" meaning for him to
 " stop there. The boy stopped, I alighted : I had not pro-
 " ceeded very far when I heard Mr Odell calling to the boy to
 " stop the elevator, I turned around and the elevator was des-
 " cending ; Mr Odell was evidently caught in the elevator,
 " the boy stopped the elevator then, and proceeded to bring
 " it up again at the instance of Mr Odell calling to bring the
 " elevator ; as he did so the elevator ascended up above the
 " floor, came down again, and in the mean time, I pulled Mr
 " Odell out and laid him on the floor there ; the elevator
 " door was open and had not been closed. I called to one of
 " the maids, I think, on the floor to send for a doctor and I
 " remained there with Mr Odell. "

Speaking of the door of the elevator he says : " the door
 " was open when I alighted and when Mr Odell called to the
 " boy to stop the elevator, and when I turned around the door
 " was still wide open. "

According to him he did not see the door closed or even
 partially closed at any period of the accident ; he says Mr
 Odell's leg was caught going down and he believes it was
 caught going up, he cannot say definitely as to the second
 time, but knows positively the first time it was caught, because
 he was busy trying to extract Mr Odell from the elevator.
 He says : "It was caught coming down I know, because when
 " I turned around the elevator was descending and I was taking
 " Mr Odell out, and the second time I am near certain, but I
 " cannot say positively about the second time."

Mr Riley's idea was that plaintiff was closely following
 him when he left the elevator. He says he was still in the
 alcove, that is he was still within eight or nine feet of the
 elevator, when he turned around, upon plaintiff's call to the
 elevator boy to stop.

While Mr Odell was lying on his back immediately after

the accident he says he heard him asking the elevator boy why he had not stopped the elevator, and the boy replied :
 “ He tried to”.

This is the story of the elevator boy : “I stopped at the dining room floor, Mr Riley got off for the dining room, I looked around and called “ Dining Room ” to Mr Odell, but he did not make any attempt to get off the elevator ; I gave the door a swing and my elevator went down at the same time. As the door was, I should say, twelve to fifteen inches from being closed, when Mr Odell ran against the door, struck it with his arm and knocked the door back ; then he fell on his hands and knees on to the floor, and the cage of the elevator caught his legs ; then I stopped the elevator as quick as it could be stopped, and Mr Riley turned back from where he was, about ten feet from the elevator, turned back, caught Mr Odell and pulled him out. ” I also add a few questions and answers from his cross-examination :

“ Q.— The man had fallen when the elevator was eighteen inches below the floor and you went on descending until the top of the elevator crushed the leg ?

“ A.— I could not stop.

“ Q.—Why could not it stop ?

“ A.—It was impossible.

“ Q.—Does not the elevator stop the moment you want to stop it ?

“ A.—At the moment it went that far.

“ Q.—You tried to stop it before ?

“ A.—I stopped it as quick as I could.

“ Q.—Did you, the moment you saw the man fall, stop the elevator as fast as you could ?

“ A.—Yes.

“ Q.—And yet it descended five feet at least ?

“ A.—It descended far enough to catch him.

“ Q.—That would be at least five feet ?

“ A.—I should judge about that, four or five feet.

“ Q.—Did anybody tell you that you had to close the doors before dropping the elevator ?

1907

Odell

v.

The Windsor
Hotel Co.Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
Odell
v.
The Windsor
Hotel Co.
Sir M. M.
Tait, C. J.

" A.—No, sir.

" Q.—No one ever did ?

" A.—No.

" Q.—Did anybody teach you how to run the elevator ?

" A.—I was taught from the other, that is the baggage
" elevator.

" Q.—Weren't you taught for this passenger elevator ?

" A.—I was taught from the other boy that used to run it
" he showed me.

" Q.—Did he tell you anything about closing the door ?

" A.—No sir, but he closed them just the same as any
" other elevator and as they closed them in this Court house
" here.

" Q.—Will you tell the Court and jury how it was that
" you came to drop your elevator before your door was closed
" and locked ?

" A.—How I came to drop it before the door was closed
" and locked ?

" Q.—Yes ?

" A.—It was always the way to run it that way, and as
" they run them anywhere else around Montreal ; they start
" their door and elevator at the same time.

Mrs Roberts says : " I got in at the fourth floor ; we started
" for the third floor and stopped there and those two gentle-
" men got in, then we stopped at the dining room floor, the
" elevator boy said : "Dining Room" one man passed out and
" the boy swung the door of the car and started the elevator,
" this other man started out and jumped as the machine start-
" ed."

" Q.—In jumping like that, how did he land, or where did
" he land ?

" A.—He seemed to fall out of the car.

" Q.—Did he fall on his knees ?

" A.—He seemed to.

" Q.—On the floor of the hall ?

" A.—Yes.

" Q.—How did that affect his legs ?

- " A.—The legs seemed to hang inside the elevator. 1907
 " Q.—That is to say, they overlapped the sill of the floor ? Odell
 " A.—Yes. v.
 " Q.—Then what happened ? The Windsor
 " A.—The elevator went down, I do not know what caught Hotel Co.
 " it, and then it came up, somebody pulled him out. Sir M. M.
 " Q.—In going down in the elevator, were his legs caught ? Tait, C. J.
 " A.—Yes.
 " Q.—They were caught in what way ?
 " A.—Between the top of the car, I think, and the floor.
 " Q.—The elevator came up again and somebody pulled
 " him out ?
 " A.—Yes. "

I cannot take time to go further into the testimony. It always seems somewhat unsatisfactory and perhaps unfair to cite mere extracts, because the verdict is based upon the proof as a whole and there are many circumstances alluded to by the witnesses which may have affected the jury more or less, but which cannot be brought out on a mere citation of extracts.

I have said enough, I think, to show that the substantial difference between the testimony of the plaintiff and Mr Riley on one hand, and the elevator boy and Mrs Roberts on the other, is this ; according to the two former the plaintiff followed closed upon Mr Riley as he was leaving the elevator and it was only started as he was in the act of stepping out while according to the two latter Mr Riley had got out and the elevator was started and the door was being closed when the plaintiff tried to jump to get out, pushing back the door of the elevator which was partly closed, tripping and falling out.

None of these witnesses dispute the dominant fact that the door of the elevator was not closed when it started to go down. It is upon this that the jury based their finding of fault on the part of the defendant, for they were asked : " Was the accident due to the fault of the defendant or of those for whom it is responsible, and if so, in what did such fault consist ? " and they replied:—" Yes, owing to the practice of not closing the door before starting the elevator. "

1907
Odell
v.
The Windsor
Hotel Co.
Sir M. M.
Tait, C. J.

With reference to this last answer the defendants say that the jury "did not find that there was any negligent act committed by the elevator boy, nor did they find that any act of his was a negligent act," and that the jury's finding therefore does not attribute the accident to fault on the part of Benoit but depreciates a practice.

Upon this they contend this finding of fault is inconsistent with the facts proved and that such a practice, even if it is proved to be faulty, cannot engage the defendant's responsibility in this case without a finding of fault on the part of the company and further that the practice found by the jury as a fault, was not proved to be one.

I am unable to concur in these views. While in their effort to justify such a practice, the defendants have produced some evidence to the effect that certain persons using elevators are in the habit of not closing the door before starting, but surely it cannot be pretended that such evidence proved that it is a proper thing to do so; it was within the province of the jury to say that such practice was a bad one and constituted a fault.

In this case, they found that the accident happened by the fault of the defendants and, although they might perhaps have expressed in clearer language in what such fault consisted, nevertheless there can be no doubt whatever that they meant that it consisted in following, on this occasion, the practice which they generally followed, of not closing the door before starting the elevator.

As I have already mentioned there is no pretension that the door was closed before the elevator started, and this is what constituted the fault in the eyes of the jury, and they merely emphasized it somewhat, by saying that it was the constant practice of the defendants to do this.

If the answer is sufficient to show that the jury found that the door had not been closed on this occasion, before the elevator started, then their finding that in addition to this occasion, it was the general practice of the defendants not to close

the door, does not affect the sufficiency of their answer, as regards this particular case.

The articles of the code and jurisprudence of our Courts upon appeals from verdicts of a jury have been discussed over and over again in different cases, and are well established.

No one can for a moment dispute that it was within the province of the jury to give such weight as they deemed proper to the testimony of the different witnesses examined in this case. They had to consider how far the plaintiff's testimony was affected by his interest ; they had to determine also how far the testimony of the elevator boy may have been influenced by the fact that the elevator was in his charge, and that he might be blamed for the accident. Then they were called upon to determine what credit was to be given to Mrs Roberts' testimony, in view of the fact that on the 25th of August 1905, (some nine months before the trial), she wrote to the plaintiff that she regretted she was unable to make any positive statement in reference to the accident and added : " You no doubt realize that I was very much excited and it " would be impossible for me to make a reliable statement in " regard to it."

It is claimed that the amount awarded as damages is grossly excessive. To reduce it, we must find that it is evident the jurors were influenced by improper motives or led into error. (Art. 502 C. C. P.)

Doctor Armstrong says that the left leg was broken, both bones, the large bone of the leg was broken into twelve pieces, the smaller bone lying beside it was broken into three ; the soft tissues were very much torn and lacerated ; there was a wound on the right leg also down to the bone, but not breaking the bone, about an inch and a half deep.

At his first examination the doctor found the condition of the leg such, that he thought it would almost justify its amputation.

He states also that while the leg is in its present condition

1907

Odell

v.

The Windsor
Hotel Co.Sir M. M.
Tait, C. J.

1907 (that is twelve months after the accident), the plaintiff will
 Odell not be able to walk without crutches.
 v. There is not enough bone support to enable him to walk.
 The Windsor Hotel Co. The doctor expresses the hope and indeed thinks that if the
 plaintiff undergoes another operation, which he describes, he
 Sir M. M. will have a good walking leg, if the operation turns out
 Tait, C. J. successful.

The doctor's own language is that the plaintiff " will have
 " to go on crutches or else have a re-section and a portion
 " taken out."

If the latter alternative is followed the leg will be shorter
 than the other, which will make the plaintiff extremely lame ;
 then of course the risk of the operation has to be considered.

Therefore apart from the severe shock to defendants' ner-
 vous system and from his severe suffering the injury is one of
 a permanent character, which must interfere greatly with the
 practice of his profession as a civil engineer.

The plaintiff was obliged to submit to a surgical operation
 to pay hospital expenses, etc., involving expenditure of about
 \$1,067.40, and in addition to this the jury have allowed him
 \$10,000.00.

For all these reasons the Court finds it impossible to say
 that the verdict was one which the jury, viewing the whole of
 the evidence, could not reasonably find (Art. 501 C. C. P.) or
 that it is absolutely clear from all the evidence that no jury
 would be justified in finding any verdict other than one in fa-
 vour of the defendants, (Art. 508 C. C. P.) and considering
 the nature of the injuries, it does not think it can interfere
 with the award.

The learned trial judge remarked, when asked to reserve
 the case for the Court of Review, that he saw no reason for
 withholding his judgment, the case being one for appreciati-
 on of the evidence and a matter entirely in the hands of the
 jury, and he therefore at once pronounced judgment in accor-
 dance with the verdict.

This Court unanimously concurs in this view and thinks the judgment should be confirmed, which it is with costs.

1907

Odell

v.

The Windsor
Hotel Co.

PAGNUELO, J. :—

Sir M. M.
Tait, C. J.

Action en dommages, résultant d'un accident dans l'ascenseur de l'hôtel Windsor de cette ville.

Le jury a donné un verdict exonérant à l'unanimité le demandeur d'être la cause de l'accident, et attribuant la faute entière à la compagnie défenderesse, par 9 contre 3.

Jugement a été rendu en conséquence et la compagnie défenderesse nous demande d'annuler le verdict et le jugement et d'ordonner un nouveau procès, parce que le verdict serait contraire à la preuve.

L'opérateur a fait descendre l'ascenseur en même temps qu'il poussait la porte. Le témoin Riley est sorti le premier, le demandeur qui le touchait presque dans l'ascenseur est parti derrière lui pour sortir, mais comme il mettait le pied sur le palier, il a senti l'ascenseur descendre sous lui ; il s'est écrasé sur le plancher de l'hôtel, les jambes pendantes, dans la cage de l'ascenseur. Lorsqu'il se porta en avant pour sortir l'ascenseur était encore immobile, et la porte grande ouverte. Telle est sa version ; elle est corroborée par Riley qui n'avait fait que deux pas sur le palier quand il a entendu Odell crier au garçon de l'ascenseur d'arrêter. Il s'est retourné ; la porte était ouverte et Odell, étendu sur le plancher, les jambes pendantes et prises entre la cage et l'ascenseur et le mur du plancher dans un espace de 4 à 5 pouces. Le garçon ne s'est pas contenté d'arrêter l'ascenseur, mais il l'a remonté de trois pieds au-dessus du plancher de l'hôtel, puis il l'a redescendu de niveau avec le palier, alors que Riley a retiré Odell les deux jambes lacérées et les os d'une jambe brisés en quinze morceaux.

Le garçon de l'ascenseur contredit le demandeur, et prétend que celui-ci a voulu sauter, pendant que l'ascenseur était en mouvement de descente et la porte à moitié fermée ; Odell l'aurait ouverte avec ses coudes et aurait heurté ses jambes sur

1907 le seuil du palier ; il est confirmé par une Dame Roberts. Les
Odell jurés n'ont pas cru à la version de Benoit et de madame Roberts.
The Windsor v. préféra le témoignage du demandeur et celui de Riley. Nous
Hôtel Co. ne pourrions annuler leur verdict, comme contraire à la preuve que si le jury ne pouvait raisonnablement trouver la compagnie en faute et responsable de l'accident (Art. 501 C. P. C.)
Pagnuelo, J. Le verdict devrait être déraisonnable et je suis loin d'être de cet avis. Le témoignage de Benoit est très suspect. C'est lui qui a été la cause de l'accident, d'après les jury, en faisant partir l'ascenseur avant de fermer la porte, ainsi qu'il avait coutume de le faire ; coutume vicieuse que la compagnie tente de justifier et qui constitue une faute grave. Benoit admet qu'il a en même temps poussé la porte et tourné la roue pour descendre. La prétention que la porte était à demi fermée et l'ascenseur en mouvement quand Odell s'est élancé pour sortir, n'est guère raisonnable ; elle est contredite par Odell et par Riley. Quand il affirme qu'il a tourné la roue pour arrêter la descente aussitôt qu'Odell fut tombé, sans attendre son cri d'arrêter, mais qu'il n'a pu le faire avant que le haut de la cage eût frappé les jambes du demandeur, quoique le mécanisme fonctionnait bien, est, aussi, difficile à croire. Il admet encore que l'ascenseur, en remontant, a broyé les jambes d'Odell entre la cage et le pourtour du plancher, allant jusqu'à dire que le seuil en bois du palier a été brisé, et la plaque en fer qui le recouvre arrachée et redressée. par les os des jambes d'Odell, je dirais plutôt par le talon de sa chaussure ; tout cela démontre l'incompétence de Benoit, malgré ses prétentions contraires. Les jurés avaient à choisir entre le témoignage d'Odell et de Riley d'un côté et celui de Benoit et de madame Roberts, de l'autre. Ils ont suivi les premiers et rejeté les seconds. Leur verdict n'est pas déraisonnable et doit être maintenu.

Je suis donc d'avis de confirmer le jugement avec dépens.

Brown, Sharp & McMichael, for the plaintiff.

Heneker & Duff, for the defendant.

COUR SUPÉRIEURE.

MONTRÉAL, 31 mai 1907.

*Présent :—*CHAMPAGNE, J.

PARENT v. BELANGER.

Vente—Choses qui peuvent être vendues—Chose volée—Commerçant trafiquant en semblables matières—Revendication.

JUGÉ :—Le “commerçant trafiquant en semblables matières” de l’Art. 1489 C. C. doit s’entendre de celui qui exerce publiquement et habituellement son négoce dans la localité où il est connu. Par suite, celui qui achète un cheval d’un distributeur de journaux qui, à l’occasion, vend, achète et échange des chevaux, ne peut exiger le remboursement du prix qu’il a payé du propriétaire à qui le cheval a été volé et qui le revendique

CHAMPAGNE, J. :—

Le demandeur a, par son action accompagnée de saisie revendication, demandé à être déclaré le seul et véritable propriétaire d’une jument sous poil rouge d’environ trois à quatre ans de la valeur de \$750, pour l’avoir achetée d’un nommé Trows à St-Pierre-aux-Liens, dans le cours de l’hiver 1903-04, ou dans l’automne 1903.

Il allègue en avoir perdu la possession le ou vers le 9 ou 10 août 1904, alors que la bête lui a été volée dans son champ à St-Pierre-aux-Liens ; que le défendeur la détient injustement et illégalement en sa possession et refuse de la livrer quoique dûment requis de ce faire.

Le défendeur plaide à l’action : qu’il a acheté la jument de bonne foi et d’une personne trafiquant en semblables matières, qu’en supposant qu’elle serait la propriété du demandeur, ce dernier n’a jamais offert et n’offre pas dans sa déclaration de rembourser au défendeur la somme de \$150.00 par lui payée de bonne foi pour la jument ; que dans le mois d’août ou de septembre 1905, après plusieurs démarches, pour propositions

1907
—
Parent
v.
Belanger.
—
Champagne,
J.

et pourparlers, tels que relatés dans sa défense, le défendeur a acquis la jument d'un nommé Louis Morel, faisant commerce de chevaux et demeurant au No 885 de la rue St-Hypolite, à Montréal, pour laquelle il a donné la somme de \$100.00 et son cheval en retour qu'il évaluait à la somme de \$50.00.

Il est prouvé que le demandeur est propriétaire de la jument rouge qu'il revendique du défendeur, qu'elle a été volée dans le mois d'août 1904, et que le défendeur en avait la possession lorsqu'elle a été saisie en cette cause.

Le défendeur a fait l'acquisition de la jument du nommé Louis Morel, par un échange de chevaux avec ce dernier, vers le mois d'août 1905.

A venir au mois d'avril 1905, ce Morel avait été employé comme contre-maître aux écuries des nommés O'Gilvie Co, et depuis cette époque, entr'autres occupations, il a consacré une partie de son temps à la distribution du journal le "Herald", dans la cité de Montréal, moyennant un salaire de \$5.00 par semaine, et se servait, pour cet ouvrage, de chevaux qui lui appartenaient. Il est vrai qu'à l'occasion, Morel vend, achète et échange des chevaux, en nombre restreint, mais il n'est pas un commerçant trafiquant en semblables matières, dans le sens que comporte l'article 1489 du C. C.

Le commerçant dont parle cet article doit s'entendre de celui qui exerce publiquement et habituellement son négoce dans la localité où il est connu, et que le nommé Morel ne peut être regardé comme tel. Par conséquent, le défendeur ne se trouve pas dans l'un des cas d'exception prévus par l'article 1489 et ne peut exiger du demandeur le remboursement de ce qu'il a payé à Morel, et partant, sa défense est mal fondée.

La saisie revendication de la jument est donc déclarée bonne et valable avec dépens.

Bastien, Bergeron, Cousineau & Jasmin, pour le demandeur.
Charles Bruchési, pour le défendeur.

COUR DE RÉVISION.

QUEBEC, 28 février 1907.

Présents :—CIMON, PELLETIER ET CANNON, JJ.

DALLAIRE v. DÉRY ET AL.

Procédure—Demande fondée sur inconstitutionnalité d'une loi—Avis au Procureur Général—Jugement rejetant demande pour défaut de cet avis—Inscription en révision.

JUGÉ.—La partie déboutée par un jugement de première instance d'une demande fondée sur l'inconstitutionnalité d'une loi, pour le motif qu'elle n'a pas donné l'avis au Procureur Général prévu à l'art. 114 C. P., n'est pas recevable à inscrire ce jugement en révision pour le faire réformer en donnant l'avis précité.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, LANGELIER, A. J. C., le 28 décembre 1906.

CIMON, J. :—

Le 18 juin 1906, Marie Robitaille, épouse d'André Dallaire a porté devant la *Cour de Recorder* de la cité de Québec, une plainte, qu'elle avait assermentée le même jour devant E. A. Dery, Recorder, dans les termes qui suivent :

“ Que samedi, le 16ème jour de juin 1906, dans la cité
“ de Québec, un nommé André Dallaire, de la cité de Québec,
“ son époux, dans la dite cité de Québec, comme une personne
“ débauchée, désœuvrée et déréglée, étant une personne capable
“ de se soutenir et de soutenir sa famille par son travail, a il-
“ légalement et volontairement négligé de le faire, savoir : de
“ soutenir la déposante, son épouse, et sa famille, contre le
“ statut en tel cas fait et pourvu.

“ Pourquoi la déposante, au nom de la cité de Québec, prie
“ la *Cour de Recorder* de la cité de Québec, de prendre con-
“ naissance de la dite plainte, de procéder sommairement,

- 1907 " d'entendre, examiner et déterminer la dite offense ainsi com-
 — Dallaire " mise comme susdit."
 r.
 Déry. Sur cette plainte, " E. A. Dery, Recorder, a, le même jour,
 — Cimon, J. " signé un mandat d'arrêter immédiatement le dit André Dal-
 laire et de le conduire devant moi, ou devant la cour de
 Recorder de la cité de Québec, afin de répondre à la dite dé-
 nonciation et d'être ultérieurement traité selon la loi."
 " Le 19 juin, l'accusé, André Dallaire, a comparu devant le
 Recorder, et donné caution de comparaître personnellement
 devant la cour de Recorder de la cité de Québec le 22ème
 jour de juin courant, à 10h. du matin, et de jour en jour
 jusqu'à ce qu'il soit légalement déchargé, pour répondre là
 et alors à la charge ou plainte d'avoir, comme une personne
 débauchée, désœuvrée et déréglée, négligé de soutenir sa fa-
 mille portée contre lui par Marie Robitaille, son épouse, au
 nom de la cité de Québec, demanderesse, et pour laquelle il
 a été arrêté."
 Il paraît que la cour de Recorder a procédé à entendre cette
 plainte, et elle l'avait en délibéré, lorsque, le 19 juillet 1906,
 l'accusé Dallaire a obtenu un bref de prohibition contre
 " Elzéar Antoine Dery, écuyer, Recorder, et juge de la cour de
 Recorder de la cité de Québec, et la cité de Québec ;" et par la
 requête libellée annexée au bref, le requérant Dallaire dit que
 " son procès a été instruit le 22 juin devant le dit Recorder de
 la cité de Québec, la cause prise en délibéré par le dit Re-
 corder qui n'a pas encore rendu jugement en la dite cause ";
 il ajoute : " Vu l'insuffisance de la déposition assermentée et
 l'illégalité du mandat d'arrestation émané contre le requé-
 rant, ainsi que la nullité de la procédure en cette cause. . . .
 le dit Recorder de la cité de Québec a excédé et excède sa
 juridiction en procédant comme susdit et en gardant en déli-
 béré par devers lui la dite cause contre le requérant, afin de
 rendre jugement sur icelle, et ce défaut de juridiction apparent
 à la face des procédures en la dite cause. " Et le requérant
 conclut qu'il soit ordonné " au dit Elzéar Antoine Dery, Ecr.,
 à la cour de Recorder de la cité de Québec et à la cité de
 Québec. . . . de ne pas rendre jugement et de s'abstenir de
 toute procédure en la dite cause. . . ."

La cité de Québec a comparu et contesté ce chef de prohibition ; et la Cour Supérieure, en première instance, par un jugement du 28 décembre dernier, a débouté le bref de prohibition ; les termes de ce jugement sont :

“ Considérant que, d’après une loi passée par la législature de Québec, la cité de Québec aurait le droit de poursuivre le demandeur pour l’offense mentionnée dans le mandat d’arrestation émis entre lui, et que la dite cour de Recorder avait droit de prendre connaissance de la dite poursuite ; considérant que, lors de la plaidoirie devant cette cour, le demandeur a soutenu que la loi passée par la législature de Québec était inconstitutionnelle et *ultra vires* ; considérant que le demandeur ne pouvait pas plaider l’inconstitutionnalité des dites lois sans en avoir donné avis au Procureur Général de la Province de Québec ; considérant que tel avis n’ayant pas été donné par le demandeur, le tribunal ne peut prendre en considération la question d’inconstitutionnalité soulevée par le demandeur ; casse et rejette le bref de prohibition émis en cette cause avec dépens.”

Le demandeur en prohibition a, le 4 janvier 1907, inscrit ce jugement en révision.

Le même jour, 4 janvier 1907, le demandeur a fait signifier au Procureur Général un avis l’informant que la cour de Recorder et le Recorder procèdent contre lui, sur cette plainte, “ en vertu des arts. 2781 *et seq.* des S. R. P. Q., et du statut de Québec, 61 Vict. ch. 52, sect. 3,” que le demandeur en prohibition “ prétend que la législature de Québec ne pouvait autoriser le Recorder, la cour de Recorder, en la cité de Québec de poursuivre ou juger en vertu de l’art. 2783 S. R. P. Q., ni que les arts. 2783 à 2794 de ces statuts sont inconstitutionnels et *ultra vires*.” Et le demandeur en prohibition informait de plus le Procureur Général que son bref de prohibition sera entendu au mérite en cour de Révision le 28 janvier 1907, et qu’il demandera que ces statuts soient déclarés inconstitutionnels et *ultra vires* par la cour de Révision.

Par un avis supplémentaire signifié le 8 janvier 1907, le demandeur en prohibition informait de plus le Procureur Gé-

1907
—
Dallaire
v.
Déry.
Cimon, J.

1907
 —
 Dallaire
 v.
 Déry.
 —
 Cimon, J.

néral, qu'il attaquera devant la Cour de Révision aussi les statuts 24 Vict., ch. 26, sect. 30 §2 et 29 Vict., ch. 57, sect. 31 §13 comme inconstitutionnels et n'ayant plus force de loi en cette province ou plutôt comme n'étant plus applicables à la cité de Québec.

Dans son factum en révision, le demandeur en prohibition répète que "la loi en vertu de laquelle la cité de Québec a pro-
 " cédé contre le requérant devant le Recorder et la cour de
 " Recorder, est le statut (de Québec) 61 Vict., ch. 52, sect. 3."

Or, ce statut de Québec, 61 Vict., ch. 52, sect. 3, qui est un amendement à la section du ch. 26 de 24 Vict., qui est l'acte concernant la cour de Recorder de la cité de Québec décrète ce qui suit :

" La dite cour (de Recorder de la cité de Québec) peut connaître de, et décider toute offense mentionnée dans les articles 2782 à 2794, inclusivement, des statuts refondus de
 " cette province, *en tant que ces dispositions sont applicables*
 " *à la cité, c'est-à-dire, seulement en tant que l'offense sera*
 " *commise dans les limites de la cité de Québec — vide art.*
 " *2781 S. R. P. Q., et l'art. 2782 des statuts refondus s'appli-*
 " *que au Recorder, mutatis mutandis.*"

Or, le chapitre des S. R. P. Q., où se trouvent ces articles 2782 à 2794, est intitulé : "*De la police et du bon ordre*" ; et la section 1 de ce chapitre, est intitulée : "*De l'ordonnance de police.*" Et cette sect. 1^{ère} est divisée en trois paragraphes : le premier de ces paragraphes est intitulé : "*§1.—Dis-*
 " *positions générales*" ; et le second : "*§2.—Des personnes dé-*
 " *bauchées et des procédures contre elles.*"

L'art. 2781 qui est le premier article du §1, dit que " le présent paragraphe et le paragraphe deuxième de la présente
 " section s'appliquent aux cités de Québec et de Montréal, aussi
 " à chaque municipalité de ville et de village ou municipalité
 " locale dans la province érigée ou existante sous l'autorité du
 " code municipal. " Puis ces deux premiers paragraphes comprennent les articles 2782 à 2794.

L'art. 2782 décrète que " tout juge de paix peut condam-
 " ner une personne *débauchée, oisive et déréglée* sur le

“ serment d’un ou de plusieurs témoins dignes de foi, à payer
 “ incontinent, ou dans la période de temps qu’il juge à propos
 “ de fixer, une amende n’excédant pas cinq livres sterling. A
 “ défaut de paiement de telle amende, cette personne est in-
 “ carcérée dans la prison commune et assujettie aux travaux
 “ forcés, pour un terme n’excédant pas deux mois.”—Or, par ce
 statut de Québec, 61 Vict., ch. 52, sect. 3, la cour de Recorder
 de la cité de Québec, et le Recorder lui-même ont la juridic-
 tion que cet art. 2782 confère à “ tout juge de paix. ” Et
 l’art. 2783 (*version française*)—qui est le premier article du
 §2, dit : “ Sont considérées comme *des personnes débauchées,*
 “ *désœuvrées et déréglées*, dans le sens de la présente section
 (*entr’autres*) :

“ Les personnes qui, étant capables de se soutenir et de sou-
 “ tenir leurs familles par leur travail, refusent ou négligent
 “ volontairement de le faire.”

Comme on l’a vu, le nommé André Dallaire a été accusé de-
 vant la cour de Recorder de la cité de Québec. C’est sa femme
 elle-même qui a porté, signé et assermenté la plainte contre
 lui. Cette plainte porte que ce nommé Dallaire, “ comme une
 “ personne débauchée, désœuvrée et déréglée, étant une per-
 “ sonne capable de se soutenir et de soutenir sa famille par
 “ son travail, a illégalement et volontairement négligé de le
 “ faire, savoir : de soutenir la déposante, son épouse, et sa fa-
 “ mille.” Il est évident que cette plainte est dans les termes
 mêmes de la version française de l’art. 2783 des S. R. P. Q.

Le demandeur en prohibition dit, d’abord, que la cité de
 Québec ne pouvait être plaignante, ni que l’amende, dans ce
 cas particulier, ne lui appartient pas. Or, ce n’est pas la cité
 de Québec qui est plaignante, mais c’est l’épouse même de Dal-
 laire qui a porté la plainte. Il est vrai que, dans sa plainte,
 la plaignante dit : “Pourquoi la déposante, *au nom de la cité*
 “ *de Québec*, prie la cour de Recorder de la cité de Québec, de
 “ prendre connaissance de la dite plainte, etc”. Mais cela ne chan-
 ge en rien la nature de la plainte et n’affecte pas la juridiction
 de la cour de Recorder. La cour de Recorder procède effec-
 tivement en vertu de cette plainte écrite, qui lui donne ju-
 ridiction.

1907
 —
 Dallaire
 v.
 Déry.
 —
 Gimon, J.

1907
 —
 Dallaire
 v.
 Déry.
 —
 Cimon, J.

Le demandeur en prohibition dit, dans son factum : “ Les éléments de l’offense . . . sont : 1o—Que Dallaire fût capable de se soutenir et de soutenir sa famille par son travail ; 2o. qu’il ait refusé de le faire. Or, dans l’accusation . . . on ré- pète bien le statut de Québec, mais on ajoute un terme qui modifie l’offense et l’annule. On détermine l’offense en di- sant : *savoir, de soutenir la déposante, son épouse, et sa fu- mille*. En réalité, l’accusation portée contre Dallaire est *d’avoir refusé de soutenir la déposante et sa famille*. Pour qu’il y ait offense . . . il faut qu’on allègue une obligation de sa part . . . l’obligation légale de mari . . . avec la plainte telle que rédigée, la plaignante ne pouvait pas faire la preuve que Dallaire était capable de travailler et refusait de travailler”

Je ne vois rien de sérieux dans cette objection et ce raison- nement ; la plainte me paraît dans les termes mêmes de la loi (version française), cela doit suffire. Les mots que l’on a ajou- tés : “ *savoir, de soutenir la déposante, son épouse, et sa fa- mille*,” limitent bien l’offense à la négligence de soutenir sa femme et sa famille, c’est-à-dire la femme et la famille de l’ac- cusé, et ne comprend pas la négligence de se soutenir lui- même. Je crois que, du moment qu’il néglige de soutenir sa femme et sa famille, l’offense est complète, sans qu’il soit né- cessaire de prouver qu’il néglige de se soutenir lui-même. Mais on dit que la version anglaise de l’art. 2783 S. R. P. Q., diffé- re essentiellement de la version française. On ajoute que la version anglaise est plus compatible avec la loi antérieure, et c’est elle qui doit prévaloir. Et on cite 50 Vict. (Q.) ch. 5, sect. 12 qui dit que “ si les versions française et anglaise des sta- tuts refondus ne sont pas d’accord sur un point quelcon- que, la version qui sera la plus compatible avec les actes re- fondus dans ces statuts prévaudra.”

La version anglaise de l’art. 2783 dit : “ Shall be deemed “ loose, idle and disorderly persons within the meaning of this “ section : 1o.— Persons who, being able *to work or by other* “ *means* to maintain themselves and families, wilfully refuse “ or neglect so to do.”— La différence est que la version an-

glaise a les mots "*or by other means*", que l'on ne trouve pas dans la version française.

En admettant que la version anglaise serait seule, la loi, dans ce cas particulier, alors, pour qu'il y ait offense, il suffirait de montrer qu'il est capable de soutenir sa famille par son travail, et qu'il néglige volontairement de le faire. On ne serait tenu d'alléguer les autres moyens (*or by other means*) qu'au cas où il ne pourrait travailler.

Je crois donc l'offense suffisamment alléguée dans la plainte pour donner à la cour de Recorder et au Recorder juridiction, aux termes du statut de Québec 61 Vict., ch. 52, sect. 3 et des arts. 2782 à 2794 S. R. P. de Q.

Reste la question de savoir si ces statuts 61 Vict., ch. 52, sect. 3 et articles 2783 à 2794 S. R. P. Q. sont valides et *intra vires* de la législature de Québec.

Or, l'art. 114 C. P. dit :

" L'inconstitutionnalité d'une loi de la province ou du Canada ne peut être plaidée devant les tribunaux de première instance ou d'appel, à moins que la partie qui la plaide n'ait huit jours au moins avant le jour fixé pour la plaidoirie, donné au Procureur Général un avis de la portion qu'elle entend plaider, avec les développements suffisants pour lui faire connaître la nature de sa prétention."

Le demandeur en prohibition prétend que l'avis n'était pas nécessaire, dans ce cas, parce que le statut 61 Vict., ch. 52, sect. 3 et les articles 2782 à 2794 S. R. P. Q. sont nuls et n'ont aucune valeur. Mais les raisons qu'il invoque pour cette nullité seraient que le ch. 102 des S. R. B. C. (que les arts. 2782 à 2794 des S. R. P. Q. refondent) a été spécialement abrogé par le parlement du Canada en 1886, et, de plus, parce que le code criminel du Canada contient des dispositions spéciales sur cette offense particulière, qui doivent l'emporter sur la loi de Québec, et que, d'ailleurs, le parlement du Canada a seul juridiction dans la matière.

Or, tout cela revient à dire que la loi de Québec—arts. 2782 à 2794 S. R. P. Q., et 61 Vict., ch. 52, sect. 3—est inconstitutionnelle, c'est-à-dire *ultra vires* des pouvoirs qui lui sont don-

1907

Dallaire

v.

Déry.

Cimon, J.

1907
 —
 Dallaire
 v.
 Déry.
 —
 Cimon, J.

nés par l'acte de la confédération. En effet, bien que le parlement du Canada ait abrogé en 1886 le chap. 102 S. R. B. C. sur ce sujet,—cependant, subséquemment à cela, la législature de Québec a adopté les arts. 2782 à 2794 S. R. P. Q. et subséquemment à cela encore, et subséquemment au code criminel, la législature de Québec a adopté ce statut 61 Vict. ch. 52, sect. 3.

Et le demandeur en révision nous informe lui-même dans son *factum*, comme cela appert d'ailleurs au dossier, que c'est en vertu de ces lois de la législature de Québec que la cour de Recorder procède à entendre et vouloir juger cette offense. Elle aurait une juridiction, si les lois de Québec sont constitutionnelles.

Pour pouvoir plaider, soit par écrit, soit oralement, l'inconstitutionnalité d'une loi, l'art. 114 C. P. exige qu'avis en soit donné au Procureur Général ; sans cela, le tribunal ne peut prendre connaissance de la question ou la juger.

Or, le demandeur n'a pas donné tel avis ; le tribunal en première instance a, à cause du défaut de cet avis, renvoyé le bref de prohibition. Sans doute, le tribunal de première instance, au lieu de renvoyer le bref de prohibition, aurait pu ordonner qu'avis fut donné au Procureur Général ; ce qu'il n'a pas jugé à propos d'ordonner ; et nous ne pouvons pas dire que son jugement est erroné,—car cela était à sa discrétion.

C'est une matière de procédure ; c'est aux parties à se conformer aux lois de la procédure ; les tribunaux n'ont pas à les instruire à ce sujet. Le demandeur en prohibition n'a pas jugé à propos de se conformer à cet art. 114 du C. P. ; il a fait sa position ; et la Cour de Révision ne peut venir à son secours.

Je suis donc d'avis de confirmer le jugement.

Le demandeur pourra peut-être se reprendre, s'il le juge à propos, en donnant, cette fois, l'avis requis.

CANNON, J. :—

Le 18 janvier 1906 une plainte assermentée a été faite de-

vant le Recorder de la cité de Québec, par Marie Robitaille, épouse du requérant, l'accusant, comme suit :

" Comme une personne débauchée, désœuvrée et déréglée, " étant une personne capable de se soutenir et de soutenir sa " famille, par son travail, a illégalement et volontairement " négligé de le faire, savoir : de soutenir la déposante, son " épouse et sa famille, contre le statut en tel cas fait et pour- " vu. "

Le même jour, un bref d'arrestation a été émis de la cour de Recorder en vertu de la dite plainte et le requérant arrêté et admis à caution le lendemain.

Le requérant a plaidé non coupable et son procès a été instruit devant la cour de Recorder.

Pendant que la cause était en délibéré le requérant obtint l'émanation d'un bref de prohibition, alléguant que la déposition assermentée, le mandat d'arrestation et la procédure dans la dite cause étaient informes, illégaux, insuffisants en loi, nuls et de nul effet et que le Recorder de la cité de Québec avait excédé sa juridiction en prenant connaissance de la dite cause.

L'intimée, la cité de Québec, a contesté cette requête au mérite, maintenant les allégations d'icelle et alléguant que devant la cour de Recorder, le requérant n'avait pas plaidé défaut de juridiction, mais seulement qu'il n'était pas coupable.

Sur la contestation telle que liée, il n'y avait pas lieu de donner au Procureur Général l'avis requis par l'article 114 du code de procédure civile, car le requérant ne plaidait pas l'inconstitutionnalité d'aucune loi de la province.

Mais à l'audition finale au mérite, le requérant donna la raison pour laquelle il prétendait que la plainte, le mandat et toute la procédure devant la cour de Recorder étaient illégaux, insuffisants en loi et nuls ; c'est parce que les articles 2782 à 2793 des statuts refondus de la province, en vertu desquels l'intimée avait procédé, étaient hors la juridiction de la législature de Québec ; ces articles paraissent refondre et reproduire les dépositions du chapitre 102 des S. R. B. C. sections 7 et 8, 10 à 19 et cette loi avait été abrogée par l'autorité compé-

1907
Dallaire
v.
Déry.
Cannon, J.

1907
Dallaire
v.
Déry.
Cannon, J.

tente : le parlement du Canada, en autant qu'il s'agissait de loi criminelle le 1er mars 1887 et remplacée d'abord par le chapitre 155 des statuts révisés du Canada et ensuite par le code criminel 1892.

A la date de la mise en vigueur des statuts refondus de la province i. e. le 1er janvier 1889, les dispositions des statuts refondus du B. C. que les articles 2782 à 2793 prétendaient reproduire n'étaient plus en vigueur et ces articles étaient lettre morte, comme l'était la loi elle-même qu'ils prétendaient refondre et mettre en vigueur.

C'était plaider que ces articles et les autres lois mentionnées dans le factum de l'appelant étaient inconstitutionnels.

L'intimée a de suite fait objection que ce moyen ne pouvait pas être invoqué par le requérant, parce qu'il ne s'était pas conformé aux dispositions de l'article 114 C. P. C. et donné avis au Procureur Général, huit jours au moins avant le jour fixé pour la plaidoirie.

Le tribunal de première instance a maintenu cette objection et comme l'inconstitutionnalité des articles 2782 à 2793 était le seul moyen invoqué par le requérant, il a rejeté le bref de prohibition avec dépens.

L'appelante dit que le tribunal n'aurait pas dû renvoyer sa procédure, mais ordonner que le Procureur Général fut mis en cause, en vertu de l'article 521 C. P. C.

Le requérant n'a pas demandé cette mise en cause du Procureur Général, mais a soutenu, au contraire, qu'il n'était pas nécessaire de lui donner avis.

Dans ces circonstances, je suis d'avis que le jugement, maintenant soumis à la Cour de Révision, est conforme aux dispositions de l'article 114 C. P. C. et qu'il doit être confirmé avec dépens.

Appolinaire Corriveau, C. R., pour le requérant.

Amédée Robitaille, C. R., pour l'intimée.

COUR SUPÉRIEURE.

QUÉBEC, 1er mars 1907.

Présent :—LANGELIER, juge en chef suppléant.COUTURE v. LA CORPORATION DE ST ETIENNE
DE LAUZON.*Répétition de l'indu—Taxes municipales—Rôle d'évaluation.
Inscription au rôle comme propriétaire.*

JUGES :—Un rôle d'évaluation ne prouve la qualité de propriétaire de ceux qui y sont inscrits comme tels que jusqu'à preuve contraire.

En conséquence, celui qui a payé des taxes sur un immeuble, parce qu'il avait été inscrit sur le rôle d'évaluation comme propriétaire de tel immeuble, a droit de s'en faire rembourser s'il prouve qu'il n'en était pas propriétaire au temps où ces taxes ont été imposées. (1)

LANGELIER, A. J. C. :—

Depuis 1893 la demanderesse a toujours été inscrite sur les rôles d'évaluation de la défenderesse comme propriétaire du lot cadastral 168b, et elle a payé toutes les taxes et impositions qui ont été mises sur cet immeuble. Ces taxes se montent à \$43.29.

Il est clairement prouvé que c'est par erreur que la demanderesse a été ainsi inscrite sur les rôles d'évaluation. Voici quelle a été l'origine de cette erreur : la demanderesse, comme légataire universelle d'un nommé Allan, son mari, est créancière d'un certain nombre de rentes constituées que son mari avait achetées d'un nommé Bilodeau, et qui sont garanties par une hypothèque sur l'immeuble en question. Les autorités municipales de la paroisse croyaient que, comme créancière de ces rentes, elle devait être mise comme propriétaire sur le rôle d'évaluation, et c'est pour cette raison qu'elle y a été inscrite.

(1) Ce sommaire n'est pas de la rédaction ; il a été préparé par Sir F. LANGELIER, A. J. C.

- 1907
—
Tanguay
v.
Royal Paper Mills Co.
—
Lemieux, J.
- Convention sous condition de ratification—Compagnies incorporées—Délégation de leurs pouvoirs.*
- JUGÉ :—1o. Celui qui exécute des travaux pour faciliter le flottage du bois dans une rivière et pour lesquels un tarif de péages est fixé par arrêté du lieutenant gouverneur en conseil, conformément à la sect. 2972f S. R. Q. (54 Viet., cap XXV, s. 1) a le recours d'une action pour recouvrer les péages sur le bois flotté depuis l'exécution des travaux, tant avant qu'après la mise en force du tarif.
- 2o. Une convention à laquelle des compagnies incorporées sont représentées par leur président, faite sous la condition de ratification par elles, reste sans effet, tant que cette condition n'est pas accomplie.
- 3o. Une compagnie ne peut pas, par une résolution générale, déléguer à son président ou à un autre officier, les pouvoirs qui sont attribués par la loi à son bureau de direction.

LEMIEUX, J.:—

La demandeur a construit, entre le 21 septembre 1903 et le milieu de février 1904, dans et à travers la rivière St François, à l'endroit connu sous le nom de *Two Miles Falls*, un barrage ou chaussée dont les ailes s'appuient, de chaque côté de la rivière, sur des terrains à lui appartenant, le coût approximatif de cette chaussée étant de \$25,000 à \$30,000.

La partie de la rivière appelée *Two Miles Falls* avait été, jusqu'à l'époque de la construction de cette chaussée un endroit difficile pour le flottage du bois, vu qu'il y avait, en amont et en aval de la chaussée, un grand nombre de rochers, îlets et autres obstacles dans le lit de la rivière, qui avaient pour effet de rendre dispendieux le flottage du bois.

La chaussée a eu et a l'effet de retenir les eaux de la rivière, à l'époque et aux saisons du flottage, et de les refouler à une distance de deux milles et demi, de manière à noyer et couvrir les roches, rochers, îlets et autres obstacles qui s'y trouvent, et a rendu plus facile et moins dispendieux le flottage du bois à cet endroit.

Ces faits ont été établis par tous les témoins du demandeur, qui sont des flotteurs d'expérience, connaissant bien le cours, les sinuosités, la profondeur, les accidents et obstacles, les rochers et îlets de la rivière et connaissant aussi l'effet de la crue ou de la baisse des eaux en cette rivière par rapport au

flottage. Ils ont aussi parlé avec connaissance de cause, des avantages et bénéfices des chaussées en général et en particulier de celle construite par le demandeur, pour les fins du flottage et de la descente des billots et du bois en général.

La preuve du demandeur établit sans contradiction, qu'avant la chaussée, les bois descendus ou flottés à l'endroit appelé *Two Miles Falls* se heurtaient sur les rochers et les îlets disséminés dans la rivière, en amont de la chaussée, et s'y accumulaient en quantité si considérable que ces bois entremêlés ne pouvaient être défaits et séparés que par des leviers puissants et même au moyen de la dynamite.

Les mêmes témoins ont établi que la chaussée avait l'effet de jeter le gros des eaux sur un côté de la rivière, c'est-à-dire d'établir sur un côté de la rivière un courant plus puissant et plus rapide, lequel entraîne tout le bois et l'empêche de s'éparpiller sur toute la rivière ou sur ses bords. L'effet de cette réunion des eaux en haut ou en amont de la chaussée se produit aussi plus bas que la chaussée. Les conséquences ont été que le flottage du bois s'est fait avec une plus grande économie de temps et de main d'oeuvre et, partant, d'argent.

Les mêmes témoins, ou la plupart d'entre eux, ajoutent que la chaussée a été construite suivant les règles ordinaires et tel que se construisent les chaussées en usage sur la rivière St François. Quant au mode de construction de la chaussée, des experts ont été entendus de part et d'autre ; celui du demandeur déclarant qu'elle était bonne et suffisante et avait coûté en moyenne \$25,000.00 ; celui de la défenderesse déclarant que cette chaussée était insuffisante et avait coûté beaucoup moins.

La théorie de ces experts, plus spéculative que pratique et réelle, aurait quelque influence en ce litige si ces experts, comme dans la plupart des cas, ne venaient pas en cour pour soutenir trop systématiquement les prétentions de ceux qui ont requis leurs services et qui, pour le maintien de ces prétentions, deviennent plus partisans que les parties elles-mêmes.

Le témoignage d'hommes pratiques et auxquels le métier de flotteurs permet chaque année et à toute saison de l'année de connaître et d'apprécier la valeur, l'utilité des chaussées,

1907
Tanguay
v
Ropal Paper
Mills Co.
Lemieux, J.

1907
Tanguay
v.
Royal Paper
Mills Co.
Lemieux, J.

surtout de celle à l'endroit en question, est bien préférable. Le 22 mai 1905, par arrêté du lieutenant gouverneur en conseil, sur requête du demandeur et après avis à la défenderesse, et comparution et opposition de celle-ci, un tarif de péage a été établi en faveur du demandeur lui donnant le droit de prélever et de se faire payer par les personnes qui flottaient ou flotteraient du bois à l'endroit appelé *Two Miles Falls*, et qui se serviraient pour les fins flottage de bois de la dite chaussée, 20 cts du 1000 pieds pour le bois en billots, mesure de planche, et 10 cts par corde de bois de pulpe de 4 pieds de longueur ; le tout conformément à la section 2975f S. R. Q. (54 Vict. cap. XXV).

Ce tarif a été fait et adopté, tel que susdit, vu que la chaussée et les travaux exécutés par le demandeur dans la rivière St François, au susdit endroit, avaient amélioré la rivière et l'avaient rendue flottable. Il a ainsi été établi, après examen de la rivière, à l'endroit susdit, par l'un des ingénieurs du département des travaux publics et après l'estimation des dépenses encourues pour l'amélioration de la rivière et les frais annuels probables d'entretien, de surveillance et de perception et aussi après évaluation de la quantité probable de bois qui serait flotté en 1905 sur la partie améliorée de la rivière.

La compagnie défenderesse a descendu et fait flotter une grande quantité de bois sur la rivière, au susdit endroit, pendant les années 1904 et 1905 et a profité de la chaussée et des travaux faits par le demandeur pour l'amélioration de la rivière et pour la plus grande facilité du flottage et la descente du bois à cet endroit.

La compagnie défenderesse a bénéficié des travaux pour un montant considérable, en ce que ces travaux et cette chaussée ont réduit les frais de flottage et de descente du bois, et en diminuant la durée et aussi la main d'œuvre d'un grand nombre de flotteurs ou autres employés.

Le flottage et la descente du bois par la défenderesse ont été faits au susdit endroit avant et après l'adoption du tarif susdit.

Les parties ont admis, lors de l'audition, que si les préten-

tions de la compagnie défenderesse n'étaient pas accueillies par le tribunal, la quantité de bois descendu par la défenderesse au susdit endroit après l'adoption du dit tarif était telle que le demandeur aurait droit, en vertu de son tarif, de réclamer de la défenderesse la somme de \$1,280.00.

1907
—
Tanguay
v.
Royal Paper
Mills Co.
—
Lemieux, J.

Le demandeur a droit de plus de recouvrer de la compagnie défenderesse la somme de \$1,606.42, à raison de 20cts le 1000 pieds, pour la quantité de bois descendu et flotté par elle au susdit endroit, après l'amélioration de la rivière et la construction de la chaussée, mais avant l'adoption du tarif. Cette somme calculée à raison de 20cts le 1000 pieds, était le prix et valeur de l'usage de la chaussée par la défenderesse avant l'adoption du tarif.

Les travaux faits par le demandeur et qui ont amélioré la rivière au point de vue du flottage (*Tanguay vs Price* ⁽¹⁾), ont été des travaux faits intentionnellement par le demandeur, dans le but d'améliorer la dite rivière et aussi de faire bénéficier la défenderesse des améliorations, ainsi qu'elle en a eu connaissance, et elle savait dès lors quels avantages et profits elle en retirerait.

Les avantages résultant à la défenderesse des améliorations ne sont donc pas des avantages accidentels, ni involontaires de la part du demandeur (*même décision*, p. 667).

Les travaux n'ont pas eu non plus l'effet de restreindre les droits de la défenderesse dans la rivière, ni l'usage par elle des eaux de la rivière comme chose publique,—*publici juris*,—ni d'empêcher l'exercice de la servitude créée par la loi en faveur du public sur les eaux des rivières flottables, mais au contraire, ils ont eu l'effet de faciliter, améliorer et agrandir l'exercice de tels droits, usage et servitude.

La construction de ces travaux faits à la connaissance de la défenderesse et sans protêt de sa part, et l'usage qu'elle en a fait, étaient un acquiescement à la construction de la chaussée et un consentement, de la part de la défenderesse, de payer pour l'usage qu'elle en ferait.

(1) 37 C. S. C., 668.

1907
—
Tanguay
v.
Royal Paper
Mills Co.
—
Lemieux, J.

Le demandeur a droit de réclamer de la compagnie défenderesse tout le profit que cette dernière peut avoir retiré, avant la présente action, des améliorations et de la chaussée faites dans la rivière, vu que ces améliorations étaient d'utilité incontestable pour la défenderesse, ainsi qu'elle l'a admis par l'entremise de son président dans le contrat ci-après discuté.

L'équité, base des quasi-contrats, s'oppose à ce qu'une personne qui profite de l'acte de quelqu'un, ne l'indemnise pas. Ce serait s'enrichir, sans cause et sans droit, aux dépens de celui qui a procuré l'avantage et le bénéfice et, partant, contraire à la justice naturelle et légale, surtout dans une instance comme la présente, dans laquelle la partie avantagée ne plaide pas et n'a pas prouvé qu'elle n'avait pas les moyens d'indemniser celui qui lui avait procuré l'avantage.

•La défenderesse prétend, par son plaidoyer, qu'elle n'est pas liée par le tarif établi en faveur du demandeur, et qu'elle n'est pas tenue de payer pour l'usage de la chaussée et des améliorations faites par le demandeur, et que toutes ses obligations envers le demandeur, relativement à la chaussée et aux améliorations, sont constatées par un acte sous seing privé intervenu entre elle, le demandeur et certaines autres parties, le 22 septembre 1903.

A cet acte ont comparu cinq parties différentes : 1.—Champoux *et al.* ; 2.—The Brompton Pulp & Power Company ; 3.—Le demandeur, intitulé à l'acte, President of the St Francis Water & Power Co. ; 4.—The St Francis Water & Power Co. ; 5.—La compagnie défenderesse.

Cet acte énonce que toutes les parties sont propriétaires de moulins à scie, moulins à papier ou à pulpe et de terres à bois situées dans et le long de la vallée sur la rivière St François, entre la place de Brompton Falls et le lac St François.

L'acte énumère les raisons et considérations pour lesquelles chacune d'elle s'engage à payer au demandeur la somme de \$4,000.00 comme contribution à la construction et au parachèvement de la chaussée ci-dessus, laquelle chaussée serait la propriété du demandeur, mais servirait à l'usage commun de toutes les parties au contrat.

Il fut stipulé spécialement que des résolutions des compagnies figurant à l'acte sous seing privé seraient adoptées sans délai, à l'effet de confirmer et approuver la convention ou contrat sous seing privé et qu'elles seraient transmises à chacune des parties.

1907
Tanguay
v.
Royal Paper
Mills Co.
Lemieux, J.

Aucune des compagnies parties à l'acte n'a passé ou adopté de résolutions pour le confirmer et le ratifier, tel que spécialement convenu.

La compagnie défenderesse prétend qu'elle a toujours été prête à payer sa part de la construction de la chaussée et des améliorations, savoir : \$4,000.00, mais que le demandeur n'a pas construit la chaussée tel que stipulé ; que partant, elle n'est tenue de payer au demandeur que ce qui pourrait lui être dû en vertu du contrat, si ce contrat avait été exécuté par lui.

D'ailleurs, elle a soutenu qu'elle n'avait pas besoin de confirmer par résolution l'acte sous seing privé, vu que le président qui l'avait signé était autorisé à toutes fins que de droit à faire seul toutes les conventions et contrats pour elle et en son nom, entr'autres, de vendre les propriétés appartenant à la compagnie ou d'en acheter pour elle, d'accorder des quittances d'hypothèques créées en faveur de la compagnie et de faire tous les actes nécessaires pour acquérir ou vendre des propriétés immobilières ; le tout en vertu d'une résolution de la compagnie en date du 4 septembre 1900.

Cette résolution du bureau des directeurs de la compagnie défenderesse n'a jamais été communiquée au demandeur et celui-ci n'en a jamais été informé.

Il était du devoir de la compagnie, en supposant que la résolution accordant au président les pouvoirs extraordinaires ci-dessus mentionnés soit valable, de la transmettre au demandeur qui en ignorait l'existence et ne pouvait être présumé la connaître.

Le président de la compagnie a, lui-même, interprété la résolution comme ne lui donnant pas le pouvoir de signer l'acte en question ou il n'a pas voulu assumer toute la responsabilité de la compléter, vu qu'il s'est engagé lors de la convention de la faire confirmer et ratifier par résolution de la compagnie

1907
 Tanguay
 v.
 Royal Paper
 Mills Co.
 Lemieux, J.

elle-même. Décision du Conseil Privé, *Robert vs St Lawrence Power Co.* (1).

Par la section 12 du chap. 74, 58 Vict., acte qui a constitué en corporation la compagnie défenderesse, il est dit que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau composé de six directeurs ; et le statut a voulu dire par les mots " les affaires seront administrées ", qu'elles seraient conduites, dirigées, gouvernées et régies par un bureau de directeurs.

Ce bureau de direction n'avait pas la faculté de déléguer à un de ses membres le pouvoir d'administrer, diriger, gouverner et régir toutes les affaires de la compagnie particulièrement ; et, d'après la loi, les directeurs étaient des fiduciaires ou des *trustees* représentant les actionnaires qui ont dû compter sur l'action, intervention et expérience des directeurs pour l'administration des affaires.

Ce bureau de direction n'avait pas le droit de déléguer généralement ses pouvoirs discrétionnaires ou l'exercice de sa discrétion dans la régie générale des affaires de la compagnie. Il ne pouvait déléguer au président ou à un de ses membres que des pouvoirs ministériels ou de simple administration, mais non les pouvoirs fondamentaux de la corporation en vertu de la maxime : *potestas delegata non potest delegare* (Beach. Nos 272-74-76-77-78 ; 3, Thompson 3944-47-49-51 ; Art. 357, 58-59-60 C. C.)

Aucune des compagnies parties à l'acte ne l'a confirmé par résolution ou n'a communiqué telle résolution à l'une ou à l'autre des parties figurant au dit acte, qui a été tenu pour lettre morte par toutes les parties et aucune des corporations n'a rempli les conditions et stipulations y énoncées.

Le demandeur qui avait commencé à construire la chaussée et a fait les améliorations sus-mentionnées, les avait commencées dans la prévision et l'espoir de l'exécution de l'acte et de la coopération des autres parties, mais n'ayant pas eu cette coo-

(1) 15 B. R., 148.

pération et l'acte n'ayant pas été exécuté, il a continué, comme il avait droit de le faire, en son nom personnel et à ses propres frais la construction et le parachèvement de la chaussée.

1907
Tanguay
v.
Royal Paper
Mills Co.
Lemieux, J.

Pour ces motifs, la cour condamne la défenderesse à payer au demandeur la somme de \$2,886.42 avec intérêt et les dépens.

Panneton & Leblanc, pour le demandeur.

Hurd, Fraser & Rugg, pour la défenderesse.

J. E. Martin, C. R., conseil.

SUPERIOR COURT.

MONTREAL, March 4th 1907.

Present :—DUNLOP, J.

MEIGHEN v. PACAUD.

Servitudes—Right of way by several in common—Works necessary for exercise of servitude—Fire-escape from building adjoining lane.

HELD :—The owner of a shop or store adjoining a lane of which he has the use in common with others, has the right, for the exercise of this servitude, under art. 553 C. C., to erect a fire-escape giving access from the building to the lane in case of fire, provided he places it so as not to interfere with those who have the same right of servitude as himself.

DUNLOP, J. :—

The pleadings show the pretensions of the parties. The question to be decided is simply whether the defendant had the right to erect as he did a fire-escape on the rear of his buildings some seventeen feet above the level of the lane at the back of his buildings. The defendant owns a block of buildings on St Catherine street, and it may be said that these premises are used by a very large number of persons, and the municipal law enacts that it is absolutely necessary that a fire-

1907
—
Meighen
v.
Pacaud.
—
Dunlop, J.

escape should be provided. It is proved that this fire-escape is attached to the rear wall of the defendant's premises, and is about three feet wide, and that it cannot possibly interfere with the free and unobstructed use of the lane by those entitled to use it. In judging of the case the surrounding circumstances must be looked at, and specially the purposes for which the defendant's premises were destined when he purchased them, and acquired his right to use the land in question.

The defendant on the 14th March, 1900, by deed before Marler, N. P., purchased a certain subdivision of lot 1342 of the St Antoine ward, in this city, "with the use in common " with others of said lane in rear." These are the exact words of the grant. The terms are general and not restricted. The defendant, under the grant, would have the right to take merchandise of every description to his premises, and to place on his premises doors opening on the lane, whether such doors were on the lower or upper storeys of his building, and every sort of apparatus necessary for safe delivery of the merchandise on his premises.

The proof shows that the fire-escape from its position does not in any way interfere with the other parties having the same rights in the lane.

Reference might be made to elucidate the questions at issue in the present case, to the American & English Encyclopedia of Law, vol. 23, p. 27, under the heading of " Private " ways. Liberal construction of right."

" While, however, the terms cannot be enlarged beyond " their natural meaning, they will not be narrowed so as to " prevent the beneficial use by the grantee of what is grant- " ed in the manner and for the purpose fairly indicated by " the grant," and the case of *Cannon vs Villars* (1) is cited. In this case it was held that in the agreement the plaintiff had the implied right of way through the gate-way and over the yard for the reasonable purposes of his business,

(1) 8 Ch. D., 415.

and that such right was general and not restricted ; and that he was entitled to an injunction to restrain the defendant's obstruction.

Jessel, Master of Rolls, at page 420 said :

" The construction," (referring to the grant) "will, of course, depend on the circumstances surrounding so to speak the execution of the agreement."

And at page 421 he says :

" Again, if the road is not to a dwelling house, but to a factory or place used for business purposes, which would require heavy weight to be brought to it, then a grant of right of way would include the right to use it for all reasonable purposes, which would include the right of bringing up carts and waggons at reasonable hours for the purpose of the business."

And the learned judge goes on to say :

" *Prima facie* the grant of a right of way is the grant of a right of way having regard to the nature of the road over which it is granted and for the purposes for which it is intended to be used, and both these circumstances may be legitimately called in to aid in determining whether it is a general right of way or a right of way restricted to foot passengers and horsemen or cattle, or a general right of way for carts, horses, carriages and everything else. Where a wayowner's rights are not defined, the way must be considered as adopted to the convenient use and enjoyment of the land to which it is appurtenant for any useful and proper purpose for which it may be used. It is proper to take into consideration the condition of the way as it was when the right of way was first acquired, the customary use made of the way, and the nature and relative conditions of the respective tenements to each other.

Phippen, on Evidence, at page 543, shows that in a case like the present, surrounding circumstances should be looked at.

Elliott, on Loads, cites the maxim :

" That regard for the public welfare is the highest law."

In the present instance regard for the public safety was

1907
Meighen
v.
Pacaud.
Dunlop, J.

1907
—
Meighen
v.
Pacaud.
—
Dunlop, J.

the sole reason why this fire-escape was erected. It is proved that the fire-escape was erected by the defendant at the request and with the sanction of the municipal authorities, and in conformity with the civic by-laws. I think that the defendant had the right and is entitled to use the common lane for the purposes for which it was destined and which did not interfere with the right of other co-owners, and, amongst other things, to erect fire-escapes for the use of his property. The proof shows that this fire-escape was nothing more than an open balcony affixed to the rear of defendant's building, and is 17 feet above the level of the lane, and is used solely for the purposes of the buildings constructed upon the defendant's property as a means of egress to and through the lane in case of fire. In other words, it gives the egress through the lane in the event of fire, a right of passage which the defendant's property might be deprived of, if such escape had not been erected. As I view the case, this right the defendant was entitled to under the general terms of his grant. "He to whom a servitude is due has the right of making all the works necessary for its exercise or preservation." C. C. 553. The erection of the fire-escape was the making of works necessary to allow the defendant to exercise his right of passage in the event of fire. The plaintiff has no interest in complaining of the said fire-escape, which in no way interferes with any rights he may have. The defendant's property is situated in a commercial locality and was purchased, and is used for commercial and not residential purposes, and when he was granted the use of the lane, this use gave him the right to use it for all legitimate purposes, including the right to use it in such a manner as might not only protect his property, but the lives of all parties who had occasion to be on the premises.

I am consequently of opinion that the plea of the defendant should be maintained and the plaintiff's action dismissed with costs, and it is so dismissed.

Brosseau & Holt, for the plaintiff.

C. S. Campbell, K. C., counsel.

Goldstein & Beullac, for the defendant.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 6 avril 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, juge en chef,
MATHIEU & LORANGER, JJ.

DUQUENNE v. LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
DES BOISSONS CANADIENNES.

*Contrats—Contrats projetés entre particuliers et compagnies,
en voie de formation — Actionnaires et compagnies —
Commencement de l'existence des compagnies— Actes
antérieurs—Ratification.*

JUGÉ :—Un contrat projet éentre un particulier et une société par actions ou compagnie, en voie de formation, est sans effet, en ce qui regarde celle-ci, après sa constitution par émission de lettres patentes. N'ayant pas eu d'existence légale, il n'est pas susceptible de ratification. Pour qu'il prenne effet, il faut que la société agissant, après son incorporation, par son bureau de direction, y souscrive ou s'y engage formellement de la manière prévue par la loi.

Par suite, lorsque les promoteurs d'une telle société rédigent un écrit ou projet pour le lancement de l'affaire, dans lequel il est déclaré qu'un particulier en sera le directeur gérant avec un salaire spécifié et autres avantages, que les actionnaires, en souscrivant, prennent connaissance de cet écrit, qu'après l'octroi des lettres patentes et l'adoption de règlements par les directeurs provisoires, une résolution est adoptée à une assemblée générale des actionnaires, déclarant le projet de constitution définitif, ordonnant sa transcription dans les livres de la société et le dépôt de l'original chez un notaire, ces faits n'établissent pas un contrat entre le particulier désigné et la société, de façon à donner à celui-là contre celle-ci, un recours en recouvrement d'arrérages de salaire.

Le jugement de première instance qui est confirmé a été rendu en Cour Supérieure, SAINT-PIERRE, J., à Valleyfield, le 18 janvier 1906, comme suit :

SAINT-PIERRE, J. :—

Deux causes me sont soumises en même temps : (1) une demande principale pour louage de service au montant de \$1,560. et (2) une demande incidente pour la continuation des mêmes services au montant de \$1,105.00.

- 1907
 —
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.
- Le demandeur base sa réclamation sur ce qu'il prétend être un traité ou contrat intervenu entre la compagnie défenderesse et lui, le 29 mars 1899.
- Voici les faits qui se rapportent au contrat en question : —
- Henri Duquenne exerce le métier de fabricant de vin et de liqueurs de toutes sortes. Il prétend avoir des secrets de fabrication qui ne sont connus que de lui seul. Ayant choisi la ville de Valleyfield pour son champ d'opération, il résolut d'y établir une compagnie à fonds social au montant de \$20,000.00 divisé en 200 parts de \$100.00 chacune et des feuilles de souscription furent préparées avec l'en-tête suivant : —
- “ La Compagnie Générale des Boissons Canadiennes—
 “ 200 parts à \$100.00 chacune— \$20,000.00.”
- “ Nous, soussignés, *ayant pris connaissance de l'objet de cette compagnie et des conventions spéciales à être faites avec M. Henri Duquenne, suivant l'état annexé à la présente feuille de souscription*, soucrivons le montant des actions de la dite compagnie mis vis-à-vis nos noms respectifs.”
- Comme le document auquel on référerait dans cet en-tête en le désignant sous le nom d'“Etat” est celui qui fait la base de la présente action, je crois devoir le citer presque en entier.
- Il est intitulé “ *Projet.* ”
- “ 1o. Constitution d'une société à capital limité à incorporer sous la raison sociale de “ *Compagnie Générale des Boissons Canadiennes* ”, siège social à Valleyfield, province de Québec, Canada, avec faculté d'établir des succursales, dépôts, dans toute la Puissance du Dominion, et au besoin de se fusionner par l'absorption, sous la seule raison sociale susdite avec d'autres maisons, compagnies ou sociétés faisant les mêmes cultures ou fabrications. ”
- “ 2o. Cette société a pour objet la culture des raisins, fleurs, fruits, légumes, plantes nécessaires aux préparations, mais plus particulièrement la fabrication des vins de messe, de table, de desserts. . . . le tout sous différentes formes suivant les procédés et recettes secrètes de Henri Duquenne, médaillé et diplômé en 1897, à l'exposition de Montréal.
- “ La représentation et la vente de toutes boissons et produits alimentaires.

- " 30. Le capital social est de \$20,000.00 divisé en parts
 " de \$100 00 chacune.
 " 40. La durée de cette société est indéfinie (illimitée).
 " 50. Pendant toute la durée de cette société, la direction
 " générale sera confiée à M. Henri Duquenne, lequel pourra,
 " en cas de force majeure, transporter ce privilège à toute per-
 " sonne capable. En cas de mort, ses ayants-droit, héritiers
 " ou descendants jouiront de ce même droit ou privilège.
 " Pendant toute la durée de cette société pour cette direc-
 " tion, M. Henri Duquenne prélèvera un appointement de
 " \$600.00 par an, payable par douzième mensuellement qui
 " seront portés aux frais généraux de la société. Il aura égale-
 " ment droit gratuitement à un logement confortable, jardins,
 " dépendances, chauffage et éclairage, le tout à proximité de la
 " fabrique. Cet appointement ne pourra être diminué, mais il
 " augmentera suivant les bénéfices nets de la société. Il se cal-
 " culera et se prélèvera annuellement sur la base de 25 par
 " cent de ces mêmes bénéfices nets.
 " 60. La société s'oblige à n'acquérir pendant toute la durée
 " de son existence, même au cas de fusion, aucuns produits au-
 " tres que ceux dont M. Henri Duquenne a le monopole en Ca-
 " nada, afin de garantir toujours des boissons de tout premier
 " ordre et homogènes.
 " 70. M. Henri Duquenne apporte à la société le bénéfice de
 " ses formules, recettes, secrets de fabrication et les droits et
 " avantages obtenus de la municipalité de Valleyfield.
 " 80. La société aura le privilège pendant deux ans, à partir
 " du jour de sa constitution définitive, d'acquérir de M. Henri
 " Duquenne ses formules et recettes secrètes de fabrication, et ce,
 " pour tout le Dominion, consistant en les boissons énumérées
 " en l'article deuxième de ce présent acte, moyennant paiement
 " de \$20,000.00, à raison de \$500.00 par an, intérêt à six
 " pour cent par an
 " 90. Défalcation faite de tous les frais généraux sur les
 " bénéfices nets, il sera payé au porteur de parts du capi al
 " social un dividende annuel de dix pour cent.
 " L'excédant des bénéfices nets sera porté à un fonds de ré-

1907

Duquenne

v.

Cie Générale
des Boissons
CanadiennesSaint-Pierre,
J.

- 1907
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.
- “ serve spécial qui servira à l'achat de terrain propre à la culture des fruits et plantes, à l'agrandissement des bâtisses, augmentation du matériel de stock, de matières premières et des boissons et à l'amortissement des parts du capital social.
- “ 10o. Lors de la liquidation, défalcation faite de tous les engagements, règlement du passif et remboursement des parts du capital social, l'actif restant disponible sera partagé, moitié au porteur des parts de ce capital social, l'autre moitié reviendra à M. Henri Duquenne, ses ayants-droit, héritiers ou descendants.
- “ 11o. Il n'y aura que cinquante pour cent du capital de versé maintenant, suivant appels à être déterminés par les directeurs, et la balance ne sera pas appelée à tout événement avant deux ans”.

Le 6 mars 1899, des lettres patentes furent obtenues, et on se mit en frais d'organiser la compagnie nouvelle.

Les directeurs provisoires mentionnés aux lettres patentes étaient Henri Duquenne, Timothée Cousineau, Urcisse Langevin, Noël A. Ostigny et Octave Cossette.

Le 20 mars, à une assemblée des directeurs provisoires, les règlements de la compagnie que l'on avait eu le soin de préparer d'avance furent lus et approuvés.

Le 29 du même mois, à une assemblée générale des actionnaires, ces mêmes règlements furent amendés et définitivement adoptés à l'unanimité. Ce vote fut suivi de la résolution suivante qui fut également adoptée par le vote unanime de l'assemblée.

M. Brodeur propose, secondé par M. Ostigny *que le projet de constitution de la Compagnie Générale des Boissons Canadiennes de Valleyfield devenu définitif et liant entre eux M. Henri Duquenne, fondateur et tous les actionnaires, en fait, par leur acceptation, par leurs souscriptions du capital social et la constitution définitive de cette compagnie soit transcrit sur les livres de la société avec l'état des souscriptions pour que, en cas de perte de l'original, cette transcription y supplée; et M. Henri Duquenne, ses héritiers, descendants, ayants-droit, ainsi que tous les actionnaires actuels ou futurs, por-*

teurs de parts, soit par souscriptions, achats ou autrement, devront strictement se conformer à tout son contenu ; et que, par surcroît de précaution, le président soit autorisé à faire, au nom de cette compagnie, un acte de dépôt du dit original en l'étude de R. S. Joron, notaire, à Valleyfield.

1907
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
Saint-Pierre,
J.

A la même assemblée, mais après le vote pris sur cette résolution, les actionnaires dont les noms suivent étaient élus directeurs, savoir : Henri Duquenne, Noël Ostigny, Urcisse Langevin, Octave Cossette et Timothée Cousineau, fils, leur terme d'office devant durer jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires fixée par les règlements au mois de janvier 1900.

Il est bon d'observer que, à cette assemblée du 29 mars, tous les directeurs provisoires étaient présents et qu'ils ont voté avec les autres actionnaires.

C'est ce salaire de six cents piastres par année, ainsi que la valeur de l'occupation du logement dont on fait mention dans le document intitulé "projet" cité plus haut, que réclame le demandeur dans les deux actions que je suis appelé à juger.

Par sa première action, le demandeur réclame le salaire qu'il prétend lui être dû à compter du premier avril 1899 jusqu'au 31 mars 1901, à savoir vingt-quatre versements à raison de \$50. chacun, le tout formant \$1,200, plus une somme de \$360. à raison de \$15. par mois comme représentant la valeur du logement qu'il dit lui avoir été promis durant la même période de temps. Par ses conclusions, il demande que la compagnie défenderesse soit condamnée à lui payer la somme totale de \$1,560.00 avec intérêt du jour de la signification de l'action et les dépens.

La demande incidente a été prise le 12 septembre 1902, pour couvrir la période écoulée entre le premier avril 1901 jusqu'au 31 août 1902, et, comme je l'ai dit plus haut, le montant réclaté par cette dernière action est de \$1105.

Le plaidoyer qui, naturellement, est le même dans les deux actions peut se résumer comme suit :—

1o.—Le demandeur base sa demande sur un contrat qui n'a jamais existé, ni en fait, ni en droit.

2o.—En supposant que le contrat invoqué aurait existé, le

1907
—
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Saint-Pierre,
d.

demandeur serait sans droit d'obtenir les conclusions de sa déclaration pour les raisons suivantes :—

Ce contrat ne pourrait avoir effet qu'à compter du jour où la compagnie aurait été complètement organisée et aurait commencé ses opérations ; or, la compagnie n'a jamais commencé ses opérations, vu que le capital nécessaire n'a jamais été versé et que cette omission a été le résultat de la conduite du demandeur lui-même, qui a fait défaut de solder le montant de sa souscription et de remplir ses engagements envers la compagnie.

Le demandeur n'a jamais mis la compagnie défenderesse en demeure d'avoir à lui donner aucun emploi ; et dans tous les cas, son action contre la compagnie défenderesse, si tant est qu'il en eût aucune, ne pouvait être qu'une action en dommages-intérêts pour violation du contrat intervenu entre lui et elle, et non pas une action pour salaire, attendu que le salaire représente un travail accompli, tandis que de fait le demandeur n'a jamais travaillé pour la dite compagnie.

La première question à décider peut se formuler comme suit :—

Les pièces et documents cités plus haut constituent-ils la preuve de l'existence d'un traité ou contrat entre le demandeur d'un côté et la compagnie défenderesse de l'autre ?

Après une lecture attentive de ces documents et une étude approfondie de la loi qui régit les relations des souscripteurs avec les promoteurs des compagnies à fonds social, et des souscripteurs et des promoteurs avec la compagnie elle-même, j'en suis arrivé à la conclusion que ces documents ne constituent pas le lien de droit que le demandeur prétend avoir créé entre lui et la Compagnie Générale des Boissons Canadiennes.

L'erreur dans laquelle le demandeur est tombé a pris son origine dans le fait qu'il a confondu les souscripteurs et plus tard les actionnaires individuellement, ou pris dans leur ensemble, avec la compagnie elle-même.

Pour former une compagnie par actions, il est bien vrai qu'il faut des souscripteurs qui, plus tard, deviendront des actionnaires, mais il n'est pas exact de dire que les action-

naires sont la compagnie. Une compagnie à fonds social est un être moral, créé par la loi et composé d'un certain nombre de personnes, mais distinct de chacune d'elles. Cette compagnie ne se révèle physiquement que lorsqu'elle est réunie en assemblée générale, et elle ne peut faire connaître sa volonté, ou exprimer son approbation ou sa désapprobation qu'au moyen des résolutions qui sont adoptées par ceux qui forment la majorité du quorum présent.

Examinons la procédure qui a été suivie dans la cause qui m'est actuellement soumise.

Tout d'abord je vois que le plus grand nombre des souscripteurs (je dis le plus grand nombre, car l'en-tête des feuilles de souscription communiquées aux souscripteurs n'a pas été le même pour tous) ont déclaré, avant d'apposer leur signature, qu'ils avaient pris connaissance du "*Projet de Constitution*" contenant les termes et conditions de l'engagement futur du demandeur. Que signifiait cette déclaration ? La réponse ne peut être douteuse. Pour quelques-uns, je l'admets, ces paroles pouvaient ne pas vouloir dire grand chose, mais pour d'autres, c'était une circonstance favorable et propre à les induire à donner leur signature et à risquer leurs fonds. Leur raisonnement pourrait se résumer comme suit : Nous connaissons la compétence de M. Duquenne et avec la perspective que, plus tard, il sera en charge de l'établissement, nous sommes sûrs du succès de l'entreprise."

Non seulement ces souscripteurs auraient été justifiables de se plaindre de l'absence de M. Duquenne, au cas où la compagnie eût négligé, plus tard, de le nommer son directeur-gérant, mais ils auraient même pu se prévaloir de cette circonstance pour retirer leur souscription et réclamer remboursement de leurs avances.

Il ne faut pas oublier qu'en donnant aux souscripteurs l'assurance que plus tard il deviendrait le directeur-gérant de la compagnie, Duquenne agissait comme le fidéicommissaire de la compagnie en voie de formation et que c'était au nom de cette compagnie, qu'il faisait au public la représentation que je trouve consignée dans le "*Projet de Constitution*."

1907
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
Saint-Pierre,
J.

1907
 —
 Duquenne v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.

Or, cette représentation, faite ainsi au nom de la future compagnie, dont Duquenne s'était constitué le fidéicommissaire, faisait bien naître un droit en faveur des souscripteurs, comme je viens de le dire, mais elle n'en créait aucun en sa faveur à lui. Les souscripteurs ne se sont jamais obligés d'assurer à Duquenne la position de directeur-gérant de la compagnie. Tout au plus pourrait-on dire que leur silence équivalait à une approbation tacite de ce que le compagnie ferait plus tard, si elle le nommait à cette position, mais à rien de plus.

Lord Lindley, dans son livre intitulé "*Law of Companies*," 6ième édition, parlant des droits et des responsabilités des souscripteurs, cite la cause de *Anderson vs The Scottish Petroleum Company* ⁽¹⁾, précisément au sujet du point en question.

Voici ce qu'il dit :—

"The prospectus of the Scottish Petroleum Company named G. and R. as two directors. Anderson, on the faith of this statement applied for shares in the company, but before any shares were allotted to him, both G. and R. had refused to be appointed directors. *It was held that Anderson under these circumstances was at liberty to repudiate the shares allotted to him.*"

Cet exemple nous fait comprendre quels sont les droits des souscripteurs. Voyons maintenant quelle est l'étendue et quelle est la limite de leurs responsabilités. Voici ce que je trouve à la page 25 du même livre :

"Other illustrations of the same principle are afforded by those cases in which the liability of subscribers to projected companies for debts contracted by the directors has been discussed. These cases establish that persons who agree to become members of the company to be formed upon certain terms and for certain purposes are not liable for debts contracted by the directors before the company's is formed as contemplated ; unless the subscribers have rendered them-

(1) 17 Cq. D., 373.

" *selves liable to such debts otherwise than by their agreement to take shares.*"

1907

Duquenne

v.

Cie Générale
des Boissons
CanadiennesSaint-Pierre,
J.

Il est bien évident que si les souscripteurs ne peuvent être tenus responsables des dettes contractées par les promoteurs pour les fins de la création et de l'organisation de la compagnie, ils ne le sont pas davantage des contrats que les mêmes promoteurs leur prédisent devoir être passés, plus tard, entre eux-mêmes et la compagnie après sa formation.

Prenons maintenant la résolution adoptée par l'assemblée générale du 29 mars, et voyons si cette résolution a eu pour effet de créer le lien de droit qui manquait entre le demandeur et la compagnie défenderesse.

Que dit cette résolution ?

" M. Brodeur propose, secondé par M. Ostigny que le projet de constitution de la Compagnie Générale des Boissons Canadiennes soit transcrit sur les livres de la société avec l'état des souscriptions pour que, en cas de perte de l'original, cette transcription puisse y suppléer, et que, par surcroît de précaution, le président soit autorisé à faire, au nom de cette compagnie, un acte de dépôt du dit original dans l'étude de R. S. Joron, notaire, à Valleyfield".

Voilà tout le dispositif de la résolution en question. Ce dispositif contient-il les termes, ou même quelques-uns des éléments d'un contrat entre Duquenne et la compagnie ? Évidemment non.

Examinons maintenant le motif qui a donné lieu à cette résolution.

Voici ce motif :

" Que le projet de constitution de la Compagnie Générale des Boissons Canadiennes, à Valleyfield, *devenu définitif et liant entr'eux M. Henri Duquenne, fondateur, et tous les actionnaires*" (non pas la compagnie, qu'on le remarque bien, mais les actionnaires. Et comment les actionnaires sont-ils liés?) *par leur souscription du capital social et par la constitution c'est-à-dire la formation définitive de la compagnie, etc.*"

C'est toujours la même erreur.

Le demandeur qui avait probablement rédigé cette résolu-

1907
 —
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.

tion, a confondu les actionnaires avec la compagnie. Il s'était imaginé que, en signant la liste de souscriptions, les souscripteurs qui, avant d'apposer leur signature, avaient déclaré avoir pris connaissance du document intitulé "*Projet de Constitution*", se trouvaient liés vis-à-vis de lui, et il en avait tiré la conclusion que la compagnie ayant obtenu des lettres patentes, ce prétendu lien était devenu indissoluble.

C'était prendre pour acquis un fait qui n'existait pas.

Or, cette circonstance, cette acceptation par tout le monde faite d'une manière incidente, de l'existence supposée d'un contrat qui, en réalité, n'existait pas, pouvait bien donner naissance à certaines obligations mutuelles entre Duquenne et la compagnie, mais elle ne pouvait pas faire qu'une chose qui n'existait pas, existât. Ainsi, par exemple, si d'un côté Duquenne, qui se croyait engagé comme fabricant de liqueurs, avait, de fait, travaillé au service de la compagnie, et si, de son côté, la compagnie étant, elle aussi, sous l'impression qu'elle était liée vis-à-vis de lui, avait profité de son travail, il y aurait eu là un quasi-contrat qui, indubitablement, aurait obligé cette dernière à lui payer la valeur de ses services ; mais ce droit de la part de Duquenne de réclamer la valeur de ses services aurait, comme je viens de le dire, pris sa source dans un quasi-contrat et dans le principe d'équité qui veut que nul ne s'enrichisse au dépens d'autrui, mais non pas dans un contrat qui n'aurait pas eu d'existence réelle. L'erreur commune dans laquelle les deux parties ont pu tomber, lorsque toutes deux croyaient à l'existence d'un contrat, ne peut avoir eu pour effet que ce contrat existât.

Le motif ou le considérant qui a été inséré dans la résolution que je discute étant basé sur un fait faux et sur la supposition qu'il existait un contrat entre Duquenne et la compagnie, lorsqu'en réalité il n'en existait pas, ne peut pas avoir eu pour effet de créer ce contrat.

La résolution ajoute : "*Et M. Henri Duquenne, ses héritiers, descendants, ayants-droit, ainsi que tous les actionnaires actuels ou futurs, porteurs de parts, soit par souscriptions, achats ou autrement, devront strictement se conformer à tout son contenu.*"

C'est toujours la même confusion d'idées. La résolution parle de Duquenne et de ses hoirs et ayants-cause, d'un côté, et des *actionnaires présents et futurs*, de l'autre, et des obligations qu'ils auront à remplir mutuellement les uns vis-à-vis des autres. On ignore complètement la tierce personne morale qui s'appelle La Compagnie Générale des Boissons Canadiennes, qui, seule, pouvait exécuter avec Duquenne un contrat qui aurait pu servir de base à une poursuite telle qu'est la présente action.

1907
—
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Saint-Pierre,
J.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette injonction faite par la résolution en question, qui ne visait que les *actionnaires présents et futurs*, basée, comme elle l'était, sur la supposition erronée qu'il existait entre Duquenne et ses héritiers, d'un côté, et les souscripteurs devenus actionnaires et les successeurs de ces derniers, de l'autre, n'a pas eu pour effet de créer entr'eux aucun lien de droit, pas plus qu'il n'a eu pour effet de créer aucun lien de droit avec la compagnie elle-même. Le plus que l'on pourrait dire, au sujet de cette résolution, serait qu'elle aurait pu être interprétée comme devant servir de ratification au prétendu contrat invoqué par le demandeur, si, toutefois, il était possible de ratifier un contrat qui n'a pas d'existence.

Les auteurs qui ont écrit sur ce sujet vont beaucoup plus loin. Ils disent que, même dans le cas où un contrat formel aurait été passé entre un promoteur, d'un côté, et les souscripteurs de l'autre, ou entre les souscripteurs et des tiers, avant l'organisation de la compagnie, un tel contrat ne serait pas susceptible de ratification par la compagnie après sa formation. Pour donner effet à ce projet de contrat, il faudrait le faire adopter de nouveau par la compagnie. La raison qu'on en donne est qu'on ne peut ratifier un contrat qu'en autant qu'il a été passé entre deux parties ayant une existence légale, et que un promoteur ne peut pas être le représentant, ni l'agent d'une compagnie qui n'a pas encore cette existence.

C'est ce que Lord Lindley nous dit en toutes lettres à la page 198 de son traité que j'ai déjà cité plus haut : "Moreover, "dit-il, as will be seen hereafter, a company cannot ratify

1907
 Duquenne v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes

" a contract entered into before its formation, nor will a person who has entered into such a contract be entitled to sue or acquire any rights against the company, merely by reason of the company or its directors having passed a resolution purporting to adopt it".

Saint-Pierre,
 J.

A la page 232, il développe plus au long la règle qu'il a posée à la page 198.

" A contract entered into, dit-il, or an act done before a company is formed cannot be ratified by it in the proper sense of that expression. Ratification is a technical word and presupposes the existence (1) of a principal ; (2) of an agent and (3) of some act done by the agent for and on behalf of the principal, but without his authority. Where there is no principal, there can be no agent and no act done by him for his principal, and consequently there can be no ratification or approval by him of something previously done for him. A company therefore cannot, properly speaking, ratify what its promoters have done before its formation. But a company may, after its formation, become bound to do what others have undertaken it shall do when formed. It may become so bound by its charter or act of incorporation, or by valid contract entered into by itself after its formation, and this is what is meant by adoption ; but it will not become so bound merely by introducing into its memorandum or articles of association a clause, or by passing a resolution purporting to adopt the contract".

A la page 239, l'auteur ajoute :—

" But a company cannot ratify acts done before it came into existence ; although it may bind itself by a new contract or be bound by its act or incorporation, to perform them."

J'en arrive donc à la conclusion, premièrement, que la résolution du 29 mars n'a pas pu ratifier le prétendu contrat d'engagement du demandeur, puisque ce contrat n'avait aucune existence, et, deuxièmement, que, même dans le cas où il aurait existé un pacte ou un traité formel entre quelqu'un qui aurait représenté la compagnie en formation d'une part, et le demandeur de l'autre, un tel traité n'aurait eu aucune exis-

tence légale et n'aurait pas été susceptible de ratification.

Le demandeur a cité une longue liste de causes pour démontrer qu'une compagnie à fonds social peut, après sa formation, donner effet à un contrat passé avant sa création définitive par ses promoteurs avec des tiers, ou même avec des souscripteurs. Personne ne met ce fait en doute. La question ici n'est pas de savoir si la chose peut se faire, mais si elle a été faite.

Au lieu de chercher à se créer un contrat par voie de suppositions ou de probabilités, le demandeur aurait dû se présenter carrément devant l'assemblée et faire proposer une résolution telle que la suivante, par exemple :—

“ Attendu que M. Duquenne a, ce jour, été élu l'un des directeurs de la compagnie ;

“ Attendu qu'un projet de contrat destiné à être passé entre la compagnie et lui a été annexé aux listes de souscription et que tous les souscripteurs ont eu connaissance de ce projet d'engagement ;

“ Attendu que c'est le désir des actionnaires que le dit Duquenne soit nommé directeur-gérant de la dite compagnie durant la durée de ses fonctions, comme directeur ;

“ Résolu que le dit Duquenne soit le directeur-gérant de la dite compagnie durant la période de son administration comme directeur, au salaire de \$600.00 par année, etc., et que les directeurs soient autorisés à passer un engagement avec le dit Duquenne conformément à la présente résolution. ”

Nul doute qu'une telle résolution, si elle eût reçu la sanction de l'assemblée, eût été parfaitement légale et aurait eu pour effet de lier la compagnie. Au reste, c'est ainsi qu'on a procédé dans toutes les causes qui ont été citées dans le fac-tum du demandeur lui-même. J'en prends une au hasard, celle de *“The Hess Manufacturing Company” in liquidation, and Edgar & Wm Sloan* (1). Si le demandeur eût pris le soin de lire attentivement, d'un bout à l'autre, le rapport de cette cause, il aurait trouvé, là, que la résolution invoquée par le de-

1907

Duquenne

v.

Cie Générale
des Boissons
CanadiennesSaint-Pierre,
J.

(1) 23 C. S. C., 644.

- 1907 mandeur, comme contenant le contrat qui servait de base à
 — son action, avait été rédigée en substance dans les termes de
 Duquenne celle dont je viens de donner la teneur.
 v.
 Cie Générale Le demandeur nous dit :—
 des Boissons
 Canadiennes L'ordre donné au président de faire transcrire les docu-
 — ments, dont je viens de parler, dans les registres de la compa-
 Saint-Pierre, gnie et de les confier au notaire Joron pour en faire un acte de
 J. dépôt, ordre qui a reçu l'assentiment unanime des actionnai-
 res présents, en y incluant les *directeurs intérimaires*, consti-
 tuait une adoption par la compagnie du contenu des divers
 documents auxquels on faisait référence, et, entr'autres, du pro-
 jet de constitution dans lequel était consigné *l'engagement*
 du demandeur comme directeur-gérant.
 J'ai déjà démontré qu'une telle proposition n'était pas sou-
 tenable ; mais admettons, pour le moment, que cette proposi-
 tion soit réellement exacte en fait et en loi, s'ensuit-il que le
 demandeur avait raison de baser son action sur le projet de
 constitution dont je viens de parler ?
 Je cite encore Lord Lindley.
 Voici ce qu'il dit à la page 199 :—
 " In cases of this description, the promoters themselves are
 " liable on the contracts entered into by themselves, *but not*
 " *the company*. Moreover, as already stated, a company can-
 " not ratify a contract made by its promoters before its own
 " existence. At the same time, an agreement by a company
 " to do what its promoters have undertaken it shall do, may
 " obviously be entered into, and such an agreement, if entered
 " into, *and if not ultra vires*, will be binding on the compa-
 " ny."
 S'il est vrai, comme on le prétend, que la résolution du 29
 mars a eu pour effet de faire adopter par la compagnie le pro-
 jet de constitution préparé par le demandeur et si cette réso-
 lution doit se lire concurremment avec le dit projet de constitu-
 tion, peut-on dire que toutes les clauses de ce contrat étaient
 intra vires de la compagnie ?
 Je ne le crois pas. C'est ce que nous allons maintenant
 examiner.

D'abord, cet écrit n'était qu'un projet de constitution. Plus tard, les lettres patentes ont été octroyées et ces lettres patentes, d'après la loi, sont devenues la constitution de la compagnie. Elles déterminent son organisation générale, définissent son objet et ses pouvoirs et la soumettent à toutes les exigences de la loi passée expressément pour les organisations de cette nature. Une compagnie ne peut avoir deux constitutions dont l'une serait en contradiction avec l'autre.

1907
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
Saint-Pierre,
J.

Or, voici les vices absolument radicaux que je trouve dans ce projet de constitution.

1o.—La compagnie défenderesse assume le droit de se fusionner avec d'autres compagnies.

(Voir clause première).

Les lettres patentes ne lui confèrent aucun tel pouvoir et la section 4747 de l'acte des compagnies à fonds social de Québec défend les opérations de ce genre, à moins d'une autorisation spéciale.

2o.—Après avoir déclaré que la durée de la compagnie sera pour une période de temps illimitée, le projet dont il s'agit nous donne les termes d'un contrat destiné à être passé avec le demandeur Duquenne, qui devra durer tant que durera la compagnie, et qui, advenant le décès du dit Duquenne, devra se perpétuer sans limite dans la personne de ses héritiers et même de ses ayants-cause, à qui il lui plaira de transporter ce privilège. La considération de ce contrat est que la direction générale de la compagnie devra être confiée au dit Duquenne et, après lui, à ses hoirs et ayants-cause.

Un tel contrat est radicalement nul comme étant en violation de l'ordre public et en dehors des pouvoirs de la compagnie qui lui aurait donné la sanction de son vote et se serait engagée à lui donner effet.

Voir les articles 1667 et 1668 du code civil et les sections 4714 et 4715, paragraphes 1 et 6 et 4717, paragraphes 11 et 13 de l'Acte des Compagnies.

Par la section 9 du dit projet de constitution, la compagnie s'oblige de payer un dividende annuel de dix pour cent.

Un tel engagement est également radicalement nul, comme

1907
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Saint-Pierre,
J.

étant en violation de l'article 4736 de l'Acte des Compagnies à fonds social, et comme excédant les pouvoirs de la compagnie.

Il résulterait de ce que je viens de dire que la compagnie ayant sanctionné par son vote une prétendue constitution par laquelle elle assumait des pouvoirs et des droits qu'elle ne possédait pas la résolution ainsi adoptée était *ultra vires* et, par tant, nulle et de nul effet, du moins quant aux *clauses* que je viens de citer.

Or, parmi ces clauses se trouve précisément celle par laquelle la compagnie aurait fait avec le demandeur, ses héritiers et ayants-cause un contrat de louage qui ne devait jamais prendre fin.

La section 4714 de l'Acte des Compagnies explique que la durée du terme d'office des directeurs ne devra pas dépasser deux années dans tous les cas, et la section 4715 déclare que, à défaut d'une disposition spéciale contenue dans les lettres patentes portant ce terme à deux années, l'élection des directeurs devra se faire tous les ans.

La sous-section 6 dit : "The directors shall, from time to time, elect, from among themselves, a president, and shall also name and may remove at pleasure all other officers of the company".

La section 4717 : "The directors have full power in all things to administer the affairs of the company and may make, or cause to be made, for it, any description of contract which the company may lawfully enter into; and may from time to time make by-laws not contrary to law, or to the letters patent of the company to regulate.

Sub-section 12.—" The appointment, functions, duties and removal of all agents, officers and servants of the company."

Sub-section 13.—" Their remuneration and that of the directors if they have a right thereto."

Il résulte de ces articles (et je pourrais en citer plusieurs autres) :

1o.—Qu'un contrat de louage de service ne peut être valable qu'en autant qu'il a été passé avec les directeurs de la com-

pagnie, qui, seuls, sont chargés de l'administration. La compagnie peut bien approuver le contrat et donner instruction aux directeurs de le faire préparer et de le signer ; mais, tant qu'il n'a pas été signé par les directeurs, qui, d'après la loi, sont les seuls gérants et administrateurs de la compagnie, le contrat n'a pas d'existence.

"The company itself cannot act in its own person" dit Palmer dans son traité, *On Company Laws*, 5th edition, page 152 : "for it has no personality, it can only act through *directors*".

20.—Que la compagnie ne pourrait, dans aucun cas, lier d'avance les actionnaires et ses directeurs futurs. Elle ne peut pas, non plus, faire un contrat pour louage de services qui serait contre la loi et qui la lierait pour toujours. Une résolution en violation de chacune de ces règles est *ultra vires* et ne pourrait servir de base à une poursuite en justice. Ainsi, elle ne pourrait enlever à ses directeurs futurs le droit de se dispenser des services de l'un de ses officiers, ou de ses employés. Ce serait violer une prescription positive de la loi.

Or, je trouve que la résolution dont il s'agit, si elle a pu avoir pour objet de sanctionner le contrat de louage de services contenu dans le document intitulé "*Projet de Constitution*", aurait été passée en violation de toutes ces prescriptions positives, de la loi et que, partant, elle serait *ultra vires* de la compagnie, c'est-à-dire nulle et de nul effet.

Il y a même plus :—

Le contrat en question nous dit en toutes lettres que c'est en considération du fait que Duquenne sera "*directeur-gérant*" qu'il aura droit à un salaire.

Or, comme je l'ai fait voir par la citation de la clause 4717, sous-sections 11 et 13, la compagnie a le droit de se dispenser de cet officier, et elle n'a pas le pouvoir d'enlever ce droit au bureau de direction, et encore moins aux différents bureaux de direction qui pourront se succéder les uns aux autres dans l'avenir.

Il y a plus encore : un directeur-gérant n'est pas un employé salarié.

1907
—
Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Saint-Pierre,
J.

1907
 —
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.

Voici comment M. White, dans son traité "On Canadian Company Law" page 337, définit la nature des relations d'un tel officier vis-à-vis de la compagnie :—

" The position of the managing director rendering services for which remuneration is given, is not that of a servant hired by the company. His position is aptly defined as a *working member of the company, who gets paid for the work he does*. The rules, as to hiring and notice, between master and servant, are therefore not applicable, and the measure of the rights of the salaried managing director is to be settled by what is provided, in that behalf, by the charter and by-laws of the company."

Pour régulariser la position du demandeur, la compagnie aurait dû élire ses directeurs d'abord, et ces derniers, une fois élus, auraient alors pu passer un règlement fixant la rémunération qu'on entendait attacher à la position de directeur-gérant. Le demandeur aurait pu, dans ce cas, être élu directeur-gérant et bénéficier de la rémunération fixée par le règlement dont je viens de parler.

Quant à la rémunération dont il s'agit, tous les auteurs s'accordent à dire qu'elle ne peut être réclamée *que comme récompense pour des services actuellement rendus*.

Sur ce premier point, j'en arrive donc à la conclusion que la partie du plaidoyer de la compagnie défenderesse, dans laquelle il est dit que les écrits produits par le demandeur ne constituent pas la preuve du contrat qu'il invoque, est bien fondée et que le demandeur doit être débouté des fins de sa demande tant de celle contenue dans sa demande principale, que de celle invoquée dans sa demande incidente.

Telle étant la conclusion à laquelle j'en arrive, il serait oiseux pour moi de discuter au long les autres moyens invoqués par la compagnie défenderesse.

Je me contenterai de dire que je trouve ces autres moyens également bien fondés.

Ainsi, je trouve que lorsque le demandeur a souscrit quarante parts dans la société en formation, à savoir pour une somme totale de \$4,000.00 et lorsqu'il nous déclare qu'il entendait

solder cette somme en vendant du vin et des liqueurs à la compagnie, au *pro rata* de cette somme d'argent, il aurait dû, tout d'abord, s'entendre avec la compagnie au sujet de cette vente. La compagnie n'était pas tenue d'acheter ses boissons. Il eut fallu pour cela que le consentement de cette dernière, au sujet de cet achat, apparût de manière à ne laisser aucun doute et que le prix de la marchandise eût été connu et accepté par les souscripteurs, et que, plus tard, cet achat eût été accepté par la compagnie elle-même, agissant par l'entremise de ses directeurs.

La section 4722 de l'Acte des Compagnies de la Province de Québec, différant en cela de la règle suivie ailleurs, veut que les parts soient payées *en argent* et non autrement.

" A capital stock of all joint stock companies . . . shall be paid in cash. "

Personne ne met en doute que la compagnie aurait pu acheter le vin et les liqueurs dont le demandeur était le propriétaire et que par suite de cette opération, Duquenne se serait trouvé à verser de l'argent, au lieu de faire consister ses parts en marchandises qu'il a voulu faire accepter à l'encontre des termes formels de la loi, mais, pour en arriver là, il lui fallait se soumettre à toutes les conditions exigées par le code civil en ce qui concerne la vente, c'est-à-dire qu'il fallait (1) le consentement du vendeur d'un côté, et celui des acheteurs de l'autre ; (2) la fixation du prix ; et (3) la livraison de la chose vendue.

Ce point a été réglé par un jugement prononcé en Cour de Révision, le 31 décembre 1895, dans la cause de *Larocque & qualité vs Beauchemin et al.* (1).

Voici ce qui a été jugé :

Held :—" Where there is no fraud or simulation, and the transaction is in good faith, anything which is in law equivalent to a payment, or which would be in law sufficient evidence to support a plea of payment, is a payment in cash within the meaning of section 4722 R. S. Q."

1907

Duquenne
v.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Saint-Pierre,
J.

(1) 9 C. S., 73.

1907
 —
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Saint-Pierre,
 J.

Ce jugement a été confirmé plus tard par les Lords du Conseil Privé.

Il fallait donc qu'il y eût tout d'abord une entente avec les actionnaires, quant au prix de la marchandise vendue, entente qu'il eût fallu faire accepter subséquemment par la compagnie après sa formation, pour que la souscription de Duquenne put être considérée comme étant un paiement en argent. Or, dans le cas qui m'est soumis, rien de tel n'a eu lieu. Le demandeur a cru qu'il pouvait remplir sa souscription en fournissant tout simplement des marchandises, jusqu'au montant qu'il s'était obligé de souscrire, sans au préalable se soumettre à aucune condition.

Je n'ai aucun doute que le demandeur était de bonne foi ; mais, d'après notre loi, la compagnie n'était pas tenue d'accepter ses marchandises, même à dire d'experts, et je trouve que c'est avec raison que ses parts ont été confisquées comme n'ayant pas été payées.

Sur le tout, je suis d'avis que le plaidoyer de la compagnie défenderesse doit être maintenu et que les deux actions du demandeur sont mal fondées, tant en droit qu'en fait. Le demandeur est, en conséquence, débouté des fins de sa demande, tant celle contenue dans son action principale, que celle de sa demande incidente, avec dépens dans chacune de ces causes.

JUGEMENT EN RÉVISION.

MATHIEU, J. :—

Le 26 avril 1901, le demandeur a poursuivi la défenderesse pour la somme de \$1,560.00. Il allègue, dans sa déclaration, telle qu'amendée, que, du 2 mai 1898 au 11 février 1899, différentes personnes ont souscrit au fonds capital de la défenderesse qu'elles se proposaient de former ; que, lors de ces souscriptions, ces personnes ont déclaré qu'elles avaient pris connaissance des conventions spéciales à être faites avec le demandeur, suivant un acte annexé à la feuille de souscription ; que les lettres patentes, incorporant la défenderesse, furent émises le 6 mars 1899 ; que le 20 du même mois, les direc-

teurs provisoires de la défenderesse se réunirent et passèrent des règlements, et décidèrent de convoquer, pour le 29 du même mois, une assemblée des actionnaires, pour élire les directeurs, et approuver les règlements ; qu'à l'assemblée du 29 mars 1899, il fut résolu, à l'unanimité, tous les directeurs votant : que le projet de constitution de la défenderesse, contenant engagement du demandeur, fût transcrit sur les livres de la compagnie et déposé en l'étude d'un notaire ; que le demandeur fut ainsi engagé, comme directeur gérant de la défenderesse, conformément aux conventions qu'il avait faites avec les souscripteurs ; que cet engagement était pour une somme irréductible de \$600.00, par année, avec un logement confortable, jardin, dépendances, chauffage et éclairage ; que la valeur du logement, chauffé et éclairé, est de \$15.00 par mois ; qu'il est dû au demandeur les versements des mois d'avril 1899 à mars 1901 inclusivement, formant \$1,200.00, pour salaire, et \$360.00 pour logement et éclairage, faisant ainsi un total de \$1,560.00 qu'il réclame.

La défenderesse a plaidé que ses directeurs n'ont jamais accepté la convention que le demandeur prétend avoir faite avec les actionnaires ; qu'à l'assemblée du 29 mars 1899, ni les actionnaires, ni les directeurs n'ont fait aucune convention avec le demandeur ; que la défenderesse ne pouvait faire des conventions avec le demandeur, que par l'entremise de son bureau de direction, et que, ce que le demandeur appelle des conventions, ne constitue que des projets qui n'ont jamais été réalisés, quant à ce qui concerne la défenderesse ; qu'en supposant qu'il eût existé un contrat entre le demandeur et la défenderesse, comme il l'allègue, ce contrat ne pouvait avoir d'effet que lorsque la défenderesse aurait été complètement organisée et aurait été commencé ses opérations ; qu'elle n'a jamais, de fait, été complètement organisée, et que son capital n'a jamais été régulièrement souscrit ; et que, si le capital exigé par la loi n'a pas été souscrit, c'est dû à la faute du demandeur qui aurait prétendu souscrire des actions pour \$4,800.00, payables en marchandises, ce qu'il n'avait pas le droit de faire, et qu'il n'a pas payé ses actions, ni en marchandises, ni autrement.

1907
—
Duquenne
V.
Cie Générale
des Boissons
Canadiennes
—
Mathieu, J.

1907
 Duquenne
 v.
 Cie Générale
 des Boissons
 Canadiennes
 —
 Mathieu, J.

Le 12 septembre 1902, le demandeur a fait une demande incidente, réclamant \$850.00, pour salaire, au taux susdit pour les mois d'avril 1901, à août 1902, inclusivement, et \$255.00 pour logement, chauffage, éclairage, pour les mêmes mois, formant en tout \$1,105.00.

La défenderesse a plaidé à cette demande incidente qu'elle n'a jamais commencé ses opérations, et qu'elle n'a pas engagé le demandeur.

Le 8 janvier 1906, la Cour Supérieure, à Valleyfield, SAINT PIERRE, J., a renvoyé l'action du demandeur, et sa demande incidente, avec dépens.

La Cour Supérieure a jugé que la convention que le demandeur prétend avoir faite avec les actionnaires de la compagnie défenderesse, avant que cette dernière fut en existence, ne pouvait pas la lier, et ne pouvait lier que les souscripteurs ; que la résolution adoptée par les actionnaires, le 29 mars, ne peut être considérée comme une ratification d'un contrat que le demandeur allègue, mais qui, de fait, n'existait pas ; que, même si la prétendue convention invoquée par le demandeur, entre lui et les actionnaires, avait une existence légale par la résolution du 29 mars 1899, elle ne liait pas la défenderesse, tant que ses directeurs ne l'avaient pas acceptée ; que, d'ailleurs, la compagnie défenderesse n'aurait pas pu légalement se lier à un engagement permanent du demandeur et de ses héritiers, comme ce dernier le prétend, et que le prétendu contrat que le demandeur invoque contre la défenderesse, s'il eût été fait, serait illégal ; que d'ailleurs, la compagnie défenderesse n'a jamais été légalement formée et organisée, vu que le capital nécessaire n'a pas été souscrit ; et que, si cette souscription n'a pas été légalement faite, c'est dû au fait du demandeur, qui aurait souscrit \$4,800.00 d'actions payables en marchandises, tandis qu'il ne pouvait souscrire que des actions payables en argent.

Nous n'avons pas besoin d'entrer dans le détail de la preuve et des considérants du jugement de la cour de première instance, qui a renvoyé la demande principale, et la demande incidente du demandeur, considérants qui sont appuyés d'autorités, et que nous croyons fondés en loi.

Les principaux, qui suffisent à la décision de la cause, se réduisent à ceci : il faut deux personnes pour la formation d'un contrat. Une société par action est une personne juridique distincte de ses actionnaires et ne commence d'exister qu'au moment de son incorporation suivant la loi. Les actes ou conventions entre des particuliers et les promoteurs d'une compagnie en voie de formation ne peuvent pas lier cette dernière qui, à ce moment, n'existe pas. Ces actes eux-mêmes, en tant que contrats, sont inexistants et ne sont pas, par conséquent, susceptibles de ratification. Une compagnie n'est liée que par les engagements qu'elle prend après qu'elle a été légalement constituée, et qui sont revêtus des formes prescrites par la loi.

La résolution de l'assemblée des actionnaires de la compagnie défenderesse du 29 mars 1899 était, tout au plus, une ratification, ou pour être plus exact, une approbation de ce qui était intervenu entre Duquenne et les actionnaires ou promoteurs de la compagnie avant qu'elle eût existé.

Elle n'a pas la nature d'un contrat et n'a fait naître aucun droit en faveur du demandeur contre elle, qui pût donner ouverture à un recours pour salaire ou pour quoi que ce soit.

Le jugement est confirmé avec dépens.

N. Brossoit, pour le demandeur.

J. G. Laurendeau, pour la défenderesse.

1907
—
Duquenne
v.
Cie Générales
des Boissons
Canadiennes
—
Mathieu, J.

COUR SUPÉRIEURE.

ARTHABASKA, 12 mars 1907.

Présent :— MALOUIN, J.

SUTHERLAND v. LAFONTAINE ET AL.

*Obligations—Preuve—Chose jugée—Identité de personnes—
Principal obligé et caution.*

Jugé :—L'exception tirée de l'autorité de la chose jugée est fondée lorsque le demandeur poursuit le même objet, pour la même cause, dans une nou-

1907
—
Sutherland
v.
Lafontaine.
—
Malouin, J.

velle action contre le même défendeur comme principal obligé, après rejet d'une première action dirigée contre ce dernier comme caution. Par suite, un jugement qui déboute un demandeur d'une action pour prêt contre une femme mariée et sa caution, pour le motif de contravention à l'Art. 1301 C. C., lui est opposable comme chose jugée par la caution (*ou ses représentants*), dans une deuxième poursuite où il réclame la même somme comme réellement prêtée à cette caution et au mari de la femme, alléguant que ceux-ci lui avaient fait souscrire l'acte d'emprunt comme fait par la femme, par dol et fraude, et que c'étaient eux qui avaient touché les deniers prêtés et en avaient eu le bénéfice.

MALOUIN, J. :—

Le demandeur réclame des défendeurs conjointement et solidairement la somme de \$1,655.00. L'action a été intentée le 18 avril 1906.

Il allègue que, vers le 3 octobre 1899, le défendeur Adolphe Lafontaine et son frère, feu Joseph Lafontaine, empruntèrent de lui, à l'Avenir, une somme de \$1,200.00 remboursable dans un an, à sept pour cent d'intérêt, pour racheter un *stock* de faillite et au rachat duquel ils se disaient tous deux intéressés ; que les dits Adolphe et Joseph Lafontaine proposèrent au demandeur d'accepter un acte d'obligation par lequel la femme du dit Alphonse Lafontaine comparaitrait comme débitrice principale de la dite somme de \$1,200.00 et consentirait une obligation au demandeur pour la dite somme et que le dit Joseph Lafontaine se porterait caution solidaire pour le dit emprunt en faveur du dit demandeur ; que de fait, par acte d'obligation reçu le dit jour, 3 octobre 1899, devant le notaire P. E. Robillard, Dame Oclide Bérard, épouse du défendeur Adolphe Lafontaine, aurait reconnu devoir au demandeur, ce acceptant, la dite somme de \$1,200.00 remboursable dans un an avec intérêt à sept pour cent et par le dit acte, le dit feu Joseph Lafontaine aurait volontairement déclaré se porter caution solidaire de la dite Dame Oclide Bérard, en faveur du demandeur, pour le montant du dit emprunt, en capital et intérêts ; que Joseph Lafontaine est décédé *ab intestat*, à Montréal, le 19 avril 1901, laissant pour héritiers cinq enfants à qui la défenderesse a été nommée tutrice : que dans une poursuite intentée par le demandeur devant cette

cour, en novembre 1902, sous le No 187, contre la présente défenderesse, sur plaidoyer de sa part à cet effet, l'obligation de la dite Oclide Bérard, épouse d'Adolphe Lafontaine, a été annulée, comme faite en contravention à l'article 1301 C. C., et l'obligation de la caution Joseph Lafontaine, nulle aussi par voie de conséquence ; lequel jugement en date du 22 avril 1903, a été confirmé quelques mois plus tard, par la Cour d'Appel ; quand les dits deux frères Lafontaine ont suggéré au demandeur d'accepter un acte dans la forme qui lui a été donnée, le demandeur se fiait à eux, les croyait honnêtes et de bonne foi, ignorait qu'ils le trompaient, qu'ils lui faisaient accepter un acte dans une forme qui le rendait nul et qu'il ne l'aurait pas accepté, s'il l'eut su ou même soupçonné et ce par fraude et conspiration entre Joseph et Adolphe Lafontaine. Que la nullité du dit acte n'a pas relevé les dits Adolphe et Joseph Lafontaine et ses héritiers de l'obligation de rembourser le demandeur du montant par eux emprunté de lui, et ce, pour les motifs suivants :

1907
Sutherland
v.
Lafontaine,
Malouin, J.

(a) Parce que le dit emprunt a été fait par et pour eux, disant que c'était pour racheter le *stock* de Lafontaine et Poirier ;

(b) Parce que le dit Joseph Lafontaine a représenté que c'était lui qui empruntait pour régler la composition et racheter le *stock* des dits Lafontaine et Poirier.

(c) Parce que c'est le dit Joseph Lafontaine qui a négocié le dit emprunt chez le demandeur, c'est lui qui en a touché le montant avec lequel il paya la dite composition et racheta le dit *stock*.

(d) Parce que le dit Joseph Lafontaine a, en outre, formé une société commerciale avec son dit frère Adolphe Lafontaine, sous le nom de "A. Lafontaine & Cie", et que le dit *stock* a été écoulé aux profit et bénéfice de la dite société, les membres de laquelle sont tenus solidairement de payer le dit emprunt, quels que puissent être les arrangements privés entr'eux.

(e) Que les dits Adolphe et Joseph Lafontaine ont fait accepter au demandeur l'acte d'obligation dans cette forme par fraude et conspiration ; que le demandeur réclame \$1,200.00,

1907
—
Sutherland
v.
Lafontaine.
—
Malouin, J.

montant en capital du dit emprunt et \$455.00 d'intérêt, formant en tout \$1,655.00.

Le défendeur Adolphe Lafontaine a comparu par procureurs, mais n'a pas plaidé à l'action.

La défenderesse ès-qualité, a, par son plaidoyer, nié les différents paragraphes de la déclaration, moins les paragraphes 4, 5 et 6 qu'elle a admis et a spécialement plaidé :

Que le dit Joseph Lafontaine est allé chez le demandeur avec son frère, Adolphe Lafontaine, le ou vers le 3 octobre 1899, pour servir d'interprète entre le demandeur et Adolphe Lafontaine ; ce dernier voulant emprunter un certain montant du demandeur ; l'emprunt a été fait par Adolphe Lafontaine et pour son profit ; que le dit Joseph Lafontaine n'en a nullement bénéficié, ni directement, ni indirectement ; que le dit Joseph Lafontaine a simplement cautionné l'obligation de l'épouse d'Adolphe Lafontaine ; que d'ailleurs, tel qu'allégué au paragraphe 6ème de la déclaration du demandeur, la Cour Supérieure et la Cour d'Appel ont annulé l'acte d'obligation invoqué au paragraphe 3ème de la déclaration et, par voie de conséquence, ont aussi annulé le cautionnement de Joseph Lafontaine : que les dites cours se sont prononcées en faveur de la défenderesse ès-qualité, sur tous les autres points qu'elle invoque en la présente défense et il y a chose jugée entre les parties ; le demandeur et la défenderesse occupaient alors la même position qu'ils occupent en la présente cause.

Le point principal soulevé dans le présent litige est la question de chose jugée.

La première action était basée sur l'acte d'obligation du 3 octobre 1899.

Le paragraphe 2 de la déclaration du demandeur dans cette cause, allègue : "Qu'au dit acte fut présent et est intervenu " Joseph Lafontaine, marchand, de la paroisse de St Cyrille " de Wendover, lequel s'est, là et alors, dans et par le dit acte, " porté pleine caution solidaire de la dite débitrice, en faveur du demandeur, s'obligeant solidairement avec elle de " payer au dit demandeur la dite somme de \$1,200.00 et l'intérêt comme susdit."

Et dans sa réponse au plaidoyer de la défenderesse, dans la première cause, le demandeur dit dans les paragraphes 1 et 2, ce qui suit :

10.—“ Que le dit acte ne constitue pas et n'a jamais constitué une fraude à la loi, ni un cautionnement hypothéqué de la femme en faveur du mari ; mais qu'au contraire, si l'on sort de la nature de l'acte tel qu'exprimé, icelui ne serait pas un cautionnement de la femme pour le mari, mais serait un cautionnement de la femme Oclide Bérard en faveur de feu Joseph Lafontaine, l'auteur de la défenderesse ce qui serait parfaitement valable en loi et en équité.

“ 20.—Que le demandeur en cette cause est un homme ignorant de la loi et que le dit Joseph Lafontaine, à la fin de septembre ou au commencement d'octobre 1899, serait allé trouver le demandeur pour emprunter de l'argent pour payer un *stock* de marchandises, qu'il avait acheté de la faillite Poirier et Lafontaine et qui, comme garantie de l'emprunt qu'il faisait pour les fins susdites, a offert sa propre garantie personnelle et la garantie hypothécaire dont il est question en la présente cause, ce à quoi la dite Dame Oclide Bérard a consenti, et ce que le demandeur a accepté de bonne foi, et que, partant, non-seulement le dit Joseph Lafontaine était personnellement tenu au paiement de la dite somme, mais que la garantie hypothécaire donnée était aussi parfaitement légale, régulière et non prohibée en loi.”

Le 22 avril 1903, la Cour Supérieure du district d'Arthabaska a rendu le jugement suivant :

“ Considérant qu'il ressort de la preuve que l'obligation consentie le 3 octobre 1899, à Drummondville, devant Robillard, notaire, par Dame Oclide Bérard, épouse séparée de biens d'Adolphe Lafontaine, marchand, alors en faillite, l'a été pour le profit de son mari, le dit Adolphe Lafontaine, qui a eu le bénéfice de l'argent et l'a employé à payer une composition de 40 cents dans la piastre, qu'il fit avec ses créanciers.

“ Considérant que cette dite somme a été empruntée par lui sur la recommandation de son frère, marié à la défenderesse

1907
—
Sutherland
v.
Lafontaine.
—
Malouin, J.

- 1907
Sutherland
v.
Lafontaine.
Malouin, J.
- “ès-qualité, qui offrit au demandeur de se porter, pour le
remboursement de la dite somme, caution solidaire de l’é-
pouse du dit Adolphe Lafontaine, laquelle hypothéqua sa
propriété, tel que mentionné au dit acte d’obligation.
“Considérant que le dit acte d’obligation constitue une
“fraude à la loi, ayant été fait en contravention de l’article
“1301 C. C., et qu’elle est nulle à toutes fins que de droit, et
“cette nullité étant d’ordre public et absolue, peut être in-
“voquée par la défenderesse ès-qualité, sans exciper du droit
“d’autrui.
“Considérant que le mari de la défenderesse s’est porté
“caution solidaire du montant emprunté par le dit acte d’obli-
“gation et qu’il n’est pas en preuve qu’il en ait retiré aucun
“bénéfice, laquelle somme il a remise au dit Adolphe Lafon-
“taine qui l’a employée à son bénéfice et avantage personnel.
“Considérant qu’en vertu de l’article 1932 C. C., il n’y a
“qu’une obligation valable qui puisse être cautionnée et que
“l’obligation principale étant nulle de par la loi, il s’en suit
“que le cautionnement doit avoir le même sort, être déclaré
“nul et non existant.
“Considérant que par un jugement rendu ce jour dans une
“cause portant le No 192 entre Dame Oclide Bérard *et vir*
“*vs* D. A. Sutherland, le présent demandeur, dans laquelle
“cause l’enquête a été déclarée commune à celle-ci, le dit acte
“d’obligation a été déclaré nul et mis à néant comme fait en
“contravention de la loi et spécialement de l’article 1301 C. C.,
“comme dit ci-haut.
“La cour déclarant derechef, comme fait en fraude de la loi,
“le dit acte d’obligation du 3 octobre 1899, déclare comme
“accessoire aussi nul à toutes fins que de droit, le cautionne-
“ment donné par le dit Joseph Lafontaine, mari de la défen-
“deresse ès-qualité et le demandeur n’étant pas plus fondé en
“loi à réclamer le montant du cautionnement que celui de l’o-
“bligation principale, son action est déboutée avec dépens.”
Le 14 novembre 1903, la Cour du Banc du Roi, siégeant
en appel, a unanimement confirmé ce jugement pour les rai-
sons y énoncées.

En résumé, il appert des pièces de la procédure et du jugement dans la première cause qu'il a été décidé et jugé en dernier ressort :

1907
—
Sutherland
v.
Lafontaine.
—
Malouin, J.

1o.—Que l'emprunt a été fait par Adolphe Lafontaine et pour son bénéfice personnel.

2o.—Que l'emprunt a été fait par Adolphe Lafontaine sur la recommandation de son frère Joseph Lafontaine.

3o.—Qu'Oclide Bérard a consenti l'obligation du 3 octobre 1899, en faveur du demandeur pour le profit de son mari Adolphe Lafontaine.

4o.—Que Joseph Lafontaine s'est porté caution solidaire d'Oclide Bérard.

5o.—Que le dit Joseph Lafontaine n'a retiré aucun bénéfice personnel de l'argent emprunté par son frère Adolphe Lafontaine.

Par l'action qui m'est présentement soumise, le demandeur réclame le montant de l'obligation du 3 octobre 1899 et les intérêts accrus depuis cinq ans.

Il y a partant même demandeur, même défenderesse et même réclamation que dans l'instance jugée.

Dans la présente action, le demandeur allègue :

1o.—Que le prêt du 3 octobre 1899 a été fait à Adolphe et Joseph Lafontaine.

2o.—Qu'Adolphe et Joseph Lafontaine connaissaient la nullité de l'acte d'obligation consenti par Oclide Bérard en faveur du demandeur.

3o.—Qu'Adolphe Lafontaine et Joseph Lafontaine ont formé une société commerciale sous le nom de A. Lafontaine & Cie et que le *stock* racheté avec l'argent du demandeur, a été écoulé pour le bénéfice de la société A. Lafontaine & Cie.

Quant au premier point soulevé par la présente action, à savoir que le prêt a été fait à Adolphe et Joseph Lafontaine, ce point a été jugé par le jugement sur la première action ; il a été décidé que le prêt a été fait à Adolphe Lafontaine et la cour s'est basée sur ce fait pour déclarer nuls l'obligation d'Oclide Bérard et le cautionnement de Joseph Lafontaine. J'en conclus donc qu'il y a chose jugée sur ce point.

1907
—
Sutherland
v.
Lafontaine.
—
Malouin, J.

Le second point n'est pas prouvé. Le demandeur a tenté sans succès de prouver que Joseph et Adolphe Lafontaine savaient, lors de la signature de l'acte, que l'obligation d'Oclide Bérard était nulle, ainsi que le cautionnement de Joseph Lafontaine.

Le troisième moyen invoqué n'est pas mieux fondé. Le demandeur allègue que Joseph et Adolphe Lafontaine ont formé une société sous le nom de A. Lafontaine & Cie et que le *stock* a été écoulé pour le bénéfice de la société. Il y a chose jugée sur ce point. Le premier jugement a décidé qu'Adolphe seul a bénéficié de l'emprunt et que Joseph n'en a retiré aucun profit. De plus, la preuve fait voir que la société, qui n'était que nominale, n'a été formée qu'après l'emprunt. La société n'a rien eu à faire dans l'achat du *stock*. La position aurait été différente si la société avait emprunté ; dans ce cas, tous les associés seraient responsables, même ceux qui n'en auraient pas bénéficié.

La preuve faite par le demandeur l'a été sous réserve d'objection. Celle faite pour contredire l'acte authentique du 8 octobre 1899, et les faits jugés par le jugement dans la première cause, qui ont l'autorité de la chose jugée, est illégale et je la rejette du dossier. Même, cette preuve fut-elle légale, elle serait insuffisante pour faire maintenir l'action, car le demandeur, dans son témoignage, admet que Joseph Lafontaine n'était qu'une caution, confirmant en cela l'acte d'obligation.

En conséquence, je renvoie l'action intentée contre la défenderesse Ernestine Bérard es-qualité avec dépens.

J'accorde jugement au demandeur contre le défendeur Adolphe Lafontaine pour le montant réclamé avec intérêt et les dépens d'une cause par défaut.

Vide 13. B. R., 128.

Crépeau & Maillhot, pour le demandeur.

J. B. Bérard, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

QUÉBEC, 19 mars 1907.

Présent :—LEMIEUX, J.

LA BANQUE DE MONTRÉAL v. ROY ÈS-QUAL.

Procédure—Litispendance—Solidarité.

JUGÉ :—Une action intentée par un créancier en recouvrement d'une somme contre plusieurs débiteurs solidaires ne peut être opposée, dans un plaidoyer de litispendance par un autre débiteur solidaire qui n'y avait pas été assigné, à une deuxième action en recouvrement de la même somme, prise contre lui.

LEMIEUX, J. :—

La Banque de Montréal réclame \$112,682.12 du défendeur Roy, en sa qualité de tuteur à Florence Honorine Estelle Carrier, fille mineure de feu Omer Carrier, l'un des membres de la raison sociale Carrier, Lainé & Cie, faisant ci-devant affaires à Lévis.

Le montant de cette réclamation n'est pas contesté, mais le défendeur trouve dans les faits et circonstances ci-après relatés des moyens de défense légale à l'action.

La Banque de Montréal a, le 28 novembre 1905, poursuivi la société Carrier, Lainé & Cie pour le recouvrement des mêmes billets que ceux sur lesquels la présente action est basée. La première action n'avait pas été prise contre tous les membres de la société Carrier, Lainé & Cie ; Florence Honorine Estelle Carrier, pupille du défendeur ès-qualité, et fille de feu Omer Carrier en son vivant, membre de la susdite société, n'ayant pas été mise en cause.

Nonobstant cette omission, jugement fut rendu contre la société Carrier, Lainé & Cie, pour le plein montant de la poursuite, comme si tous les membres de la société avaient été poursuivis.

Il ne paraît pas que ceux des membres de la société contre lesquels l'action était dirigée, aient pris exception du fait que l'un des associés n'était pas en cause.

1907
—
La Banque
de Montréal
v.
Roy.

Lemieux, J.

En vertu du jugement rendu sur cette première poursuite partie des biens meubles du roulant de la société Carrier, Laine & Cie fut saisie et vendue, et le produit distribué aux créanciers.

Ce n'est que lorsqu'on a voulu saisir et vendre d'autres biens meubles de la société, que le défendeur, tuteur de Florence H. E. Carrier, a fait opposition, prétendant, de la part de sa pupille, qu'elle était propriétaire des meubles saisis pour un huitième et que cette partie des biens, lui appartenant, ne pouvait être saisie-exécutée, vu qu'aucun jugement n'avait été rendu contre elle.

Cette opposition fut maintenue.

Ce que voyant, la banque a pris une nouvelle action contre le tuteur Roy, le plein montant des billets, savoir, \$112,682. L'explication donnée par la banque de ne pas avoir mis en cause, dans la première poursuite, Florence Honorine Estelle Carrier, représentée par son tuteur Roy, est que cette mineure, enfant posthume d'Omer Carrier, n'apparaît pas au premier acte de tutelle des enfants de Omer Carrier, passé immédiatement après la mort de ce dernier. La banque prétend avoir été sous l'impression que les seuls enfants laissés par Omer Carrier étaient ceux figurant au premier acte de tutelle. On ne savait pas qu'il y avait deux actes de tutelle, celui de l'enfant, Estelle Carrier, a été fait longtemps après le premier.

De ces faits de circonstances, le défendeur tire le raisonnement légal suivant : —

Vous ne pouvez poursuivre un seul associé pour le total d'une créance de la société. Telle action doit être prise contre la société elle-même, c'est-à-dire contre la raison sociale. Et, dans l'espèce, votre action tend à obtenir un second jugement sur la même créance, contre un seul associé, sans que le jugement, dans cette nouvelle cause, puisse être rattaché à celui déjà obtenu. De plus, l'action tend à obtenir un jugement contre un des associés séparément pour une dette qui ne paraît être due par lui que conjointement et solidairement avec tous les autres associés déjà condamnés.

En d'autres termes, le défendeur dit que la banque ne peut diviser son recours contre les membres de la société Carrier, Lainé & Cie, et qu'elle ne peut spécialement poursuivre le défendeur séparément pour le recouvrement d'une créance pour laquelle elle a déjà obtenu un jugement dans une autre cause.

1907
—
La Banque
de Montréal
v.
Roy.
—
Lemieux, J.

Enfin, le défendeur prétend que la société Carrier, Lainé & Cie n'a jamais été dissoute et existe encore.

A l'appui de sa prétention, le défendeur invoque une décision rendue par Sir L. N. Casault dans *La Brasserie de Beauport v. Dinan* (1).

En effet, l'ex-juge en chef a décidé, avec la sûreté de doctrine qui le distinguait, qu'une action ne peut être instituée contre un des associés pour le montant total d'une créance de la société, à moins d'allégation de dissolution ou d'insolvabilité de cette société.

Nous adoptons sans restriction les vues du savant juge exprimées dans cette cause ; mais ce précédent n'a aucune application au présent litige, car il n'y a pas de parité de cas.

La banque admet elle-même la doctrine exprimée dans *La Brasserie de Beauport v. Dinan*, mais elle ajoute qu'ayant allégué la dissolution de la société Carrier, Lainé & Cie, elle a droit de prendre son action contre tous ou chacun des associés pour le montant de sa créance, vu la solidarité des débiteurs en matière commerciale. Il a été établi que la société Carrier, Lainé & Cie sur demande de cession à elle faite par la banque de Montréal le 15 novembre 1905, a fermé son établissement, que depuis elle a cessé ses paiements et que ses biens ont été saisis et vendus judiciairement.

Tous ces faits ont été prouvés sans que la société Carrier, Lainé & Cie, ou le défendeur dans la présente cause, aient tenté de démontrer l'état de l'actif de la société.

Ces faits démontrent, de toute évidence, que, depuis novembre 1905, la société Carrier, Lainé & Cie a été en faillite, c'est-à-dire qu'elle a cessé ses paiements.

(1) 14 C. S., 284.

1907
 La Banque
 de Montréal
 v.
 Roy.
 Lemieux, J.

La faillite est l'état d'un commerçant qui, se trouvant insolvable à l'époque de ses échéances, cesse ses paiements. La cessation de paiement est le fait caractéristique et constitutif de la faillite. Peu importe que le marchand fût en réalité au-dessus de ses affaires, en ce sens que son actif excéderait son passif, si par le manque de crédit ou de ressources pécuniaires immédiates, il laisse ses engagements en souffrance et s'il cesse ses paiements, il est en état de faillite.

Or, si Carrier, Lainé & Cie étaient en faillite depuis 1905 et particulièrement lors de l'institution de la présente action, cette société était dissoute, aux termes de l'Art. 1892, et dès lors, il n'existait plus de raison sociale, ni d'être moral, rationnel et collectif.

Ce qui reste, ce sont les associés qui, étant débiteurs solidaires, peuvent être, chacun d'eux séparément, contraints à l'exécution de l'obligation entière, et le fait d'une première poursuite contre l'un ou plusieurs des associés seulement, ne peut être invoqué, dans une seconde poursuite contre un des associés non mis en cause dans la première, tel que l'énonce l'Art. 1108 qui dit que les poursuites prises contre l'un des co-débiteurs n'empêchent pas le créancier d'exercer un pareil recours contre les autres.

Et c'est dans le même ordre d'idées qu'ont été rédigés les articles 1107 et 1836 C. C.

D'après l'Art. 1865, dans les sociétés en nom collectif, tous les associés sont conjointement et solidairement tenus des obligations de la société.

En vertu de ces textes, la demanderesse pouvait instituer sa seconde action contre l'associé qui n'avait pas été mis en cause dans la première poursuite.

Les auteurs ne sont pas restés silencieux sur cette question, dont la solution ne nous paraît pas difficile.

Ainsi, Delangle, Sociétés Commerciales, vol. 2, p. 394, dit :

“ La dissolution ne produit à l'égard des créanciers sociaux aucun effet ; leurs droits demeurent entiers ; ils peuvent les exercer comme par le passé, ou contre la société représentée par le liquidateur, ou contre un des associés en nom collectif

" quel qu'il soit ; les conséquences de la solidarité ne sont pas
" diminuées. "

1907

La Banque
de Montréal

v.

Roy.

Lemieux, J.

Et, à ce sujet, Delangle cite un arrêt de la Cour de Toulouse déclarant que le créancier d'une obligation solidaire peut s'adresser, pour en obtenir le paiement, à celui des associés qu'il lui plaît de choisir.

Pardessus s'exprime dans le même sens.

Le défendeur a prétendu qu'un second jugement en faveur de la banque constituerait une double condamnation pour le même montant.

Il n'en peut être ainsi. L'action est qualifiée et libellée de manière à ne laisser aucun doute à ce sujet et démontre clairement que cette seconde poursuite est pour le recouvrement de la même créance ; et si l'un des associés ou débiteurs poursuivi dans l'une ou l'autre des causes, acquitte la dette, il l'acquitte pour ses co-associés vis-à-vis du créancier, et, au cas où ce dernier voudrait exercer un double recours, par exécution, contre un des associés, lorsqu'il aurait été payé par l'autre, l'associé, ainsi saisi, pourra opposer valablement le paiement fait par son co-associé.

Dans ces circonstances, nous croyons l'action bien fondée, et jugement doit être rendu contre le défendeur ès-qualité, débiteur conjoint et solidaire de ses co-associés dans la ci-devant société Carrier, Lainé & Compagnie, pour le montant de \$112, 682.12, avec intérêt et dépens.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent, pour la demanderesse.

Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, pour le défendeur ès-qual.

COUR SUPÉRIEURE

QUÉBEC, 19 mars 1907.

*Présent :—*LEMIEUX, J.DE VARENNES v. LA CITÉ DE QUÉBEC
& LE PROCUREUR GÉNÉRAL

Droit constitutionnel—Pouvoir législatif—Législatures provinciales—Lois de police ou d'intérêt local—Règlement municipal—Règlement affectant une classe de citoyens—Rétroactivité des lois—Règlement passé après octroi d'une licence.

JUGÉ :—10. Les législatures provinciales ont le pouvoir, en vertu de la sect. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de passer une loi pour permettre aux municipalités de faire fermer, par règlement à cet effet, à des heures prescrites pour certains jours, ou pendant certaines heures, les buvettes où l'on vend des liqueurs enivrantes en vertu de licences octroyées par le gouvernement.

20. Un règlement fait en vertu de cette loi est valide, bien que, dans son application, il ne vise qu'une classe particulière de citoyens, v. g. les restaurateurs.

30. Il est applicable dès qu'il vient en force, même à ceux dont les licences ont été émises avant sa passation.

LEMIEUX, J. :—

De Varennes, restaurateur licencié pour la cité de Québec, demande l'annulation d'un règlement adopté le 11 mai 1906 par le conseil de ville de la cité de Québec et statuant, entr'autres choses :

" 1.—Toute buvette dans chaque maison ou bâtisse où l'on vend des liqueurs enivrantes, dans la cité de Québec, doit être tenue fermée, les samedis depuis sept heures du soir jusqu'à minuit.

" 2.—Toute personne munie ou non d'une licence pour vendre telles liqueurs enivrantes, qui refuse ou néglige de

“ fermer toute telle buvette, pendant le temps pendant lequel
 “ elle doit être ainsi tenue fermée, est passible, pour chaque
 “ offense d’une amende n’excédant pas cinquante piastres, et,
 “ à défaut de paiement de la dite amende, d’un emprisonnement
 “ n’excédant pas trois mois.”

1907
 —
 De Varennes
 v.
 La Cité de
 Québec
 &
 Le Procureur
 Général.
 —
 Lemieux, J.

Le demandeur invoque à l’encontre de ce règlement trois moyens de nullité :

1.—La loi sur laquelle s’appuie le règlement est, dit-il, inconstitutionnelle et *ultra vires* des pouvoirs de la législature de Québec, vu qu’elle réglemente le commerce et porte atteinte à la liberté du commerce, sujets sur lesquels le parlement fédéral a, seul, pouvoir de légiférer.

2.—Le règlement est nul, en ce qu’il est distinctif (*discriminatory*), vu qu’il ne s’applique pas, tel que requis par la loi, à tous les débitants ou marchands de liqueurs enivrantes dans la cité de Québec, tels que marchands de gros, épiciers ou magasins de liqueurs, mais n’affecte que les restaurateurs.

3.—La licence du demandeur, qui est antérieure au règlement, ne pouvait pas être affectée par ce règlement auquel on a donné un effet rétroactif.

Nous disposerons, en premier lieu, de l’objection faite à la loi en vertu de laquelle le règlement a été adopté.

Cette disposition légale est consignée dans l’acte des licences, section 161, dans les termes suivants :

“ Les conseils municipaux des cités, villes, villages et autres
 “ autorités municipales locales ont le droit de faire des règlements pour faire fermer, à sept heures du soir, les samedis, et
 “ à dix heures du soir pendant les autres jours de la semaine.
 “ et pour faire tenir fermées, durant le reste de ces jours, les
 “ buvettes dans les établissements où l’on vend des liqueurs enivrantes, et aussi de décréter qu’aucune boisson enivrante ne
 “ sera vendue dans une maison licenciée de la municipalité durant les heures où les buvettes sont fermées, et d’imposer,
 “ par ces règlements, une pénalité n’excédant pas cinquante
 “ piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement, un
 “ emprisonnement n’excédant pas trois mois.”

Nous avons raison de croire que le débat était clos depuis

1907
De Varennes
v.
La Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
Lemieux, J.

longtemps sur la question de l'inconstitutionnalité de pareille loi, et qu'il n'était plus possible de soulever des discussions autour de cette question, vu que la jurisprudence avait parfaitement déterminé la valeur, l'étendue et le caractère de semblable législation, et qu'elle avait déterminé d'une manière précise les pouvoirs et juridiction respectifs du parlement fédéral et des législatures provinciales, en pareil cas.

En effet, voilà bien des années que l'on n'a pas tenté de ressusciter d'une manière profitable la discussion sur ce sujet qui, jadis, a été d'un suprême intérêt.

Quoi qu'il en soit, nous rappellerons en pareil cas la doctrine et prendrons des conclusions bien faciles, que nous empruntons à des arrêts répétés rendus par les tribunaux supérieurs et d'appel, par la Cour Suprême du Canada et par le Conseil Privé de Sa Majesté.

On nous a dit que le règlement discuté intervient dans le commerce et a pour effet de régler le commerce qui, d'après la sect. 92 de l'Acte de la Confédération, doit être régi par l'autorité fédérale.

Ce point que le commerce proprement dit est sous l'autorité législative du parlement fédéral est concédé et ne peut souffrir de contradiction.

En effet, le parlement fédéral a le droit d'édicter tous et tels statuts et ordonnances qu'il jugera à propos, relativement au commerce, soit pour sa restriction, son extension ou augmentation et pour sa protection. Seul, il a le droit de régler les rapports commerciaux des provinces entre elles ou du Canada avec les pays étrangers. Seul, il a le droit de passer des lois relatives à l'accise et à l'excise, aux douanes, poids et mesures, et de déterminer un tarif des impôts ou des taxes, ou des droits d'entrée sur les produits et marchandises étrangères.

D'un autre côté, il est également clair que les législatures provinciales seules ont, par la sect. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, le droit absolu de faire des lois concernant les seules institutions municipales dans la province, les licen-

ces de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux, ou municipaux, et aussi relatives en général à toutes les matières d'une nature purement locale, ou privée dans la province.

Or, la loi permettant aux conseils municipaux de faire des règlements pour faire fermer à sept heures du soir, les samedis et à dix heures du soir pendant les autres jours de la semaine, les buvettes dans les établissements où l'on vend des liqueurs enivrantes, est une loi d'une nature absolument locale et privée dans la province.

C'est une loi de police décrétée pour le maintien de l'ordre public dans la municipalité et pour la protection de la morale tant privée que publique, si sérieusement compromise par l'intempérance disséminée d'une manière déplorable par suite du nombre excessif de buvettes et restaurants et aussi par leur ouverture à des heures indues et si funestes à ceux enclins à l'usage des boissons enivrantes.

Cette loi est une sage règle, non pas tant pour secourir l'alcoolique obstiné, sur lequel ni les lois ni les conseils, ni la prédication n'auront d'influence, que pour protéger celui qui, par les attractions, les séductions, l'influence et la tentation du restaurant, est exposé à perdre ses habitudes de sobriété. C'est une loi qui a surtout pour but de protéger l'ouvrier dont le prix des sueurs est décimé dans les cabarets, le samedi après-midi, jusqu'à minuit, qui sont pour lui des heures de chômage.

En un mot, pareil statut a pour but de maintenir le bon ordre, de façon à empêcher les délits, les offenses, les troubles et les désordres résultant de l'ivrognerie.

Or, pareilles lois, qualifiées de loi de police ont toujours été considérées comme étant d'une nature purement locale et privée dans la province, et leur validité au point de vue constitutionnel a été reconnue en maintes circonstances.

S'il en eût été autrement, toute l'organisation provinciale et municipale aurait été presque impossible et pareil état de chose n'aurait pas manqué de soulever un mouvement dans le but de protéger l'autonomie et l'économie des lois provinciales.

1907
De Varennes
v.
La Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
Lemieux, J.

1907
De Varennes
v.
La Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
Lemieux, J.

Mais l'intervention populaire n'a pas été nécessaire, vu que les tribunaux ont sagement compris l'esprit encore plus sage du législateur.

Le Conseil Privé, dès 1883, saisi de la même question et appelé à interpréter un acte qui comportait des dispositions au même effet que celui maintenant débattu, a, dans la cause de *Hodge & The Queen* ⁽¹⁾ décidé :

" The powers conferred by "The Liquor License Act of " 1877 " (Ontario) are, correctly interpreted, to make regula-
" tions in the nature of police or municipal regulations of a
" merely local character for the good government of taverns
" &c., licensed for the sale of liquors by retail, and such as are
" calculated to preserve, in the municipality, peace and public
" decency, and repress drunkenness and disorderly and riot-
" tous conduct. As such, they do not interfere with the gene-
" ral regulation of trade and commerce which belongs to the
" Dominion Parliament, and do not conflict with the provi-
" sions of the Canada Temperance Act."

Quelque temps auparavant, en 1880, la question fut soulevée à Québec dans deux causes : *Poulin & La Cité de Québec*, ⁽²⁾ et *Smith & La Cité de Québec*, dans lesquelles j'agissais conjointement avec feu Jacques Malouin. Une de ces causes fut portée à la Cour Suprême, et là encore il fut décidé que les dispositions d'un statut qui, en principe, était similaire à celui discuté, étaient *intra vires* des pouvoirs de la législature.

" *Held* :—That the provisions of the provincial statute 42
" & 43 Vict., ch. 4, ordering houses in which spirituous liquors
" &c. are sold, to be closed on Sundays and every day between
" eleven o'clock of the night until five of the clock of the
" morning, are police regulations within the power of the
" legislature of the Province of Quebec, and as the complaint
" was clearly within the act, the Recorder could not be inter-
" fered with on prohibition."

(1) 28 L. C. J., 54.

(2) 28 L. C. J., 105.

Le juge en chef Ritchie, dans cette cause, déclare que précédemment, dans une cause de *Regina vs the Justices of Kings*, venue devant la Cour Suprême, il avait exprimé la même opinion.

1907
—
De Varennes
v.
La Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
—
Lemieux, J.

Plus tard, dans la cause de *Sulte vs La Corporation de Trois-Rivières* (1), la Cour Suprême discuta de nouveau les droits et juridictions respectives du parlement du Canada et des provinces quant au pouvoir de légiférer sur la question des licences pour vendre des liqueurs. Le résultat fut le même dans cette affaire que dans les causes ci-dessus citées, et le juge Strong, plus tard juge en chef, dont la fermeté de langage et d'opinion était bien caractéristique, s'exprima comme suit : —“ *Hodge vs The Queen, decided by the Privy Council since the judgment of the Court of Queen's Bench, "having put an end to the question, any further discussion of "it is uncalled for."*

Sans plus de développements, nous concluons que l'acte de la législature de Québec, qui a servi de base au règlement attaqué, est constitutionnel et *intra vires* des pouvoirs du parlement provincial, vu que cette loi est relative aux institutions municipales de la province et se rapporte à des matières d'une nature purement locale et privée dans la province et constitue une loi de police et d'ordre public.

Comme conséquence, l'action de ce chef ne peut être maintenue, l'intervention du Procureur Général, qui a soutenu la constitutionnalité de l'acte discuté, doit être maintenue avec dépens contre le demandeur.

Les deux autres moyens de la poursuite ont au moins le mérite de la nouveauté.

L'un de ces moyens consiste à dire que si l'acte de la législature est constitutionnel, le règlement de la cité de Québec ordonnant la fermeture des buvettes à sept heures du soir les samedis, n'en est pas moins illégal, en ce qu'il est incompatible avec la loi, contraire à la loi, et ne contient pas toutes les conditions requises par la loi, pour être valable.

(1) 11 C. S. C., 25.

1907
 De Varennes v.
 La Cité de Québec
 &
 Le Procureur Général.
 Lemieux, J.

Le demandeur dit que la corporation a, par ce règlement, décrété seulement la fermeture des buvettes, sans en même temps ordonner la fermeture de toute maison licenciée pour la vente de liqueurs enivrantes, tenue soit par des marchands de gros, des épiciers ou des marchands de liqueurs en général. En d'autres termes, le demandeur dit :--Le règlement est distinctif, c'est-à-dire, suivant l'expression des auteurs anglais, (*discriminatory*), et pour cette raison, il est illégal.

Or, la question à résoudre est celle de savoir si le règlement statuant seulement la fermeture des buvettes est conforme à la loi.

Lisons de nouveau la loi :

Les conseils municipaux ont le droit de faire des règlements pour faire fermer, à sept heures du soir, les samedis, et à dix heures du soir pendant les autres jours de la semaine, et pour faire tenir fermées, durant le reste de ces jours, les buvettes dans les établissements où l'on vend des liqueurs enivrantes.

Et la loi ajoute :

.....et aussi de décréter qu'aucune boisson enivrante ne sera vendue dans une maison licenciée durant les heures où les buvettes sont fermées.

La loi dit donc que la corporation aura droit, par règlement, de faire fermer les buvettes, *et aussi* de décréter qu'aucune boisson ne sera vendue dans une maison licenciée pour la vente de boissons enivrantes durant les heures où les buvettes sont fermées.

Les mots "et aussi" veulent dire que la corporation a également et en outre, ou qu'elle a encore le droit de faire fermer toute maison licenciée durant les heures où les buvettes sont fermées.

Ces mots "et aussi" comportent une idée d'addition ou d'énumération de pouvoirs. La rédaction du statut contient deux démembrements de phrase exprimant chacun des pouvoirs distincts, différents et indépendants.

C'est l'unique et inévitable interprétation grammaticale et logique à donner à ces mots "et aussi".

Ces mots ne sont pas conditionnels en ce sens que les bu-

vettes ne sauraient être fermées sans que toutes les autres maisons licenciées le soient.

En vertu du statut, la corporation a indubitablement le droit de fermer seulement les buvettes, et aussi, si elle le juge à propos, elle peut, par un même règlement ou dans un règlement subséquent, décréter la prohibition de vente de boissons dans tous les établissements où il se vend des boissons enivrantes.

Cependant, la loi a prescrit à la corporation de ne pas fermer les établissements qui ne sont pas des buvettes, et où l'on vend des liqueurs, avant d'avoir, au préalable ou en même temps, ordonné la fermeture des buvettes. Mais, comme nous l'avons dit, la corporation pouvait fermer les buvettes sans fermer les autres établissements.

La cour décide donc que, de ce chef, le règlement est valable et ne pouvait être attaqué.

La troisième objection au règlement, qui n'est pas plaidée, mais qui a été incidemment soulevée à l'audience, a été tirée du fait que le règlement, étant postérieur à la licence de restaurateur octroyée au demandeur, ne pouvait affecter cette licence, ni rétroagir sur cette licence.

Le demandeur représente qu'il est porteur d'une licence de restaurateur émise le 11 mai 1906 et valable pour un an. Il ajoute que cette licence lui a été octroyée à une époque où le règlement n'était pas en vigueur, et alors qu'il avait le droit de vendre et de tenir une buvette ouverte après sept heures, le samedi soir.

Le règlement a été adopté en vertu d'une loi existant lors de l'émission de la licence et qui donnait à la corporation le droit de passer tel règlement en aucun temps de l'année. Sous ce rapport, la loi est générale et sans restriction.

C'était, de plus, une loi publique, connue ou présumée connue de tout le monde.

Or, le demandeur a obtenu cette licence de restaurateur à la condition formelle, exprimée dans la licence elle-même, qu'elle était sujette en tout à la loi des licences de Québec et à ses amendements.

1907
De Varennes
v.
Le Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
Lemieux, J.

1907
 De Varennes v.
 La Cité de Québec
 &
 Le Procureur Général.

S'il en est ainsi, le demandeur s'est soumis d'avance à tous les règlements de police qui pourraient être faits après l'octroi de sa licence, qui pourraient affecter cette licence et pourraient régler la vente des liqueurs, pour laquelle il avait obtenu telle licence.

Lemieux, J.

Ce règlement qui n'est que l'exécution de la loi et une conséquence de la loi, n'a pas d'effet rétroactif dans le sens soutenu par le demandeur.

Ce règlement ne dispose que pour l'avenir, ne fait que pour l'avenir une offense d'ouvrir après sept heures le samedi soir. Ce règlement n'agit pas sur le passé, ni ne modifie les actes déjà accomplis; il ne décrète pas le fait d'avoir ouvert après sept heures avant le règlement, constitue une infraction pénale. Enfin, ce règlement ne révoque et n'annule pas la licence, mais il ne fait que, dans l'intérêt public et pour le maintien de l'ordre et de la morale, régler l'usage, pour l'avenir, d'une licence ou d'un privilège accordé à un restaurateur qui, d'avance, a acquiescé à pareille mesure administrative.

Pour mieux comprendre notre pensée, il faut bien se pénétrer du caractère et de la portée d'une licence de restaurateur pour vendre des boissons, ou d'une licence en général. C'est une autorisation spéciale accordée par l'autorité administrative à une catégorie déterminée de commerçants ou d'industriels, d'exercer leur industrie ou commerce, après paiement d'une taxe; c'est une permission exceptionnelle donnée par une sorte de dérogation à la loi générale; c'est la permission de faire une chose qui, autrement, serait illégale.

Or, cette permission ou autorisation ne confère qu'un privilège ou intérêt, si l'on veut, au porteur de la licence, mais ne lui donne pas le droit dans une propriété, ni de droits politiques ou publics, lesquels ne peuvent être enlevés aux citoyens, vu que ces droits sont absolus et garantis comme tels aux particuliers par la constitution.

“ Quand le droit de propriété, ou de droit public est en cause, dit Laurent, il ne peut y avoir de loi rétroactive, mais la rétroactivité devient possible quand il s'agit seulement de l'usage et de l'exercice de ces droits.

“ L'autorité publique peut ou non, dans l'intérêt général, ré-
 “ gir le passé, car elle n'est plus en face d'un droit, mais d'un
 “ simple intérêt plus ou moins grand.”

Dans le cas qui nous occupe, le règlement n'a pas révoqué
 ni détruit la licence, mais l'a assujettie seulement à un mode
 spécial d'exercice.

On lit dans Laurent, vol. I, No 161 :—

“ On a dit : “La rétroactivité ôte à la loi son caractère ; la loi
 “ qui rétroagit n'est pas une loi ”—Cela est vrai quand la loi,
 “ en régissant le passé, viole un droit individuel. Mais cela
 “ n'est pas vrai quand le législateur n'a qu'à régler des *inté-*
 “ *rêts* ; comment violerait-il un droit là où il n'y en a pas ? Non
 “ seulement il peut rétroagir en sacrifiant des intérêts particu-
 “ liers, mais parfois il le doit. Il le doit, parce que sa mission
 “ est de veiller à l'intérêt général. S'il n'y a plus de société
 “ quand la loi peut dépouiller les citoyens de leurs droits, il
 “ est vrai aussi qu'il n'y aurait plus de société possible, si elle
 “ devait s'arrêter devant les intérêts particuliers.”

Et au No 152 :

“ C'est en ces termes que M. Duvergier pose le principe qui
 “ doit guider le juge : “ Lorsqu'il est certain que l'*intérêt gé-*
 “ *néral* exige que la règle nouvellement introduite soit immé-
 “ diatement appliquée lorsqu'il est démontré qu'il vaut mieux
 “ pour la société souffrir la perturbation, conséquence inévita-
 “ ble d'un changement brusque dans la législation, que d'at-
 “ tendre plus ou moins longtemps les effets salutaires qui doi-
 “ vent résulter d'une loi nouvelle, le principe de la non-rétro-
 “ activité doit céder ; en d'autres termes, il est présumable que
 “ le législateur a voulu rétroagir.”

No 153 :

“ Supposons d'abord que l'intérêt général soit en conflit
 “ avec l'intérêt particulier, sans que les individus aient un
 “ droit à opposer à l'État ; alors, il est de toute évidence que
 “ l'intérêt général doit dominer. En ce sens, nous posons com-
 “ me règle que la loi régit le passé lorsqu'elle a pour objet un
 “ intérêt général et qu'elle ne trouve en face d'elle que des in-
 “ térêts individuels. Cette maxime est fondée sur l'essence de

1907
 De Varennes
 v.
 La Cité de
 Québec
 &
 Le Procureur
 Général.
 Lemieux, J.

Comme conclusion de la doctrine fréquente dont nous nous sommes inspirés, nous disons que le règlement fait par la cité de Québec en vertu de la loi des licences, pour faire fermer les buvettes à sept heures du soir le samedi, est une prescription édictée dans l'intérêt général, et que devant cet intérêt général, l'intérêt particulier du restaurateur licencié, doit plier.

Nous disons intentionnellement : son *intérêt*, c'est-à-dire, l'intérêt découlant de sa licence, et non pas son *droit à la* licence, qui ne lui a pas été enlevé, mais qui a été seulement limité et réglé pour des fins de morale publique, de bon ordre et de police.

Pour ces motifs, nous sommes d'avis que l'action doit être renvoyée avec dépens.

Cimon & Sévigny, pour le demandeur.

Chs Pentland, C. R., conseil.

M. Chouinard, C. R., pour la défenderesse.

Chs Lunctot, C. R., pour le procureur général.

1907
De Varennes
v
La Cité de
Québec
&
Le Procureur
Général.
Lemieux, J.

COUR DE RÉVISION.

MONTREAL, 6 avril 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Juge en chef,
MATHIFU & LORANGER, JJ.

LA COMPAGNIE AMIOT, LECOURE & LARIVIÈRE
v. THE MONTREAL WATERPROOFING
COMPANY.

*Responsabilité—Accident—Animal d'autrui—Commettant
et préposé.*

Jugé :—Le maître est responsable d'un accident causé par l'emballement du cheval d'un tiers attelé à sa voiture et que son préposé conduit dans l'exécution des fonctions auxquelles il est employé.

Le jugement inscrit en révision qui est infirmé a été rendu

1907
— en Cour Supérieure, FORTIN J., le 26 janvier 1906, comme
Cie Amiot, Lecours
&
Larivière
v.
Montreal
Water-
proofing Co.
Fortin, J. suit :

FORTIN, J. :—

Attendu que la demanderesse réclame des défendeurs la somme de \$178.92 de dommages, alléguant dans sa déclaration : " que le 14 août 1905, un employé des défendeurs avait " la charge d'un cheval et d'une voiture appartenant aux dits " défendeurs, et qu'il employait dans l'exercice de ses fonctions ; que le dit cheval ayant pris l'épouvante, alla se jeter " dans la vitrine de l'établissement de la demanderesse, brisant " la glace, les boiseries de la vitrine et de la porte, l'auvent et " les marchandises exposées dans la vitrine, et y causant les " dommages réclamés et détaillés en la dite déclaration ; que " le dit accident est arrivé par le fait et la faute des défendeurs " et de leur préposé dont ils sont responsables ; que les défendeurs refusent d'indemniser la demanderesse de ses " pertes."

Attendu que les défendeurs nient spécialement les faits allégués en la déclaration et leur responsabilité.

Considérant que la demanderesse n'a pas prouvé les allégations essentielles de sa déclaration, et que les défendeurs ont établi celle de leur défense.

Considérant qu'il résulte de la preuve en effet que le cheval en question n'a jamais appartenu aux défendeurs, mais qu'il appartenait à un tiers, un nommé Ryan, et que le nommé Gittleston, qui s'en servait au moment de l'accident, conduisait le dit cheval pour le compte de son propriétaire et dans son intérêt, et ce, moyennant rémunération par le dit Ryan.

Considérant que les défendeurs ne sauraient, dans les circonstances, être tenus responsables des dommages causés par le dit animal.

Maintient la défense et renvoie l'action de la demanderesse avec dépens.

JUGEMENT EN RÉVISION.

LORANGER, J. :—

Il s'agit d'une action en dommages intentée dans les circonstances suivantes :—

Le nommé Ryan avait, dans le printemps de 1905, loué une place d'écurie dans les bâtiments de la compagnie défenderesse, pour y tenir son cheval.

La défenderesse avait, elle-même, d'autres chevaux dont elle se servait pour l'usage de son industrie.

L'employé de la défenderesse qui était préposé à la garde des chevaux et à leur entretien, était le nommé Gibson. Il prit soin du cheval de Ryan comme des autres chevaux de ses patrons.

Le 14 août, vers midi, l'employé de la défenderesse, Gibson, descendait la rue St Charles Borrommée, dans la voiture de la défenderesse, mais traînée par le cheval du nommé Ryan, se dirigeant vers la rue Craig.

Au moment où on le vit partir, du coin de la rue Dorchester et de la rue St Charles Borrommée, le cheval s'était enlevé, avait pris l'épouvante et il descendait avec une grande rapidité dans la direction de la rue Craig. Arrivé à la rue Craig, on ne pût l'arrêter à temps et il se précipita dans la vitrine du magasin de l'établissement des demandeurs qui se trouve en face de la rue St Charles Borrommée, et y causa de grands dégâts. De là l'action en dommages contre la défenderesse, que l'on tient responsable de l'accident, parce que le cheval était conduit par son employé, le nommé Gibson, qui, au moment même, se servait du cheval et de la voiture pour les fins du commerce de la défenderesse.

L'action est en recouvrement de \$178.00. La défenderesse a plaidé à cette action que le cheval n'était pas sa propriété, qu'il avait été placé chez elle, dans son écurie, par le nommé Ryan ; que l'employé de la défenderesse avait la permission de se servir du cheval pour lui donner de l'exercice ; que, dans

1907
—
Cie Amiot,
Lecours
&
Larivière
v.
Montreal
Water-
proofing Co.
—
Loranger, J.

1907
Cie Amiot,
Lecours
&
Larivière
v.
Montreal
Water-
proofing Co.
Loranger, J.

le moment où Gibson se servait de ce cheval, il ne travaillait pas pour elle ni dans son intérêt ; qu'il n'était pas dans l'exécution de ses devoirs comme son employé et que la défenderesse n'est pas responsable.

L'action est prise sous l'article 1055 qui décrète que les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques ou ouvriers dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés.

Les maîtres et commettants sont responsables du dommage, causé par leurs domestiques dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, bien que ces derniers aient agi de leur propre mouvement, sans ordre de leurs maîtres ou commettants.

Il n'y a pas de difficulté sur la loi qui règle le cas, sur l'article du code qui règle la matière dans la cause actuelle. Si Gibson était à l'emploi de la défenderesse, bien qu'elle ne fut pas propriétaire du cheval, si Gibson agissait comme employé de la défenderesse, dans l'intérêt de cette dernière, au moment de l'accident, la défenderesse est responsable.

Cela se réduit à une simple question de fait. Dans le moment où Gibson se servait du cheval, au moment de l'accident, travaillait-il pour la défenderesse, ou est-il vrai qu'il ne faisait que se conformer aux instructions qu'il avait reçues de Ryan, de donner de l'exercice à ce cheval, de temps en temps ?

Eh bien, sur ce point, Gibson dit bien qu'il avait été autorisé par Ryan à faire prendre l'exercice à ce cheval, mais Ryan le nie. Ryan nie qu'il ait placé son cheval là pour d'autres fins que de le faire reposer. Il déclare qu'il n'avait pas besoin d'exercice, mais cela n'empêche pas tout de même que si, malgré la version de Gibson, ce dernier se servait du cheval et du wagon pour transporter des marchandises du magasin, il était à l'emploi de la défenderesse et quoi qu'il eût agi contre les instructions de Ryan, la défenderesse serait responsable.

Comme je viens de le dire, tout se réduit à savoir s'il transportait, dans le moment, des marchandises, ou s'il allait chercher des marchandises pour la défenderesse.

La preuve sur ce point nous paraît abondante, et il est prouvé que, la veille, ce nommé Gibson est allé avec ce cheval, mener la voiture de la défenderesse à la boutique voisine, pour y faire des réparations. Ceci est prouvé par le nommé Daniel.

Le lendemain, 14 août, Gibson est allé avec ce nommé Daniel chercher le même wagon, avec l'attelage de la défenderesse. Il a attelé le cheval sur le wagon, il est revenu à la boutique, à la manufacture de la défenderesse, a stationné à la porte de cette manufacture pendant quelque temps et puis, Daniel se tenait près du cheval pour le garder, pour qu'il ne se sauvât pas.

Voici ce que répondent les témoins McDonald et Nelson : " Le matin, vers 9 heures, Weiner est allé à la manufacture et leur a dit : " En revenant des chars ce matin, en revenant de " Caledonia, j'ai rencontré Huet, un des propriétaires, et il m'a " dit qu'il avait des marchandises à vendre, des *tweeds* qu'il me " vendrait, voulez-vous me les montrer." On les lui montra, il " les examina—c'était entre neuf et dix heures, à l'arrivée du " train de Caledonia. Il les a vus et dit au commis : " Je les en- " verrai chercher par ma voiture. "

Or, à onze heures, quelle voiture arrive là ? Précisément le cheval de Ryan, mené par Gibson, traînant la voiture de Weiner & Co, et attelé de l'attelage de la défenderesse, et qu'est-ce que Gibson dit : " Je viens chercher les marchandises que M. Weiner est venu chosir ce matin." Le commis lui dit : " Je ne " crois pas que le patron ait vendu des marchandises à un prix " aussi réduit, le patron n'est pas ici, nous allons attendre qu'il " arrive".

Gibson est parti avec la voiture, et c'est tout ce que l'on a entendu dire de lui depuis ce moment jusqu'à l'accident, une heure après.

Il est parti de là, s'est dirigé vers la rue St Charles Borromée et s'est arrêté dans un restaurant, au coin des rues St Charles Borromée et Dorchester. Il est débarqué de la voiture, il a confié son cheval à un petit garçon, et puis, pendant qu'il était entré dans le restaurant, le cheval a eu peur, il a

1907
—
Cie Amiot,
Lecours
&
Larivière
v.
Montreal
Water-
proofing Co.
—
Loranger, J.

1907
 —
 Cie Amiot,
 Lecours
 &
 Larivière
 v.
 Montreal
 Water-
 proofing Co.
 —
 Loranger, J.

pris l'épouvante et a descendu la rue, et quelques instants après avait lieu l'accident en question.

Il nous paraît certain que, dans le moment, Gibson agissait dans l'intérêt, pour les intérêts de la défenderesse, il était son employé, il avait la charge de sa voiture. C'est lui qui conduisait le cheval, quand il allait porter ou chercher des paquets ; il allait les porter à la manufacture ou les transporter ailleurs, et, dans le moment, il était dans l'exercice ordinaire de ses fonctions, quoiqu'il dise le contraire, et on conçoit qu'il soit intéressé à s'excuser.

La preuve de la demande l'emporte sur la preuve de la défense, et nous croyons que la défenderesse est responsable.

Maintenant, dans quelle mesure est-elle responsable ? On a demandé \$178.00. La preuve ne va pas jusque-là.

Un des demandeurs, le nommé Lecours, entendu comme témoin, dit qu'il a payé cette somme-là, qu'il évalue les dommages à cette somme-là, mais il ne donne aucun détail de ce qui a été détruit dans la vitrine, et nous croyons raisonnable d'accorder une somme de \$150.00. Le jugement est infirmé.

Bérard & Brodeur, pour la demanderesse.

Oughtred, Pluce & Phelan, pour la défenderesse.

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, April 13th 1907.

Present :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice,
 MATHIEU & PARADIS, JJ.

MORRIS v. THE INTERNATIONAL PORTLAND CEMENT COMPANY.

Procedure—*Delay for return of writ of summons*—*Long vacation*—*Return after delay by consent* — *Implied consent*—*Exception to the form.*

HELD :—10. Writs of summons issued and served between the 30th of June

and the first of September (the long vacation) must be returned within the same delay as at other times. The provision of Art. 13 C. C. P. that, in reckoning delays, the 1st of September is deemed to be the next day after the 30th of June, applies only to pleading and trial.

20. A writ of summons may be returned after the delay fixed by law, with the consent of the defendant, and such consent may be express or implied. And when a writ is returned after the expiration of the delay, and the defendant afterwards moves for security for costs, he will be held to have impliedly consented to the return so made, and a motion by him in the nature of an exception to the form on the ground that it is too late, will be rejected.

1907
—
Morris
v.
International
Portland
Cement Co.
—
Rochon, J.

The judgment inscribed for review, which is reversed, was rendered by the Superior Court, ROCHON, J., at Hull, on the 3rd of November 1906, as follows :

ROCHON. J. :—

La cour, après avoir entendu les avocats des parties sur le mérite de la motion de la nature d'une exception à la forme produite par la défenderesse, demandant à ce que le bref de sommation soit rejeté du dossier et considéré comme non avenue ;

Considérant que le bref de sommation émané en cette cause a été signifié au défendeur le 9 de juillet dernier, 1906, et qu'il était fait rapportable le douzième jour après telle signification, savoir : le 21 du dit mois de juillet ;

Considérant que ce bref n'a pas été rapporté le 21 de juillet, non plus que dans les trois jours suivants, mais qu'il ne l'a été que le premier de septembre suivant ;

Considérant que ce bref devait être rapporté devant cette cour le jour qu'il était fait rapportable ou dans les trois jours suivants, avec la permission du juge, et que, pour le rapport d'un bref de sommation devant la cour, le premier de septembre n'est pas censé être le jour suivant immédiatement le 30 juin ;

Considérant que l'Art. 10 C. P. C. ne s'applique qu'à la plaidoirie et à l'instruction des causes et ne s'applique pas aux rapports des brefs de sommation ;

1907
 —
 Morris
 v.
 International
 Portland
 Cement Co.
 —
 Rochon, J.

Considérant que le demandeur ne pouvait être reçu à rapporter son bref de sommation le premier septembre dernier :
 Déclare le bref de sommation produit en cette cause nul et de nul effet ; maintient l'exception à la forme de la défense, et met le bref de sommation de côté, avec dépens.

JUDGMENT IN REVIEW.

SIR M. M. TAIT, C. J. :—

On the 9th day of July 1906, the plaintiff caused a writ of summons to issue in this case, which is an action by a laborer claiming damages for personal injuries.

By the writ, which was served on that day, the defendant was ordered to appear on the 12th day after such service, which was the 21st day of July.

On the 19th day of July, the defendant appeared by counsel under reserve of all legal objections.

Article 151 C. C. P. provides that the writ of summons must be filed in the office of the Court, during office hours, on, or before the last day of the delay allowed for appearance. According to this, as the writ was served on the 9th, the 21st day of July was the last day for its return, but it was not returned on that day, nor until the first day of September following. On the 21st day of July, the defendant caused a motion to be served upon the plaintiff, asking for security for costs, with a notice that it would be presented for allowance on the 28th of September following, which was the next first regular term day of the Superior Court ; that motion was granted and eight days were allowed the plaintiff to deposit \$125.00, *sauf à parfaire*.

It is admitted that this deposit was made on the 5th of October 1906. On the same day, the defendant filed an exception to the form alleging that the writ had not been returned on the 1st of July ; that no order of the judge had been procured to return it within the three days thereafter, and

that without notice to the defendant or a judge's order, it had been returned and filed on the 1st of September; that this was illegal and irregular as the writ had become *caduc* and *périné*, and he prayed that it should be rejected, etc.

With this motion, the defendant deposited \$14.40.

The Court, by the judgment under Review, maintained the exception and rejected the writ, holding that article 10 of the Code of Civil Procedure only applied to delays for pleading or trial, and not to the delays for the return of writs, and that the plaintiff could not be allowed to return the writ on the 1st of September as he had done.

I have already referred to article 151. Then we have article 15 which says that the Court cannot sit between the 30th day of June and the 1st day of September, except in certain cases which are mentioned and, amongst others, (in paragraph 2): "Trial and judgment by default to appear in ordinary" and in summary matters."

It is quite evident from this article that in an ordinary action like the present one, a case may proceed to trial and judgment in vacation by default, and therefore in order to prevent this, the defendant has to appear.

Article 10 excepts from its provision the provisions of article 15. It enacts that in reckoning delays for pleading or trial, the first day of September is deemed to be the next day after the 30th day of June, and no party can be obliged to proceed between those two days without a special order of the Court or a judge, *except in the matters enumerated in article 15*.

Comparing therefore articles 151, 161, 10 and 15 (2) it is quite evident that the writ should have been returned on the 21st day of July, being the last day of the delay allowed for appearance.

Now, what is the remedy of the defendant, where the writ has not been returned? Article 154 enacts that if it is not returned, the defendant may, upon giving notice to the plaintiff within three days from the expiry of the delay for appearance, and depositing the copy of the writ served upon him, obtain

1907
—
Morris
v.
International
Portland
Cement Co.
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
 —
 Morris v. International Portland Cement Co.
 —
 Sir M. M. Tuit, C. J.

from the judge an entry of default against the plaintiff, and be discharged from the suit with costs.

Now, this is not the proceeding which the defendant took. He appeared and served a motion for security for costs on the 21st day of July, but did not file it in Court until the 28th of September, and, after getting security, he filed an exception to the form.

Has the defendant by his proceedings acquiesced in the return of the action at this later date ?

If there never was any return, then there was no suit pending after the 21st of July, and the motion for security for costs made on the 28th of September was of no use, nor the exception to the form filed later either.

How could such proceedings take place in a non-existing suit ? Article 179, regarding security for costs, presupposes that the writ has been returned and that there is an action pending and a plaintiff before the Court to give such security.

The defendant in asking for security on the 28th of September recognized that the writ had been returned and that a suit was pending in which there was a plaintiff before the Court, residing outside the province.

He accepted the security given for the costs to be incurred in that action.

Can he then say : "I have asked for, and accepted security for costs in this suit, but there is no suit and no plaintiff, because the writ was never returned."

There is no doubt that a defendant may consent or acquiesce in a writ being returned after the delay allowed by law. We know that in practice this is constantly done.

The Court is unanimously of the opinion that in pressing for and accepting security for costs as he did, the defendant must be considered as having acquiesced in the return of the writ on the 1st of September, and that therefore his exception to the form was not well founded and should have been dismissed.

The judgment is therefore reversed and that exception dismissed with costs of both Courts.

J. M. McDougall, K. C., for the plaintiff.
A. C. McConnell, K. C., for the defendant.

1907
 —
 Morris
 v.
 International
 Portland
 Cement Co.
 —
 Sir M. M.
 Tait, C. J.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 25 avril 1907.

Présents :—MATHIEU, ROBIDOUX ET HUTCHINSON, JJ.

BROWN v. MCINTOSH & ROY ES-QUAL.

Procédure—Révision des jugements — Délai pour faire dépôt — Action réelle et action en garantie formelle — Prise du fait et cause et contestation par le garant— Jugement qui maintient l'action—Inscription en révision par le garant seul—Inscription en révision par un tuteur—Ratification par tribunal sur avis du conseil de famille.

JURÉ :—10. Lorsque le dernier des huit jours dans lesquels le dépôt pour les fins de la révision d'un jugement doit être fait est un jour non juridique, et que le lendemain est un samedi, le dépôt peut être fait le premier jour juridique suivant.

20. Dans une action réelle où le défendeur a appelé son auteur en garantie formelle et celui-ci a pris son fait et cause et contesté la demande, mais où le défendeur principal n'a pas été mis hors de cause, le jugement qui maintient l'action peut être inscrit en révision par le garant seul.

30. Une inscription en révision par une partie agissant en sa qualité de tuteur, qui est ratifiée par une ordonnance du tribunal sur avis du conseil de famille, vaut comme si elle avait été faite avec autorisation préalable.

MATHIEU, J. :—

Le demandeur a poursuivi la défenderesse en bornage, et il

1907
—
Brown
v.
McIntosh
&
Roy.
—
Mathieu, J.

demande, par son action, qu'elle soit condamnée à démolir une bâtisse qu'elle a érigée chez elle, mais qui empiète sur son terrain.

La défenderesse a appelé ses auteurs en garantie, demandant qu'ils soient tenus de prendre son fait et cause, et de la défendre.

Les défendeurs en garantie ont pris le fait et cause de la défenderesse principale, demanderesse en garantie, et ils ont plaidé à l'action principale.

Le 21 mars dernier, la Cour Supérieure, à Montréal, DUNLOP, J., a maintenu l'action en bornage, et a ordonné la démolition de la bâtisse de la défenderesse, qui empiète sur le terrain du demandeur, et a condamné les défendeurs en garantie à indemniser la défenderesse principale, demanderesse en garantie, des condamnations portées et à être portées contre elle.

Comme on vient de le voir, le jugement a été rendu le 21 mars. Les huit jours pour inscrire en révision expiraient le 29, qui était le vendredi saint, un jour non juridique.

Les défendeurs en garantie ont inscrit en révision le 2 avril courant, et fait le dépôt le même jour.

Le demandeur principal demande le rejet de cette inscription, et il allègue, comme premier moyen, que cette inscription et le dépôt sont tardifs.

Comme je viens de le dire, les défendeurs en garantie ne pouvaient pas inscrire le 29, qui était le vendredi saint, et ils n'étaient pas tenus d'inscrire non plus le lendemain, qui était un samedi, vu que dans la section 1 du ch. 45, des statuts de Québec de 1904 il est décrété que : "si le jour auquel une procédure doit être signifiée ou produite est un samedi, la procédure pourra être signifiée ou produite, avec le même effet, le "jour juridique suivant."

Les défendeurs en garantie ne pouvaient non plus inscrire le lundi suivant, qui était le lundi de Pâques, qui, par l'article 7 C. P. C., est un jour non juridique.

Ils ont inscrit le mardi (2 avril) ; ce moyen est donc mal fondé.

Le demandeur demande aussi le rejet de cette inscription en révision, soutenant que les défendeurs en garantie, qui ont pris le fait et cause de la défenderesse, qui, cependant, n'a pas été mise hors de cause, n'ont pas le droit d'inscrire en révision de ce jugement, qui ordonne le bornage entre la propriété du demandeur et celle de la défenderesse, et la démolition d'une partie de la maison de cette dernière, qui empiète sur le terrain du demandeur, la défenderesse elle-même n'ayant pas inscrit en révision, et n'ayant pas fait de dépôt.

Le jugement condamne les défendeurs, en garantie à indemniser la défenderesse principale des conséquences de la condamnation portée contre elle, et les défendeurs en garantie qui ont plaidé à l'action principale, nous paraissent avoir le droit de demander la révision de ce jugement pour leur propre compte.

Le demandeur, pour troisième motif de sa demande du rejet de l'inscription, dit que la défenderesse en garantie, Rose de Lima Roy, qui agit comme tutrice à ses enfants mineurs, n'a pas été autorisée par le conseil de famille, avant de faire cette inscription en révision.

Il est vrai que la dite Rose de Lima Roy, en sa qualité de tutrice, n'avait pas été autorisée, sur l'avis du conseil de famille, à faire cette inscription en révision, lorsqu'elle l'a faite ; mais cette inscription fut ratifiée par le conseil de famille dont l'avis fut homologué par le député protonotaire le 11 avril courant. La défenderesse en garantie a produit copie de cette autorisation, et en a donné avis au demandeur le 15 avril courant.

L'article 306 C. C. dit que le tuteur ne peut appeler d'un jugement qu'après y avoir été autorisé par le juge, ou le protonotaire, sur avis du conseil de famille.

Dans la cause de *Beaumont & Lamonde, ès-qualité* (1), il a été jugé, par la Cour d'Appel, à Québec, le 30 mai 1903, LACOSTE, J. en C., BLANCHET, J., HALL, J., WURTELE, J. et OUIMET,

1907
Brown
v.
McIntosh
&
Roy.
Mathieu, J.

(1) 6 R. P., 6.

1907
—
Brown
v.
McIntosh
&
Roy.

Mathieu, J.

J., que le pourvoi en révision est un appel dans le sens de l'article 306 C. C. et que, partant, une inscription en révision, sans autorisation du juge ou du protonotaire, sur avis du conseil de famille, est nulle.

Mais dans la cause de *Greenwood & Dent* ⁽¹⁾, la Cour du Banc de la Reine, siégeant en appel, à Montréal, le 30 septembre 1898, LACOSTE, J. en C., BOSSÉ, J., BLANCHET, J., HALL, J. et WURTELE, J., a jugé que, bien que le tuteur ne puisse, aux termes de l'article 306 C. C., appeler d'un jugement qu'après y avoir été autorisé par le juge, ou par le protonotaire, sur avis du conseil de famille, cependant, lorsque le tuteur a fait ratifier son appel par le conseil de famille, après l'avoir porté, la cour lui permettra de produire l'autorisation et de continuer son appel.

La Cour d'Appel, dans cette cause, paraît s'être appuyée sur le jugement rendu dans la cause de *Laforce & La Ville de Sorel* ⁽²⁾, et sur la cause de *Clément & Francis* ⁽³⁾.

Je crois que nous ne pouvons pas faire autrement que de suivre l'opinion de la Cour d'Appel sur cette question.

Dans une cause de *Barrette vs Lallier* ⁽⁴⁾, la Cour de Révision, à Montréal, a, le 31 mai 1893, MATHIEU, J., OUMET, J. et LYNCH, J., jugé que la Cour de Révision n'était pas une Cour d'Appel, dans le sens de l'article 306. Cette cause a été jugée sous l'ancien code de procédure. Mais, comme je viens de le dire, la Cour d'Appel, depuis la mise en force du nouveau code, a, le 30 mai 1903, jugé dans la cause de *Beaumont & Lamonde* ⁽⁵⁾ que la Cour de Révision est maintenant une Cour d'Appel.

Je suis d'opinion de renvoyer cette motion.

H. H. Brodie, pour la demanderesse en garantie.

Beaudin, Loranger & Saint Germain, pour la défenderesse en garantie.

(1) 9 B. R., 11.

(2) M. L. R., 6 B. R., 109.

(3) 6 L. N., 325.

(4) 3 C. S., 489.

(5) 6 R. P., 6.

COUR DE RÉVISION.

MONTREAL, 29 avril 1906.

*Présents :—*LORANGER, TELLIER ET CHARBONNEAU, JJ.

LEE v. LOGAN.

Responsabilité—Accident du travail—Accident et fait délictueux survenus à l'étranger—Loi du lieu—Exception de la loi du lieu—Common employment du droit anglais—Présomptions — Contrat de louage de services fait dans la province et exécuté à l'étranger.

JUGÉ :—1o. La responsabilité du patron envers son employé pour un accident du travail ne découle pas du contrat de louage de services entre eux, elle est délictuelle et est régie par la loi du pays où le fait délictueux se produit.

2o. Lorsque la loi du lieu reconnaît la responsabilité, le tribunal ne doit pas s'arrêter à une exception qu'elle fait, tirée d'une présomption que les circonstances écartent de l'espèce à juger. Ainsi, la loi du Nouveau Brunswick (qui est le droit commun d'Angleterre) rendant le maître responsable du fait de ses préposés, excepté pour le cas de dommage causé par un compagnon de travail (*common employment*), parce que les ouvriers, dans un même emploi, sont présumés accepter le risque des fautes les uns des autres, cette exception ne s'applique pas à un préposé domicilié et engagé à Montréal, pour travailler au Nouveau Brunswick. Cet engagement, interprété suivant la loi du lieu où il a été fait, exclut la présomption que l'employé a accepté le risque du dit *common employment*. Par suite, le patron qui l'a engagé est responsable, d'après la loi du Nouveau Brunswick, des dommages qui lui sont causés par la faute de ses compagnons de travail, au cours de leur emploi dans cette province.

Le jugement inscrit en révision qui est confirmé a été rendu par la Cour Supérieure, CURRAN, J., à Montréal, le 20 février 1906, comme suit :

CURRAN, J. :—

The plaintiff alleges that at the City of Montreal in May,

1907
—
Lee
v.
Logan.
—
Curran, J.

1904, the defendant, a stevedore, engaged him as his foreman. At the close of navigation for the Port of Montreal, the plaintiff was sent to St John, N. B., to do the same work for the defendant during the winter months ; and on the 14th of February 1905, whilst engaged in his duties, loading the " SS. "Evangeline" he was seriously and permanently injured by having his ankle and foot crushed, through the fault of the defendant and his employees, who caused a barrel of naphtha to fall upon him when he was in the hold of the ship. He claims \$2,835.00 and reserves his right for future damages. The defendant pleads that the plaintiff was actually in charge of the work, as foreman, and had choice of the workmen ; that if any accident happened to him, it was caused by his own fault, by not giving proper instructions to the men for the carrying out of the work. Further, that this accident happened in New Brunswick, and that the laws of that province should govern the case, and that, under such laws, the plaintiff cannot claim damages, (a) inasmuch as he was superintendent in charge of the workmen, and his own negligence was the determining cause of the accident ; (b) inasmuch as he was in common employment with his workmen, whose acts, he alleges, caused the accident, and that no action lies in New Brunswick, in favor of the plaintiff in the present instance. This case was to have been tried by a jury, but, by consent of both parties, the jurors were discharged and the case was submitted to the Court. The question of foreign contract has already been dealt with in the Courts in the cause of *Dupont et al. vs Quebec Steamship Co* (1). No difficulty presents itself in the opinion of the Court as to what law should govern the present case. The facts are that the plaintiff entered the service of the defendant in May 1904, and worked for him during the whole season of navigation in the port of Montreal. The terms of his contract were 60 cents an hour, whilst engaged in actual service as chief foreman, and 25 cents per

(1) 11 S. C., 188.

hour, when otherwise engaged. That is to say, all his time was devoted to the defendant's service. At the close of navigation, the plaintiff and the defendant had a conversation about the winter months and it was agreed, here, in the port of Montreal, between them, that the plaintiff should go with the defendant to the port of St John, N. B., and there continue to work for him in the same capacity and under the same conditions, with one exception, that is, the wages should be 60 cents per hour, while acting as chief foreman, but the 25 cents arrangement was to be dropped. Here we have two residents of the City of Montreal, in the Province of Quebec. They have had a contract of hire of service between them in this city. There is a continuation of the same contract with a slight modification as to wages (or even taking it for granted that the contract was a different one in that respect) ; both parties go together to another province for the purpose of carrying out this engagement. Neither is supposed to be acquainted with any other law than that of their common domicile, and the Court cannot conceive how this can be held to be anything else than a Quebec Province contract. That being the case, we have to deal with the facts of the case. The plaintiff was very seriously injured, and will be greatly impeded in his work for a very long time. He is still suffering acutely. He was chief foreman. If the facts had transpired, as set forth in the defendant's plea, he could not successfully claim damages. The proof establishes, however, that he had not the choice of the foremen under him. This lay with the defendant. Apart from this, the accident did not occur as the defendant pretends. The employees of the defendant were in two sections, the checkers on the wharf and the men working on the ship. The chief checkers in this case gave instructions for the removal of the barrel of naphtha to one of the foremen. The order should have come from the plaintiff, who was in charge of the operations. Those who endeavoured to land the barrel on the wharf did so in an unworkmanlike manner. The sling was not properly applied and the barrel slipped from the rope and fell into the hold, where the plain-

1907
—
Lee
v.
Logan.
—
Curran, J.

1907
 —
 Lee
 v.
 Logan.
 —
 Curran, J.

tiff was superintending his men. The whole operation was carried out in a most dangerous way, with the result that this barrel, falling on the plaintiff's foot and ankle, caused him the damages he claims, and far more. The plaintiff has withdrawn his claim for future damages, and the defendant having been proved in fault, through imprudence and lack of skill of those for whom he is responsible, is condemned to pay the plaintiff \$2,835. with interest and costs of suit.

JUGEMENT EN RÉVISION.

TELLIER, J. : —

Le défendeur est arrimeur ; il faisait, durant l'hiver 1904-05, le déchargement et le chargement de navires, dans le Port de St Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, et il employait à cette fin, sous sa haute surveillance, un personnel qui était divisé en deux branches distinctes et séparées, ayant chacune d'elles, son chef et un assistant chef, savoir : la branche du débarcadère pour recevoir, vérifier et diriger les cargaisons, et la branche du bord pour opérer l'outillage et faire le travail manuel. Le demandeur était, dans cette dernière branche, le contre-maître en chef du défendeur, comme il l'avait été dans le port de Montréal, durant la saison de navigation de 1904 ; il était soumis aux ordres et direction du défendeur et des chefs de la branche du débarcadère, et il avait sous lui, à St-Jean, N. B., un contre-maître unique, pour diriger les diverses bandes d'ouvriers-débardeurs, employés par le défendeur.

Dans la matinée du 14 février 1905, dans le port de St Jean, N. B. en obéissance à l'appel de l'officier marinier et aux ordres du chef de la branche du débarcadère, le demandeur descendait dans la cale du "SS. Evangeline", pour y mettre ordre aux barils d'extrait de chêne qu'on y avait chargés durant la nuit précédente, et il y arrimait lui-même ces barils, quand deux ouvriers, profitant du fait qu'il était ainsi occupé et qu'il avait à cette fin interrompu le chargement, se seraient, à son

insu, et à l'insu de l'autre contre-maître qui était aussi occupé ailleurs, avisés de décharger deux barils de naphte qui se trouvaient sur le pont du navire et dont le déchargement immédiat avait été requis, avec instances répétées, par les chefs du débarcadère. L'un de ces barils de naphte aurait été, sans encombre, hissé et descendu à quai ; mais l'autre ayant été attaché à la grue mécanique, hissé et traîné sur le pont, serait venu en contact, par un bout et non par le côté, avec le rebord de l'écouille, ce qui aurait fait déraper son élingue, et tomber ce baril dans la cale, par l'écouille qui était restée ouverte ; et le demandeur aurait été blessé grièvement par la chute de ce baril de naphte.

Les subordonnés du défendeur ont eu le tort les uns d'ordonner, et les autres de s'immiscer dans un travail qu'il appartenait au demandeur ou à l'autre contre-maître d'ordonner, diriger et surveiller, alors qu'ils les savaient occupés ailleurs et que les panneaux de l'écouille étaient ouverts ; et l'accident dont le demandeur a été victime n'aurait pas eu lieu, si le déchargement des deux barils de naphte avait été fait sous la direction et sous la surveillance du demandeur ou de l'autre contre-maître ; ou si les panneaux de l'écouille avaient été fermés.

L'opérateur du pouvoir moteur de la grue et l'autre ouvrier qui procédaient ensemble au déchargement de ce baril de naphte ont négligé, l'un d'arrêter le pouvoir moteur, et l'autre de donner une autre direction aux barils, quand ils ont vu que ce baril allait arriver par le bout et non par le côté, sur le rebord de l'écouille ouverte. Il leur était facile de prévoir et ils ont même prévu que, dans cet état, le baril ne pouvait manquer de sortir de son élingue et de tomber dans le fond de cale où était le demandeur ; ils auraient pu empêcher cet événement de se produire ; mais ils n'en ont rien fait.

Il résulte de la preuve et des documents de la cause que l'état, l'installation et la disposition de l'outillage du défendeur étaient convenables, et que l'accident ne peut être attribué à aucune faute ni à aucune négligence du demandeur,

1907
—
Lee
v.
Logan.
—
Tellier, J.

1907
—
Lee
v.
Logan.
Tellier, J.

mais qu'il est dû à la faute, à l'incurie, à la maladresse, à l'intervention intempestive, et au défaut de surveillance des autres employés du défendeur. Le défaut de surveillance peut être imputé au défendeur lui-même par le fait qu'il n'avait pas dans le port de St Jean, comme dans le port de Montréal, un contre-maitre par chaque bande d'ouvriers débardeurs.

La responsabilité du patron envers son employé, victime d'un accident au cours du travail qui lui est confié, n'est pas une responsabilité contractuelle, dérivant du contrat de louage de services, mais bien une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, régie exclusivement par la loi du pays où elle a été encourue.

Dans l'espèce, la cause d'action alléguée et établie par le demandeur est un quasi-délit et ce quasi-délit aurait eu lieu au cours du travail qui se faisait sur le "SS. Evangeline", dans le port de St Jean, dans la province du Nouveau Brunswick.

La loi du Nouveau Brunswick en cette matière est la loi commune d'Angleterre, telle que modifiée par une loi spéciale décrétée par la législature du Nouveau Brunswick, en 1903, et produite au dossier de la présente cause.

Lors de l'accident, les fonctions du demandeur étaient celles de contre-maitre en chef du travail à faire par d'autres employés du défendeur, pour le déchargement et chargement du "SS. Evangeline"; et s'il mettait alors et occasionnellement la main au travail manuel, il n'y était pas tenu, et en conséquence il ne saurait être considéré comme un ouvrier (*workman*), dans le sens de la loi spéciale de 1903, ni comme ayant droit d'invoquer le bénéfice de cette loi spéciale du Nouveau Brunswick.

En Angleterre, sous le droit commun en vigueur avant l'acte de 1880, le régime du *common employment* rendait bien le maître responsable du dommage causé par ses subordonnés, mais la jurisprudence en avait excepté le dommage causé par un compagnon de travail. Cette exception était fondée sur la présomption que l'ouvrier était censé accepter, parmi les risques du travail auquel il s'employait, les conséquences domma-

geables des fautes de ses compagnons de travail ; et il ne pouvait poursuivre le patron comme civilement responsable de ces fautes, s'il ne prouvait pas qu'il y avait eu faute personnelle du patron à employer ou conserver le travailleur, auteur de la faute.

1907
—
Lee
v.
Logan.
Tellier, J.

Cette présomption ne saurait avoir lieu dans l'espèce, puisque le contrat de louage de services a eu lieu entre les parties en cause, en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec. Les actes s'interprètent et s'apprécient suivant la loi du lieu où ils sont passés, et il n'apparaît pas que l'intention des parties, alors domiciliées en cette province, ait été de s'en rapporter à la loi d'un autre lieu ; et d'après ce contrat de louage de services, interprété et apprécié suivant la loi de cette province, le demandeur n'était pas censé accepter, parmi les risques du travail auquel il s'emploierait les conséquences dommageables des fautes de ses compagnons de travail, et le défendeur n'était pas censé s'exonérer du dommage qui pourrait être causé par la faute de ses subordonnés, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers seraient employés.

Le montant de dommages accordé au demandeur, par le jugement *a quo* est justifié par la preuve et le défendeur doit en être déclaré responsable d'après les règles de la loi commune d'Angleterre, vu qu'il n'est pas dans le cas de se prévaloir de l'exception établie sous cette loi par la jurisprudence.

Tel étant l'avis de la majorité de cette cour, le jugement est confirmé, mais pour des motifs différents.

CHARBONNEAU, J. *dissentiens* :—

The defendant in this case is a stevedore, taking charge of the loading and unloading of steamers in the Ports of Montreal, Quebec and St John, N. B.

The plaintiff is a longshoreman of superior ability and experience.

When the accident of which he complained in this action took place, he had been working several years for the defen-

1907
—
Lee
v.
Logan.
—
Charbonneau
J.

dant, and was acting as a sort of walking-boss or chief foreman to the staff employed on board the ship. Another staff had charge of the wharf work, which consisted in receiving, checking the goods as they arrived from the outside, and assorting them to be loaded on the vessels, and, also, in receiving, checking and shipping away the goods landed from the same.

These two staffs, although necessarily working together, one on board and the other on the wharf, seem, by the proof, to be absolutely independent of one another ; the defendant being the only general superintendent of the whole work.

The accident happened in St John, N. B., 14th of February 1905, on the steamer "Evangeline", when they were proceeding to load the ship, which had been unloaded the previous days. The day before, the plaintiff had given orders to loosen from the ice, which had gathered around them, two barrels of naphtha left on the deck and which were to be landed at St John.

On the morning of the accident, the mate of the ship complained to Lee that the man who had been stowing away, in rear of hatch No 2, some barrels of oak extract, had not done the work properly. The loading had to be stopped and Lee went in to the hold to straighten up the cargo. During that time, the men in charge of the derricks on deck who had nothing to do, took advantage of that forced wait to unload the two barrels of naphtha acting under instructions from Martinson, the head foreman of the checking department. These barrels were on the seaward side of the vessel and had to be carried over hatch No 2, where Lee was working, on the wharf side of the vessel and then overboard on the wharf. The usual and natural way of doing that work seems to be to swing the boom of the derrick, so as to bring the fall right over the load to be lifted, then lift up the load enough to clear everything underneath, then swing back and overboard. If the rigging is good, there is no danger in that operation. But in this instance, it appears by the proof that, on account of the tide, the derricks had to be rigged in such a way that the boom could not be swung exactly over the barrels, so

that they had to drag them with the derrick across the deck and over the open hatch where the plaintiff was working before they could lift them up to swing them in the usual way.

The first barrel was landed all right, but the sling of the second barrel was snatched off, on the combing of the hatch, and the barrel got loose and fell down on the ankle of Lee and crushed it badly.

The action is for damages on account of that accident.

It has been met by two distinct pleas: 1st—The men in charge of the derricks, who were the cause of the accident, were the plaintiff's own choice and under his orders; the accident happened through his own negligence, in not giving proper orders how to handle those barrels and not seeing that those orders were obeyed; the rigging employed was also of his own choice and under his absolute control, so that the accident could not be imputed to the defendant, but to the plaintiff himself; 2nd. The contract of engagement took place in St John and by the law of New Brunswick, which should be applied, the plaintiff cannot recover, inasmuch as he was in common employment with the workmen who were unloading the barrels.

In answer to this latter plea, the plaintiff has sought to bring the question under the provisions of some statutory law of New Brunswick, known as The Workman's Compensation for injuries Act, 3 Ed. VII, Cap 2, N. B. This statute would give a special recourse for damages, which was taken away by the common law of New Brunswick. But the defendant pretends that the failure to give a certain notice provided for by sec. 10, 11 and 12 of the statute, deprives the plaintiff of this recourse.

Five different questions have to be solved before we come to a final conclusion in the matter.

1. Does this action arise out of the contract of engagement or out of the *quasi-délit* of damages done to another? 2. If out of the contractual relations of parties where did the engagement take place? Montreal or St John, and which is the law applicable, that of the Province of Quebec, or that of the Pro-

1907

Lee

v.

Logan.

Charbonneau
J.

1907
 —
 Lee
 v.
 Logan.
 —
 Charbonneau
 J.

vince of New Brunswick ? 3. If out of the *quasi-délit*, which of the two laws should be applied ? 4. What would be the effect of the Province of Quebec's laws applied to the facts proved ? 5. What would be the effect of New Brunswick laws, either common or statutory ?

The first judgment found in favor of the plaintiff on the *considérants* that the engagement took place in Montreal, that the Province of Quebec's law should be applied and that under that law, the defendant was responsible, the accident having happened through the undue interference of the foreman of the checking department in the work of the plaintiff.

I cannot agree with this view although it appears, at first sight, more or less justified by the case of *Dupont vs Q. S. S. Co.*

It seems to me that the action cannot arise out of the contract of engagement. The obligation to indemnify is created by the *quasi-délit* of damage done, to be found in our own law in arts 1053 and 1054 C. C. The rights of the plaintiff do not depend upon his engagement, but upon his having been hurt by the defendant or somebody for whom the defendant is responsible. A stranger, if hurt in his place, would have had the same recourse. Of course, the contractual relations of the parties may modify that recourse and even nullify it, but do not create it. The same thing could not be said of the special recourse given by the Workman's Compensation Act or similar legislation. There, the obligation to indemnify is based, both on the contract of engagement, and on the accident, the two elements are essential to constitute the cause of action.

This point being settled, it is evident that the law *loci delicti* must govern the case, unless the parties have agreed beforehand to the contrary, or it appears, by the circumstances of the case, that such was their intention. (C. C. Art. 8). So the question, which seems to be, at first sight, a question of law, becomes a pure question of fact.

Is there in the engagement of the plaintiff, even if made in

Montreal, anything to show that the parties intended to bring along with them our code to govern their future relations, when working in New Brunswick, especially in reference to accidents that might happen. I see no sign of any such intention, either in the agreement, or the general conduct of the parties. It was different in the case of *Dupont vs Q. S. S. Co.* ⁽¹⁾. The deceased was one of the officers of the company, which was a Canadian Company, incorporated in Quebec, and to use the words of C. J. Cockburn *re Reg. vs Keyn* ⁽²⁾, its vessels were as it were "a floating portion of the National Territory".

1907
—
Lee
v.
Logan.
—
Charbonneau
J.

I quite agree that a ship carries on board the laws of its own nation. But in this case that principle does not apply.

Then, we have to apply the law of New Brunswick. The fellow servant rule, according to which the employer is not responsible for damages caused to an employee by another employee in the same work, in the course of such work, seems to be the common law and of course this would relieve the defendant of all responsibility in the matter.

Although, in strict logic, I am bound to come to that conclusion, I feel less diffident in applying this law, when I consider that, even under our code, I should lay the responsibility of the accident on the plaintiff. It was he who rigged up the derricks in such a way that the boom could not be swung, so as to let the fall drop right over the barrels to be moved, necessitating the dragging of them on the deck as far as the middle of the hatch, before they could be lifted up. It was also he who had ordered the chipping of the ice, preparatory to moving the barrels; he knew that those barrels were to be moved as soon as possible, he must have known better than the defendant what sort of men would handle them, they were under his charge and likely of his own choice. Why did he

(1) 11 S. C., 188.

(2) L. R. 2 Ex., 63.

1907
—
Lee
v.
Logan.
Charbonneau
J.

run the risk of the failure of his way of rigging the tackle, and of the imprudence of his men ?

It was Lee's duty, when he ordered the barrels to be loosened from the ice, to see that they be removed in the proper way or that the hatch be closed when removing them, if it was not worth while altering the rigging of the derrick for a such trifle. The duty of the foreman is to see that every part of the work is done, not only expeditiously, but properly and safely ; it is his duty towards his employer, his fellow-employees and himself.

Therefore, under our own laws, I would feel bound to hold him responsible of the accident and dismiss his action.

As to the special statutory enactments of New Brunswick legislation respecting want of proper notice, I do not think that the statute can be applied.

I am therefore of opinion to reverse the judgment and dismiss the action.

McLennan, Howard & Aylmer, pour le demandeur.
Heneker & Duff, pour le défendeur.

COUR DE CIRCUIT.

QUÉBEC, 22 mars 1907.

Présent :—LANGELIER, A. J. C.

JULIEN ET AL. v. BERNIER ET AL.

Droit municipal—Interprétation des règlements—Maris de femmes propriétaires de biens imposables—Taxe imposée sur ceux qui n'en doivent pas d'autre—Electeur municipal—Païement des taxes—Mari electeur à raison des biens de sa femme—Inscription au rôle d'évaluation—Contestations d'élections municipales—Défaut de la qualité d'électeurs chez les requérants.

JUGÉ :—1o. Une taxe personnelle imposée sur ceux qui n'en doivent pas d'autre en vertu du code municipal, est exigible du mari dont la femme est portée aux rôles d'évaluation et de perception comme propriétaire de biens imposable et en a payé les taxes. Par suite, un mari dans ces conditions qui n'a pas payé cette taxe n'a pas la qualité d'électeur municipal.

2o. Le mari n'a la qualité d'électeur municipal à raison des terrains possédés par sa femme, que si son nom à lui est inscrit sur le rôle d'évaluation.

3o. Les défendeurs, dans les contestations d'élections de conseillers municipaux, doivent proposer à la fois tous leurs moyens de défense, et ne sont pas tenus d'invoquer préliminairement celui tiré de l'absence de la qualité d'électeurs municipaux chez les requérants.

Les requérants demandaient l'annulation, pour les causes mentionnées au code municipal, de l'élection qui a eu lieu en janvier dernier dans la municipalité de Limoilou.

Les défendeurs ont plaidé, entr'autres choses, que les requérants n'avaient pas le droit d'attaquer leur élection, parce que trois d'entr'eux n'étaient pas électeurs lorsqu'elle a eu lieu.

Les requérants ont répondu que cette objection à leur droit d'attaquer l'élection aurait dû être invoquée par un plaidoyer préliminaire.

1907
—
Julien
v.
Bernier.
—
Langelier,
A. J. C.

Les notes du juge qui suivent expliquent les prétentions respectives des parties.

LANGELIER, A. J. C. :—

Je vais d'abord examiner la question de savoir si les défendeurs devaient invoquer pour un plaidoyer préliminaire le moyen tiré du défaut de qualité des requérants pour contester l'élection.

Le code municipal me paraît clairement contraire à la prétention des requérants sur ce point.

L'Art. 325 du code municipal montre bien qu'il ne peut pas y avoir d'objections préliminaires dans une contestation d'élection faite en vertu de ce code. Tous les moyens de défense des défendeurs doivent être invoqués à la fois. C'est ce qui a été décidé dans la cause de *Hamilton vs Brunet* ⁽¹⁾. Le contraire paraît avoir été décidé par M. le juge Mathieu dans la cause de *La Reine vs Renaud* ⁽²⁾, mais je ne vois rien dans le code municipal qui n'autorise à décider dans ce sens. La loi disant qu'une élection ne peut être contestée que par cinq électeurs ou par un candidat, c'est aux requérants à prouver lors du procès qu'ils ont les qualités nécessaires pour contester.

Je vais maintenant examiner le fond de la contestation.

Deux classes de personnes, on le sait, peuvent contester une élection municipale faite en vertu du code municipal ; quel qu'un qui a été candidat à cette élection, ou bien cinq personnes qui avaient le droit d'y voter. Dans la cause actuelle, c'est en qualité d'électeurs que les requérants attaquent l'élection des défendeurs. Il n'y a aucune difficulté quant à deux des requérants, Auguste Garneau et Napoléon Julien ; il est admis qu'ils avaient toutes les qualités voulues pour voter à cette élection. Mais les défendeurs prétendent qu'Edmond Julien, Philibert Boucher et Eugène Boucher n'avaient pas le droit d'y voter.

L'objection quant à Edmond Julien et Philibert Boucher est fondée sur la même raison ; c'est qu'ils devaient des taxes personnelles à la municipalité.

Par un règlement du 18 octobre 1897, fait en vertu de l'Art. 584 du code municipal, une taxe personnelle de \$1.00 par année est imposée sur tout résident de la municipalité de Limoilou du sexe masculin et majeur qui n'est pas autrement taxé en vertu du code municipal.

Les femmes de ces deux requérants sont propriétaires d'immeubles, et paient des taxes comme telles. C'est à raison des immeubles dont leurs femmes sont propriétaires qu'ils ont le cens électoral. Peuvent-ils invoquer les taxes que paient leurs femmes pour s'exempter de payer la taxe personnelle dont je viens de parler ?

Je suis d'avis que non. Ce ne sont pas eux qui paient ces taxes, qui y sont assujettis, mais leurs femmes. La corporation de la paroisse de Limoilou ne pourrait pas les leur faire payer.

Quant à Eugène Boucher, l'objection qui est faite à son droit de voter est qu'il ne figure pas sur le rôle d'évaluation de la municipalité comme propriétaire, locataire ou occupant.

D'après l'Art. 291 du code municipal, celui-là seul est électeur qui possède, ou dont la femme possède, dans la municipalité soit comme propriétaire, un immeuble évalué sur le rôle à \$500, soit comme locataire ou occupant un immeuble d'une valeur locative de \$20. qui a payé toutes les taxes municipales et scolaires dont il est tenu, et qui est inscrit sur le rôle comme propriétaire, locataire ou occupant.

Edmond Julien et Philibert Boucher, qui, comme nous venons de le voir, devaient des taxes personnelles, n'avaient donc pas le droit de voter.

Quant à Eugène Boucher, il est établi que son nom ne figurait pas sur le rôle d'évaluation ; il n'avait donc pas le droit de voter à l'élection.

Les défendeurs Edmond Julien et Philibert Boucher ont essayé de soutenir qu'on ne pouvait leur reprocher le défaut de paiement de la taxe personnelle, parce qu'on ne la leur avait pas demandée.

La loi n'exige pas que le paiement de la taxe ait été demandé ; elle déclare de la manière la plus claire que tout individu

1907
Julien
v.
Bernier.
—
Langelier,
A. J. C.

1907
 Julien
 v.
 Bernier.
 —
 Langelier,
 A. J. C.

qui doit des taxes municipales est incapable de voter à une élection municipale. Or, ce n'est pas le fait que le paiement de la taxe a été demandé qui la rend exigible, mais le fait qu'elle a été légalement imposée. Le code municipal n'exige pas que le paiement des taxes soit demandé.

Eugène Boucher prétend qu'on ne peut pas lui reprocher de n'être pas inscrit sur le rôle, parce qu'on n'y inscrit pas les locataires. Ceci n'est pas une excuse ; si son nom n'était pas sur le rôle d'évaluation, il aurait dû essayer de l'y faire mettre, s'il avait droit d'y figurer.

Il résulte de ce qui précède, que trois des requérants, qui contestent l'élection en qualité d'électeurs, n'avaient pas le droit d'y voter ; ils ne pouvaient donc pas la contester.

Comme la loi exige cinq électeurs pour contester une élection, les deux requérants qui restent ne comptent pas, et en conséquence la requête doit être renvoyée avec dépens.

Casgrain, Lavery, Rivard & Chauveau, pour les requérants.
Bédard, Roy, Chaloult & Prévost, pour les intimés.

COUR SUPÉRIEURE.

SAINT-HYACINTHE, 2 avril 1907.

Présent :—MARTINEAU, J.

MÉNARD v. GUIBORD ET VIR & GIRARD, INTVTE.

Vente à réméré—Droits du vendeur—Acte qualifié de vente—Enregistrement des jugements—Hypothèque légale.

JUGÉ :—La vente avec faculté de réméré dépouille le vendeur de la propriété de l'héritage vendu. Il ne peut pas le vendre à un deuxième acheteur et un acte de vente qu'il souscrit, n'est, dans ces conditions, qu'une cession de droits éventuels. Peu importe, que l'acheteur primitif intervienne et déclare ratifier cette prétendue vente, s'il fait en même temps la réserve des droits qu'il a acquis en vertu de son propre acte. Par suite, l'enregistrement d'un jugement rendu contre le nouvel ac-

quéreur, comme s'il était devenu propriétaire, ne crée pas une hypothèque légale sur l'immeuble.

MARTINEAU, J. :—

Par son action, le demandeur demande que les immeubles Nos 262 et 263 du cadastre officiel de la ville d'Acton soient déclarés affectés et hypothéqués au paiement de la somme de \$77.49, avec intérêts et dépens, cette somme lui étant due à raison des faits suivants :—

Dame Zéphirine Cabana, aux droits de laquelle est le demandeur, avait obtenu jugement contre Frank *alias* François Morel, qu'elle fit exécuter en prenant une saisie après jugement entre les mains d'un nommé Joseph Gosselin qui déclara devoir au dit Morel une somme de \$1,200.00, en vertu d'un acte de vente des deux lots ci-dessus désignés, passé le 18 janvier 1892. Jugement intervint contre Gosselin suivant sa déclaration, et ce jugement fut enregistré le 23 juin 1892 sur sur les deux lots.

Le demandeur allègue que la défenderesse est en possession de ces lots pour les avoir acquis de dame veuve Deslandes, le 2 avril 1900.

La défenderesse n'a pas plaidé à l'action, mais elle a appelé en garantie sa venderesse, qui est intervenue et a pris son fait et cause, plaidant à l'action du demandeur et en demandant le renvoi.

On comprendra mieux cette défense et les difficultés qu'elle soulève en faisant l'historique des mutations de ces deux lots.

Le 27 février 1889, Fréchette achetait les deux lots en question, et, le même jour, en consentait un acte de vente, avec droit de réméré, à Amable Deslandes, pour le prix de \$1,200.00, portant intérêt à 8%, payable régulièrement tous les ans. Le délai fixé pour exercer le réméré était de deux ans, mais il fut convenu que si Fréchette payait ses intérêts régulièrement tous les ans, et de plus, s'il entretenait les bâtisses pour les tenir de la même valeur, et s'il continuait de les faire assurer pour le même montant, Deslandes lui accorderait un délai additionnel de deux ans pour exercer cette faculté de réméré, et

1907

—
Ménard

v.

Guibord

&

Girard.

—

Martineau,
J.

1907
—
Ménard
v.
Guibord
&
Girard.
—
Martineau,
J.

Fréchette aurait le privilège de rembourser les \$1,200.00, par versements de \$300.00 au lieu de \$600.00.

Un an et quelques mois après, savoir le 9 octobre 1890, Fréchette vendit à un nommé Morel les lots qu'il avait déjà vendus à Deslandes avec faculté de réméré. Cette vente est faite pour le prix de \$3,000.00, payable comme suit : \$1,200. à l'acquit du vendeur au même Amable Deslandes aux termes et taux d'intérêts stipulés à l'acte du 27 février 1889, et balance \$1,800.00, payable de la manière y stipulée, à Fréchette ou à ses ayants droit.

Le 18 janvier 1892, Morel a vendu au nommé Joseph Gosselin pour le même prix de \$3,000.00, payable comme suit :— \$1,200.00 à l'acquit du vendeur au même Deslandes, aux mêmes termes et taux d'intérêts, savoir à 8% par an.

Quant à la balance de \$1,800.00, \$400.00 y sont déclarées payées comptant au vendeur, \$200.00 payables le premier juillet suivant, \$300.00 le 18 janvier 1893, \$500.00 le 18 janvier 1894 et \$400.00 le 18 janvier 1895, avec intérêt au taux de sept pour cent par an, à compter de la date de l'acte.

Deslandes est intervenu à chacun de ces actes. Dans le premier il a déclaré l'avoir pour agréable, l'a ratifié et approuvé, et a accepté le dit Morel comme débiteur, au lieu et place du dit Fréchette, déchargeant ce dernier de toute obligation, quant à la dite somme de \$1,200.00. Dans le deuxième, il a aussi déclaré qu'il l'avait pour agréable, l'a ratifié et approuvé, et a donné reçu et quittance à Frank Morel pour tous ses intérêts jusqu'à cette date, acceptant en outre Gosselin comme débiteur et déchargeant Morel de l'obligation de lui payer la somme de \$1,200.00, en capital et intérêt, *tout en conservant ses recours, privilèges et hypothèques qu'il avait en vertu de son acte de vente à réméré.*

Le même jour, savoir le 18 janvier 1892, Gosselin empruntait de Deslandes une somme de \$300.00, dont il garantissait le remboursement en hypothéquant, avec d'autres lots, les deux lots en question.

L'intervenante, dame Deslandes, est aux droits de son mari, consentait le 30 mars 1895 une promesse de vente des dits

lots et les louait à un nommé Hector Dauphinais, qui, à son tour, les relouait, le 17 juillet 1897, à un M. Martin.

Le 4 août 1897, Dauphinais et Martin renonçaient à la dite promesse de vente. Enfin, le 24 janvier 1898, pour la première fois depuis 1892, reparaît Gosselin qui vend à madame Deslandes tous ses droits éventuels sur les dits lots.

Voici maintenant la défense de l'intervenante : Gosselin n'a jamais été propriétaire des dits lots. Ce que Fréchette a vendu à Morel et ce que Morel a vendu à Gosselin, ce n'est pas la propriété de l'immeuble, mais purement et simplement les droits, que possédait alors Fréchette, de racheter de Deslandes le dit immeuble dans les conditions et le délai mentionnés en l'acte de vente à réméré.

Les deux parties invoquent, à l'appui de leurs prétentions respectives, les ventes de Fréchette à Morel et de Morel à Gosselin, et l'intervenante interprète les actes subséquents que le demandeur lui oppose, savoir : l'acte d'obligation pour \$300.00, et la vente par Gosselin de ses droits éventuels, comme justifiant entièrement ses moyens de défense. Ainsi, alors que le demandeur voit dans les actes de vente de Fréchette à Morel et de Morel à Gosselin, avec le consentement formel de Deslandes, la quittance qu'il donne d'abord à Fréchette, puis à Morel, pour accepter Gosselin comme son débiteur, l'admission incontestable que ce dernier n'a toujours vu dans l'acte que lui a consenti Fréchette qu'une simple constitution d'hypothèque, l'intervenante voit dans les réserves faites aux mêmes actes par Deslandes, qu'il n'a consenti à la vente qu'à la condition expresse de son recours, tel qu'il existait suivant la forme et teneur du dit acte de vente à réméré. A l'argument que tire le demandeur du fait que Deslandes s'est fait consentir par Gosselin une hypothèque de \$300.00, grevant précisément l'immeuble dont il est question en cette cause, l'intervenante répond que le prêt fait en cette circonstance était garanti sur un emplacement qui appartenait en toute propriété à Gosselin, et que le terrain dont il s'agit dans la présente cause est aussi indiqué dans le même acte, c'est incontestablement en vue des droits éventuels que venait d'acquérir Gosselin sur iceux.

Dame Deslandes, dit encore le demandeur, considérait

1907
—
Ménard
v.
Guibord
&
Girard.
—
Martineau,
J.

1907
—
Ménard
v.
Guibord
&
Girard.
—
Martineau,
J.

qu'elle n'avait pas de titre au dit immeuble le 14 janvier 1898, car pourquoi aurait-elle alors exigé de Gosselin qu'il lui cède ses droits éventuels, si depuis longtemps Gosselin n'avait plus de droit sur le dit immeuble. L'intervenante répond que cet acte du 14 janvier 1898 démontre, hors de tout doute, qu'il n'était destiné, entre les parties, qu'à constater un état de choses déjà en existence depuis plusieurs années.

La cause de *Salvas vs Vussal* ⁽¹⁾ me paraît décider de ces prétentions si contradictoires : — “ L'emprunteur a le droit, “ pour garantir son créancier, de consentir l'acte qu'il plaît aux “ parties de choisir, et un acte de vente à réméré, dont la seule “ considération est un prêt d'argent, est valable à toutes fins “ que de droit et lie les tiers aussi bien que les parties qui “ l'ont souscrit.”

Les termes de l'acte du 27 février 1889 sont absolument clairs, et il est impossible de voir dans cet acte autre chose qu'une vente pure et simple à réméré. Quelles que soient les expressions dont on s'est servi dans les actes de Fréchette à Morel et de Morel à Gosselin, il me paraît évident que les parties n'ont voulu changer en rien les droits et obligations acceptés et imposés en vertu de l'acte de vente à réméré.

Les réserves qui y sont faites n'auraient plus leur raison d'être s'il fallait y voir autre chose que la cession, par Fréchette à Morel et par Morel à Gosselin, du droit de réméré que Fréchette s'était réservé.

Aubry et Rau, au paragraphe 358, vol. 4 : “ Rien n'empêche qu'il ne cède à un tiers la faculté d'exercer le retrait et “ si, au lieu de traiter sous cette forme, il avait passé vente de “ l'immeuble lui-même, l'acte emporterait cession virtuelle de la “ faculté de retrait. ”

La constitution de l'hypothèque de \$300.00 par Gosselin à Deslandes s'explique parfaitement, en donnant cette interprétation à l'acte en question, et Deslandes, en stipulant telle hypothèque, se créait simplement une garantie additionnelle dans le cas où Gosselin aurait pu, ou aurait voulu exercer le retrait.

(1) 27 C. S. C., 66.

Je crois aussi que la cession des droits de Gosselin à madame Deslandes dans l'acte du 28 janvier 1898 ne comporte nullement l'admission que Gosselin avait été jusqu'à cette époque le véritable propriétaire des dits lots. Le notaire qui a préparé cet acte a sans doute cru qu'il était prudent de faire disparaître tous doutes quelconques sur les droits de madame Deslandes, mais cet acte de prudence ne peut être invoqué contre elle. C'est une précaution d'ailleurs que beaucoup de notaires ne négligent point.

Il me paraît enfin impossible d'en arriver à une autre conclusion en présence de la preuve faite par l'intervenante qui n'est pas contredite, que Gosselin n'a jamais eu qu'une possession précaire du dit immeuble, qu'à l'expiration de son droit de réméré, Gosselin a accepté formellement la qualité de locataire vis-à-vis de madame Deslandes, qu'il lui a payé loyer, et que l'intervenante a réellement été en possession pleine et entière de l'immeuble depuis 1893, en ayant consenti des promesses de vente aux personnes mentionnées plus haut.

Dans les circonstances je ne puis que maintenir l'intervention et la défense de l'intervenante et renvoyer, tant l'action principale que l'action en garantie.

V. E. Fontaine, C. R., pour le demandeur.

A. O. T. Beauchemin, C. R., pour l'intervenante.

1907
—
Ménard
v.
Guilford
&
Girard.
—
Martineau,
J.

COURT OF REVIEW.

MONTREAL, April 25th 1907.

Present :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Chief Justice, MATHIEU
& HUTCHINSON, JJ.

DAVID ES-QUAL v. HAINS & DAVID ET AL. contg. suit.

Evidence — *Notarial deed* — *Description of immovable* —
Discrepancy—*Parol testimony*.

Held :—When in the description of an immovable, in a notarial deed, there

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,
 J.

is a discrepancy between the area stated and the boundaries given, parol testimony is admissible to prove a mistake as to the latter.

MATHIEU, J. *dissentiente*.

The judgment inscribed for review which is confirmed, was rendered by the Superior Court, TASCHEREAU, J., on the 30th of June 1906.

HUTCHINSON, J. :—

By this action, the plaintiff in his quality as curator to François David, of the parish of St Joachim de Chateauguay, in the district of Beauharnois, an interdict, seeks to obtain possession of a lot of land now known as lot No 325a upon the official plan and book of reference of the parish, in the possession of the defendant, which the plaintiff claims is the property of the interdict.

While this action was pending, on the 18th of December, 1903, the interdict, François David, departed this life, and on the 25th of March, 1904, the present plaintiffs took up the *instance*.

The following deeds of transfer form the basis of the present action :

(1) By a deed of donation passed before Bisson and colleague, notaries, the 8th of December, 1863, the late François David (who in order to distinguish him from his son and his grandson of the same name is called "père") gave to his grandson, the interdict above mentioned (and known herein as the "petit-fils"), a lot of land situated in the parish, and described as follows, to wit :

" Une terre sise et située sur le lac St Louis, en la dite paroisse de St Joachim de Chateauguay, de la contenance, la dite terre d'un arpent de largeur sur vingt-cinq arpents de longueur, plus ou moins, bornée en front par le lac St Louis, par derrière, partie à Patrick Bannon, et partie à Thomas Dale, d'un côté au sud-ouest, par les représentants Louis Desparois, écuier, et d'autre côté au nord-est, à Octave Primeau, avec les bâtisses dessus construites."

It further appears that in this donation there was a reserve of the

“Droit pour François David *et uxor* de jouir, pendant leur vie durant, de la devanture de la dite terre depuis le chemin de la Reine à aller au lac St Louis, avec les bâtisses dessus construites.”

1907
David
v.
Hains
&
David,
—
Hutchinson,
J.

It is this piece of land between the road and the lake, namely, the part François David and his wife had the right to live on, that is in issue in this cause.

The François David, in whose favour this reserve was made, was the son of the donor, and the father of the donee, and whom we will now call François David, fils; that is, there were three François Davids, namely, the donor, called herein “père”, he who had the right to live on this piece of land, one known as “fils”, and the grandson, the donee, known herein as “petit-fils.”

Later on, François David, petit-fils, acquired another piece of land to the south-west of the land given him in the deed of donation, from the estate Desparois; this piece of land was one arpent wide and 25 arpents long.

On the 20th of April, 1866, François David, petit-fils, by a deed of exchange, passed before Joseph Leonard and colleague, notaries, transferred to one Moïse Faubert the following described property, namely:

“Une terre située en la concession du lac St Louis, en la dite paroisse de St Joachim de Chateauguay, dans la seigneurie du même nom, de la contenance de deux arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de longueur, le tout plus ou moins, bornée en front, par le chemin de front de la dite concession du lac St Louis, en profondeur, partie par le terrain de Patrick Bannon et partie par celui de Thomas Dale, du côté sud-ouest au dit acquéreur, du côté nord-est à Octave Primeau, avec deux maisons, une grange, une étable et une écurie dessus construites, se réserve le dit cédant: 1o—pour Jacques Tranquille, la propriété d'un emplacement distrait de la dite terre avec les bâtisses construites; 2o—pour Louis David, la jouissance, pendant la vie durant de ce dernier, d'un autre

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Hutchinson,
J.

“ emplacement faisant partie de la dite terre, le tout suivant
“ leurs titres respectifs.”

It is evident that the land given in exchange to Moïse Faubert consisted of the lot of land, François David, petit-fils, acquired from his grandfather by the deed of donation, and the lot he acquired from the estate Desparois. But the plaintiff does not admit, but on the contrary contends, that Moïse Faubert did not receive, under this deed of exchange, the whole of the lot of land donated to François David, petit-fils, by his grandfather, his contention being that that part of the land that François David, petit-fils, acquired from his grandfather, between the public road and the lake, was not included in the deed of exchange and transferred to Moïse Faubert. In fact, as above mentioned, it is this piece of land between the public road and the lake that is the subject of the present litigation.

In the meantime, Moïse Faubert had acquired another piece of land one arpent wide, extending along the south-west side of the property given him in exchange, but he acquired this piece of land from Louis Primeau.

Then, on the 29th of April, 1875, by a deed of sale passed before Desrosiers, notary, Moïse Faubert sold to the Rev. Curé Primeau the land given him in exchange by François David, petit-fils, together with the strip of land he had bought from Louis Primeau, the land so sold to the Rev. Curé Primeau being described as follows :

“ Un morceau de terre sis et situé dans la paroisse de St
“ Joachim de Chateauguay, district de Beauharnois, sur le
“ rang se trouvant près du lac St Louis, borné et décrit comme
“ suit, savoir : en front par le lac St Louis, en profondeur par
“ les terres aboutissant à la rivière du Loup (rivière Chateau-
“ guay) et appartenant à Patrick Bannon et à Moïse Dorais,
“ d’un côté au sud-ouest, par Louis Primeau et d’autre côté au
“ nord-est, par François Tranquille, Patrick Bannon et Fran-
“ çois Chauvin, contenant trois arpents de front sur la pro-
“ fondeur suivante, savoir : deux arpents du côté du nord-est,
“ ayant une profondeur de vingt-cinq arpents et un arpent du

“ coté sud-ouest ayant une profondeur de trente-deux arpents,
 “ formant en tout en superficie quatre-vingt-deux arpents,
 “ plus ou moins avec toutes les bâtisses dessus construites.”

Again, on the 20th of February, 1877, by a deed of sale passed before Leonard, notary, the Rev. Curé Primeau sold to Charles Faubert, the property he had acquired from Moïse Faubert. This property is described in the deed as follows :

“ Une terre située dans la concession du lac St Louis, dans
 “ la dite paroisse de St Joachim de Chateauguay, dans la seigneurie de Chateauguay, contenant la dite terre, trois arpents de largeur, sur une longueur de vingt-cinq arpents dans la ligne nord-est et environ trente et un arpents dans la ligne sud-ouest de profondeur, le tout plus ou moins, tel qu’actuellement enclos et compris dans les bornes suivantes, bornée en front par le lac St Louis, en profondeur par les terres de la rivière Chateauguay, du côté sud-est, par la terre de Louis Primeau et du côté nord-est, par celle de François Faubert, avec une maison en briques, une grange, une remise et une écurie dessus construites ; se réserve cependant le dit vendeur, pour les personnes qui pourraient avoir certains droits de propriété ou jouissance d’emplacement ou petits morceaux de terre faisant partie de la terre sus-vendue, en front d’icelle, tels droits suivant leurs titres respectifs.”

Some time after this deed of sale was passed, an official plan and book of reference for this parish came into force.

Then, on the 10th October, 1901, by a deed of sale passed before Longtin, notary, the said Charles Faubert sold to the present defendant, the piece of land which now forms the subject of the present litigation. It is described as follows :

“ A lot of land or emplacement situate, lying and being in
 “ the said parish of St Joachim de Chateauguay, in the county
 “ and district aforesaid, known and described as the lot number (325a,) three hundred and twenty-five a, of the official plan and book of reference for the parish of St Joachim de Chateauguay. The said lot of land is of irregular form,
 “ and is bounded in the front by the main road, in the rear by
 “ the river St Lawrence, on one side towards north-east, by

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,
 J.

1907 " lot number (324a,) three hundred and twenty-four a, and
 David " on the other side towards south-west, by lot number three
 v. " hundred and twenty-seven of the said official plan and
 Hains " book of reference."
 &
 David.

Hutchinson, J. The defendant by his plea alleges in effect that he acquired this property (325a) under the said deed of sale from Charles Faubert ; that as a matter of fact it was not excluded, but, on the contrary, was included in the exchange from François David, petit-fils, to Moïse Faubert, and that the description in the said deed of exchange of the land so given was incorrect ; that the land given in exchange really extended to, and was bounded by the lake ; that immediately after making the exchange, François David, petit-fils, removed to another part of the parish, where he has lived ever since ; and has not been in possession of, nor has he had any right in, nor anything to do with the said lot No 325a.

The defendant also pleads the 10 years prescription.

The first question divides itself into two parts : 1st. Is the proof adduced legal ? and 2nd. If so, is it sufficient to prove the error alleged ?

As to the legality of the proof we have article 1234 of our code which provides that " testimony cannot in any case be received to contradict or vary the terms of a valid written instrument". But there are exceptions to this rule, and our Courts have always permitted proof in cases of error. Mignault says at page 85 of vol. 6 : " L'on peut prouver par témoins l'erreur, le dol et la violence," etc., and he cites the following cases : *Crédit Foncier vs Sansterre* ⁽¹⁾, *Ætna Life Insurance Co. vs Brodie* ⁽²⁾, *Schwarsenski vs Vineberg* ⁽³⁾, *Worthington vs Jacques* ⁽⁴⁾.

And the French authorities are to the same effect.

"Plus généralement la preuve testimoniale est toujours ad-

(1) 14 R. L., 453.

(2) 5 S. C. C., 1.

(3) 19 S. C. C., 243.

(4) 3 L. N., 143.

missible lorsqu'il s'agit de prouver qu'un acte juridique est entaché d'erreur." Fuzier-Herman, Code Civil Annoté, vol. 3, Art. 1348, No 4 and the authorities there cited.

The English authorities are also in agreement with the French. "If parties enter into an agreement, but there is an error in the reduction of the agreement into writing, so that the written instrument fails, through some mistake of the draftsman, either in matter of law or of fact, to represent the real agreement of the parties, or omits or contains stipulations contrary to the common intention of the parties, a Court of equity will correct and reform the instrument, so as to make it conformable to the real intent of the parties." Kerr on Fraud and Mistakes, page 349.

And, again, at page 352 : "Parol evidence is admissible on the application to rectify an instrument, to show what the intention of the parties really was."

And the American and English Encyclopedia of Law, 2nd Ed., vol. 20, page 826, has the following :

" Misdescription of land conveyed, when the land described in a deed of conveyance differs from that contemplated in the contract of purchase, as where, by mistake in the statement of the boundaries, or of the lot or section number, or the geographical location of the parcel sold, in relation to the whole tract described, an entirely different tract is conveyed from that intended ; or where there is an omission of one of several tracts intended to be conveyed by the deed or where, from a misdescription of the boundaries or otherwise, the tract described is not co-extensive with the tract purchased, or the description does not cover the whole tract sold, or covers more land than was sold, it becomes the duty of a Court of Chancery to grant relief, by compelling the execution of a deed in conformity with the mutual understanding and intentions of the parties."

Probably Lord St Leonard put the matter fairly when he stated in the case of *Mortimer vs Shortall* (1), that " There is

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Hutchinson,
J.

(1) 1 Con. & L., 417.

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,
 J.

“ no objection to correct a deed by parol evidence, when you
 “ have anything beyond the parol evidence to go by. But
 “ where there is nothing but the recollection of witnesses, and
 “ the defendant by his answer denies the case set up by the
 “ plaintiff, the plaintiff appears to be without a remedy.
 “ Here I am not acting upon parol evidence alone, the docu-
 “ ments in the case, and the subsequent transactions, corrob-
 “ rate the parol evidence, and leaves no doubt in my mind
 “ as to a mistake having been made. ’

I take it therefore that proof of the alleged error may be legally admitted.

As to the nature of the proof, François Faubert, a witness for the defendant, states that he was always lived in this parish. He had lived on both sides of the land in question, and, for two and a half years, occupied the land where Charles Faubert now is ; that is lot 325 on the plan and book of reference. This property then belonged to Moïse Faubert. He says he was present when François David, petit-fils, made the agreement as to the exchange with Moïse Faubert, although he was not present when the agreement was signed. He says the agreement was that Moïse Faubert should get the whole farm complete down to the river, but that his father should have the enjoyment during his lifetime of the small piece of land below the road, and that his uncle, Louis David, should have the enjoyment of another piece of ground above the road.

Moïse Faubert, another witness for the defendant, says that it was he who was the party to the deed of exchange with François David, petit-fils, and he says that the boundaries of the land which he acquired in exchange from François David, petit-fils, extended from the rear to the river on the side next Octave Primeau, with the reserve that his father, François David, fils, should live upon the part below the road during his lifetime. He also adds that he was not aware that the front road was mentioned in the deed.

Then as to the circumstances. In the deed of donation from François David, père, to François David, petit-fils, the

depth of the lot from the lake to the back end of the lot on the side next Octave Primeau (that is the north-east side) is given as 25 arpents, but in the deed of exchange from François David, petit-fils, to Moïse Faubert the depth of the lot from the rear to the front road is given as 25 arpents, that is the same distance, as if it extended to the lake, and, according to the measurements of the expert, Mr Rielle, the actual distance from the lake to the back end of the lot is 25 arpents, and the distance from the front road to the back of the lot is about 23 arpents. It would therefore appear that the notary took his measurements from the deed of donation with the intention to transfer the whole property included in the deed of donation, and if Moïse Faubert got the 25 arpents in depth on the north-east side, as the deed of exchange gives it, the property acquired by him would extend to the lake, and include the lot in question, 325a.

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Hutchinson,
J.

Then as to subsequent transactions. Immediately after the sale from Rev. Curé Primeau to Charles Faubert, the latter took possession of the property purchased by him, except the lot in question, that François David, fils, had the enjoyment of, during his lifetime, and the small piece of ground above the road, that Louis David had the enjoyment of, during his lifetime. François David, fils, died on the 1st of June, 1885, and immediately thereafter, Charles Faubert took possession of the lot 325a, and granted leases and promises of sale for it, and from the year 1891, he paid the taxes and assessments on this lot.

The first thing he did after François David, fils, died, was to lease the property to Joseph and Caroline David, brother and sister of François David, petit-fils. Shortly after, Joseph renounced his rights under this lease, and Caroline David, with another brother, Regis David, leased the property again from Charles Faubert. Then, on the 1st of July, 1891, Charles Faubert gave a promise of sale of this lot to Caroline and Regis David, but in 1894, this promise of sale was cancelled. Charles Faubert further says that François David, petit-fils, was aware of this lease at the time it was passed. He also

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,

says that François David, petit-fils, was present when the promise of sale was executed. Charles Faubert also says that François David, petit-fils, recognized that his father had only the enjoyment of this property during his lifetime, and told Faubert that after his father's death, the property went to him (Faubert). This proof is not contradicted.

The evidence has been taken before an expert specially appointed by the Court. This expert has viewed and measured all the properties described in the deeds above mentioned, and his conclusion is that there was an error in the deed of exchange to Moïse Faubert, and that evidently it was the intention of the parties to include the property in question, viz, 325a.

It is difficult, if not impossible, to resist the conclusion that this evidence is sufficient to establish the error alleged.

And, independent of the foregoing contention, there is the further question, namely, that the defendant acquired the right to hold this property, 325a, by prescription. Article 2206 of our code, which is invoked, provides that "Subsequent purchasers in good faith, under a translatory title derived either from a precarious or subordinate possessor, or from any other person may prescribe by ten years against the proprietor during such subordinate or precarious, holding"; and, further, by article 2200 "A successor by particular title may join to his possession that of his author, in order to complete the prescription".

Now, in order to establish prescription, the defendant should show, in the first place, that he has a title; not necessarily a title coming from the proprietor, but a title complete in itself and sufficient on its face to convey the property.

Secondly, good faith, although by article 2202 good faith is always presumed, and

Thirdly, by article 2193 "the possession must be continuous and uninterrupted, peaceable, public, unequivocal, and as proprietor."

Now, as to the sufficiency of the title. The deed of the 29th April 1875, from Moïse Faubert to the Rev. Curé Pri-

meau describes the property as bounded and described as follows, namely : In front by lake St Louis ; in depth by the land abutting on the Chateauguay river and belonging to Patrick Bannon and Moïse Dorais, on the one side to the south-west, by Louis Primeau, and on the other side, to the north-east, by François Tranquille, Patrick Bannon and François Chauvin, containing three arpents in front, by depth following, namely, two arpents on the north-east side having a depth of 25 arpents, and one arpent on the south-west side having a depth of 32 arpents, forming the whole a superficies of 82 arpents, more or less, with the buildings thereon constructed. In this description there is no doubt that the property described extended to, and was bounded by the lake, and included the part 325a now held by the defendant. It is, however, contended that the boundaries of this property are not properly given, or that there is a misdescription, inasmuch as it is stated that it is bounded on the north-east side by François Tranquille. Now, it appears from the evidence of Charles Faubert, that François Tranquille and Jacques Tranquille are one and the same person, and that the lot occupied by him is known at present as lot No 328, and on referring to the extract from the official plan of the said parish and also to the book of reference thereof, it will be seen that the property acquired by Charles Faubert, and which is now known as lot No 325, is described as bounded on the north-east by lots Nos 324, 327 and 328, that is, part of it was bounded to the north-east by the property held by Tranquille. It further appears to be evident from the examination of the description of this deed of sale from Moïse Faubert, that it extended to the lake, that it was bounded on the south-west by Louis Primeau, and had a frontage of three arpents, and extended back to a depth of 25 arpents on one side and 32 arpents on the other side, and contained a superficies of 82 arpents, more or less, and, therefore, there cannot be any doubt as to the location of the property conveyed under this deed.

Then, again, under the deed of the 20th February, 1877.

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,
 J.

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Hutchinson,
J.

by which the Rev. Curé Primeau sold to Charles Faubert, the property is again described as containing 3 arpents in width, by a depth, on the north-east side, of 25 arpents, and on the south-west side, a depth of about 31 arpents, and bounded in the front by lake St Louis, in depth by the river Chateauguay, on the south-west side by the land of Louis Primeau, and on the north-east side by that of François Faubert. This description is exact and definite, and cannot possibly be misunderstood, and certainly includes the property 325a in question in this cause. It is true that in this deed from the Rev. Curé Primeau, there is a reservation in favour of the persons who may have certain rights on the property, or enjoyment of small pieces of the land forming part of the land above sold, such rights to be determined by their respective titles.

Now, it is true that François David, fils, had a right to the usufruct on the property in question, 325a, during his lifetime, and on the adjoining lot on the west side and above the road one Louis David had the right of usufruct of a small piece of ground, and the Rev. Curé Primeau, in selling this whole property, only stipulated a reservation in favour of these usufructuaries ; that is, that Charles Faubert, in purchasing this whole property, while he became proprietor of the part in question, he was obliged to allow François David, fils, to enjoy the usufruct of it, as long as he lived. This reservation in the deed of sale is therefore easily understood, and should not present any difficulty in understanding the nature of the title.

Then as to the good faith that the law requires. Independent of the provision of the law that good faith is always presumed, there can be no question as to the good faith of all the parties here. The deed from Moïse Faubert to the Rev. Curé Primeau was evidently passed in good faith. Whether Moïse Faubert actually under his deed acquired the property in question (325a) from François David, petit-fils, he evidently thought he did, as he conveys to Curé Primeau the same width and depth of ground that his own deed from David gave him ;

that is 25 arpents in depth. Then again Curé Primeau sells to Charles Faubert actually what he bought from Moïse Faubert, but he makes the reservation in favour of François David, fils, of the usufruct, which had not been mentioned in his deed from Moïse Faubert, but which he evidently understood existed. Then this usufructuary, François David, fils, dies in 1885, and Charles Faubert at once takes actual possession, and from 1891 or prior thereto, pays the municipal taxes and assessments, and further leases to the brother and sister of François David, petit-fils, this property in question, and a little later, gives a promise of sale to the brother and sister of François David, petit-fils, which was cancelled sometime later. In fact, it was not until some time after the defendant had purchased from Charles Faubert, and built a house thereon that there was any claim made by either François David, petit-fils, or his heirs or representatives.

Then as to the possession the law requires. As already mentioned : "A successor by particular title may join to his "possession that of his author, in order to complete prescriptive on". In view of this article, and the particular circumstances of this case, is there any reason why prescription should not run from 1875, when the Rev. Curé Primeau acquired the property in question ? It is true that François David, fils, occupied this property under his right of usufruct until 1885, but he was not the proprietor, and the fact of him having the enjoyment of the property should not prevent prescription being acquired by the actual proprietor, who had acquired the property under a sufficiently good title. Even after 1885, Charles Faubert evidently acquired the property by prescription of ten years, and which prescription the defendant is entitled to invoke and get the benefit of.

It is true that it is urged by the plaintiff that François David, petit-fils, was insane for many years, and that prescription cannot be invoked against an insane person. But the evidence shows that he was not interdicted until 1902, and that until about this date, or shortly before, he conducted his own business without interference on the part of his relati-

1907

David
v.
Hains
&
David.

Hutchinson,
J.

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Hutchinson,
 J.

ves, and the proof certainly does not establish that there were any grounds for believing that François David, "petit-fils," showed any serious symptoms of insanity previous to 1899.

The conclusion therefore seems unavoidable that the ten years prescription has been fully established.

I am therefore of the opinion that the judgment of the Court in the first instance should be confirmed with costs.

SIR MELBOURNE M. TAIT, CH. J. :—

This cause is now before this Court, sitting in review, for the revision of the final judgment herein, rendered by the Superior Court, for the district of Montreal, on the thirtieth day of June last past, 1906, dismissing the plaintiff's action with costs. By this action, the plaintiff in his quality as curator to François David, of the parish of St Joachim de Chateauguay, in the district of Beauharnois, an interdict, sought to obtain possession of a lot of land in that parish, now known as lot No 325a, upon the official plan and book of reference in the possession of the defendant, which the plaintiff claimed was the property of the interdict. While this action was pending on the 18th December, 1903, François David, departed this life and on the 28th March 1904, the plaintiff, *par reprise d'instance*, took up the *instance*. Briefly speaking, the plaintiff by his declaration, after setting up certain deeds of donation and exchange, declared that, by deed of exchange, François David, "petit-fils," only conveyed to Moïse Faubert the land between the road and the concession line; that he did not convey the land between the road and the lake; that he had always remained and still was the proprietor of this piece of land, 325a, and the plaintiff claimed the possession thereof from the defendant. The defendant, by his pleadings, alleged in effect, that he held this property 325a, under deed of sale from Charles Faubert to him; that, as a matter of fact, it was not excluded from, but on the contrary, was included in the exchange from François "David, petit-fils," to Moïse Faubert and that the description in the deed of exchange

of the land so given was incorrect ; that the land given in exchange really extended to and was bounded by the lake ; that immediately after making the exchange the François David, "petit-fils" removed to another part of the parish where he has lived ever since ; that, since the exchange, François David "petit-fils" has not been in possession of, nor has any rights in, nor anything to do with lot 325a. The defendant pleaded a good title and prescription. It will thus be seen that the main issues raised in this case are :

1st.—Was this piece of land 325a, really included in, and did it form part of the land given in exchange to Moïse Faubert ? and

2nd.—Even if it did not, has defendant acquired a right to this property by prescription ?

The judgment in the first Court recites that as the principal deed in support of the action is the deed of exchange of 1866, and the property then exchanged by François David with the *auteur* of the defendant is the same property plaintiff now seeks to revendicate, in spite of certain errors in the description of the boundaries, the action is not supported by the deeds invoked. The defendant has also established acquisitive prescription, with title and good faith, as pleaded. The action was consequently dismissed. The majority of this Court is of opinion to confirm the judgment.

I will only add that I have had the advantage of perusing the exhaustive and comprehensive notes prepared by my learned brother, MR JUSTICE HUTCHINSON, and that I entirely concur in his opinion.

The judgment is confirmed with costs.

MATHIEU, J., *dissident*.

Par acte en date du 8 septembre 1863, François Xavier David donna à François David, son petit-fils, une terre sise et située sur le lac St Louis, en la dite paroisse de St Joachim de Chateauguay, de la contenance, la dite terre, d'un arpent de largeur, sur vingt-cinq arpents de longueur, plus ou moins ;

1907

David
v.
Hains
&
David.

Sir M. M.
Tait, C. J.

1907
 — David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Mathieu, J.

bornée, en front par le lac St Louis, par derrière, partie à Patrick Bannon, et partie à Thomas Dale, d'un côté, au sud-ouest par les représentants Louis Desparois, écuyer, et d'autre côté au nord-est, à Octave Primeau, avec les bâtisses dessus construites. "Cette donation fut faite sans aucune réserve, par le
 " dit donateur, si ce n'est le droit, pour François David *et uxor*
 " de jouir, pendant leur vie durant, de la devanture de la dite
 " terre, depuis le chemin de la Reine à aller au lac St Louis,
 " avec les bâtisses dessus construites." Cet acte fut enregistré le
 15 septembre, 1863. François David, en faveur de qui cette réserve fut faite, était le fils du donateur et le père du donataire.

Par acte passé le 1er décembre 1863, le dit François David, donataire, comme susdit, acheta, de Louis Desparois, la terre voisine, du côté sud-ouest de celle qui lui avait été donnée par l'acte du 8 septembre précédent. Cette terre est décrite comme suit dans l'acte de vente : " La moitié sud-ouest d'une
 " terre sise et située au côté sud-est du lac St Louis, en la
 " paroisse et seigneurie de Chateauguay, contenant la dite
 " moitié, un arpent de front, sur vingt-cinq arpents, plus ou
 " moins, pour le front et profondeur, tenant par devant au che-
 " min du Roi, par derrière, partie à Patrick Bannon, et partie à
 " Thomas Dale, d'un côté à Joachim Primeau, et aux empla-
 " cements réservés et extraits de la dite terre, et, de l'au-
 " tre côté, à François David, fils, avec la moitié de la
 " grange, moitié de l'écurie et moitié de la maison où réside
 " François David, aïeul de l'acquéreur, sur la totalité de la
 " dite terre, plus le chemin de passage, de douze pieds de lar-
 " ge, depuis le chemin au lac St Louis. " L'acte de vente con-
 tenait la réserve suivante : " Le vendeur réserve au profit
 " de Louis David, son épouse et ses enfants seulement, le
 " droit de résider dans la maison, et de faire les fruits siens,
 " d'un demi arpent de terre, au front de la dite terre, en lais-
 " sant seulement un chemin de passage le long de la ligne de
 " François David, père de l'acquéreur, mais cette réserve sera
 " seulement au profit de Louis David, sa femme et ses en-
 " fants sans avoir le droit de vendre, ni louer à aucune per-
 " sonne". Cette terre avait autrefois appartenu à François

Xavier David, le grand-père de l'acheteur, qui était alors le propriétaire des deux arpents, savoir, l'arpent donné à son petit-fils par l'acte du 8 septembre 1863, et l'arpent vendu par Desparois à François David, petit-fils du donateur, François David, père, avait donné cet arpent à Louis David, qui l'avait vendu à Louis Desparois, par acte du 5 février 1862. Le dit Louis David était l'oncle de François David, petit-fils. La terre vendue par Desparois à François David, petit-fils, est désignée, comme susdit, dans l'acte de vente comme " la moitié sud-ouest d'une terre." On a évidemment copié cette désignation de l'acte de donation par François David, père, à Louis David. Dans cet acte de donation il était exact de dire " la moitié sud-ouest d'une terre."

Par acte d'échange, passé le 20 avril 1866, enregistré le 23 juillet suivant, le donataire, François David, petit-fils, céda à Moïse Faubert la partie de la terre, à lui ainsi donné, par l'acte du 8 septembre 1863, comprise entre le chemin de la Reine et la profondeur de cette terre, et la terre qu'il avait ainsi acquise de Desparois le 1er décembre 1863. Ces deux terres sont désignées comme une seule terre dans l'acte d'échange, de la manière suivante, avec les réserves ci-après :
 " Une terre située en la concession du lac St Louis, en la dite
 " paroisse St Joachim de Chateauguay, dans la seigneurie du
 " même nom, de la contenance de deux arpents de largeur sur
 " vingt-cinq arpents de longueur, le tout plus ou moins, bornée
 " en front, par le chemin de front de la dite concession du
 " lac St Louis, en profondeur, partie par le terrain de Pa-
 " trick Bannon, et partie par celui de Thomas Dale, du côté
 " sud-ouest, au dit acquéreur, et du côté nord-est, à Octave
 " Primeau, avec deux maisons, une grange, une étable et une
 " écurie dessus construites. Se réserve le dit cédant : 1o. Pour
 " Jacques Tranquille, la propriété d'un emplacement distraît
 " de la dite terre, avec les bâtisses construites ; 2o. Pour Louis
 " David, la jouissance pendant la vie durant de ce dernier,
 " un autre emplacement faisant partie de la dite terre, le tout
 " suivant leurs titres respectifs. " A cet acte d'échange, est
 comparu François Xavier David, père, qui a déchargé le dit

1907

David
v.
Hains
&
David.

Mathieu, J.

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Mathieu, J.

terrain de tous les droits d'hypothèque et réclamations qu'il avait sur icelui.

Avant cet échange, Moïse Faubert était déjà propriétaire d'une autre terre, d'un arpent de largeur, au sud-ouest de l'arpent acquis de Desparois par François David, petit-fils, cet arpent avait fait partie de la terre de Louis Primeau, qui l'avait vendu à Faubert. Cet arpent était borné en front par le lac St Louis.

Par l'acte d'acquisition que Faubert avait faite de Primeau, de l'arpent ci-dessus en dernier lieu mentionné, et, par l'échange qu'il avait fait avec François David, petit-fils, le 20 avril 1866, François Faubert s'est trouvé propriétaire de trois arpents de terre, dont un arpent, celui venant de Louis Primeau, était borné, au front, par le lac St Louis, et les deux autres arpents, venant de François David, petit-fils, étaient bornés au front, par le chemin de la Reine.

Par acte en date du 29 avril 1875, enregistré le 15 octobre suivant, Moïse Faubert a vendu ces trois arpents de terre au révérend Joachim Primeau. Ces terrains sont décrits comme suit au dit acte de vente : " Un morceau de terre sis et situé " dans la paroisse de St Joachim de Chateauguay, district de " Beauharnois, sur le rang se trouvant près du lac St Louis, " borné et décrit comme suit, savoir : en front par le lac St " Louis, en profondeur par les terres aboutissant à la rivière " du Loup (Rivière Chateauguay) et appartenant à Patrick " Bannon et à Moïse Dorais, d'un côté, au sud-ouest par Louis " Primeau, et d'autre côté, au nord-est par François Tranquille, " Patrick Bannon et François Chauvin, contenant trois arpents " de front, sur la profondeur suivante, savoir : deux arpents du " côté du nord-est, ayant une profondeur de vingt-cinq ar- " pents et un arpent, du côté sud-ouest ayant une profondeur de " trente-deux arpents, formant en tout en superficie quatre- " vingt-deux arpents, plus ou moins, avec toutes les bâtisses " dessus construites. "

Par acte, en date du 20 février 1877, enregistré le 31 mars 1892, le révérend Joachim Primeau a vendu à Charles Faubert les trois arpents de terre qu'il avait acquis de Moïse Fau-

bert, comme susdit. Ces terrains sont décrits comme suit dans cet acte de vente : "Une terre dans la concession du lac St Louis, dans la dite paroisse St Joachim de Chateauguay, dans la seigneurie de Chateauguay contenant, la dite terre, trois arpents de largeur, sur une longueur de vingt-cinq arpents, dans la ligne nord-est, et environ trente et un arpents dans la ligne sud-ouest, de profondeur, le tout plus ou moins, tel qu'actuellement enclos, et compris dans les bornes suivantes, bornée, en front, par le lac St Louis, en profondeur, par les terres de la rivière Chateauguay, du côté sud-ouest par la terre de Louis Primeau, et du côté nord-est par celle de François Faubert, avec une maison en briques, une grange, une remise et une écurie dessus construites." Cet acte de vente contient la réserve suivante : "Se réserve cependant le dit vendeur, pour les personnes qui pourraient avoir certains droits de propriété ou jouissance d'emplacement, ou petits morceaux de terre, faisant partie de la terre sus-vendue en front d'icelle, tels droits suivant leurs titres respectifs."

Par acte passé à Montréal, devant Mtre Longtin, notaire, le 10 octobre 1901, enregistré le 15 du même mois, Charles Faubert vendit au défendeur la partie de la terre que François Xavier David avait donnée à son petit-fils, le 8 septembre 1863, qui se trouve entre le chemin de la Reine et le fleuve St Laurent ou le lac St Louis. Ce morceau de terre est décrit comme suit au dit acte : "A lot of land or emplacement situate, lying and being in the said parish of St Joachim de Chateauguay, in the county and district aforesaid, known and described as the lot number 325a, three hundred and twenty-five a, of the official plan and book of reference for the parish of St Joachim de Chateauguay. The said lot of land is of an irregular form and is bounded in front by the main road, in rear by the river St Lawrence on one side towards north-east, by lot number 324a, three hundred and twenty-four a, and on the other side towards the south-west by lot number three hundred and twenty-seven of the said official plan and book of reference, the said lot of land is about one arpent in width, more or less, by the length

1907
David
v.
Hains
&
David.
Mathieu, J.

1907

—
David
v.
Hutins
&
David.
—

Mathieu, J.

“ existing from the said main-road in front, to the river St.
“ Lawrence in rear, with all the rights, members and appur-
“ tenances unto the said lot of land belonging and without any
“ exception or reserve on the part of the vendor.”

Cet acte prétend contenir la suite des titres de ce morceau de terre et voici les titres qu'il mentionne, comme en ayant transféré la propriété : 1o. Donation, par François David, et François Dugas, à François David, passé devant Sarault, notaire, le 15 janvier 1844 ; 2o. Résiliation du dit acte de donation, par acte passé devant Lebrun, notaire, le 8 septembre 1863, enregistré le 15 du même mois ; 3o. Donation, par François David, père, à son petit-fils, François David, passé devant Lebrun, notaire le 8 septembre 1863, enregistré le 15 du même mois ; 4o. Echange entre François David et Moïse Faubert, passé devant Léonard, notaire, le 20 avril 1866, enregistré le 23 juillet suivant ; 5o. Vente par Moïse Faubert au révérend Joachim Primeau, par acte passé devant Desrosiers, notaire, le 29 avril 1875, enregistré le 15 octobre suivant ; 6o. Vente par le révérend Joachim Primeau à Charles Faubert, par acte passé devant Léonard, notaire, le 20 février 1877, enregistré le 21 mars 1892.

On voit, par la mention de ces titres, que le défendeur a été mis sous l'impression que François David, petit-fils, avait cédé ce terrain à Moïse Faubert, par l'acte d'échange du 20 avril 1866, tandis que cet acte ne cède que l'autre partie de la terre que François David, père, avait donnée à François David, petit-fils, le 8 septembre 1863.

Le 8 avril 1902, François David, petit-fils, donataire dans l'acte de donation du 8 septembre 1863, fut interdit pour démence, et Josephat David fut nommé son curateur.

Le 27 juin 1902, Josephat David, en sa qualité de curateur a intenté, contre le défendeur, une action pétitoire, demandant à être déclaré propriétaire, et mis en possession du lot numéro 325a, que le défendeur a acheté de Charles Faubert, comme susdit, le 10 octobre 1901. Il base son action sur l'acte de donation du 8 septembre 1863, enregistré, comme susdit, le 15 du même mois.

Le défendeur, pour défense à cette action, invoque son acte d'acquisition de Charles Faubert, du 10 octobre 1901, et l'acte de vente du révérend Joachim Primeau à Charles Faubert, du 20 février 1877, et la prescription de dix ans, par la possession de bonne foi de Charles Faubert, depuis la date de son acquisition, le 20 février 1877, et celle du défendeur.

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
Mathieu, J.

Le demandeur répond que l'acte de vente, par le révérend Primeau, à Charles Faubert, n'était pas un acte translatif de la propriété du dit terrain, puisque dans cet acte de vente, le dit révérend Joachim Primeau réserve les droits de ceux qui étaient propriétaires d'emplacements, ou de petits morceaux de terre, en front de la terre vendue, et qu'alors François David, petit-fils, était propriétaire du dit lot numéro 325a, et que ses droits se sont trouvés réservés par cette disposition de la vente du révérend Joachim Primeau à Charles Faubert. Le demandeur ajoute que, lors de la vente du révérend Joachim Primeau à Charles Faubert, ce dernier savait que François David, petit-fils, était propriétaire du terrain et que, conséquemment, il n'a pu l'acquérir par prescription, vu qu'il était de mauvaise foi. Il repousse ainsi ce plaidoyer de prescription de dix ans, en disant que Faubert n'a pas eu de titre translatif de ce terrain, et qu'il était, en outre, de mauvaise foi. Le demandeur ajoute que, dans tous les cas, la prescription n'a pas pu courir contre François David, petit-fils, vu qu'il fut atteint d'aliénation mentale en janvier 1885, et qu'il n'a jamais guéri depuis.

Le défendeur réplique, que, dans l'acte d'échange, entre François David, petit-fils, et Moïse Faubert, du 20 avril 1866, il y a eu erreur dans la désignation de la propriété cédée par David en ce que la limite en front ne devait pas être le chemin de la Reine, mais bien le lac St Louis, et qu'il y a eu aussi erreur dans la désignation de cette terre, dans la vente de Moïse Faubert au révérend Joachim Primeau, en ce que la borne qui est mentionnée comme nord-est, excluant le lot 325a, devrait être la borne sud-ouest qui le comprenait. Le défendeur soutient ainsi que ce lot fut cédé par François David, petit-fils, à Moïse Faubert, le 20 avril 1866, et vendu

1907
—
David
v.
Huins
&
David.
—
Mathieu, J.

par ce dernier au révérend Joachim Primeau, le 20 avril 1875, et que lors de la vente par le révérend Joachim Primeau le 20 février 1877, le dit révérend Joachim Primeau était propriétaire de ce terrain, et que la réserve contenue dans cette vente ne s'applique point à ce lot.

Le 18 décembre 1903, François David, l'interdit, décéda, et, le 24 mars 1904, ses héritiers, François *alias* Trefflé David *et al.* demandèrent à reprendre l'instance ; cette demande de reprise d'instance, n'ayant pas été contestée, est censée admise. (Art. 272 C. P. C.)

La première question que nous avons à examiner, est celle de savoir si, le 20 février 1877, date de la vente à Charles Faubert, le révérend Joachim Primeau était propriétaire du lot de terre numéro 325a. S'il en était propriétaire, il l'a transporté à Charles Faubert par la vente, et la réserve, qui est contenue dans l'acte, ne s'applique pas à ce terrain. Si, au contraire, il n'en était pas alors propriétaire, la réserve contenue dans cet acte s'applique à ce lot.

Nous avons vu que le lot de terre en question en cette cause a été donné à François David, petit-fils, le 8 septembre 1863, et que cette donation fut enregistrée le 15 du même mois.

Le 20 avril 1866, François David, petit-fils, céda à Moïse Faubert la partie de la terre que François Xavier David, père, lui avait donnée le 8 septembre 1863, qui se trouvait entre le chemin de la Reine et la profondeur, gardant, conséquemment, la partie de cette terre entre le chemin de la Reine et le lac St Louis. Cet acte d'échange est parfaitement clair ; la terre cédée est bornée, en front, au chemin de la Reine.

Mais on dit, François David, petit-fils, a cédé à Moïse Faubert une terre de deux arpents de largeur, sur vingt-cinq arpents de longueur, et si Moïse Faubert n'a, en vertu de l'acte d'échange du 20 avril 1866, droit qu'au terrain entre le chemin du Roi et le trait-quarré, il n'a pas la profondeur mentionnée au contrat.

D'abord on doit remarquer que l'acte d'échange du 20 avril 1866 dit : " de la contenance de deux arpents de largeur, sur " vingt arpents de longueur, le *tout plus ou moins*, borné, en

“ front, par le chemin de front de la dite concession du lac St Louis.”

L'arpenteur Rielle constate que l'arpent de terre venant de François David, père, dans la ligne nord-est, entre le lac St Louis et le trait-quarré, vingt-cinq arpents sept perches et neuf pieds, et, dans la même ligne, entre le chemin et le trait-quarré, vingt-trois arpents, six perches et six pieds, et que, dans la ligne sud-ouest, ce terrain a une profondeur de vingt-cinq arpents, sept perches et neuf pieds, entre le lac et le trait-quarré, et de vingt-quatre arpents, neuf perches et neuf pieds, entre le chemin et le trait-quarré.

Nous n'avons pas la profondeur exacte entre le chemin et le trait-quarré de l'arpent que François David avait acquis de Desparois, mais cet arpent doit avoir une profondeur d'à peu près vingt-cinq arpents, parce qu'à partir de la ligne sud-ouest de l'arpent venant de François David, père, le chemin continue à se rapprocher du lac, et que, dans la ligne sud-ouest de l'arpent venant de François David, père, le terrain a déjà une profondeur, entre le chemin et le trait-quarré, de vingt-quatre arpents, neuf perches et neuf pieds.

On doit remarquer aussi que dans l'acte d'échange du 20 avril 1866, la largeur et la profondeur sont données avec le qualificatif “ le tout plus ou moins”.

Voici ce que dit Pothier dans son traité du contrat de vente, No 253 :

“ En déclarant la contenance d'un héritage on ajoute quelques fois ces termes *ou environ* ; par exemple, cinq arpents de vignes *ou environ*, cent arpents de bois *ou environ*, etc.”

“ Le sens de ces termes est que le vendeur ne sera pas tenu du défaut de contenance, lorsque ce défaut sera peu considérable, par exemple, si sur cinq arpents de vignes, il ne manque que huit ou dix perches ; car cinq arpents, à si peu de chose près sont vraiment cinq arpents ou environ. Mais si le défaut était considérable, comme si, sur les cinq arpents, il en manquait un demi arpent ; ces termes *ou environ*, n'empêcheraient pas que le vendeur ne fût tenu du défaut de contenance.”

1907

—
David
v.
Hains
&
David.

Mathieu, J.

1907
 —
 David
 v.
 Hains
 &
 David.
 —
 Mathieu, J.

L'étendue qui manquerait pour former les vingt-cinq arpents de profondeur ne me paraît pas plus considérable que la différence donnée dans l'exemple de Pothier ; et remarquons que l'acte d'échange du 20 avril 1870 ne se sert pas du mot environ, comme Pothier, mais des mots plus ou moins, ce qui me paraît plus compréhensif que le mot environ.

On doit remarquer encore que François David, petit-fils, a acheté de Desparois, le 1er décembre 1863, une terre qui est désignée dans la vente, comme ayant une profondeur de vingt-cinq arpents, plus ou moins, entre le chemin de front et le trait-quarré.

Pourquoi voudrait-on que François David, après avoir acheté cet arpent de Desparois, borné au chemin, eût cédé le même arpent à Moïse Faubert, à partir du lac au trait-quarré, cédant conséquemment un terrain qu'il n'avait pas acheté, c'est-à-dire, le morceau entre le lac et le chemin. L'échange comprend les deux arpents.

Il est beaucoup plus raisonnable de supposer que François David, petit-fils, n'a voulu céder à Moïse Faubert que ce qu'il a compris dans les termes de l'échange, le terrain entre le chemin et le trait-quarré.

Par l'acte du 29 avril 1875, Moïse Faubert vend au révérend Joachim Primeau, une terre de trois arpents bornée en front par le lac St Louis, et, du côté nord-est, par François Tranquille, Patrick Bannon et François Chauvin. Patrick Bannon et François Chauvin n'étaient pas propriétaires du côté nord-est, mais François Tranquille était, comme nous l'avons vu, le propriétaire du lot au sud du chemin de la Reine, au nord-est de l'arpent que Moïse Faubert avait acquis de Louis Primeau, et qui était borné par le fleuve. Il paraît, par cet acte du 29 avril 1875, que, bien que ces trois arpents soient d'abord désignés comme bornés par le lac St Louis, ils ne comprenaient pas tout le terrain jusqu'au lac St Louis, puisque, évidemment ou en exceptait, au moins, François Tranquille mentionné comme bornant au nord-est le terrain vendu.

Cet acte de vente n'est pas clair, quant à la contenance des trois arpents vendus par Faubert au révérend Joachim

Primeau, mais Faubert déclare dans cet acte de vente, que le terrain qu'il vend, il l'a acheté, partie de Louis Primeau, et partie de François David. Or, il est clairement constaté par l'échange entre François David et Moïse Faubert, du 29 avril 1866, que David n'a cédé à Faubert que la partie de la terre entre le chemin et la profondeur. Moïse Faubert, en vendant au révérend Joachim Primeau, le 29 avril 1875, ce qu'il avait eu d'échange de François David, petit-fils, n'a donc vendu que la partie de la terre contenue entre le chemin de la Reine et les terres aboutissant à la rivière Chateauguay.

Moïse Faubert n'est donc pas, par l'acte du 29 avril 1866, devenu propriétaire du morceau de terre en question, et le révérend Joachim Primeau n'est pas non plus devenu propriétaire de ce morceau de terre, par l'acte du 29 avril 1875, puisque Moïse Faubert ne lui a vendu que ce qu'il avait eu par échange de François David, petit-fils, et que, par cet échange, il n'avait pas eu ce terrain.

Donc lorsque, dans l'acte du 20 février 1877, le révérend Joachim Primeau a fait réserve des emplacements qui ne lui appartenaient pas ; le lot numéro 325a, dont il est question en cette cause, est compris dans cette réserve.

Mais le défendeur soutient qu'il y a erreur dans la désignation du terrain cédé par François David, petit-fils, à Moïse Faubert le 20 avril 1866, et dans sa désignation du terrain vendu par Moïse Faubert au révérend Joachim Primeau, par l'acte du 29 avril 1875 ; et que ces actes, s'ils exprimaient exactement les conventions des parties, comprendraient le lot en question ; et le défendeur prétend pouvoir prouver, et avoir prouvé cette erreur, par témoins. En d'autres termes, le défendeur prétend prouver par témoins que le contrat constaté par l'acte du 20 avril 1866, et celui constaté par l'acte du 29 avril 1875, ne sont pas les contrats qui ont eu lieu entre les parties, mais leurs conventions comprennent un terrain distinct de celui expressément désigné dans ces actes.

L'article 1234 C. C. dit que, dans aucun cas, la preuve testimoniale ne peut être admise pour contredire ou changer les termes d'un écrit valablement fait.

1907

David
v.
Hains
&
David.

Mathieu, J.

1907
—
David
v.
Hains
&
David.
—
Mathieu, J.

Le défendeur veut prouver que François David, petit-fils, au lieu de ne céder que la partie de la terre, qui se trouvait entre le chemin de la Reine et les terres aboutissant à la rivière Chateauguay, comme c'est dit dans l'acte, a cédé toute la terre bornée en front par le lac St Louis, et que, par cet acte, Faubert est devenu propriétaire de toute la terre.

Si à la date de l'échange, le 20 avril 1866, la partie de la terre expressément cédée à Moïse Faubert et le lot dont il est question en cette cause, n'eussent formé qu'une seule exploitation dont Faubert eût été alors mis en possession, il pourrait peut-être prouver que, quoique ce lot, dont il est question en cette cause ne fut pas expressément compris dans l'acte d'échange, il était de fait compris dans l'échange même. Mais ce morceau de terre, à partir du chemin de la Reine jusqu'au lac St Louis, était alors occupé par François David, fils, comme usufruitier ; il ne formait donc pas, dans le temps, avec le reste de la terre, une seule exploitation.

François David, fils, avait des droits parfaitement établis sur ce morceau de terre, et si François David, petit-fils, eût entendu le céder à Moïse Faubert, il me semble évident qu'il eût réservé les droits de son père. On doit se rappeler aussi qu'à cet acte d'échange, François Xavier David, le père, qui avait donné cette terre à François David, petit-fils, par l'acte du 8 septembre 1863, est comparu pour décharger le terrain cédé de tous ses droits sur icelui. Si on eût entendu céder ce lot, dont il est question en cette cause, à Moïse Faubert, comment croire que François Xavier David, le père, ne se fût pas aperçu qu'on préjudiciait aux droits de son fils, usufruitier, quand, dans l'acte de donation du 8 septembre 1863, il les avait expressément réservés. Il me paraît évident qu'on n'a pas fait la réserve des droits de François David, fils, parce qu'on n'entendait pas céder ce lot à Faubert.

Quant à la preuve d'une convention qui n'est pas constatée par les actes, au lieu d'une autre qui est constatée par ces actes authentiques, je ne vois pas comment le défendeur peut arriver à en faire la preuve par témoins.

S'il n'y avait pas d'écrit, le défendeur ne pourrait pas

prouver la vente par témoins du lot 325a ; à plus forte raison ne peut-il prouver par témoins que ce lot aurait été cédé dans et par un acte authentique, qui constate qu'il ne l'a pas été.

Lorsque les parties à un contrat ont fait un écrit pour le constater, on n'est pas admis à prouver, par témoins, l'existence des inexactitudes ou d'omissions, qui, par une erreur involontaire, auraient eu lieu lors de la rédaction de l'écrit (8 Aubry et Rau, p. 320, note 2). Lorsqu'il y a un écrit, il faut s'y tenir, et écarter, par conséquent, toute preuve testimoniale (19 Laurent, p. 489).

Il n'est pas permis de contredire par témoins les termes d'un écrit valablement faits (Art. 1234) c'est-à-dire d'établir un fait qui contredit ses déclarations. Peu importe, d'ailleurs, qu'on allègue une inexactitude volontaire ou involontaire (6 Larombière sur Art. 1341 No 20 ; 30 Demolombe No 80, et 13 Baudry-Lacantinerie, No 2566). Ainsi, quand un écrit constate que je vous ai prêté 1,000 fr. vous ne pourrez pas faire entendre des témoins pour prouver que vous en avez reçu cinquante seulement ; ou bien lorsqu'il est dit dans un acte que je vous vends telle chose moyennant 1,000 fr. payés comptant, je ne suis pas recevable à prouver par témoins que les 1,000 fr. n'ont pas été payés comptant (13 Baudry-Lacantinerie, No 2566).

Un acte authentique constate que je vous ai vendu la moitié de ma terre. Vous contredites l'acte, si vous prouvez que ce n'est pas la moitié de la terre que je vous ai vendue, mais toute ma terre. Vous ne pouvez pas faire cette preuve par témoins.

Si donc, on met de côté la preuve testimoniale faite par le défendeur, pour établir que François David, petit-fils, a, par l'acte d'échange du 20 avril 1866, cédé à Moïse Faubert le terrain en question, et que Moïse Faubert, par l'acte du 29 avril 1875, l'a vendu au révérend Joachim Primeau, il en résulte, comme je l'ai dit plus haut, que Charles Faubert n'a pas eu, le 20 février 1877, du révérend Joachim Primeau un titre translatif de la propriété de ce terrain.

Si Charles Faubert n'a pas eu de titre translatif de cette

1907
David
N.
Hains
&
David,
—
Mathieu, J.

1907
—
David
v.
Huins
&
David.
—
Mathieu, J.

propriété, il s'ensuit que le plaidoyer de prescription du défendeur est mal fondé, car, pour établir cette prescription, il lui fallait d'abord un titre translatif de propriété.

Je suis d'opinion de renverser le jugement de la cour de première instance, et de maintenir la demande, avec dépens, tant en Cour Supérieure, que dans cette cour.

En terminant, je dois remarquer que cette cause nous a imposé un travail assez considérable, mais que ce travail nous a été rendu comparativement facile par les factums si bien préparés et la plaidoirie habile des avocats respectifs des parties.

Cinq Mars & Cinq Mars, for the plaintiffs.

McCormick & Lebourveau, for the defendants.

COUR DE RÉVISION.

QUÉBEC, 28 mars 1907.

Présents :—LEMIEUX, CARROLL & CANNON, JJ.

CROTEAU v. THE ARTHABASKA WATER &
POWER CO. & BOYLE, INTVT.

Procédure— Dépens— Pouvoir discrétionnaire du tribunal.

Jugé :—La règle que la partie qui succombe doit supporter les dépens est impérative et le tribunal n'a le pouvoir discrétionnaire de les mitiger ou de les compenser que pour des causes spéciales, qui doivent apparaître au jugement.

Le jugement inscrit en révision et qui est modifié quant à l'adjudication des dépens est rapporté au vol. 30 C. S., p. 128.

LEMIEUX, J. :—

Il ne s'agit ici que d'une simple question de frais, mais elle se présente dans des conditions uniques et exceptionnelles qui justifient l'intervention de ce tribunal.

Voici en deux mots les faits :

Croteau a poursuivi la compagnie défenderesse pour dommages lui résultant de deux chefs : 1.—inexécution d'un louage de services comme flotteur de bois ; 2.—fausse arrestation faite à raison d'une prétendue désertion du service de la compagnie par Croteau.

L'action allègue que l'arrestation de Croteau a été faite par malice et sans cause probable.

La défenderesse a nié toute l'action, et spécialement que l'arrestation eût été faite avec malice et sans cause ; puis elle a plaidé spécialement que si le demandeur avait été arrêté, il l'avait été en vertu de procédés adoptés par Boyle, surintendant de la compagnie, qui n'était pas autorisé à agir ainsi, et que Boyle avait excédé le mandat que la compagnie avait pu lui donner.

Boyle, le surintendant, est intervenu dans la cause en disant qu'il avait agi de son chef et sans mandat de la part de la compagnie pour l'arrestation de Croteau ; puis il ajoute qu'il avait une juste cause de le faire arrêter, et que cette arrestation a été faite de bonne foi et sans malice.

Le jugement final a adjugé en même temps sur l'intervention et sur l'action et a déclaré que le demandeur n'avait pas prouvé les allégations de son action ; qu'il avait établi au dossier que Croteau n'avait pas été arrêté sans cause probable, et que, partant, il n'avait pas de recours en loi contre la compagnie ; que l'arrestation de Croteau avait été faite sur une plainte portée par Boyle à l'occasion de l'exercice de son mandat et que la compagnie était responsable du fait de son préposé.

Le dispositif du jugement admet l'intervention de Boyle, maintient son plaidoyer et renvoie l'action du demandeur avec dépens en faveur de l'intervenant ; puis, adjugeant entre Croteau et la compagnie, la cour déclare le plaidoyer de la compagnie mal fondé et rejette ce plaidoyer avec dépens contre la compagnie, ou plutôt avec les frais de contestation occasionnés par son plaidoyer.

Comme on le voit, la position est assez singulière.

La cour déclare que le demandeur n'a pas prouvé les allégations de son action et que, partant, il n'avait pas de recours

1907

Croteau
v.
Arthuraska
Water
&
Power Co.
&
Boyle.

Lemieux, J.

1907
 Croteau
 v.
 Arthabaska
 Water
 &
 Power Co.
 &
 Boyle.
 —
 Lemieux, J.

contre la compagnie, et elle renvoie l'action, mais elle renvoie aussi le plaidoyer de la défenderesse, avec dépens en faveur du demandeur.

Cette décision nous paraît anormale et illogique.

Si l'intervenant a justement démontré, tel que l'admet le jugement, qu'il a fait arrêter Croteau sans malice et avec cause probable, dans ce cas, que Boyle fût ou ne fût pas l'employé de la compagnie, cette dernière devait être libérée de la poursuite, laquelle ne pouvait être maintenue qu'en autant qu'il y aurait eu preuve de malice et d'absence de cause probable. Or, si cette preuve a profité à Boyle pour faire maintenir son intervention avec dépens *a fortiori* aurait-elle dû être utile à la défenderesse, qui était la partie la plus matériellement intéressée dans la cause et contre laquelle seule condamnation pouvait être prononcée.

La loi, Art. 549 C. P. dit que la partie qui succombe doit supporter les dépens, à moins que, pour une cause spéciale, le tribunal ne les mitige, ne les compense, ou n'en ordonne autrement.

Cette règle de la loi contient donc un principe : c'est que les frais sont imposés à la partie qui succombe ; et on ne doit déroger à ce principe que pour des causes spéciales permettant au tribunal de mitiger les frais, de les compenser, ou d'en ordonner autrement.

L'article cité contient la règle générale et l'exception.

Sans cause spéciale, il n'y a pas lieu d'exercer de discrétion : la discrétion exercée sans cause, est une violation du principe énoncé dans l'article.

En d'autres termes, la cause mentionnée à l'article doit être une cause juste, raisonnable et honnête. Si la cause n'a pas ces propriétés et caractères, elle cesse d'être une cause, aux termes de la loi.

Dans une cause de *Dussault & Deschêne* ⁽¹⁾, l'ex-juge en chef Lacoste s'est exprimé comme suit :—

(1) 6 B. R., 1

“ Supposons que, dans une action ordinaire sur billet, jugement serait rendu par défaut, maintenant l'action, mais refusant au demandeur ses frais, ou encore, qu'après une défense générale, le demandeur aurait réussi, mais que les frais auraient été mis à sa charge, cette cour serait parfaitement justifiable d'intervenir et de déclarer qu'il n'y avait pas lieu pour le juge d'exercer sa discrétion, parce qu'il ne se rencontre pas de cause spéciale pour lui permettre de le faire. L'exercice de la discrétion est donc subordonné à l'existence d'une cause spéciale juste. Ce sont ces causes spéciales qu'une Cour d'Appel doit examiner. Si elles existent, la cour n'interviendra pas, mais si elles n'existent pas, elle réformera.

“ La pratique en Angleterre, où il y a une disposition statutaire à peu près semblable à notre article, est dans ce sens. Le statut anglais dit que les frais suivront l'événement du procès, à moins que le juge “ shall for good cause otherwise order it.”

Dans notre espèce, la cour a dit au demandeur :—Votre action est mal fondée en loi, et vous ne l'avez pas établie. D'un autre côté, elle a dit à la défenderesse :—Votre plaidoyer est mal fondé et vous paierez au demandeur les frais encourus par votre plaidoyer.

Le jugement ne s'explique pas et ne dit pas pourquoi le premier juge en a agi ainsi. Il n'assigne aucune cause spéciale ou particulière de dérogation au principe que la partie qui succombe doit payer les frais. Loin de là, nous trouvons dans ce jugement des motifs démontrant qu'il aurait dû faire le contraire de ce qu'il a fait et accorder à la défenderesse, partie victorieuse, ses frais de défense.

Dans les circonstances, nous croyons qu'il n'y a pas eu de discrétion appuyée sur de justes causes pour refuser des frais à la défenderesse qui gagnait son procès, et nous trouvons que le jugement doit être renversé, ou plutôt modifié, de façon à ce qu'il se lise comme octroyant à la défenderesse ses frais de défense contre le demandeur.

Décider autrement serait assurément tomber dans l'arbitraire et ériger en principe que le juge aurait droit de décider sui-

1907
Croteau
v.
Arthalaska
Water
&
Power Co.
&
Boyle.
—
Lonioux, J.

1907
 —
 Croteau
 v.
 Arthabaska
 Water
 &
 Power Co.
 &
 Boyle.
 —
 Lemieux, J.

vant sa volonté, lorsque la loi dit qu'il doit exercer une sage discrétion, d'après des causes spéciales.

Pour ces motifs, le jugement est réformé quant aux frais, avec dépens de cette cour.

Perrault & Perrault, pour le demandeur.
A. D. Mailhiot, pour le défendeur.
T. E. Méthot, C. R., pour le l'intervenant.

COUR DE RÉVISION.

MONTRÉAL, 30 avril 1907.

Présents :—SIR MELBOURNE M. TAIT, Juge en chef,
 PAGNUELO ET PARADIS, JJ.

ROUSSIN v. LA CORPORATION DE LA PAROISSE
SAINTÉ DOROTHÉE.

Droit municipal—Chemins et leur entretien — Chemin de front—Règlement qui impose excédent de travaux sur un propriétaire—Recours de l'action en Cour Supérieure pour le faire annuler—Prescription.

JUGÉ :—Un règlement municipal qui met à la charge d'un propriétaire les travaux d'entretien d'un chemin de front excédant de plus de la moitié la moyenne des travaux à faire sur le chemin, des propriétaires de terre de même valeur, est illégal et oppressif et le propriétaire lésé a le recours par action devant la Cour Supérieure pour le faire annuler.

20. La prescription de trente jours de l'article 708 C. M. n'a aucune application à cette action.

Le jugement inscrit en révision et qui est infirmé a été rendu en Cour Supérieure, MATHIEU, J., le 6 décembre 1905, comme suit :—

MATHIEU, J. :—

Le 7 décembre 1903, le conseil de la défenderesse a passé un règlement portant le numéro 19 statuant entre autres

choses : “ Que le chemin du terrain de M. Aimé Roussin connu
 “ et désigné sous le numéro quatre-vingt-douze du cadastre et
 “ au livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste Dorothée sera et
 “ restera à la charge du propriétaire d'un bout à l'autre, atten-
 “ du que ce chemin sert de sortie tant du côté de la paroisse de
 “ Ste Dorothée que du côté de la paroisse Ste Rose au proprié-
 “ taire M. Aimé Roussin et que ce chemin ne peut être placé
 “ sous l'article 801 et que le conseil ne peut en ordonner la fer-
 “ meture.”

1907

Roussin
 v.
 Corporation
 de la paroisse
 Ste Dorothée
 Mathieu, J.

Le demandeur se plaint que ce règlement est illégal, irrégulier et nul ; qu'aucune des formalités antérieures et subséquentes à la passation d'un règlement, exigées par la loi en pareils cas n'ont été accomplies ; qu'avant la passation de ce règlement, le demandeur a, par requête du 31 août 1903, fait connaître à la défenderesse sa prétention d'être exempté de l'entretien de partie de ce chemin ; que ce règlement, bien qu'il ait été adopté par le conseil de la défenderesse dans le but de faire droit à la requête du demandeur, est contraire aux prétentions de ce dernier ; que le chemin en question a une longueur de dix-huit arpents et conduit du rang du Grand Ste Rose, en la paroisse de Ste Rose, au rang St Jean Baptiste ou du bord de l'eau, en la paroisse de Ste Dorothée, et qu'il existe de date immémoriale à l'usage du public ; que c'est un chemin public, mais qu'il n'est pas un chemin de front, et qu'il doit être déclaré route ; que la propriété du demandeur n'a qu'une superficie de soixante-dix acres ; que la défenderesse n'a pas le droit de mettre ce chemin à la charge exclusive du demandeur, par un règlement qui est injuste et oppressif, et le demandeur conclut à ce que le règlement soit déclaré irrégulier et illégal, et annulé, et la défenderesse condamnée aux dépens.

La défenderesse répond que sur réception de la requête du demandeur et de son voisin du 31 août 1903, le 8 septembre suivant, G. N. Fanteux fut nommé surintendant spécial et fit un rapport le 30 septembre 1903 ; que la défenderesse prit ce rapport en considération, après avoir donné avis public, à tous les intéressés, et qu'elle donna aussi avis public de la passation du règlement ; que ce règlement est en force depuis au-

1907
—
Roussin
v.
Corporation
de la paroisse
Ste Dorothée
—
Mathieu, J.

delà de huit mois et qu'il n'a jamais été contesté et que le demandeur ne peut en obtenir l'annulation dans la présente poursuite ; que le chemin en question ne sert qu'au demandeur pour aller du côté de Ste Rose et du côté de Ste Dorothée et que le public a une montée ou route conduisant du rang de Ste Rose au rang de Ste Dorothée, à une quinzaine d'arpents du chemin du demandeur ; que ce chemin n'est fréquenté que par ceux qui passent sur la glace en hiver et qui ont affaire chez le demandeur, et qu'il n'est utile qu'à ce dernier ; que son entretien est nul et que l'entretien que le demandeur peut en faire n'est que pour sa propre utilité ; que c'est ou un chemin de tolérance ou le chemin de front du demandeur.

Le règlement a été passé par le conseil municipal de la défenderesse, le sept décembre 1903, et la présente poursuite n'a été intentée que le 2 septembre 1904, et signifiée le 8 du même mois.

Par l'article 708 C. M., le droit de demander la cassation d'un règlement se prescrit par trente jours et par l'article 925 C. M., il y a droit d'appel au conseil de comté, de la passation de tout règlement fait par le conseil d'une municipalité rurale, mais ce droit d'appel ne peut être exercé que dans les trente jours qui suivent la promulgation du règlement. Cet article donne même le droit d'appel au conseil de comté, du rejet par le conseil local de toute requête demandant l'entretien d'un chemin municipal, ou de nouvelles dispositions pour son entretien, dans les trente jours qui suivent le rejet de telle requête.

Si ce règlement était cassé par ce tribunal, le demandeur ne serait pas dans une meilleure position, puisque le chemin en question qui paraît être un chemin de front resterait à sa charge comme il l'est aujourd'hui.

D'ailleurs le demandeur peut s'adresser de nouveau au conseil local, pour demander que partie de ce chemin soit entretenue comme route, et il peut faire cette demande, quoique le règlement n'ait pas été cassé.

Considérant que la demande du dit demandeur est mal fondée, et que la défense de la défenderesse est bien fondée.

A maintenu et maintient la défense de la dite défenderesse
et a renvoyé et renvoie la demande du demandeur avec dé-
pens.

L'action est renvoyée avec dépens.

1907
Roussin
V.
Capitaine
de la paroisse
Ste Thérèse
—
Mathieu, J.

JUGEMENT DE LA COUR DE RÉVISION.

PAGNUELO, J. :—

Le chemin en question, qui contourne la propriété du demandeur, est le chemin de front du lot No 92 du cadastre officiel de la paroisse Ste Dorothée, connue du toutes les autres terres voisines; c'est le premier chemin ouvert sur le front de toutes ces terres. Le demandeur ne peut le fermer comme un chemin de tolérance; ce n'est pas non plus une montée conduisant d'une concession à une autre à défaut d'un autre chemin qui y conduit à proximité; le règlement et le jugement porté en révision le reconnaissent comme chemin de front. Il est long de 18 arpents, dépassant de plus de la moitié la moyenne des travaux à faire sur le chemin des propriétaires des terrains de la même valeur et le demandeur était bien fondé à demander, comme il l'a fait par sa requête du 31 août 1903, d'être exempté d'une partie des travaux pour qu'ils fussent faits comme travaux de route. Le conseil de la municipalité a illégalement refusé de faire droit à cette requête par le règlement No 19, attaqué de nullité par la présente action. Il a même rendu la position du demandeur pire qu'elle n'était en le chargeant seul de l'entretien de tout le chemin, l'obligeant à le clôturer, et à l'empierrier, chose qui ne lui était pas demandée. Il a donc violé l'Art. 891 du code municipal, et le demandeur était fondé à en demander la nullité, comme il l'a fait par son action. La prescription de trente jours de l'Art. 708 C. M. ne s'applique pas au recours par action de nullité. La Cour Supérieure fondée sur l'Art. 56 C. P. C.

Le jugement est infirmé avec dépens et la cause est cassée et aura lieu réformation en conséquence de la prescription de trente

1907
 —
 Roussin
 v.
 Corporation
 de la paroisse
 Ste Dorothée

veau sur sa requête, s'il le juge à propos, pour obtenir un procès-verbal ou règlement conforme à la loi.

SIR M. M. TAIT, CH. J. :—

Sir M. M.
 Tait, C. J.

I would like to add a few words to what has been said by my colleague, Mr Justice Pagnuelo. The road in question is the front road of lots Nos 91 and 92, and it appears to me that the case falls under the provisions of Art. 801 M. C., and it is the provisions of this article which the proprietors of these lots asked by their petition to have applied to the road in question.

On the day referred to in the pleadings a petition was presented to the defendant's council by certain interested proprietors, on which the municipal council, following Art. 794, named a special superintendent, who proceeded according to Art. 795, and made his report according to article 797 M. C. On this report the municipal council could have given new instructions to him according to Art. 798, but it could not proceed to make such a by-law as the one in question, which the plaintiff is asking to have set aside. This case is not governed by articles 526 and 527, and the petition of the proprietors on which the municipal council took action according to Art. 794, in naming such special superintendent, did not authorize the council to proceed by a by-law. This Court is of opinion that the by-law is *ultra petita* and should be set aside. If this front road is a municipal road, belonging to the corporation, the municipal council was not seized of any demand to provide for keeping it in repair, and it exceeded its powers in making *les propriétaires riverains* responsible for keeping it in order and for fencing it on each side, for rounding and macadamizing it. If it was *un chemin de simple tolérance*, the municipal council had no right to make it the object of the by-law in question, it could only at the most order by resolution the closing of the road, according to articles 749 and 750 M. C. The by-law in question is useless, seeing that the law itself regulates the keeping in repair *des chemins de*

tolérance which are municipal roads. This by-law obliging the proprietors to macadamize the roads is illegal, seeing that it has not been adopted subject to conditions required by Art. 733 M. C. and following, and it takes away moreover from the petitioners the benefit of the previous by-law which exempted them from macadamizing the road.

The view that the action of the plaintiff was taken within the delays prescribed by the municipal code is, in my humble opinion, unfounded, for the recourse given by Art. 100 M. C. does not take away that given by common law, and this latter recourse is not subject for its exercise to the delays prescribed by the municipal code, as was decided by Chief Justice Casault in *Ross v. La Corporation de St Gilles* ⁽¹⁾ a case cited under Art. 100 of the municipal code. This by-law being in violation of Art. 801, could be attacked, as it has been by the present action. We are therefore to reverse the judgment, as already stated by my learned colleague.

1907
—
Roussin
v.
Corporation
de la paroisse
Ste Dorothée
—
Sir M. M.
Tait, C. J.

Fauteux & Fauteux, pour le demandeur.

Baudin, Loranger & St Germain, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

QUÉBEC, 30 avril 1907.

Présent :—LANGELIER, Juge en chef suppléant.

BELLEAU v. LA BANQUE DE MONTREAL.

Jugé :—1o. Lorsque le code civil (Art. 693) dit que s'il y a des mineurs parmi les héritiers le partage de la succession doit se faire en justice, cela ne veut pas dire qu'il doit être ordonné par la cour sur une action en partage, mais qu'il doit être fait sous la surveillance de l'autorité judiciaire.

2o. Le partage est fait sous la surveillance de l'autorité judiciaire

(1) 8 S. C., 429.

1907
—
Martin
v.
Hogg.
—
Mathieu, J.

public, à la Pointe St Charles, et qu'ils n'étaient pas sous son contrôle. Il admet que le demandeur était à examiner une vache qui était la propriété du défendeur, mais il ajoute qu'il ne savait pas que l'animal était vicieux, et que le demandeur ne lui a jamais intimé qu'il avait l'intention d'approcher de l'animal. Il plaide spécialement qu'il n'est pas responsable de l'accident, vu que le demandeur ne lui a jamais dit qu'il avait l'intention d'entrer dans l'étal en question, mais qu'il y est entré volontairement, et que, si l'accident est arrivé, c'est dû à la faute, négligence et témérité du demandeur.

Le demandeur a répliqué qu'il était allé visiter cet animal dans le but de l'acheter, à la demande d'un nommé Lauzon, employé ou mandataire du défendeur pour effectuer la vente du dit animal, et que c'est à la demande de ce dernier qu'il est allé le visiter.

Le jugement de la Cour Supérieure a renvoyé l'action, sur le principe que le demandeur n'avait pas été invité à se mettre entre les deux animaux, savoir, la vache et le bœuf; qu'il avait un pardessus qui a touché le bœuf, que le défendeur ne connaissait pas d'habitudes vicieuses chez l'animal et que le demandeur a couru le risque de l'examen qu'il faisait de la vache.

Je trouve qu'il y a erreur dans le jugement de la cour de première instance.

Le défendeur ne paraît pas être de bonne foi dans sa déposition.

Le demandeur est un boucher, et commerçant d'animaux; il était dans l'habitude d'aller aux abattoirs de l'ouest, pour faire son marché; il connaissait bien Lauzon, qui avait l'habitude de vendre des animaux pour le compte du défendeur, et qui, quelquefois, vendait pour son propre compte. Le jour en question, Lauzon avait des vaches qui lui appartenaient, mais qui étaient d'une qualité et d'un prix supérieurs à ce que le demandeur voulait avoir. Lauzon alors conduisit le demandeur à l'étal occupé par les animaux du défendeur; ce dernier était présent, il parlait avec Lauzon, au moment où le demandeur s'est introduit entre la vache qu'il voulait acheter,

et le bœuf du défendeur, qui était à côté de cette vache. On n'a pas reproché à Martin de s'introduire ainsi entre les deux animaux ; on l'a vu faire, bien que Hogg veuille prétendre, dans sa défense, qu'il n'y était pas et qu'il n'a pas vu la chose, et, pendant qu'il examinait cette vache, le demandeur a été frappé, comme il le dit, par l'animal du défendeur, et eût la cheville du pied cassée.

1907
—
Martin
v.
Hogg.
—
Mathieu, J.

Les témoins déclarent que le demandeur a agi, comme tous les commerçants font.

Le demandeur n'a rien fait pour exciter l'animal du défendeur à commettre le dommage. Le demandeur étant sans faute et le dommage ayant été causé par le bœuf du défendeur, il faut nécessairement présumer que l'animal était un animal vicieux, suivant les remarques faites par l'honorable juge Dorion, dans une cause de *Contant & Gougeon* ⁽¹⁾ décidée par la Cour d'Appel.

On doit remarquer la différence qu'il y a entre l'Art. 1053 et l'article 1055 du code civil. L'article 1053 exige la faute, la négligence ou l'imprudence de la partie que l'on poursuit, tandis que l'article 1055 déclare purement et simplement que le propriétaire d'un animal est responsable pour le dommage que cet animal cause à autrui.

L'article 1055 C. C. dit que le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fut sous sa garde, ou sous celle de ses domestiques, soit qu'il fut égaré ou échappé.

Cet article rend le propriétaire d'un animal responsable du dommage causé par lui, et il édicte contre le propriétaire de cet animal une présomption de faute, dispensant celui qui intente l'action en responsabilité de rien prouver. (20 Laurent, No 629) ; et, suivant l'opinion commune, cette présomption de faute ainsi établie par l'article 1056, à la charge du propriétaire de l'animal, est une présomption *juris et de jure*, qui n'admet pas la preuve contraire, c'est-à-dire la preuve que le

(1) 4 D. C. A., 30.

1907
—
Martin
v.
Hogg.
Mathieu, J.

propriétaire de l'animal n'est pas en faute (Cassation, 27 Oct. 1885 ; Sirey, 1886, 1, 33), et qui ne peut céder que devant la preuve, soit d'un cas fortuit ou de force majeure, soit d'une faute de la partie lésée. (Cass. 11 mars 1902, 1, 309 ; 13, Baudry-Lacantinerie, 3e partie, 2e édition, No 2946 et les autorités par lui citées).

Dans le cas actuel, l'animal, dont le défendeur était propriétaire, était sous sa garde. Le défendeur était présent lors de l'accident, et lorsque le demandeur examinait la vache qui lui appartenait aussi, le défendeur et Lauzon, qui agissaient dans son intérêt, ont vu le demandeur examiner la vache, comme tous les bouchers ont coutume de faire, et ils n'ont pas objecté à cet examen. Je considère qu'il y a aucune faute à reprocher au demandeur.

Je trouve que le défendeur est responsable du dommage souffert par le demandeur, que j'estime à six cents piastres.

Je suis d'opinion d'infirmer le jugement de la cour de première instance, et de condamner le défendeur à payer au demandeur la somme de six cents piastres (\$600.00), avec intérêt et les dépens dans les deux cours.

PAGNUELO, J. :—

L'article 1053 C. C. pose le principe général sur lequel est fondée toute responsabilité en matière civile.

Ce principe c'est la faute.

Il domine les articles 1054, 1055, 1056, qui ne sont qu'un développement de la règle générale établie dans l'article 1053.

Une personne est déclarée responsable de dommage causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses qu'elle a sous sa garde, lorsqu'elle ne peut prouver qu'elle n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage.

Les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et ouvriers dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés. Cette responsabilité est toujours établie sur la présomption de faute de la part du père, mère, tuteur, instituteur et autres, laquelle consiste dans le manque de surveillance de l'enfant, de sa mauvaise éducation,

dans l'emploi d'ouvriers ou domestiques incompetents ou negligents.

De même le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que cet animal a causé, soit qu'il fut sous sa garde ou sous celle de ses domestiques, soit qu'il fut égaré ou échappé.

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite ou défaut d'entretien ou par vice de construction.

Il est toujours entendu que la responsabilité est basée sur la présomption de faute de la part de la personne tenue responsable ; et celle-ci ne peut se délibérer qu'en repoussant cette présomption et en prouvant que le préjudice causé n'est pas imputable à une faute de sa part D. P. 1906-1-96.

Celui qui réclame des dommages causés par autrui doit alléguer et prouver faute, tandis que lorsqu'il s'agit de dommages causés par un animal il suffit de prouver qu'il appartient au défendeur ; celui-ci doit alors dégager sa responsabilité en prouvant qu'il n'est pas en faute. Dans le premier cas la preuve de la faute incombe au demandeur, dans le second, au défendeur. La doctrine que le propriétaire de l'animal n'est pas responsable du dommage qu'il cause, lorsqu'il établit que l'animal n'était pas vicieux ou que le demandeur le connaissait ou que ce dernier a été victime de sa propre imprudence, est adoptée par la jurisprudence française.

D. P. 1904-1-53 ; D. P. 1904-1-453 ; D. P. 1904-5-586.

La question est donc de savoir si le défendeur a repoussé la présomption de faute personnelle, ou s'il est prouvé que le demandeur est lui-même en faute.

La majorité du tribunal le croit.

Le demandeur avait acheté ou fait acheter dans Ontario un grand nombre de bêtes à cornes qu'il avait transportées à Montréal par chemin de fer et placées dans les écuries des abattoirs publics à la Pointe Saint Charles.

Le demandeur est un boucher, et connaissait tout ce qui se rapporte à ce commerce. Achetant lui-même les animaux dans ces écuries publiques, il ne s'attendait pas à ce que le défen-

1907

Martin

v.

Hogg.

Pagnuelo, J.

1907
—
Martin
v.
Hogg.
—
Pagnuelo, J.

deur connût tous ces animaux et lui indiquât ceux qui étaient vicieux et ceux qui ne l'étaient pas.

Le demandeur entre dans un entre-deux où se trouvaient deux animaux pour examiner une vache ; il portait un long imperméable et se pencha pour faire son examen.

En même temps, il reçoit de l'animal voisin, un coup de patte sur le derrière de la jambe et glisse dans l'entre-deux. Il veut maintenant rendre le propriétaire de l'animal responsable de l'accident.

Le défendeur, qui était en arrière, l'a bien vu entrer pour examiner les animaux, mais il n'avait rien à lui dire.

Qu'aurait-il pu lui dire ? De faire attention ? La chose était bien inutile. Un étranger entrant dans une écurie publique pour examiner des animaux à vendre, commet une grave imprudence s'il approche sans se tenir sur ses gardes, il assume alors tout le risque de sa démarche. Le propriétaire de l'animal n'a commis aucune faute à son égard. Si le demandeur eut pris ses précautions, il n'aurait pas été frappé par l'animal voisin ; il n'avait pour cela qu'à passer le long de la cloison, au lieu de passer entre les deux animaux, il pouvait aussi facilement se mettre à l'abri d'un coup de patte de l'animal examiné.

L'action a été renvoyée et la majorité de la cour est d'avis de confirmer ce jugement avec dépens.

Beaudin, Loranger & Saint Germain, pour le demandeur.

Brown, Montgomery & McMichael, pour le défendeur.

COUR SUPÉRIEURE.

ST HYACINTHE, 1er mai 1907.

Présent :—MARTINEAU, J.

BOUCHARD v. CHARTIER.

Responsabilité—Diffamation—Défense d'immunité relative (qualified privilege) — Vérité des propos diffamatoires et intérêt public — Identité des propos allégués dans la poursuite et la défense — Notoriété des faits—Mitigation des dommages.

Jugé :—1o. Dans une action en dommages pour diffamation, la défense tirée de la vérité des propos diffamatoires et du motif d'intérêt public (*justification*) doit porter uniquement sur les faits articulés et qualifiés dans la poursuite et toutes les allégations relatives à d'autres faits doivent être écartées.

2o. Le défendeur qui nie avoir tenu le propos diffamatoire, cause de la poursuite, n'est pas admis à en invoquer la vérité ou la notoriété, soit comme moyen de justification, soit en vue de la mitigation des dommages.

MARTINEAU, J. :—

Le demandeur poursuit le défendeur en dommages pour avoir dit, au cours d'une élection municipale dans la cité de St Hyacinthe, aux époques et dans les circonstances qu'il indique, ainsi qu'aux personnes qu'il désigne, que le demandeur était un protestant et un franc-maçon, qu'il appartenait à une loge de la franc-maçonnerie, appelée "L'Emancipation," et qu'il a même ajouté, par malice, que le demandeur lui-même le lui avait déclaré.

Le défendeur nie ces allégués, et il ajoute que depuis sa sortie du collège, le demandeur a toujours professé des opinions religieuses différentes de celles entretenues par ses concitoyens catholiques et même contraires aux dogmes et enseignements de la dite église catholique, niant même l'existence d'un être supérieur ; que les déclarations du demandeur sur ce sujet avaient acquis beaucoup de publicité et de notoriété ; que le

1907
—
Bouchard
v.
Chartier.
—
Martineau,
J.

demandeur lui-même avait avoué au défendeur, en 1903, qu'il était franc-maçon et faisait partie de la loge "L'Emancipation"; qu'en 1906, le demandeur avait encore dit au défendeur qu'il était libre-penseur et ne croyait pas à Dieu ; que les amis du demandeur déploraient ces opinions anti-religieuses ; que c'est dans ces circonstances et connaissant ce qui précède, que le défendeur, de bonne foi et dans l'intérêt public, a répété ce que le demandeur lui avait dit privément et en discutant des mérites et principes respectifs des deux candidats.

Le demandeur s'inscrit en droit contre ces allégués qu'il prétend être étrangers au litige, soutenant que ses opinions religieuses ne regardent que lui seul, et que le public n'a aucun intérêt à les connaître ; que les déclarations et expressions d'opinions et de sentiments des amis du demandeur, non plus que la notoriété des faits allégués, ne pouvaient autoriser et justifier les diffamations dont il se plaint ; enfin, que la publication de ces faits n'était pas dans l'intérêt public.

Cette inscription, on le voit, soulève des questions de droit des plus intéressantes et qui touchent en même temps, pourrais-je ajouter, au plus haut degré aux intérêts privés et publics.

Posons de suite le principe ou les principes qui régissent la matière du libelle ou la diffamation. Il en est deux d'ordre différent, sinon contraires ; l'un s'applique à l'individu, l'autre à l'homme public. La réputation d'un individu doit, comme sa conscience, être à l'abri de toute persécution, de toute attaque, de toute contrainte. Ses faiblesses, ses fautes, ses opinions, ses croyances, sont choses qui n'intéressent que lui, et il n'est permis à personne, dans le dessein de lui nuire, de les faire connaître à ses concitoyens. Mais à côté de ce principe, sauvegarde des intérêts privés les plus sacrés, il en existe un autre qu'on ne saurait, non plus, jamais proclamer trop haut, c'est que le peuple a le droit, je dirai le devoir, de connaître tout ce qui peut l'aider à se former une opinion plus saine et plus juste des hommes qu'il doit choisir pour le représenter dans les différents conseils de la nation. Ce droit de critique va sans cesse s'élargissant, et alors qu'autrefois on le limitait stricte-

ment aux actes publics, aujourd'hui une conception plus nette et plus élevée des devoirs publics permet aux citoyens de s'enquérir, dans la vie privée d'un homme, de tout ce qui peut raisonnablement et logiquement indiquer ce qu'il sera dans la vie publique. Si je crois qu'un malhonnête homme dans la vie privée ne peut être un honnête homme dans la vie publique ; si je crois que celui qui s'est enrichi par des moyens que la loi criminelle du pays ne condamne point, mais que l'honneur et la conscience publique ne réprouvent pas moins, n'apportera pas dans l'exercice de ses fonctions officielles le profond désintéressement qu'elles exigent ; si je crois qu'une vie privée scandaleuse doit nécessairement avoir sa répercussion sur la vie publique ; si je crois qu'il n'y a pas deux morales, l'une pour l'individu et l'autre pour l'homme public, mais qu'il n'y en a qu'une qui impose les mêmes devoirs, pour tous, partout et dans tout : si je suis libre-penseur et si je crois que le progrès du pays est incompatible avec les exemptions de taxes, les privilèges religieux, les établissements de biens de main morte ; si je suis catholique et si je crois que la franc-maçonnerie cherche à introduire dans notre législation des principes révolutionnaires, j'ai le droit de dénoncer, dans l'intérêt public, tous ceux que leurs actes ou leurs principes me paraissent rendre indignes de la confiance populaire. J'admets bien que dans ces derniers cas, ces craintes et ces attaques dénoteront le plus souvent un esprit bien étroit, un fanatisme autrement plus dangereux que les opinions religieuses que je redoute, mais mon droit de critique ne m'en paraît pas moins certain.

Aussi la loi, sans définir ce qu'elle entend par l'intérêt public, déclare-t-elle que le défendeur, accusé de libelle, peut plaider la justification, en en alléguant la vérité et que la publication en a été faite dans l'intérêt public.

J'aurais donc été d'opinion, si le défendeur, admettant loyalement avoir dit dans les occasions mentionnées, que le demandeur était protestant et franc-maçon, avait produit un plaidoyer de justification, que ce plaidoyer, appuyé surtout sur les propos et dires du demandeur, aurait été bien fondé en droit. Mais tel n'est pas le plaidoyer du défendeur. Il

1907
—
Bouchard
v.
Chartier.
—
Martineau,
J.

1907
 Bouchard
 v.
 Chartier.
 Martineau,
 J.

nie la publication du libelle qu'on lui reproche, et allègue, pour se justifier, d'avoir répété ce que le demandeur lui a déclaré, des faits sans connexité aucune avec les allégations de la demande. Or, c'est là mettre de côté un principe fondamental de notre procédure, savoir, que la défense ne doit pas sortir du cadre de la déclaration. Il en a été ainsi jugé dans les causes de *Philipps vs Laviolette* ⁽¹⁾, *Lebeau vs Cousineau* ⁽²⁾, *Couillard vs Beauchêne* ⁽³⁾, *Rassam vs Budge* ⁽⁴⁾.

Philipps vs Laviolette :

Jugé :—" A une action en dommages pour injures verbales " le défendeur ne peut plaider des faits tendant à justifier d'autres paroles que celles mentionnées en la déclaration."

Une des allégations retranchées dans cette cause était la suivante : "Tous les faits relatés plus haut étaient connus de tous les membres, et servaient d'aliment de critique et de discussion".

Lebeau vs Cousineau :

Jugé :—"Le défendeur ne peut, dans sa défense, après avoir " nié les allégués de la demande, faire des allégations à l'effet " que si le demandeur a perdu l'estime de ses concitoyens, il " doit l'attribuer à sa propre faute, et alléguer, en outre, des " faits spéciaux différents de ceux contenus dans la déclaration".

Le paragraphe 19 de la défense qui m'est soumise est dans des termes identiques : "Si le demandeur a souffert, ce qui est " nié, des propos tenus par le défendeur, c'est dû à ses propos, " dires et déclarations, à son imprudence à lui, et nullement " à la faute du défendeur."

Couillard vs Beauchêne :

Bossé, J.:—"Si, d'une part, le plaidoyer de justification et " de vérité doit couvrir tous les faits imputés et tous les dé-

(1) 4 R. P., 396.

(2) 5 R. L. N. S., 64.

(3) 2 B. R., 386.

(4) L. R. 93, 1 Q. B., 571.

" tails de ces faits, d'autre part, il doit être limité à ces
" mêmes faits."

Rassam vs Budge :

" In an action for damages for libel and slander, the plain-
" tiff set out at length the alleged slanderous words. The de-
" fendant, by his defence, pleaded that he did say the follow-
" ing words and set out a lengthy statement which was ma-
" terially different from that alleged in the statement of claim.
" The defendant further said that words he used were true in
" substance and in fact, and were spoken on a privileged oc-
" casion. On a motion to strike out the defence the judge at
" chambers refused to make such order, and plaintiff appeal-
" ed. Held :—That this mode of pleading was embarrassing
" and raised no definite issue for trial, and must therefore be
" struck out."

Je considère comme étrangères au litige les allégations con-
cernant généralement les croyances religieuses du demandeur
et leur notoriété, parce qu'un homme peut être libre-penseur,
sans être franc-maçon ou protestant, et je considère aussi
comme étrangères les allégations regardant spécialement les
déclarations et admissions du demandeur qu'il était franc-ma-
çon, parce qu'il découle nécessairement des dénégations du
défendeur, que c'est dans d'autres lieux, à d'autres personnes,
à d'autres dates, c'est-à-dire en des circonstances qui ne sont
pas celles dont il est question dans la déclaration, qu'il a ré-
pété ce que le demandeur lui a dit.

En outre de faits nouveaux, le défendeur plaide dans les
paragraphe 19 et 20 dont on demande aussi le rejet, la noto-
riété des déclarations du demandeur. Nombreuses sont les
décisions, depuis le jugement de la Cour d'Appel dans la cause
de *Graham & McLeisch* (1) qui reconnaissent au défendeur le
droit de plaider la notoriété et la vérité des faits libelleux en
diminution des dommages auxquels le demandeur peut avoir
droit. Mais ce plaidoyer, comme celui de justification, n'im-

1907

Bouchard
v.
Chartier.
Martineau,
J.

(1) M. L. R. 5 Q. B., 475.

1907
—
Bouchard
v.
Chartier.
—
Martineau,
J.

plique-t-il pas, ne repose-t-il pas sur l'admission de la publication du libelle ? Quelles raisons peut avoir un défendeur qui nie avoir publié un libelle, à invoquer la vérité ou la notoriété de ce libelle, comme justification ou atténuation des dommages, lorsque le demandeur ne peut en obtenir aucun contre lui, s'il ne prouve tout d'abord que le défendeur a publié le libelle dont il se plaint par son action ? Comme le disait l'honorable juge Ouimet *re Bissonnette & Sylvestre* ⁽¹⁾ " Il n'y a pas lieu de justifier ce que l'on nie." Et nous pouvons ajouter : Non plus que d'atténuer ce que l'on n'a pas fait. Ce plaidoyer n'est-il pas en outre essentiellement un plaidoyer de bonne foi et un défendeur est-il de bonne foi lorsqu'il répond à l'action du demandeur en disant : Je ne vous ai pas diffamé, tel que vous le prétendez, mais j'aurais eu le droit de le faire, parce que ça aurait été vrai et dans l'intérêt public ?

Pour me résumer, je crois pouvoir dire qu'en matière de libelle un défendeur doit : 1o. Restreindre sa défense aux faits allégués dans la déclaration et qu'il ne peut y introduire aucun fait nouveau ; 2o. Qu'il ne peut, lorsqu'il nie la publication du libelle, en plaider la vérité ou la notoriété, soit comme justification, soit en atténuation des dommages.

L'inscription en droit est maintenue avec dépens.

Beauregard & Leelage, pour le demandeur.

Lussier & Gendron, pour le défendeur.

(1) 6 R. P., 255.

COUR SUPÉRIEURE.

ARTHABASKA, 15 mai 1907.

Présent :— MALOUIN, J.COUTURE v. LA CORPORATION DU COMTÉ
DE MEGANTIC ET AL.

Droit municipal—Procès-verbal pour ouverture d'un chemin de front—Exemption de l'entretien de plus d'un chemin de front dans certains cas—Procès-verbal inexécuté. Interprétation des lois—Rétroactivité—Défaut de répartition des travaux dans un procès-verbal.

JUGÉ :—1o. L'existence d'un ancien procès-verbal pour l'ouverture d'un chemin de front qui n'a jamais reçu d'exécution ne fait pas obstacle à un nouveau procès-verbal pour l'ouverture d'un chemin de front traversant le même terrain dans une profondeur de trente arpents. La loi, 60 Vict. cap. XXVII, s. 7 qui déclare les procès-verbaux caducs à défaut d'exécution dans les cinq années, s'applique à ceux faits avant, aussi bien qu'à ceux faits après sa passation.

2o. Le défaut dans un procès-verbal de prescrire la partie de l'ouvrage à faire par chaque contribuable, n'est pas une cause de nullité, mais constitue tout au plus une lacune à laquelle le conseil peut remédier par voie d'amendement.

MALOUIN, J. :—

Il s'agit d'une action pour faire mettre de côté une résolution passée le 13 septembre 1905, par le conseil municipal de la corporation défenderesse, ainsi que le procès-verbal en date du 18 août 1905, que cette résolution homologue.

Ce procès-verbal ordonne l'ouverture d'une route à partir du chemin de front du onzième rang, dans Somerset sud, à aller au chemin du douzième rang dans les pointes d'Arthabaska, dans la paroisse de Ste Sophie, Halifax nord. Le chemin suit la ligne divisant les lots Nos 395 et 396 de Somerset sud. La partie de la route à partir du chemin de front du 11ème rang sur une longueur égale à la largeur du lot No 395 est déclarée chemin de front du dit lot et est mise à la charge de ce lot pour sa confection et son entretien.

1907
—
Couture
v.
Corporation
du Comté de
Mégantic.
—
Malouin, J.

Le demandeur demande la nullité du procès-verbal pour deux motifs.

D'abord, il dit qu'à l'époque de l'homologation de ce procès-verbal par le conseil de la corporation défenderesse, il y avait un chemin de front dans le canton de Somerset sud, entre le dixième et le onzième rangs, traversant la propriété du demandeur, à savoir, l'immeuble No 395 du cadastre, et s'étendant jusqu'à la ligne de division entre Somerset et Stanford. Et que ce chemin étant le chemin de front du lot 395, le conseil de la défenderesse n'avait pas le droit de mettre à sa charge l'ouverture et l'entretien d'un autre chemin de front sans abolir le premier.

Le second moyen invoqué est que le dit procès-verbal ordonne que les travaux du chemin soient faits par les intéressés sous la surveillance de l'inspecteur de l'arrondissement, sans dire quelle partie de l'ouvrage sera faite par chaque contribuable.

Il existe, en effet, un procès-verbal en date du 24 juillet 1854, dressé par F. L. Poudrier, député grand voyer, ordonnant l'ouverture du chemin de front mentionné plus haut, mais la preuve constate que ce chemin n'a pas été ouvert dans toute sa longueur. La largeur de la terre du demandeur est de sept arpents ; il y a sur cette terre une maison et une grange : la bâtisse la plus éloignée de la ligne de division entre les lots 395 et 396 est à un arpent. Le demandeur, dans son témoignage, dit que ce chemin est ouvert jusqu'à sa maison, c'est-à-dire d'environ un arpent. Depuis trois ou quatre ans, il a mis une clôture entre son lot et le lot 396, avec une barrière. Et, dans les transquestions, il admet que ce chemin n'est pas ouvert au public à partir du lot 396 à aller à Stanford. D'après le témoignage même du demandeur, il est certain que la partie du chemin qu'il dit exister sur le No 395 n'est que l'entrée qui conduit à sa maison et à sa grange.

Dans une requête en date du 9 juillet 1906, adressée au conseil de la corporation de Somerset sud par le demandeur, François Couture et son fils, Joseph, ils allèguent : "que ce chemin ne fut ouvert que jusqu'à la propriété No 395 appartenant à l'un des requérants, François Couture." Les autres

témoins produits établissent également que ce chemin de front n'a été ouvert que jusqu'à l'immeuble No 395.

Le statut de Québec, 60 Victoria, ch. 27, s. 7, reproduit dans la dernière partie de l'article 809, C. M., décrète que : " Tout procès-verbal cessera d'être en vigueur si les travaux " y ordonnés ne sont pas exécutés dans les cinq années qui suivront son entrée en vigueur." D'après ce statut, le procès-verbal de 1854 a cessé d'être en vigueur à partir du lot No 396 à aller à Stanfold. Le No 395 n'a donc pas de chemin de front à sa charge en vertu de ce procès-verbal.

Le demandeur prétend que le procès-verbal de 1854 n'est pas affecté par ce statut, qui lui est bien postérieur. Je ne puis me rendre à cette manière de voir ; cette loi s'applique à tous les procès-verbaux ; il importe peu qu'ils soient antérieurs ou postérieurs à sa passation. C'est une prescription créée par la loi, qui a commencé à courir pour les anciens procès-verbaux à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

Le demandeur ne peut donc pas dire qu'il est tenu à l'entretien de deux chemins de front. Et, comme question de fait, il n'a jamais entretenu de chemin de front en vertu du procès-verbal de 1854.

De plus, l'article 825 C. M., qui s'applique à tous les chemins de front, régis ou non par des procès-verbaux ou règlements, (Art. 822 C. M.) ne décrète pas qu'il ne peut pas y avoir plus d'un chemin de front dans une profondeur de trente arpents, mais que nul ne peut être tenu d'entretenir plus d'un chemin de front dans une profondeur de trente arpents. S'il en existe plus d'un, le conseil doit déclarer lequel doit être entretenu par le propriétaire ou l'occupant et les autres sont considérés comme routes. A défaut de telle déclaration, le propriétaire n'est tenu qu'aux travaux du chemin le plus rapproché de sa demeure.

Et l'article 301 C. M. édicte que : " Tel chemin de front ne " doit pas dépasser en longueur le double de la largeur du terrain dont il est le chemin de front. L'excédant est considéré " et entretenu comme route, et le procès-verbal ou le règlement ne peut, en aucun cas, déroger aux dispositions de l'article 825 de ce code."

1907

Couture

v.
Corporation
du Comté de
Mégantic.

Malouin, J.

1907
Couture
v.
Corporation
du Comté de
Mégantic.
Malouin, J.

Si le conseil municipal fait revivre le chemin de front qui existait en vertu du procès-verbal de 1854, il sera alors de son devoir d'amender le procès-verbal attaqué, de manière à se conformer à la loi que je viens de citer.

Le demandeur, à l'argument, à prétendu que le conseil avait agi illégalement en déclarant chemin de front, une partie d'un chemin ouvert sur la profondeur des terres. Je suis d'opinion que l'article 766 C. M. autorise et justifie cette procédure.

Le second moyen invoqué n'est pas un moyen de nullité. Le procès-verbal dit quels sont les immeubles qui seront attachés à l'ouverture et l'entretien de la route, sans dire quelle partie de l'ouvrage sera faite par chaque contribuable. Le procès-verbal peut être incomplet, mais le conseil peut le compléter par une procédure subséquente. C'est ce qui a été décidé dans une cause de *Piché vs La Corporation du Comté de Portneuf* (1).

Les quatre juges qui ont été appelés à juger cette cause étaient d'accord sur ce point. La dissidence du juge Larue en révision, portait sur un autre motif. Le juge Larue traite cette question à la page 135 du rapport de la cause ci-dessus citée, et l'opinion du juge Routhier, qui a rendu le jugement en Cour Supérieure, est donnée à la page 592 du même volume.

L'article 815 C. M., paragraphe 4, dit que l'acte de répartition doit indiquer :

4o.—La part des travaux qui doit être faite par chaque contribuable.

L'action est renvoyée.

Perrault & Perrault, pour le demandeur.

J. B. Dionne, pour la défenderesse.

L. J. Houde, pour la mise en cause.

(1) 17 C. S., 131 & 589.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES, VOL. XXXI, C. S.

ACTION RÉDHIBITOIRE :—V. VENTE MOBILIÈRE, 331.

AGENT :—An agent appointed to carry out a business for his principal under a written agreement which provides for his remuneration by the payment of a stated sum and a commission on sales to be made by him, is not entitled to commission on the acceptance and payment of drafts, usually charged by agents, but not mentioned in the agreement.—*McPherson v. Brice*, C. S., Tellier, J., 218.

ASSURANCE CONTRE FEU :—1o. L'observation des formalités prescrites par la loi des assurances mutuelles contre le feu pour réclamer l'assurance à la suite d'un sinistre, est une condition préalable nécessaire à l'institution de l'action en recouvrement de l'assurance.

2o. L'assuré qui, dans sa proposition d'assurance, se dit propriétaire des biens à assurer alors qu'il n'en a qu'une promesse de vente, fait une fausse déclaration qui entraîne la nullité du contrat.—*Ouellette et al. v. La Jacques Cartier*, C. S., Archibald, J., 29.

1o. La déclaration dans une proposition d'assurance contre l'incendie que l'immeuble à assurer est grevé d'hypothèques pour une somme inférieure à la réalité n'est pas une cause de nullité du contrat. Lors même que c'en serait une, les offres de paiement faites par l'assureur après le sinistre emportent renonciation de sa part au droit de l'invoquer.

2o. Le défaut par l'assuré de faire part à l'assureur d'une deuxième assurance consentie par une autre compagnie n'est pas une cause d'annulation du premier contrat.

3o. Le demandeur qui invoque les aveux et promesses de payer du défendeur, dans une réponse au plaidoyer, ne peut être empêché d'en faire la preuve, sous prétexte que ces faits auraient dû être invoqués dans la déclaration.—*Fiset v. La Cie Equitable d'Ass. contre le feu*, C. S., Cannon, J., 334.

ASSURANCE SUR VIE :—V. RESPONSABILITÉ, VO ACCIDENT DU TRAVAIL, 273.

AUTOMOBILE :—V. PROCÉDURE, VO INSCRIPTION EN DROIT, 227.

AUTORISATION MARITALE :—V. MARI ET FEMME, 183.

BAIL À LOYER :—The lessor of premises leased for a special business (v. g. as a barber shop) who brings suit with attachment in recaption, for rent, due and to rescind the lease, has a further right to recover

BAIL À LOYER—*Suite.*

by the same action the damages arising from the likelihood of the premises remaining unoccupied for a length of time.—*Daricent v. Montbriant et al.*, S. C., Saint-Pierre, J., 54.

BILLET :—Les signataires conjoints d'un billet rédigé : "Je promets, etc." s'obligent solidairement suivant l'art. 84 de la "Loi des lettres de change".—*The Congregation of Roumanian Jews Seth David v. Backman et al.*, C. S., Pagnuelo, J., 23.

BILLET DE LOCATION :—V. VENTE, 143.

BREVETS D'INVENTION :—10. The issue of a patent of invention raises a presumption in favour of the patentee that the article is a valid subject-matter of a patent.

The *onus* of proof is on the party who attacks the patent to establish the contrary.

20. The words "composition of matter" in sect. 7 of the Patent Act (R. S. C. cap. LXIX) include all composite articles, whether they be the result of chemical union or of mechanical mixture, and the latter may therefore be the subject-matter of a patent.

30. A novel and useful combination of old and well known things may be the subject-matter of a patent.

40. Any novel process for overcoming a difficulty in the way of applying an old process may be the subject-matter of a patent.—*The Electric Fireproofing Co. v. The Electric Fireproofing Co. of Canada*, S. C., Dunlop, J., 34.

10. Lorsque dans une action en contrefaçon de brevet d'invention la validité du brevet est attaquée pour le motif que l'invention n'est pas brevetable, c'est sur le breveté que tombe le fardeau de la preuve qu'elle l'est.

20. L'application de nouveaux moyens à une machine connue n'est brevetable qu'autant qu'elle constitue un perfectionnement ou qu'elle produit un résultat utile et différent de celui obtenu par la machine primitive.

30. Non seulement l'application des nouveaux moyens, mais l'amélioration, les avantages ou le perfectionnement qui en résultent doivent être énoncés dans le brevet ou le mémoire descriptif qui en fait partie.

40. Un brevet d'invention obtenu au moyen de fausses représentations est nul.—*Lair v. Authier et al.*, C. S., Saint-Pierre, J., 112.

CHOSE JUGÉE :—Le vendeur d'un meuble moyennant un prix payable par versements et sous la condition d'en retenir la propriété jusqu'au dernier paiement, a le droit de le revendiquer entre les mains du gardien nommé à une saisie-gagerie qui en a été pratiquée (illégalement suivant lui), même après un jugement la déclarant bonne

CHOSE JUGÉE—*Suiv.*

et valable. Vainement lui oppose-t-on ce jugement qui est sans effet à son égard ayant été prononcé dans une instance où il n'était pas partie et où le défendeur, son acheteur et, à ce titre, son débiteur chirographaire, n'était pas censé le représenter. Et il n'importe pas qu'il ait eu connaissance de la saisie-gagerie ainsi pratiquée et n'ait pas fait diligence pour intervenir et la contester.—*Somers v. Whitman*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Taschereau & Mathieu, J.J., 261.

L'exception tirée de l'autorité de la chose jugée est fondée lorsque le demandeur poursuit le même objet, pour la même cause, dans une nouvelle action contre le même défendeur comme principal obligé, après rejet d'une première action dirigée contre ce dernier comme caution. Par suite, un jugement qui déboute un demandeur d'une action pour prêt contre une femme mariée et sa caution, pour le motif de contravention à l'art. 1301 C. C., lui est opposable comme chose jugée par la caution (*ou ses représentants*), dans une deuxième poursuite où il réclame la même somme comme réellement prêtée à cette caution et au mari de la femme, alléguant que ceux-ci lui avaient fait souscrire l'acte d'emprunt comme fait par la femme, par dol et fraude, et que c'étaient eux qui avaient touché les deniers prêtés et en avaient eu le bénéfice.—*Sutherland v. Lafontaine et al.*, C. S., Malouin, J., 431.—V. Loi scolaire, 81.

COMMISSION DE L'AGENT :—V. MANDAT, 313.

COMPAGNIES À FONDS SOCIAL :—V. FLOTTAGE DU BOIS, 397, SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, 336, 409.

DÉLIT :—V. RESPONSABILITÉ.

DEMEURE :—Le débiteur n'est en demeure d'exécuter une obligation conventionnelle qu'après une demande écrite ou verbale, suivant que la convention est dans l'une ou l'autre forme, même lorsqu'une date a été fixée pour son accomplissement, s'il ne s'y trouve pas, en sus, la stipulation que le seul écoulement du temps constituera la mise en demeure.—*Cardinal v. Lalonde*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Mathieu & Loranger, J.J., 322.

DOMMAGES :—V. RESPONSABILITÉ.

DONATION :—1o. La condition imposée dans un acte de donation que les biens donnés "ne seront pas vendus, saisis ou saisissables pour aucune considération généralement quelconque, du vivant des donataires," s'entend d'une vente judiciaire, et ne fait pas obstacle à une vente contractuelle de ces biens.

2o. La preuve testimoniale est inadmissible pour établir que, lors d'une promesse de vente par écrit de la coupe de bois sur le

DONATION—*Suite*.

"lot number 15, Range 13th, Magog, Hattley and lying on the east side of the road called Beach Road," le promettant-vendre aurait représenté au promettant-acheter, que ce lot contenait 125 à 150 acres, lorsqu'en réalité son étendue n'était que de 75 acres.—*Hamel v. Smith*, C. S., Lemieux, J., 298.

DROIT CONSTITUTIONNEL : —10. Les législatures provinciales ont le pouvoir, en vertu de la sect. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de passer une loi pour permettre aux municipalités de faire fermer, par règlement à cet effet, à des heures prescrites pour certains jours, ou pendant certaines heures, les buvettes où l'on vend des liqueurs enivrantes en vertu de licences octroyées par le gouvernement.

20. Un règlement fait en vertu de cette loi est valide, bien que, dans son application, il ne vise qu'une classe particulière de citoyens, v. g. les restaurateurs.

30. Il est applicable dès qu'il vient en force, même à ceux dont les licences ont été émises avant sa passation.—*De Varennes v. La Cité de Québec & Le Procureur Général*, C. S., Lemieux, 444.

DROIT CRIMINEL :—SUMMARY CONVICTION :—V. PROCÉDURE, CERTIORARI, 67.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ :—V. RESPONSABILITÉ ; VO. ACCIDENT DU TRAVAIL, 469.

DROIT MUNICIPAL :—

APPEL A COUR DE CIRCUIT :—10. A married woman who is the owner of real estate in a municipality, whose name is on the valuation roll as such and who is a tax-payer, is qualified and has the right to take the appeal to the Circuit Court given in §4 of art. 1061 M. C.

20. Amendments of the valuation roll, in any year in which a new roll is not made, can only be made in the district of Quebec in the months of June or July. Hence resolutions passed by a local council in the district of Quebec in the month of September, to erase the names of proprietors inscribed on the valuation roll and to substitute in their stead the names of a large number of other parties, are null and void and will be quashed on appeal.—*Boucher v. The Corp. of Limoilou*, C. S., McCorkill, J., 178.

CHEMIN DE COMTÉ :—10. A county road being under the control of the county municipality, the local municipality in which it lies has no power to repair it and no right to recover the cost of such repairs from persons in default.

20. The owner of a lot under thirty arpents in depth is not lia

DROIT MUNICIPAL—*Suite.*

ble for the maintenance in repair of more than one front road.—*The Corporation of the Parish of Ste Marthe v. Leblanc*, C. S., Saint-Pierre, J., 193.

CHEMINS PUBLICS (ENTRETIEN DES) :—Une sécheresse extraordinaire ne constitue pas un cas de force majeure qui dégage la responsabilité de ceux qui sont chargés de l'entretien d'un chemin, pour les accidents causés par son mauvais état.—*Picard v. Les Syndics des chemins à Barrières de la Rive Nord à Québec*, C. R., Cimon, Pellerier & Cannon, JJ., 258.

10. Un règlement municipal qui met à la charge d'un propriétaire les travaux d'entretien d'un chemin de front excédant de plus de la moitié la moyenne des travaux à faire sur le chemin des propriétaires de terre de même valeur, est illégal et oppressif et le propriétaire lésé a le recours par action devant la Cour Supérieure pour le faire annuler.

20. La prescription de trente jours de l'article 708 C. M. n'a aucune application à cette action.—*Roussin v. La Corp. de la Paroisse Sainte-Dorothée*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Pagnuelo & Paradis, JJ., 520 ; *V. Conseils Municipaux*, 247.

CONSEILS MUNICIPAUX (POUVOIR DES) :—In the absence of fraud, or of an undue invasion of private rights, or of the wilful infliction of a palpable and manifest wrong, the Superior Court will not use its reforming and revisory power to interfere with municipal corporations in matters left by law to their discretion.—*Mercier et al. v. The Corporation of the County of Bellechasse*, C. S., McCorkill, J., 247.

CONTESTATION D'ELECTIONS MUNICIPALES :—*V. ELECTEUR MUNICIPAL*, 481.

ELECTEUR MUNICIPAL :—10. Une taxe personnelle imposée sur ceux qui n'en doivent pas d'autre en vertu du code municipal, est exigible du mari dont la femme est portée aux rôles d'évaluation et de perception comme propriétaire de biens imposables et en a payé les taxes. Par suite, un mari dans ces conditions qui n'a pas payé cette taxe n'a pas la qualité d'électeur municipal.

20. Le mari n'a la qualité d'électeur municipal à raison des terrains possédés par sa femme, que si son nom à lui est inscrit sur le rôle d'évaluation.

30. Les défendeurs, dans les contestations d'élections de conseillers municipaux, doivent proposer à la fois tous leurs moyens de défense, et ne sont pas tenus d'invoquer préliminairement celui tiré de l'absence de la qualité d'électeurs municipaux chez les requérants.—*Julien et al. v. Bernier et al.*, C. C., Langelier, J. C. Sup., J., 481.

DROIT MUNICIPAL—*Suite.*

INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS :—10. La convention par laquelle un contribuable cède le terrain d'une rue à une corporation municipale, à la charge de l'ouvrir ne comprend pas l'obligation d'y faire les trottoirs.

20. Lorsque les règlements municipaux mettent la construction des trottoirs à la charge des propriétaires riverains, et, au cas de défaut, permettent à la municipalité d'en faire les travaux après avis aux défallants et d'en recouvrer le coût de ceux-ci, l'omission de l'avis prescrit ne supplée un moyen de défense à l'action que si la somme réclamée excède ce que l'exécution des travaux eût coûté au propriétaire poursuivi lui-même.—*La Corp. de Trois Rivières v. Dumoulin et al.*, C. R., Langelier, J. C. Sup., Pelletier & Malouin, J.J., 75.

PROCÈS-VERBAL :—10. A public notice by a special superintendent of a meeting of interested rate-payers, under art. 796 M. C., that it will be held upon the ground in the said road, the length of the latter being four or five miles, is void for uncertainty of place.

20. A *procès-verbal* and report deposited for homologation by a special superintendent must show on their face that all the formalities required by law were duly complied with. A *procès-verbal* will be declared void after homologation when the report does not show that the notice for convening the meeting of the interested rate-payers was given and published seven clear days before the day appointed therefor.

30. A *procès-verbal* which imposes the maintenance of a front road on the owners of parcels of land of thirty arpents or less in width who already have one to maintain, is null and void.

40. A *procès-verbal* which imposes the maintenance of a front road on the rate-payers, so that the portion of each is longer than twice the width of his land, is null and void.

50. A *procès-verbal* which lays the maintenance of a road on rate-payers who have little or no use for it and which is necessary and almost essential to other rate-payers of a different range of the municipality, as an outlet, and who are not made to contribute to it, is unjust and oppressive and the Court will quash it as such at the suit of the parties interested.—*Beauchemin v. The Corp. of the Township of Roxton et al.*, C. S., Archibald, J., 86.

10. L'existence d'un ancien *procès-verbal* pour l'ouverture d'un chemin de front qui n'a jamais reçu d'exécution ne fait pas obstacle à un nouveau *procès-verbal* pour l'ouverture d'un chemin de front traversant le même terrain dans une profondeur de trente arpents. La loi, 60 Vict., cap. XXVII, s. 7 qui déclare les *procès-verbaux* caducs à défaut d'exécution dans les cinq années, s'applique à ceux faits avant, aussi bien qu'à ceux faits après sa passation.

20. Le défaut dans un *procès-verbal* de prescrire la partie de l'ouvrage à faire par chaque contribuable, n'est pas une cause de nullité.

DROIT MUNICIPAL—*Suite*.

té, mais constitue tout au plus une lacune à laquelle le conseil peut remédier par voie d'amendement.— *Couture v. La Corp. du Comté de Mégantic et al.*, C. S., Malouin, J., 541.

RÉPÉTITION DE L'INDU :—Un rôle d'évaluation ne prouve la qualité de propriétaire de ceux qui y sont inscrits comme tels que jusqu'à preuve contraire.

En conséquence, celui qui a payé des taxes sur un immeuble, parce qu'il avait été inscrit sur le rôle d'évaluation comme propriétaire de tel immeuble, a droit de s'en faire rembourser s'il prouve qu'il n'en était pas propriétaire au temps où ces taxes ont été imposées. *Couture v. La Corp. de St Étienne de Lauzon*, C. S., Langelier, J. C. Sup.—395.

RÈGLEMENT MUNICIPAL :—V. DROIT CONSTITUTIONNEL, 444.

SURINTENDANT SPÉCIAL :—V. CONSEILS MUNICIPAUX, 247.

TAXES MUNICIPALES :—V. INDU (RÉPÉTITION DE L'), 395.

TROTTOIRS (CONSTRUCTION DES) :—V. INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS, 75.

FLOTTAGE DU BOIS :—10.—Celui qui exécute des travaux pour faciliter le flottage du bois dans une rivière et pour lesquels un tarif de péages est fixé par arrêté du lieutenant gouverneur en conseil, conformément à la sect. 2972^f S. R. Q. (54 Vict., cap. XXV, s. 1) a le recours d'une action pour recouvrer les péages sur le bois flotté depuis l'exécution des travaux, tant avant qu'après la mise en force du tarif.

20. Une convention à laquelle des compagnies incorporées sont représentées par leur président, faite sous la condition de ratification par elles, reste sans effet, tant que cette condition n'est pas accomplie.

30. La compagnie ne peut pas, par une résolution générale, déléguer à son président ou à un autre officier, les pouvoirs qui sont attribués par la loi à son bureau de direction.—*Tanguay v. The Royal Paper Mills Co.*, Lemieux, J., 397.—v. *Servitudes*, 291.

FOREIGN COMPANY :—V. PROCÉDURE, VO OPPOSITION A SAISIE, 289.

INTERDICTION :—V. PROCÉDURE, VO RÉVISION, 343.

INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS :—V. DROIT MUNICIPAL, PROCÉDURE, VO ACTION NÉGATOIRE, 92.

INTERPRÉTATION DES STATUTS :—V. PROCÉDURE, VO INSCRIPTION EN DROIT, 227.

JOINT STOCK COMPANY:—V. SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, 336.

LOI SCOLAIRE:—1o. La désignation d'un immeuble "No P628 du cadastre officiel de la paroisse de . . ." dans un rôle de perception scolaire, suffit aux termes des articles 342 et 360 de la loi scolaire, lorsqu'une partie seulement du lot décrit sous son numéro cadastral dans le rôle d'évaluation municipale, se trouve dans les limites de la municipalité scolaire. Au reste, une irrégularité de ce genre (si c'en était une) ne saurait être invoquée que dans une demande de rectification ou tout au plus comme un moyen préliminaire, elle n'est pas opposable au fonds à une demande en recouvrement des cotisations.

2o. Le jugement qui rejette une action pour l'inobservation de formalités préalables ne supplée pas le moyen de la chose jugée à l'encontre d'une deuxième action intenté après leur accomplissement.

3o. Le paiement des frais d'une première action rejetée avec dépens n'est pas exigible comme condition préalable à l'institution d'une deuxième.—*Les Commissaires d'école de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan v. Shawinigan Water & Power Co.*, C. R., Langelier, J. C. Sup., Pelletier & Malouin, JJ., 181.

MALICIOUS PROSECUTION:—V. RESPONSABILITÉ, VO DÉNONCIATION CALOMNIEUSE, 240.

MANDAT:—La vente de marchandises appartenant à un mandant, faite en son propre nom par le mandataire qui en touche le prix, laisse le mandant sans recours contre l'acheteur, même quand c'est lui qui a fait l'expédition et la livraison des marchandises vendues.—*Huard v. Banville*, C. R., Langelier, J. C. Sup., Lemieux & McCorkill, JJ., 27.

When P employed C to sell real estate at a stated price for a commission of 5% and C having found a purchaser M, the sale was not completed, but further negotiations were carried on between P & M alone, with C's consent, and resulted in a sale for a sum exceeding that originally sought, C was entitled to recover his commission on the price actually paid. The fact that C was a practising advocate was no bar to his claim.—*Cruickshank v. Prud'homme et al.*, C. S., Sir M. M. Tait, C. J., 313:—V. Sociétés par actions, 362; Vente, 190.

MARI ET FEMME:—La femme commune en biens qui déserte le domicile conjugal où le mari se déclare prêt à la recevoir et à la soutenir, mais à qui il refuse de fournir, ailleurs, les choses nécessaires à la vie, a le droit de poursuivre la séparation de biens.—*Saulttry v. Ferrel*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Taschereau & Mathieu, JJ., 59.

1o. L'opposition afin de distraire un immeuble de la saisie qui en a été pratiquée, formée par son propriétaire, n'est pas un acte d'administration au sens des art. 176 et 177 C. C. Par suite, une

MARI ET FEMME—*Suite.*

femme mariée ne peut ester en justice dans une telle procédure sans y être autorisée par son mari ou par le juge.

20. Le tribunal appelé à se prononcer sur la contestation d'une opposition dans ces circonstances, se borne sans autre adjudication, à mettre les parties hors de cour, sous la réserve de leurs droits.—*Valiquet v. Stevens & Ryan*, C. S., Sir C. A. P. Pelletier, J., 183,—*l. Chose jugée*, 431.

MINEUR :—*l. PARTAGE EN JUSTICE*, 525.

PATENT ACT :—*l. BREVETS D'INVENTION*, 34, 112.

PREUVE :—*D. & Co.* occupied, as tenants, the lower flat of a building and *T.* the upper flats, of which he leased part to sub-tenants. *D. & Co.* were in the habit of turning off the water at night as a precaution against floodings. *T.* thereupon wrote them as follows : "Please do not turn the water off, except on Saturday afternoons and Sundays and oblige, *E. H. T.*"

D. & Co. having complied with this request, a tap was subsequently left open by a sub-tenant of *T.*, causing a flooding and damage. On an action brought by *D. & Co.* against *T.*

HELD :—That the above writing was an implied warranty that *T.* would be liable for damages following a compliance with the request and caused thereby, or, at all events, was a commencement of proof in writing which rendered admissible parol-testimony of an explicit verbal warranty to the same effect.—*Darson et al. v. Thurston*, C. S., Curran, J., 225.

When in the description of an immovable, in a notarial deed, there is a discrepancy between the area stated and the boundaries given, parol-testimony is admissible to prove a mistake as to the latter.—*David, ex-qual, v. Hains & David et al.*, C. R., Sir M. M. Tait, C. J., Mathieu & Hutchinson, JJ., 480.

v. Assurance contre feu, 334 ;—*Brevets d'invention*, 112 ; *Certiorari*, 67 ; *Donation*, 298.

PBEUVE TESTIMONIALE :—A description of goods in a bought and sold note as follows : "*Cars of 10,000 bushels, No 2 white oats 32½ cts per bushel f. o. b. basis 11½ cts freight to Montreal for export, cent less if No 3*" contains a latent ambiguity as to the quality of the goods meant. Parol-testimony is therefore admissible to explain it—*Melady v. Michaud et al.*, C. R., Sir M. M. Tait, C. J., Tellier & Charbonneau, JJ., 1

PROCÉDURE :—ACTION EN DÉMOLITION :—*l. SERVITUDES*, 291.

ACTION NÉGATOIRE :—10. L'action négatoire entre voisins du droit de puisage et de passage à laquelle le défendeur oppose son

PROCÉDURE—*Suite.*

droit de propriété du terrain où se trouvent le puits et le passage dont il se sert, peut s'instruire et être vidée comme une action en revendication de ce terrain, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un bornage.

20. La contenance d'un terrain exprimée en pieds carrés s'entend de pieds français pour un terrain formant originairement partie d'une seigneurie et de pieds anglais dans tous les autres cas. Néanmoins, on peut déroger à cette règle par convention et lorsqu'un terrain de la première catégorie est concédé par un seigneur avec désignation expresse de contenance en pieds de mesure anglaise, les aliénations subséquentes de portions de ce terrain par étendues de pieds sont censées être d'après la même mesure, lorsqu'on, en trouve la reconnaissance par les parties aux actes dans la référence qu'elles font à la concession primitive et dans leur conduite durant leur possession. — *Bécharde et al. v. Boucher*, C. R., Langelier J. C. Sup., Pelletier & Malouin, JJ., 92.

AVIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL :—La partie déboutée par un jugement de première instance d'une demande fondée sur l'inconstitutionnalité d'une loi, pour le motif qu'elle n'a pas donné l'avis au Procureur Général prévu à l'art. 114 C. P., n'est pas recevable à inscrire ce jugement en révision pour le faire réformer en donnant l'avis précité. — *Dulac v. Dery et al.*, C. R., Cimon, Pelletier & Cannon, JJ., 385.

CONTESTATION D'ÉLECTION MUNICIPALE :—V. DROIT MUNICIPAL, VO ELECTEUR MUNICIPAL, 481.

CERTIORARI :—The accused at a trial for a summary conviction may waive the taking down in writing of the evidence given against him. — *His Majesty The King v. Poirier*, C. S., Davidson, J., 67.

DÉCRET (EFFET DU) :—Le décret d'un immeuble légué à titre particulier avec substitution, fait à la poursuite du légataire universel pour recouvrer du légataire particulier une somme qu'il était tenu, en vertu de son legs, de contribuer au paiement des dettes du testateur substituant acquittées par ce légataire universel, a l'effet de purger l'immeuble de la substitution. — *Beaulieu v. Beaulieu*, C. S., Pagnuelo, J., 231.

DÉLAI DE RÉVISION :—V. RÉVISION, 465.

DÉLAI POUR RAPPORT DU BREF DE SOMMATION :—10. Writs of summons issued and served between the 30th of June and the first of September (the long vacation) must be returned within the same delay as at other times. The provision of art. 13 C. C. P. that, in reckoning delays, the 1st of September is deemed to be the next day after the 30th of June, applies only to pleading and trial.

PROCÉDURE—*Suite*.

20. A writ of summons may be returned after the delay fixed by law, with the consent of the defendant, and such consent may be express or implied. And when a writ is returned after the expiration of the delay, and the defendant afterwards moves for security for costs, he will be held to have impliedly consented to the return so made and a motion by him in the nature of an exception to the form on the ground that it is too late, will be rejected.—*Morris v. International Portland Cement Co.*, C. R., Sir M. M. Tait, C. J., Mathieu & Paradis, JJ., 460.

DÉPENS :—La règle que la partie qui succombe doit supporter les dépens est impérative et le tribunal n'a le pouvoir discrétionnaire de les mitiger ou de les compenser que pour des causes spéciales, qui doivent apparaître au jugement.—*Croteau v. The Arthabaska Water & Power Co & Boyle*, C. R., Lemieux, Carroll & Cannon, JJ., 516.

DÉSISTEMENT :—10. A plaintiff in an hypothecary action cannot, on production of a plea by the defendant that he is not in possession of the hypothecated immovable, file a discontinuance as to his principal demand and move for costs against the defendant on the ground that at the date of the institution of the action, the latter was, according to the cadastre, the apparent proprietor in possession of the property. This fact must be established in the regular way and the plaintiff must therefore proceed to trial for that purpose.

20. Nor can the defendant, by motion, seek a condemnation for costs against the plaintiff who files a discontinuance under the above circumstances.—*Piton v. Cantin*, C. S., McCorkill, J., 51.

EXCEPTION DILATOIRE :—Le jugement définitif rendu sur un incident v. g., sur la caution *judicatum solvi*, sur la production du mandat *ad litem* de la part du demandeur qui ne réside pas dans la province, doit statuer sur les dépens sans les réserver à la décision du fond.—Cf *Block v. Carrier*, 28 C. S., 49.—*Renaud et al.*, v. *Beauchemin et al.*, C. S., Demers, J., 156.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS :—Le demandeur qui a obtenu une condamnation partielle et qui a inscrit le jugement en révision pour la partie de sa demande où il a succombé, ne perd pas le droit à ce recours en poursuivant l'exécution de la partie de la sentence qui lui a été favorable, surtout lorsqu'il le fait sous la réserve expresse de son inscription en révision.—*Brook v. Wolff et al.*, C. R., Mathieu, Charbonneau & Hutchinson, JJ., 63.

GARANTIE FORMELLE :—V. RÉVISION, 465.

INSCRIPTION EN DROIT :—The Quebec Statute, 6 Ed. VII, cap. XIII

PROCÉDURE—*Suite.*

having provided that no municipal by-law to regulate the speed of automobiles shall have any force or effect, an allegation in the declaration of an action (damages caused by collision) against the owner of such a vehicle, that he was unlawfully driving it at a speed "far in excess of that permitted by the by-laws of the locality", is irrelevant and will be struck out on demurrer.—*Peck v. Ogilvie*, C. S., Davidson, J., 227.

LITISPENDANCE :—Une action intentée par un créancier en recouvrement d'une somme contre plusieurs débiteurs solidaires ne peut être opposée, dans un plaidoyer de litispendance par un autre débiteur solidaire qui n'y avait pas été assigné à une deuxième action en recouvrement de la même somme, prise contre lui.—*La Banque de Montréal v. Roy et al.*, Lemieux, J., 439.

LOI LACOMBE :—V. SAISIE-ARRÊT, 317.

MANDAMUS :—V. SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, 362.

OPPOSITION A SAISIE :—A receiver appointed by an order of the High Court of justice in England to an insolvent company incorporated in that country, but owning real estate in this province, has no status or quality in which he can make an opposition to a seizure of such real estate in execution of a judgment rendered against the company.—*Beauvais v. The British & Canadian Lead Co & Robertson*, oppt., C. S., Champagne, J., 289.

PARTAGE EN JUSTICE :—1o. Lorsque le code civil (art. 693) dit que s'il y a des mineurs parmi les héritiers, le partage de la succession doit se faire en justice, cela ne veut pas dire qu'il doit être ordonné par la cour sur une action en partage, mais qu'il doit être fait sous la surveillance de l'autorité judiciaire.

2o. Le partage est fait sous la surveillance de l'autorité judiciaire s'il est autorisé, pour les mineurs, sur avis du conseil de famille, par un juge de la Cour Supérieure qui commet un notaire pour y procéder.—*Belleau v. La Banque de Montréal*, C. S., Langelier, J. C. Sup., 525.

PROCÈS PAR JURY :—1o. A verdict by a jury that an accident in an elevator was due to the fault of the defendant "owing to the practice of not closing the door before starting the elevator", when there was evidence that on the occasion that practice was followed, will not be disturbed by the Court and is one on which judgment should be rendered holding the defendant liable.

2o. When an accident resulted in the crushing of the leg of the plaintiff, a civil engineer, so as to leave him a cripple for life, an award of \$11,000 damages is not so excessive as to make it evident

PROCÉDURE—*Suite.*

that the jury was influenced by improper motives.—*Odell v. The Windsor Hotel Co.*, C. R., Sir M. M. Tait, C. J., *Pagnuelo & Paradis*, JJ., 370.

V. RESPONSABILITÉ, VO ACCIDENT DU TRAVAIL, 273.

RÉVISION :—10. Depuis la promulgation du code de procédure civile de 1897, l'ordonnance d'un juge rejetant une demande d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire, est, par l'effet combiné des art. 72 et 52, §2, susceptible de révision.

20. Les notaires ont qualité pour signer, comme procureurs des requérants, les demandes de nomination de conseils judiciaires.

30. Le libellé d'une requête pour nomination d'un conseil judiciaire à un prodigue, qui lui reproche la prodigalité en termes généraux, sans en articuler des faits spécifiques, est informé et insuffisant.

40. La requête pour nomination d'un conseil judiciaire à une personne pour cause de prodigalité doit lui être signifiée avant d'être présentée au juge et la signification qui en est faite après présentation et ordre de renvoi à un notaire pour prendre l'avis du conseil de famille, est irrégulière.

50. Le juge saisi d'une requête pour nomination d'un conseil judiciaire peut autoriser un notaire à convoquer le conseil de famille et à prendre son avis dans le cas prévu à l'art. 556 C. C., comme s'il s'agissait d'une nomination de tuteur.

60. Le notaire ainsi délégué n'a pas le pouvoir d'interroger ou de laisser interroger des témoins devant le conseil de famille.—*Sainte-Marie v. Bourelle*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., *Mathieu & Loranger*, JJ., 343.

10. Lorsque le dernier des huit jours dans lesquels le dépôt pour les fins de la révision d'un jugement doit être fait est un jour non juridique, et que le lendemain est un samedi, le dépôt peut être fait le premier jour juridique suivant.

20. Dans une action réelle où le défendeur a appelé son auteur en garantie formelle et celui-ci a pris son fait et cause et contesté la demande, mais où le défendeur principal n'a pas été mis hors de cause, le jugement qui maintient l'action peut être inscrit en révision par le garant seul.

30. Une inscription en révision par une partie agissant en sa qualité de tuteur, qui est ratifiée par une ordonnance du tribunal sur avis du conseil de famille, vaut comme si elle avait été faite avec autorisation préalable.—*Brown, McIntosh & Roy vs. qual.*, C. R., *Mathieu, Robidoux & Hutchinson*, JJ., 465.—V. Avis au Procureur Général, 385 ;—V. Exécution des jugements, 63.

SAISIE-ARRÊT :—10. Le privilège donné au débiteur par l'art. 1147a du Code de Procédure Civile est un droit exclusivement at-

PROCÉDURE—*Suite.*

taché à sa personne, et ses créanciers ne peuvent l'exercer pour lui.

2o. Ce privilège ne peut être exercé que par le débiteur condamné par un jugement de la Cour de Circuit, et le créancier, qui a obtenu un jugement à la Cour Supérieure, peut pratiquer une saisie-arrêt, alors même que ce débiteur s'est conformé aux dispositions de l'art. 1147a.—*Larochelle v. Lavoie & La Cie C. P. R. & Lachance & Drovin*, C. S., Langelier, J. C. Sup., 317.

PROHIBITION D'ALIÉNER :—La prohibition d'aliéner la chose vendue ou cédée à titre onéreux est nulle, même lorsqu'elle est stipulée pour un temps limité, v. g., pendant la vie du vendeur ou du cédant. Vainement ce dernier prétendrait-il n'avoir voulu que se donner une garantie additionnelle de l'accomplissement des charges de l'aliénation ; les termes précis et formels de l'art. 970 C. C. n'admettent pas ce tempérament.—*Janelle v. Courchesne & Mayrand, opp.*, C. R., Cimon, Lemieux & McCorkill, JJ., 157.

PROMESSE DE VENTE :—V. VENTE, 143.

PROPRIÉTÉ :—1o. When land is bounded by a navigable river, the waters of which are non-tidal, it extends to the lowest mark reached by the gradual diminution of the water during the summer months. Hence the Crown has no power to grant as beach lots, land lying between the highest and lowest water-marks along such rivers, the same being the property of the riparian owners.

2o. The Crown may legally grant to any person other than the riparian owner, lots contiguous to his land in the bed of a navigable river.—*Chauret v. Pilon & The Attorney General, intv.*, C. S., Archibald, J., 165.

RESPONSABILITÉ :—**ACCIDENT DU TRAVAIL** :—A foreman employed in the defendant's paper mill in which uncovered revolving machinery was in motion, suddenly reaching out by a natural impulse to seize a dropping rope and prevent its becoming entangled, lost his balance and falling on the machinery was crushed to death.

1o. The finding of the jury that the death was caused through the neglect of the defendant in not having the machinery covered, was properly within their province and will not be set aside as unreasonable.

2o. A defendant liable for damages caused by death has no right to a reduction of the amount by reason of insurance on the life of the deceased paid to the plaintiff.—*Cameron v. The Royal Paper Mills Co.*, C. R., Taschereau, Mathieu & Paradis, JJ., 273.

1o. La responsabilité du patron envers son employé pour un accident du travail ne découle pas du contrat de louage de services entre eux, elle est délictuelle et est régie par la loi du pays où le fait délictueux se produit.

RESPONSABILITÉ—*Suite*

20. Lorsque la loi du lieu reconnaît la responsabilité, le tribunal ne doit pas s'arrêter à une exception qu'elle fait, tirée d'une présomption que les circonstances écartent de l'espèce à juger. Ainsi, la loi du Nouveau Brunswick (qui est le droit commun d'Angleterre) rendant le maître responsable du fait de ses préposés, excepté pour le cas de dommage causé par un compagnon de travail (*common employment*), parce que les ouvriers, dans un même emploi, sont présumés accepter le risque des fautes les uns des autres, cette exception ne s'applique pas à un préposé domicilié et engagé à Montréal, pour travailler au Nouveau Brunswick. Cet engagement, interprété suivant la loi du lieu où il a été fait, exclut la présomption que l'employé a accepté le risque du dit *common employment*. Par suite, le patron qui l'a engagé est responsable, d'après la loi du Nouveau Brunswick, des dommages qui lui sont causés par la faute de ses compagnons de travail, au cours de leur emploi dans cette province. — *Lee v. Logan*, C. R., Loranger, Tellier & Charbonneau, C. R., 489.—V. Procédure vo Procès par jury, 370.

ANIMAL :—Le maître est responsable d'un accident causé par l'emballement du cheval d'un tiers attelé à sa voiture et que son préposé conduit dans l'exécution des fonctions auxquelles il est employé.—*La Cie Amiot, Lecours & Larivière v. The Montreal Water-proofing Co.*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Mathieu & Loranger, J.J., 455.

Le propriétaire d'un animal, responsable des accidents dont ce dernier est la cause, est présumé en faute, mais dégage sa responsabilité en prouvant que l'accident est imputable à celui qui en a été la victime.—*Martin v. Hogg*, C. R., Mathieu, Pagnuelo & Paradis, J.J., 529.

COLLISION :—10. The rule that where a vessel is being towed "the tug is servant of the tow" does not apply to the case of a steam-barge towing two other barges, the whole under the control of those on board the steam-barge.

20. A steam-barge towing two barges not exhibiting her regulation lights before sunrise, having no proper look-out, too great a length of tow-line, no additional tug to assist, and proceeding on an improper course in view of obstacles ahead, is liable in damages for a collision that takes place in consequence.—*The Harbour Commissioners of Montreal v. The S. S. Bay State et al.*, C. S., Dunlop, J., 10.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Une corporation municipale est responsable d'un accident causé par le mauvais état d'un chemin public dont elle a l'entretien. Elle ne peut s'y soustraire en alléguant la difficulté de l'entretien à l'endroit où l'accident a eu lieu, l'imprudence de celui qui en a été la victime, en se servant d'une voiture

RESPONSABILITÉ—*Suite.*

et d'un cheval incommodes, et son défaut de conduire avec soin.—*Benoit v. La Corp. de St. Stanislas de Koska*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Mathieu & Loranger, JJ., 355.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE :—In an action of damages for malicious prosecution, the having taken counsel's opinion before prosecuting will not sustain a plea of probable cause and absence of malice, unless it be shown that all the facts were laid before him and unless he be heard to establish that he advised the prosecution with a full knowledge of them.—*Durocher et vir v. Bradford*, C. R., Sir M. M. Tait, C. J.; Taschereau & Mathieu, JJ., 24.

DIFFAMATION :—1o. Dans une action en dommages pour diffamation, la défense tirée de la vérité des propos diffamatoires et du motif d'intérêt public (*justification*) doit porter uniquement sur les faits articulés et qualifiés dans la poursuite et toutes les allégations relatives à d'autres faits doivent être écartées.

2o. Le défendeur qui nie avoir tenu le propos diffamatoire, cause de la poursuite, n'est pas admis à en invoquer la vérité ou la notoriété, soit comme moyen de justification, soit en vue de la mitigation des dommages.—*Bouchard v. Chartier*, C. S., Martineau, J., 535.

FLOTTAGE DU BOIS :—1o. Les fabricants de bois, concessionnaires de coupes de bois, etc, ont le droit de flotter le bois qu'ils fabriquent dans les rivières et cours d'eau de la province, à la condition de payer les dommages qu'ils peuvent causer.

2o. Ils ne peuvent se soustraire à cette responsabilité en faisant faire le flottage de leur bois à l'entreprise par des tiers.—*Le Club de Chasse et de Pêche de Ouatichouan v. La Cie de Pulpe de Ouatichouan*, C. R., Lemieux, Sir C. A. P. Pelletier & McCorkill, JJ., 133.

LIBELLE :—An impartial and accurate report in the public press of any proceeding in a Court of law is privileged, and this rule applies to the publication of pleadings (declarations, exceptions, rejoinders, etc) before issue joined, as well as after trial.—*Shalloo v. The Gazette Printing Co.*, C. S., Archibald, J., 338. *V. Bail à loyer*, 54, *Preuve*, 225.

SÉPARATION DE BIENS :—*V. MARI ET FEMME*, 59.

SERVITUDES :—1o. Le contre-mur pour le cas prévu au §4 de l'art. 532 C. C., n'est exigé que si l'écurie ou l'étable est construite auprès d'un mur mitoyen ou propre au voisin. Par suite, il n'y a pas d'obligation de faire un contre-mur pour une écurie construite le long d'une cour intérieure ou, pour une distance de quelques pieds, d'un appentis ou cuisine en bois, sans cave ni solage en pierre.

SERVITUDE—*Suite*.

20. Cette obligation est imposée pour la conservation du mur auquel on adosse l'écurie et pour en prévenir la dégradation. Elle n'est pas due, lorsque l'écurie est tenue proprement et n'offre pas de danger pour le mur voisin.— *Defoy v. Saint-Jean*, C. R., Tasche-reau, Loranger & Pagnuelo, JJ., 97.

The right given to a proprietor to improve a water course running along his land by means of necessary works, as dams, dykes, piers, booms, etc., does not entitle him to abut or rest such works on the land of another without his consent. When therefore such works are erected in such a way as to injure the owner of the land on which they abut or rest, or to interfere with his enjoyment of it, he will have an action to have them removed or demolished, as well as for damages.— *Bryson v. Davidson*, C. S., Champagne, J., 291.

The owner of a shop or store adjoining a lane of which he has the use in common with others, has the right, for the exercise of this servitude, under art. 553 C. C., to erect a fire-escape giving access from the building to the lane in case of fire, provided he places it so as not to interfere with those who have the same right of servitude as himself.— *Meighen v. Pacaud*, C. S., Dunlop, J., 405.

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS :—If before a winding up order, under R. S. C., cap. 129, is made, a suit is brought against a company by a shareholder to have his subscription set aside for fraud, he will be authorized on motion to continue his proceedings after the order has been obtained.— *Johnston v. The Ewart Co., Ltd.*, C. S., Archibald, J., 336.

10. En l'absence d'une prohibition dans la charte ou les règlements d'une société par actions, constituée en vertu de l'acte des compagnies du Canada, le porteur d'actions libérées dans son capital social peut les vendre ou céder et l'acquéreur peut exiger l'enregistrement prévu par la loi de la vente ou de la cession qui lui en a été faite.

20. Une convention entre tous les actionnaires d'une société par actions de ne vendre ou céder leurs actions que dans de certaines conditions définies ne peut tenir lieu d'un règlement pour en défendre la vente et est sans effet à l'égard de tiers acquéreurs.

30. Celui qui agit comme prête-nom d'un autre n'a la qualité de mandataire que pour son mandant. Quant aux tiers, il reste principal intéressé et est recevable à exercer contre eux les recours qui naissent des contrats qu'il fait en son nom. Par suite, s'il a acquis des actions libérées dans une société par actions, il a le recours du *mandamus* pour contraindre la société à enregistrer la vente ou

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS—*Suite.*

cession qui lui en a été faite.—*Barnard v. The Duplessis Independent Shoe Machinery Co.*, C. S., Martineau, J., 362.

Un contrat projeté entre un particulier et une société par actions ou compagnie, en voie de formation, est sans effet, en ce qui regarde celle-ci, après sa constitution par émission de lettres patentes. N'ayant pas eu d'existence légale, il n'est pas susceptible de ratification. Pour qu'il prenne effet, il faut que la société agissant, après son incorporation, par son bureau de direction, y souscrive ou s'y engage formellement de la manière prévue par la loi.

Par suite, lorsque les promoteurs d'une telle société rédigent un écrit ou projet pour le lancement de l'affaire, dans lequel il est déclaré qu'un particulier en sera le directeur gérant avec un salaire spécifié et autres avantages, que les actionnaires, en souscrivant, prennent connaissance de cet écrit, qu'après l'octroi des lettres patentes et l'adoption de règlements par les directeurs provisoires, une résolution est adoptée à une assemblée générale des actionnaires, déclarant le projet de constitution définitif, ordonnant sa transcription dans les livres de la société et le dépôt de l'original chez un notaire, ces faits n'établissent pas un contrat entre le particulier désigné et la société, de façon à donner à celui-là contre celui-ci, un recours en recouvrement d'arrérages de salaire.—*Duquenne v. La Cie Générale des Boissons Canadiennes*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Mathieu & Loranger, JJ., 409.—v. Flottage du bois, 397.

SUBSTITUTION :—1o. Lorsqu'une succession est léguée avec substitution, les legs particuliers faits par le testateur sont une charge de la substitution. Par suite, l'aliénation d'un immeuble substitué en exécution d'un jugement qui condamne le grevé à payer un tel legs est définitive et les appelés ne peuvent plus prétendre y avoir des droits.

2o. La remise de biens substitués faite par anticipation par le grevé aux appelés équivaut, quant à ces derniers, à l'ouverture de la substitution. Elle leur donne le droit de revendiquer les immeubles qui en font partie et qui ont été aliénés et il n'y a plus lieu pour eux de recourir aux simples mesures conservatoires. — *Filion v. Filion*, C. S., Taschereau, J., 24.

1o. La vente de droits successifs dans des biens légués avec substitution et défense de les aliéner avant l'ouverture de celle-ci, faite par un appelé est valide, mais ne prend effet qu'au moment de l'ouverture. La défense d'aliéner les biens n'emporte pas dans ce cas, celle d'aliéner les droits éventuels que l'appelé peut y avoir. Il ne saurait donc être admis à demander la nullité de la vente et à revendiquer les biens auxquels elle se rapportait.

2o. Celui de plusieurs héritiers qui est absent, lors de l'ouverture d'une succession, n'y concourt pas ; elle est dévolue exclusi-

SUBSTITUTION—*Suite.*

vement à ses co-héritiers présents.—*Marcoux v. Maillé*, C. S., Mathieu, J., 103.—v. Procédure, vo Décret, 231.

A devise by will of an estate to the wife of the testator to "hold " in usufruct only during her natural lifetime" and after her decease to his children, with a proviso that, in the event of the death of any one or more of them, without children, during the life of the testator, or of his wife, the share of such child or children shall accrue to the others, creates a substitution which only opens on the death of the surviving widow. Hence, during her lifetime, no action will lie in favor of any one of the children for a partition of the estate.—*Thornton v. Thornton et al.*, C. R., Taschereau, Tellier & Charbonneau, J.J., 223.—V. Procédure, vo Décret 231.

TESTAMENT :—V. SUBSTITUTION, 233.

TRANSPORT :—La convention par laquelle un fabricant de bois transporte "tous les billots qu'il doit couper dans l'hiver à suivre" à celui qui lui avance les sommes nécessaires à la fabrication, ne confère au créancier aucun droit de propriété qui lui permette de revendiquer le bois fabriqué à l'encontre des créanciers du fabricant tombé en faillite.—*Tremblay, failli, Forget req. v. Lefaire et al.*, C. R., Langelier, J. C. Sup., Pelletier & Malouin, J.J., 72.

TUTEUR :—V. PROCÉDURE, vo RÉVISION, 465.

VENTE :—Les lots de terre publique octroyés par billets de location en vertu des articles 1268 et suivants, S. R. Q., peuvent être l'objet d'une vente valide avant l'émission des lettres patentes qui en sont le titre définitif. Par suite, la promesse de vente d'un de ces lots donne ouverture aux recours en passation de titre et en recouvrement des sommes exigibles comme dans le cas de promesse de vente de tout autre immeuble.—*Fauteux v. Guindon*, C. S., Taschereau, J., 143.

La vente par le mandataire, sans mention de sa qualité, d'une chose que l'acheteur sait être la propriété du mandant est réputée faite pour le compte de ce dernier.—*Pomerleau v. Mahen & Couture & Cloutier, Interv.*, C. R., Langelier, J. C. Sup., Cimon & Malouin, J.J., 190.

Le "commerçant trafiquant en semblables matières" de l'art. 1489 C. C. doit s'entendre de celui qui exerce publiquement et habituellement son négoce dans la localité où il est connu. Par suite, celui qui achète un cheval d'un distributeur de journaux qui, à l'occasion, vend, achète et échange des chevaux, ne peut exiger le remboursement du prix qu'il a payé du propriétaire à qui le cheval a été volé et qui le revendique.—*Parent v. Blanger*, C. S., Champagne, J., 383.—V. Mandat, 27.—Preuve testimoniale, 1 ;—

VENTE—*Suite.*

Substitution, 103.

VENTE A L'ENCHÈRE :—1o. The sale by auction of an immovable is completed by adjudication to the highest bidder and the entry of his name in the sale-book by the auctioneer. Upon the purchaser's complying with the conditions of the sale and paying the amount of his bid, the seller is bound to give him a valid title to the immovable sold.

2o. The seller who declines to do so, on the ground that the purchaser chilled the sale by means of false representations and statements must establish both that they were false and did deter intending purchasers from bidding. Hence a statement that he who bought the property would suffer from disagreeable and noticeable odours, when the neighbourhood of a large livery stable made the fact patent, and the further statement that, in consequence of prior deeds and covenants, the property could only be put to certain restricted uses, without proof that any one was influenced by it, do not afford grounds for annulling the sale.—*Campbell v. Eno*, C. S., McCorkill, J., 147.

VENTE A RÉMÉRÉ :—La vente avec faculté de réméré dépouille le vendeur de la propriété de l'héritage vendu. Il ne peut pas le vendre à un deuxième acheteur et un acte de vente qu'il souscrit, n'est, dans ces conditions, qu'une cession de droits éventuels. Peu importe, que l'acheteur primitif intervienne et déclare ratifier cette prétendue vente, s'il fait en même temps la réserve des droits qu'il a acquis en vertu de son propre acte. Par suite, l'enregistrement d'un jugement rendu contre le nouvel acquéreur, comme s'il était devenu propriétaire, ne crée pas une hypothèque légale sur l'immeuble.—*Ménard v. Guibord et vir, Girard, intv.*, C. S., Martineau, J., 486.

VENTE IMMOBILIÈRE :—When a lot in a town was sold bounded on one side by land reserved for an intended street (*une rue projetée*) and the purchaser remained in possession of it a space of twenty-three years, after which the intended street was laid open by the municipal authorities, but with a reduction of ten feet in its width so that a strip was left between it and the lot, thus cutting off access from the one to the other, an action will lie by the purchaser against the seller to recover the price paid for the lot and the cost of improvements made thereto by him during his possession.—*Cour. heron v. Grant*, C. R., Langelier, J. C. Sup., McCorkill & Lemieux, JJ., 197.

VENTE MOBILIÈRE :—L'acheteur d'une chose qui a un défaut caché est tenu d'intenter l'action rédhibitoire avec diligence convenable et ne doit pas se contenter de sommer le vendeur de la reprendre. Par

VENTE :—*Suite.*

suite, celui qui achète un cheval et, apprenant qu'il a un défaut caché, somme aussitôt le vendeur de le reprendre, ne sera pas admis, vingt-six jours après la vente, à faire valoir ces faits comme défense à une action en recouvrement du prix, signifiée dans l'intervalle. *Guilmette v. Langevin*, C. R., Sir M. M. Tait, J. C., Loranger & Dunlop, JJ., 331.

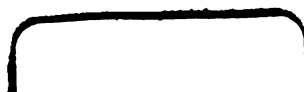
VICE RÉDHIBITOIRE :—*V. VENTE MOBILIÈRE*, 331.

WINDING UP ORDER :—*V. SOCIÉTÉS PAR ACTIONS*, 336.

Stanford Law Library



3 6105 062 601 914



Stanford Law Library



3 6105 062 601 914

Stanford Law Library



3 6105 062 601 914

